REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'ALLIER

ARRONDISSEMENT DE MOULINS

Nombre de membres en exercice : 79
Présents : 48
Pouvoirs : 22
Présents et représentés : 70

N°C25054

OBJET :

ARRÊT DU SCOT

MOULINS COMMUNAUTÉ

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU MERCREDI 14 MAI 2025

L'an deux mille vingt cinq, le quatorze mai à 17H00, les membres du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération de Moulins se sont réunis sur convocation en date du 07/05/2025 et sous la présidence de Monsieur Pierre-André PERISSOL, Le Président à la Espace Villars - Route de Montilly - 03000 Moulins.

PRÉSENTS :

Pierre-André PERISSOL, Annick DELIGEARD, Claire CABANEL, Noël PRUGNAUD, Philippe BOISMENU, Marie-Thérèse JACQUARD, Joel LAMOUCHE, Jean-Luc ALBOUY, Frédéric VERDIER, Jean-Michel BOURGEOT, Michel BARBARIN, Chloë JARA, Danièle THIERIOT, André JARDIN, Eliane HUGUET, Guillaume MARGELIDON, Philippe TOURET, Jean-Claude CHAMIGNON, Cécile DE BREUVAND, Marie-Luce GARAPON, Hervé BAUDOIN, Bernadette MARTIN, Etienne RICHET, Yves LENOIR, Martine GOUEFFON, Alain CHERVIER, Xavier FAIVRE-DUBOZ, Jean-Michel GRIFFET, Jean-Luc GAUTHIER, Stéphanie BEL, Denis FLAMAND, Patrick COMBEMOREL, Philippe PRUGNEAU, Béatrice GENTY, Mathieu GEFFRAY, Johnny KARI, Dominique LEGRAND, Annie CHARMANT, Stefan LUNTE, Alain DEGUELLE, Alain VIRLOGEUX, Lydie PEROT-CLAVEL, Jean-Marc BRUNOT, Yves CHANY, François LARRIERE-SEYS, Anne KEBOUR, Bruno NANCEY, Laëtitia PLANCHE

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :

Nicole TABUTIN à Lydie PEROT-CLAVEL, Isabelle LASMAYOUS à Marie-Luce GARAPON, Jérôme LABONNE à Jean-Michel BOURGEOT, Julien CARPENTIER à Danièle THIERIOT, Carine BARILLET à Noël PRUGNAUD, Pierre BRENON à Hervé BAUDOIN, Aline MAURICE à Chloë JARA, Dominique DESFORGES-DESAMIN à Marie-Thérèse JACQUARD, Maria BARRETO à Yves LENOIR, Jean-Damien BARRE à Etienne RICHET, Christophe de CONTENSON à Annick DELIGEARD, Véronique LAFORET à Guillaume MARGELIDON, Camille CORTEGGIANI à Dominique LEGRAND, Nathalie MARTINS à Bernadette MARTIN, Jean-Michel MOREAU à Mathieu GEFFRAY, Maud BELIN à Cécile DE BREUVAND, Damien JACQUET à Stefan LUNTE, Odile MARION à Joel LAMOUCHE, Norbert BRUNOL à Frédéric VERDIER, Daniel MARCHAND à Philippe BOISMENU, Pascal PERRIN à Yves CHANY, Michel CLAIRE à Anne KEBOUR

ABSENTS EXCUSÉS :

Yannick LUCOT, Jean-Luc MOSNIER, Alain DENIZOT, Véronique RIBIER, Philippe CHARRIER, Marwane FIKRY, Yannick MONNET, Roland FLEURY, Bastien JAYOT

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Guillaume MARGELIDON

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

MOULINS COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 14 MAI 2025
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE N°C25054

ARRÊT DU SCOT

Le Conseil Communautaire sur proposition de **Annick DELIGEARD**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Moulins Communauté,

Vu la loi N°2000-1208 du 13 Décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu la loi N°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle II de l'Environnement »,

Vu la loi N°2014-366 du 24 Mars 2014, publiée le 26 Mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR),

Vu la loi N°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu la loi N°2018-1021 du 23 Novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN,

Vu l'ordonnance N°2020-744 du 17 Juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale,

Vu l'ordonnance N°2020-745 du 17 Juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme,

Vu la loi N°2021-1104 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets du 22 Août 2021

Vu la loi N°2023-630 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux du 20 Juillet 2023,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-29 et suivants, R.143-1 et suivants, L.143-14,

Vu la délibération N°C.17.273 du 15 Décembre 2017 lançant l'élaboration du SCoT sur le nouveau périmètre de Moulins Communauté.

Vu la délibération N°C.21.96 du 29 Juin 2021 relative au passage en ScoT modernisé,

Vu la délibération N°C.22.82 du 14 Octobre 2022 relative à l'approbation du projet de territoire, ambition 2040

Vu le débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) ayant eu lieu lors du Conseil Communautaire du 16 Décembre 2024,

Considérant les objectifs du projet de territoire, ambition 2040,

Considérant les orientations du PAS (Projet d'Aménagement Stratégique),

Considérant la révision du SCoT qui intègre les dernières évolutions législatives et notamment la trajectoire « Zéro Artificialisation Nette »,

Considérant le bilan de la concertation,

Considérant que le projet de SCOT arrêté est constitué de :

- Un rapport de présentation,
- Du PAS,
- Du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)
- Annexes,

Vu l'avis :

- de la Commission « Urbanisme, Aménagement, Habitat » du 16 Avril 2025
- du Bureau communautaire du 23 Avril 2025,

Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,
ABSTENTIONS : 5

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

- D'arrêter le bilan de la concertation tel qu'annexé à la présente délibération, concertation effectuée tout au long de l'élaboration du SCoT de Moulins Communauté,

- D'arrêter le projet de Schéma de Cohérence Territoriale de Moulins Communauté, tel qu'annexé à la présente délibération,

- De soumettre pour avis le projet de SCoT :
➢ Aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-8 du Code l'urbanisme ;
➢ Aux communes membres de l'agglomération ;
➢ À leur demande, aux EPCI directement intéressés et aux communes limitrophes ;
➢ À sa demande, au représentant de l'ensemble des organismes HLM propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire, si ces organismes en ont désigné un ;
➢ A la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) de l'Allier,

- D'autoriser le Président ou son représentant à prendre et à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de l'enquête publique,

- De préciser que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de Moulins Communauté et dans les 44 communes durant un mois, sera transmise en préfecture et publiée sur le site internet de Moulins Communauté,

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

POUR EXTRAIT CONFORME
Pour le Président et par Délégation,
La Vice-Présidente en charge de la Ruralité, l'Urbanisme et l'Habitat,



Annick DELIGEARD

Publiée le 27/05/2025

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand par voie postale : 6 cours Sablon 63000 CLERMONT FERRAND ou par saisie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat dans le Département.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Documents d'orientation et d'objectifs

VFArrêt – 05 mai 2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

PRÉAMBULE 3

A – Les objectifs réglementaires du D.O.O. 3

B - Le DOO, aboutissement du SCoT, un document pour la mise en œuvre 7

C - Le contenu du DOO 8

PARTIE 1 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES EMPLOIS, DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, AGRICOLES ET COMMERCIALES 9

I.A. GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRE ET VERTUEUX 10

I.B. ORGANISER L'ÉCONOMIE TOURISTIQUE 17

I.C. ANCRER ET DYNAMISER LE TISSU COMMERCIAL LOCAL 22

I.D. LE DOCUMENT D'AMÉNAGEMENT ARTISANAL, COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL) 30

PARTIE 2 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS, DE LA MOBILITE, DE L'OFFRE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES, POUR LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE 50

II.A. RÉPONDRE AUX BESOINS DE LOGEMENTS DES HABITANTS EN FAVORISANT UNE GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE ET LIMITANT L'ARTIFICIALISATION DES SOLS 51

III.B. FACILITER DES MOBILITÉS ET DÉPLACEMENTS ET DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES A LA VOITURE 60

PARTIE 3 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR FAVORISER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES, ÉNERGÉTIQUES ET CLIMATIQUES, LA VALORISATION DES PAYSAGES ET LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS 63

III.A. PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES 64

III.B. PRÉSERVER ET VALORISER LES ESPACES ET ACTIVITÉS AGRICOLES 74

III.C. PRÉSERVER LE PAYSAGE 76

III.D. PRÉSERVER LES RESSOURCES ET PRÉVENIR LES RISQUES ET NUISANCES POUR FAVORISER L'ATTÉNUATION ET L'ADAPTATION CLIMATIQUE 81

III.E. INSCRIRE LE TERRITOIRE SUR LA TRAJECTOIRE DU « ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE » (ZAN) 89

TABLE DES PRESCRIPTIONS 92

TABLE DES RECOMMANDATIONS 94

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 5/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

PRÉAMBULE

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (D.O.O.) est la deuxième pièce du Schéma de Cohérence Territoriale après le Projet d'Aménagement Stratégique (P.A.S.).

En tant que document-cadre de la mise en œuvre de la stratégie définie par le Projet d'Aménagement Stratégique (P.A.S.). Il en constitue le point d'aboutissement, et s'inscrit dans le cadre réglementaire défini par la loi (Code de l'urbanisme, de l'environnement, de l'habitat …).

A – LES OBJECTIFS RÉGLEMENTAIRES DU D.O.O.

Dans le cas du SCoT de Moulins Communauté, les dispositions du Grenelle 2 et de la loi ALUR s'appliquent et le code de l'Urbanisme en vigueur définit dans ses articles L. 141-4 à L. 1241-14 les éléments du Document d'Orientations et d'Objectifs de la façon suivante :

Article L141-4

Le document d'orientation et d'objectifs détermine les conditions d'application du projet d'aménagement stratégique. Il définit les orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires.

L'ensemble de ces orientations s'inscrit dans un objectif de développement équilibré du territoire et des différents espaces, urbains et ruraux, qui le composent. Il repose sur la complémentarité entre :

1° Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières ;

2° Une offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci ;

3° Les transitions écologique et énergétique, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des paysages, dans un objectif d'insertion et de qualité paysagères des différentes activités humaines, notamment des installations de production et de transport des énergies renouvelables.

Le document d'orientation et d'objectifs peut décliner toute autre orientation nécessaire à la traduction du projet d'aménagement stratégique, relevant des objectifs énoncés à l'article L. 101-2 et de la compétence des collectivités publiques en matière d'urbanisme.

Article L141-5 *(Pour les activités économiques, agricoles, commerciales et logistiques)*

Dans un principe de gestion économe du sol, le document d'orientation et d'objectifs fixe les orientations et les objectifs en matière de :

1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ;

2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ;

3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes.

Article L141-6 *(pour les activités commerciales)*

Le document d'orientation et d'objectifs comprend un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 6/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable.

Il détermine les conditions d'implantation des constructions commerciales et des constructions logistiques commerciales en fonction de leur surface, de leur impact sur l'artificialisation des sols et de leur impact sur les équilibres territoriaux, notamment au regard du développement du commerce de proximité, de la fréquence d'achat ou des flux générés par les personnes ou les marchandises. Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, la protection des sols naturels, agricoles et forestiers, l'utilisation prioritaire des surfaces vacantes et des friches et l'optimisation des surfaces consacrées au stationnement.

Pour les équipements commerciaux, ces conditions portent également sur la desserte de ces équipements par les transports collectifs et leur accessibilité aux piétons et aux cyclistes ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux.

Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines, qui peuvent inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines, dans lesquels se posent des enjeux spécifiques du point de vue des objectifs mentionnés au 3° de l'article L. 141-5.

Il prévoit les conditions d'implantation, le type d'activité et la surface de vente maximale des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.

Pour les équipements logistiques commerciaux, il localise les secteurs d'implantation privilégiés au regard des besoins logistiques du territoire, au regard de la capacité des voiries, existantes ou en projet, à gérer les flux de marchandises et au regard des objectifs mentionnés au second alinéa de l'article L. 141-3.

Il peut également :

1° Définir les conditions permettant le développement ou le maintien du commerce de proximité dans les centralités urbaines et au plus près de l'habitat et de l'emploi, en limitant son développement dans les zones périphériques ;

2° Prévoir les conditions permettant le développement ou le maintien de la logistique commerciale de proximité dans les centralités urbaines afin de limiter les flux de marchandises des zones périphériques vers les centralités urbaines ;

La révision ou l'annulation du document d'aménagement artisanal, commercial et logistique est sans incidence sur les autres documents du schéma de cohérence territoriale.

***Article L141-7** (pour l'offre de logements, de mobilité, d'équipements, de services et densification)*

Dans le respect d'une gestion économe de l'espace, afin de lutter contre l'artificialisation des sols, et pour répondre aux besoins en logement des habitants, le document d'orientation et d'objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'habitat participant à l'évolution et à l'optimisation de l'usage des espaces urbains et ruraux, en cohérence avec les perspectives démographiques et économiques du territoire, en privilégiant le renouvellement urbain. Il décline l'exigence de mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et économique ainsi que les projets d'équipements et de desserte en transports collectifs.

Il fixe :

1° Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par secteur géographique ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 7/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

2° Les objectifs de la politique d'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé, au regard des enjeux de lutte contre la vacance, de dégradation du parc ancien, de revitalisation et de baisse des émissions de gaz à effet de serre ;

3° Les orientations de la politique de mobilité dans un objectif de diminution de l'usage individuel de l'automobile ;

4° Les grands projets d'équipements, de réseaux et de desserte nécessaires au fonctionnement des transports collectifs et des services ;

5° Les objectifs chiffrés de densification en cohérence avec l'armature territoriale et la desserte par les transports collectifs.

Article L141-8

Pour la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols mentionnés à l'article L. 141-3, le document d'orientation et d'objectifs peut décliner ces objectifs par secteur géographique, en tenant compte :

1° Des besoins en matière de logement et des obligations de production de logement social résultant de la législation applicable, en lien avec la dynamique démographique du territoire ;

2° Des besoins en matière d'implantation d'activité économique et de mutation et redynamisation des bassins d'emploi ;

3° Du potentiel foncier mobilisable dans les espaces déjà urbanisés et à urbaniser et de l'impact des législations relatives à la protection du littoral, de la montagne et des espaces naturels sur la disponibilité du foncier ;

4° De la diversité des territoires urbains et ruraux, des stratégies et des besoins liées au développement rural ainsi qu'à la revitalisation des zones rurales et des communes rurales caractérisées comme peu denses ou très peu denses au sens des données statistiques de densité établies par l'Institut national de la statistique et des études économiques ;

5° Des efforts de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers déjà réalisés par les collectivités compétentes en matière d'urbanisme au cours des vingt dernières années et traduits au sein de leurs documents d'urbanisme ;

6° Des projets d'envergure régionale dont la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ou l'artificialisation des sols peut ne pas être prise en compte pour l'évaluation de l'atteinte des objectifs mentionnés au second alinéa du même article L. 141-3, dès lors que cette consommation ou cette artificialisation est mutualisée dans le cadre des objectifs prévus par les documents mentionnés à l'article L.123-1 du présent code ou aux articles L. 4251-1, L. 4424-9 et L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

7° Des projets d'intérêt communal ou intercommunal.

Article L141-9

Le document d'orientation et d'objectifs peut également, en fonction des circonstances locales, subordonne toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau à la réalisation préalable d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par l'article L. 122-1 du code de l'environnement.

Article L141-10 (*Transition écologique et énergétique, valorisation des paysages, objectifs chiffrés de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers*

Au regard des enjeux en matière de préservation de l'environnement et des ressources naturelles, de prévention des risques naturels, de transition écologique, énergétique et climatique, le document d'orientation et d'objectifs définit :

1° Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain par secteur géographique ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 8/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

2° Les orientations en matière de préservation des paysages ainsi qu'en matière d'insertion et de qualité paysagères des activités économiques, agricoles, forestières et de production et de transport d'énergie, les espaces naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger, notamment en raison de leur participation à l'amélioration du cadre de vie. Il précise la manière dont les paysages vécus et leurs composantes naturelles, historiques et socio-culturelles sont pris en compte dans les choix d'aménagements et veille à limiter les effets de saturation visuelle. Il transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux à une échelle appropriée ;

3° Les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques et de la ressource en eau. Il peut identifier à cette fin des zones préférentielles pour la renaturation, par la transformation de sols artificialisés en sols non artificialisés ainsi que des zones propices à l'accueil de sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation ;

4° Les orientations qui contribuent à favoriser la transition énergétique et climatique, notamment la lutte contre les émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, l'accroissement du stockage de carbone dans les sols et les milieux naturels et le développement des énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie.

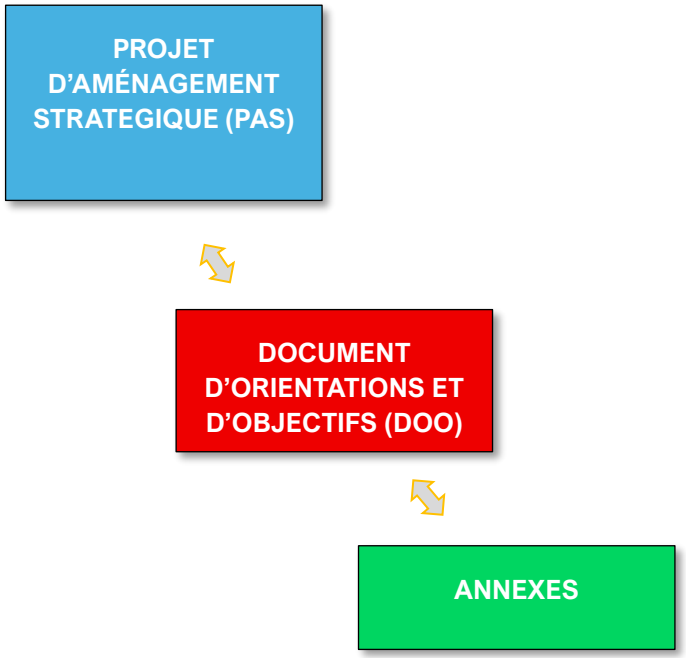
Le document d'orientation et d'objectifs peut également identifier des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables arrêtées en application de l'article L. 141-5-3 du même code.

Dans le périmètre des communes non couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, le document d'orientation et d'objectifs peut également délimiter, sur proposition ou avis conforme des communes concernées, des secteurs dans lesquels est soumise à conditions l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables, dès lors qu'elles sont incompatibles avec le voisinage habité ou avec l'usage des terrains situés à proximité ou qu'elles portent atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des installations dans le milieu environnant.

Dans le périmètre des communes non couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale des départements pour lesquels a préalablement été arrêtée une cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables en application de l'article L.141-5-3 du code de l'énergie, et lorsque l'avis du comité régional de l'énergie a estimé, dans les conditions prévues au même article L. 141-5-3, que les zones d'accélération identifiées par ladite cartographie sont suffisantes pour l'atteinte des objectifs régionaux établis en application de l'article L. 141-5-1 du même code, le document d'orientation et d'objectifs peut également délimiter des secteurs où est exclue l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables, dès lors qu'elles sont incompatibles avec le voisinage habité ou avec l'usage des terrains situés à proximité ou qu'elles portent atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des installations dans le milieu environnant. Les secteurs délimités en application du présent alinéa sont applicables uniquement aux projets dont la demande d'autorisation auprès de l'autorité compétente est déposée après l'approbation du schéma de cohérence territoriale délimitant de tels secteurs. Les secteurs délimités en application du présent alinéa ne sont pas applicables aux procédés de production d'énergies renouvelables en toiture ou aux procédés de chaleur à usage individuel.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 9/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



B - LE DOO, ABOUTISSEMENT DU SCOT, UN DOCUMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE

Le DOO est le document de mise en œuvre du SCoT. Il traduit les objectifs du P.A.S. (Projet d'Aménagement Stratégique).

Pour cela, il assure la cohérence des politiques publiques (principe de compatibilité ou de prise en compte) :

- Vers le « haut » avec les Directives européennes et lois nationales, les documents de portée nationale, régionale ou départementale ;
- Vers le « bas » : documents d'urbanisme (P.L.U. et Cartes communales) et politiques thématiques (PLH, PDU, …).

Dans ce cadre, le plan du Document d'Orientation et d'Objectifs s'articule en 3 grands chapitres dans la logique de l'article L141-4 du code de l'urbanisme qui concernent :

1° Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières ;

2° L'offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci ;

3° Les transitions écologique et énergétique, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des paysages, dans un objectif d'insertion et de qualité paysagères des différentes activités humaines, notamment des installations de production et de transport des énergies renouvelables

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 10/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

C - LE CONTENU DU DOO

Selon l'article L.122-1-4 du Code de l'Urbanisme, le DOO définit les règles du jeu en matière d'aménagement et de développement durables, sous forme de **prescriptions** et de **recommandations** permettant la mise en œuvre des objectifs et orientations retenus, assurant ainsi les grands équilibres du territoire et les objectifs des politiques publiques d'aménagement :

Px – Prescription

Elles constituent des orientations juridiquement opposables. Elles s'imposent, dans un rapport de compatibilité, aux documents d'urbanisme et de planification de rang inférieur dans la hiérarchie des normes juridiques.

Rx. Recommandation

Elles correspondent à des intentions générales, des grands principes parfois illustrés de bonnes pratiques qui ne présentent pas de caractère obligatoire, mais qui sont proposées à titre de complément des prescriptions, notamment pour faciliter leur application.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 11/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



PARTIE 1 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES EMPLOIS, DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, AGRICOLES ET COMMERCIALES

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

I.A. GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉ ET VERTUEUX

L'ambition économique a été définie par le projet de territoire puis par le P.A.S. du SCoT comme la clé de voûte du projet de territoire et l'ensemble des objectifs et règles du SCoT ont notamment pour objectif de soutenir la bonne réalisation de cette ambition.

Pour garantir un développement de l'activité économique en adéquation avec la bonne organisation du territoire, l'implantation et l'accueil d'activités économiques doivent également servir le projet d'organisation (armature) territoriale, selon un principe de maintien d'activités dans l'ensemble des communes.

Ce développement économique a donc pour double objectif de développer les activités et les emplois justifiés par les qualités et les ressources du territoire mais aussi de permettre et justifier le maintien de la dynamique des centres-villes et centres-bourgs afin de prévenir et de lutter contre les phénomènes de dévitalisation de ces lieux de vie essentiels au territoire.

À ce titre :

- Les emplois sont prioritairement accueillis dans les centres bourgs et centres-villes du territoire, en poursuivant un objectif général de 30 à 50% des emplois du territoire présents dans les centres-bourgs.
- L'implantation des activités économiques tertiaire et de service, ainsi que les activités sans nuisance notable se fait de façon prioritaire au sein des tissus urbains constitués, pour maintenir ou renforcer les centralités et la mixité fonctionnelle des centres-bourgs et villages.
- Les zones d'activités économiques sont réservées aux activités nécessitant un foncier important, à celles qui sont inadaptées au tissu urbain par l'emprise ou l'accessibilité ou à celles qui sont incompatibles avec la proximité d'habitation, du fait notamment de leur nuisance.

Pour cela, le DOO favorise le développement de l'emploi et des activités en fonction de leurs natures et caractéristiques propres.

- Soit en secteur urbain,
- Soit en foncier d'activités.

L'ambition économique répondant à un enjeu central du territoire, Moulins communauté a défini une stratégie de développement économique articulée en 2 orientations complémentaires :

<u>5 prescriptions répondant à l'enjeu de création d'emplois urbains à développer au sein des tissus déjà urbanisés :</u>

- P1. Reconnaître le caractère stratégique de l'emploi urbain
- P2. Localiser prioritairement les activités compatibles avec l'habitat dans les espaces urbains mixtes
- P3. Intégrer des activités économiques dans les centres-villes et centres-bourgs
- 4. Définir les besoins en matière d'espaces économiques, en tenant compte des objectifs de mixité urbaine et de densification
- P5. Poursuivre le développement des réseaux numériques haut débit et de leurs usages

<u>7 prescriptions répondant à l'enjeu de création d'emplois dans les espaces économiques dédiés (ZAE)</u>

- P6. Qualifier les espaces économiques existants
- P7. Justifier les besoins et fixer le cadre des extensions des zones d'activités existantes
- P8. Maîtriser les extensions nécessaires des ZAE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 13/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

- P9. Extension des entreprises situées en dehors des ZAE
- P10. Mettre en oeuvre une desserte fonctionnelle et l'accessibilité des espaces économiques
- P11. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités
- P12. Veiller à la prise en compte des enjeux environnementaux dans les zones d'activités

➲ Développer l'emploi en secteur urbain

Le SCoT revendique une ambition pour les activités que l'on qualifie d'urbaines. Simultanément le projet a l'ambition de promouvoir un développement territorial équilibré notamment grâce au développement économique urbain qui, de fait, échappe à la concentration sur quelques sites et sert l'équilibre du territoire par une répartition selon l'armature urbaine multipolaire, notamment sur les pôles d'équilibre.

Cette simultanéité permet la valorisation des synergies de ces développements conjoints notamment par des actions de diversification et de développement de l'économie (commerce et artisanat, économie de la proximité, services, économie sociale et solidaire, renouvellement du modèle entrepreneurial, tourisme…).

La stratégie s'appuie sur le tissu économique existant (locomotives, pépites…) et fait le pari que tout ce qui sera fait pour les entreprises locales pourra bénéficier, le cas échéant, à des entreprises migrant depuis l'extérieur du territoire.

Dans ce cadre, le SCoT poursuit l'objectif d'accueillir les activités économiques dans le tissu urbain existant ou à venir pour favoriser la mixité fonctionnelle tout en :

- Limitant les déplacements,
- Favorisant l'animation dans les centres-villes et centres-bourgs et dans les quartiers.

Les espaces urbains (centres-villes, centres-bourgs, centralités de quartier...) soient les espaces économiques et urbains mixtes de centralité peuvent accueillir :

- Toutes les activités économiques les services et les équipements compatibles avec l'habitat;
- Tous les commerces nécessaires au fonctionnement quotidien de la zone concernée ; les commerces dépassant les besoins quotidiens de la zone concernée sont traités dans la partie commerce du DOO et en particulier dans les « Localisations préférentielles » prévues à cet effet ;
- Des projets d'habitat prévus dans le cadre de projets d'ensemble.

P1. Reconnaître le caractère stratégique de l'emploi urbain

L'implantation des nouvelles activités économiques et le développement des entreprises déjà existantes doivent être privilégiés dans la mesure du possible dans le tissu urbain actuel ou en extension de celui-ci lorsqu'il fait l'objet d'un projet d'aménagement multifonctionnel (logement et/ou équipement, services, activité…) et dans la mesure où les nuisances générées par l'activité économique concernée sont maîtrisées (nuisances sonores, condition d'accessibilité et impact en matière de trafic routier, émissions de polluants …).

P2. Localiser prioritairement les activités et équipements compatibles avec l'habitat dans les espaces urbains mixtes,

L'implantation des activités et équipements compatibles avec l'habitat doit être priorisée dans les espaces urbains mixtes, plus particulièrement dans les espaces bien desservis par les transports

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 14/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

collectifs. À l'inverse, il ne faudra pas les localiser dans les espaces dédiés à l'économie situés à l'extérieur des espaces habités).

Simultanément, les zones dédiées à l'économie devront être réservées aux seules activités qui ne sont pas compatibles avec la proximité de l'habitat.

P3. Intégrer des activités économiques dans les centres-villes et centres-bourgs

Les principes suivants doivent être mis en œuvre dans l'accueil d'activités économiques au sein des centres-villes et centres-bourgs, dans une logique d'adaptation aux caractéristiques de chaque commune ainsi qu'à leur capacité d'accueil :

· Intégrer des aménagements immobiliers publics ou privés adaptés à l'accueil de petites structures économiques et/ou d'implantation d'activités tertiaires (bâtiments collectifs de bureaux, services mutualisés de type atelier-relais ou pépinières) ;

· Permettre l'accueil de télétravailleurs par le développement d'espaces de co-working, ou de tiers lieux, et le développement des réseaux numériques adaptés, en lien avec l'armature territoriale.

· Prioriser la réhabilitation de bâti existant dans le but d'accueillir des espaces dédiés à l'activité économique.

P4. Définir les besoins en matière d'espaces économiques, en tenant compte des objectifs de mixité urbaine et de densification

Les documents d'urbanisme devront intégrer et traduire les objectifs de mixité urbaine et de densification pour définir leurs besoins. Pour cela, il est demandé d'implanter les activités économiques compatibles avec l'habitat à l'intérieur des espaces urbains mixtes et de maintenir a minima le niveau moyen de densité actuel des espaces économiques et le renforcer chaque fois que possible.

R1. Recommandation relative aux ambitions en matière d'emplois urbains

Le poids actuel des emplois localisés dans les espaces urbains mixtes pourra être renforcé, en implantant les nouveaux emplois par exemple en tendant vers les objectifs suivants :

- Cœur urbain et communes périphériques équipées : développer 50% des nouveaux emplois en espaces urbains mixtes ;
- Pôles d'équilibre : développer 40% des nouveaux emplois en espaces urbains mixtes.
- Pôles de proximité : développer 30% des nouveaux emplois en espaces urbains mixtes.

P5. Poursuivre le développement des réseaux numériques haut débit et de leurs usages

L'accès à une offre de très haut débit, et plus généralement la présence de réseaux numériques performants et adaptés aux différentes activités économiques comme domestiques, est un des facteurs de développement et d'attractivité. Pour ce faire, les objectifs suivants devront être mis en oeuvre :

· Continuer le déploiement de l'offre numérique haut débit pour faire face aux besoins croissants des populations et des activités économiques en matière de Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 15/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· Pour ce faire, le développement des réseaux numériques à très haut débit est recherché sur l'ensemble du territoire. Même si le développement de la fibre est privilégié, il peut être accompagné par des solutions alternatives non filaires (radio) d'ondes 4G, 4G+ voire 5G… pour les populations et les activités les plus isolées ;

· Les besoins en conception et le déploiement des ouvrages de communication électronique (pour réseaux filaires et radios) dans les nouvelles opérations d'aménagement doivent être anticipés et facilités au sein des projets et des documents d'urbanisme.

R2. Recommandation relative au caractère stratégique de l'emploi urbain

Il convient donc de prévoir dans le cadre de requalification d'espaces urbanisés ou de projet de renouvellement urbain dans les centralités, l'aménagement de locaux d'activités dits "en pied d'immeuble", ou de prévoir un pourcentage des opérations d'aménagement dédié aux activités économiques, afin de favoriser les projets d'aménagement mixtes.

R3. Recommandation relative à la création de « tiers lieux »

Moulins Communauté recherchera la localisation privilégiée de « tiers lieux », favorables aux activités de services notamment numériques, en veillant notamment à leur accessibilité routière et ferroviaire, les possibilités de raccordement au Très Haut Débit Internet, et à la qualité des sites immobiliers pouvant les accueillir.

➲ Développer l'emploi en zones d'activités

Tous les emplois ne peuvent ni ne doivent être développés dans les espaces urbains pour des raisons évidentes de nuisances, d'importance des surfaces à y consacrer ..., et de leurs caractéristiques propres.

La qualification et la densification des espaces économiques dédiés (Zones d'activités économiques ZAE) comme la remobilisation des friches constituent les priorités en matière de mise à disposition d'espaces pour accueillir et développer les activités économiques.

P6. Qualifier les espaces économiques existants

Le territoire jouit d'un réseau équilibré d'espaces économiques et de zones d'activités, mais qui ne disposent que d'une capacité d'extension très limitée. L'intervention sur ces zones et espaces existants doit se faire ainsi selon un objectif global de requalification et d'optimisation. Il s'agit de :

· Identifier les friches industrielles, artisanales ou commerciales, ainsi que les locaux vacants de l'ensemble des espaces économiques existants;

· Évaluer les conditions de leur remobilisation pour l'activité économique ou pour tout autre usage connexe adapté aux caractéristiques de chaque site concerné;

· D'optimiser la densité bâtie et les capacités de mutation et d'évolution des tissus économiques existants dans une logique de développement et de requalification, et d'économie d'espace, en cohérence avec l'armature territoriale.

Les besoins en extension ou en création de nouveaux espaces économiques ou zone d'activité sont identifiés sur la base de ces capacités de mutation et d'optimisation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 16/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P7. Justifier les besoins et fixer le cadre des extensions des zones d'activités existantes

Au vu des besoins de création d'emplois « productifs », et au regard des capacités d'accueil des zones d'activité existantes (disponibilité de foncier déjà aménagé), et afin de compléter son dispositif d'accueil aux entreprises, il est nécessaire d'envisager l'extension de certains parcs d'activités existants voire de créer de nouveaux espaces économiques complémentaires pour renforcer stratégiquement le dispositif existant.

Le positionnement de ces zones s'appuie sur des critères de proximité des axes de circulation ainsi que de disponibilité foncière constructible sur des parcelles d'un seul tenant, et des conditions qualitatives d'implantations définies ci-après.

Les zones d'activités complémentaires ne devront pas porter atteinte aux capacités agronomiques du territoire en parfaite cohérence avec les autres prescriptions du DOO, notamment celles relatives à l'inscription du territoire dans la trajectoire ZAN.

Le schéma des ZAE

Le SCoT vise un développement maîtrisé et partagé des espaces économiques et les soumet à une orientation d'optimisation pour répondre aux besoins des entreprises tout en permettant l'inscription de Moulins Communauté dans la trajectoire ZAN.

Ce schéma s'inscrit dans :

- Une continuité en termes de rapport emplois / habitants, tenant en compte à la fois du vieillissement de la population, de la capacité d'attractivité migratoire et de l'ambition économique de Moulins Communauté.
- Une cohérence et une complémentarité dans la répartition des emplois entre les services, le commerce et les activités artisanales et enfin les activités productives, qui définit des consommations foncières différenciées,
- Un effort porté sur la densification et sur la mixité fonctionnelle.

L'organisation territoriale maillée des zones d'activité sur le territoire de Moulins Communauté a été pensée pour répondre au mieux aux attentes des entreprises et offrir une lisibilité accrue à leurs activités. Elle résulte également d'un historique d'évolution des structures publiques.

La localisation des sites économiques dédiés, leur taille, leur objet suscitent de nouvelles interrogations de façon continue sur de nombreux sujets :

- Leur objet économique qui évolue souvent, pas toujours de façon très cohérente au plan économique,
- La complexité et donc la difficile compréhension des enjeux d'urbanisme fonctionnel qui leur sont attachés,
- Leur visibilité due à leur localisation en entrée de ville ou en secteur périurbain...

Cette question nécessite donc un cadre pour orienter les entreprises aux mieux par rapport aux besoins identifiés et uniquement au regard de ces derniers.

Il a donc été proposé d'associer une typologie de zones d'activité à une typologie d'entreprise en définissant trois types de zones.

L'ambition du SCoT est d'organiser une offre hiérarchisée de zones d'activités sur l'ensemble du territoire de Moulins Communauté pour répondes à trois objectifs :

- Permettre le développement endogène des entreprises existantes,

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 17/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

- Favoriser un développement exogène pour le renouvellement et le développement de nouvelles filières et pour conforter l'attractivité du territoire,

- Maîtriser la consommation foncière dédiée aux activités.

Ainsi, le SCoT prend position pour une hiérarchisation des zones d'activités en 3 niveaux :

- **Zones stratégiques** : Zones d'envergure régionale. De surface supérieure à 20 ha, elles correspondent à la demande d'entreprises en recherche d'accessibilité et de rayonnement.
- **Zones d'équilibre** : Zones d'envergure intercommunale. De surfaces comprises entre 10 et 20 hectares, ces zones d'activités d'équilibre correspondent à la demande d'entreprises en recherche de centralité.
- **Zones de proximité** : Zone de niveau local. De surface inférieure à 10 ha, elles correspondent à la demande d'entreprises en recherche de proximité.

Le territoire compte 455 ha répartis sur 20 zones d'activités, dont 91,06 ha (20%) sont disponibles :

	Surfaces existantes		Disponibilités	
	ha	**%**	**ha**	**%**
5 Zones stratégiques	340,7	75%	71	78%
4 Zones d'équilibre	67	15%	6	7%
11 Zones de proximité	47,5	10%	14,06	15%
TOTAL SCoT	**455,2**	**100%**	**91,06**	100%

Les 50 ha de disponibilités sur le Logiparc03 sont compris dans les 91,06 ha.

La disponibilité actuelle est donc de 83 ha plus les 8 ha de la Base Vie d'Eiffage.

	NOM	Commune	Surface totale	Surface disponible
	LOGIPARC	Montbeugny / Yzeure / Toulon sur Allier	180	50
	Les Portes de l'Allier	Avermes	52	10
	Robet	Yzeure	48,7	1,5
	Les Petits Vernats	Avermes	38	8
	Rancy	Yzeure	22	1,5
Zones d'équilibre	La Couasse	Avermes	19	4
	ZAE	Lurcy-Lévis	18	0
	Le Tureau	Lusigny	17	1
	Le Larry	Toulon sur Allier	13	1
Zones de proximité	L'Etoile Saint Odilon	Moulins	8,4	0,2
	Les Gambades	Neuilly le Real	7,6	0,3
	Le Bout du Monde	Bessay sur Allier	5,6	2,6
	La Rigolée	Avermes	5,5	0
	La Mothe	Yzeure	4	0,06
	Jean Monnet	Moulins	3	1
	La Pièce du Chêne	Coulandon	2	0,2
	Le Compte	Bessay sur Allier	1,7	1,7
	La Verrerie	Souvigny	1	0
	Les Echaudées	Trevol	0,7	0
	Base Vie Eiffage	Toulon sur Allier	8	8
TOTAL			**455,2**	**91,06**

.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 18/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Pour les 20 prochaines années, le SCoT définit la consommation maximale du foncier dans les zones d'activités sur l'ensemble du territoire pour répondre aux besoins de croissance identifiés en cohérence avec l'ensemble du projet de développement territorial retenu (démographie, logements, emplois ...), tout en prévoyant une marge d'action pour 2046.

P8. Maîtriser les extensions nécessaires des ZAE

Le SCoT définit une surface maximale d'extension des zones d'activités existantes de 51,1 ha, tout en renforçant encore les grandes zones stratégiques pour renforcer à la fois la productivité de son foncier et son attractivité vis-à-vis de l'extérieur.

	Surfaces totales	Extensions envisagées	
Zones stratégiques	340,7	44	86%
Zones d'équilibre	67	5,8	11%
Zones de proximité	47,5	1,3	3%
TOTAL SCoT	**455,2**	**51,1**	**100%**

9,9 ha des 51,1 ha ont d'ores et déjà été artificialisés lors du contournement routier de Moulins sur la zone du Rancy.

Les volume des nouvelles extensions est donc de 41,2 ha.

P9. Extension des entreprises situées en dehors des ZAE

Le SCoT prévoit également un forfait de 10 ha au titre du ZAN pour les extensions sur place des entreprises implantées hors des Zones d'activités.

Les autres extensions par changement de vocation du tissu urbain en continuité des entreprises existantes seront « neutres » en termes de consommation-artificialisation.

Les documents d'urbanisme locaux positionneront ces surfaces en tant que de besoin par modification de leurs règlements.

En suivant, le SCoT définit des conditions qualitatives de mobilisation du foncier économique.

P10. Mettre en oeuvre une desserte fonctionnelle et l'accessibilité des espaces économiques

En adéquation avec la volonté de réduire les distances de déplacements en véhicule individuel et de s'inscrire dans les objectifs de réduction des consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre associées, les espaces économiques et les zones d'activités doivent servir les objectifs suivants :

· Favoriser leur accessibilité par des modes doux et les transports collectifs avec les centres bourgs avoisinants, ainsi que l'optimisation générale des flux de marchandises, des salariés, des fournisseurs et de la clientèle ;

· Encourager les parkings relais et les aires de covoiturage ;

· Réduire l'emprise au sol des stationnements : mutualisation, en ouvrages, intégration au bâti.

P11. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités

Le développement économique de Moulins Communauté devra s'intégrer parfaitement avec le patrimoine paysager et architectural pour ne pas dénaturer le potentiel du territoire. Il s'agit de :

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 19/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· **Assurer des aménagements paysagers des zones par la qualité : architecturale des bâtiments, des enseignes, du mobilier urbain, des espaces publics, signalétique, éclairage, …**

· **Traiter par des aménagements paysagers l'insertion des espaces pour les zones en entrée de bourg et village ;**

· **Favoriser les revêtements non imperméabilisants ;**

· **Assurer l'intégration paysagère dans les zones artisanales destinées à l'activité du bâtiment, de la construction et du stockage de matériaux (écrans végétaux, clôture et traitement des limites parcellaires, végétations locales non exotiques et non envahissantes…) ;**

· **Assurer une insertion des zones d'activités économiques avec le tissu urbain avoisinant.**

P12. Veiller à la prise en compte des enjeux environnementaux dans les zones d'activités

Afin d'assurer un développement économique vertueux et raisonné, cohérent avec l'ensemble des enjeux environnementaux de son territoire, les objectifs suivants doivent être mis en oeuvre au sein de l'ensemble des espaces économiques et des zones d'activités :

• Limiter l'impact des zones d'activité sur le ruissellement à travers :

o Une approche amont/aval du ruissellement,

o Une gestion du pluvial au niveau de la zone,

o La limitation de l'imperméabilisation de la zone.

• Exploiter de façon optimale les espaces pour garantir notamment la possibilité de déployer des énergies renouvelables ;

• Assurer une collecte et une valorisation des déchets adaptés aux activités présentes dans les zones ;

• Densifier le bâti, assurer la mutabilité de l'immobilier et du foncier à des fins d'économie de l'espace ;

• Assurer l'intégration écologique des zones : traitement végétalisé, préservation d'espaces naturels dans l'aménagement.

I.B. ORGANISER L'ÉCONOMIE TOURISTIQUE

Le tourisme étant un enjeu central du SCoT de Moulins communauté. Moulins communauté a défini une stratégie de développement touristique articulée en 7 axes structurants :

Axe 1 : Renforcement de la notoriété de la destination

Axe 2 : Prolongation de la durée de séjour et augmentation des dépenses touristiques

Axe 3 : Valorisation du patrimoine naturel et culturel

Axe 4 : Développement de la cible de clientèle « Nature & Découverte »

Axe 5 : Développement de la cible de clientèle « Instagram »

Axe 6 : Développement d'une offre expérientielle et innovante

Axe 7 : Renforcement et structuration du réseau d'ambassadeur

Dans cette logique, le SCoT définit plusieurs orientations :

<u>5 prescriptions pour conforter la diversité des activités et le tourisme des 4 saisons</u>

P13. Renforcer le tourisme diffus et les espaces touristiques et de loisirs

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 20/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P14. Compléter la fonction touristique et de loisirs exercée par les centres anciens du cœur urbain, des pôles d'équilibre et d'une façon générale de l'ensemble des communes

P15. Réaffirmer le positionnement nature du territoire en renforçant la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature

P16. Diversifier et renforcer les équipements et aménagements du tourisme rural et de nature

P17. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du « tourisme 4 saisons »

Trois prescriptions pour soutenir le développement des grands sites et grands projets

P18. Accueil d'hébergements du Parc LE PAL sur la commune de Thiel-sur-Acolin

P19. Accueil d'un nouveau camping

P20. Inscription de la Via Allier dans les documents d'urbanisme locaux

I.B.1 CONFORTER LA DIVERSITÉ DES ACTIVITÉS ET LE TOURISME DES 4 SAISONS

P13. Renforcer le tourisme diffus et les espaces touristiques et de loisirs

L'objectif général est le renfort du poids de l'économie touristique dans les espaces urbains et ruraux. Il affiche comme orientation première de renforcer les activités touristiques et tous les espaces touristiques et de loisirs pour leur effet d'entraînement économique sur le territoire, en termes d'économie présentielle : commerces et consommation de produits, fréquentation des services, artisanat et travaux locaux.

Il s'agit de valoriser les espaces à valeur paysagère, agricole et naturelle, supports de l'attractivité du territoire pour les pratiques diffuses de tourisme et de loisirs.

P14. Compléter la fonction touristique et de loisirs exercée par les centres anciens du cœur urbain, des pôles d'équilibre et d'une façon générale de l'ensemble des communes

La fonction touristique et de loisirs exercée par les pôles touristiques est réaffirmée et doit être complétée.

Le rôle touristique de ces pôles est notamment à conforter pour leurs différentes fonctions : présence d'hébergement ou d'activités touristiques et de loisirs, offre de commerces, services et équipements à destination des touristes. Ils jouent également un rôle spécifique pour l'ensemble du territoire par leurs activités et équipements culturels, sportifs, commerciaux, de services et de réseaux de desserte qui irriguent l'ensemble des secteurs touristiques.

Sur ces pôles s'appliquent aussi particulièrement les orientations et objectifs en matière d'hébergement touristique, d'organisation des activités hivernales et estivales, de mobilité et de desserte ainsi que de vitalité commerciale et de services.

P15. Réaffirmer le positionnement nature du territoire en renforçant la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature

Afin de renforcer la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature, il convient de :

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 21/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· Améliorer les conditions d'accueil et de fréquentation pour tous les publics. Une attention particulière sera portée aux services d'accompagnement (accessibilité, signalétique, points d'eau …) ;

· Renforcer les conditions d'accessibilité des sites de départ d'activités (stationnement, points de desserte multimodaux, parkings relais …).

P16. Diversifier et renforcer les équipements et aménagements du tourisme rural et de nature

Les activités de pleine nature, compatibles avec la préservation du patrimoine naturel, rural et paysager doivent être confortées. Pour cela, il est nécessaire de :

· Développer les activités de pleine nature tout en évitant de dégrader les milieux supports de ces activités et en recherchant une cohabitation réussie. Les activités concernées sont :

- activités liées aux lacs et plans d'eau ;
- activités nautiques et aquatiques (voile, plaisance) ;
- activités aériennes (parachutisme, vol libre) ;
- activités à corde (dans les arbres) ;
- sports d'eau (canoë-kayak, canoë et pêche) ;
- VTT et cyclotourisme ;
- randonnée pédestre ;
- activités équestres ...

· Compléter le tourisme de pleine nature par une offre culturelle et de visite, et pour cela :

o Valoriser le petit patrimoine ordinaire (lavoir, muret, chapelle, moulin…) qu'il convient de bien inventorier préalablement,

o Mettre en valeur le patrimoine paysager, archéologique, architectural et les aménités muséographiques,

· Baliser les circuits et chemins de balade et de randonnée ;

· Renforcer la qualité des sites (stationnement, signalisation, services, sanitaire et hygiène…).

P17. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du « tourisme 4 saisons »

Pour préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du « tourisme 4 saisons », il convient de :

Favoriser les zones support des activités de pleine nature, sans porter atteinte aux paysages et aux milieux agricoles et naturels, tout en prenant en compte les gênes et nuisances occasionnées. Il faudra rechercher une cohabitation réussie entre pratiques sportives de pleine nature, protection de l'environnement et autres usages des espaces, notamment le pastoralisme ;

· Favoriser le développement d'une offre touristique de découverte permettant de valoriser la diversité et la qualité du patrimoine et des espaces naturels et ruraux du territoire ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 22/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· Préserver la qualité des sites de loisirs « diffus » (massifs et leurs versants, plaines, proximité des cours et plan d'eau) ;

· Préserver les itinéraires de randonnée permettant la découverte des espaces et sites (notamment ceux figurant au PDIPR).

R4. Aménagement relatif au tourisme rural

Il est recommandé :

· La valorisation des produits et producteurs locaux par la filière hôtellerie-restauration ;

· Le renforcement de la diversification et la mise en scène (visibilité) des espaces de vente directe de produits fermiers et de tourisme à la ferme. Vente de produits, restauration, séjours et loisirs à la ferme (panneau d'informations, logo, circuit de producteurs…) ;

· La restauration et le développement des gîtes ruraux ;

· La mise en oeuvre d'une offre globale rassemblant offre de tourisme gastronomique et offre de tourisme culturel ou sportif ;

· La mise en réseau des productions, artisanales, gastronomiques et touristiques ;

· Le développement de produits multi-offre englobant visite, artisanat et gastronomie (par exemple concepts de « paniers de biens et services) pour valoriser et renforcer l'identité et l'attractivité du territoire.

I.B.2 SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES GRANDS SITES ET GRANDS PROJETS

Les hébergements et les grands équipements ou aménagements constituent l'un des éléments forts de l'offre touristique. Mieux, ils en constituent le plus souvent l'un des éléments essentiels d'attractivité.

Deux sites sont d'ores et déjà identifiés par le SCoT :

➲ Le PAL

Le Parc Le PAL, situé sur la commune de Saint-Pourçain-sur-Besbre (en limite de la Communauté d'Agglomération Moulins Co) a formé le projet de renforcer sa capacité d'hébergements en s'étendant sur la commune de Thiel-sur-Acolin, en continuité immédiate de ses aménagements existants.

Le SCoT prévoit d'ores et déjà l'artificialisation de 5 ha sur la commune de Thiel-sur-Acolin qui est soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU) car ne disposant pas d'un document d'urbanisme local (Ni Plan Local d'Urbanisme (PLU), ni carte communale).

P18. Accueil d'hébergements du Parc LE PAL sur la commune de Thiel-sur-Acolin

En l'absence d'un document d'urbanisme (carte communale ou Plan Local d'Urbanisme) sur la commune de Thiel-sur-Acolin, le projet d'implantation de ces hébergements sera soumis aux règles du Règlement National d'Urbanisme (RNU).

➲ Création d'un camping de niveau national

Pour renforcer son offre d'hébergements et « monter en gamme », Moulins Communauté prévoit de créer un nouveau camping à situer en fonction des critères d'accessibilité, de proximité des grands sites du territoire (cœur ancien de Moulins, Abbaye de Souvigny ...).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 23/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Pour permettre ce projet, le SCoT projette d'ores et déjà l'artificialisation de 10 ha pour l'accueil de ce projet, a priori situé dans un secteur déjà couvert par des plans d'urbanisme locaux (PLU).

P19. Accueil d'un nouveau camping

Le ou les documents d'urbanisme de la ou des communes concernées par l'implantation du futur camping devra ou devront être modifiés, pour permettre l'implantation de cet équipement, par modification, ou par « déclaration de projet » emportant modification du ou des PLU.

➲ Prise en compte des projets régionaux (identifiés dans le SRADDET)

Le SCoT soutient la stratégie de développement et de mise en valeur des espaces régionaux et à ce titre demande aux documents d'urbanisme locaux de prévoir, quand cela est possible, les conditions d'implantation et d'aménagement des grands projets identifiés dans le cadre de l'élaboration du SRADDET.

C'est notamment le cas de la Via Allier.

Pour soutenir ce projet structurant, le Schéma de Cohérence territoriale prescrit les éléments suivants :

P20. Inscription de la Via Allier dans les documents d'urbanisme locaux

Les documents d'urbanisme des communes pour lesquelles le tracé de la Via Allier est d'ores et déjà connu doivent prendre en compte ce projet à l'occasion de leur élaboration ou de leur révision, et mettre en œuvre les outils et règles adaptés à la mise en œuvre de cet équipement et à son fonctionnement / efficacité touristique, notamment en veillant à éviter ou minimiser les impacts des nouvelles urbanisations sur la qualité paysagère des espaces traversés, notamment en entrée de bourg ou de village et en franges urbaines..

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 24/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

I.C. ANCRER ET DYNAMISER LE TISSU COMMERCIAL LOCAL

Le commerce contribue à la dynamique économique du territoire, dans une logique de services aux habitants et aux usagers du territoire.

Afin d'adapter les orientations et recommandations du SCoT à la diversité des formes de distribution, les principes de localisation préférentielle applicables aux nouvelles implantations commerciales, telles qu'établies ci-après, concernent les sous-destinations de construction prévues à l'article R 151-28 du code de l'urbanisme, à savoir " commerce et activités de service " : artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, cinéma, hôtels, autres hébergements touristiques ».

Sont notamment concernées les activités suivantes, quel que soit leur mode de distribution (à partir du moment où il génère des flux de véhicules particuliers). Ces activités jouent un rôle essentiel et structurant dans l'animation de la vie locale et l'aménagement du territoire.

Quelles existent déjà, ou soient le fruit d'évolutions futures, sont et seront concernées sur la durée du SCoT les formes de distributions qui jouent ou joueront un rôle au sein de l'armature du territoire et qui sont ou seront susceptibles d'avoir un impact sur les flux :

- Alimentaire : commerces d'alimentation générale, épicerie, primeur, vins et spiritueux, crémerie, fromagerie, cafés, bonbons, poissonneries, boucheries, charcuteries, traiteurs, boulangeries.
- Culture-loisirs : fleurs, tabac, presse, librairie, photographe, jardinerie, informatique, sport.
- Hygiène-santé-beauté : coiffeur, institut de beauté, parfumerie, opticien, pharmacie et parapharmacie.
- Équipement de la maison : électroménager, tv-hifi, décoration, art de la table, linge de maison, bricolage, quincaillerie, meubles, brocantes. Équipement de la personne : vêtements, chaussures, bijouterie, maroquinerie, horlogerie, mercerie, dépôt vente.
- Les services aux particuliers : pompes funèbres, pressing, cordonnerie, toilettage pour chien, tatouage, agence immobilière, banque, assurance, auto-école, location et réparations diverses.

À l'inverse, les activités suivantes ne rentrent pas dans le champ d'application du volet commerce du DOO et du DAACL. Compte tenu de leur typologie et des flux qu'elles génèrent, ces activités peuvent ou doivent pouvoir s'implanter en dehors des localisations préférentielles dédiées au commerce :

- Les hôtels-restaurants y compris les campings,
- Le commerce de gros ayant principalement comme clientèle des professionnels,
- La vente directe de produits agricoles domiciliée sur le lieu de production,
- Les stations de distribution de carburants,
- Les concessionnaires automobiles, camping-car, garages, nautisme, accastillage, motocycles et motoculture de plaisance, Les cinémas, bowling, parc de loisirs, salle de fitness.

Enfin, le SCoT a pour vocation la spatialisation et l'encadrement des fonctions de la logistique commerciale urbaine. Un volet spécifique aux entrepôts est intégré au DAACL. Au titre du SCoT, sont considérés comme commerce tous les sites logistiques, (distributeurs automatiques, casiers) destinés à desservir une clientèle de particuliers et générant des flux de véhicules particuliers ou de deux roues. Les entrepôts de e-commerce, les dark-stores, dark-kitchens, ne rentrent pas dans la classification du commerce car ils ne génèrent pas de flux de particuliers. Néanmoins ils feront l'objet de prescriptions dans le volet logistique du DAACL.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 25/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

I.C.1. RAPPEL DES OBJECTIFS

Le P.A.S. définit trois orientations intéressant l'encadrement de l'implantation des commerces, et une orientation pour le développement de la logistique :

- Structurer l'offre commerciale du territoire
  - Soutenir le commerce de proximité : Développer le tissu commercial et de restauration des pôles d'équilibre et des communes périurbaines en répondant aux besoins quotidiens des ménages ;
  - Diversifier les types de commerces au sein des pôles d'équilibre pour limiter les besoins en déplacements et l'évasion commerciale ;
  - Favoriser l'animation urbaine et rurale en encourageant le développement d'une consommation alternative plus vertueuse (économie collaborative, du partage et du réemploi).
- Conforter le centre-ville commerçant de Moulins et des autres centres-bourgs : soutenir la dynamique commerciale par la diversification des usages et la qualité des aménagements urbains ;
  - Maîtriser la vacance commerciale, notamment en préservant les linéaires commerciaux principaux et en autorisant le changement de destination des linéaires abandonnés ;
  - Adapter l'offre d'immobilier commercial, via un remembrement pour attirer les grandes enseignes et mettre en place une veille sur les évolutions du marché.
- Maîtriser le développement commercial périphérique :
  - Encadrer les typologies d'activités commerciales et les caractéristiques des projets immobiliers pouvant s'établir en périphérie ;
  - Requalifier et restructurer les pôles commerciaux en périphérie pour qu'ils soient plus modernes et plus lisibles dans leurs offres et leurs destinations d'achats, et éviter l'apparition de friches.

Et

- Soutenir le développement d'une filière logistique tirant parti de la position carrefour du territoire, en constituant une offre de terrains et de locaux en relais de Logiparc03.

I.C.2. LE COMMERCE DANS LES LOCALISATIONS PRÉFÉRENTIELLES

➲ Définition des commerces d'envergure

Les commerces « d'envergure » au sens du SCoT correspondent aux équipements commerciaux susceptibles du fait de leur taille d'impacter l'organisation territoriale :

- Les ensembles commerciaux de plus de 1 000 m² de surface de vente ;
- Les commerces de surface de vente supérieure à 300 m².

Vu les caractéristiques du territoire du SCoT (64 500 habitants environ sur 44 communes avec 1 commune d'environ 20 000 habitants, 1 commune de 12 700 habitants, 1 commune de 4 000 habitants, 12 communes de 1 000 à 2 000 habitants et 29 communes de moins de 1000 habitants), les commerces dépassant le seuil de 300 m² de surface de vente ont une zone d'influence principale supérieure à 2 500 habitants et sont considérés comme des commerces « d'envergure ».

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 26/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Concernant les ensembles commerciaux (au sens de la loi) dont la surface de ventre d'ensemble atteint 1 000 m² ou plus de surface de vente, ces équipements ayant une zone d'influence principale supérieure à 2 500 à 3 000 habitants, ils sont considérés comme des commerces d'envergure et sont concernés par les règles du DAACL.

➲ Identifications des localisations préférentielles

Le DOO hiérarchise et conditionne les implantations commerciales en identifiant les localisations préférentielles du développement du commerce de détail. Cette identification répond aux objectifs suivants :

- Favoriser la polarisation des activités dans les centres urbains, centres-villes, centres-bourgs ou centres-villages, tout en privilégiant le rapprochement entre fonction commerciale et autres fonctions urbaines (dont l'accessibilité multimodale) dans une logique de renforcement des dynamiques urbaines ;
- Permettre aux activités, où qu'elles se trouvent, de poursuivre leur développement
- Maîtriser le foncier à destination du commerce dans une logique d'économie d'espace, et délimiter des secteurs cohérents, permettant la mise en place de logiques d'aménagement d'ensemble, notamment dans un objectif de mutualisation (infrastructures, stationnement…).

Les commerces « d'envergure » s'implantent dans les localisations préférentielles et font l'objet de dispositions spécifiques développées ci-après (DOO-DAACL)

- Les centralités commerciales correspondent aux centralités urbaines au sens du Code de l'urbanisme.
- Les sites commerciaux périphériques correspondent aux secteurs d'implantation périphérique.

P21. Identifier les localisations préférentielles

Le DOO identifie les localisations préférentielles du commerce : les centralités commerciales (urbaines) et les sites périphériques d'implantation.

Les centralités commerciales (urbaines) correspondent aux centres urbains existants caractérisés par un tissu dense et polarisant une diversité des fonctions urbaines : fonction d'habitat et plusieurs fonctions économiques (commerces, services), d'équipements publics et collectifs (administratives, culturelles, loisirs…) etc. La centralité d'un lieu lui confère une attractivité vis-à-vis de son environnement plus ou moins grande (flux de personnes qui se rendent dans ce lieu…). Les centralités urbaines commerciales correspondent aux centres-bourgs.

Les sites périphériques d'implantation sont des pôles composés de grande(s) surface(s) commerciale(s), souvent organisé(s) autour d'une locomotive alimentaire et localisés principalement à l'extérieur des centralités urbaines. Ces secteurs sont majoritairement situés en limite de l'enveloppe urbaine (en entrée de bourgs et villages) et ont un fonctionnement spécifique.

Les localisations préférentielles suivantes sont identifiées :

. Les centralités urbaines commerciales principale, de pôle, de proximité ou de quartier.

· Les sites commerciaux périphériques.

. Les secteurs de flux (le DAACL identifie et distingue les secteurs de flux en devenir et les secteurs de flux existants, denses)

Les centralités urbaines commerciales se caractérisent par une mixité de fonctions (habitat, commerces, services, espaces publics…), Elles constituent l'espace prioritaire de développement des commerces de proximité. Elles sont destinées à recevoir toutes sortes de commerces, quelle que soit leur taille. Ces centralités

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 27/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

urbaines désignent les espaces de centre-ville et centre-bourgs, des pôles de quartier et des centralités touristiques.

Les sites commerciaux périphériques se structurent autour des équipements commerciaux d'envergure du territoire avec un rayonnement intercommunal ; ils confortent les polarités existantes dans une logique de maîtrise foncière (les espaces peuvent être densifiés) et l'implantation au sein de ces espaces s'adresse, sauf exception, en priorité aux commerces de plus de 300 m² de plancher.

Le SCoT définit également d'autres espaces à enjeux vis-à-vis de l'aménagement commercial, les sites à enjeux, notamment les secteurs de flux (routiers) qui feront l'objet de prescriptions dans le DAACL.

Les localisations préférentielles sont localisées (voir tableau ci-contre), distinguant ceux existants de ceux en devenir.

Les documents d'urbanisme locaux doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de maintien et de développement du commerce de proximité dans ces lieux. Pour cela, ils devront décliner en les délimitant les centralités urbaines identifiées, et notamment déterminer et délimiter les quartiers, îlots, places et voies pour lesquels devra être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir les règles d'urbanisme de nature à assurer cet objectif : par exemple il s'agira d'identifier des linéaires commerciaux où les changements de destinations ne sont pas autorisés pour les commerces existants, ou de prévoir des cellules commerciales en rez-de-chaussée dans les opérations de constructions nouvelles.

Localisations préférentielles	
Centralité commerciale principale	Centre-ville de Moulins
Centralités commerciales de pôle	Centre-ville d'Yzeure
	Centre-bourg de Chevagnes
	Centre-bourg de Dornes
	Centre-bourg de Lurcy-Lévis
	Centre-bourg de Neuilly-le-Réal
	Centre-ville de Souvigny
Centralités commerciales de proximité	Centre-bourg d'Avermes
	Centre-bourg de Besson
	Centre-bourg de Bessay-sur-Allier
	Centre-bourg de Le Veurdre
	Centre-bourg de Lusigny
	Centre-bourg de Toulon-sur-Allier
	Centre-bourg de Trévol
	Centre-bourg de Villeneuve-sur-Allier
Polarités commerciales de quartier	Moulins - La Madeleine
	Avermes - Bricomarché
	Avermes - Moulins Pré-Bercy
	Yzeure - Carrefour Market
	Moulins - Rue de Decize
Sites commerciaux périphériques	Moulins - Route de Lyon / Carrefour
	Avermes - Les Portes d'Allier / Avermes
Secteur denses de flux	Avermes - Entrée nord RN7
	Moulins +Yzeure +Toulon - Entrée sud Route de Lyon

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 28/58

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P22. Favoriser l'installation des commerces dans les centralités urbaines commerciales

Les activités commerciales de toutes natures ont vocation à s'installer préférentiellement à l'intérieur des centralités commerciales (centres-villes et centres-bourgs).

Les commerces de proximité qui confortent les lieux de vie sociale et concourent à la mixité des fonctions urbaines ont vocation à être implantés dans les centralités commerciales. Ils s'inscrivent facilement dans ces espaces (volumétrie), au plus près des autres services, de l'habitat, des équipements, et des espaces publics.

En dehors des centralités commerciales, l'implantation de commerces de proximité doit être évitée, en particulier pour ceux qui s'implantent le long des axes et recherchent à capter les flux routiers, au détriment de commerces installés en cœur de bourg et village.

P23. Encadrer la localisation des commerces d'envergure

Les commerces d'envergure, aux constructions souvent plus volumineuses, peuvent s'implanter également dans les centralités urbaines commerciales (hormis celles de quartier), si elles ne génèrent pas de nuisances excessives sur la qualité de vie (bruit…), la qualité du paysage urbain, le fonctionnement des autres activités économiques.

I.C.3. LE COMMERCE DANS LES SECTEURS COMMERCIAUX PÉRIPHÉRIQUES

Moulins communauté reconnait le caractère d'attractivité des sites commerciaux périphériques structuré autour des équipements commerciaux d'envergure majeurs du territoire ; ces espaces s'adressent, sauf exception, en priorité aux commerces de plus de 300 m² de plancher.

Mais dans la logique de l'équilibre territorial recherché et dans sa volonté de préserver le rôle de locomotive de son centre urbain commercial principal pour l'ensemble du territoire communautaire, Moulins Communauté reconnaît le caractère structurant de certains types de commerces pour la vitalité du centre-ville de Moulins.

Les commerces reconnus comme structurant sont en priorité :

- Les commerces alimentaires (dont le cumul de surface de vente apparaît comme largement suffisant au vu de la population sur l'agglomération) ;
- Les commerces de biens culturels en raison de leur caractère d'attractivité ;
- Les commerces de biens d'équipements de la personne,

Les critères d'appréciation des projets d'implantation sont les suivants :

En matière d'aménagement du territoire :

- La contribution du projet à la préservation ou à la revitalisation du tissu commercial du centre-ville de la commune d'implantation, des communes limitrophes et de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune d'implantation est membre ;
- Les coûts indirects supportés par la collectivité en matière notamment d'infrastructures et de transports.

En matière de développement durable :

- La qualité environnementale du projet du point de vue des émissions de gaz à effet de serre.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 29/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de téléchargement : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Sur cette base, le SCoT forme les prescriptions suivantes :

P24. Maîtriser le développement des activités commerciales tout en accueillant celles incompatibles avec une implantation dans les centralités urbaines commerciales

Dans les Sites Commerciaux Périphériques (SCP) et dans les zones de flux, les conditions d'implantation commerciale sont fixées selon les principes suivants :

• Non croissance des surfaces d'unité commerciale et des surfaces de vente des hypermarchés et supermarchés,

• A l'échelle de chaque SCP, création de surfaces supplémentaires limitées à + 10% des surfaces d'unité commerciale cumulées du SCP, à la date de janvier 2025. Les documents d'urbanisme pourront réduire ce taux pour favoriser la résorption de surfaces vacantes ou éviter l'émergence de friches. Chaque projet est conditionné à la désimperméabilisation d'au moins 20% des sols imperméabilisés du périmètre opérationnel. Dans le cadre d'une opération urbaine incluant de l'habitat, la marge de croissance des surfaces d'unité commerciale est portée à 20%.

• Non implantation de commerces sur des activités de destination (équipement de la personne et culture-loisirs) et croissance des commerces existants de cette catégorie limitée à des réorganisations minimes de la surface existante avec un maximum de croissance et de surface de vente de 40 m² sans extension ni construction nouvelle.

Certaines activités commerciales peuvent également s'installer dans le Sites Commerciaux Périphériques, si elles justifient d'une incompatibilité avérée avec une implantation dans les centralités urbaines commerciales, notamment en raison de la vente de produits pondéreux et encombrants, d'un besoin de stationnement et des flux automobiles induits incompatibles avec leur présence en centre-ville ou centre-bourg.

P25. Définir les secteurs commerciaux périphériques dans les documents d'urbanisme locaux

Les documents d'urbanisme locaux délimitent les secteurs commerciaux périphériques, identifiés et localisés par le Document d'Orientation et d'Objectifs.

Afin de maîtriser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, les enveloppes foncières de ces secteurs d'implantation périphérique sont limitées aux réels besoins identifiés du territoire et justifiés dans les documents d'urbanisme locaux (continuité avec les espaces urbanisés, secteur au type d'urbanisation adéquat).

I.C.4. LE COMMERCE DANS LES SECTEURS DE FLUX

P26. Maîtriser le développement des activités commerciales au sein des secteurs de flux identifiés

L'accueil des commerces au sein des secteurs de flux ne pourra être autorisé par un document d'urbanisme local qu'à la condition d'un schéma d'aménagement d'ensemble qui réponde aux enjeux suivants

- **Accessibilité : Les opérations commerciales doivent offrir une capacité de choix modal aux usagers. À cette fin, une desserte multimodale efficace doit être recherchée et des cheminements modes doux doivent être prévus avec les quartiers riverains et au sein de la zone.**
- **Intégration urbaine : les opérations commerciales doivent s'intégrer au sein des tissus urbains structurés, participant ainsi à la mixité fonctionnelle. Par conséquent, le développement commercial le long des axes routiers ou au sein**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 30/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

des zones d'activités dédiées, ne doit, en règle générale, pas être autorisé.

- **Compacité : comme tout projet d'aménagement, les opérations commerciales doivent privilégier des formes urbaines compactes pour optimiser la ressource foncière, avec en particulier la limitation des aires de stationnement en surface recherchant une meilleure insertion urbaine et environnementale des opérations. Qualité du bâti et des aménagements : la qualité architecturale des constructions doit contribuer aux objectifs de requalification/restructuration des tissus urbains pour les rendre plus attractifs et aux objectifs d'intégration urbaine pour en faire des morceaux de ville à part entière. Les aménagements extérieurs privilégient la perméabilité des stationnements, des aménagements paysagers de pleine terre, ainsi qu'un traitement adapté des lisières,**
- **La performance environnementale des constructions commerciales (économie d'énergie, gestion des eaux, des déchets, choix des matériaux) doit contribuer au respect des objectifs environnementaux fixés par le Scot au même titre que celle des bâtiments d'activités et des bâtiments d'habitation.**

Le schéma d'ensemble évoqué dans la prescription ci-dessus pourra se traduire par exemple par une OAP dans un PLU/PLUi.

P27. Définir les secteurs de flux dans les documents d'urbanisme locaux

Les documents d'urbanisme locaux délimitent les secteurs de flux identifiés par le Document d'Orientation et d'Objectifs, et localisés par le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAACL).

I.C.5. LE COMMERCE DANS LES AUTRES SECTEURS A ENJEUX

Maîtriser le développement des activités commerciales dans les secteurs à enjeux

Plusieurs autres types d'espaces voient leur organisation et leur cohérence remise en cause par des implantations commerciales.

Un certain nombre de zones d'activités non commerciales du territoire de Moulins Communauté accueille une offre commerciale qui concurrence l'usage principal du foncier et altère la lisibilité de l'offre foncière d'activité de l'agglomération. La présence de grandes surfaces dans ces zones pose parfois un problème d'aménagement et de conflit d'usage sur la voirie. Les autres espaces (tissu mixte, zone agricole…) accueillent aussi ponctuellement des commerces. Ceux-ci peuvent parfois répondre à un enjeu touristique ou à une diversification agricole mais ces éléments doivent être accompagnés pour ne pas nuire aux autres fonctions urbaines et à la qualité paysagère du territoire.

P28. Implanter des activités commerciales au sein des zones d'activités (ZI et ZA)

L'implantation d'activités commerciales de surface de vente de moins de 300 m² au sein des zones d'activités est interdite.

L'implantation d'activités commerciales de surface de vente supérieure à 300 m² de vente doit être évitée dans les zones d'activités économiques situées sur les communes du cœur urbain ou sur les communes périphériques équipées.

Pour les autres communes, ces implantations ne devront pas entraîner un risque de sécurité routière, un impact paysager non maîtrisé, ou tout autre enjeu environnemental mal pris en compte.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 31/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P29. Accueil d'activités dans les zones de flux

D'une façon générale, l'accueil d'activités dans les zones de flux doit être évité.

Le DAACL définit dans le détail ce qui est autorisé, conditionné ou à éviter en fonction de la nature des différents secteurs de flux.

I.C.6. LE COMMERCE EN DEHORS DES LOCALISATIONS PRÉFÉRENTIELLES

P30. Permettre l'adaptation des bâtiments et aménagements commerciaux existants

D'une façon générale, en dehors des centralités urbaines et des secteurs commerciaux périphériques l'implantation de nouveaux commerces de surface de vente > 300 m² doit être évitée.

Par contre, afin de permettre le bon fonctionnement des commerces existants, les commerces dont la surface de vente (y compris extension souhaitée) est supérieure à 300 m² et qui sont implantés hors des localisations préférentielles peuvent bénéficier d'une extension limitée de leur surface de vente.

Afin de répondre au mieux aux objectifs précités, la notion d'extension « limitée » nécessite d'être précisée. On entend par extension « limitée », une ou plusieurs extensions sur la durée du SCoT (20 années) dont le cumul permet de respecter les équilibres indiqués dans le tableau ci-dessous :

	S =Surfaces de vente à la date d'approbation du SCoT			
	300 à 1500 m²	1500 m² à 2500 m²	2500 m² à 4000 m²	> 4000 m²
Extensions maximum	0 m^2 + (Sx30%)	50 m^2 + (Sx25%)	175 m^2 + (Sx20%)	255 m^2 + (Sx18%)

NB. Les "commerces existants " sont constitués des bâtiments commerciaux existants au jour de l'approbation du SCoT, caractérisés par leur volumétrie et leur surface à cette même date.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 32/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

I.D. LE DOCUMENT D'AMÉNAGEMENT ARTISANAL, COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)

Le Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique vient préciser les modalités concrètes d'application des orientations présentées dans le DOO au chapitre précédent, dans le respect des dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de commerce.

I.D.1. LES LOCALISATIONS PRÉFÉRENTIELLES DU COMMERCE

Les centralités urbaines commerciales identifiées dans le DOO et localisées dans le DAACL correspondent aux secteurs identifiés qui présentent un ou plusieurs des cinq enjeux suivants, au regard de l'article L141-17 du Code de l'urbanisme :

- Revitalisation des centres-villes ou centres-bourgs
- Maintien d'une offre commerciale diversifiée de proximité permettant de répondre aux besoins courants de la population tout en limitant les obligations de déplacement et les émissions de gaz à effet de serre,
- Cohérence entre la localisation des équipements commerciaux et la maîtrise des flux de personnes et de marchandises
- Consommation économe d'espace
- Préservation de l'environnement, des paysages et de l'architecture

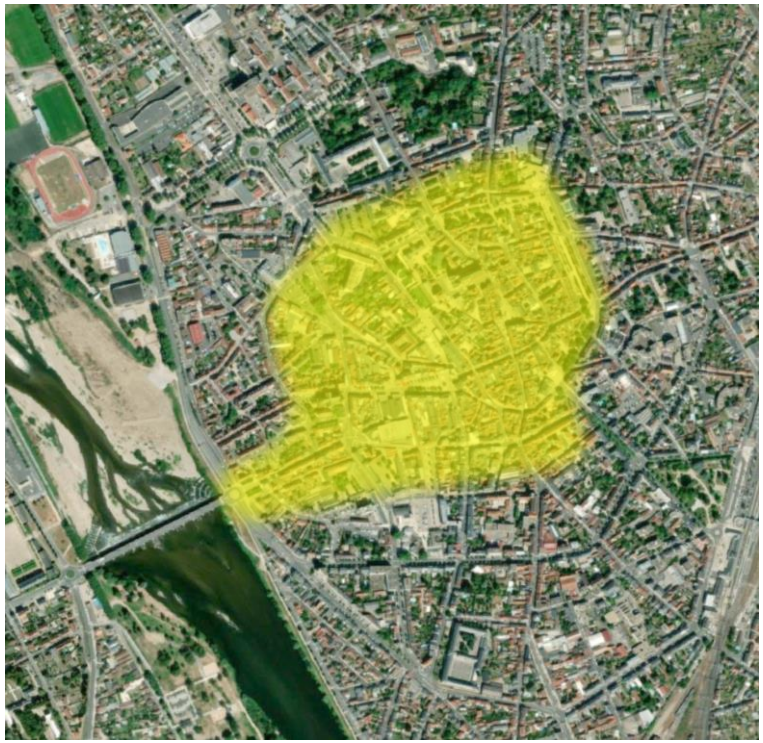
P31. Identification des localisations préférentielles et déclinaison par les documents d'urbanisme locaux

Chacune des principales localisations préférentielles pour les commerces d'envergure fait l'objet d'une localisation qui devra se traduire à la parcelle dans les documents d'urbanisme locaux.

Le DAAC précise pour chaque type de localisations préférentielles les orientations générales et les objectifs, voire le cas échéant les conditions d'implantation des équipements commerciaux.

➲ Centralités urbaines commerciales

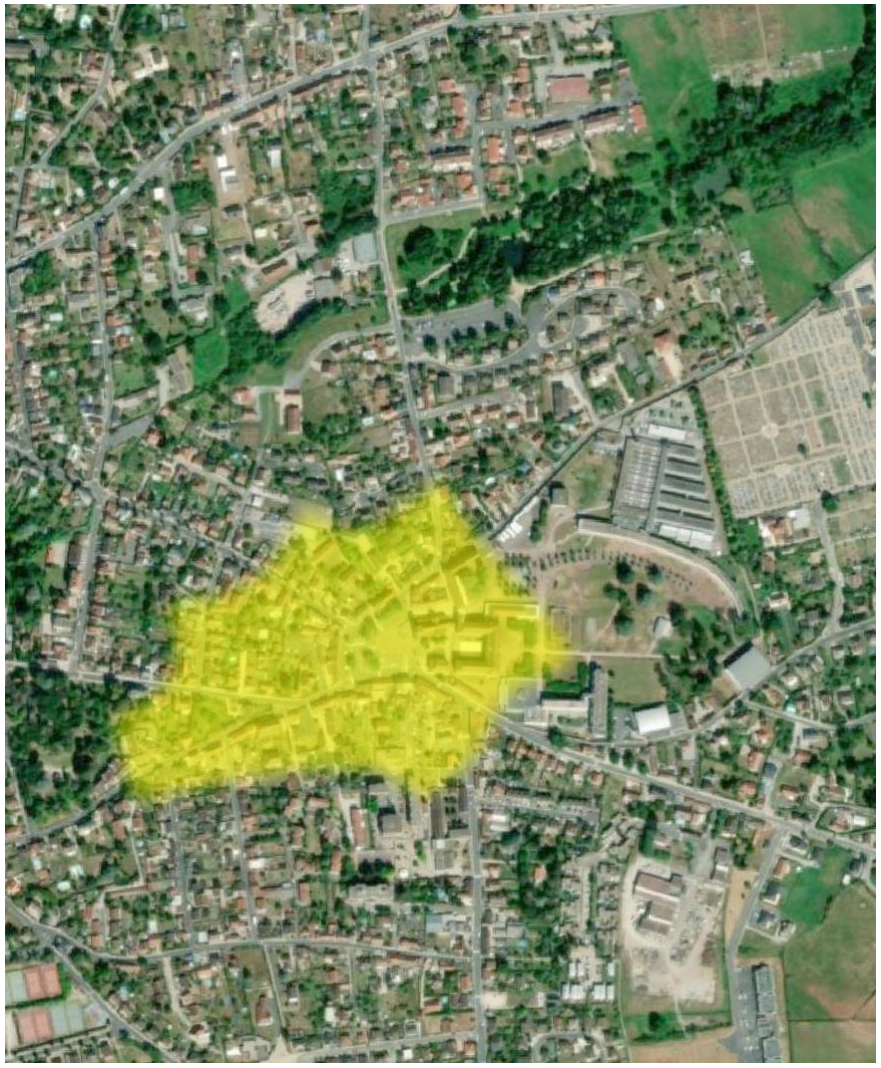
Centralité commerciale principale de Moulins



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 33/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de pôle de Yzeure



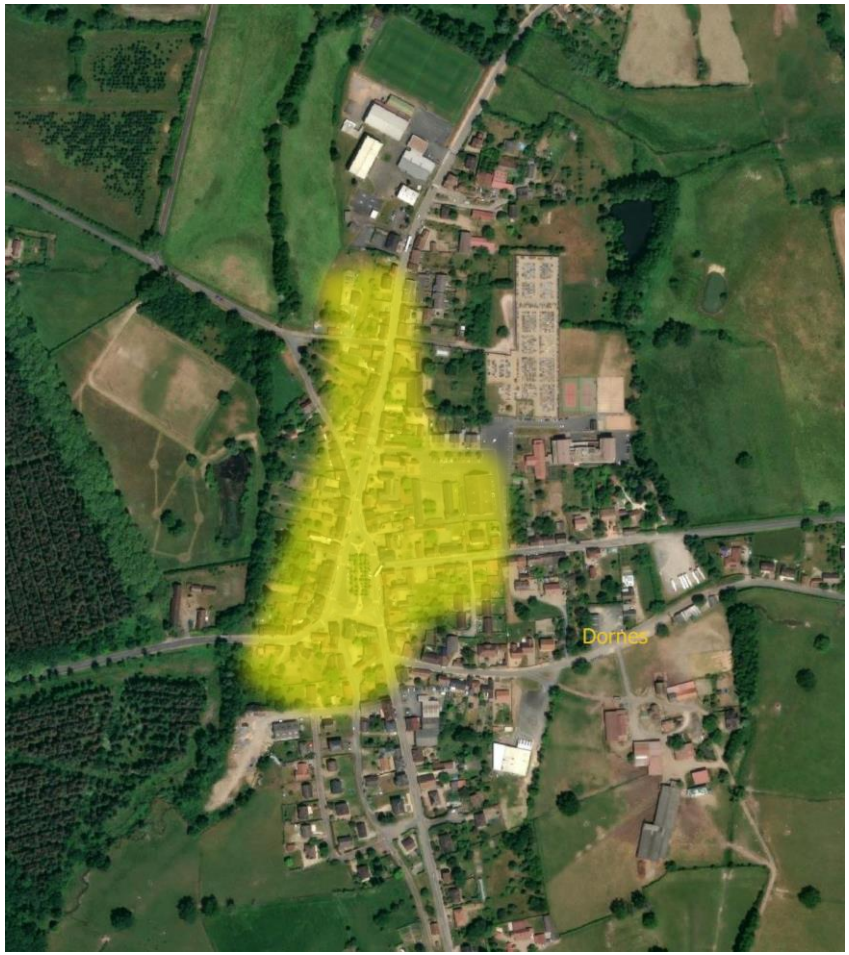
Centralité urbaine commerciale de pôle de Chevagnes



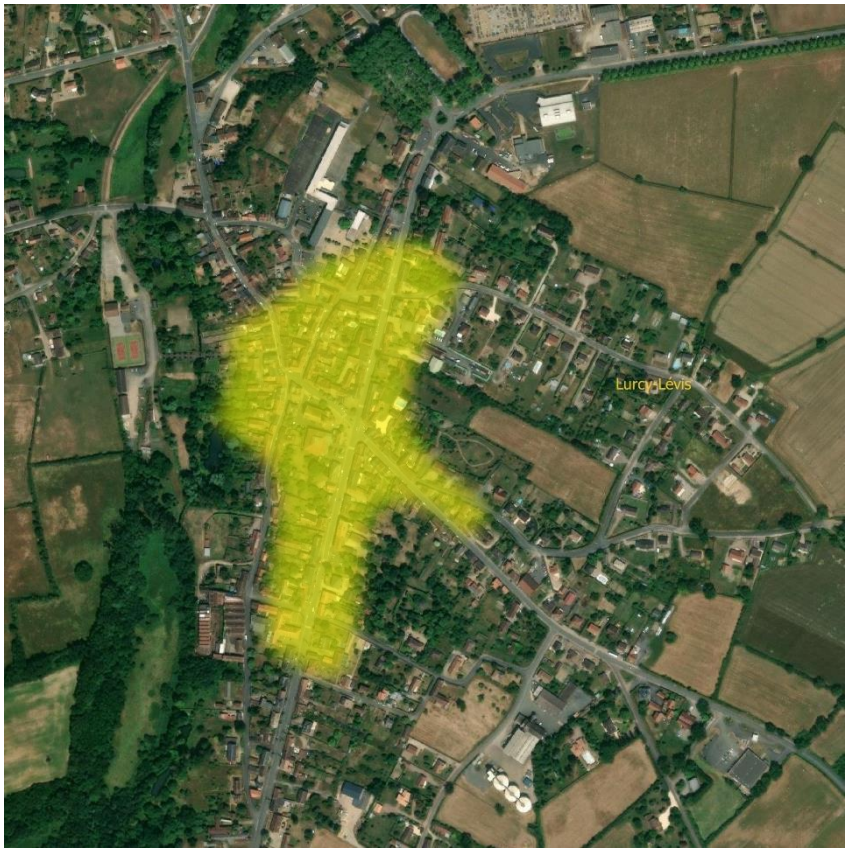
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 34/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de pôle de Dornes



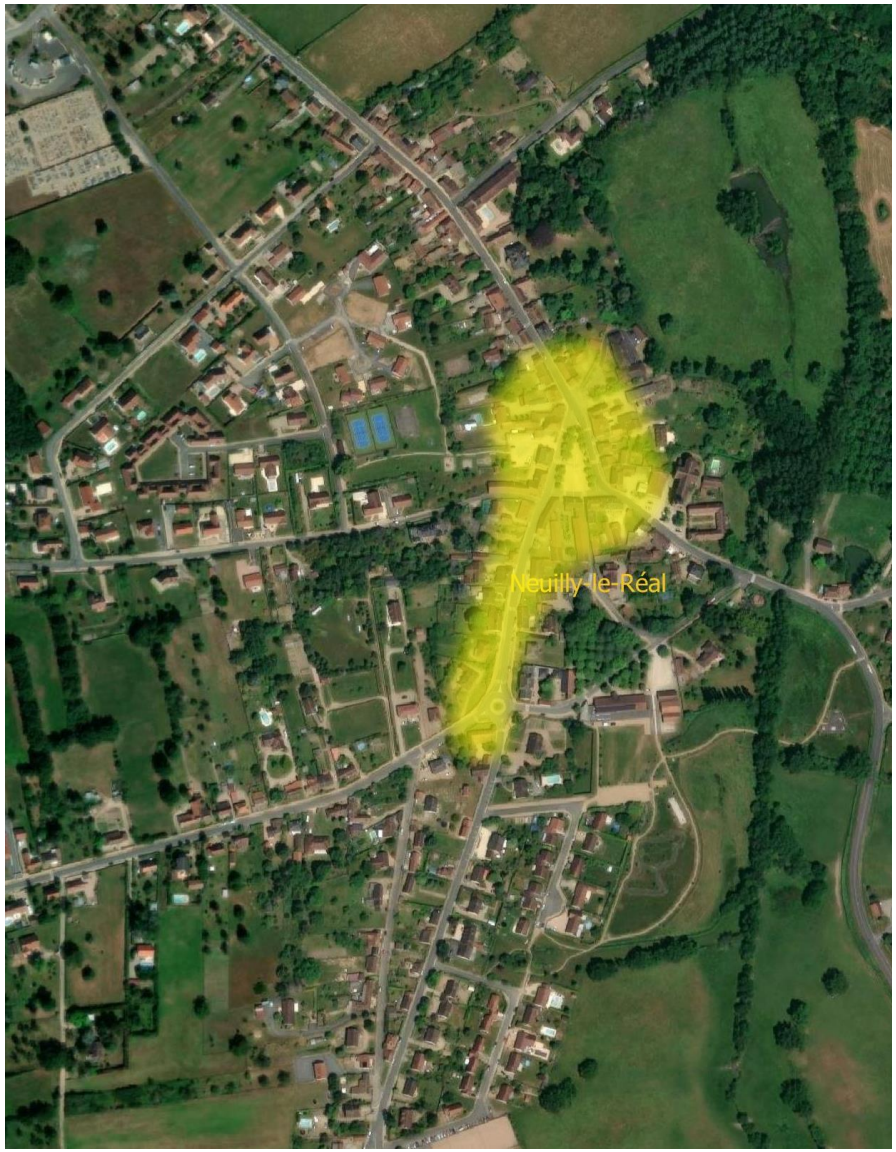
Centralité urbaine commerciale de pôle de Lurcy-Lévis



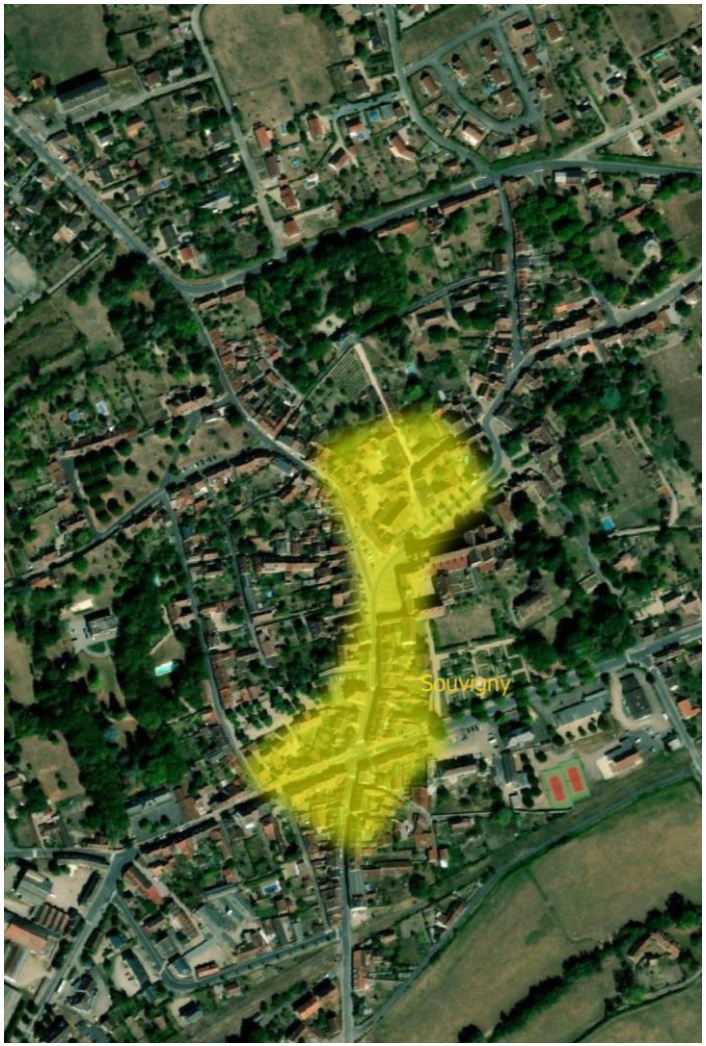
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 35/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de pôle de Neuilly-le-Réal



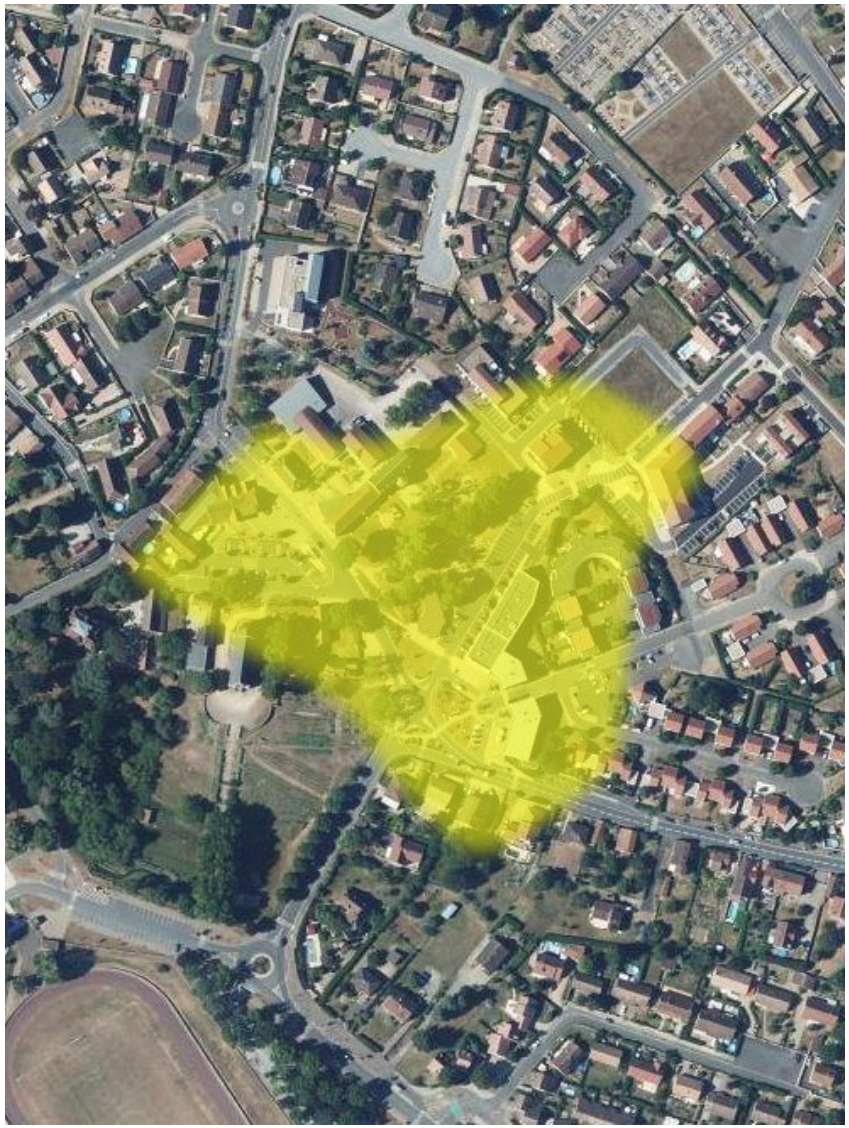
Centralité urbaine commerciale de pôle de Souvigny



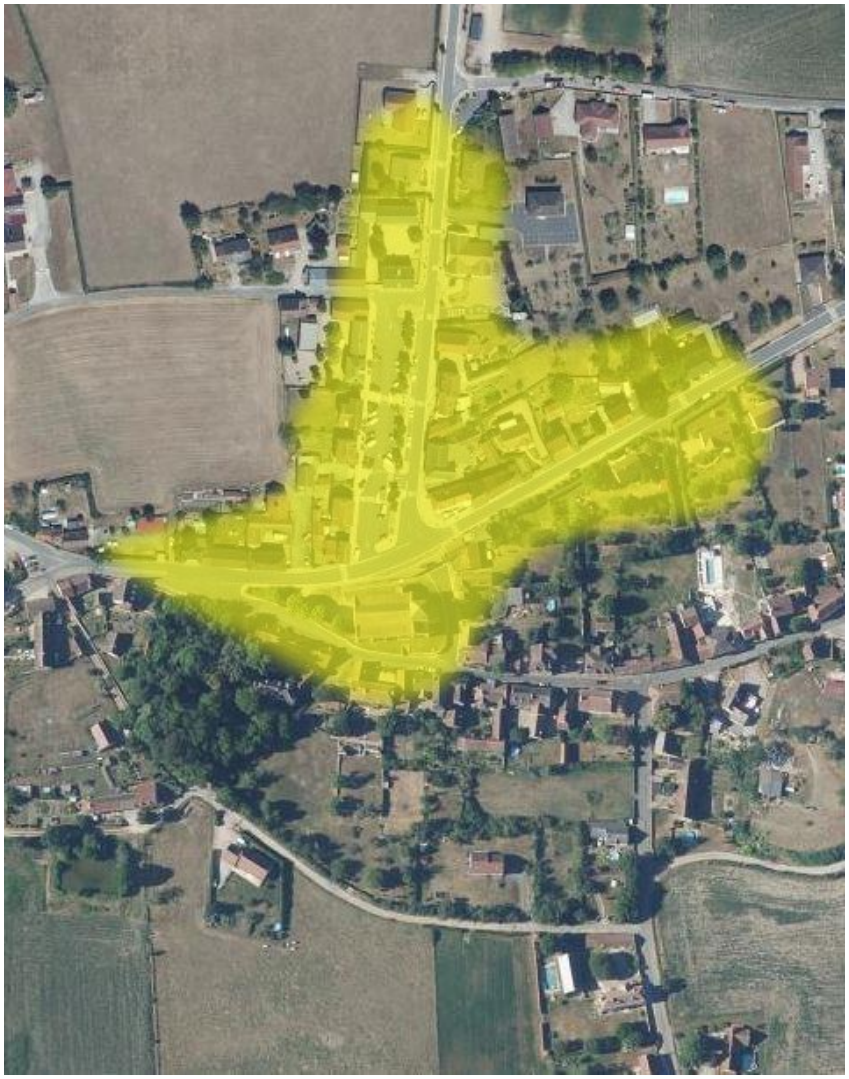
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 36/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de proximité d'Avermes



Centralité urbaine commerciale de proximité de Besson



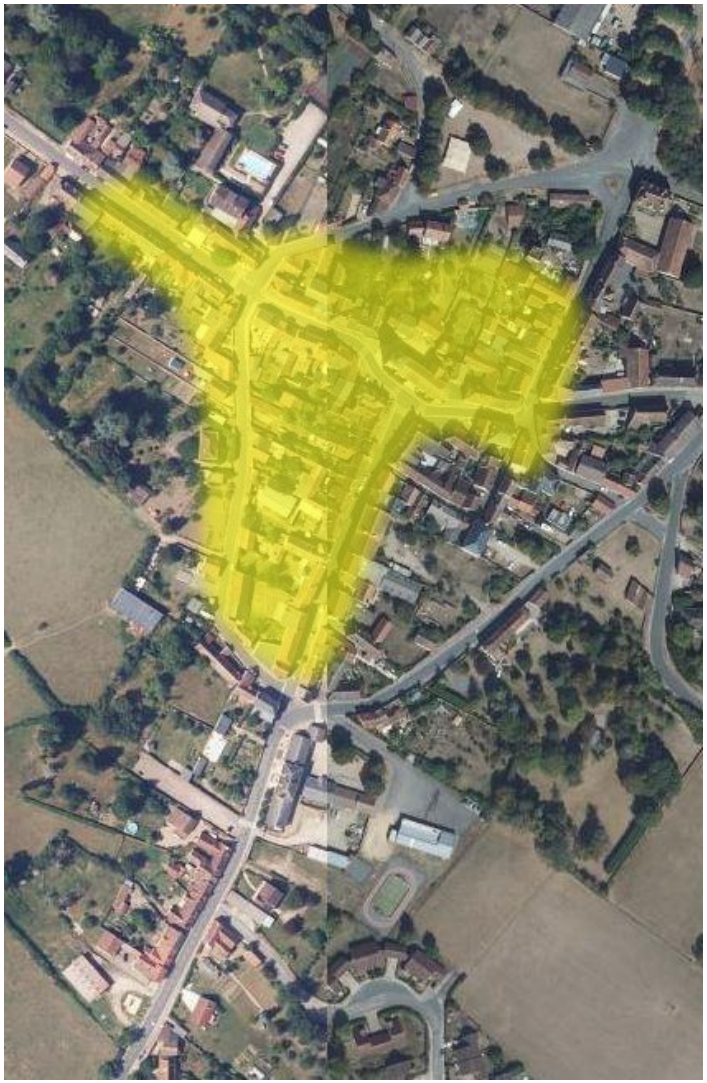
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 37/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de proximité de Bessay-sur-Allier



Centralité urbaine commerciale de proximité de Le Veurdre



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 38/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de proximité de Lusigny



Centralité urbaine commerciale de proximité de Toulon-sur-Allier



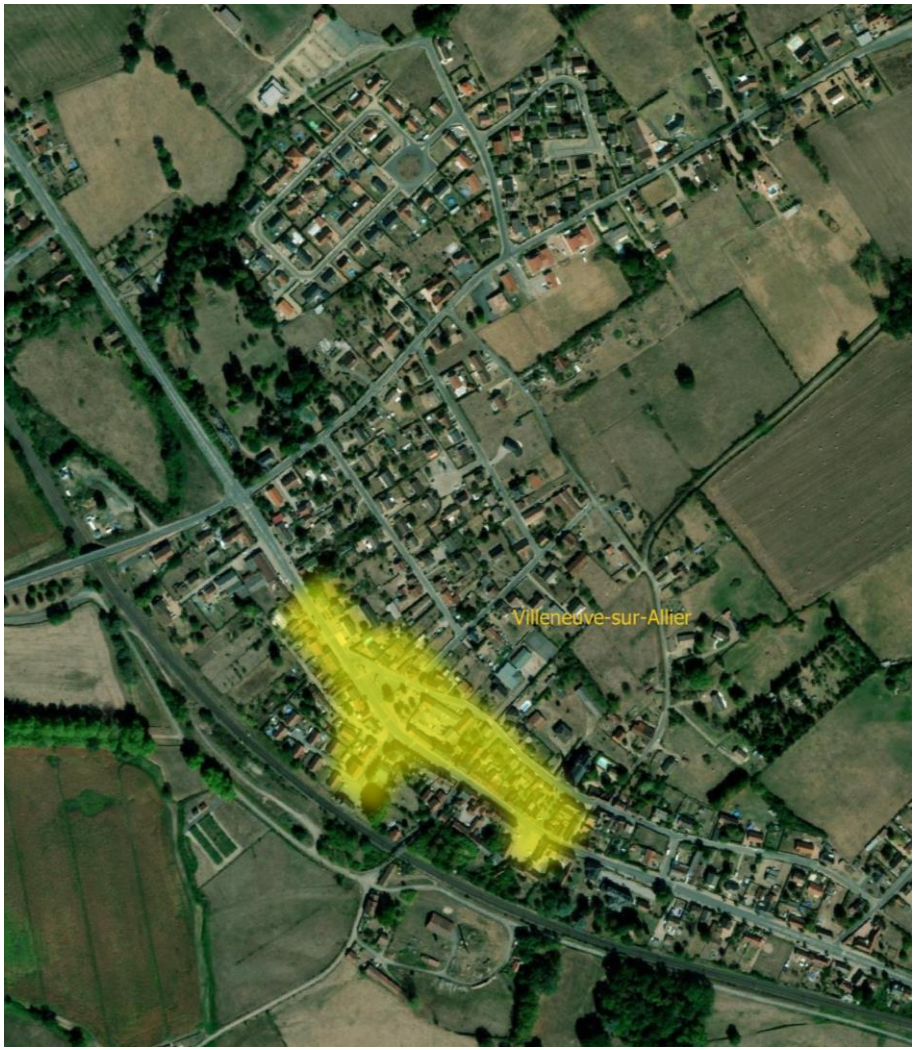
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 39/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine commerciale de proximité de Trévol



Centralité urbaine commerciale de proximité de Villeneuve-sur-Allier



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 40/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P32. Prescription spécifique pour les centralités urbaines commerciales (hors centralité de quartier)

Le centre-ville de Moulins, en tant que pôle principal, a vocation à proposer une offre commerciale diversifiée, générant une attractivité sur une large zone de chalandise.

Les autres centres bourgs ou centre-ville, identifiés comme des centralités commerciales urbaines de bourg répondent aux besoins de proximité des habitants tout en desservant une ou plusieurs communes avoisinantes.

• Orientation générale et objectifs

Créer les conditions (urbanisme, accessibilité, offre foncière et immobilière…) du maintien et du renforcement de l'offre commerciale dans les périmètres localisés ci-avant.

• Encourager la requalification des espaces publics

S'adapter aux mutations comportementales et de concepts commerciaux, en inscrivant le commerce dans une stratégie plus générale de rayonnement du centre-ville, par la qualité de ses aménagements et de ses évènements.

Conforter les synergies entre les différents espaces.

• Conditions d'implantations

Pas de conditions d'implantations particulières

• Recommandations

Utilisation des outils d'urbanisme réglementaire local afin de faciliter l'implantation / les mutations commerciales sur le centre-ville, et en particulier la définition de linéaires commerciaux avec la mise en place d'une interdiction de changement de destination des locaux commerciaux existants vers une autre destination que le commerce.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 41/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité commerciale de quartier Avermes Bricomarché



Centralité commerciale de quartier Moulins La Madeleine



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 42/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité commerciale de quartier Yzeure est Carrefour Market



Centralité commerciale de quartier Avermes Pré-Bercy



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 43/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Centralité urbaine de Quartier – Route de Decize à Moulins



P33. Prescriptions spécifiques pour les centralités urbaines commerciales de quartier

Les centralités de quartier ont vocation à compléter l'offre du cœur d'agglomération.

- **Orientation générale et objectifs**

Créer les conditions (urbanisme, accessibilité, offre foncière et immobilière…) du maintien et du renforcement de l'offre de proximité dans les périmètres localisés ci-avant.

- **Encourager la requalification des espaces publics**

S'adapter aux mutations comportementales et de concepts commerciaux, en inscrivant le commerce dans une stratégie plus générale de rayonnement des quartiers, par la qualité de ses aménagements et de ses évènements.

Conforter les synergies entre les différents espaces.

- **Conditions d'implantations**

Pas de conditions d'implantations autres que celles définies par les prescriptions générales.

- **Recommandations**

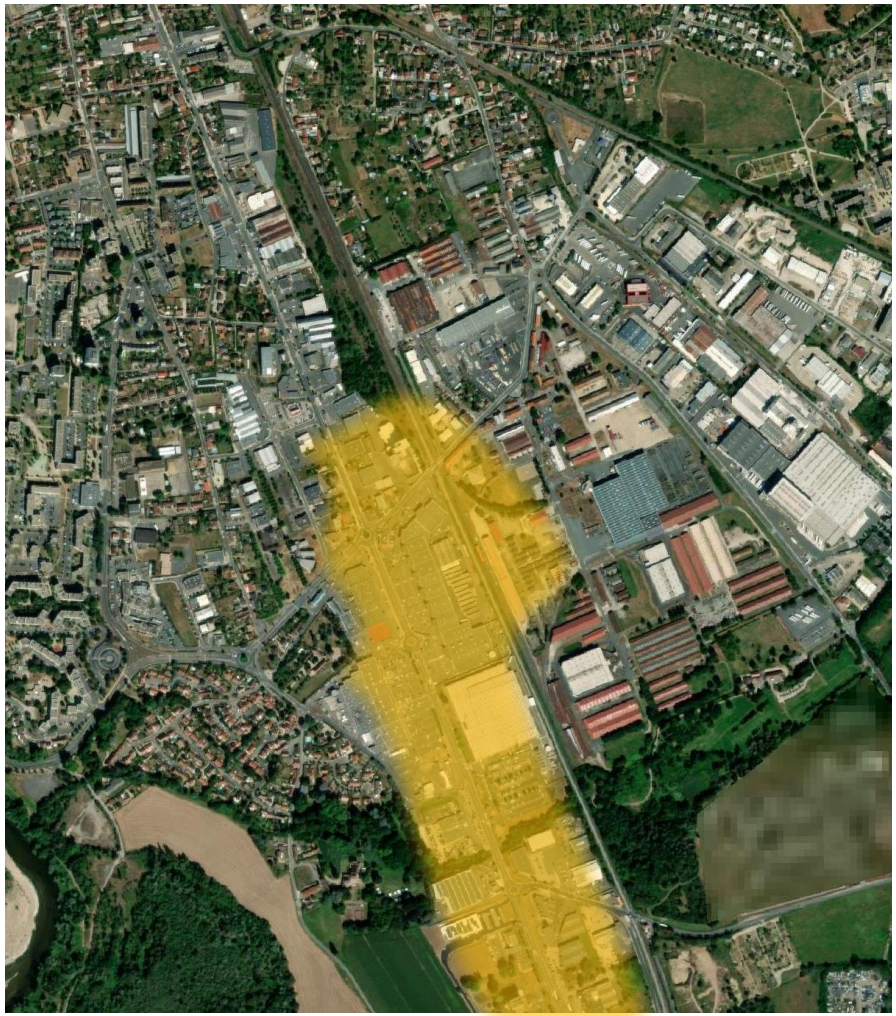
Utilisation des outils d'urbanisme réglementaire local afin de faciliter l'implantation / les mutations commerciales sur le quartier et en particulier la définition de petits linéaires commerciaux avec la mise en place d'une interdiction de changement de destination des locaux commerciaux existants vers une autre destination que le commerce.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 44/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

➲ Site commerciaux périphériques

Site commercial périphérique Moulins Route de Lyon Carrefour



Site commercial périphérique Avermes Leclerc



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 45/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P34. Prescription - Orientation générale et objectifs pour les sites commerciaux périphériques

Les sites commerciaux périphériques sont considérés comme des secteurs à enjeux en termes d'aménagement urbain En tant que tels, le DAACL définit plusieurs objectifs pour leurs développements :

Les constructions nouvelles au sein des sites commerciaux périphériques devront concourir de manière générale à l'économie de foncier, à l'amélioration de la qualité des entrées de ville et des accessibilités pour un usage plus modéré de la voiture et pour stimuler l'accès piéton et deux roues. Toute construction nouvelle ou projet de requalification devra proposer des solutions de mutualisation des espaces extérieurs (stationnement, zone de livraison, accès…) avec les espaces commerciaux en limite de terrain.

Les constructions nouvelles au sein des sites commerciaux périphériques devront participer à un projet global qui répondent aux conditions développées ci-dessous.

<u>Prescriptions et</u> conditions d'implantation :

- **Qualité des espaces extérieurs :**

Utiliser les plantations comme éléments régulateurs (îlot de chaleur, gestion du vent, traitement des eaux pluviales, etc.),

Privilégier la végétalisation des espaces de stationnement.

- **Accessibilité ;**

Des liaisons sécurisées et continues pour les modes actifs (cheminements piétons, itinéraires cyclables), depuis les lieux de vie (habitat, emploi) et les centralités les plus proches ainsi que, le cas échéant, depuis les arrêts de transports en commun mais aussi sur la zone elle-même et depuis les autres commerces.

La mutualisation du stationnement entre les enseignes ;

Le stationnement intégré au bâti (en sous-sol, toiture…) ou à défaut, les aires de stationnement, devront intégrer une production EnR, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant l'ombrage, la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

- **Architecture et énergie / climat :**

Agir sur la conception et l'enveloppe du bâtiment (isolation, toiture végétalisée, casquette en toiture, double-vitrage peu émissif…) ;

Optimiser le rendement des dispositifs d'éclairage, de refroidissement, de chauffage, d'équipements frigorifiques, etc. ;

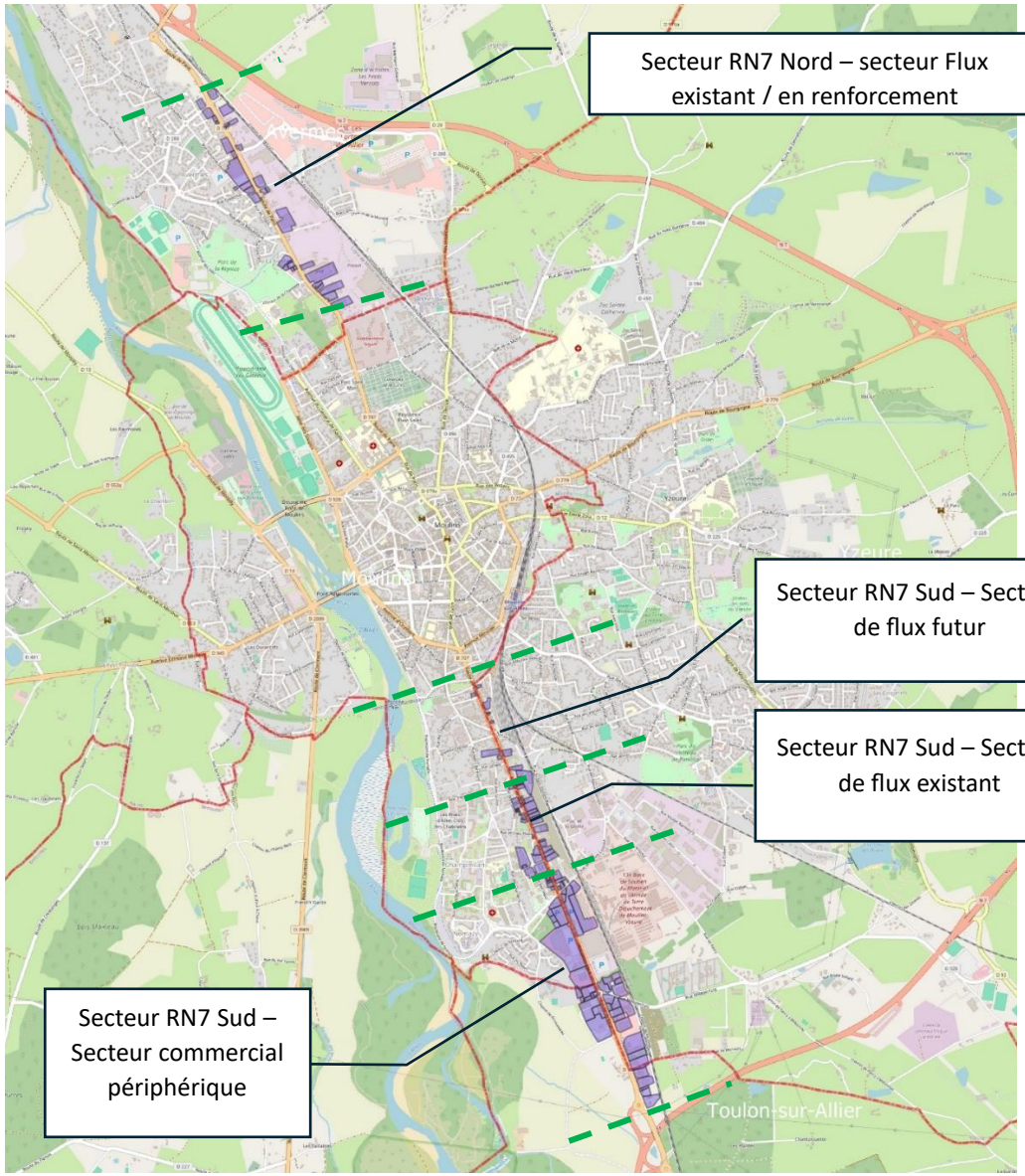
Optimiser les apports de lumière naturelle (puits de lumière, toiture type shed, etc.) et en privilégiant un système d'éclairage peu énergivore ;

Prévoir des dispositifs de production d'énergies renouvelables pour toute construction nouvelle en intégrant, dans la conception du bâtiment, l'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable et/ou de récupération (chaleurs fatales des groupes froids…) permettant de produire autant ou plus que l'énergie consommée.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 46/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

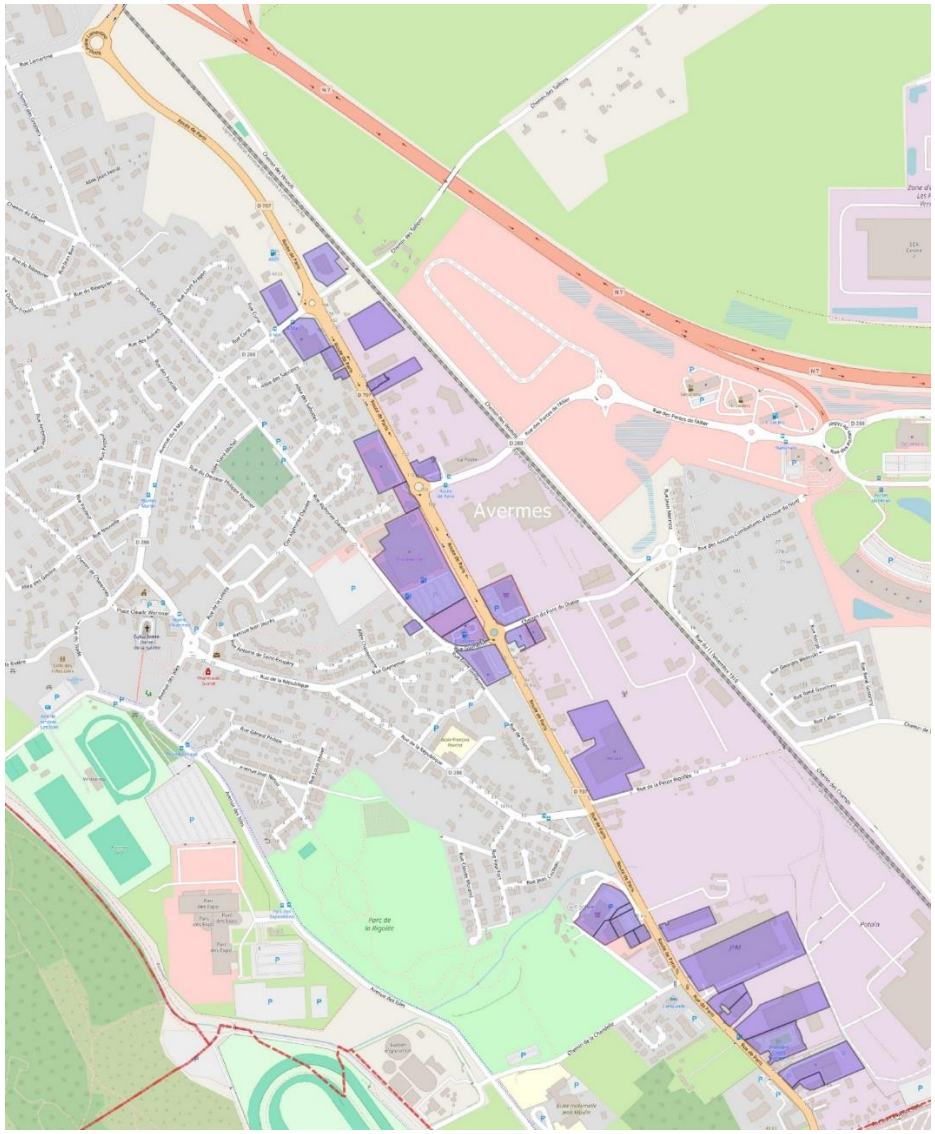
➲ Secteurs de flux



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 47/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Secteur de flux de l'Entrée Nord Avermes (RN7)



Secteur typique d'entrée de ville, situé en continuité d'urbanisation mais dont l'organisation nécessite une utilisation très majoritaire de la voiture. Pas de linéaire commercial. Parcelles très grandes et mélange des genres : alimentation, bricolage, vente d'automobiles, bâtiment industriel reconverti partiellement en commerce, imprimerie, quelques industries, services PL ...

Un espace à enjeux qui caractérise une fonction d'accessibilité au cœur de l'agglomération. Fortement fréquenté, il est source d'enjeux pour les acteurs et investisseurs du commerce. Un espace de fréquentation majeure avec une amplitude large qui se structure autour de la N7 – Voie principale, et des arrêts des lignes de Bus D, E et J, A et D (en partie nord) au droit du secteur commercial de périphérie « Les portes de l'Allier »

P35. Prescriptions pour le Secteur 1 - Secteur commercial de flux existant / en renforcement

Vocation - Praticité / Service ...

Un développement de l'offre commerciale limité au réinvestissement de cellules vacantes à surface constante et pour des activités strictement non alimentaires.

Interdiction de découpe des cellules existantes en surfaces de vente inférieures à 300 m² pour « éviter la déstabilisation des centralités ».

Investissements concentrés sur la restructuration, l'apaisement des espaces urbains et la revalorisation architecturale.

Préconisation pour la commune

Délimiter le périmètre pour éviter l'étalement du secteur et l'implantation de nouveaux commerces (> 300 m²).

Favoriser la multifonctionnalité.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 48/55

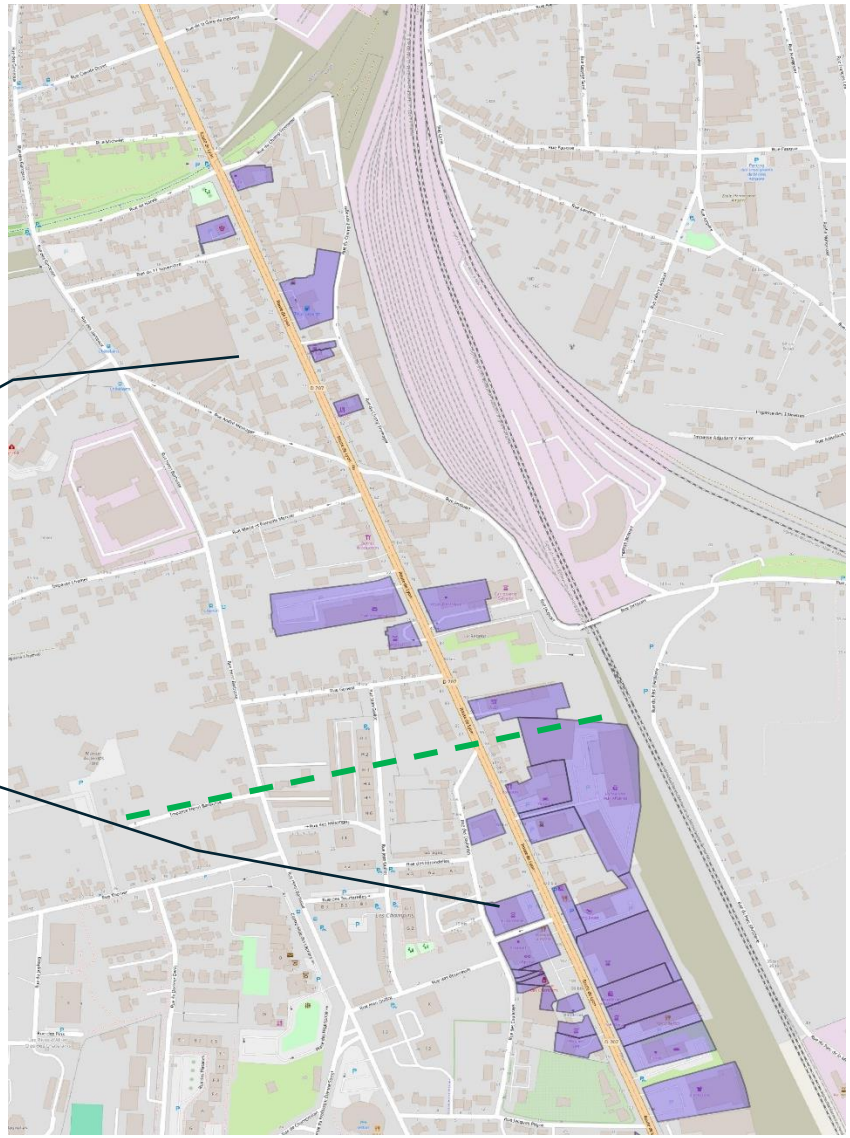
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Limiter les formes servicielles de commerce destiné à un usage piéton : drive piéton, consignes ...

Mise en place d'une OAP

<u>Conditions de fonctionnement</u>

Cet espace pourra à terme voir sa vocation commerciale diminuer, avec l'apparition de friche, de locaux vacants/ Il sera opportun de ne pas rechercher la prolongation de leur fonction commerciale mais de préparer leur mutation vers des fonctions économiques productives de nouveaux emplois.



2 / Secteurs de flux / Entrée Sud Moulins-Yzeure-Toulon

2 secteurs de flux sont identifiés sur cette entrée sud

- Un secteur de flux en devenir juste au nord du précédent
- Un secteur de flux existant, en continuité du site commercial périphérique de Carrefour

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 49/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P36. Prescriptions pour le secteur de flux existant

Un espace à enjeux dont le développement a fragilisé les centralités en proposant une offre essentiellement basée sur les trajets et l'usage de la voiture, ce qui crée des difficultés de gestion des flux.

Son développement doit donc être très mesuré voire évité.

<u>Vocation</u> Commerces serviciels / Achats du soir / limitation / Reconversion / restructuration / Reconquête

<u>Définition de l'espace de flux</u>

Un espace créé par opportunité qui favorise l'extension urbaine, car situé sur un axe routier d'entrée.

Son renforcement / développement n'entre pas dans l'objectif du SCoT. Il pourra faire l'objet

- **D'opérations de remembrement avec relocalisation de commerce dans une centralité**
- **D'opération de transformation en pôle de quartier avec réintroduction d'habitat et de mixité**

<u>Prescriptions pour les communes</u>

Délimitation de périmètres spécifiques pour éviter l'étalement de la zone et l'implantation de nouveaux commerces de surface inférieure à 300m².

Interdiction de regroupement de nouvelles cellules avec les entités commerciales existantes.

Rechercher le changement de destination des bâtiments commerciaux après 2 années de vacance commerciale.

Prioriser l'implantation de locaux artisanaux.

P37. Prescriptions pour le secteur de flux en devenir, à stopper

Un espace à enjeux qui caractérise une fonction d'accessibilité au cœur de l'agglomération.

Fortement fréquenté, il est source d'enjeux pour les acteurs et investisseurs du commerce.

Les implantations commerciales y sont interdites et les documents d'urbanisme (PLU) doivent transcrire cette interdiction par un zonage et un règlement approprié.

<u>Vocation</u> :

Opportunités individuelles sans globalité

<u>Définition de l'espace de flux</u>

Un espace de fréquentation d'opportunité encore faible, à maîtriser

<u>Prescriptions pour les communes</u>

Délimitation de périmètres spécifiques pour éviter l'étalement de la zone et l'implantation de nouveaux commerces (> 300 m²).

Interdiction de la création de commerce en pied d'immeuble (création ou reconversion)

Interdiction de regroupement de nouvelles cellules avec les entités commerciales existantes

Limitation des formes servicielles de commerce destiné à un usage piéton : drive piéton, consignes ...

Prioriser l'implantation d'immeubles tertiaires

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 50/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

I.D.2. ORIENTATIONS EN MATIERE DE LOGISTIQUE URBAINE

Les orientations et prescriptions du DAACL en matière de logistique concernent :

- Le commerce de gros (destination Commerce et activités de service) ;
- L'entrepôt (destination autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire).

La logistique s'insère dans un champ d'activité très large. En l'absence de définition précise de la « logistique commerciale », qui peut recouvrir en fait l'ensemble de la logistique, avec des pratiques multiples, y compris de consommateurs venant retirer des colis dans des entrepôts, les orientations du DAACL différencient 3 types de bâtiments :

- Les grands entrepôts logistiques (souvent plus de plus de 5 000 m² de surface de plancher) ;
- Les agences de livraison, entre 500 à 5 000 m² de surface de plancher ;
- Les grossistes, pour des surfaces de plancher de plus de 300 m².

P38. Localiser les entrepôts logistiques, agences de livraison

Les entrepôts logistiques, frigorifiques ou non, de plus de 5 000 m² de surface de plancher sont localisés dans les zones d'activités économiques accueillant déjà des bâtiments logistiques de cette taille, et au sein des zones d'activités économiques structurantes situées sur ou à proximité immédiate des axes routiers structurants.

Les entrepôts de 300 à 5 000 m² de surface de plancher s'inscrivent dans les zones d'activités économiques existantes et futures, qu'il s'agisse d'agences de livraison ou de grossistes.

Les documents locaux d'urbanisme identifient les lieux d'implantation des entrepôts logistiques de plus de 5 000 m², et définissent les modalités d'aménagement de manière à éviter les congestions de circulation liées à leur usage

P39. Localiser les Drive

Concernant les lieux de retrait qui reçoivent du public :

- **Les lieux de retrait de type drive piéton, distributeur et casier (vocation hyperlocale) sont autorisés en centralités commerciales urbaines (centre-ville, centre-bourg, centre de quartier, Chaque PLU(i) pourra ainsi spatialiser au sein de son / ses périmètre(s) de centralité un ou plusieurs secteurs de logistique de proximité. Ils n'ont pas vocation à s'implanter sur les sites commerciaux périphériques déconnectés compte tenu de la volonté d'y limiter les flux de particuliers au regard de leur éloignement aux zones d'habitat.**
- **Les lieux de retrait type drive voiture, sont autorisés au sein des sites commerciaux périphériques, en privilégiant des espaces délaissés déjà artificialisés (bâti vacant, friche commerciale). Leur implantation doit s'appuyer sur des accès et des aménagements existants, et ne doit pas perturber la fluidité de la circulation. Toute implantation en dehors des sites d'implantations périphériques est exclue.**

P40. Localiser les espaces de logistique urbaine à vocation commerciale

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 51/55

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de téléchargement : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les espaces de logistique urbaine à vocation commerciale (Dark-Store / Dark-Kitchen, espaces mutualisés à vocation commerciale, etc.) pourront s'implanter hors centralités, à condition d'intégrer au projet des solutions de stationnement et de recharge de véhicules de livraison, ou dans les secteurs de logistique de proximité.

Les espaces de stockage mutualisés à vocation commerciale (par/pour les commerçants) sont encouragés de façon à réduire les distances parcourues par les véhicules de livraison.

Les projets d'implantation de Dark-store et Dark-kitchen devront prévoir des solutions permettant de réduire l'impact sur l'occupation du domaine public, sur l'animation de rue (vitrine, service urbain de proximité…) et en limitant le risque de nuisances pour le voisinage (sonore, etc.)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 52/58

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

PARTIE 2 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS, DE LA MOBILITE, DE L'OFFRE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES, POUR LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

II.A - RÉPONDRE AUX BESOINS DE LOGEMENTS DES HABITANTS EN FAVORISANT UNE GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE ET LIMITANT L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

Les modes d'utilisation des sols nécessitent des **prescriptions qualitatives** pour passer des besoins quantitatifs identifiés par niveau de l'armature territoriale à la localisation infra-territoriale des logements et aux **aménagements qualitatifs**, qui intègrent des objectifs en matière de **qualité des espaces publics**, du **bâtiment**, du **paysage** et de **l'environnement**, notamment vis-à-vis de la ressource en eau et énergétique.

Cela concerne l'ensemble des espaces de développement et donc d'aménagement et de développement qu'ils se situent en extension ou en densification des espaces déjà urbanisés.

Les mesures appropriées (prescriptions et/ou recommandation) sont déclinées en fonction des caractéristiques et des spécificités propres à chaque type d'espaces et en fonction des thématiques concernées :

- Une première partie s'attache à la localisation infra-territoriale des logements ;
- Une seconde à la qualité de tous les espaces (densification, centralités, extensions …), déclinant ainsi l'intégration urbaine et paysagère ;
- Puis elles sont déclinées par types d'espaces à urbaniser en donnant une attention particulière aux extensions urbaines ;
- Enfin, les prescriptions qualitatives relatives à la ressource en eau, en lien direct avec la manière d'aménager le territoire.

II.A.1. ORGANISER LE DÉVELOPPEMENT AUTOUR D'UNE ARMATURE INFRATERRITORIALE

Chacune des communes est constituée de différents espaces de vie (centre-bourg, bourg, villages et hameaux), ce qui implique un développement différencié à la hauteur des fonctions de chacune des enveloppes bâties.

P41. Les critères de définition de l'armature infracommunale

Les documents d'urbanisme locaux définissent les composantes de l'armature infracommunale, à partir des critères d'identification suivants, qui peuvent être supports d'urbanisation, à des degrés divers :

Les bourgs sont un ensemble à caractère urbain d'une densité de population relativement importante organisés autour d'une centralité historique avec des commerces, des services, des équipements et des infrastructures qui permettent de répondre aux besoins quotidiens hebdomadaires et/ou partiellement exceptionnels des habitants.

Le centre-bourg est le pôle de centralité du bourg où se trouvent les équipements, services et commerces.

Les villages sont des secteurs urbanisés, d'au moins 25 constructions agglomérées, de densité significative qui s'organisent autour d'un noyau historique ou a minima d'un espace public collectif. Ils accueillent encore ou ont accueilli des éléments de vie collective notamment un espace public central, une école, une église, quelques commerces de proximité (boulangerie, épicerie, bistrot…) ou service public par exemple, même si ces derniers n'existent plus compte tenu de l'évolution de modes de vie.

Dans les cas où la commune ne dispose que d'un village au titre de cette définition (sans bourg), il est appliqué à ce village les conditions d'urbanisation du bourg.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 54/558

Les hameaux sont définis en se référant aux critères cumulatifs suivants

- Un nombre de constructions limitées, de 10 à 25 constructions et destinées à l'habitation, pouvant comprendre cependant d'autres constructions tels que des bâtiments agricoles ;
- Une taille d'enveloppe urbaine modeste et compacte ;
- Une position isolée et distincte du bourg ou du village.

Les groupes de constructions traditionnelles ou d'habitation plus récentes, existants, sont des groupes de constructions isolées (de 5 à 10 constructions) dans les espaces naturels et agricoles.

P42. La priorisation de la production de logement dans l'armature infracommunale

La répartition de l'offre en logements doit se faire dans chaque commune / territoire dans l'ordre de priorité ci-dessous (voir schéma ci-contre) :

1. Dans les bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions par réhabilitation de logements vacants ou mobilisation d'espaces stratégiques de renouvellement urbain ainsi que les friches potentielles ;

2. En densification dans les centres-bourgs et bourgs ;

3. En densification dans les villages ;

4. En densification dans les hameaux ;

5. En extension urbaine des bourgs et sous conditions extension des villages ;

6. Les réhabilitations et extensions limitées de bâtiments à vocation d'habitations existantes et annexes sont possibles dans toutes les entités, y compris dans les espaces et activités agricoles et naturels.

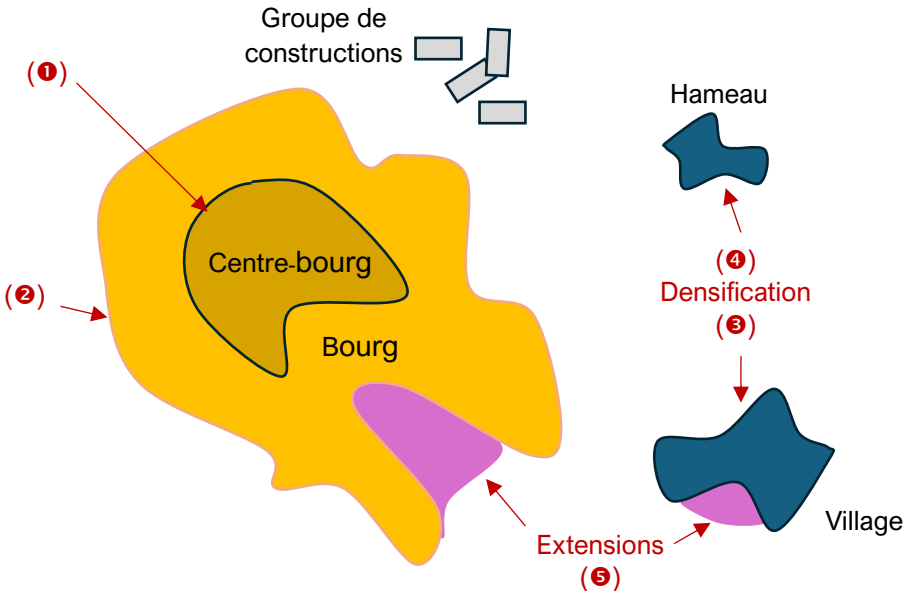
Les degrés d'urbanisation associés à chacun de ces niveaux sont établis comme suit :

	Centres-bourgs ou bourgs	Villages	Hameaux	Groupes de constructions traditionnelles
Réhabilitations et extension des bâtiments à vocation d'habitations existantes et annexes	Oui	Oui	Oui	Oui
Densification des espaces urbabisés existants	Oui	Oui	Oui	Non
Extension urbaine	Oui	Oui sous conditions	Non	Non

Il est précisé que sauf exception telles que prévues à l'article L122-7 du Code de l'urbanisme-, l'urbanisation ne peut se faire qu'en continuité de l'urbanisation existante.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 55/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de téléchargement : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



II.A.2. DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS POUR RENFORCER L'ORGANISATION DU TERRITOIRE ET SOUTENIR L'AMBITION ECONOMIQUE

Le Projet d'Aménagement et de Développement du Territoire (PADD) a confirmé l'ambition des élus de Moulins Communauté en reconnaissant une armature de projet (armature urbaine et/ou territoriale) avec l'enjeu de structurer le développement en fonction des besoins et des spécificités du territoire.

L'armature territoriale se compose de :

4 niveaux d'armature urbaine / territoriale	Communes
Cœur Urbain	Avermes, Moulins, Yzeure.
Communes périphériques équipées	Bressolles, Lusigny, Neuvy, Toulon-sur-Allier, Trévol.
Pôles d'équilibre	Bessay-sur-Allier, Chevagnes, Dornes, Lurcy-Lévis, Neuilly-le-Réal, Souvigny, Villeneuve-sur-Allier.
Pôles ruraux de proximité	Aubigny, Aurouër, Bagneux, Besson, Bresnay, Chapeau, La Chapelle-aux-Chasses, Château-sur-Allier, Chemilly, Chézy, Coulandon, Couzon, Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Gennetines, Gouise, Limoise, Marigny, Montbeugny, Montilly, Neure, Paray-le-Frésil, Pouzy-Mésangy, Saint-Ennemond, Saint-Léopardin-d'Augy, Saint-Martin-des-Lais, Saint-Parize-en-Viry, Thiel-sur-Acolin, Le Veurdre.

.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 56/58

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

➲ Le renforcement de l'offre de logements

Pour rappel le Projet d'Aménagement Stratégique retient une ambition économique caractérisée par la création d'environ 95 emplois par an, soit 1/3 moins rapide que la perspective support du PLH (justifiée par l'effet de démarrage du Logiparc et de quelques autres projets ralentis par la crise du Covid, mais arrivant à terme juste après.

Cette ambition pourra entraîner l'arrivée de quelques 95 actifs nouveaux par an, soit un peu moins de 150 habitants par an supplémentaire.

Pour accueillir cette population, sur les 20 prochaines années, l'effort à fournir en matière de logements s'élève à environ 192 résidences principales auxquels il faut ajouter environ 15 résidences secondaires par an et un besoin de renouvellement du parc existant estimé à 28 logements par an, soit un besoin total de 235 logements.

Cela représente un besoin total d'environ 4 700 logements sur la période 2026-2046.

Le scénario de construction de logements intègre un objectif ambitieux de résorption de la vacance tendancielle permettant d'inverser la dynamique sur la période 2026-2046 en mettant fin à sa progression (+1,91% d'évolution annuelle sur 2009-2014 et +0,77% / an sur 2014-²2020).

La part des logements vacants (10,8% en 2021) repasserait en dessous de la barre des 9% (8,9%) à l'horizon du SCoT révisé.

Les conséquences de ce scénario d'intervention sur le parc de logements du territoire doivent permettre à Moulins Communauté d'accueillir un peu plus de 67200 habitants à l'horizon 2046, en présentant un taux d'évolution annuel moyen de 0,23%.

Dans l'objectif de renforcer la capacité d'organisation du territoire communautaire et pour répondre aux besoins justifiés par l'ambition économique (Cf. Infra Partie 1), le SCoT organise et prescrit la part de la production des logements supplémentaires par niveau de l'armature urbaine.

Le terme logement supplémentaire est entendu ici comme la construction de nouveaux logements et la remobilisation de logements existants sur le marché

P43. Les objectifs chiffrés de production de logements par la réhabilitation de logements vacants ou de production neuve

Pour les logements et locaux vacants, les documents d'urbanisme locaux réalisent des études approfondies (inventaire, qualification, …) sur la vacance afin d'établir une stratégie de remobilisation adaptée à l'évolution du contexte de chaque territoire et de justifier le taux retenu.

L'objectif est de tendre vers un objectif de 19% de réhabilitation des logements vacants, hors du besoin de rotation du parc estimé à 7% de l'ensemble du parc.

	Besoins total	Dont production par réhabilitation	Dont Production neuve
CA MOULINS Cté	**4 698**	**882**	**3 816**
1-Cœur Urbain	2 782	612	2 170
2 - Communes équipées	740	0	740
3 - Poles d'équilibre	520	120	401
4 - Poles de proximité	656	151	505

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 57/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

II.A.3. LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS DANS LA LOGIQUE DE L'ÉCONOMIE DES ESPACES

Le développement de l'offre de logement s'entend dans une logique de consommation parcimonieuse des espaces, donc à partir des modes de production suivants :

- La remobilisation et réhabilitation de locaux vacants dont certains logements,
- La densification des espaces libres au sein des espaces urbanisés (dents creuses et espaces interstitiels de taille significative (> 5000m²)
- L'extension des espaces urbanisés, pour la part des logements dont le nombre excède les possibilités de la remobilisation et de la densification.

Le SCoT définit les parts respectives des modes de production, objectifs minimums pour la réhabilitation et la densification, objectifs maximums pour les extensions.

P44. La production de logements selon la répartition par modes de production (réhabilitation de logements vacants, densification ou extension des espaces urbanisés)

L'objectif est de tendre vers un objectif de production de logements de 40% maximum en extension des espaces déjà urbanisés.

	Besoins total	Dont production par réhabilitation	Dont production neuve en densification	Dont production neuve en extension
CA MOULINS Cté	**4 698**	**19%**	**42%**	**39%**
1-Cœur Urbain	2 782	22%	55%	23%
2 - Communes équipées	740	0%	27%	73%
3 - Poles d'équilibre	520	23%	31%	46%
4 - Poles de proximité	656	23%	11%	66%

Dans une logique de maîtrise de l'extension des surfaces urbanisées, par l'application de densités moyennes minimales définies par niveau de l'armature territoriale / urbaine.

P45. Maîtrise de l'extension des surfaces urbanisées pour la production de nouveaux logements neufs

Le SCoT définit une surface maximale de 101 hectares sur 20 ans pour la production des 1 838 logements en construction neuve, selon la répartition suivante :

	Production neuve en extension	Densité nette minimum moyenne	Surfaces nettes nécessaires	Surfaces brutes nécessaires ZAN
CA MOULINS Cté	**1 838**	**22**	**85**	**101**
1 - Cœur Urbain	627	30	21	25
2 - Communes équipées	538	25	22	26
3 - Poles d'équilibre	242	18	13	16
4 - Poles de proximité	430	15	29	34

Les documents d'urbanisme constituent le cadre localisé de la stratégie du SCoT :

P46. Connaître et valoriser les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis

Les documents d'urbanisme réalisent une analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis en tenant compte des enjeux du territoire :

- **Adaptation au changement climatique: risques naturels et leurs évolutions (au-delà des prescriptions des PPR > PAC État, ruissellement …), fraîcheur des espaces publics,**
- **Enjeux écologiques: continuités écologiques, nature en ville;**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 58/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· Enjeux paysagers et patrimoniaux: covisibilité, intégration dans les pentes, covisibilité avec les monuments historiques, les sites, le patrimoine d'intérêt local;

· Enjeux d'intégration urbaine et dessertes: respect du voisinage, intégration urbaine, desserte en réseaux d'eau potable, ou d'assainissement adaptés ou adaptables, voiries existantes ou en projet.

II.A.4 L'INTÉGRATION URBAINE ET PAYSAGÈRE

P47. Améliorer la qualité générale des secteurs d'urbanisation et des espaces publics

Le développement de l'urbanisation, en extension comme dans les espaces déjà urbanisés, doit répondre aux conditions suivantes :

· Favoriser la mixité des fonctions urbaines: logements, services, activités compatibles avec l'habitat (tertiaire par exemple), espaces publics, etc.; en particulier dans les centralités;

· Assurer une production, un phasage, une offre et une typologie des logements prévus ainsi que des densités répondant aux besoins des ménages (jeunes, actifs, séniors …);

· Prendre en compte le contexte urbain, en gérant de manière qualitative les coutures avec le tissu bâti existant;

· Irriguer l'ensemble des tissus urbains avec des liaisons piétonnes et cyclistes à la fois internes aux zones concernées, mais aussi en lien avec les espaces urbains adjacents;

· Préserver le patrimoine bâti et le petit patrimoine afin de les intégrer dans le projet d'ensemble;

· Prendre en compte la trame urbaine historique, les nouvelles formes urbaines et la démarche de projet dans les extensions urbaines et les densifications, afin d'assurer une urbanité maîtrisée.

P48. Renforcer la qualité des formes urbaines

En cohérence avec les densités prescrites (prescription P45), il s'agit de :

· Privilégier les formes urbaines peu consommatrices d'espace. La diversification des formes urbaines adaptées aux caractéristiques des communes permettra de répondre aux différents parcours résidentiels des ménages : maisons accolées, maisons de ville, petits collectifs, collectifs, etc., et ainsi favoriser la densification de l'urbanisation ;

· Varier les densités pour diversifier les ambiances urbaines;

· Favoriser la mitoyenneté des maisons de bourg traditionnelles;

· Favoriser les économies d'énergies, les énergies renouvelables, la perméabilité et l'infiltration des sols;

· Porter une attention particulière aux codes architecturaux locaux.

P49. Soigner l'intégration des aménagements dans le grand paysage

Les points de vue paysagers seront définis et préservés, par les documents d'urbanisme locaux, selon les types suivants :

· Les points de vue en belvédères;

· Les points de vue sur la silhouette urbaine d'un village;

· Les routes en balcon;

· Les vues depuis les voies plantées;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 59/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· **Les structures paysagères majeures;**

· **Le paysage existant: toutes les constructions à l'intérieur de ces périmètres doivent être parfaitement intégrées. Les limites naturelles telles que les ruisseaux, les vallées, les crêtes ou les zones humides sont utilisées pour cadrer l'urbanisation ;**

· **La topographie: éviter l'urbanisation des lignes de crête, s'adapter aux courbes de niveau lors de l'implantation de bâtiments (implantation dans la pente).**

P50. Préserver les silhouettes villageoises (paysage urbain)

Ces silhouettes villageoises sont le fruit de la combinaison de l'implantation du village dans le paysage (promontoire, panorama depuis un point de vue, etc.) et de la qualité patrimoniale du village.

Dans la majorité des cas, les silhouettes villageoises sont à valoriser, préserver. Exceptionnellement, si nécessaire et de façon bien justifiée, elles peuvent être reconfigurées.

En fonction des enjeux définis sur chaque silhouette villageoise, il s'agit de :

· **Dégager leur silhouette (en évitant d'urbaniser entre le village et la route principale par exemple);**

· **Réparer les situations dégradées (friches, etc.);**

· **Proposer une trame paysagère mettant en valeur le village historique et ses extensions bâties à mettre en valeur ou masquer/améliorer la qualité de la trame bâtie par le végétal;**

· **Définir le niveau de densification ou d'extensions urbaines possibles, en tenant compte des spécificités locales avec les précautions d'intégration paysagère adéquates (hauteur, aspect extérieur, maintien de la silhouette, etc.).**

Afin de valoriser les centres-bourgs et villages du territoire, il s'agit en outre de :

· **Prolonger la continuité du front bâti historique lorsque sa qualité architecturale est avérée;**

· **Privilégier, quand le contexte général le permet (topographique, environnement, risques), une urbanisation en profondeur et éviter l'urbanisation linéaire le long des axes de circulations, sauf, à titre exceptionnel, lorsque cela constitue la caractéristique originelle de la trame bâtie ;**

· **Éviter les constructions dont la hauteur porterait atteinte à la silhouette du village;**

· **Préserver les coupures d'urbanisation entre les tissus urbanisés.**

II.A.5 LES CONDITIONS ET QUALITÉS SPÉCIFIQUES AUX EXTENSIONS DE L'URBANISATION

Afin de garantir des projets de qualité en répondant au mieux à la bonne répartition des logements et à la bonne gestion des terres, le ScoT édicte plusieurs prescriptions et recommandations à la seule destination des extensions urbaines (espaces à urbaniser en dehors de l'enveloppe urbaine existante).

P51. Garantir la qualité dans la mise en œuvre des extensions urbaines

La définition des extensions urbaines doit respecter les principes suivants :

· **Maîtriser et qualifier les extensions urbaines des bourgs et villages;**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 60/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· Éviter la banalisation du territoire pour maintenir des équilibres qualitatifs entre développement urbain et protection des espaces naturels, agricoles et forestiers;

· Proscrire l'urbanisation linéaire sans profondeur, le long d'un axe par exemple en entrée de bourgs et villages, exception faite des villages dont la forme historique est linéaire sous contrainte du relief, de la situation géographique, des risques, des enjeux écologiques, etc. ;

· Prendre en compte son environnement proche et lointain et ainsi participer à la qualité du grand paysage;

· Greffer les extensions aux espaces urbanisés existants, en prolongeant la trame viaire historique. Gérer de manière qualitative les coutures avec le tissu bâti ancien et les entrées de bourgs et villages ;

· Valoriser les nouvelles limites avec l'espace agricole ou naturel, en renforçant les qualités d'intégration paysagère et de gestion de ces limites et ainsi assurer des espaces de transition et respecter les périmètres de réciprocité entre les fonctions agriculture et habitat;

· Tenir compte des enjeux agricoles de protection des espaces agricoles, de nature ordinaire et des paysages en limitant le morcellement des unités d'exploitations agricoles, mais également en évitant le fractionnement des secteurs d'intérêt écologique et/ou paysager;

· Éviter les impasses pour le réseau viaire principal particulièrement en frange urbaine afin d'anticiper la reconnexion aux quartiers existants avec un objectif qualitatif (végétalisation, confort urbain …) en maintenant les connexions pour les modes doux (vers les futurs quartiers ou les espaces agricoles naturels).

P52. Garantir la qualité pour les entrées de villages et bourgs

Les entrées de villages et bourgs portent une responsabilité forte dans la qualité paysagère, et doivent être traitées et qualifiées à travers les conditions d'urbanisation prévues et/ou en requalifiant l'existant.

Les abords et les entrées des bourgs et des villages doivent être organisés en privilégiant notamment :

· Une organisation du bâti qui annonce le passage de la route à l'espace public : continuité des constructions, gabarit homogène, cohérence des hauteurs, accompagnement paysager du bâti et de l'espace public pour des mises en perspective … ;

· La sécurité et la gestion des aménagements de chaussées et d'espaces publics simples et soignés pour une meilleure intégration des usages piétons et vélos (adaptation des dimensions de chaussées, intégration de pistes cyclables, etc.) ;

· La création de cheminements piétons hors chaussée;

· Des aménagements paysagers de qualité afin de marquer les séquences d'annonces des entrées de bourgs et villages, en prenant en compte les structures de chaque village (contraintes topographiques, techniques,) et intégrer une signalétique adaptée (« sortir du vocabulaire purement routier »);

· La création de cheminements piétons hors chaussée.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 61/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

R5. Garantir la qualité des entrées et traversées de villages et bourgs

Pour garantir la qualité des entrées de villages et bourgs, les documents d'urbanisme locaux doivent :

· Identifier et mettre en valeur les parcours remarquables dans les villages;

· Identifier et protéger les édifices architecturaux d'intérêt culturel et historique;

· Assurer la prise en compte de la qualité architecturale ainsi que la qualité urbaine et paysagère tout au long de la traversée du bourg;

· Définir des actions visant à requalifier les espaces publics de voiries par des aménagements paysagers mettant en valeur les fronts bâtis;

· Aménager des parkings pour limiter le stationnement sur les espaces publics;

· Garantir la continuité et l'amélioration des cheminements doux dans les centres, mais aussi vers les espaces agricoles et naturels environnants et les sites remarquables.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 62/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

III.B. FACILITER DES MOBILITÉS ET DÉPLACEMENTS ET DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES A LA VOITURE

La thématique des mobilités et déplacements est transversale : elle se retrouve dans des prescriptions de plusieurs autres chapitres. L''orientation générale du projet de Moulins Communauté en matière d'organisation des transports et mobilités s'articule suivant les prescriptions suivantes déclinent et précisent les orientations générales qui devront être retrouvées au sein des projets et des futurs documents d'urbanisme locaux, au travers de 4 objectifs :

- Faciliter la mobilité
- Favoriser le recours aux transports collectifs
- Faciliter l'intermodalité
- Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière

P53. Faciliter la mobilité au sein du territoire et l'usage renforcé des transports en commun

L'armature territoriale et l'objectif de confortement des pôles les plus structurants (Cœur urbain et communes périphériques équipées d'une part, pôles d'équilibre d'autre part) s'accompagne d'une stratégie de mobilité plus durable au sein du territoire et vers les pôles extérieurs qui l'entourent. Cette organisation vise à réduire les distances de déplacement nécessaire en voiture particulière et à saisir toutes les opportunités de rabattement de ce mode vers d'autres usages : transports en commun, marche à pied, vélo…

En cohérence avec cette stratégie d'ensemble, et sans nier que le véhicule particulier reste le mode de transport le plus adapté aux contraintes rurales qui caractérisent le territoire en matière de mobilité, il est demandé de mettre en œuvre les objectifs suivants dans le développement du territoire et l'organisation de ses différents espaces urbanisés :

· Produire l'essentiel des nouveaux logements et nouveaux emplois au sein des pôles ou en soutien de ceux-ci (communes périphériques équipées;

· Les futurs espaces d'accueil des habitants et des activités économiques, se font, le plus possible, en proximité de l'offre de transports en commun existante et future. Dans ce cadre, il convient également de valoriser les offres de services de Transport à la Demande (TAD) existants et prévus dans les projets en cours à l'échelle du territoire ;

· Dans les secteurs bénéficiant d'une desserte en transport en commun (actuelle ou à venir), les documents d'urbanisme locaux doivent intégrer des objectifs spécifiques en faveur d'une gestion économe du foncier et de la mixité des fonctions urbaines (habitat, commerce, équipements et services);

· Les documents d'urbanisme locaux et les politiques de mobilité prévoient les opérations visant à maintenir le bon état du réseau routier et des axes structurants.

P54. Faciliter l'intermodalité

Les collectivités favorisent l'intermodalité en identifiant au sein de leurs documents de planification des lieux multimodaux.

L'intermodalité de la gare ferroviaire et des principaux arrêts de transport en commun est projetée pour créer des pôles d'échanges ou points d'arrêt multimodaux.

Sur ces lieux, les documents d'urbanisme et politiques de mobilité doivent :

- **Prévoir les cheminements doux et cyclables pour les rejoindre ;**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 63/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

- **Évaluer les besoins en stationnement tous modes et prévoir, si nécessaire, le développement d'une offre nouvelle en prenant en compte les possibilités de mutualisation ;**
- **Analyser et organiser l'intensification de l'urbanisation avec un projet tirant parti des capacités de densification et de renouvellement urbain à ses abords.**

P55. Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière

Afin de de diversifier les modes de déplacement et développer des solutions de mobilité alternatives aux transports collectifs classiques et à la voiture individuelle, il est demandé aux communes à travers leurs documents d'urbanisme de :

· Poursuivre le développement d'aménagements dédiés aux transports partagés afin de limiter l'usage individuel de la voiture dans les déplacements quotidiens des ménages et améliorer la qualité environnementale (émissions de gaz à effet de serre et pollution atmosphériques) ;

· Développer des aires de co-voiturage ou d'autopartage, à des emplacements stratégiques sur le réseau de déplacement: nœuds routiers ou points structurants des grands axes, proximité de lignes de bus, gares ferroviaires, accessibilité vers les pôles, bourgs et villages du territoire, mais également vers les pôles extérieurs…Dans la mesure du possible, elles sont implantées dans les bourgs pour renforcer leur attractivité ;

· Favoriser les cheminements doux et cyclables pour rejoindre ces points multimodaux – créer des itinéraires vers les points d'arrêts de bus les plus structurants ainsi que les gares routières ou ferroviaires ou les espaces faisant office de ces fonctions ;

· Repenser les espaces publics des bourgs, et éventuellement des villages, pour favoriser le développement des modes actifs (vélos, marche à pied) ;

· Poursuivre les aménagements de type « vélo-route », « voies vertes » … en s'appuyant en particulier sur les itinéraires existants (anciennes voies ferrées...) ;

· Le stationnement des vélos est proposé pour faciliter son usage quotidien et son articulation avec les modes de transports collectifs.

P56. Adapter l'offre de stationnements aux usages de l'ensemble des mobilités

Afin de faciliter la gestion de l'espace urbain, il convient de penser une offre de stationnement qui facilite la mise en œuvre des objectifs précédents :

· Favoriser l'accessibilité et le stationnement avec des itinéraires et des parkings sécurisés ;

· Favoriser les initiatives en faveur du développement de véhicules électriques notamment par l'aménagement d'équipements dédiés (de type bornes de recharge de véhicules électriques, voitures comme vélos);

· Organiser le stationnement automobile de manière proportionnée aux besoins réels. Ces besoins sont à quantifier dans les documents d'urbanisme en particulier : dans le centre-bourg (besoins résidentiels et besoins fonctionnels), dans les espaces d'activités, dans les nouvelles opérations d'ensemble ;

· Offrir des capacités de stationnement aux véhicules individuels au niveau des principaux centres d'échanges entre modes ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 64/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

· **Les documents d'urbanisme locaux doivent évaluer les besoins en stationnement et prévoir, si nécessaire, le développement d'une offre nouvelle, notamment pour les vélos.**

P57. Réserver le foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'intérêt régional

Dès les fuseaux arrêtés avec un minimum de précision, les documents d'urbanisme des communes devront prévoir les emplacements réservés nécessaires à leur mise en œuvre.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 65/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



PARTIE 3 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR FAVORISER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES, ÉNERGÉTIQUES ET CLIMATIQUES, LA VALORISATION DES PAYSAGES ET LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

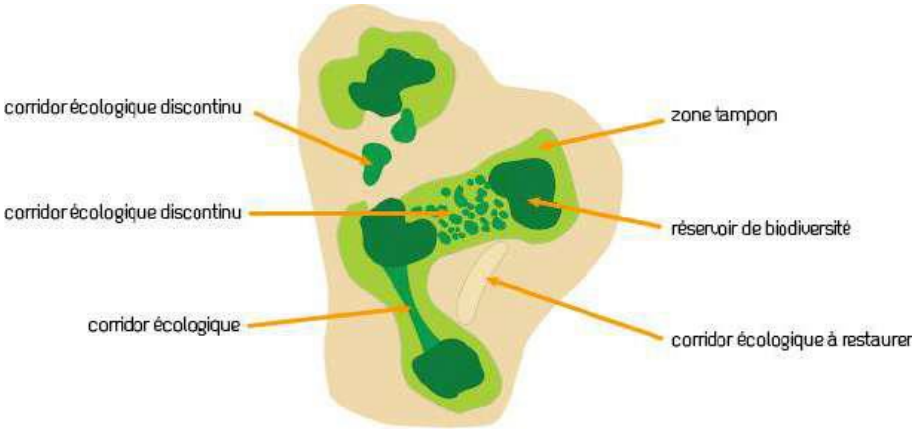
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

III.A - PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES

III.A.1. PRÉSERVER ET VALORISER LES ESPACES ET MILIEUX NATURELS

Un des enjeux du territoire est de valoriser et préserver les espaces et milieux naturels, supports des fonctionnalités écologiques et environnementales du territoire, qui :

- Préservent les écosystèmes grâce l'identification des espaces du territoire qui participent activement aux continuités écologiques;
- Organisent, ces espaces en **réservoirs de biodiversité** et **continuité écologique**, tel que le schéma ci-dessous le présente;
- **Permettent d'aménager le cas échéant, tout en préservant les fonctionnalités écologiques,** grâce à des prescriptions et des recommandations qui définissent, par composante et par grand type de milieu (dit sous-trame écologique), les activités compatibles, les mesures préventives ou les interdictions visant à les protéger de certains aménagements incompatibles avec leur fonction ou leur état.



L'objectif n'est donc pas d'interdire toutes les activités humaines dans le réseau de la trame verte et bleue, mais tout en les protégeant et valorisant, de pouvoir y réaliser sous conditions, des travaux, aménagements et constructions, lorsque cela est possible vis à vos du maintien des fonctionnalités écologiques identifiées.

Il s'agit notamment d'encadrer les projets potentiels de développement en fonction des enjeux des sites naturels considérés, leur importance dans le fonctionnement écologique du territoire, le degré de leur protection, la sensibilité des milieux qui les constituent et bien entendu, les types de projets qui peuvent les concernés (travaux, aménagements, constructions…) ainsi que les impacts qu'ils peuvent potentiellement avoir sur les milieux considérés.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 67/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de téléchargement : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les espaces et milieux naturels font l'objet de prescriptions et de recommandations qui sont détaillées ci-dessous.

Cette partie du DOO s'accompagne de la cartographie localisant la trame verte et bleue, qui facilitera l'intégration de ces objectifs et orientations aux documents locaux d'urbanisme.

➲ INTÉGRER LES SOUS-TRAMES ÉCOLOGIQUES

L'armature naturelle se compose d'une trame verte et bleue (TVB) :

- · Trame des espaces terrestres, dite trame verte ;
- · Trame des espaces aquatiques et humides, dite trame bleue.

La TVB structurera le développement du territoire Moulins Communauté afin de garantir le « bon équilibre » durable entre les différents types d'espaces et les différentes activités. Cette armature repose sur quatre grands types d'espaces et milieux, constitutifs de sous-trames écologiques :

- · Les espaces ouverts et semi-ouverts, composés d'espaces naturels et agropastoraux, ou bien encore de pelouses sèches,
- · Les espaces boisés, forêts et massifs structurants présents sur le territoire,
- · Les espaces agricoles (champs cultivés, prairies, vignes, etc.) qui participent aux cycles de vies des espèces,
- · Les milieux humides et aquatiques constitués des lacs, cours d'eau, de leurs milieux associés: espaces de bon fonctionnement et zones humides.

Il s'agit de prendre en compte, d'identifier et de maintenir les fonctionnalités écologiques de ces espaces et milieux constitutifs de sous-trames écologiques, en les identifiant et en favorisant le maintien des fonctionnalités écologiques des sous-trames.

Ces espaces et milieux doivent ainsi être préservés et peuvent être aussi les supports d'activités compatibles avec leur pérennisation, dans le cadre d'un projet de trame verte et bleue qui s'organisera autour de deux grands types d'espaces :

- Des réservoirs de biodiversité,
- Des corridors écologiques, dont des corridors à enjeux potentiels au regard de leur proximité avec des espaces urbanisés notamment ou de leur rôle particulièrement stratégique pour le territoire.

➲ VALORISER ET PRÉSERVER LES RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ ET LES DIFFÉRENTES SOUS-TRAMES

Les éléments spécifiques aux réservoirs de biodiversité et aux différentes sous-trames constituent les espaces et milieux dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante.

Ces espaces de grande qualité écologique (à partir desquels les espèces peuvent se disperser) sont constitués à la fois de milieux naturels, agricoles, des lacs et cours d'eau, ainsi que des zones humides fonctionnelles.

Les éléments spécifiques aux réservoirs de biodiversité et aux différentes sous-trames constituent les espaces et milieux dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 68/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Ces espaces de grande qualité écologique (à partir desquels les espèces peuvent se disperser) sont constitués à la fois de milieux naturels, agricoles, des lacs et cours d'eau, ainsi que des zones humides fonctionnelles.

On distingue deux types de réservoirs de biodiversité :

- Les réservoirs de biodiversité réglementaires ;
- Les réservoirs de biodiversité complémentaires.

P58. Identifier et préserver les réservoirs de biodiversité réglementaires

Les réservoirs de biodiversité réglementaires identifiés, notamment sur la carte ci-après, doivent adapter leur périmètre aux enjeux locaux et préservés durablement, en intégrant l'ensemble des fonctionnalités qu'ils portent ainsi que les perturbations anthropiques qu'ils pourraient connaître de façon indirecte face au développement de l'urbanisation. Ils sont basés sur :

Des espaces naturels sensibles,

- **Les ZNIEFF de type 1 ;**
- **Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope ;**
- **Les réserves naturelles nationales et régionales ;**

Ainsi l'ensemble des sites répondant à cette nomenclature, sont identifiés comme réservoirs de biodiversité réglementaires.

L'objectif étant de pérenniser les réservoirs de biodiversité réglementaires en garantissant, sur le long terme, le bon état des milieux et les fonctionnalités écologiques qu'ils supportent, les documents d'urbanisme locaux déclinent, adaptent et précisent les périmètres des réservoirs à des fins de protection et de bonne mise en œuvre des objectifs réglementaires de protection qui sont les leurs.

Les aménagements et constructions y sont interdits. Seuls sont autorisés, sous la double condition de bonne prise en compte des objectifs réglementaires de protection et de gestion de ces espaces, et de ne pas compromettre le fonctionnement global de leurs écosystèmes :

Les travaux ayant pour objet la conservation ou la protection de ces espaces et milieux, la gestion des risques naturels ou les activités agricoles ou forestières existantes ;

Ponctuellement, les projets pédagogiques, touristiques et récréatifs.

P59. Identifier les réservoirs de biodiversité complémentaires

Ces réservoirs comprennent les territoires de forte biodiversité, les espaces de fonctionnalité des cours d'eau, des lacs, zones humides ainsi que les grands espaces naturels patrimoniaux viennent compléter les réservoirs de biodiversité réglementaires :

À l'instar des réservoirs de biodiversité réglementaire, ces réservoirs doivent être préservés durablement dans leurs périmètres, le cas échéant adaptés aux enjeux, et fonctionnalités.

Les documents d'urbanisme locaux déclinent, adaptent et précisent les périmètres des réservoirs au regard de leurs enjeux locaux et dans une logique de préservation optimale de ces derniers ;

Ils assurent sur le long terme, la préservation des fonctionnalités écologiques de ces réservoirs et encadrent l'implantation des activités compatibles avec leurs fonctions écologiques.

Les aménagements et constructions y sont interdits. Seuls sont autorisés, sous la double condition de bonne prise en compte des

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 69/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

objectifs réglementaires de protection et gestion de ces espaces, et de ne pas compromettre le fonctionnement global de leurs écosystèmes :

Les travaux ayant pour objet la conservation ou la protection de ces espaces et milieux, la gestion des risques naturels ou les activités agricoles ou forestières existantes, ainsi que les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ;

Ponctuellement, les projets pédagogiques, touristiques et récréatifs ;

Les aménagements destinés à améliorer l'accessibilité des sites naturels doivent être conçus en adéquation avec leur capacité d'accueil, afin d'assurer leur préservation et leur gestion durable. Cette capacité d'accueil doit être évaluée de manière itérative, en intégrant l'impact des aménagements existants et futurs, afin de garantir un équilibre durable entre fréquentation et préservation des milieux naturels.

Les équipements collectifs dans le cas démontré où aucune autre solution n'est possible.

Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, les installations nécessaires à des équipements collectifs susceptibles d'être autorisés au sein des réservoirs de biodiversité complémentaires seront définies en cohérence avec la TVB dans le seul cas démontré où aucune autre possibilité n'existe.

P60. Identifier les réservoirs réglementaires liés à la trame aquatique et humide

Tous les lacs, cours d'eau présents et zones humides sur le territoire du SCoT sont considérés comme des réservoirs. Ils doivent être identifiés et préservés, en particulier au sein des secteurs pouvant être construits ou aménagés.

Toute construction ou aménagement dégradant l'intégrité physique des zones humides, même partiellement, leur fonctionnement hydraulique naturel, la biodiversité spécifique de ces zones humides et leur connexion transversale avec le cours d'eau (espaces de bon fonctionnement) sont évités. La protection des zones humides dans les documents d'urbanisme de rang inférieur devra être assortie d'une interdiction d'affouillement, d'exhaussement, de drainage, d'imperméabilisation, de plantations inappropriées.

Lorsque c'est possible techniquement, il convient d'assurer une bande inconstructible le long des berges naturelles des lacs et cours d'eau, en plus de la préservation de l'espace de bon fonctionnement du cours d'eau (étendue périphérique, au sein de laquelle se déroulent des processus écologiques qui garantissent la pérennisation du cours d'eau) afin de contribuer au maintien des continuités écologiques, à la préservation de la qualité de l'eau et à la prévention des risques d'inondation, ainsi qu'au bon fonctionnement des cours d'eau.

P61. Compenser les dégradation ou destruction des réservoirs complémentaires liés à la trame aquatique et humide

À défaut de pouvoir éviter ou sinon de réduire la dégradation ou la destruction de la zone humide, celle-ci donnera lieu à une compensation selon les termes suivants :

- Une compensation minimale de 100% par la restauration de zone humide fortement dégradée, en visant des fonctions équivalentes à celles perdues. Cette compensation se fait prioritairement dans le même bassin versant, en proximité avec

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 70/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

le lieu impacté, lorsque cela est possible dans des coûts acceptables ;

- Une compensation complémentaire, en recherchant l'atteinte lorsque cela est possible d'une valeur cible totale de 200% (Cf. l'orientation du SDAGE Loire-Bretagne), par l'amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées. Cette compensation se situe prioritairement dans le même bassin versant ou sous bassin versant, ou le cas échéant dans des bassins versants différents avec la plus grande proximité géographique possible.

P62. Identifier et préserver les réservoirs complémentaires liés la sous-trame agricole

Les secteurs agricoles fonctionnels (réservoirs agricoles) qui présentent un intérêt écologique doivent être identifiés et préservés durablement. Ils assurent la pérennisation de l'activité agricole ayant justifié le classement de ces sites en réservoirs de biodiversité.

Il s'agit d'assurer la préservation optimale de leur fonctionnalité au regard des projets de développement local.

Les équipements en lien avec les activités agricoles sont autorisés, à condition de ne pas dénaturer le fonctionnement de l'écosystème agricole, et de ne pas de compromettre le fonctionnement global de l'écosystème et la sauvegarde de ces espaces naturels.

Ponctuellement, les équipements d'intérêt collectif peuvent y être autorisés.

Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, les installations nécessaires à des équipements collectifs susceptibles d'être autorisés au sein des réservoirs de biodiversité complémentaires seront définies en cohérence avec la TVB.

P63. Identifier et préserver les réservoirs complémentaires liés à la-sous-trame boisée

L'exploitation et la gestion durable de la ressource forestière sont autorisées dans ces réservoirs de biodiversité.

Les réservoirs de biodiversité boisés définis et précisés par les documents d'urbanisme locaux doivent être protégés afin d'interdire tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements.

La création de nouveaux accès est interdite dans les espaces boisés en dehors de voies nécessaires pour l'entretien de ces espaces, l'exploitation forestière et le pastoralisme, la gestion des impacts des activités de loisirs et de tourisme et leur protection contre les incendies, ou bien encore l'accès aux équipements d'intérêt collectif.

P64. Identifier les réservoirs complémentaires liés à la sous-trame ouverte et semi-ouverte

Les réservoirs de biodiversité locaux existants, en plus de ceux indiqués dans les précédentes prescriptions, doivent être identifiés avec une préservation optimale de leurs fonctionnalités écologiques, en prévoyant aussi des espaces tampons ou de franges, permettant de les préserver des impacts indirects et des nuisances liés aux activités urbaines et résidentielles (« travail des interfaces villes-bourgs nature »).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 71/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les équipements nécessaires au maintien de l'activité pastorale, présente sur certains de ces espaces sont autorisés dans ces réservoirs de biodiversité, ainsi que ponctuellement les équipements collectifs, à la condition qu'ils ne remettent pas en cause, de manière notable, leur fonctionnalité écologique et la sauvegarde de ces espaces naturels.

L'entretien et la pérennisation des infrastructures de ces réservoirs complémentaires seront assurés.

P65. Préserver les sites Natura 2000

La préservation des sites Natura 2000 doit être strictement assurée au regard des objectifs de conservation qui s'y appliquent. Dans ce cadre, il ne peut être admis que les projets cumulant les critères suivants :

Les travaux, constructions, et aménagements ne portant pas atteinte aux objectifs du DOCOB, notamment pour les communes intégralement ou en partie comprises en site Natura 2000 ;

Les travaux, constructions, et aménagements justifiants d'absence d'incidence notable sur les milieux et espèces d'intérêt communautaire ayant entraîné le classement du site.

R6. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux aquatiques et/ou humides

. En l'absence d'inventaire de zones humides, le SCoT recommande aux communes de réaliser une telle étude pour définir plus précisément les zones à protéger ;

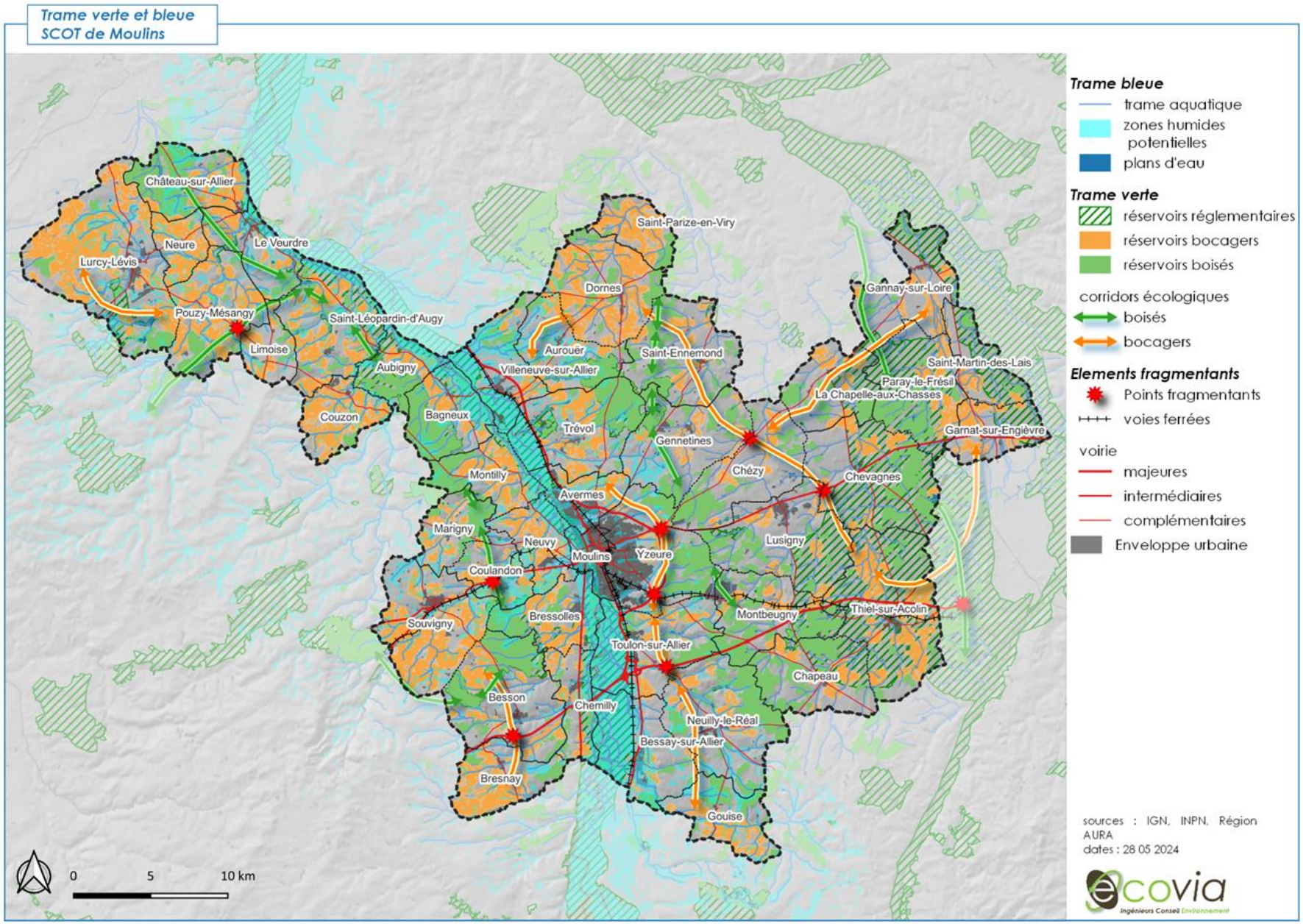
. Dans le périmètre du SAGE, il est recommandé que les inventaires des zones humides intègrent un diagnostic fonctionnel des zones humides qui précise notamment le niveau de dégradation et l'origine des perturbations. Une fois les zones humides dégradées, il est préconisé la mise en place de programmes de restauration. La restauration d'une zone humide pourra également être réalisée dans le cadre d'une mesure compensatoire. L'inventaire des zones humides dégradées et « à restaurer » pourra ainsi être transmis aux services de l'État afin de faciliter la mise en œuvre de cette disposition.

. Lorsque les structures végétales sont absentes aux abords des mares, plans d'eau ou cours d'eau, la renaturation des berges pourra être prévue dans les documents d'urbanisme. Des outils tels que les emplacements réservés, ou encore les Espaces Boisés Classés peuvent être utilisés ;

. La multifonctionnalité des abords des mares et des cours d'eau est recommandée (liaison douce, aire de pique-nique, aire de jeux, aménagements hydrauliques…) dans la limite de la sensibilité des milieux.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 72/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 73/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

➲ PRÉSERVER LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

Pour garantir la préservation des continuités écologiques, les réservoirs de biodiversité doivent être reliés entre eux par des corridors écologiques qui permettent aux espèces de se déplacer et qu'il convient donc de prendre en compte et de préserver.

P66. Garantir la protection et la gestion des continuités écologiques

Les corridors écologiques identifiés sur la carte de la trame verte et bleue du présent document doivent être protégés.

Leur largeur est adaptée selon les enjeux écologiques locaux et la fonction à préserver ou à restaurer.

Tout travaux, aménagement, construction doit intégrer les besoins en déplacement des espèces et permettre le maintien des fonctions écologiques du corridor concerné.

P67. Préserver l'ensemble des éléments constitutifs des corridors écologiques, notamment par leur inscription et protection au sein des documents d'urbanisme locaux

En dehors des enveloppes bâties, il s'agit de protéger tous les éléments naturels d'intérêt et constitutifs des corridors (bois, bosquets, mares, haies, boisements linéaires…) par un règlement adapté et des inscriptions graphiques spécifiques :

. Reporter précisément tous les réseaux de haies au plan de zonage à l'aide d'inscriptions graphiques spécifiques ;

. Protéger strictement et durablement les linéaires de haies présentant une valeur écologique et/ou paysagère remarquable ;

. Préserver autant que possible les autres linéaires ;

. Conditionner la suppression d'une partie de ces derniers à la compensation de cette suppression à hauteur de 1 pour 1 minimum, selon des caractéristiques équivalentes (talus, variété des espèces…), au sein de la même zone ou d'une zone N ou A de la commune ;

. N'autoriser la coupe et l'élagage des haies que pour des raisons sanitaires, de sécurité, de valorisation énergétique, d'entretien et de fonctionnement de l'activité agricole.

Dans le tissu urbain existant :

. Recenser les espaces de nature en ville (associés à des continuités en pas japonais) et les protéger par des inscriptions graphiques spécifiques assorties de règles de préservation adaptées à chaque type d'éléments.

. Penser les projets urbains et infrastructures de transport de façon à maintenir les continuités écologiques.

. Maintenir une respiration agricole ou naturelle, autrement appelée « coupure verte », d'une largeur minimum de 100 mètres, entre deux enveloppes urbaines.

. Toute opération d'aménagement n'est autorisée à l'intérieur de cette bande de 100 mètres qu'à la condition du maintien de la continuité écologique, ou de son rétablissement en cas d'aménagement faisant obstacle au déplacement des espèces, et doit être justifiée par l'absence d'alternative raisonnable :

. Maintien d'une distance incompressible de 50 mètres ;

. Maintien du corridor dans le Document d'Urbanisme global et présentation des mesures de compensation adaptées au milieu concerné (replantations, recréations d'éléments équivalents en surface et qualité…) ;

. Protection de l'ensemble des éléments constitutifs des corridors (bois, bosquets, mares, ripisylve, zones humides…)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 74/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Le maintien du corridor pourra être garantie par la réalisation d'une OAP traitant du maintien du corridor dans le PLU et exposant les mesures de compensation adaptées au lieu concerné (replantations, recréations d'éléments équivalents en surface et qualité…) ;

Une inscription au titre des Espaces Boisés Classés ou de l'article L151-23 du CU pourra permettre de protéger l'ensemble des éléments constitutifs des corridors (bois, bosquets, mares, ripisylve, zones humides…).

P68. Maintenir des continuités écologiques macro-territorial

Les corridors écologiques entre les trames vertes et bleues du territoire et celles des territoires voisins doivent être maintenues et renforcées pour assurer la continuité des habitats et la circulation des espèces.

P69. Maintenir la circulation des espèces

Les clôtures des parcs photovoltaïques devront être adaptées à la libre circulation de la petite faune, par exemple en réservant un espace entre le grillage et le sol (environ 10 à 12 cm).

III.A.2. METTRE EN OEUVRE LOCALEMENT LES COMPOSANTES DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Les communes, par leurs documents d'urbanisme locaux, disposent d'une palette d'outils permettant de décliner la trame verte et bleue.

P70. Transcrire la TVB du SCoT dans les documents d'urbanisme locaux

Délimiter précisément dans les pièces réglementaires des documents d'urbanisme locaux (plan de zonage) les réservoirs de biodiversité, préalablement identifiés dans l'état initial de l'environnement ;

A minima, tous les réservoirs de biodiversité du SCoT seront délimités. Ils intègrent la réserve naturelle nationale Val d'Allier, l'arrêté de protection de Biotope de la rivière Allier, les sites Natura 2000 et les ZNIEFF de type 1 et les zones humides. Des réservoirs de biodiversité supplémentaires pourront être définis localement sur la base d'autres périmètres officiels ou non (sites classés, ENS…) ;

Dans le cas particulier de la réserve naturelle nationale Val d'allier

. Classer en priorité ces espaces en zone naturelle, toute construction et imperméabilisation nouvelle y sera interdite.

. Pour toute intervention dans ce secteur, se fier au plan de gestion du site.

Dans les autres réservoirs de biodiversité :

. Ces espaces devront faire l'objet d'un classement en zone Naturelle prioritairement. Toute construction et imperméabilisation nouvelle y sera interdite (dont voiries et parkings), excepté lorsque la desserte de constructions existantes est nécessaire. Les seules constructions autorisées doivent répondre à un intérêt collectif ou participer à la valorisation des espaces et des milieux. Elles doivent également être compatibles avec l'intérêt et la sensibilité écologique de la zone ;

. Il sera également possible de proposer un classement agricole si l'occupation du sol et l'usage le justifie. Dans ce cas, le réservoir sera en sus assorti d'inscriptions graphiques spécifiques limitant

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 75/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

strictement la constructibilité (en termes de superficie et de gabarit, abri pour animaux…) ;

. Dans tous les cas, les constructions déjà existantes dans les réservoirs ne pourront faire l'objet que d'une adaptation, d'une réfection ou d'une extension limitée.

P71. Intégrer les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques dans les documents d'urbanisme locaux

Dans le cadre de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme locaux, une délimitation locale des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques locaux sera effectuée.

Les cœurs d'ilot vert en ville seront identifiés et leur préservation bien intégrée.

• Identifier et valoriser les cœurs d'ilots dans les documents d'urbanisme locaux

La délimitation des cœurs d'ilots en ville pourra être associée à :

- **La mise en place des coefficients de biotope dans les zones AU et UI ;**
- **Des orientations et règles concourant à la préservation des corridors écologiques concernant les secteurs urbanisés (par exemple des OAP)**

R7. Préserver les réservoirs et des corridors dans les documents d'urbanisme locaux

D'une façon générale, les réservoirs de biodiversité et les corridors peuvent faire l'objet :

· Soit d'un classement spécifique en zone N ou A, indicée ou non;

· Soit de dispositions particulières au sein de leur règlement.

Les documents d'urbanisme locaux pourront, le cas échéant faire référence aux inventaires et atlas comme les zones humides, la biodiversité

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 76/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

III.B. PRÉSERVER ET VALORISER LES ESPACES ET ACTIVITÉS AGRICOLES

Les SCoT ne sont pas des documents de programmation pouvant identifier des projets concrets à mettre en œuvre pour la gestion des espaces et activités agricoles et pastorales présentant une valeur agronomique, biologique ou économique pour l'exploitation agricole : ils ne s'opposent qu'à certains documents et opérations visés par le Code de l'urbanisme. Ils ne peuvent traiter que de questions d'aménagement de l'espace, tel que le Code de l'urbanisme le définit.

Le DOO encadre le développement du territoire tout en le faisant coïncider avec des enjeux paysagers, naturels, agricoles et environnementaux. L'objectif recherché est d'inscrire le projet dans une logique d'équilibre entre notamment développement et préservation des espaces naturels et agricoles.

4 prescriptions et 2 recommandations concernent les espaces et activités agricoles :

P72. Allier qualité des aménagements urbains et intégration paysagère dans les milieux naturels, agricoles et forestiers

Afin d'éviter la banalisation paysagère du territoire, les formes urbaines et architecturales des villages dans leur environnement naturel, agricole et forestier, doivent être valorisées selon les objectifs suivants

• Assurer la qualité des formes architecturales et urbaines et leur bonne insertion paysagère notamment en frange des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

• Garantir la continuité et l'amélioration des cheminements doux depuis les centres villageois vers les espaces et activités agricoles et naturels environnants et les sites remarquables.

P73. Préserver le foncier agricole

Il convient d'assurer la préservation optimale des espaces et activités agricoles, en recherchant les objectifs suivants :

• Préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles et forestières.

• Éviter l'artificialisation du foncier agricole, présentant une valeur agronomique, biologique ou économique pour l'exploitation agricole, ou nécessaire au maintien et au développement des activités agricoles et forestières.

• Éviter et réduire les impacts de l'artificialisation sur les sols agricoles et compenser le cas échéant, les effets de l'artificialisation par la restauration de la fonction agronomique de friches agricoles.

• Limiter le morcellement des unités foncières et pérenniser les exploitations.

Les espaces agricoles constitués des terres mécanisables, irriguées sont particulièrement structurants dans le processus de préservation des espaces agricoles et toute urbanisation doit y être exclue afin de maintenir leur capacité productive.

Les compensations prévues pourront être accompagnées d'actions visant à développer l'activité agricole (ZAP, aides aux systèmes productifs…).

P74. Conditionner les constructions et aménagements possibles au sein des espaces agricoles

Au sein des espaces agricoles à préserver, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, y compris les sièges d'exploitation, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées sont admises.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 77/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, sont également admis, en lien avec la diversification agricole et l'alimentation territoriale :

• Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles. Elles doivent être prioritairement regroupées autour des sièges d'exploitation ou autour des équipements existants, afin d'éviter les phénomènes de mitage et de morcellement des espaces et activités agricoles concernés, sauf en cas d'impossibilité technique ;

• Les équipements, installations et extensions de bâtiments existants qui concourent à la diversification économique des exploitations agricoles tels que l'agritourisme ou les productions d'énergies renouvelables (agrivoltaïques, méthaniseurs, etc.) peuvent être admis ponctuellement dans la mesure où ils restent secondaires dans la vocation économique des bâtiments d'exploitation;

• Les changements de destination des bâtiments existants dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme (article L.122-11 et suivants) ;

• Les aménagements légers, réversibles et saisonniers, permettant l'accueil du public pour des fonctions d'agritourisme, de découverte du milieu naturel et/ou agricole.

R8. Mettre en place des OAP thématiques relatives aux aspects extérieurs des constructions

Les documents d'urbanisme locaux pourront définir des OAP précisant les aspects extérieurs des bâtiments notamment dans le cadre de l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable, d'extensions des bâtis, des insertions paysagères, etc.

P75. Définir les constructions et aménagements possibles dans les espaces et activités agricoles

En plus des constructions et installations nécessaires ou dans le prolongement de l'exploitation agricole, peuvent être admis :

• Les équipements ou installations d'intérêt collectif, ou services publics dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et agricoles et à la qualité des paysages et qu'ils ne se situent pas sur des terres mécanisables ou irriguées ;

• Sont admis ponctuellement, les extensions limitées et la restauration du bâtiment existant qui n'est pas en rapport avec une activité agricole ;

R9. Mettre en place des outils fonciers de préservation du foncier agricole

La commune ou l'intercommunalité compétente pourra mettre en place des outils fonciers permettant de préserver le foncier agricole sur le long terme comme la Zone Agricole Protégée pour les communes subissant une pression foncière non agricole, ou qui ont subi une forte consommation de terres agricoles ces dix dernières années.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 78/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

III.C. PRÉSERVER LE PAYSAGE

8 prescriptions et 5 recommandations déclinent l'ambition du PADD pour la thématique du paysage :

➲ Organiser un développement urbain aux caractéristiques architecturales et paysagères harmonieuses

P76. Respecter les codes architecturaux locaux

Encourager les travaux de rénovation des bâtiments (façade, toiture…) dans les centres anciens, dans le respect des codes architecturaux locaux de préférence ;

Réglementer dans le PLU, en cohérence avec les codes identitaires locaux, les formes urbaines (implantation par rapport à la voie, dans la parcelle, gabarit des voies, etc.), les formes architecturales, les matériaux, les volumes et couleurs des nouvelles extensions urbaines afin de garantir l'intégration des nouveaux quartiers dans la trame traditionnelle ;

Les architectures contemporaines ne devront toutefois pas être écartées ;

Pour les villages situés en rebord de coteaux marqués bordant l'Allier, si une extension urbaine s'avère nécessaire, une extension sur le plateau, en retrait de la ligne de crête sera privilégiée ;

Favoriser la porosité et la perméabilité des nouveaux quartiers :

. En créant des liaisons douces permettant de relier ces nouveaux quartiers aux centres anciens et polarités commerciales et équipements ;

. En préservant des espaces ouverts créant des fenêtres vers l'extérieur ;

. En réfléchissant l'implantation du bâti de manière à laisser des vues et perspectives sur le paysage alentour et sur le centre ancien.

P77. Définir et prendre en compte la trame paysagère des bourgs / villages

Recenser les motifs paysagers en inventoriant les éléments naturels, agricoles, bâtis et forestiers caractéristiques du territoire et présentant un intérêt paysager (arbres isolés ou « signaux », bosquets, vergers, potagers, alignements d'arbres, murs et murets d'intérêt patrimonial, haies champêtres, mares, parcs des châteaux, cours d'eau, boisements, éléments de petit patrimoine bâti, champs, cœurs d'îlots ayant une ambiance paysagère intéressante, etc.)

Reconnaître la trame paysagère pour la ville/le village ou le bourg en sélectionnant les motifs (haies, arbres, bosquets…) les plus remarquables et représentatifs de l'identité paysagère du territoire, et inscrire ces motifs au zonage au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

Définir une stratégie de mise en valeur, d'organisation et de gestion de la trame paysagère avec des noyaux forts correspondant aux éléments identitaires les plus marquants :

. Mise en œuvre de circulations douces entre ces motifs paysagers ;

. Réflexion sur le réhabilitation/requalification de certains motifs paysagers ;

. Organisation du développement urbain en accord avec la trame paysagère (exemple : façades des constructions tournées vers les jardins potagers, etc.) ;

. Étude de la création de nouveaux éléments (alignements d'arbres, haies, etc.) en lien avec la trame paysagère existante.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 79/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

R10. Recommandations relatives à la qualité du développement urbain

Le SCoT soutient la formation des professionnels du bâtiment et de l'aménagement aux pratiques traditionnelles et locales ;

Des OAP peuvent être mises en place sur certains secteurs à fort potentiel de renouvellement visant la réhabilitation des centres anciens ;

Prendre en compte les recommandations de la Charte architecturale et paysagère (ALAP 2006) de Moulins.

➲ Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, connu et vernaculaire

P78. Préserver et valoriser le patrimoine bâti

Recenser les éléments de patrimoine ordinaire et remarquable. Il peut s'agir des petits châteaux, manoirs, gentilhommières, églises, abbayes, moulins, lavoirs, fermes, venelles et sentes, closeries, calvaires, etc., ne bénéficiant pas de protection.

Assurer leur protection par une identification au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme et la formulation de règles adaptées à chaque type de patrimoine permettant leur préservation et leur valorisation, ainsi que les espaces libres associés à ce bâti du type parvis, parcs, etc.

Protéger les liaisons douces, cheminements (dont chemins ruraux) et itinéraires de randonnées desservant ces éléments de patrimoine.

Certaines constructions patrimoniales et identitaires pourront faire l'objet d'un changement de destination (vocation économique, équipement voire habitat…) si cela est nécessaire à leur pérennisation et leur mise en valeur à condition que :

. Elles soient desservies par les réseaux d'eau potable et d'assainissement,

. Elles soient facilement accessibles et ne nécessitent par la création de grosses infrastructures.

Pour les nouvelles constructions, les documents d'urbanisme devront définir des règles d'intégration.

R11. Recommandations relatives au patrimoine bâti

Mettre en œuvre une signalétique autour de la présence des éléments de patrimoine bâti, particulièrement dans les centres urbains, et prévoir leur accessibilité ;

Suivre les recommandations du guide de la Fondation du Patrimoine pour la restauration du bâti ancien ;

➲ Assurer le traitement qualitatif des entrées de territoires

P79. Mettre en valeur les entrées du territoire

Repérer dans le diagnostic paysager des documents d'urbanisme les entrées du territoire et identifier les sites peu qualitatifs (entrées par la N7, la N79…).

Identifier dans le diagnostic paysager des documents d'urbanisme l'ensemble des espaces de franges urbaines susceptibles de représenter une transition avec les espaces naturels et agricoles. Localiser les secteurs peu qualitatifs.

À l'occasion de projets situés à proximité de ces franges urbaines peu qualitatives, intégrer leur requalification et mettre en œuvre les outils réglementaires permettant la préservation et la valorisation de ces espaces de franges ; notamment

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 80/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Éviter les extensions urbaines positionnées en entrée de ville. Dans le cas contraire, réglementer les projets en vue d'une amélioration de l'effet « vitrine » :

. Une intégration paysagère optimale des constructions (accompagnement du bâti par le végétal…),

. La qualité architecturale du bâti.

. La prise en compte de la silhouette villageoise lors de l'implantation et la conception du projet.

Ces éléments sont définis dans l'OAP relative au projet d'extension concerné.

Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) pourra être élaborée qui définira les modalités de qualification entrées de ville peu qualitatives afin d'améliorer leur lisibilité. L'OAP prévoira la restructuration du cadre bâti et des espaces publics dans le sens d'une meilleure intégration des usages piétons et d'une harmonisation des aménagements paysagers.

Lorsqu'une zone AU entraînera la création d'une nouvelle frange urbaine, l'OAP correspondante décrira les modalités du traitement qualitatif de celle-ci.

Dans le cas d'un projet d'extension en entrée de ville, L'OAP, obligatoire dans le cas d'une extension d'urbanisation, pourra réglementer les projets en vue d'une amélioration de l'effet « vitrine » (intégration paysagère optimale des constructions (accompagnement du bâti par le végétal…), qualité architecturale du bâti, prise en compte de la silhouette villageoise lors de l'implantation et la conception du projet).

➲ Veiller à l'intégration paysagère des zones / bâtiments à vocation économique

P80. Assurer la qualité paysagère des zones d'activités et de leurs abords

Dans le cas des zones d'activités économiques et industrielles existantes et en projet :

. Exiger un traitement qualitatif renforcé des zones d'activités le long des linéaires de façade sur les axes routiers magistraux (voies de grand transit) et secondaires (voies de pénétrantes) :

. Mettre en place un aménagement paysager de qualité (alignements d'arbres, etc.) le long des axes routiers traversant ou bordant les zones d'activités ;

. Imposer la réalisation des espaces techniques (stockage, etc.) à l'arrière des bâtiments afin qu'ils ne soient pas visibles depuis les voies ;

Choisir des gammes de couleur en accord avec l'environnement paysager et utiliser des matériaux locaux et traditionnels, ou des matériaux innovants, permettant une architecture contemporaine ;

Considérer les points de vue et ouvertures visuelles (points hauts, angle de vue en plongée), ainsi que les co-visibilités, dans le choix de localisation de l'implantation ou de l'extension d'une zone d'activités afin de ne pas nuire à la qualité paysagère du territoire.

Les éclairages publics des zones d'activités devront être sobres, de manière à ne pas créer de pollution visuelle (halos importants) notamment lorsque aucun véhicule n'y circule.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 81/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P81. Veiller à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités

Réfléchir à l'implantation et à la qualité architecturale des constructions à vocation d'activités économiques, agricoles ou de loisirs, ainsi qu'à celle de toutes constructions de volume important, en fonction du relief et de l'intérêt paysager et patrimonial des lieux environnants

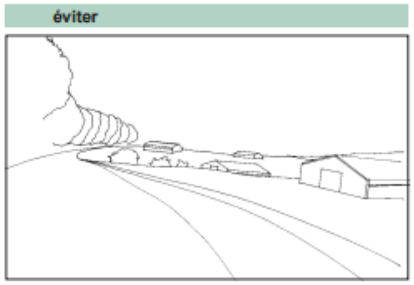
Eviter la dispersion des constructions d'une même exploitation agricole.

R12. Recommandation relative à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités

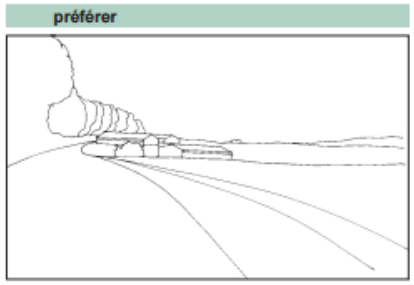
Éviter les co-visibilités avec les monuments historiques et sites remarquables.

Réglementer la construction de nouveaux bâtiments agricoles « de volume important » en autorisant leur implantation seulement dans des zones A spécifiques.

Les constructions agricoles devront suivre les courbes de niveau. Les hauteurs, volumes et coloris des constructions seront réglementés, le traitement architectural et l'insertion paysagère des constructions (prolongement des typologies végétales existantes et l'utilisation des essences locales notamment) devront être assurés.



la dissémination des constructions d'une exploitation dans la zone agricole



le regroupement des constructions de l'exploitation dans la zone agricole

➲ Préserver et mettre en valeur les vues et ouvertures visuelles

P82. Préserver les vues remarquables et les ouvertures visuelles

Assurer les moyens de la préservation des vues remarquables identifiés dans les documents d'urbanisme locaux et intercommunaux : inscriptions graphiques, choix de la localisation des nouvelles zones à urbaniser, etc.

Protéger les espaces ouverts (notamment les espaces agricoles ouverts) situés dans le cône de vue, y compris en contexte bâti, en maitrisant d'une part, l'urbanisation de ces secteurs, et d'autre part le développement végétal (en privilégiant la mise en place de strates arbustives plutôt qu'arborées).

Dans les espaces déjà urbanisés, maîtriser et organiser l'intégration paysagère de l'urbanisation :

. Tenir compte de la localisation des points de vue pour les choix d'implantation de nouvelles constructions en préférant notamment les implantations en arrière du cône de vue ;

. Veiller à un traitement qualitatif de l'aspect extérieur des constructions situées dans le périmètre des cônes de vue (matériaux, végétalisation du bâti, etc.) ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 82/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

. Règlementer les hauteurs, les volumes des bâtiments situés dans le périmètre des cônes de vue en favorisant une cohérence des gabarits et en fixant par exemple une hauteur à ne pas dépasser, en accord avec la ligne d'épannelage existante ;

Mettre en œuvre les moyens permettant d'organiser l'accessibilité et la signalisation des vues remarquables sur le grand paysage : mise en place d'aires d'arrêts, de signalétique, etc.

Les liaisons douces, cheminements (dont chemins ruraux) et itinéraires de randonnées desservant ces vues et perspectives remarquables seront protégés.

➲ Valoriser les routes/sentiers et paysages « vitrines », vecteurs d'images clés du territoire et d'un tourisme de nature

P83. Valoriser les itinéraires de randonnées

Mettre en valeur les sentiers GR identifiés : aires d'arrêt sécurisées, mobilier urbain appelant à la contemplation (bancs, table d'orientation…), etc.

En cas de développement urbain le long de ces voies :

. Préférer la localisation des aires de stationnement, de stockage ou de dépôt sur l'arrière des constructions et encourager les traitements paysagers pour réduire les impacts visuels depuis l'espace public,

. Favoriser l'intégration paysagère (clôtures végétales, etc.) des constructions qui bordent ou sont visibles depuis l'axe.

Préserver particulièrement les points de vue remarquables sur le grand paysage depuis ces axes : Loire, Allier, villages remarquables, espaces naturels, etc., en les identifiant précisément et en assurant les moyens de garantir leur préservation (classement en zone naturelle, etc.).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 83/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

III.D. PRÉSERVER LES RESSOURCES ET PRÉVENIR LES RISQUES ET NUISANCES POUR FAVORISER L'ATTÉNUATION ET L'ADAPTATION CLIMATIQUE

➲ Garantir l'approvisionnement durable en eau potable

P84. Prendre en compte la gestion durable de l'eau dans les projets

Interdire toute urbanisation dans les périmètres de protection des captages : les servitudes créées par les périmètres de protection seront strictement respectées ;

Sur les captages prioritaires identifiés par le SDAGE, les aires d'alimentation sont délimitées conformément à l'article L.211-3 du Code de l'Environnement et l'article R.114-3 du code rural, après avis notamment de la commission locale de l'eau si le captage est situé dans un périmètre de Sage.

Garantir la pérennité de la ressource en eau potable par une occupation du sol adéquate, préférentiellement à vocation d'espaces naturels, dans les périmètres de protection des captages d'eau.

L'utilisation de l'eau à des fins agricoles doit être compatible avec la protection édictée.

Les nouvelles opérations d'aménagement intégrant une production de nouveaux logements et/ou activités, sont subordonnées à l'adéquation entre la production effective du captage desservant la zone concernée et l'autorisation de prélèvement définie dans la DUP.

Adapter l'urbanisation a la marge résiduelle de production d'eau et concentrer l'urbanisation pour limiter les besoins en extension de réseaux ;

Les documents d'urbanisme locaux devront justifier de la mise en place d'outils participants à l'atteinte des objectifs de restauration et de préservation des masses d'eau en lien avec les objectifs du SDAGE et des SAGE

R13. Recommandation relative au développement des aires d'alimentation de captage

Développer les études d'Aires d'Alimentation de Captages sur l'ensemble des captages du territoire.

➲ Gérer les eaux pluviales

P85. Gérer les eaux pluviales de façon individuelle (à la parcelle) et collective

Limitation de l'imperméabilisation : Instaurer un coefficient de pleine terre ou un coefficient de biotope au sein des règlements de PLU.

Privilégier une gestion alternative au tout réseau pour les eaux pluviales, à la parcelle ou à l'échelle de l'opération.

L'infiltration des eaux sera privilégiée dès lors que la nature des sols le permettra ; dans le cas contraire, des aménagements de rétention permettant un rejet limité dans le réseau d'assainissement seront mis en œuvre.

Les aménagements de rétention et d'infiltration à ciel ouvert et paysagers seront privilégiés.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 84/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de téléchargement : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Imposer un pré-traitement avant rejet des eaux pluviales issues des surfaces de parkings et voiries afin d'éviter toute pollution des milieux. Cette règle sera également appliquée dans les zones d'activités économiques.

Mettre des dispositions réglementaires dans les documents d'urbanisme permettant d'inciter la réalisation de toitures végétalisées ou équipées d'un système pour la récupération des eaux pluviales.

Protéger les réseaux de haies présentant un intérêt hydraulique et permettant de maîtriser le ruissellement et l'érosion des sols.

Respecter les mesures en faveur d'une réduction des rejets d'eaux pluviales prescrites dans les documents-cadres : Pour les communes concernées par les SAGE Allier Aval et Yèvre Auron, se référer au règlement définissant pour chaque bassin versant les débits de fuites et volumes de rétention à prendre en compte ; pour les autres territoires, les mesures du SDAGE s'appliquent, et un débit de fuite maximal de 2l/s/ha est préconisé.

P86. Maîtriser le rejet des eaux de ruissellement

Le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs eaux pluviales puis le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits et charges polluantes acceptables par ces derniers, et dans la limite des débits spécifiques suivants relatifs à la pluie décennale de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement :

. Dans les hydro-écorégions de niveau 1 Massif central et Massif armoricain (Massif central Sud et Massif central Nord pour le SAGE Allier aval)

o dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie comprise entre 1 ha et 7 ha : 20 l/s au maximum ;

o dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie supérieure à 7 ha : 3 l/s/ha

- Dans les autres hydro-écorégions du bassin (Cotes calcaires Est et dépressions sédimentaires pour le SAGE Allier aval) :

o dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie comprise entre 1 ha et 20 ha : 20 l/s au maximum.

o dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie supérieure à 20 ha : 1 l/s/ha.

R14. Recommandations relatives à la récupération / rétention des eaux de pluie

Imposer la récupération des eaux de pluie pour toutes les constructions disposant d'une surface de toiture supérieure à 300m² ;

Intégrer des critères écologiques dans la conception des aménagements paysagers des équipements de rétention.

➲ Inclure l'assainissement dans les réflexions d'urbanismes

P87. Assurer le traitement des eaux usées dans des conditions satisfaisantes

Veiller à une couverture intégrale du territoire en zonage d'assainissement, définissant le type d'assainissement le plus adapté à chaque parcelle. Ce zonage d'assainissement est annexé aux documents d'urbanisme locaux.

Les secteurs déjà desservis par les réseaux d'assainissement collectif ou ceux très favorables (caractéristiques des sols) à l'assainissement autonome, sont prioritairement ouverts à l'urbanisation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 85/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dans les zones d'assainissement collectif, l'ouverture à l'urbanisation n'est autorisée qu'aux conditions suivantes :

. Une capacité des réseaux suffisante pour collecter les effluents supplémentaires sans dysfonctionnement,

. Une marge capacitaire de la station d'épuration suffisante pour traiter les nouveaux volumes de manière satisfaisante,

. Un respect des volumes autorisés dans les conventions de rejet pour les communes raccordées à une station gérée par une autre collectivité ;

Dès lors qu'un dysfonctionnement du réseau d'assainissement ou un dépassement de la capacité nominale de l'équipement de traitement des eaux usées est constaté, toute opération nouvelle d'urbanisation dans le secteur concerné est conditionnée à la remise à niveau de l'équipement ou à l'engagement de l'autorité compétente dans un programme de travaux de réhabilitation du réseau.

Dans les futurs projets, veiller à la conformité des systèmes d'assainissement autonomes des opérations d'aménagement inscrites en zone d'assainissement autonome.

Conditionner l'extension des constructions existantes desservies par un dispositif d'assainissement autonome non conforme, à la réhabilitation de l'équipement.

R15. Recommandation relative à la qualité des traitements des eaux usées

Le SCoT recommande la poursuite de la mise en conformité des équipements d'assainissement autonome

➲ Assurer une gestion adéquate des déchets

P88. Bien gérer les déchets ménagers

Imposer aux nouvelles constructions d'habitat collectif, d'immeubles tertiaires ou d'équipement, des espaces de stockage des différentes catégories de déchets collectés sur la commune ;

Les locaux devront être suffisamment dimensionnés pour permettre la manipulation aisée de tous les bacs et être accessibles à tous ;

Réduire la part de déchets enfouis en garantissant les bonnes conditions nécessaires à la collecte des déchets et au tri sélectif ;

Adapter le dimensionnement des nouvelles voiries aux besoins de collecte des déchets. Les collectivités se rapprocheront des structures compétentes afin d'obtenir les informations nécessaires à l'application de cette recommandation ;

Lors des nouvelles opérations d'urbanisation, prévoir en amont la gestion des déchets de chantier et s'assurer de leur prise en charge en privilégiant leur recyclage.

R16. Recommandation relative à la mise à disposition de système pour le compostage

Mettre à disposition des systèmes de compostages, pour les particuliers et professionnels, et mener des actions de communication pour développer son utilisation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 86/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

➲ Favoriser l'adaptation au changement climatique et prendre en compte les risques naturels dans le développement urbain

P89. Prendre en compte les risques naturels

Dans les espaces exposés aux risques naturels connus et encadrés par des documents prescriptifs :

. Intégrer dans les choix de développement, notamment lors de la territorialisation des scénarios préalables au PADD, ou des objectifs de construction de logements, les zones à risque des Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) ;

. Reporter les zones de risques sur les documents graphiques (zonage, OAP…) des documents d'urbanisme locaux, et traduire dans les pièces opposables, les prescriptions des PPRI, PPRNI et PPRNP ;

Dans les secteurs exposés aux risques naturels connus et peu encadrés :

. Prendre en compte l'ensemble des éléments de connaissance disponibles sur les aléas locaux (arrêtés de catastrophe naturelle, SDAGE, étude d'aléa…) afin de limiter, voire interdire, les nouvelles implantations et l'évolution des constructions existantes dans les zones d'aléa fort ;

. Dans ces zones, en cas d'autorisation des nouvelles constructions, des mesures de prévention du risque et de la vulnérabilité devront être définies ;

Dans tous les cas :

. Identifier précisément les sites potentiels de mouvement de terrain, (liés aux cavités, retrait gonflement des argiles, érosion des berges…) et indiquer des règles de construction adaptées dans le règlement ;

. Conditionner la construction de nouveaux projets ou aménagements situés dans une zone d'aléa mouvement de terrain fort à la réalisation d'une étude préalable géotechnique afin d'en déterminer précisément le risque de mouvement de terrain et les mesures constructives à mettre en œuvre pour supprimer le risque.

Dans les zones sensibles aux glissements de terrain :

. Identifier prioritairement ces espaces en zones A ou N ;

. Conserver l'ensemble des éléments pouvant jouer un rôle dans la rétention des sols, notamment les éléments naturels : boisements, réseau de haies… Ces éléments seront protégés dans les documents d'urbanisme par des inscriptions graphiques spécifiques (EBC, L123-1-5-III 2°, L151-23…).

Dans les zones sensibles aux inondations :

. Identifier prioritairement ces espaces en zones A ou N ;

. Maintenir la fonctionnalité des zones d'expansion des crues en interdisant leur urbanisation et imperméabilisation ;

. Favoriser et maintenir les dynamiques hydrauliques naturelles des cours d'eau en préservant les espaces de mobilité dans les documents d'urbanisme locaux ;

. Assurer la protection des éléments naturels qui contribuent à la gestion du ruissellement et au maintien des sols afin de prévenir les risques d'inondation et de mouvements de terrain ;

Valoriser les sites rendus inconstructibles par les PPRn ou identifiés en aléa fort par des aménagements alternatifs (paysagers, agricoles, écologiques…), notamment en lien avec la Trame Verte et Bleue ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 87/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de téléchargement : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

R17. Recommandation relative à la prise en compte des aléas moyens d'inondation

Dans les zones d'aléa moyen d'inondation, en cas d'autorisation de nouvelles constructions, des mesures de prévention du risque et de réduction de la vulnérabilité pourront être définies (hauteur de plancher minimale, utilisation de matériaux insensibles à l'eau, permettre l'évacuation rapide des véhicules…).

➲ Organiser le développement urbain en fonction des risques technologiques

P90. Conditionner les choix d'aménagement à la prise en compte des risques

Intégrer dans les choix de développement, notamment lors de la territorialisation des scénarios préalables au PADD, ou des objectifs de construction de logements, les zones de risque technologique.

Reporter les zones de risques sur les documents graphiques (zonage, OAP…) des documents d'urbanisme locaux, et traduire dans les pièces opposables, les servitudes liées au Transport de Matière dangereuse.

Les activités nouvelles générant des risques importants sont localisées à distance des zones urbanisées ou à urbaniser à vocation résidentielle, et des réservoirs de biodiversité.

Les collectivités veillent à ne pas développer l'urbanisation en direction de ces zones à risque pour pérenniser ces conditions d'éloignement ;

Dans l'ensemble, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ne relevant pas des exploitations agricoles, ni de services de proximité participant à la mixité des fonctions urbaines, sont localisées préférentiellement dans des zones dédiées (zones d'activités) afin d'éviter les conflits d'usage avec les espaces résidentiels ;

Les documents d'urbanisme locaux recensent les sites potentiellement pollués et intègrent ces espaces et les réflexions relatives au renouvellement urbain et à la densification, en fonction des possibilités de réinvestissement par l'urbanisation.

R18. Recommandations relatives à la prévention des risques

Possibilité de réaliser des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM) pour les communes concernées par des risques majeurs, ainsi que des Plans Communaux (ou Intercommunaux) de Sauvegarde.

Il est recommandé de limiter le développement des constructions aux abords des canalisations de gaz et de transports de matières dangereuses

➲ Maîtriser les nuisances sonores et la pollution de l'air

P91. Protéger la population contre les pollutions et nuisances

Organiser le développement urbain de préférence en dehors des zones de nuisances sonores et de pollution de l'air, notamment celles résultant de la présence d'infrastructures de transport routières (particulièrement la RN 7 et la RN79).

Lors des choix de localisation de nouveaux établissements sensibles (enseignement, crèche, santé…), éviter autant que possible les abords des voies génératrices de pollution atmosphérique et de nuisances sonores (notamment les axes ferroviaires et routiers les plus fréquentés).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 88/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dans le cas dûment justifié par des raisons de stratégie urbaine de développement durable (proximité des transports, etc.) d'une zone de développement urbain située dans une zone de nuisances :

. Ne pas aggraver la situation de l'exposition de la population, notamment en privilégiant l'éloignement des bâtiments par rapport aux axes routiers ;

. Favoriser une morphologie urbaine ouverte permettant la circulation des flux d'air et la dispersion des polluants (cf. recommandations) ;

. Favoriser le plus possible un apaisement de la circulation sur les voies génératrices de fortes nuisances (sonores ou de qualité de l'air).

Des dispositifs adaptés de réduction et de protection acoustiques des logements sont mis en œuvre le long des axes routiers et ferrés les plus bruyants, ainsi que des efforts de prévention/sensibilisation auprès des habitants ;

Identifier et protéger les zones de calme (espaces verts, cœur d'îlots…) des espaces urbains dans les documents d'urbanisme locaux ;

Préférer un développement en épaisseur des zones urbaines existantes plutôt que de manière linéaire le long des axes majeurs supportant, ou susceptibles de supporter à l'avenir, un trafic important générateur de nuisances ;

Les projets de création de nouvelles infrastructures pouvant générer des nuisances sonores intègrent dans leur conception, notamment dans les choix de localisation, les incidences en termes de nuisances sonores pour les populations.

R19. Recommandations relatives à la diminution et à la prévention des pollutions et nuisances

Privilégier dans les aménagements des solutions permettant de réduire les nuisances à la source : réduction de la vitesse, revêtements spécifiques…

Protéger les établissements existants recevant un public sensible en installant des protections contre les nuisances sonores et/ou des systèmes de traitement de l'air intérieur.

En cas de difficultés pour protéger les établissements existants recevant un public sensible, le SCoT soutient la délocalisation de ces établissements vers des secteurs moins exposés et plus adaptés.

Le SCoT recommande de privilégier dans tous les aménagements des solutions permettant de réduire les nuisances et pollutions à la source : réduction de la vitesse, revêtements spécifiques, traitement de l'air intérieur renforcé (filtration, VMC, ou tout équipement ayant une action équivalente…).

➲ Pensez l'aménagement urbain pour prendre en compte le changement climatique

P92. Prendre en compte les nécessités d'adaptation aux changement climatique

Tendre vers les objectifs du SRADDET en matière de production d'énergie renouvelable et de diminution de la consommation d'énergie fossile

Dans les constructions neuves :

. Intégrer les principes du bioclimatisme dans la conception des bâtiments et des projets urbains. Ainsi les projets seront adaptés aux microclimats que présentent le territoire pour bénéficier des

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 89/558

apports solaires naturels tout en permettant une ventilation naturelle des espaces d'interface et des bâtiments ;

. Etablir dans les documents d'urbanisme des règles (zonage, règlement écrit, choix de localisation des zones à urbaniser, implantation du bâti sur la parcelle…) de telle manière que cette conception bioclimatique puisse être mise en œuvre facilement ;

. Appliquer dans les zones d'activités économiques et aux bâtiments publics, des objectifs de performance énergétique (pratiques d'éclairage public réfléchies et respectueuses de l'environnement …).

Dans les opérations de réhabilitation :

. Définir dans les documents d'urbanisme des règles (règlement) permettant l'amélioration de l'isolation des bâtiments existants, notamment des dispositifs d'isolation par l'extérieur (emprise, matériaux …) ;

Dans tous les cas :

. Les PLH et PLU(i) identifient les espaces susceptibles de présenter une vulnérabilité accrue à la précarité énergétique afin de pouvoir diriger les actions de prévention prioritairement dans leur direction.

La mise en œuvre du bioclimatisme, de la performance énergétique des constructions et du recours aux énergies renouvelables en vue de projets urbains exemplaires sur le plan énergétique, pourra être détaillée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et les études pré-opérationnelles qui comprennent donc un volet « énergie » ;

➲ Lutte contre les émissions territoriales de GES et de polluants atmosphériques

Cf les prescriptions à la production des logements, à la densification du tissu urbain, à la maitrise des extensions urbaines et des consommations foncières, aux conditionnalités des espaces à bâtir existants et futurs, aux transports et mobilités, etc.

P93. Favoriser la production des énergies renouvelables

Autoriser l'implantation de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur le bâti existant ou sur les nouvelles constructions, sous réserve d'intégration paysagère dans les zones à fortes sensibilités paysagère et patrimoniale ;

Autoriser les exhaussements et affouillements de sols dans les zones présentant un potentiel d'exploitation de la géothermie ;

Les centrales photovoltaïques et solaires ne sont autorisées qu'en dehors d'espaces d'intérêt écologique, paysager ou agricole, elles seront installées en priorité sur les friches et délaissés urbains ;

Mettre en œuvre les actions du PCAET (en cours) : méthanisation, bois énergie, hydroélectrique, solaire, éolien.

R20. Recommandations relatives à la lutte contre le changement climatique

Les nouvelles constructions à vocation d'équipement et bâtiments publics pourront viser des objectifs de performance énergétique accrus : HQE, BEPOS…

Les documents d'urbanisme locaux pourront définir des objectifs de performance énergétique ambitieux dans les zones AU du règlement.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 90/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les projets présentant des surfaces de toitures importantes (habitat collectif, équipements publics, activités…) pourront se voir imposer des dispositifs de production d'énergie solaire, tout comme les aires de stationnement couvertes.

Le potentiel de végétalisation des toitures peut également être identifié sur les secteurs de projets.

Des dispositifs d'éclairage, plus adaptés au fonctionnement écologique de la biodiversité, pourront être diversifiés et généralisés sur le territoire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 91/558

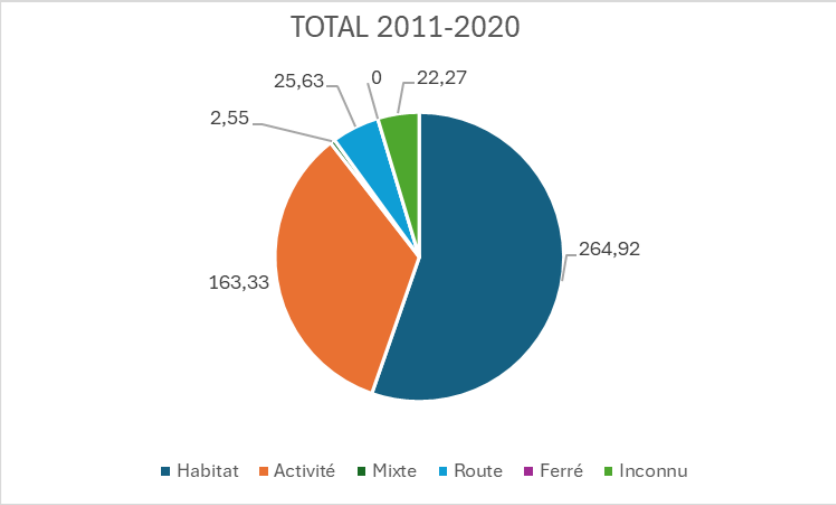
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

III.E INSCRIRE LE TERRITOIRE SUR LA TRAJECTOIRE DU « ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE » (ZAN)

Le SCoT s'inscrit dans une temporalité de 20 ans. Les 2 périodes inscrites dans le PAS sont 2021-2030 (intégrant la période dérogatoire de la période trajectoire ZAN) et 2031-2046 (100% trajectoire ZAN). Ainsi les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, et de réduction de l'artificialisation des sols, sont répartis selon ces 2 périodes, toutes destinations confondues (logement, économie, équipements, agriculture …).

L'observation de la consommation de l'espace est issue du Site des services de l'État « Mon Diagnostic Artificialisation : https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/132322/ ».

Selon cette observation, **la consommation d'espaces entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2020 représente pour le territoire de CA Moulins Communauté une surface de 480.87 hectares.**



En termes de vocations, c'est le développement de l'offre de logement qui a concerné 55% de la consommation totale, 34% pour le développement des activités et des emplois, 5% pour les routes et 1% pour le vocation mixtes habitat-activité

P94. Objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, ainsi que de réduction de l'artificialisation des sols

Les objectifs de limitation de la consommation / artificialisation des espaces sur la durée du SCoT (2026-2046) s'établissent ainsi :

Surfaces maximales à consommer sur 2026-2036 : 166,5 hectares

Surfaces maximales à consommer sur 2036-2046 : 123,1 hectares

Soit au total pour les 20 années du SCoT ➔ 289,6 hectares

En synthèse de ce qui précède, les consommations maximales pour l'économie s'établissent à :

77,3 hectares pour les activités économiques :

	Surfaces maximum prévisionnelles comptées ZAN
Disponibilités en ZAE Existantes comptabilisés au titre du ZAN	11,1 ha
Remobilisation de la base Eiffage RCEA/N7 (hors ZAN)	*8,0 ha*
Extensions des ZAE existantes	41,2 ha
Extension des entreprises situées hors des ZAE	10,0 ha
Création nouveau Camping	10,0 ha
Extension du Parc Le Pal sur Thiel (création de nouveaux hébergements)	5,0 ha
Déplacement éventuel du parc des exposition	*8,0 ha*
Renaturation éventuelle du site actuel du Parc des exposition	*-8,0 ha*
TOTAL DES SURFACES PREVISIONNELLES AU TITRE DU ZAN	77,3 ha

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 92/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Tableau récapitulatif des zones d'activités, de leurs disponibilités, des extensions prévues et des surfaces comptées au titre du ZAN

	NOM	Commune	Surface totale	Surface disponible	Doont surfaces disponibles à comptabiliser au titre du ZAN	Surface d'extensions prévues	dont surfaces exonérés ZAN	Dont surfaces d'extension à comptabiliser au titre du ZAN
	LOGIPARC	Montbeugny / Yzeure / Toulon sur Allier	180	50		0		0
	Les Portes de l'Allier	Avermes	52	10		0	10	
	Robet	Yzeure	48,7	1,5		0		
	Les Petits Vernats	Avermes	38	8	5	13		13
	Rancy	Yzeure	22	1,5		31	9,9	21,1
Zones d'équilibre	La Couasse	Avermes	19	4	2,8	0		
	ZAE	Lurcy-Lévis	18	0		1,5		1,5
	Le Tureau	Lusigny	17	1		4,3		4,3
	Le Larry	Toulon sur Allier	13	1	0,7	0		
Zones de proximité	L'Etoile Saint Odilon	Moulins	8,4	0,2		0		
	Les Gambades	Neuilly le Real	7,6	0,3		1,3		1,3
	Le Bout du Monde	Bessay sur Allier	5,6	2,6	2,6	0		
	La Rigolée	Avermes	5,5	0		0		
	La Mothe	Yzeure	4	0,06		0		
	Jean Monnet	Moulins	3	1		0		
	La Pièce du Chêne	Coulandon	2	0,2		0		
	Le Compte	Bessay sur Allier	1,7	1,7		0		
	La Verrerie	Souvigny	1	0		0		
	Les Echaudées	Trevol	0,7	0		0		
	Base Vie Eiffage	Toulon sur Allier	8	8		0		
TOTAL			**455,2**	**91,06**	**11,1**	**51,1**	**19,9**	**41,2**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 93/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Pour les surfaces connues, auxquels pourront être ajoutées une future zone (ou une extension du Logiparc03) pour prendre la suite du LOGIPARC 03 dont le remplissage pourrait bien intervenir bien avant les 20 ans du SCoT.

Le SCoT anticipe ce besoin en retenant la surface de 30 ha net (utile) à créer soit 40 ha brut à créer sur un des 3 sites positionnés sur la carte ci-contre ou en extension du Logiparc03.

Ces 40 nouveaux hectares ne pourront être ouverts à l'urbanisation qu'à la condition stricte d'une occupation à 80% de l'ensemble des surfaces existantes ou extensions connues répertoriées dans le tableau en page précédente.

Et 101 hectares pour le développement de l'habitat et de l'offre de logements selon la répartition suivante :

	Densité nette minimum moyenne	Surfaces net nécessaires	Surfaces brutes nécessaires ZAN
CA MOULINS Cté	21,7	**85**	**101**
1-Cœur Urbain	30,0	21	25
2 - Communes équipées	25,0	22	26
3 - Poles d'équilibre	18,0	13	16
4 - Poles de proximité	15,0	29	34

Avec une prévision d'environ 30 ha pour divers projets (voiries, équipements, ...).

Au final, Moulins Communauté inscrit son territoire dans la trajectoire ZAN avec une consommation prévisionnelle maximum d'environ 248 ha pour un objectif règlementaire de 290 ha.



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 94/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

TABLE DES PRESCRIPTIONS

Px – Prescription 8

P1. Reconnaître le caractère stratégique de l'emploi urbain .. 11

P2. Localiser prioritairement les activités et équipements compatibles avec l'habitat dans les espaces urbains mixtes,..... 11

P3. Intégrer des activités économiques dans les centres-villes et centres-bourgs 12

P4. Définir les besoins en matière d'espaces économiques, en tenant compte des objectifs de mixité urbaine et de densification 12

P5. Poursuivre le développement des réseaux numériques haut débit et de leurs usages 12

P6. Qualifier les espaces économiques existants 13

P7. Justifier les besoins et fixer le cadre des extensions des zones d'activités existantes 14

P8. Maîtriser les extensions nécessaires des ZAE 16

P9. Extension des entreprises situées en dehors des ZAE..... 16

P10. Mettre en oeuvre une desserte fonctionnelle et l'accessibilité des espaces économiques 16

P11. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités..... 16

P12. Veiller à la prise en compte des enjeux environnementaux dans les zones d'activités..... 17

P13. Renforcer le tourisme diffus et les espaces touristiques et de loisirs 18

P14. Compléter la fonction touristique et de loisirs exercée par les centres anciens du cœur urbain, des pôles d'équilibre et d'une façon générale de l'ensemble des communes..... 18

P15. Réaffirmer le positionnement nature du territoire en renforçant la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature..... 18

P16. Diversifier et renforcer les équipements et aménagements du tourisme rural et de nature 19

P17. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du « tourisme 4 saisons » 19

P18. Accueil d'hébergements du Parc LE PAL sur la commune de Thiel s/ Acolin 20

P19. Accueil d'un nouveau camping 21

P20. Inscription de la Via Allier dans les documents d'urbanisme locaux..... 21

P21. Identifier les localisations préférentielles..... 24

P22. Favoriser l'installation des commerces dans les urbaines centralités commerciales 26

P23. Encadrer la localisation des commerces d'envergure..... 26

P24. Maîtriser le développement des activités commerciales tout en accueillant celles incompatibles avec une implantation dans les centralités urbaines commerciales 27

P25. Définir les secteurs commerciaux périphériques dans les documents d'urbanisme locaux 27

P26. Maîtriser le développement des activités commerciales au sein des secteurs de flux identifiés 27

P27. Définir les secteurs de flux dans les documents d'urbanisme locaux..... 28

P28. Implanter des activités commerciales au sein des zones d'activités (ZI et ZA) 28

P29. Accueil d'activités dans les zones de flux..... 29

P30. Permettre l'adaptation des bâtiments et aménagements commerciaux existants..... 29

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 95/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P31. Identification des localisations préférentielles et déclinaison par les documents d'urbanisme locaux 30

P32. Prescription spécifique pour les centralités urbaines commerciales (hors centralité de quartier) 38

P33. Prescriptions spécifiques pour les centralités urbaines commerciales de quartier 41

P34. Prescription - Orientation générale et objectifs pour les sites commerciaux périphériques 43

P35. Proposition de prescriptions pour le Secteur 1 - Secteur commercial de flux existant / en renforcement 45

P36. Prescriptions pour le secteur de flux existant 47

P37. Prescriptions pour le secteur de flux en devenir, à stopper 47

P38. Localiser les entrepôts logistiques, agences de livraison . 48

P39. Localiservles Drive 48

P40. Localiser les espaces de logistique urbaine à vocation commerciale 48

P41. Les critères de définition de l'armature infracommunale .. 51

P42. La priorisation de la production de logement dans l'armature infracommunale 52

P43. Les objectifs chiffrés de production de logements par la réhabilitation de logements vacants ou de production neuve 54

P44. La production de logements selon la répartition par modes de production (réhabilitation de logements vacants, densification ou extension des espaces urbanisés) 55

P45. Maîtrise de l'extension des surfaces urbanisées pour la production de nouveaux logements neufs 55

P46. Connaître et valoriser les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis 55

P47. Améliorer la qualité générale des secteurs d'urbanisation et des espaces publics 56

P48. Renforcer la qualité des formes urbaines 56

P49. Soigner l'intégration des aménagements dans le grand paysage 56

P50. Préserver les silhouettes villageoises (paysage urbain) ... 57

P51. Garantir la qualité dans la mise en œuvre des extensions urbaines 57

P52. Garantir la qualité pour les entrées de villages et bourgs . 58

P53. Faciliter la mobilité au sein du territoire et l'usage renforcé des transports en commun 60

P54. Faciliter l'intermodalité 60

P55. Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière 61

P56. Adapter l'offre de stationnements aux usages de l'ensemble des mobilités 61

P57. Réserver le foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'intérêt régional 62

P58. Identifier et préserver les réservoirs de biodiversité réglementaires 66

P59. Identifier les réservoirs de biodiversité complémentaires 66

P60. Identifier les réservoirs réglementaires liés à la trame aquatique et humide 67

P61. Compenser les dégradation ou destruction des réservoirs complémentaires liés à la trame aquatique et humide 67

P62. Identifier et préserver les réservoirs complémentaires liés la sous-trame agricole 68

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 96/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

P63. Identifier et préserver les réservoirs complémentaires liés à la-sous-trame boisée 68
P64. Identifier les réservoirs complémentaires liés à la sous-trame ouverte et semi-ouverte 68
P65. Préserver les sites Natura 2000 69
P66. Garantir la protection et la gestion des continuités écologiques 71
P67. Préserver l'ensemble des éléments constitutifs des corridors écologiques, notamment par leur inscription et protection au sein des documents d'urbanisme locaux 71
P68. Maintenir des continuités écologiques macro-territorial .. 72
P69. Maintenir la circulation des espèces 72
P70. Transcrire la TVB du SCoT dans les documents d'urbanisme locaux 72
P71. Intégrer les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques dans les documents d'urbanisme locaux 73
P72. Allier qualité des aménagements urbains et intégration paysagère dans les milieux naturels, agricoles et forestiers 74
P73. Préserver le foncier agricole 74
P74. Conditionner les constructions et aménagements possibles au sein des espaces agricoles 74
P75. Définir les constructions et aménagements possibles dans les espaces et activités agricoles 75
P76. Respecter les codes architecturaux locaux 76
P77. Définir et prendre en compte la trame paysagère des bourgs / villages 76
P78. Préserver et valoriser le patrimoine bâti 77
P79. Mettre en valeur les entrées du territoire 77
P80. Assurer la qualité paysagère des zones d'activités et de leurs abords 78
P81. Veiller à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités 79
P82. Préserver les vues remarquables et les ouvertures visuelles 79
P83. Valoriser les itinéraires de randonnées 80
P84. Prendre en compte la gestion durable de l'eau dans les projets 81
P85. Gérer les eaux pluviales de façon individuelle (à la parcelle) et collective 81
P86. Maîtriser le rejet des eaux de ruissellement 82
P87. Assurer le traitement des eaux usées dans des conditions satisfaisantes 82
P88. Bien gérer les déchets ménagers 83
P89. Prendre en compte les risques naturels 84
P90. Conditionner les choix d'aménagement à la prise en compte des risques 85
P91. Protéger la population contre les pollutions et nuisances 85
P92. Prendre en compte les nécessités d'adaptation aux changement climatique 86
P93. Favoriser la production des énergies renouvelables 87
P94. Objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, ainsi que de réduction de l'artificialisation des sols 89

TABLE DES RECOMMANDATIONS

Rx. Recommandation 8

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 97/558

R1. Recommandation relative aux ambitions en matière d'emplois urbains 12

R2. Recommandation relative au caractère stratégique de l'emploi urbain 13

R3. Recommandation relative à la création de « tiers lieux » .. 13

R4. Aménagement relatif au tourisme rural 20

R5. Accueil d'un nouveau camping ..... Erreur ! Signet non défini.

R6. Garantir la qualité des entrées et traversées de villages et bourgs 59

R7. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux aquatiques et/ou humides 69

- **Identifier et valoriser les cœurs d'ilots dans les documents d'urbanisme locaux 73**

R8. Préserver les réservoirs et des corridors dans les documents d'urbanisme locaux 73

R9. Mettre en place des OAP thématiques relatives aux aspects extérieurs des constructions 75

R10. Mettre en place des outils fonciers de préservation du foncier agricole 75

R11. Recommandations relatives à la qualité du développement urbain 77

R12. Recommandations relatives au patrimoine bâti 77

R13. Recommandation relative à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités 79

R14. Recommandation relative au développement des aires d'alimentation de captage 81

R15. Recommandations relatives à la récupération / rétention des eaux de pluie 82

R16. Recommandation relative à la qualité des traitements des eaux usées 83

R17. Recommandation relative à la mise à disposition de système pour le compostage 83

R18. Recommandation relative à la prise en compte des aléas moyens d'inondation 85

R19. Recommandations relatives à la prévention des risques .. 85

R20. Recommandations relatives à la diminution et à la prévention des pollutions et nuisances 86

R21. Recommandations relatives à la lutte contre le changement climatique 87

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 98/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Projet d'Aménagement Stratégique

VFArrêt – 28 avril 2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Préambule

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) a été élaboré et validé par la communauté d'Agglomération Moulins Communauté sur la base du projet de territoire, approuvé à l'unanimité en octobre 2022.

Le Code de l'urbanisme définit ainsi le nouveau PAS

« Art. L. 141-3.-Le projet d'aménagement stratégique définit les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de vingt ans sur la base d'une synthèse du diagnostic territorial et des enjeux qui s'en dégagent...
Ils concourent à la coordination des politiques sur les territoires, en favorisant un équilibre et une complémentarité des polarités urbaines et rurales, une gestion économe de l'espace limitant l'artificialisation des sols, les transitions écologique, énergétique et climatique, une offre d'habitat, de services et de mobilités adaptés aux nouveaux modes de vie, une agriculture contribuant notamment à la satisfaction des besoins alimentaires locaux, ainsi qu'en respectant et mettant en valeur la qualité des espaces urbains comme naturels et des paysages.

Proposée suite aux travaux du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) du ministère de la transition écologique et solidaire menés en 2017, l'ordonnance du 20 juin 21020 a réaffirmé l'importance du rôle des SCOT dans « le déploiement d'une culture de l'urbanisme et du projet territorial en France ».

Pour cela, l'enjeu est de repositionner territorialement le SCOT entre le SRADDET et le PLUi et d'assouplir considérablement son contenu et son écriture en le concentrant sur les politiques pour lesquelles il apporte le plus de valeur ajoutée.

Ainsi, pour passer du projet de territoire au Projet d'Aménagement Stratégique (P.A.S.) du SCoT, plusieurs principes ont été retenus par les élus de la Communauté d'Agglomération de Moulins Communauté :

- Renforcement du caractère stratégique du document avec notamment la reprise du scénario prospectif « développement économique + population » retenu par les élus communautaires à l'occasion de l'élaboration du PLH,
- Renforcement de l'équilibre et de la complémentarité des polarités urbaines et rurales,
- Inscription du territoire dans une trajectoire ZAN par un effort de sobriété foncière et un cadre pour l'innovation en matière de formes urbaines et d'urbanisme,
- Engagement dans les transitions écologique, énergétique et climatique.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Une référence à conserver et bien valoriser : le Projet territoire "Ambition 2040"

La référence politique du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) est le Projet de territoire « Ambition 2040 » organisé autour de 3 grands thèmes :

- Renforcer l'attractivité et développer des emplois en capitalisant sur les atouts du territoire ;
- Pour un cadre de vie plus exemplaire et décarboné orienté vers une dynamique structurante de développement durable respectueux des milieux naturels ;
- Des bourgs et des villes toujours plus dynamiques et embellis au service des habitants et acteurs ;

Donc articulé en 3 parties thématiques consacrées respectivement à :

- Le développement économique,
- La préservation de l'environnement et de ses aménités pour les habitants du territoire de Moulins Communauté,
- L'armature urbaine et l'organisation territoriale au service des habitants avec une offre adaptée de logements, commerces, services, mobilités, loisirs …).

L'intérêt de définir un même plan pour le projet politique du SCoT (PAS) et son document d'application et mise en œuvre, le Document d'orientation et d'objectifs (DOO) a été validé.

La Loi Climat et Résilience a entraîné plusieurs modifications du code de l'urbanisme, et notamment son article L141-4, qui détermine les conditions d'application du projet d'aménagement stratégique. Il définit les orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires.

L'ensemble de ces orientations s'inscrit dans un objectif de développement équilibré du territoire et des différents espaces, urbains et ruraux, qui le composent.

Il repose sur la complémentarité entre :

1° Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières ;

2° Une offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci ;

3° Les transitions écologique et énergétique, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des paysages, dans un objectif d'insertion et de qualité paysagères des différentes activités humaines, notamment des installations de production et de transport des énergies renouvelables.

Soit en synthèse un plan articulé en 3 parties :

1° Développement économique

2° L'organisation territoriale de l'offre d'habitat, des équipements et des services, des mobilités au service des habitants

3° Les transitions écologiques et énergétiques, à savoir la préservation de la biodiversité, la lutte contre le dérèglement climatique …

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

SOMMAIRE

PARTIE 1 - PREAMBULE : CONTEXTE ET PRINCIPES 5

Un projet de territoire qui intègre les enjeux du développement durable 6

Un processus d'élaboration cadré et partagé 8

Une ambition articulée à partir de 3 ambitions stratégiques majeures 8

Un scénario ambitieux garant des équilibres territoriaux 9

Le choix d'une dynamique économique 9

Le choix d'une armature de projet 10

PARTIE 2 : LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES 12

1. Renforcer l'attractivité économique 13

1.1. Renforcer la connexion avec les territoires extérieurs 14

1.2. Diversifier le tissu économique et renforcer son développement 14

2. Conforter les pôles de vie 17

2.1. Structurer le territoire par un développement résidentiel équilibré et maîtrisé 18

2.2. Diversifier le parc de logements et optimiser le tissu urbain 19

2.3. Conforter l'offre d'équipements et de services à la personne, en anticipant l'évolution des besoins de la population 20

2.4. Développer les mobilités de proximité durables, adaptées aux caractéristiques urbaine et rurale du territoire 21

3. Valoriser le capital environnemental 23

3.1. Protéger les milieux et habitats naturels remarquables 25

3.2. Préserver et mettre en valeur les identités paysagère et patrimoniale de la région moulinoise 25

3.3. Qualifier les zones d'activités économiques et commerciales 25

3.4. Gérer durablement les ressources naturelles et les déchets 26

3.5. Un objectif de réduction du rythme d'artificialisation des sols 26

3.6. Prendre en compte la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques et nuisances environnementales 28

3.7. Limiter la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles 28

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 102/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Partie 1
Contexte réglementaire et principes

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Un projet de territoire qui intègre les enjeux du développement durable

Le projet d'aménagement stratégique (PAS) répond au cadre législatif en vigueur, notamment aux lois :

- Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 ;
- Urbanisme et habitat (UH) du 2 juillet 2003 ;
- De Programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009 ;
- Engagement National sur l'Environnement (ENE, dite Grenelle 2) du 12 juillet 2010 ;
- Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;
- Élan, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018, de l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale et de l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme ;
- Climat et Résilience, du 22 août 2021 ;

  Visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, du 20 juillet 2023 et les 3 décrets du 27 novembre 2023 et le décret du 27 novembre 2023 relatifs à la mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols , et à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols.

En vertu de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, il détermine les conditions permettant d'assurer […] :

« 1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6°bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

L'article L101-2 est complété et précisé par l'article L101-2-1 suivant :

« L'atteinte des objectifs mentionnés au 6° bis de l'article L. 101-2 résulte de l'équilibre entre :

1° La maîtrise de l'étalement urbain ;

2° Le renouvellement urbain ;

3° L'optimisation de la densité des espaces urbanisés ;

4° La qualité urbaine ;

5° La préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville

6° La protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers

7° La renaturation des sols artificialisés.

L'artificialisation est définie comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage.

La renaturation d'un sol, ou désartificialisation, consiste en des actions ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé.

L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés.

Au sein des documents de planification et d'urbanisme, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme :

a) Artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;

b) Non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisé à usage de cultures.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. Il établit notamment une nomenclature des sols artificialisés ainsi que l'échelle à laquelle l'artificialisation des sols doit être appréciée dans les documents de planification et d'urbanisme ».

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Un processus d'élaboration cadré et partagé

Le PAS du SCoT Moulins Communauté est construit à partir du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement par une approche thématique transversale. Ces deux documents dressent le portrait du territoire à un « instant T » et identifient les enjeux prospectifs auxquels le territoire doit répondre à partir de ses atouts, opportunités, contraintes et faiblesses, identifiés au sein du diagnostic. Sont notamment identifiés les 25 enjeux majeurs pour le territoire auxquels répond l'ambition du Projet.

Le PAS fixe les grands principes et objectifs stratégiques d'aménagement pour les ~~15~~ 20 prochaines années, dans une logique de développement durable, de solidarité et de cohérence.

Le code de l'urbanisme (article L141-3) expose :

« Le projet d'aménagement stratégique définit les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de vingt ans sur la base d'une synthèse du diagnostic territorial et des enjeux qui s'en dégagent.

Ces objectifs peuvent être représentés graphiquement. Ils concourent à la coordination des politiques publiques sur les territoires, en favorisant un équilibre et une complémentarité des polarités urbaines et rurales, une gestion économe de l'espace limitant l'artificialisation des sols, notamment en tenant compte de l'existence de friches, les transitions écologique, énergétique et climatique, une offre d'habitat, de services et de mobilités adaptés aux nouveaux modes de vie, une agriculture contribuant notamment à la satisfaction des besoins alimentaires locaux, ainsi qu'en respectant et mettant en valeur la qualité des espaces urbains comme naturels et des paysages.

Le projet d'aménagement stratégique fixe en outre, par tranches de dix années, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. »

Une ambition articulée à partir de 3 ambitions stratégiques majeures

Moulins Communauté bénéficie de son positionnement géographique et de sa desserte favorables (N7 et RCEA), de la qualité de son cadre de vie, de sa diversité en services, mais aussi du dynamisme de son tissu économique, artisanal et commercial.

Le PAS vise à définir une trajectoire visant à valoriser et/ou renforcer ces atouts à l'échelle de la Communauté d'Agglomération, tout en investissant pour répondre points de vigilance qui la caractérisent (structuration territoriale et notamment économie rurale et commerciale, fragilisation des qualités paysagères, ou encore manque de notoriété du territoire…).

Cette trajectoire est traduite au sein du PAS au travers de trois orientations stratégiques majeures, correspondant à des ambitions fondatrices pour l'évolution du SCoT à l'horizon 2040 et qui correspondent aux 3 grands chapitres définis dans le cadre de l'ordonnance relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale

1. Renforcer l'attractivité économique, par le renforcement de la connexion du territoire avec les territoires extérieurs et la diversification du tissu économique et le renforcement de son développement ;
2. Conforter les pôles de vie, en structurant le territoire par un développement résidentiel équilibré et maîtrisé, en diversifiant le parc de logements et en optimisant le tissu urbain, en confortant l'offre d'équipements et de services à la personne en anticipant l'évolution des besoins de la population, ainsi qu'en développant les mobilités de proximité durables, adaptées aux caractéristiques urbaine et rurale du territoire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

3. Inscrire le territoire dans une démarche de transition écologique, énergétique et climatique en valorisant et préservant le capital environnemental (milieux et habitats naturels remarquables, identités paysagère et patrimoniale, gestion durable des ressources naturelles et des déchets, prise en compte de la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques et nuisances environnementales et limitation de la dépendance énergétique.

Un scénario ambitieux garant des équilibres territoriaux

Le scénario de développement et d'aménagement fixe un cap stratégique visant à définir le niveau et les conditions de développement du territoire :

- Une ambition économique justifiée,
- La croissance démographique nécessaire,
- Les conditions d'accueil des emplois (ZAE, sites urbains) et des habitants (logements, équipements, services, commerces, mobilités),
- La préservation du territoire socle, de ses ressources et de ses aménités (Qualité de vie, paysage, qualité de l'air, eau potable, biodiversité …)

Le scénario proposé est avant tout le fruit du projet de territoire que souhaitent mettre en œuvre les élus et de l'ambition économique dont le Logiparc constitue l'une des locomotives relayée par la volonté de créer un écosystème de croissance de l'économie urbaine. Il est déterminé au regard des évolutions récentes analysées sur le territoire et notamment des prévisions envisageables/réalistes dans les années à venir notamment en matière de développement économique et des emplois, des mutations sociétales (desserrement des ménages, etc.), l'ensemble étant confronté aux mutations du parc de logements (logements vacants, résidences principales, résidences secondaires, renouvellement du parc).

À travers ce choix de scénario, les élus marquent une volonté forte d'intervention sur la dynamique de développement actuel :

- La volonté de structurer le développement économique et la double valorisation de Logiparc et de l'écosystème urbain.
- Une structuration du territoire destinée à conforter les complémentarités territoriales et les équilibres démographiques et l'accès aux équipements et services ;
- La maîtrise de l'étalement urbain et de la périurbanisation pour répondre à la tendance de dilution du cœur d'agglomération.
- La fluidité des parcours résidentiels et notamment la poursuite de la résorption des logements vacants dans la continuité des actions existantes.

Le choix d'une dynamique économique

Le projet détermine l'ambition de création d'environ 95 emplois par an, soit 28,5% moins rapide que la perspective support du PLH (justifiée par l'effet de démarrage du Logiparc et de quelques autres projets ralentis par la crise du Covid, mais arrivant à terme juste après.

Cette ambition pourra entraîner l'arrivée de quelques 99 actifs nouveaux par an, soit un peu moins de 150 habitants par an supplémentaire.

Pour accueillir cette population, sur les 20 prochaines années, l'effort à fournir en matière de logements s'élève à environ 191 logements neufs qui pourront se construire en moyenne par an sur le territoire de Moulins Communauté, soit environ 3816 logements sur la période 2026-2046.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Le scénario de construction de logements intègre un objectif de résorption de la vacance permettant d'inverser la dynamique de la vacance sur la période 2026-2046 en mettant fin à sa progression (+1,91% d'évolution annuelle sur 2009-2014 et +0,77% / an sur 2014-2020).

Les conséquences de ce scénario d'intervention sur le parc de logements du territoire doivent permettre à Moulins Communauté d'accueillir environ 67 200 habitants à l'horizon 2046, en présentant un taux d'évolution annuel moyen de 0,23%.

Le choix d'une armature de projet

Dans le cadre des réflexions sur le développement du territoire, les élus ont fait le choix d'une armature de projet pour leur Communauté d'Agglomération. Constituée de 44 communes, l'enjeu est de venir structurer le développement en fonction des besoins, spécificités du territoire.

L'armature territoriale se compose de :

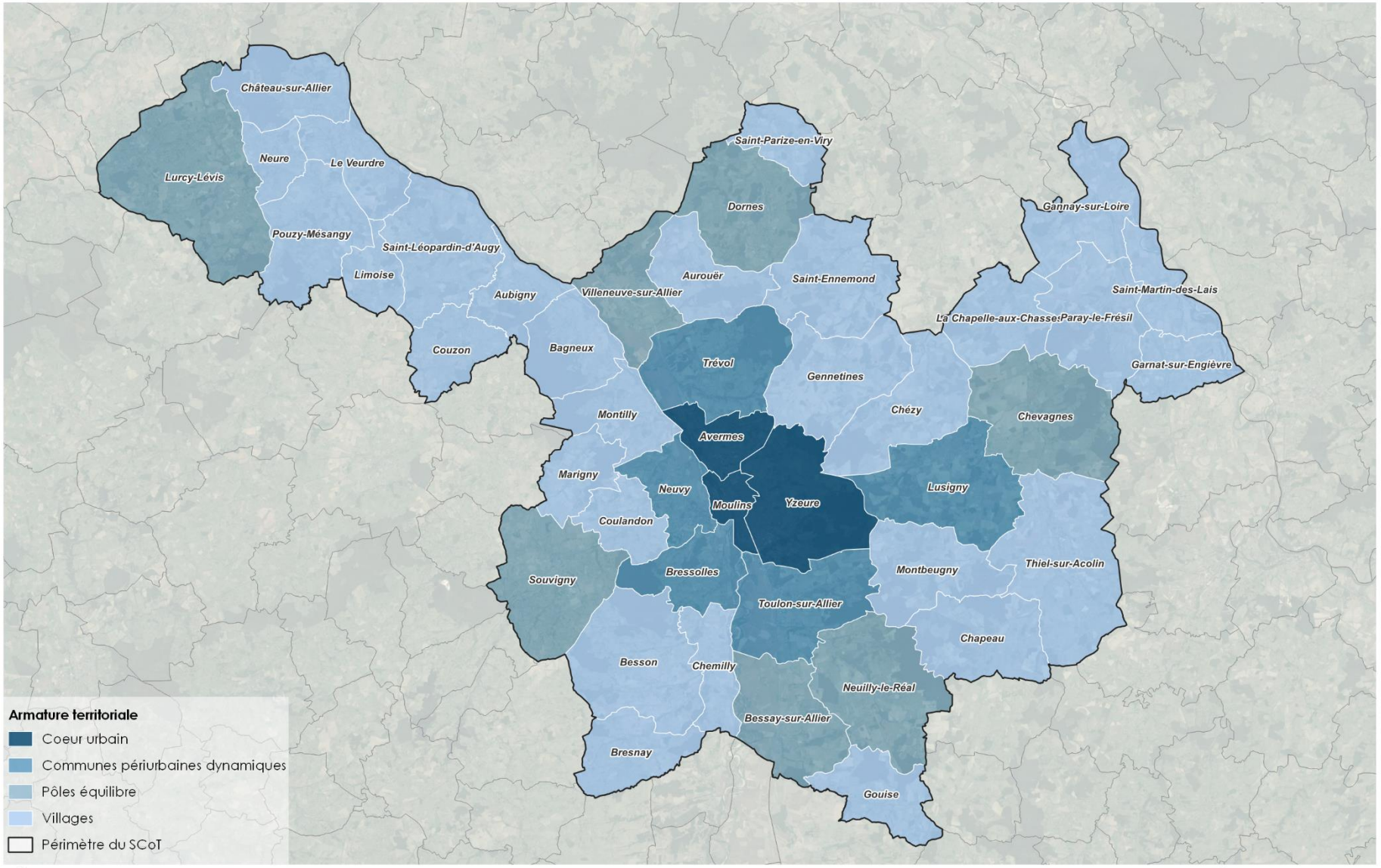
- **Un cœur urbain** : Avermes, Moulins, Yzeure ;
- **Cinq communes périurbaines dynamiques** : Bressolles, Lusigny, Neuvy, Toulon-sur-Allier, Trévol ;
- **Sept pôles d'équilibre** : Bessay-sur-Allier, Chevagnes, Dornes, Lurcy-Lévis, Neuilly-le-Réal, Souvigny, Villeneuve-sur-Allier ;
- **Vingt-neuf villages** : Aubigny, Aurouër, Bagneux, Besson, Bresnay, Chapeau, La Chapelle-aux-Chasses, Château-sur-Allier, Chemilly, Chézy, Coulandon, Couzon, Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Gennetines, Gouise, Limoise, Marigny, Montbeugny, Montilly, Neure, Paray-le-Frésil, Pouzy-Mésangy, Saint-Ennemond, Saint-Léopardin-d'Augy, Saint-Martin-des-Lais, Saint-Parize-en-Viry, Thiel-sur-Acolin, Le Veurdre.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Armature territoriale

SCoT Moulins Communauté



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Partie 2
Les orientations stratégiques

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

1. Renforcer l'attractivité économique

Moulins Communauté bénéficie de sa localisation stratégique au cœur de la région historique du Bourbonnais, comme porte d'entrée Nord-Ouest de la région Auvergne-Rhône-Alpes et Sud-Ouest de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Le bassin de Moulins Communauté est situé à la croisée de plusieurs axes routiers importants. La RN7 permet, au Nord, de rallier Nevers (50 km) et Paris (300 km) et au Sud, Vichy (50 km), Roanne (80 km) ou Saint-Étienne (160 km.) De plus, l'autoroute A79 (ex-RCEA) a été aménagée, permettant l'amélioration de la qualité des flux sur l'axe Est-Ouest.

Le cadre de vie de l'agglomération, mais aussi la richesse de son patrimoine naturel, paysager, architectural et culturel font partie des opportunités du territoire à exploiter pour développer son attractivité. Sa riche histoire (berceau des Bourbons) lui a permis d'obtenir une labellisation « Pays d'art et d'histoire » sur l'ensemble de son territoire intercommunal. Au-delà de l'attrait touristique essentiellement porté par Moulins, l'offre patrimoniale rurale est présente, abondante, mais peu accessible.

Concernant le tourisme vert, le territoire ne bénéficie pas de la présence de grands sites naturels spectaculaires ou d'un Parc Naturel Régional, même s'il faut noter la présence d'une réserve naturelle. Pourtant, la nature est le cadre de nombreuses attractivités, entre randonnée pédestre (deux GR et plusieurs dizaines de circuits balisés), randonnée cyclo (plusieurs véloroutes) et projet de voie verte traversant le territoire d'Est en Ouest, desservant notamment Moulins et Souvigny.

Moulins Communauté constitue le second bassin d'emplois de l'Allier, malgré une baisse continue du nombre d'emplois depuis 2009, mais qui se ralentit, passant de -4% entre 2009 et 12014 à -2% entre 2014 et 2020.

L'emploi se concentre principalement dans le cœur d'agglomération, mais les pôles secondaires sont les pôles qui concentrent la majeure partie des créations d'emplois sur le territoire.

L'enjeu en matière d'emploi est de définir et mettre en œuvre les conditions favorables pour accompagner les grands projets et la reprise post-covid du développement des entreprises en valorisant mieux l'écosystème de croissance que constitue la collectivité Moulins Communauté.

Le tissu entrepreneurial est dynamique et porté par de petites entreprises. Le tissu industriel s'organise autour de filières spécifiques à valoriser : mécanique avancée, mécatronique, plasturgie, filière des transports et logistique, agroalimentaire.

Les activités présentielles, que l'on peut qualifier d'activités urbaines - artisanale liée au bâtiment, commerces, services, métiers de l'art et de la création – doivent rebondir sur le sursaut démographique et construire les conditions d'attractivité et de qualité du cadre de vie (réponses aux besoins) nécessaires au maintien des nouveaux actifs sur le territoire.

L'activité agricole connaît un recul, mais reste un élément caractéristique du territoire : la dimension économique de l'agriculture a été fragilisée par la diminution de l'emploi et du nombre d'exploitations, mais son rôle dans l'occupation des sols reste important et représente une spécificité du SCoT de Moulins Communauté. Par ailleurs, la fonction productive traditionnelle doit retrouver aujourd'hui sa vocation d'origine d'alimentation des populations locales, en assumant simultanément sa responsabilité environnementale : le développement d'activités permettant de répondre à une demande nouvelle des consommateurs locaux représente un levier de diversification de la production au travers de nouveaux canaux de consommation .

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

1.1. Renforcer la connexion avec les territoires extérieurs

1.1.1. Poursuivre l'amélioration des grandes infrastructures nationales, vecteur de développement de l'agglomération

- Finaliser l'autoroute A79 et la mise à 2x2 voies de la RN7 ;
- Améliorer l'accessibilité routière du territoire à partir de ces axes stratégiques ;
- Soutenir le développement d'une offre ferroviaire compétitive pour connecter la gare de Moulins aux métropoles parisienne, clermontoise et lyonnaise ;
- Valoriser l'aérodrome de Moulins-Montbeugny comme outil de développement économique et de l'offre de loisirs ;
- Renforcer les grands itinéraires modes doux, par l'amélioration de la Via Allier et la création d'une voie verte transversale ;
- Développer et mettre en valeur l'offre de services associés à ces grands itinéraires pour favoriser la découverte du territoire.

1.1.2. Valoriser la desserte numérique des pôles d'habitat et d'activités

- Améliorer la couverture numérique sur l'ensemble du territoire (téléphonie mobile et très haut débit) ;
- Développer l'offre en très haut débit compétitive à destination des entreprises dans les zones d'activités, élément principal d'attractivité et condition d'accueil pour les entreprises ;
- Faciliter le développement de nouvelles formes d'organisation du travail (tiers-lieux, espaces de travail partagé, télétravail, installations d'entreprises unipersonnelles, etc.) contribuant à la vitalité des centres ;
- Déployer les outils numériques à destination du tourisme ;
- Développer l'offre de formation.

1.2. Diversifier le tissu économique et renforcer son développement

1.2.1. Affirmer le potentiel de création d'emplois au sein des enveloppes urbaines

- Valoriser la structuration du territoire par l'armature urbaine (vocation de back-office du cœur d'agglomération pour l'ensemble du territoire, même chose pour la vocation des pôles d'équilibre sur les espaces ruraux qu'ils irriguent...) en y favorisant le développement d'emplois urbains, économes d'espaces et garants d'une grande proximité avec l'habitat dense ;
- Préserver et développer l'offre de services publics ou privés, porteurs d'emplois diversifiés et contribuant à la vitalité du cœur d'agglomération par le développement de sites dédiés ou mixant habitat et services ;
- Développer des maisons ou sites urbains de services, à proximité des habitants, et intégrant des espaces de *coworking*/pépinières au sein du cœur d'agglomération et des pôles d'équilibre pour répondre aux besoins nouveaux liés au développement du numérique et pour aider les créateurs d'entreprises et accompagner leur développement.

1.2.2. Soutenir le développement d'une filière logistique

- Soutenir le développement d'une filière logistique tirant parti de la position carrefour du territoire, et des récents développements qui la justifient

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

- Constituer une offre de terrains et de locaux en relais de Logiparc03, pour poursuivre le développement de cette filière
- Organiser une offre de services aux activités de logistiques pour compléter l'offre du territoire.

1.2.3. Favoriser le développement industriel et artisanal par une offre foncière et immobilière adaptée

- Compléter et enrichir un véritable schéma d'accueil des activités et des entreprises de Moulins communauté selon 3 axes :
    - Construire les outils collectifs d'accueil et de développement de l'économie urbaine,
    - Prévoir des espaces d'accueil adaptés au cycle de vie des entreprises locales et des porteurs de projets : bâtiments relais, pépinières d'entreprises, locaux d'activités, espaces de travail partagé… ,
    - Prioriser l'accueil des entreprises au sein des zones existantes afin de valoriser les équipements et les infrastructures et intervenir, en premier lieu, sur la densification des espaces libres au sein des zones d'activités ;
- Permettre la reconquête des friches industrielles et la mutation du bâti existant en engageant des études sur leur potentiel de mutation ;
- Limiter les conflits d'usages au sein des parcs d'activités en interdisant leur mutation résidentielle et/ou commerciale par la définition de vocations dominantes et le redécoupage des zones dans une logique de pôles d'activités ;
- Soutenir la dynamique entrepreneuriale de l'économie sociale et solidaire, levier de déploiement de services de proximité et de vitalité dans l'ensemble du territoire ;
- Pérenniser les offres de formation professionnelle et post-baccalauréat.

1.2.4. Développer une offre touristique complète et attractive

- Connecter et poursuivre la mise en valeur des sites emblématiques (berges de l'Allier, de la Loire et de son canal latéral, Centre National du Costume de Scène, patrimoine des Bourbons, patrimoine clunisien de Souvigny) ;
- S'inscrire dans une offre touristique régionale plus globale, en valorisant les complémentarités avec les sites voisins à forte notoriété (Bourbon-l'Archambault, le Pal) ;
- Préserver les qualités paysagères, patrimoniales et environnementales pour promouvoir l'image d'un territoire traditionnel, destination bien-être, art de vivre et loisirs en pleine nature ;
- Mettre en valeur les entrées de territoire - axes routiers majeurs, voies vertes, voies fluviales, gares - pour amener à la découverte du territoire ;
- Déployer les services et les itinéraires touristiques articulés à la vélo-route européenne 6 et aux GR 300 et 303 ;
- Mettre en valeur la diversité de l'offre touristique de Moulins Communauté (tourisme de pleine nature, tourisme patrimonial et culturel, tourisme urbain, savoir-faire locaux) dans une stratégie de communication innovante et développer le marketing territorial ;
- Densifier, diversifier et moderniser l'offre d'hébergement touristique avec le développement de l'offre hôtelière, de l'hébergement de plein air, des hébergements insolites, des gîtes et gîtes ruraux, … ;
- Encourager un tourisme agricole en lien avec le développement d'une offre complète alliant hébergement (accueil à la ferme, chambre d'hôtes...) et découverte des productions locales.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

1.2.5. Structurer une filière économique du patrimoine

- Prendre appui sur ces richesses locales pour développer les métiers du tourisme vert, du costume et de l'entretien du patrimoine ;
- Favoriser l'émergence d'une filière construction bois ;
- Valoriser le campus d'excellence des métiers d'art et du design d'Yzeure.

1.2.6. Développer les activités agricoles de proximité

- Conforter les activités agricoles du territoire en :
  - Soutenant l'installation de nouveaux exploitants en permettant leur installation sur le territoire ;
  - Favorisant la diversification des activités agricoles vers le tourisme rural (vente directe, gîtes ruraux, villages vignerons, etc.) ;
  - Préservant les parcelles à proximité des exploitations.
- Accompagner la diversification des productions et le développement de nouvelles formes d'agriculture à forte valeur ajoutée, complémentaires de l'élevage (agriculture biologique et MAEC[1], maraîchage, produits qualitatifs de niches complémentaires à l'élevage, cultures spécialisées, etc.) ;
- Encourager le développement de nouveaux modes de distribution et de commercialisation (circuits courts, soit dans des points de vente physique, soit à la ferme) afin de valoriser les productions locales et renforcer le lien entre producteur et consommateur ;
- Renforcer la production d'énergies renouvelables en :
  - Étudiant les possibilités de valorisation énergétique collective des déchets issus de l'agriculture (élevage bovin) et des activités agroalimentaires locales par le développement de la méthanisation ;
  - Développant les équipements photovoltaïques sur les bâtiments agricoles existants.

[1] MAEC = Mesures agro-environnementales et climatiques (PAC)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

2. Conforter les pôles de vie

La Communauté d'Agglomération accueille aujourd'hui 44 communes, majoritairement situées dans le département de l'Allier (seules deux communes, Dornes et Saint-Parize-en-Viry, sont situées dans le département de la Nièvre). Le territoire de la Communauté accueillait près de 64 500 habitants en 2020, après une légère augmentation en 2014 par rapport à 2009 (+0,08%) et une légère baisse de 2014 à 2020 (-0,26%). L'enjeu pour le SCoT est donc de capitaliser sur l'ambition démographique voulue par les élus de l'agglomération (et initiée par la création du Logiparc et d'une économie résidentielle au service de la population) et en renouant avec la croissance démographique en exploitant le potentiel de « l'effet COVID » post-pandémique et le regain d'intérêt pour les villes moyennes et espaces ruraux.

Le cœur d'agglomération est le secteur de la Communauté qui concentre la majorité de la construction de logements collectifs, alors que la production de logements individuels reste dominante sur l'ensemble du territoire. Le taux de vacance dans le logement est élevé – près de 12% – avec une augmentation qui tend à se réduire . La mobilisation de ce parc constitue donc une priorité avec en priorité ceux situés dans le cœur urbain et dans les bourgs des pôles d'équilibre. La part des grands logements reste dominante, surtout dans les espaces ruraux, face à des ménages de deux personnes maximum très représentés, faisant émerger la nécessité d'un rééquilibrage entre la taille des logements et celle des ménages. L'offre en logement social s'élève à 17% du parc de logements de la Communauté en 2021, et est également à rééquilibrer afin de poursuivre sa diversification en termes de typologie et de localisation sur le territoire.

L'enjeu pour l'offre de l'habitat de Moulins Communauté est aujourd'hui de soutenir l'ambition économique de l'agglomération en proposant des parcours résidentiels adaptés aux besoins diversifiés de la population, notamment en diversifiant le parc de logements afin de garantir le renforcement des conditions de vie et donc l'attractivité du territoire

Moulins Communauté dispose d'une densité d'équipements similaires à celles de Montluçon Communauté et de Nevers Agglomération. Sur le territoire, la répartition de ces équipements est en revanche déséquilibrée, ce qui justifie un rabattement important sur le cœur d'agglomération. Il est donc nécessaire de lancer une réflexion sur le maillage des équipements à l'échelle du SCoT avec une hiérarchisation selon l'armature urbaine.

Concernant l'offre de santé du territoire, celle-ci rayonne à l'échelle départementale. Les services à la personne, notamment personnes âgées, sont néanmoins à renforcer.

L'offre en enseignement supérieur propose des formations diverses. Celle-ci se concentre essentiellement sur Moulins et est soumise à un environnement concurrentiel (Nevers Agglomération, Vichy Communauté).

En matière d'offre commerciale, plusieurs pôles commerciaux existent sur le territoire. On constate un nombre d'établissements en baisse, à l'inverse des surfaces commerciales qui augmentent, synonyme de l'augmentation de la part de la grande distribution. L'activité se polarise progressivement vers les commerces de périphérie aux dépens des commerces de centre-ville. Il s'agit en conséquence de limiter « l'appel d'air » engendré par le développement de l'offre commerciale en périphérie en affirmant les spécificités des différents types de pôles et en contribuant à l'image qualitative des commerces en centre-ville.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les déplacements domicile-travail sont largement dominés par l'usage individuel de la voiture et se concentrent dans le cœur d'agglomération, malgré le développement d'initiatives de mobilités alternatives (aires de covoiturage, bornes de rechargement électrique). Par ailleurs, la fréquentation élevée, notamment par des poids lourds, des deux axes routiers principaux desservant Moulins Communauté, la RN7 et l'A79 (ex-RCEA), témoigne de la position de carrefour logistique de L'agglomération, mais entraîne des nuisances.

La gare de Moulins propose des liaisons avec des pôles urbains à l'échelle nationale, mais ne constitue pas une alternative quotidienne à la voiture.

Le réseau de transports en commun Aléo existe sur le territoire et est pertinent sur les communes desservies par une ligne de bus. Néanmoins, une majorité des communes rurales restent à l'écart du réseau Aléo et seulement partiellement desservies par le réseau de transports en commun départemental, dont la fréquence de desserte ne permet pas à cette offre de constituer une véritable alternative à la voiture. Il s'agit donc d'optimiser les transports en commun sur Moulins et sa première couronne, en lien avec le réseau départemental qui dessert les communes rurales.

Les aménagements pour les mobilités actives réalisés ponctuellement ne permettent pas encore de mailler le territoire. Le développement de la marche à pied pour les déplacements de proximité du quotidien, autant dans le cœur d'agglomération que dans les centres-bourgs grâce à des espaces publics clairs et sécurisés, constitue par ailleurs un enjeu crucial.

Enfin, l'un des principaux enjeux pour le territoire en matière de mobilité durable est de créer des liaisons entre les différents modes pour favoriser l'intermodalité.

2.1. Structurer le territoire par un développement résidentiel équilibré et maîtrisé

2.1.1. Organiser la production de logements neufs pour structurer un territoire vivant

- Planifier un développement résidentiel à l'horizon 2046 permettant d'atteindre un rythme de croissance démographique moyen de 0,23% par an, soutenu par l'attractivité économique ;
- Programmer la production de 191 logements neufs par an en moyenne sur le territoire de Moulins Communauté, soit environ 3 816 logements neufs sur la période 2026-2046 (en plus des 882 logements produits par réhabilitation de logements vacants) ;
- Favoriser un développement résidentiel cohérent avec l'armature territoriale et contribuant à renforcer les centralités :
    - Renforcer le développement résidentiel sur le cœur d'agglomération pour en revitaliser les centres et consolider sa position de principale agglomération de l'Allier ;
    - Conforter le développement résidentiel des pôles d'équilibre à travers le renforcement de leurs rôles pour le territoire ;
    - Organiser le développement des communes périurbaines en accompagnant la croissance démographique d'une offre d'équipements et de services et en veillant à la maîtrise de la consommation foncière ;
    - Permettre un développement des villages du territoire, dans le respect des équilibres entre espaces urbanisés, agricoles et naturels et en cohérence avec leur identité rurale.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

2.1.2. Maîtriser le développement résidentiel et lutter contre l'étalement urbain

- Mettre en œuvre un développement résidentiel permettant une gestion économe des espaces agricoles et naturels en priorisant l'urbanisation au sein des tissus urbains déjà constitués ;
- Améliorer le traitement des franges urbaines et des limites à l'urbanisation ;
- Aménager des extensions urbaines qualitatives, en cohérence avec l'implantation du bâti dans les bourgs, villages et hameaux, limitant les besoins en voiries et réseaux.

2.2. Diversifier le parc de logements et optimiser le tissu urbain

2.2.1. Requalifier le parc ancien du centre-ville de Moulins et des cœurs de bourgs historiques

- Porter l'ambition d'une stabilisation du nombre de logements vacants pendant la durée du SCoT ;
- Poursuivre la reconquête des logements vacants, dégradés et/ou indignes pour bénéficier de centralités habitées et attractives ;
- Favoriser la rénovation énergétique des logements et tendre vers le label BBC rénovation ;
- Veiller et intervenir auprès des copropriétés privées fragiles et dégradées ;
- Aider les opérations de renouvellement urbain ou de curetage pour les îlots les plus dégradés ;
- Valoriser les espaces publics et les qualités patrimoniales.

2.2.2. Poursuivre la mise en œuvre d'une politique de l'habitat solidaire et adaptée

- Proposer une gamme de logements complète et adaptée qui accompagne l'attractivité du territoire et facilite le parcours résidentiel des ménages au sein de Moulins Communauté ;
- Favoriser la production de logements locatifs sociaux et en accession sociale au sein du cœur d'agglomération, en contribuant au rééquilibrage géographique de l'offre ;
- Anticiper l'évolution des besoins des séniors en diversifiant les possibilités de logement et d'hébergement adaptées au vieillissement et favorables à la mixité générationnelle ;
- Répondre aux besoins des publics spécifiques en matière d'hébergement, de logements et d'insertion : jeunes publics et séniors, actifs mobiles, gens du voyage et publics en voie de sédentarisation, adaptation au handicap…

Le cœur urbain et notamment Moulins, attirent les jeunes et les actifs en raison de son dynamisme et sa présence de services, et de sa proximité avec les emplois proposés sur le territoire.

L'arrivée importante d'actifs notamment dans le cadre de l'ambition de développement économique (Logiparc …) doit être anticipée pour répondre aux besoins multiples, qui pourraient constituer un frein au renouveau économique si des réponses satisfaisantes n'y sont pas apportées.

Cette dynamique naissante soulève des questions essentielles, notamment sur la nécessité de logement temporairement des jeunes actifs ou des apprenants dans les zones d'emploi dans l'objectif de limiter les déplacements et de favoriser aussi le réseau de mobilité existant.

Il s'agit aussi de pouvoir permettre aux nouveaux ménages, modestes et aux revenus intermédiaires avec ou sans enfants de pouvoir se loger dans du

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

locatif et à un prix abordable, dans une optique de parcours résidentiel, et de favoriser ainsi l'habitat permanent.

Enfin, l'évolution des besoins des séniors nécessite de développer une offre d'hébergement et de logements adaptés dont la solution « Ephad et autres maisons de retraite » ne pourront plus constituer l'unique solution.

Un des enjeux majeurs réside notamment dans l'adaptation du parc de logements aux besoins des habitants, en favorisant l'inclusion sociale, en répondant aux exigences des actifs dans le cœur urbain, et en prenant en compte les infrastructures et les services sur les pôles d'équilibres :

- Développer des logements abordables en accession pour les ménages modestes et intermédiaires dans le cœur urbain mais également sur les pôles d'équilibres, relais d'accueil de population dans les bassins de vie du territoire ;
- Développer des solutions d'hébergements et de logements temporaires pour les jeunes et apprenants ;
- Construire des petits logements en T1/ T2 pour les jeunes actifs et les seniors ;
- Diversifier l'offre vers des logements locatifs et des logements sociaux pour des ménages installés depuis peu sur le territoire et en début de parcours résidentiel pour les actifs aux revenus (très) modestes.

2.2.3. Développer un parc de logements neufs qui répond aux besoins contemporains

- Favoriser la diversification des formes urbaines par le rééquilibrage d'une offre nouvelle en direction des logements individuels groupés, intermédiaires ou collectifs, en fonction des capacités d'accueil et des caractéristiques des secteurs urbains et ruraux ;
- Intégrer les principes du développement durable dans la conception des projets d'aménagement : performance énergétique, qualité environnementale, urbaine et paysagère…

2.3. Conforter l'offre d'équipements et de services à la personne, en anticipant l'évolution des besoins de la population

2.3.1. Structurer l'offre d'équipements et de services en lien avec l'armature territoriale

- Améliorer l'offre de services éducatifs et d'accueil de la petite enfance ;
- Enrichir l'offre de loisirs et d'espaces de loisirs en lien avec la valorisation des patrimoines architectural et naturel ;
- Conforter l'offre culturelle ;
- Lutter contre la désertification médicale en proposant un développement cohérent de maisons de santé prioritairement dans les pôles d'équilibre, et en prenant appui sur le projet santé villes hôpital ;
- Réhabiliter énergétiquement et améliorer l'accessibilité pour tous des équipements publics du territoire ;
- Utiliser l'infrastructure numérique (généralisation de la fibre optique annoncée pour 2025 …) pour améliorer les services rendus aux habitants : développer des solutions d'accès déconcentrées et digitales aux services publics (relais de services …).

2.3.2. Revitaliser les centres-bourgs et centres-villes

- Faciliter la fréquentation du centre du cœur d'agglomération et renouveler son image à travers une intervention globale sur la qualité de l'espace public, l'environnement commercial, les

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

déplacements doux, l'offre de stationnement, la mise en valeur touristique du patrimoine urbain ;

- Maintenir et développer les équipements et services de centralité du cœur d'agglomération en lien avec son attractivité culturelle, patrimoniale, touristique et économique ;
- Requalifier et valoriser les espaces et équipements publics pour offrir aux habitants des espaces pratiques et sécurisés favorables aux échanges et rencontres ;
- Favoriser l'aménagement de cheminements piétons permettant la déambulation dans les centres-bourgs.

2.3.3. Structurer l'offre commerciale du territoire

- Soutenir le commerce de proximité :
  - Développer le tissu commercial et de restauration des pôles d'équilibre et des communes périurbaines en répondant aux besoins quotidiens des ménages ;
  - Diversifier les types de commerces au sein des pôles d'équilibre pour limiter les besoins en déplacements et l'évasion commerciale ;
  - Favoriser l'animation urbaine et rurale en encourageant le développement d'une consommation alternative plus vertueuse (économie collaborative, du partage et du réemploi).
- Conforter le centre-ville commerçant de Moulins :
  - Soutenir la dynamique commerciale par la diversification des usages et la qualité des aménagements urbains ;
  - Maîtriser la vacance commerciale, notamment en préservant les linéaires commerciaux principaux et en autorisant le changement de destination des linéaires abandonnés ;
  - Favoriser l'adaptation d'offre d'immobilier commercial, en mettant en place une veille sur les évolutions du marché.
- Maîtriser le développement commercial périphérique :
  - Encadrer les typologies d'activités commerciales et les caractéristiques des projets immobiliers pouvant s'établir en périphérie ;
  - Requalifier et restructurer les pôles commerciaux en périphérie pour qu'ils soient plus modernes et plus lisibles dans leurs offres et leurs destinations d'achats, et éviter l'apparition de friches.

2.4. Développer les mobilités de proximité durables, adaptées aux caractéristiques urbaine et rurale du territoire

2.4.1. Inciter aux pratiques alternatives à l'usage individuel de véhicules à moteur thermique

- Veiller à garder une offre de transport en commun efficiente sur le cœur d'agglomération et les communes proches ;
- Développer des aires ou des stationnements de co-voiturage ou de mobilités partagées aux abords des axes routiers stratégiques du territoire ;
- Développer les conditions de l'intermodalité, en lien avec le réseau de transport en commun, aux entrées du cœur d'agglomération ;
- Faciliter le développement des voitures à énergies alternatives en permettant l'installation de bornes d'avitaillement (électricité, gaz …) et des stationnements privilégiés.

2.4.2. Développer l'intermodalité

- Conforter à partir de la gare de Moulins un nœud multimodal où converge l'ensemble des moyens de transports ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

- Faire des pôles d'équilibre du territoire des points de rabattement structurant l'offre de services de mobilité dans les espaces ruraux.

2.4.3. Encourager les modes actifs de déplacement

- Déployer un réseau cohérent et continu d'itinéraires modes doux, articulé au réseau touristique structurant ;
- Développer les aménagements cyclables sécurisés le long des axes de mobilités du quotidien dans et en dehors du cœur d'agglomération et aux abords des principaux points d'intensités des communes (équipements, gares, commerces, services …).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

3. Valoriser le capital environnemental

Le patrimoine naturel de Moulins Communauté fait l'objet de nombreuses actions intéressant tout à la fois sensibilisation et animations auprès du public, gestion pastorale des sites sensibles, préservation de la biodiversité, ou encore renforcement des suivis écologiques.

Sur le territoire se répartissent des espaces boisés de manière équilibrée, entre cultures et prairies, ainsi qu'un réseau bocager dense assurant un maillage des habitats naturels.

Les milieux sont relativement bien protégés sur le territoire communautaire à l'exception de l'Ouest du territoire qui, malgré la présence d'étangs et de boisements accueillant des espèces rares, n'est pas couvert par des zonages de préservation ce qui lui confère une fragilité dont certains acteurs ont déjà largement profité…

Par ailleurs, le territoire compte de nombreuses parcelles de grandes cultures qui ne présentent pas d'éléments favorisant la mobilité des espaces ou des espaces pour leur reproduction (réservoirs de biodiversité.

Enfin, certaines grandes infrastructures routières constituent des obstacles physiques importants pour les continuités écologiques et scindent le territoire en plusieurs parties.

Pour répondre à cette diversité du territoire communautaire et, les enjeux pour la préservation et valorisation du patrimoine naturel et environnemental du territoire de Moulins Communauté sont multiples :

- *Préserver le bocage et ses spécificités de biodiversité par une gestion adaptée les haies et ripisylves pour renforcer les liaisons entre les continuums et les réservoirs écologiques,*
- *Démocratiser les pratiques agricoles raisonnées pour les activités les plus sensibles dans le but de préserver une trame des milieux ouverts efficiente,*
- *Réduire les obstacles à l'écoulement menaçant la fonctionnalité écologique des cours d'eau,*
- *Sécuriser les déplacements de la faune sur les axes routiers les plus dangereux pour conserver des interactions entre les réservoirs de biodiversité situés à l'Est et ceux à situés à l'ouest du territoire.*
- *Concernant les risques, un PPRi[2] encadre les risques inondation sur le territoire et permet de réguler l'urbanisation en fonction du degré d'aléa.*
- *Le territoire est également sensible aux mouvements de terrain et aux aléas retrait et gonflement des argiles.*
- *Sont également à noter la présence d'une installation classée SEVESO seuil bas, de dix sites BASOL[3] et de nombreux sites BASIAS[4], de nombreuses ICPE[5] soumises à autorisation, de canalisations de transport de gaz, carrières, barrages identifiés comme présentant un risque majeur…*
- *La qualité de l'air est globalement bonne même si le développement résidentiel, les infrastructures routières et l'agriculture ont un impact conséquent.*
- *Au plan de l'ambiance sonore, la RN7, en pleine modernisation, a un impact fort. Il s'agit donc d'intégrer les risques dans les choix d'aménagement du territoire afin de ne pas y exposer les futurs habitants, en anticipant les effets de l'augmentation de l'attractivité du*

[2] PPRi = Plan de Prévention des Risques Inondation
[3] BASOL = BAse de données des sites et SOLs pollués
[4] BASIAS = Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
[5] ICPE = Installation classée pour la Protection de l'Environnement

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

territoire et de son développement sur le trafic routier et donc sur l'ambiance sonore et la qualité de l'air. Par exemple, le développement résidentiel devra être évité le long des infrastructures de transport majeures pour éviter l'exposition aux nuisances sonores, notamment dans le cas d'une intensification du trafic.

En matière de préservation de la ressource en eau, une gestion locale de l'eau est structurée par les deux SAGE[6] en vigueur sur le territoire, dont un couvrant la majorité du périmètre, ainsi que d'un contrat territorial. Cinq zones de captage alimentant le territoire sont identifiées comme prioritaires par le SDAGE[7]. Les enjeux de préservation de l'eau sont nombreux, entre maîtrise des pollutions agricoles, adaptation des systèmes d'assainissement du territoire en fonction des besoins actuels et futurs et cohérence entre les objectifs de développement et la disponibilité de la ressource en eau et la performance des équipements d'alimentation en eau potable.

Le territoire de Moulins Communauté dispose d'un PCAET[8] à son échelle. Plusieurs installations d'énergies renouvelables existent (bois-énergie, géothermie, solaire photovoltaïque) et les énergies renouvelables représentent un fort potentiel de développement (photovoltaïque notamment). Le bâti ancien représente des consommations énergétiques importantes, et les secteurs du transport routier et du résidentiel sont responsables de plus de 70% des consommations d'énergie du territoire. Le secteur agricole est le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre. Un enjeu de poursuite du développement des énergies renouvelables sur la base du potentiel du territoire est donc prégnant, tout comme d'optimisation de la filière bois énergie pour augmenter l'exploitation de la biomasse bois sur le territoire. Le potentiel de méthanisation en lien avec l'activité agricole moulinoise sera également à étudier.

Concernant la gestion des déchets, la collecte est optimisée par la présence d'une déchetterie mobile, en plus des déchetteries fixes. Il s'agit donc de poursuivre les initiatives visant réduire les déchets et augmenter le volume et la qualité du tri.

[6] SAGE Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
[7] SDAGE Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
[8] PCAET Plan Climat Air Énergie Territorial

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

3.1. Protéger les milieux et habitats naturels remarquables

- Préserver les réservoirs de biodiversité et notamment l'Allier et la Loire, axes structurants du réseau écologique local ;
- Améliorer la continuité écologique des cours d'eau sans remettre en cause l'alimentation en eau des nappes souterraines ;
- Améliorer la qualité des milieux aquatiques, y compris des étangs et des zones humides ;
- Encourager les actions de préservation de milieux sensibles sur le territoire de l'Agglomération ;
- Entretenir le réseau bocager et les espaces naturels relais (bosquets, haies, arbres remarquables) du territoire, garants d'une fonctionnalité écologique ;
- Pérenniser les coupures vertes du territoire et notamment la ripisylve présente au niveau des berges de l'Allier ;
- Limiter la fragmentation du territoire par les grandes infrastructures routières, ferroviaires et électriques ;
- Intégrer la dynamique agricole dans la fonctionnalité écologique du territoire ;
- Mettre en valeur et poursuivre la création de parcs et jardins contribuant à étendre le couvert végétal dans les centres-villes et centres-bourgs et permettant de lutter contre les îlots de chaleur et de renforcer la gestion durable des eaux pluviales.

3.2. Préserver et mettre en valeur les identités paysagère et patrimoniale du territoire du SCoT

- Maintenir et valoriser les structures et motifs paysagers identitaires ;
- Perpétuer une activité agricole façonnant le paysage de l'agglomération de Moulins ;
- Conserver la diversité des vues mettant en valeur le paysage moulinois ;
- Protéger et valoriser le patrimoine architectural faisant l'objet de protection ;
- Utiliser les espaces publics pour valoriser le patrimoine bâti et architectural des communes ;
- Maintenir le patrimoine rural (bâti agricole, fermes, maisons rurales bourbonnaises) qui forge l'identité paysagère du territoire, préserver les espaces libres au sein des villages conférant une identité rurale ;
- Intégrer les dispositifs de production d'énergies renouvelables au bâti sans déprécier la qualité architecturale.

3.3. Qualifier les zones d'activités économiques et commerciales

- Améliorer la fonctionnalité et la gestion de l'espace à travers des aménagements adaptés et dimensionnés en matière de desserte et d'accès ;
- Favoriser la mise en œuvre d'une offre de mobilité diversifiée pour accéder aux parcs d'activités ;
- Développer des espaces mutualisés au sein de ces zones d'activités pour apporter des services supplémentaires aux entreprises locales (parkings, espaces de covoiturage, etc.), optimiser les emprises et promouvoir l'animation des parcs d'activités ;
- Engager les zones d'activités communautaires existantes et futures dans des démarches qualitatives, aussi bien par la requalification des espaces publics et le renforcement de la présence végétale qu'en termes de qualité des architectures afin de participer à l'émergence de vitrines urbaines en entrées d'agglomération ;
- Aménager des transitions qualitatives avec les espaces d'habitat alentour à l'appui d'espaces tampons paysagers ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

- Poursuivre l'accessibilité au réseau Très Haut Débit des lieux d'activités, car elle conditionne son attractivité économique et l'installation de nouvelles entreprises sur son territoire.

3.4. Gérer durablement les ressources naturelles et les déchets

34.1. Préserver la ressource en eau

- Conditionner le développement urbain à la capacité des réseaux à répondre aux besoins de la population en matière d'eau potable et aux capacités épuratoires ;
- Moderniser le système d'assainissement et les stations d'épuration, améliorer la qualité des installations d'assainissement non collectif ;
- Sécuriser l'Alimentation en Eau Potable à l'échelle de l'ensemble du territoire de Moulins Communauté, en favorisant les interconnexions entre les différents réseaux ;
- Engager des réflexions sur les pratiques agricoles pour limiter la vulnérabilité de la ressource en eau, notamment des alluvions de l'Allier, vis-à-vis des pollutions aux nitrates et aux pesticides ;
- Encourager le recours individuel à la récupération et l'utilisation des eaux pluviales.

3.4.2. Optimiser la gestion des déchets

- Poursuivre les efforts menés afin de réduire la part des déchets non valorisables à enfouir ;
- Améliorer la collecte et le tri des déchets, poursuivre le développement des lieux de collecte dans l'espace public ;
- Valoriser les filières de traitement :
    - Engager la valorisation des déchets fermentescibles en développant le compostage ;
    - Créer un méthaniseur de biodéchets ;
    - Favoriser le réemploi des déchets apportés en déchetterie avec l'encouragement du recours au principe d'économie circulaire.

3.5. Un objectif de réduction du rythme d'artificialisation des sols

De 2011 à 2021, 542 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers ont été consommés sur le territoire de Moulins Communauté.[9] L'habitat représente près de 52% du flux de consommation d'espace, contre 37% environ pour le développement de l'activité économique.

Le PAS définit un objectif de limitation de la consommation d'espace par rapport aux tendances passées, en particulier pour les espaces agricoles qui ont été les plus touchés par l'artificialisation des sols au cours des années 2000.

[9] Source : Site de l'État pour Diagnostic de l'Artificialisation https:// mondiagartif.beta.gouv.fr/

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

L'objectif est de réduire de -56,7% la consommation annuelle moyenne des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sur la période 2021-2030 par rapport à la tendance 2011-2021.

Cet objectif concerne autant la consommation des ENAF liée à l'habitat qu'à l'activité, ou aux autres vocations.

Cet objectif global s'inscrit dans une trajectoire ZAN revendiquée par le SCoT pour 20 ans, déclinée en trois temps :

- 2021-2031➔ Consommation d'ENAF annuelle égale à la consommation foncière annuelle des dix dernières années (2011-2021) divisée par un peu plus de deux (-56,7%[10]) ;
- Pour les années suivantes, le SCoT inscrit, par tranche de 10 années, la diminution de l'artificialisation de ses espaces dans la trajectoire ZAN (respectives -66% sur 2031-2040 et -80% à partir de 2041.

L'objectif de limitation de la consommation d'espace à l'horizon 2031 pourra être atteint en s'appuyant sur plusieurs leviers d'action, guidant les choix selon la démarche « Éviter – Réduire – Compenser », en :

- Privilégiant la densification au sein des enveloppes déjà urbanisées :
  - Mobilisation des dents creuses, divisions parcellaires… : les capacités de densification mobilisables (dents creuses et espaces interstitiels) sur la durée du SCoT sont évaluées à 73 ha (27%);
  - Réinvestissement des logements vacants (environ 19% des logements pour les 20 ans du SCoT),
  - Réinvestissement des friches ;
  - Recomposition du tissu urbain (démolitions – reconstructions).
- Fixant les densités minimales pour les opérations nouvelles :
  - Au sein des enveloppes déjà urbanisées ;
  - En extension.

L'objectif global sera également atteint par :

- La définition de moyens de réduire l'artificialisation des sols :
  - Donner des possibilités de surélévation des bâtiments ;
  - Investir des espaces imperméabilisés (parcs de stationnement par exemple) ;
  - Objectifs de végétalisation et de préservation d'espaces de pleine terre dans les opérations nouvelles.
- L'identification des sites de compensation éventuelle :
  - Désimperméabilisation de sites ;
  - ...

[10] *Objectif défini par le SRADDET de la Région AURA (courrier du 13 avril 2023), actuellement en cours de modification*

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 125/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

3.6. Prendre en compte la vulnérabilité des personnes et des biens face aux risques et nuisances environnementales

3.6.1. Réduire la vulnérabilité aux risques majeurs

- Permettre la valorisation paysagère, écologique, énergétique ou de loisirs des zones rendues inconstructibles par l'existence d'un risque sans augmentation de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Interdire l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues de l'Allier et de la Loire ;
- Préserver les éléments naturels (haies, talus, fossés…) dans les secteurs ruraux et plus globalement dans les secteurs exposés au risque de ruissellement ;
- Intégrer une gestion alternative, durable et paysagère des eaux pluviales ;
- Ne pas développer l'urbanisation en direction des zones à risque technologique pour pérenniser les conditions d'éloignement garantes de la sécurité de la population.

3.6.2. Limiter l'exposition aux nuisances sonores et à la pollution de l'air

- Organiser le développement urbain en dehors des zones de nuisances sonores et de pollution atmosphérique de proximité, notamment celles liées à la présence d'infrastructures de transport ;
- Proscrire l'installation d'établissements sensibles (éducation, santé…) à proximité des secteurs pollués et bruyants et les éviter dans la mesure du possible pour l'habitat ;
- Identifier et préserver des zones de calmes au sein des secteurs urbanisés (parcs, jardins publics, espaces verts…).

3.7. Limiter la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles

- Réduire les consommations d'énergie liées aux constructions, dans un objectif de réduction de 52% des consommations d'énergie globales en 2050 par rapport à 2015 :
  - Favoriser la rénovation énergétique du parc de logements ;
  - Encourager l'exemplarité en termes de performance énergétique dans la construction de nouveaux bâtiments et la rénovation.
- Promouvoir et diversifier localement, dans le respect des paysages et milieux, l'offre en énergies renouvelables, actuellement largement portées sur la biomasse, afin de produire 880 GWh d'énergie par an à l'horizon 2050 pour atteindre l'autonomie énergétique :
  - Favoriser le développement de l'énergie solaire photovoltaïque et thermique en mobilisant prioritairement les espaces déjà artificialisés ;
  - Soutenir les projets d'agrivoltaïsme dès lors qu'ils garantissent la pérennité de l'exploitation agricole.
- Encourager le déploiement de réseaux de chaleur et leur extension ;
- Diversifier les solutions de décarbonation de la mobilité, dans un objectif de réduction de 52% des consommations d'énergie globales en 2050 par rapport à 2015 et de réduction de 51% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2015 :
  - Étudier l'opportunité de créer une unité de transformation et de stockage d'hydrogène vert ;
  - Développer le maillage de stations de recharge électrique et d'alimentation en GNV/bioGNV.
  - Localisation de zones de renaturation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 1 - Diagnostic territorial – VF1

Version pour l'Arrêt du 14 mai 2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

SOMMAIRE

Préambule **p.03**

1. Urbanisation, habitat et aménagement de l’espace **p.10**

2. Développement économique et dynamique commerciale **p.35**

3. Numérique et Mobilités **p.66**

Annexes **p.81**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



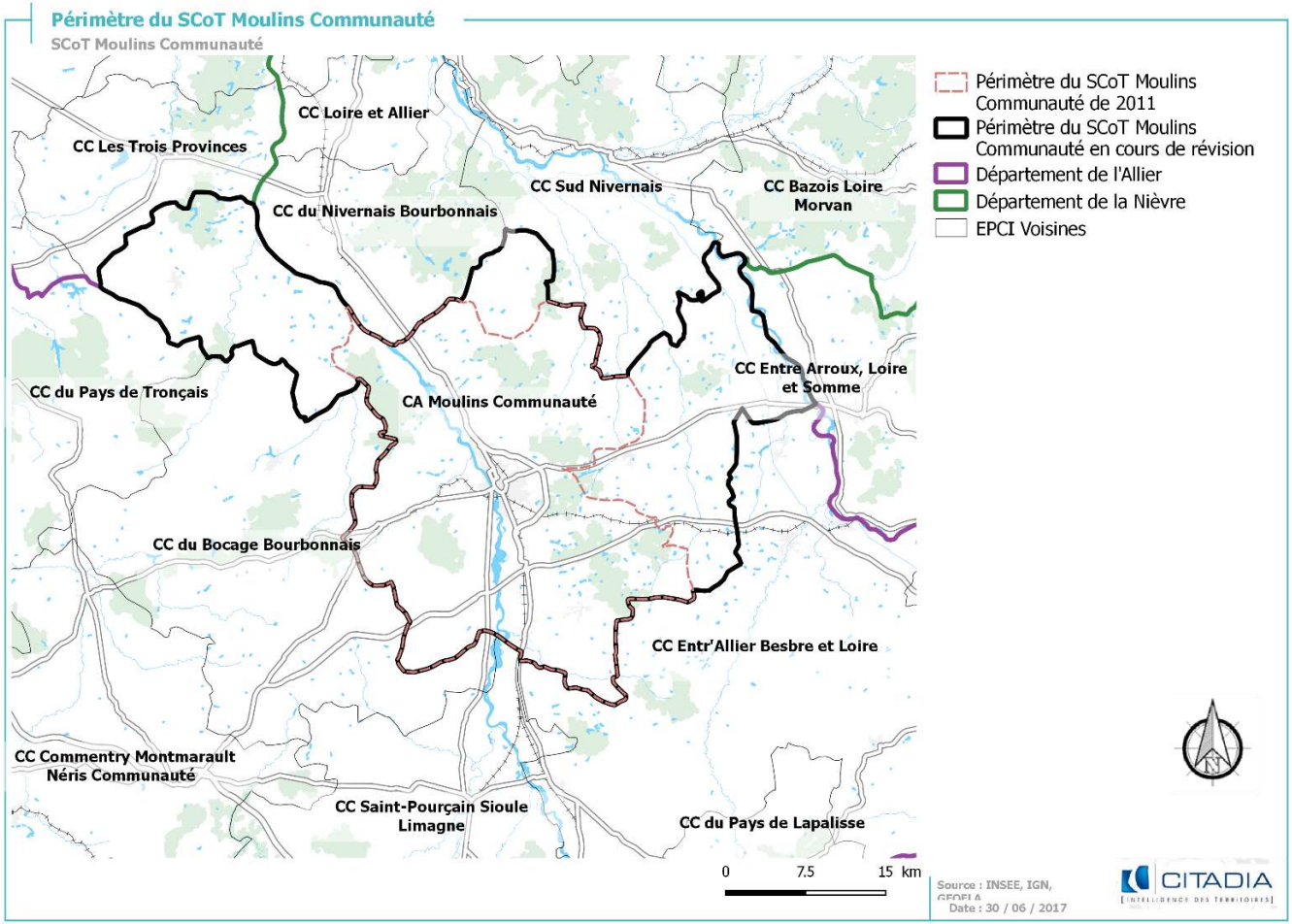
PREAMBULE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Préambule

Un SCoT de Moulins Communauté approuvé en décembre 2011



Approuvé en décembre 2011, le **SCoT Moulins Communauté** a défini les **grandes orientations d'organisation et de développement du territoire** à l'échelle du bassin de vie de l'agglomération de Moulins. Le SCoT, au travers de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a fixé 3 grands axes de développement pour le territoire :

- **Promouvoir un aménagement équilibré et solidaire du territoire autour d'un centre fort ;**
- **Développer l'attractivité économique de Moulins Communauté ;**
- **Préserver et valoriser le capital environnemental et assurer les conditions nécessaires à un cadre de vie de qualité.**

Le SCoT de 2011 fixe des **objectifs en termes de croissance du parc de logements basés** sur un scénario prévoyant un **retour de la croissance démographique**.

Compte tenu de l'entrée en vigueur des lois Grenelle II et ALUR, **Moulins Communauté a acté par délibération communautaire du 11 juillet 2014 la révision générale de son SCoT**. Les objectifs généraux de la révision du SCoT, exprimés par la Communauté d'agglomération, sont d'obtenir :

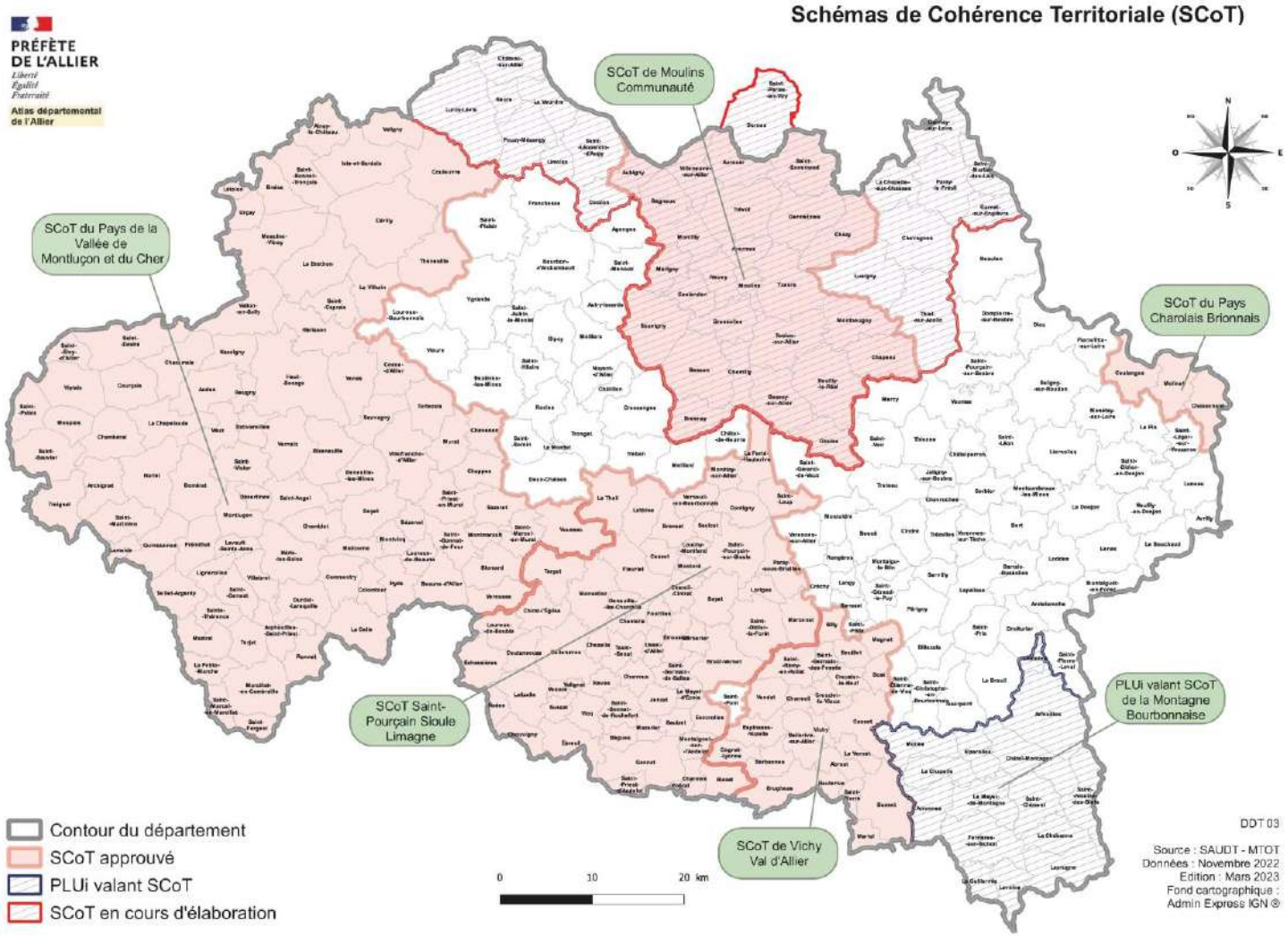
- Une **pertinence du contenu, basé sur un bon équilibre entre les communes du noyau central et les communes rurales**, ainsi qu'une **cohérence entre la planification et les projets de territoires** ;
- Une **approche innovante en termes d'anticipation des mutations de sociétés** (travail, économie, pratiques sociales) ;
- Un document d'urbanisme qui garantit l'**unité et la cohérence intercommunale.**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 130/558

Préambule

Un Périmètre de SCoT élargi à 44 communes



La préfecture de l'Allier fait état des documents d'urbanisme approuvés. Le territoire couvert par le SCoT de Moulins Communauté approuvé en 2011 s'est étendu sur les communautés de communes du Pays de Chevagnes en Sologne Bourbonnaise et du Pays de Lévis en Bocage Bourbonnais et sur deux communes du département de la Nièvre (Dornes et Saint-Parize-en-Viry).

La situation du nouvel EPCI Moulins communauté entre dans le champ d'application de l'article L143-12 du code de l'urbanisme.

Cet article prévoit : "Lorsque le périmètre d'un EPCI à fiscalité propre n'est pas entièrement compris dans celui d'un schéma de cohérence territoriale, celui-ci devient, au terme d'un délai de trois mois, membre de plein droit de l'établissement public [porteur du SCoT] et le périmètre du schéma est étendu en conséquence [...]".

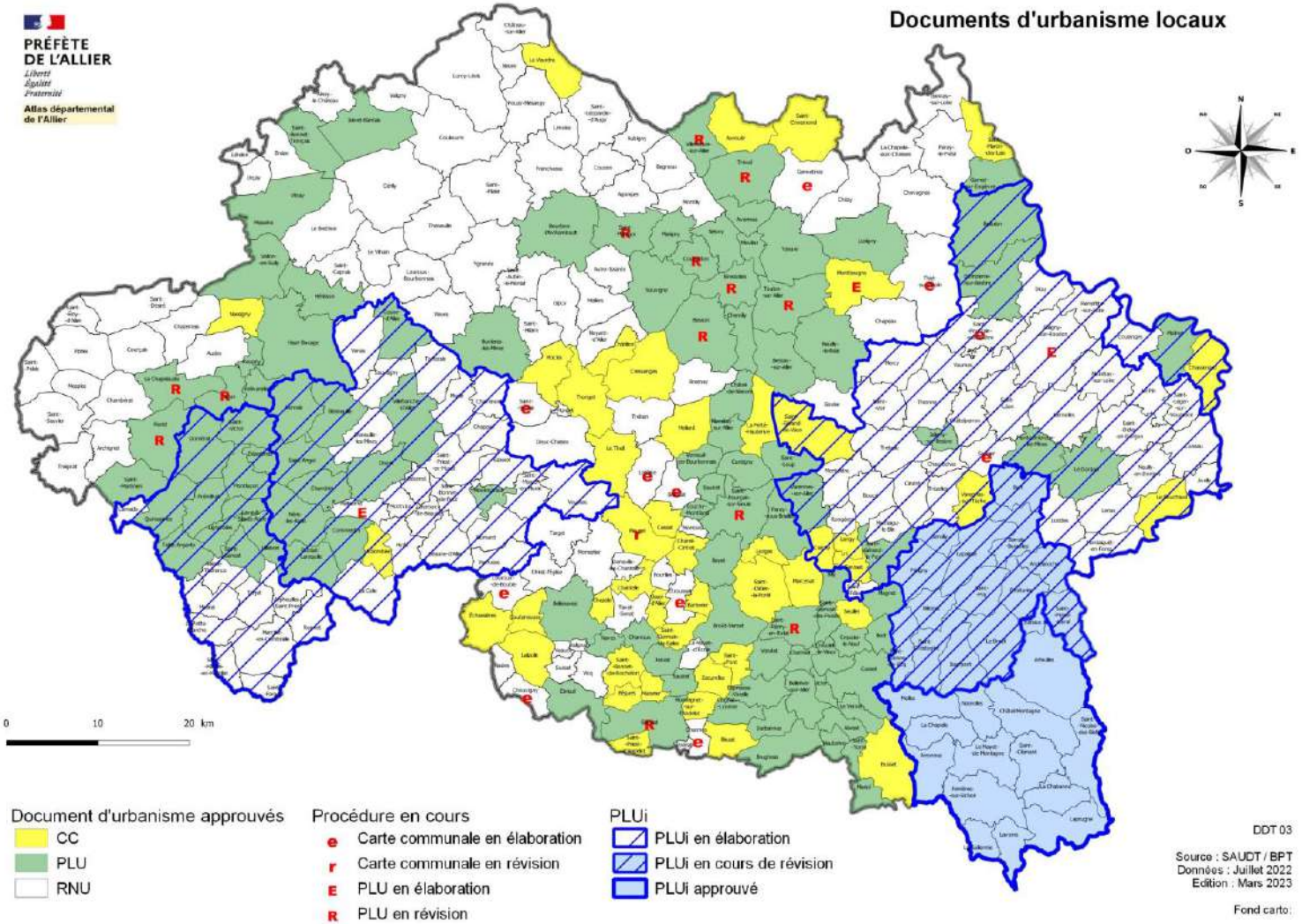
Ainsi, le périmètre du SCoT a évolué pour couvrir le périmètre du nouvel EPCI.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 131/558

Préambule

Les documents d'urbanisme sur le territoire du SCoT de Moulins Co.



En juillet 2022, une partie des communes du nouveau périmètre du SCoT de Moulins Communauté sont soumises au Règlement National d'Urbanisme. Ce sont principalement les communes de la communauté de communes du Pays de Lévis en Bocage Bourbonnais et de quelques communes de la communauté de communes du Pays de Chevagnes en Sologne Bourbonnaise

De plus, le PLU de Moulins a été approuvé le 29/06/2017.

ET docs en cours ?

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 132/558

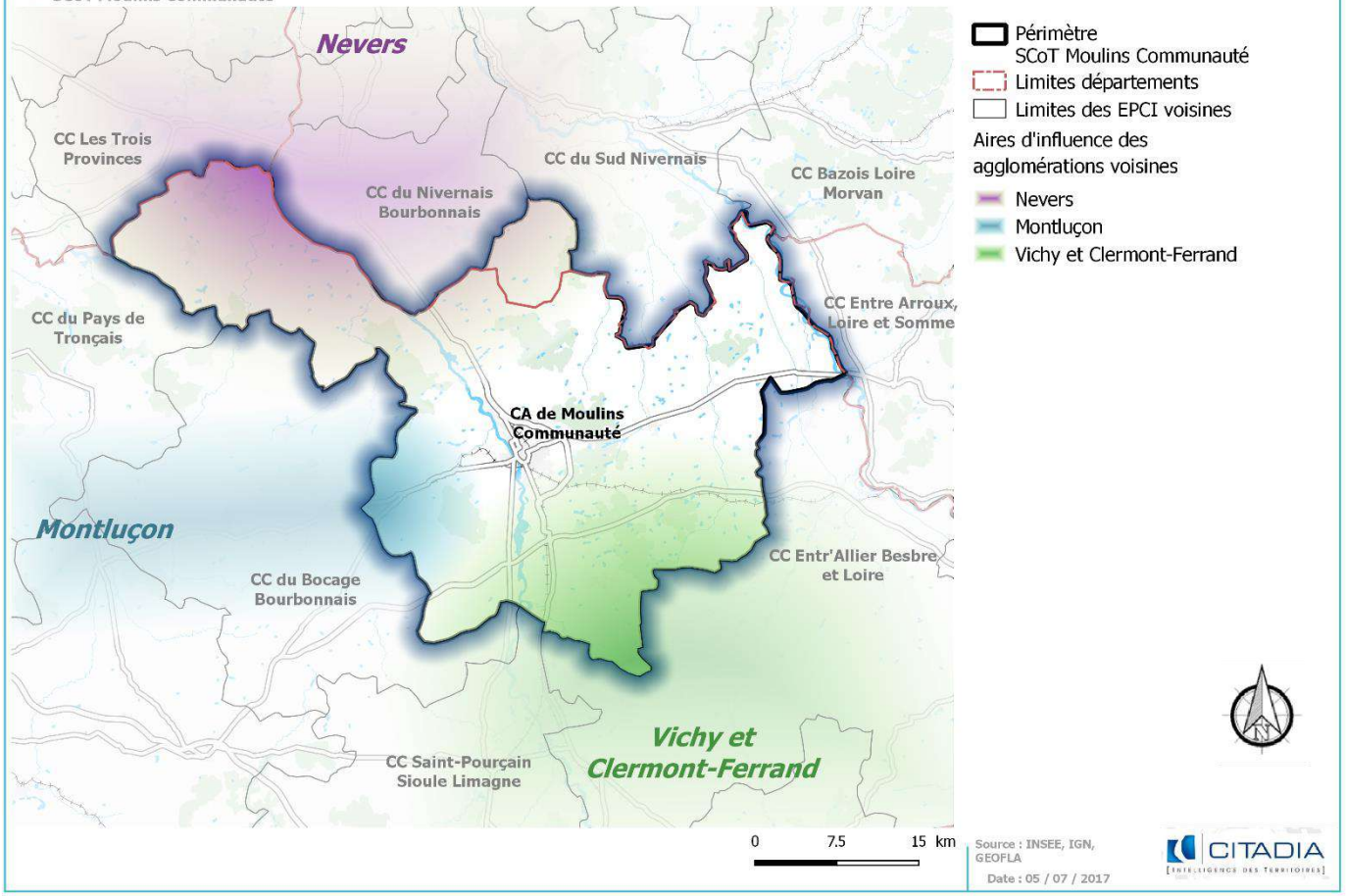
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Préambule

Un territoire au cœur d'un réseau de villes moyennes

Le territoire du SCoT Moulins Communauté dans son environnement élargi

SCoT Moulins Communauté



› UN TERRITOIRE AU CŒUR D'UN RÉSEAU DE VILLES MOYENNES DU NORD DE L'ALLIER

Le territoire du SCoT de Moulins Communauté présente **une situation entre proximité et enclavement entre les vallées de la Loire et du Rhône.** Le territoire se situe à la croisée d'axes nationaux majeurs de communication :

- La **Route Nationale 7** qui **relie Paris à Lyon**, et dont le doublement est progressivement réalisé ;
- La **Route Centre-Europe Atlantique (RCEA)** qui permet de **rejoindre l'axe rhodanien à la façade atlantique (la Rochelle, Nantes)**.

La Communauté d'agglomération de Moulins subit l'**influence des villes voisines** :

- les **agglomérations de Montluçon et Vichy** : les contrats d'agglomération font du développement économique une priorité et chacune joue la carte de la modernisation des infrastructures routières et de leur positionnement sur ces axes ;
- l'**agglomération de Clermont-Ferrand**, capitale régionale, dont le projet « Clermont métropole » devrait renforcer à terme les relations entre les villes au niveau régional ;
- l'**agglomération de Nevers** avec l'aménagement de la RN 7.

L'**aire d'influence du territoire** s'étend sur plusieurs **intercommunalités rurales** comme les communautés de communes Bocage bourbonnais, Entre Allier Besbre et Loire). Au sud, la Communauté de communes du Pays Saint-Pourcinois combine les influences de Vichy Communauté et de Moulins Communauté.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 133/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

L'armature urbaine



Moulins
CP : Even Conseil



Souvigny
CP : Even Conseil



Neuilly-le-Réal
CP : Citadia Conseil



Le Veurdre
CP : Citadia Conseil

› MÉTHODE DE DÉFINITION DE L'ARMATURE URBAINE

Le territoire de Moulins Communauté regroupe des communes très diversifiées en fonction de leur taille, de leur poids démographique, de leur fonctionnement, de leur capacité de rayonnement (économique, administratif, etc.) et de leur offre en équipements, commerces et services.

La définition de l'armature urbaine passe par une analyse multicritère (commerces, services, équipements …).

L'armature retenue s'articule en 4 niveaux :

- Le cœur urbain, qui se compose des communes de Moulins, Yzeure et Avermes,
- Un niveau qui prend en compte les « communes périurbaines équipées », soit la couronne autour du cœur urbain,
- Un niveau qui comprend les « pôles d'équilibre » du territoire. Ces communes dépassent toutes les 1000 habitants, proposant une offre complémentaire au cœur urbain et irriguant ainsi le territoire rural,
- Les pôles ruraux de proximité qui concernent les communes rurales restantes.

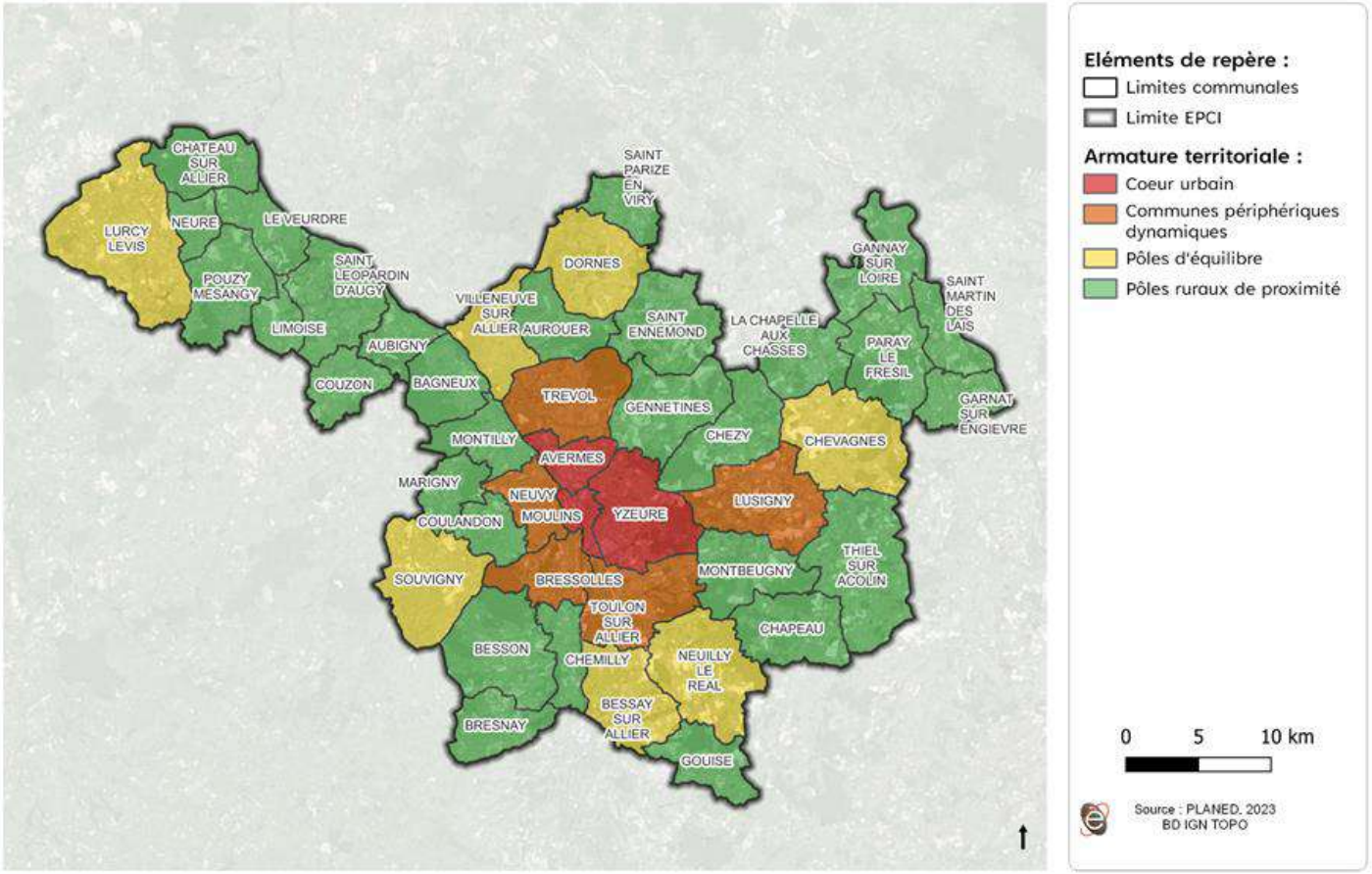
La Communauté d'agglomération a été créée au 1er janvier 2001 sous la forme d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Au 1er janvier 2017, elle est passé de 26 communes pour 54 226 habitants (en 2013) à 44 communes soit 65 065 habitants pour 1 336 km² (soit environ 49habitants/km²). Moulins Communauté est une Communauté d'agglomération à dominante rurale en comparaison aux territoires de comparaison.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 134/558

Préambule

Une armature urbaine à 4 niveaux



Cœur urbain

Moulins
Yzeure
Avermes

Pôles d'équilibre

Dornes
Chevagnes
Bessay-sur-Allier
Neuilly-le-Réal
Villeneuve-sur-Allier
Souvigny
Lurcy-Lévis

Communes périurbaines équipées

Lusigny
Toulon-sur-Allier
Trévol
Neuvy
Bressolles

Pôles ruraux de proximité

29 communes



Photographie aérienne du cœur d'agglomération
Source : Géoportail, 2017

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

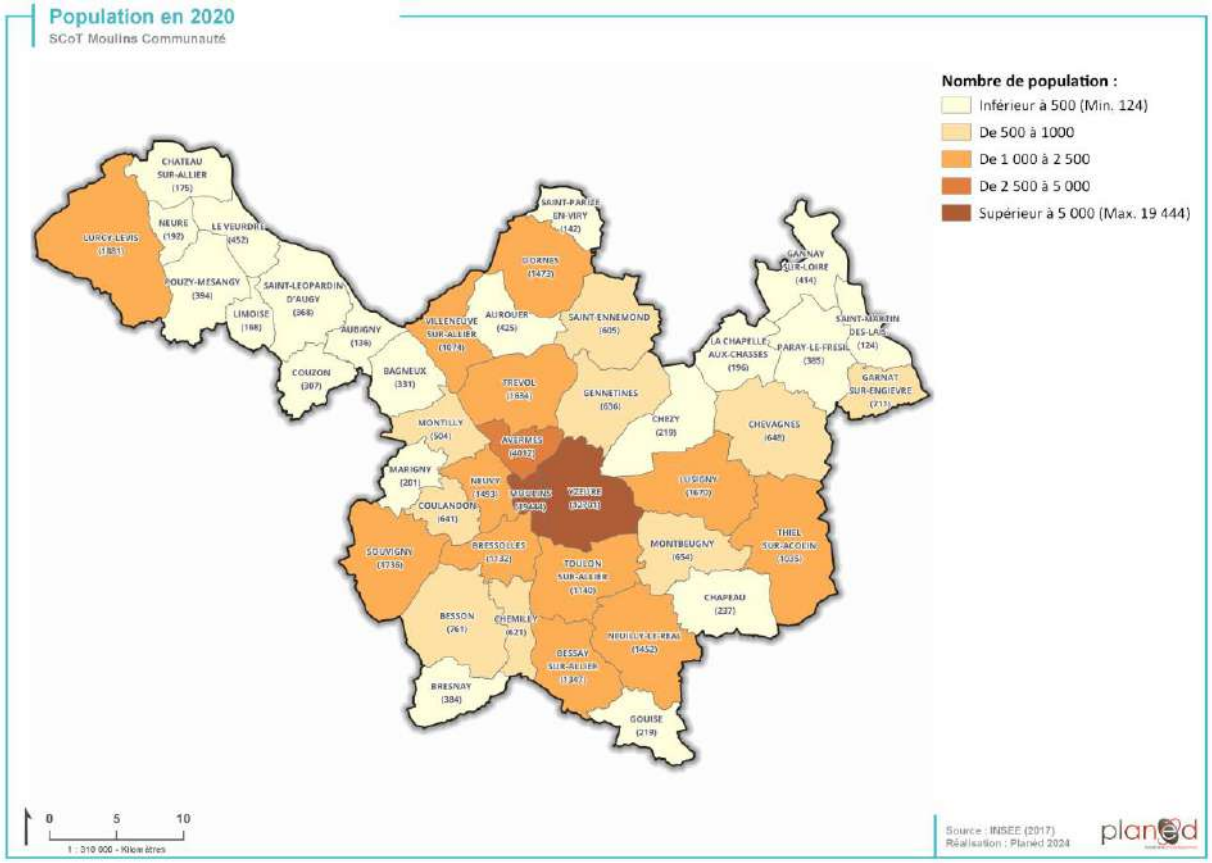
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 135/558

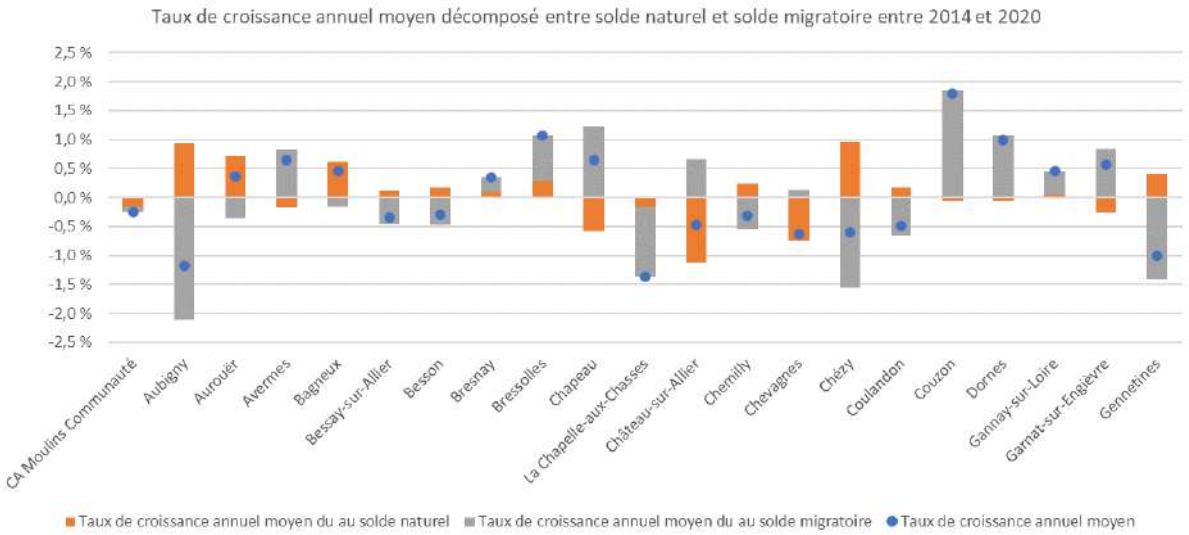


1 Urbanisation, habitat, et aménagement

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527





Evolutions démographiques entre 2014 et 2020

› UN TERRITOIRE AVEC UNE DÉMOGRAPHIE STABLE MAIS FAIBLISSANTE …

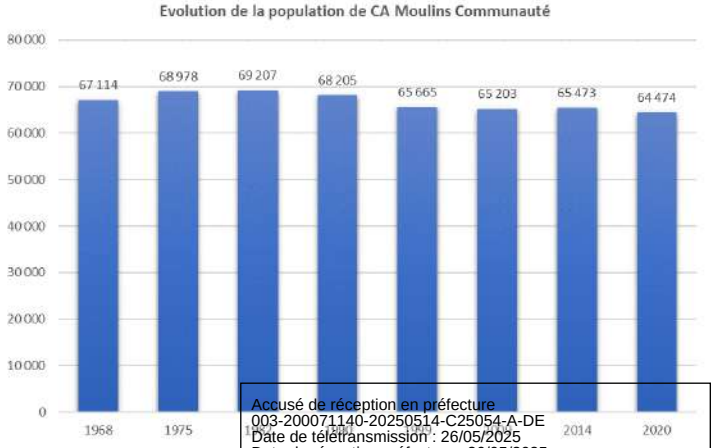
Après cinq années de très légère croissance entre 2009 et 2014, le territoire communautaire affiche une baisse démographique. En effet, dans un contexte démographique départemental qui faiblit, **la CA Moulins Communauté perd des habitants**, soit une baisse de -0,26%, en moyenne, chaque année entre 2014-2020.

La décroissance démographique est relativement homogène sur toute l'armature territoriale. Le cœur urbain et les communes périurbaines affichent également un déclin démographique, alors que sur la période précédente, la dynamique a été portée par ces derniers.

› … EN RAISON D'UN APPORT MIGRATOIRE EN BAISSE ET D'UN DÉFICIT DU SOLDE NATUREL

La baisse démographique est liée à celle de l'apport migratoire qui compense moins le déficit du solde naturel qui s'accentue.

Entre 2014 et 2020, **le déficit du solde migratoire touche toutes les communes à l'exception des communes d'équilibre. Le déficit naturel touche l'ensemble du territoire, à l'exception** des communes périurbaines équipées qui présente un apport naturel positif mais faiblissant.

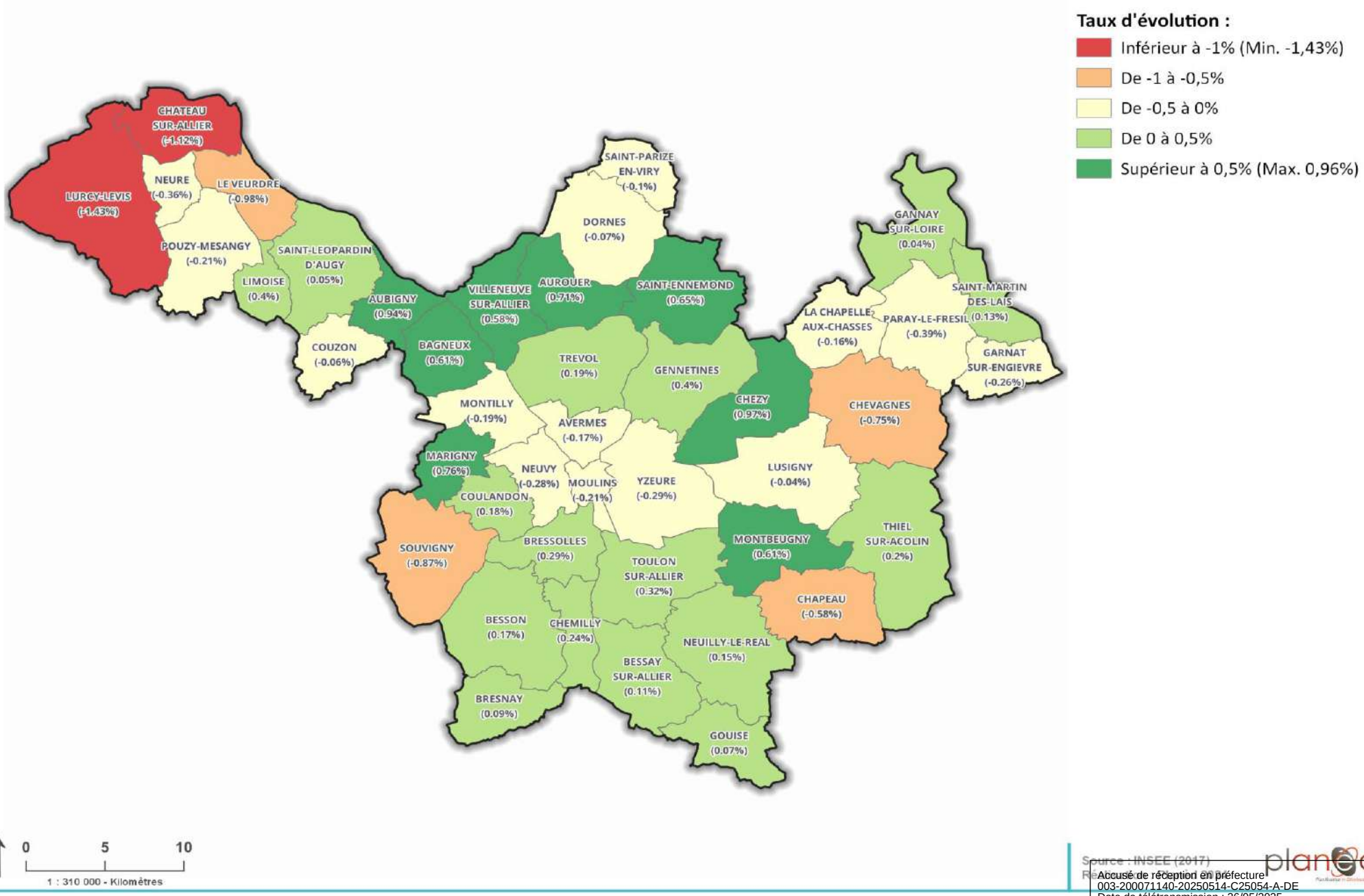


Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 137/558

Évolution du solde naturel annuel moyen entre 2014 et 2020

SCoT Moulins Communauté



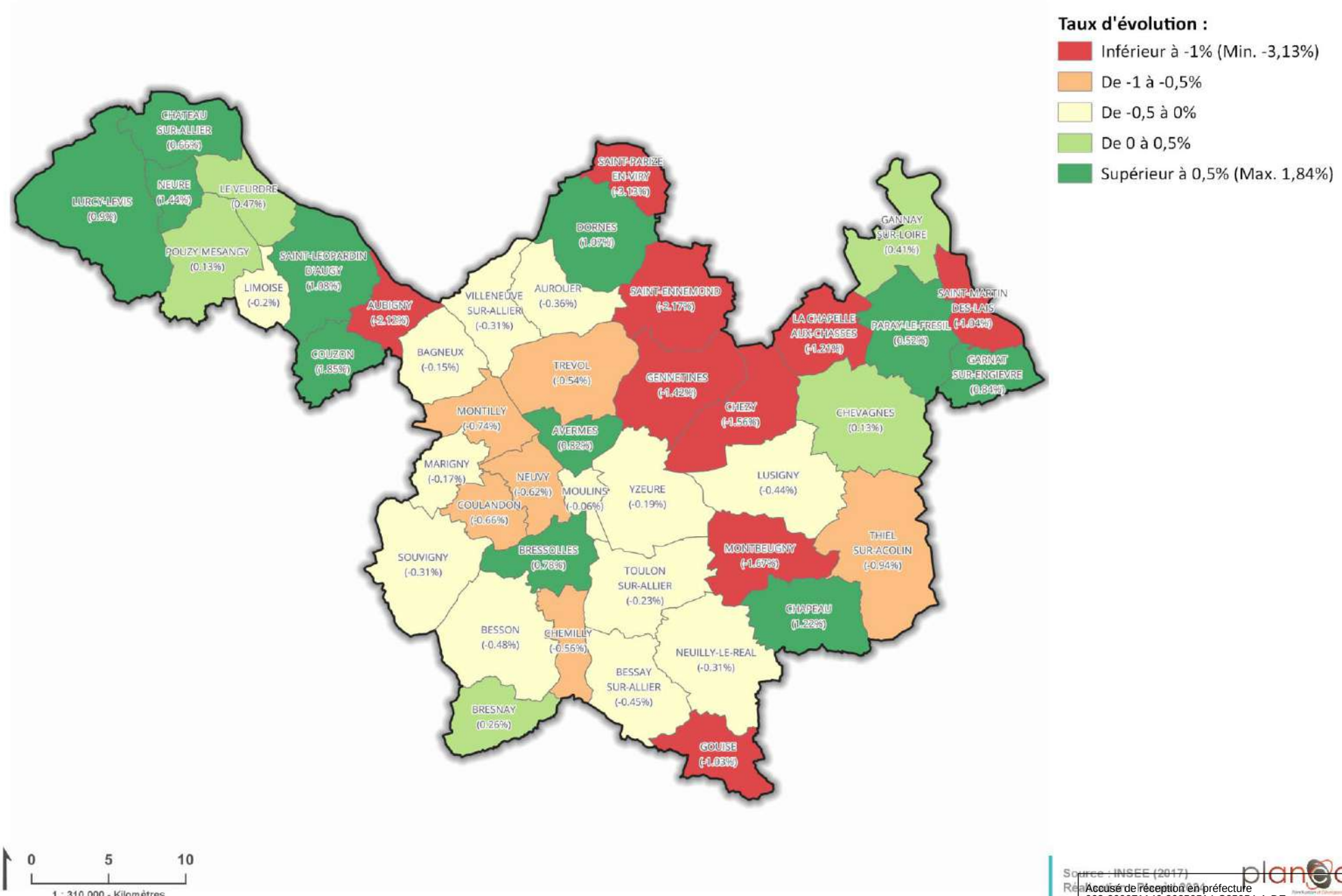
Source : INSEE (2017)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 138/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Évolution du solde migratoire annuel moyen entre 2014 et 2020

SCoT Moulins Communauté

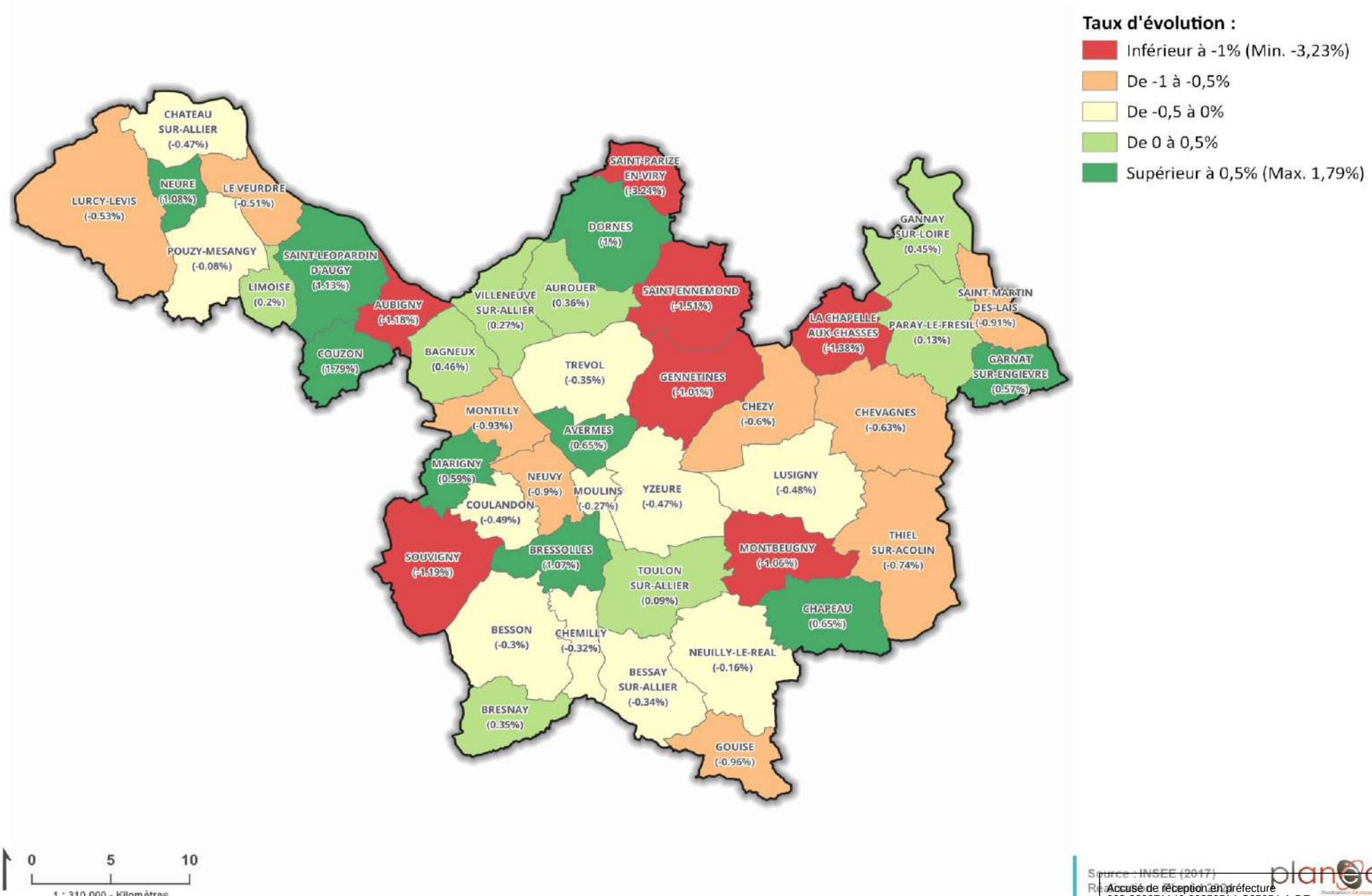


Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 139/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Taux d'évolution annuel moyen de la population en % par an entre 2014 et 2020

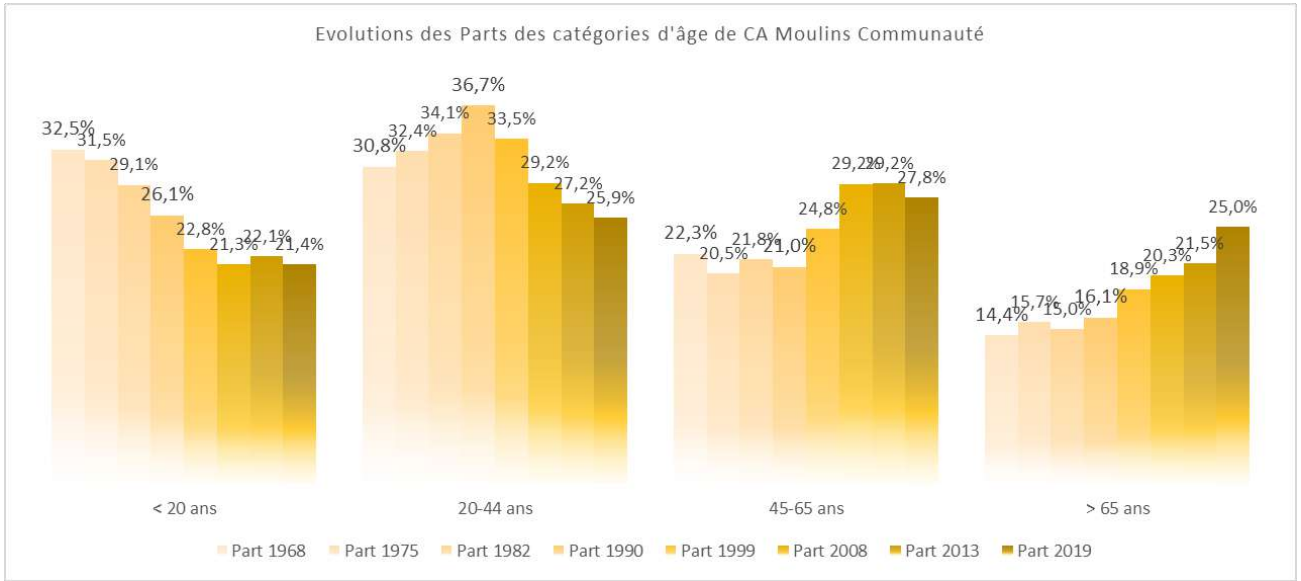
SCoT Moulins Communauté



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 140/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Structure de la population par âge entre 2013 et 2019



	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2019
Moins de 20 ans	21 604	19 856	19 856	17 772	14 989	13 728	13 756
Plus de 65 ans	9 600	10 280	10 280	11 004	12 460	12 460	16 096
Indice Jeunesse *(- 20 ans / + 65 ans)*	**2,25**	**1,93**	**1,93**	**1,62**	**1,20**	**1,10**	**0,85**

Précision méthodologique

L'Indice de jeunesse mesure le *rapport entre la population des moins de 20 ans et celle de plus de 65 ans, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'habitants qui "rentre" dans la vie active et ceux qui en "sortent".*

Un indice de 2 signifie que l'on compte 2 habitants de mois de 20 ans pour 1 personne de 65 ans et plus. Plus l'indice est bas, plus le vieillissement est marqué.

› UN VIEILLISSEMENT MOINS MARQUÉ QUE SUR LE RESTE DU DÉPARTEMENT …

En 2019, avec un indice de jeunesse de 0,85 recensé sur l'ensemble du périmètre communautaire, **le vieillissement de la population apparaît plus marqué que sur les départements de l'Allier et de la Nièvre** (0,91). **Il reste toutefois bien plus fort qu'au plan régional** (1,53) ou national hors Ile-de-France (1,37).

Au niveau infra communautaire, **le vieillissement est plus prononcé sur les pôles d'équilibre et le cœur urbain** (0,84 et 0,78), et moins accentué sur les communes rurales et les communes périphériques et équipées, avec un indice de jeunesse atteignant 1,10 et 0,91.

› … MAIS QUI S'ACCENTUE

Entre 2013 et 2019, le vieillissement s'accentue fortement, avec **une progression notable des plus de 65 ans (+ 5,2%).** À l'inverse, on constate **une forte diminution des effectifs des 20-44 ans (- 6%)**;les autres tranches d'âge sont également en baisse.

Par ailleurs, la hausse des plus de 64 ans et la baisse des 25-54 ans, **se confirment sur quasiment l'ensemble des secteurs.**

› UN VIEILLISSEMENT DAVANTAGE MARQUÉ SUR LES TERRITOIRES URBAINS

Le vieillissement de la population est principalement marqué sur les communes périphériques et équipées.

En outre, le vieillissement de la population touche les communes rurales situées aux extrémités nord-est et nord-ouest du territoire.

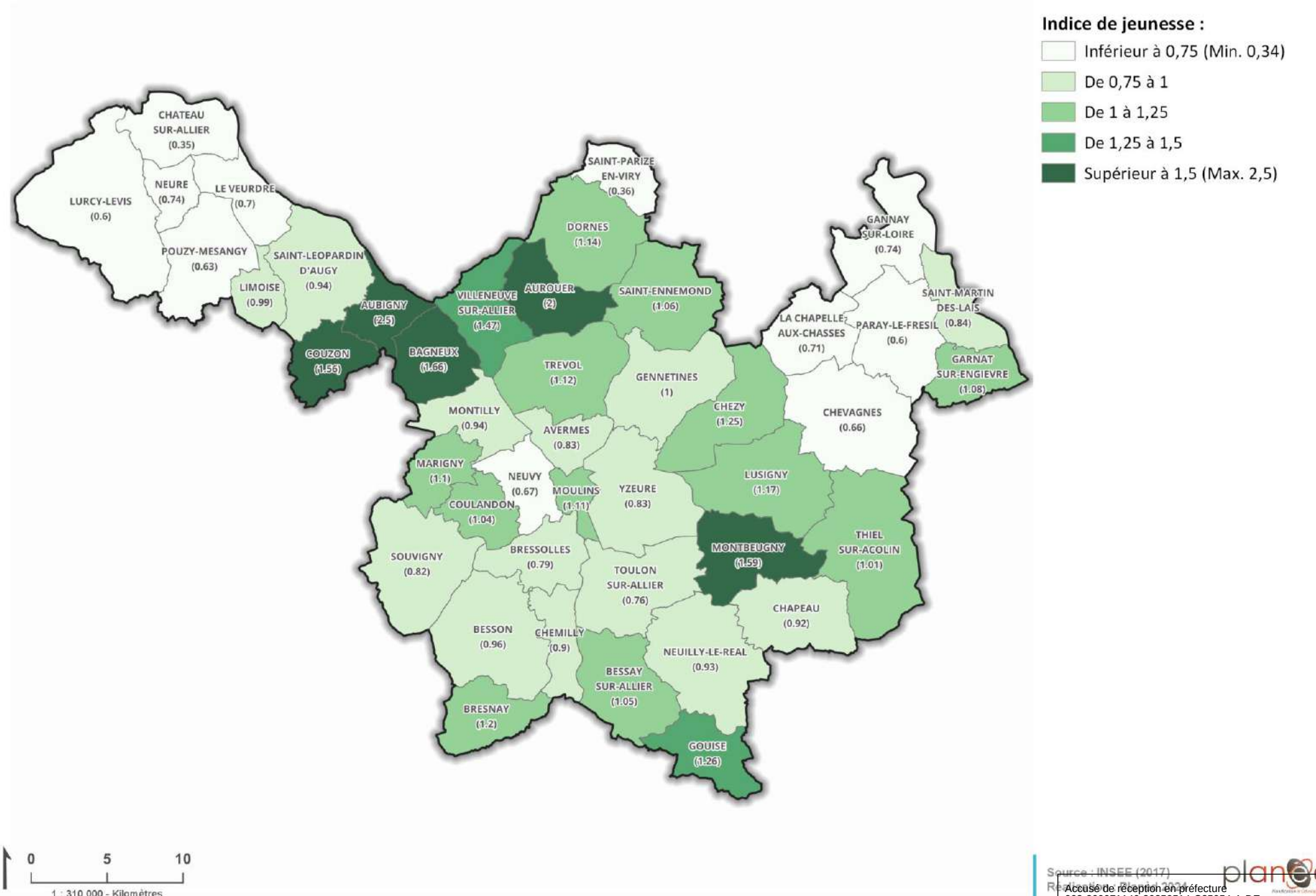
La population la plus jeune se localise quant à elle autour du noyau urbain.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 141/558

Indice de jeunesse en 2020

SCoT Moulins Communauté



Source : INSEE (2017)

Réalisation : [illegible] 2024

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 142/558

Evolution de la structure des ménages entre 2014 et 2020

Type de ménages	Nombre de ménages					
	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**30 407**	***100***	**31 193**	***100***	**31 638**	***100***
Ménages d'une personne	**11 596**	***38,1***	**12 747**	***40,9***	**13 863**	***43,8***
Hommes seuls	4 587	*15,1*	5 516	*17,7*	5 865	*18,5*
Femmes seules	7 009	*23,1*	7 230	*23,2*	7 998	*25,3*
Autres ménages sans famille	**667**	***2,2***	**483**	***1,5***	**434**	***1,4***
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**18 144**	***59,7***	**17 963**	***57,6***	**17 341**	***54,8***
Un couple sans enfant	9 116	*30*	8 870	*28,4*	8 683	*27,4*
Un couple avec enfant(s)	6 902	*22,7*	6 726	*21,6*	6 067	*19,2*
Une famille monoparentale	2 125	*7*	2 368	*7,6*	2 591	*8,2*

	2 010	2 015	2 021
Population	**63 311**	**63 488**	**62 402**
Ménages	**30 407**	**31 193**	**31 638**
Nombre de personnes / ménage	**2,082**	**2,035**	**1,972**

› UNE CROISSANCE DU NOMBRE DE MÉNAGES PORTÉE PAR LES TERRITOIRES LES PLUS URBAINS

Entre 2014 et 2020, **la croissance du nombre de ménages (+ 3%) traduit de nouveaux besoins en logements.** (1 ménage = 1 résidence principale)

La croissance du nombre de ménages concerne tous les secteurs. Le cœur urbain affiche la plus forte dynamique avec 3% de ménages supplémentaires en moyenne par an depuis 2014.

› UNE TAILLE MOYENNE DES MÉNAGES EN BAISSE, EN RAISON D'UNE FORTE CROISSANCE DU NOMBRE DE PERSONNES SEULES

Entre 2011 et 2021, **la taille moyenne des ménages baisse, passant de 2,082 à 1,972**.

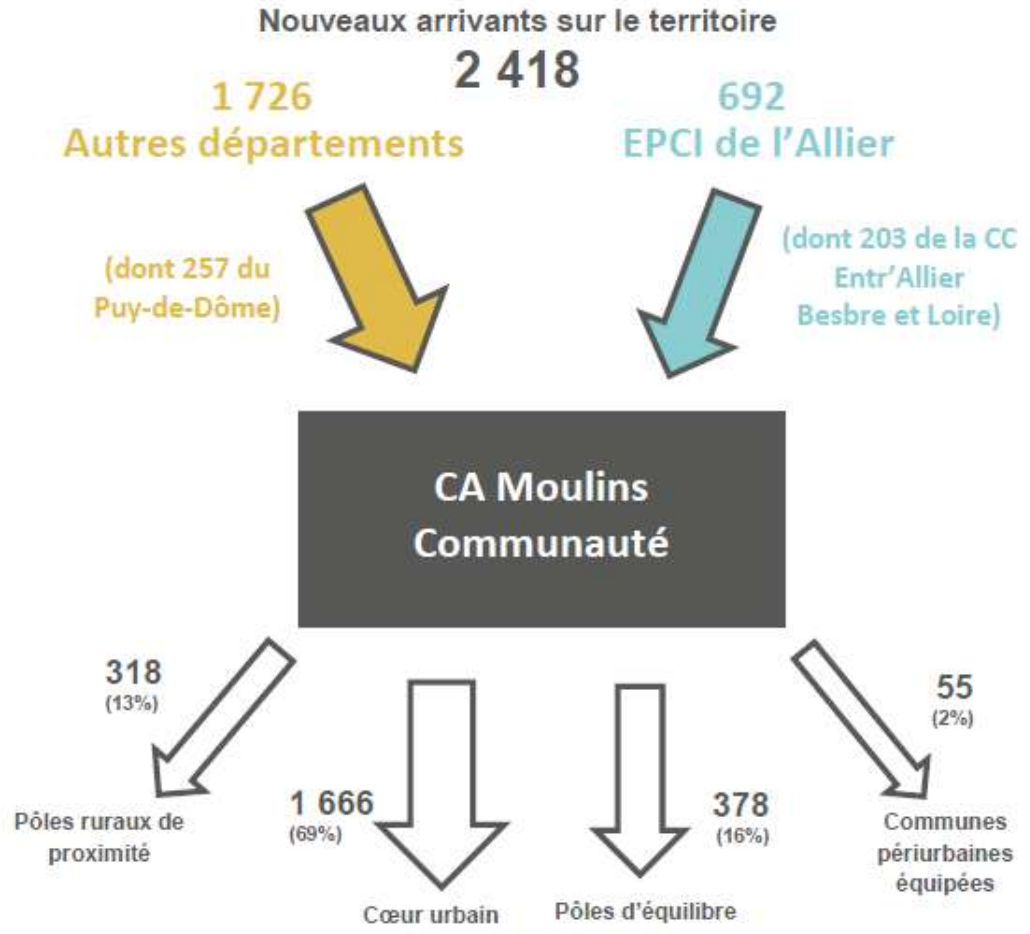
La baisse du nombre moyen d'occupants des résidences principales est notamment due à l'augmentation **du nombre de personnes vivant seules** (+ 2 270ménages en 11 ans).

A l'échelle infra communautaire, **c'est le cœur urbain qui affiche la taille moyenne la plus basse** (1,83) avec 74% de ménages sans enfant. La part des couples avec enfant(s) est la plus forte sur les communes périurbaines et les pôles ruraux de proximité, ce qui explique une taille moyenne plus élevée (respectivement 2,28 et 2,25).

Par ailleurs, l'ensemble des secteurs présente une hausse du nombre de personnes seules. On peut toutefois noter quelques nuances :

- Le cœur urbain affiche une hausse notable du nombre de familles monoparentales (+ 191).
- De même, seul le cœur urbain enregistre à la fois une baisse des couples sans enfant et des familles avec enfant(s).
- Les pôles ruraux de proximité perdent un nombre conséquent de familles avec enfant(s) [illegible]

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 143/558
Accusé de réception en préfecture
003-200071146-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Source : Insee recensement de la population 2018.

	Mobilités internes au territoire		
	Entrants originaires de la CA	Sortants vers la CA	Solde par rapport au reste de la CA
Cœur urbain	532	534	-2
Communes périurbaines équipées	186	239	- 53
Pôles d'équilibre	307	242	65
Pôles ruraux de proximité	229	239	-10

Source : Insee recensement de la population 2018.

Migrations résidentielles : les flux entrants et sortants

› UN RÔLE D'ACCUEIL AFFIRMÉ DU CŒUR URBAIN DE MOULINS COMMUNAUTÉ

Au 1er janvier 2018, 7,1% des habitants déclaraient habiter une autre commune un an auparavant, soit 4 599 individus. Parmi eux, 2 418 (53%) vivaient en dehors du périmètre communautaire, dont :

- 692 étaient originaires de l'Allier, notamment de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire (203) ;
- 1 726 d'un autre département, notamment des départements du Puy-de-Dôme (257) et de la Nièvre (200).

Quand ils arrivent sur le territoire communautaire, 69% s'orientent vers le cœur urbain. Cette surreprésentation traduit le rôle d'accueil de ce dernier.

Toutefois, celui-ci affiche **un solde légèrement négatif (-2)**, avec davantage de sortants que d'entrants originaires du territoire communautaire.

De même, **les communes périurbaines équipées et les pôles ruraux de proximité enregistrent un solde négatif**, aux dépens notamment du cœur urbain.

À l'inverse, **les communes des pôles d'équilibre affichent un solde positif**, avec des entrants le plus souvent originaires du cœur urbain de Moulins Communauté.

A l'échelle intercommunale, **on constate que les nouveaux arrivants sur le territoire se localisent le plus souvent sur les villes de Moulins et d'Yzeure** mais également sur les communes des pôles d'équilibre. Les communes de Besson et de Gennetines accueillent aussi un volume notable(entre 30 et 47 nouveaux arrivants) de nouveaux arrivants.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 144/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Catégories socio-professionnelles des ménages

	Nombre de ménages	%	Population des ménages	%
Ensemble	**31 513**	**100**	**62 515**	**100**
Agriculteurs exploitants	491	1,6	1 365	2,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 049	3,3	2 667	4,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1 849	5,9	4 296	6,9
Professions intermédiaires	4 459	14,1	10 046	16,1
Employés	5 551	17,6	12 233	19,6
Ouvriers	4 745	15,1	11 701	18,7
Retraités	11 368	36,1	17 107	27,4
Autres personnes sans activité professionnelle	2 001	6,3	3 099	5
FAM G5 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne c				

Source INSEE - 2021

› DES EMPLOYÉS, OUVRIERS ET PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES QUI REPRÉSENTENT LA MAJORITÉ DES MÉNAGES

La **part des employés (17,4%), des ouvriers (14,¨%) et des professions intermédiaires (14,3%) représentent près de la moitié des ménages mais sont en légère diminution** : **-0,4 points et -0,2 entre 2014 et 2020**.

$Les **employés** sont **plus représentés** dans le **cœur urbain** ce qui peut notamment s'expliquer par les **nombreux emplois administratifs** du fait du **statut de ville préfecture de Moulins**.

Les **cadres et professions intellectuelles** sont en **diminution de 0,3 points** même s'ils restent **peu représentatifs des ménages du territoire** (6,3% des ménages)

Les **ouvriers** connaissent une **baisse de 0,8 points entre 2014 et 2020** ce qui témoigne du **ralentissement du secteur industriel,** tendance observée à l'échelle nationale. Ils restent plus représentés dans les différents niveaux d'armatures (entre 17,5% et 16%). Leur représentation est plus faible dans les communes périphériques équipées (14,8%).

Le secteur agricole voit aussi ses effectifs diminuer passant de 1,6% en 2014 à 1,3% en 2020. Les agriculteurs exploitants sont les témoins du **caractère agricole et rural du territoire**.

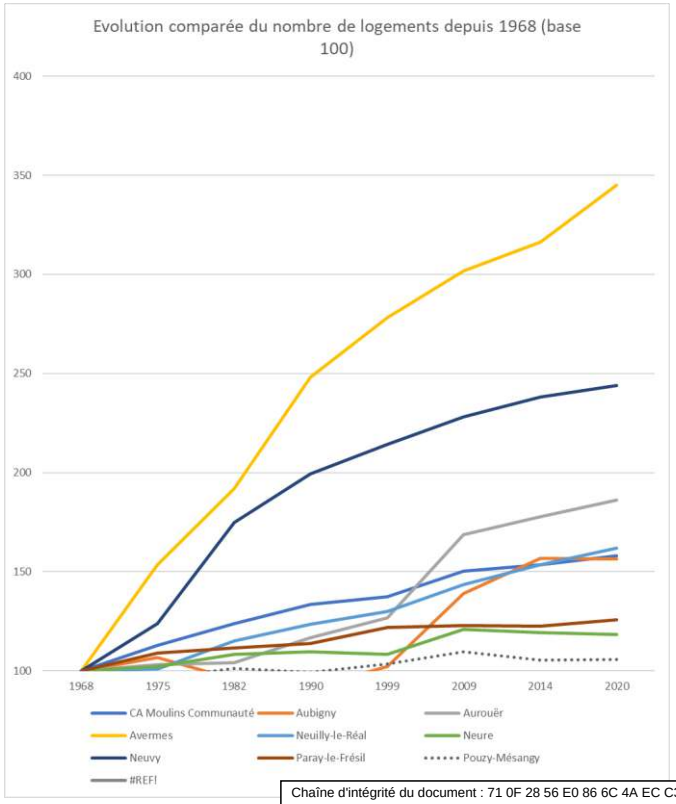
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 145/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Composition et évolution du parc de logements

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**23 393**	**26 386**	**28 991**	**31 193**	**32 139**	**35 404**	**36 312**	**37 060**
Résidences principales	20 993	23 326	25 338	27 066	28 397	30 391	31 177	31 630
Résidences secondaires et logts occas.	940	1 132	1 564	1 497	1 503	1 266	1 288	1 408
Logements vacants	1 460	1 928	2 089	2 630	2 239	3 746	3 847	4 022

(*) 1967 et 1974 pour les DOM



Communes	Croissance 2009-2020
Bressolles	17%
Toulon-sur-Allier	15%
Avermes	14%
Neuilly-le-Réal	13%
Gennetines	13%
Aubigny	13%
Thiel-sur-Acolin	12%
Aurouër	10%
Trévol	10%
...	...
Saint Parize en Viry	-1%
Saint-Martin-des-Lais	-1%
Neure	-2%
Lurcy-Lévis	-3%
Le Veurdre	-3%
Besson	-3%
Pouzy-Mésangy	-4%
Souvigny	-8%

› UNE CROISSANCE MODÉRÉE DU PARC DE LOGEMENT

Avec 37 060 unités en 2021, **le parc de logements a progressé de 4,7% sur la période 2010-2021 (0,42% / an).**

Au niveau infra communautaire, on constate de fortes disparités :

- Cœur urbain : le parc évolue à la hausse entre 2014 et 2020, avec un dynamisme modéré de la construction neuve (+0,6%).
- Communes périurbaines équipées : le parc évolue à la hausse entre 2014 et 2020, avec un dynamisme modéré de la construction neuve (+0,6%).
- Pôles d'équilibre : le parc de logements évolue très faiblement à hauteur de 0,04%. IL s'agit du niveau de l'armature urbaine qui peine le plus à tenir son rang.
- Pôles ruraux de proximité : le parc évolue à la hausse entre 2014 et 2020, avec un dynamisme modéré de la construction neuve (+0,3%).

› UNE PLUS FORTE DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION NEUVE À L'EST DU TERRITOIRE

Entre 2009 et 2020, ce sont les **communes situées au sud-est du territoire qui affichent la dynamique la plus forte en termes de construction neuve.** À l'inverse, l'indice de construction est globalement plus faible au nord-ouest.

Ce sont certaines **communes périurbaines équipées et quelques pôles ruraux de proximité qui affichent les indices de construction les plus élevés**, notamment les communes de Bressolles (17% et de Toulon (15%), **une commune du cœur urbain présentent les dynamiques de croissance les plus importants.**

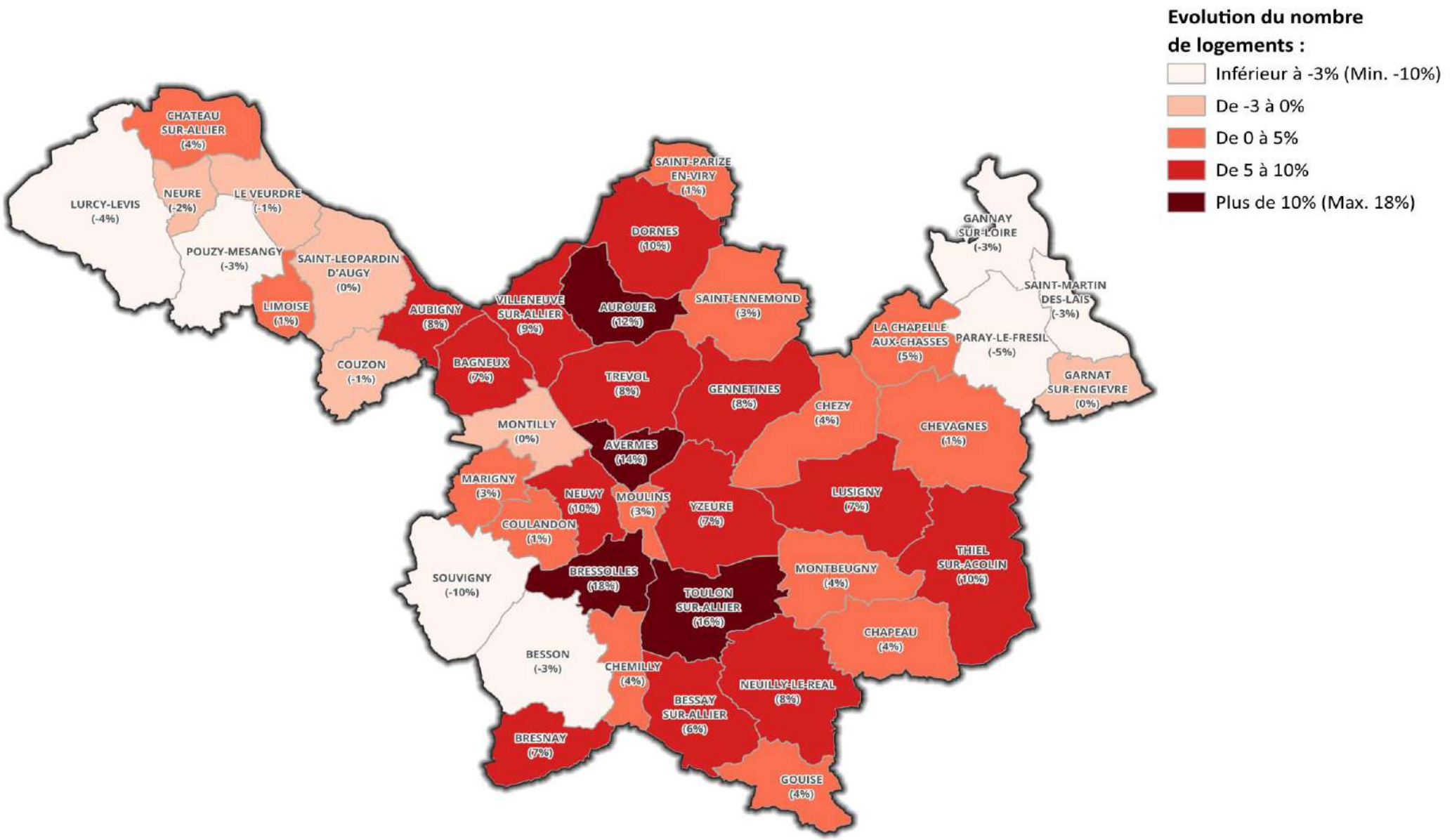
A l'inverse, **les pôles d'équilibre de Souvigny (-8%), Lurcy-Levis (-3%) et quelques communes rurales sont celles qui peinent le plus.**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 146/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Evolution du nombre de logements (2010-2021)

SCoT Moulins Communauté



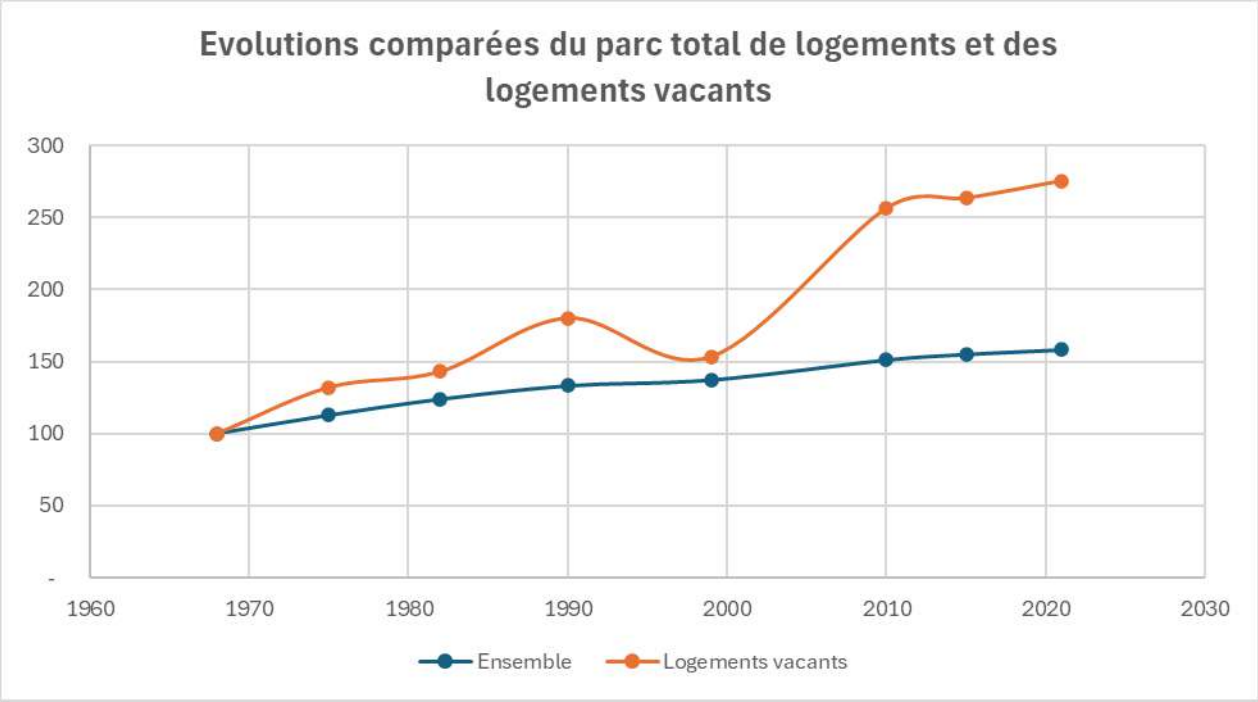
Source : INSEE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 147/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Composition et évolution du parc de logements

Catégorie de logement	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	23 393	26 386	28 991	31 193	32 139	35 404	36 312	37 060
Logements vacants	1 460	1 928	2 089	2 630	2 239	3 746	3 847	4 022
% vacant du Parc	6%	7%	7%	8%	7%	11%	11%	11%



› UNE VACANCE QUI PROGRESSE DE FAÇON SENSIBLE

Entre 2010 et 2021, **l'une des principales caractéristiques de l'évolution du parc de logements est l'augmentation d'une vacance déjà bien présente**, puisqu'on recense 4 022 logements vacants (+ 276 en11 ans), soit **un taux de 11% du parc total en 2021**, c'est-à-dire un niveau presque deux fois supérieur à celui requis pour assurer une bonne fluidité du parc (estimé à 6-7%).

Ce taux de vacance est plus élevé sur les pôles d'équilibre et pôles ruraux de proximité (12,7% et 12%).

L'augmentation de cette vacance est liée à la décroissance de la population, c'est-à-dire à une baisse de la demande en logements. Avec la poursuite d'une dynamique de construction neuve

Ainsi, entre 2010 et 2021, pour 100 logements supplémentaires, on compte 61 résidences principales, 16 résidences secondaires et 23 nouveaux logements vacants sur l'ensemble du territoire.

› UNE VACANCE DAVANTAGE MARQUÉE À L'OUEST DU TERRITOIRE

En 2017, le niveau de vacance est le plus élevé sur la partie nord-ouest du territoire, avec des taux le plus souvent supérieurs à 14%.

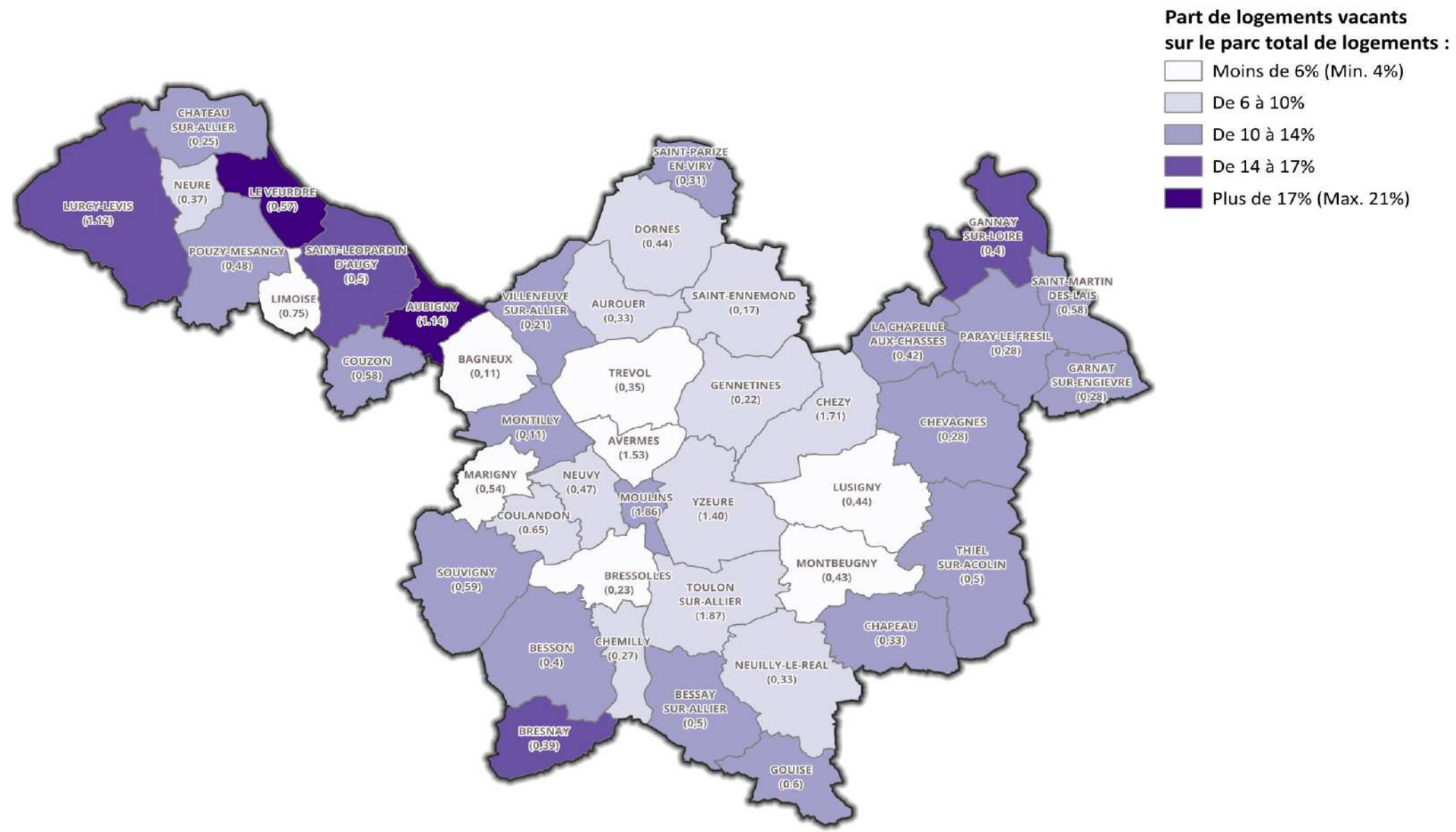
En termes de volumes, ce sont des communes du cœur urbain et des pôles d'équilibre qui affichent le plus grand nombre de logements vacants.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 148/558

Part de logements vacants en 2021

SCoT Moulins Communauté



Source : INSEE (2017)

Réalisation : Planèd 2024

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 149/558

Point mort et évolution du parc de logements entre 2010 et 2021

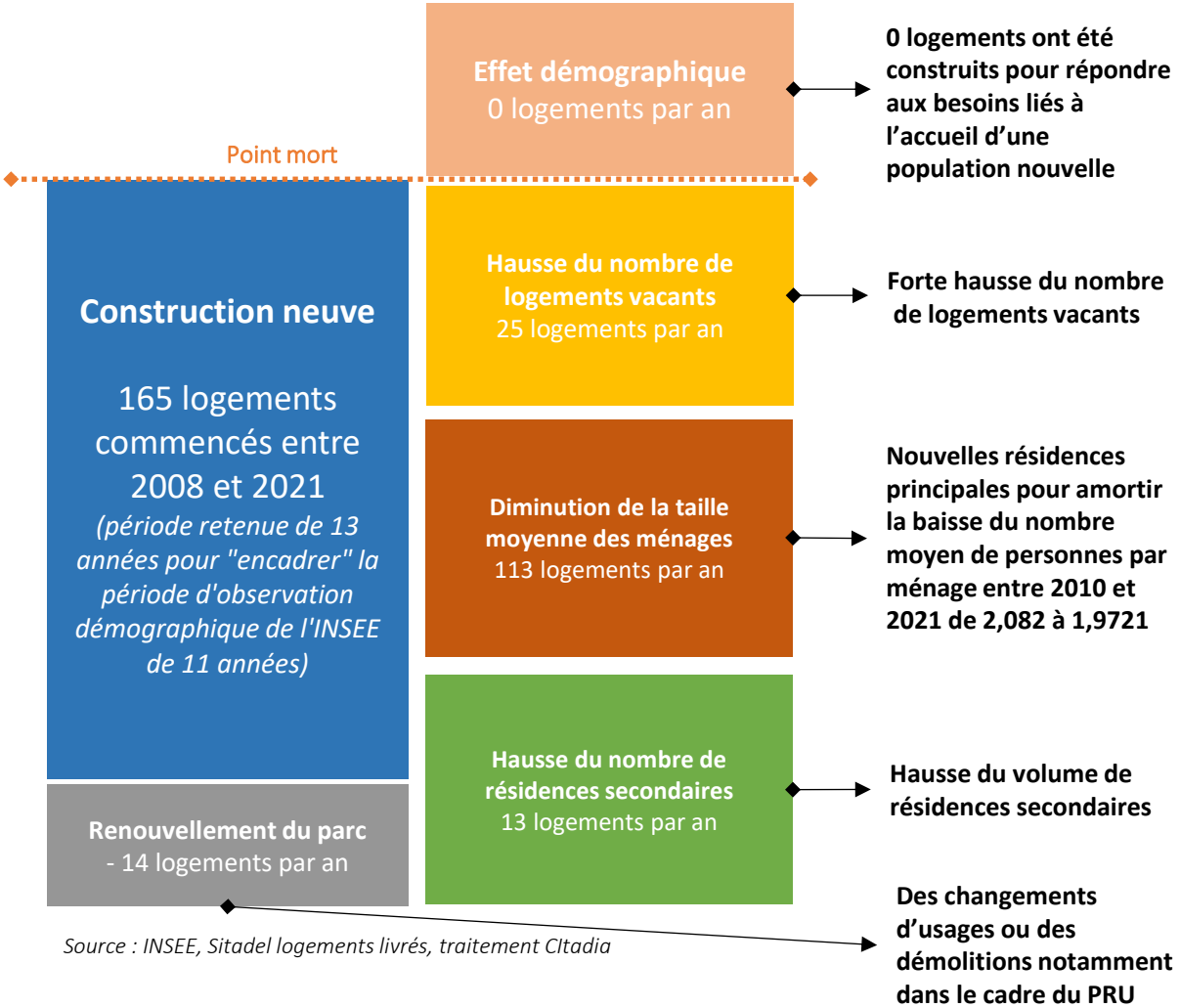
LE «POINT MORT» : DÉFINITION ET MODE DE CALCUL

La construction de logements neufs ne contribue pas seulement à la croissance de la population ; elle doit également répondre aux besoins endogènes du territoire. La somme de ces besoins est appelée « point-mort » : il s'agit du nombre de logements à construire pour permettre le maintien de la population sur une période et un territoire donné. Deux phénomènes font varier le point mort :

- **Le renouvellement du parc de logements** : Parallèlement à la construction de nouveaux logements permettant d'accueillir de nouveaux habitants, certains sont démolis, abandonnés ou affectés à une autre destination (commerces, bureaux, activité, etc.). A l'inverse, des locaux d'activités ou des cellules commerciales peuvent être transformés en logements. Le nombre de logements consommés par le phénomène de renouvellement du parc est donc évalué en calculant la différence entre le nombre de logements construits et la variation totale du parc de logements au cours d'une même période ;
- **La diminution de la taille des ménages** : sur le territoire de Moulins Communauté, le nombre moyen de personnes par ménage est en baisse. Ce phénomène de desserrement des ménages s'explique par l'émergence de nouveaux comportements sociaux et le vieillissement de la population : augmentation du nombre de divorces, de célibataires, de familles monoparentales, de décohabitations, etc.

Deux autres phénomènes font varier le nombre de logements à construire pour assurer le maintien de la population :

- **La variation de la part de logements vacants** : la question des logements vacants est souvent difficile à appréhender. En effet, un trop gros volume de logements vacants démontre la faible attractivité du parc et/ou révèle un phénomène de logements potentiellement indignes. Par ailleurs, une trop faible part de logements vacants entraine une pression sur le marché du logement qui ne permet pas un « turn-over » suffisant et entraine généralement une augmentation des valeurs foncières et immobilières ;
- **La variation de la part de résidences secondaires ou de logements occasionnels :** la part des résidences secondaires et des logements occasionnels constitue le dernier phénomène qui fait varier le point mort, au même titre que les logements vacants. Plus cette part est importante, plus le territoire est considéré comme attractif d'un point de vue touristique, ou voit sa population augmenter en haute saison.



Source : INSEE, Sitadel logements livrés, traitement CItadia

La totalité des 165 logements construits ont uniquement permis de prendre en compte une partie du desserrement.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 150/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dynamique et caractéristiques du parc de logements occupés

Définition
*Un **taux de vacance** est dit « structurel » lorsqu'il est situé autour de 5-6%, permettant de fluidifier le marché sans pour autant avoir d'impact sur le tissu résidentiel.*

2021
Résidences principales : 85,3%
Résidences secondaires : 3,8%
Logements vacants : 10,8%

	2010		2015		2021			
Statut d'occupation	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)
Ensemble	**30 391**	**100**	**31 177**	**100**	**31 630**	**100**	**62 381**	**16,9**
Propriétaire	17 496	57,6	18 258	58,6	18 855	59,6	39 881	22,3
Locataire	12 168	40	12 253	39,3	12 122	38,3	21 297	8,7
dont d'un logement HLM loué vide	*4 204*	*13,8*	*4 611*	*14,8*	*4 444*	*14,1*	*8 596*	*10,9*
Logé gratuitement	728	2,4	666	2,1	653	2,1	1 203	12,8

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

État de suroccupation	2010	2015	2021
Suroccupé	1,7	1,6	1,8
Non suroccupé	98,3	98,4	98,2

UNE CROISSANCE DU NOMBRE DE MÉNAGES PRINCIPALEMENT PORTÉE PAR LE PARC OCCUPÉ EN PROPRIÉTÉ

Pour rappel, le parc de logements se compose de 36 939 unités en 2020, dont 85,3% de résidences principales.

Entre 2010 et 2021, le parc de résidences principales progresse de 4,1%. Cette augmentation reste la plus forte sur les communes du cœur urbain, qui sont traditionnellement des lieux d'accession à la propriété, ainsi que sur les communes périurbaines équipées.

La dynamique des parcs locatifs est également positive:

- Le nombre de logements du Parc social est en hausse entre 2013 et 2021 (+ 624 unités), et cette progression est portée principalement par les communes du Cœur urbain (Moulins 182 unités, Avermes 361 unités et Yzeure 80 unités).
- Le parc locatif privé augmente également, exclusivement sur le cœur urbain.

UNE PROGRESSION DU PARC OCCUPÉE DU PARC OCCUPÉE EN PROPRIÉTÉ PORTÉE PAR LE CŒUR URBAIN …

Entre 2010 et 2021, le parc occupé en propriété progresse de 0,63% en moyenne par an.

Cette dynamique soutenue est portée par le cœur urbain et les communes périurbaines équipées, avec des taux d'évolution supérieurs à la moyenne régionale. Les taux de croissance sont également non négligeables sur le reste du territoire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 151/558

Dynamique et caractéristiques du parc de logements occupés

	Maison	Appartement	TOTAL
TOTAL	**21 596**	**9 547**	**31 143**
	69%	**31%**	
Avant 1919	4 372	1 212	5 584
De 1919 à 1945	2 572	854	3 426
De 1946 à 1970	3 530	2 363	5 893
De 1971 à 1990	6 142	3 812	9 954
De 1991 à 2005	2 637	759	3 396
De 2006 à 2018	2 343	547	2 890

Nombre de pièces	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**30 391**	**100**	**31 177**	**100**	**31 630**	**100**
1 pièce	968	3,2	1 091	3,5	1 133	3,6
2 pièces	2 997	9,9	3 209	10,3	3 384	10,7
3 pièces	6 905	22,7	6 378	20,5	6 205	19,6
4 pièces	8 793	28,9	8 948	28,7	8 776	27,7
5 pièces ou plus	10 727	35,3	11 551	37,1	12 131	38,4

Caractéristiques	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**30 391**	**100**	**31 177**	**100**	**31 630**	**100**
Salle de bain avec baignoire ou douche	*29 613*	*97,4*	*30 223*	*97*	*30 651*	*97*
Chauffage central collectif	*4 570*	*15*	*4 661*	*15*	*4 883*	*15*
Chauffage central individuel	*14 813*	*48,7*	*14 337*	*46*	*14 482*	*46*
Chauffage individuel "tout électrique"	*6 255*	*20,6*	*6 919*	*22*	*7 165*	*23*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

… SUR LE SEGMENT DES GRANDES MAISONS INDIVIDUELLES

En 2021, le parc est composé de 69% de maisons et de 31% d'appartements.

Le parc occupé en propriété est constitué à plus de 90% de maisons individuelles, dont plus de la moitié de type 5 et plus. C'est d'ailleurs ce segment qui porte la croissance relevée sur le territoire, avec notamment une hausse de 688 unités entre 2012 et 2017 (soit + 8%).

PRESQUE 50% DES LOGEMENTS DATENT D'AVANT LE DÉBUT DES ANNÉES 70

48% des maisons et 46% des appartements datent d'avant le début des années 70. En revanche la part des maisons construites avant 1919 sont plus nombreuses (20%) que celle des appartements (13%). C'est la même chose après 1991 (23% du parc des maisons) et 14% du parc des appartements)

UNE PART DE PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS PLUS ÉLEVÉE SUR LES COMMUNES PÉRIPHÉRIQUES

En 2017, **le parc occupé en propriété représente 59% des résidences principales**, soit un niveau inférieur à celui relevé sur l'ensemble des Communautés d'agglomération (61%) et du département (64%).

Ce taux atteint les 84% sur les communes périurbaines, contre 76% pour les pôles ruraux de proximité et 73% pour les pôles d'équilibre.

Concernant le cœur urbain, qui affiche le taux le plus faible (47%), on constate de fortes disparités : 34% des ménages de la ville de Moulins sont propriétaires occupants, tandis que c'est près du double pour les villes de Yzeure et Avermes.

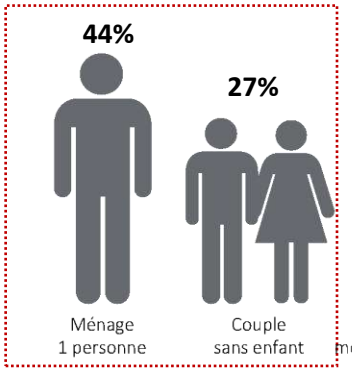
Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 152/558

2020
Part des ménages de 2 personnes maximum : 68%
Part des logements de 3 pièces maximum : 34%

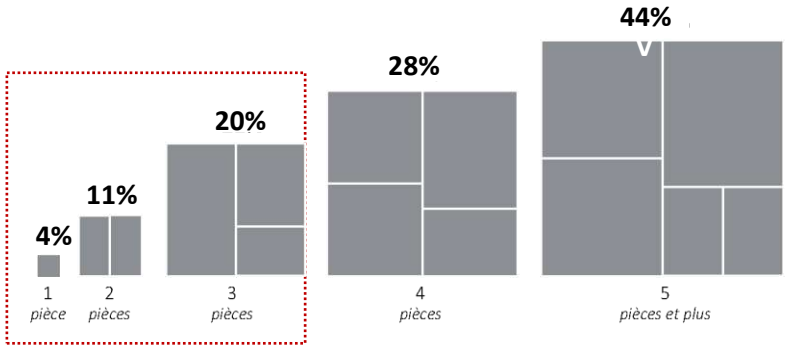
Taille des logements v/s composition des ménages

68% des ménages sont composés de maximum 2 personnes en 2013 (contre 68% en 2008)



Moulins Communauté

34% des logements sont composés de 3 pièces maximum en 2013 (contre 36% en 2008)



Source : INSEE 2008, 2013, 2021

UN PARC DE LOGEMENTS DE PETITE TAILLE LIMITÉ AU REGARD DES BESOINS POTENTIELS DES MÉNAGES

Pour rappel, la taille des ménages, de 2,08 en 2013, est en baisse depuis les années 1980. Leurs compositions, stable depuis 2008, met en avant l'**importance de la part des ménages de 2 personnes maximum (68% en 2013, 71% en 2021).** Ces derniers sont plus représentés dans le Cœur urbain: 72% dont 45% de ménages unipersonnels (contre 39% à l'échelle du SCoT).

Parallèlement, le parc de logements se caractérise par une **part très élevé des grands logements** (**4 pièces et plus**) soit **72% des résidences principales**. De plus, les **logements de petites tailles** sont **en hausse** sur la période récente (2010-2021).

Les grands logements sont beaucoup **plus représentés** dans les territoires ruraux ce qui s'explique par l'importance du logement individuel : **Pôles ruraux de proximité (80%)** et les **Pôles d'équilibres (82%).**

Il existe donc une **discordance** entre la **part élevée des ménages de petite taille (71% de 1 à 2 personnes, 80% en comptant les familles monoparentales)** et **celle des petits logements (35% en 2021)**. Le Cœur urbain dispose du parc de logements le plus équilibré avec 41% de petits logements. Il propose donc une offre de logements diversifiée même s'il présente la part des ménages de petite taille la plus élevée (72%). La même comparaison sur les autres secteurs fait apparaitre un décalage entre logements de petite taille et ménages unipersonnels.

Les logements de petites tailles risquent donc d'être soumis à des tensions sur les marchés immobiliers dans un contexte où les logements individuels continuent à représenter la majorité de la construction (58%).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 153/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Note méthodologique

Le revenu par unité de consommation est un indicateur qui permet de mesurer le niveau de vie des ménages de taille et de composition différentes. Le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unité de consommation (UC) avec un système de pondération où le premier adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 UC et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC.

Indicateur sur les ménages fiscaux en 2021	Moulins Communauté	Dpt Allier	Région AURA
Nombre de ménages fiscaux	30 072	160 041	3 482 887
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	61 552	323 481	7 701 272
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	22 190	21 500	23 800
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	49	45	54

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Définition

*Le **revenu médian disponible** est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activités, indemnités de chômage, retraites et pensions, revenus fonciers, les revenus financiers et les prestations sociales reçues. Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux.*

Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal	Moulins Communauté	Dpt Allier	Région AURA
Ensemble	**14,6**	**16,2**	13,3
Moins de 30 ans	22,4	24,8	20,5
De 30 à 39 ans	18,3	20,5	14,8
De 40 à 49 ans	17	18,3	14,9
De 50 à 59 ans	14,2	16,1	12,6
De 60 à 74 ans	10,4	12,2	10,1
75 ans ou plus	10,4	12,2	9,9

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Décomposition des revenus sur l'année 2021 (en %)	Moulins Communauté	Dpt Allier	Région AURA
Ensemble	**100**	**100**	**100**
Revenus d'activité	**63,6**	**61,5**	**75,2**
dont salaires et traitements	55,9	53,2	67,4
dont indemnités de chômage	2,1	2,5	2,9
dont revenus des activités non salariées	5,6	5,8	4,9
Pensions, retraites et rentes	**35,5**	**37,3**	**27**
Revenus du patrimoine et autres revenus	**8,5**	**8,4**	**9,4**
Ensemble des prestations sociales	**6,4**	**6,5**	**4,7**
dont prestations familiales	1,9	1,8	1,8
dont minima sociaux	3,2	3,4	2
dont prestations logement	1,3	1,3	0,9
Impôts	**–14,0**	**–13,7**	**-16,3**

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Caractéristiques socio-économiques de la population

UN NIVEAU DE VIE DANS LA MOYENNE DÉPARTEMENTALE, MAIS PLUS ÉLEVÉ AUTOUR DE LA VILLE DE MOULINS

En 2018, les niveaux de vie des ménages sur la CA Moulins Communauté sont **supérieurs à la médiane départementale**, et supérieurs à ceux relevés sur les Communautés d'agglomération de Vichy et de Montluçon. Ces niveaux de vie restent toutefois **inférieurs à ceux** relevés à l'échelle régionale et nationale.

A l'échelle infra communautaire, on note toutefois que **les niveaux de vie les plus élevés se situent quasi exclusivement autour de la ville de Moulins, sur les communes fortement polarisées**. Les communes les plus éloignées **affichent les niveaux de vie médians les plus bas**.

UN NIVEAU DE PRÉCARITÉ INFÉRIEUR À LA MOYENNE DÉPARTEMENTALE

En 2021, le **taux de pauvreté est modéré sur la CA Moulins Communauté (14,6%),** avec un niveau inférieur à la moyenne départementale (16,2%), mais supérieur à la moyenne régionale (13,3%).

UNE COMPOSITION DES REVENUS DANS LA LOGIQUE DE CE QUI PRÉCÈDE

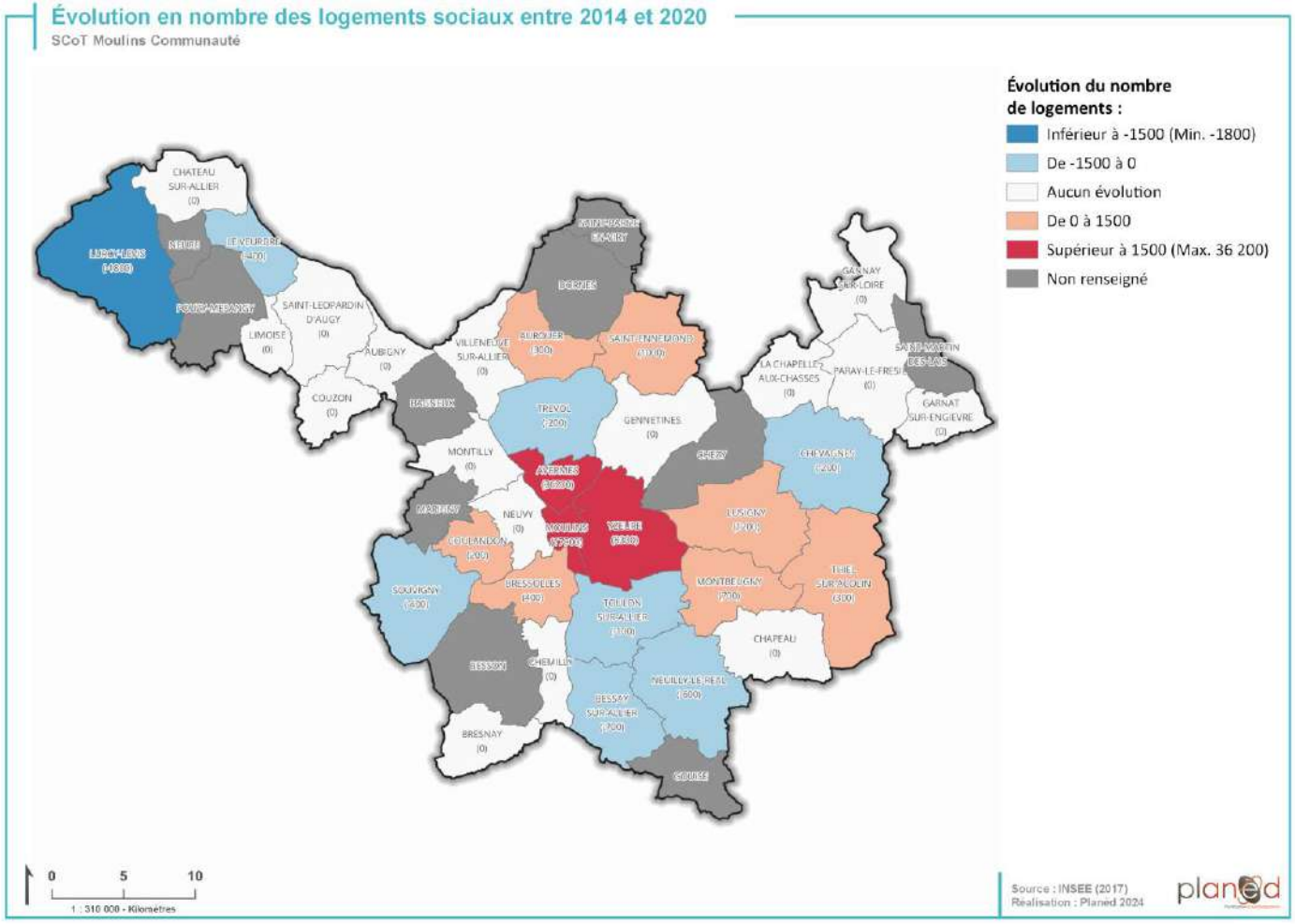
En 2021, la part des revenus d'activités est de 83;9%, supérieurs à la part départementale (61,5%) mais inférieurs à la part régionale (75,2%)

Même chose dans une moindre mesure pour la part des prestations sociales et inversement pour l'impact des impôts.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 154/558

Etat du logement social



› UN NOMBRE DE LOCATAIRES HLM QUI AUGMENTE ENTRE 2016 ET 2020 ET UNE VACANCE EN HAUSSE

Au 1er janvier 2020, le parc locatif social se compose de 855 logements conventionnés appartenant à des collectivités locales, de 503 logements conventionnés privés et de 4 976 logements conventionnés HLM, dont 4 920 proposés à la location. Au total, **le parc locatif social constitue 20% des résidences principales, soit un niveau supérieur à celui relevé sur l'ensemble des Communautés d'agglomération et du département**. C'est davantage sur le cœur urbain (28%), qui regroupe par ailleurs plus de 80% du parc locatif social.

Parmi le parc HLM proposé à la location, **4 502 logements sont occupés, soit 38 unités supplémentaires depuis 2016**, alors que l'on constatait une forte hausse entre 2012 et 2016 (+ 863 unités). Ils se composent aux 3/4 de logements collectifs, le plus souvent de type 3 (42%) ou de type 4 (26%). Les maisons individuelles, situées principalement sur le cœur urbain, sont constituées à 60% de T4 et à 23% de T3.

La vacance HLM est en forte hausse entre 2016 et 2020 sur le territoire communautaire passant de 5,6% en 2016 à 8,5% en 2020. Elle est plus marquée sur le cœur urbain (8,9%) et les pôles d'équilibre (6,2%). **En individuel, mais surtout en collectif, ce sont les logements de type 4 qui sont les plus concernés par la vacance.**

› UN PARC SOCIAL DAVANTAGE PRÉSENT SUR LE CŒUR URBAIN

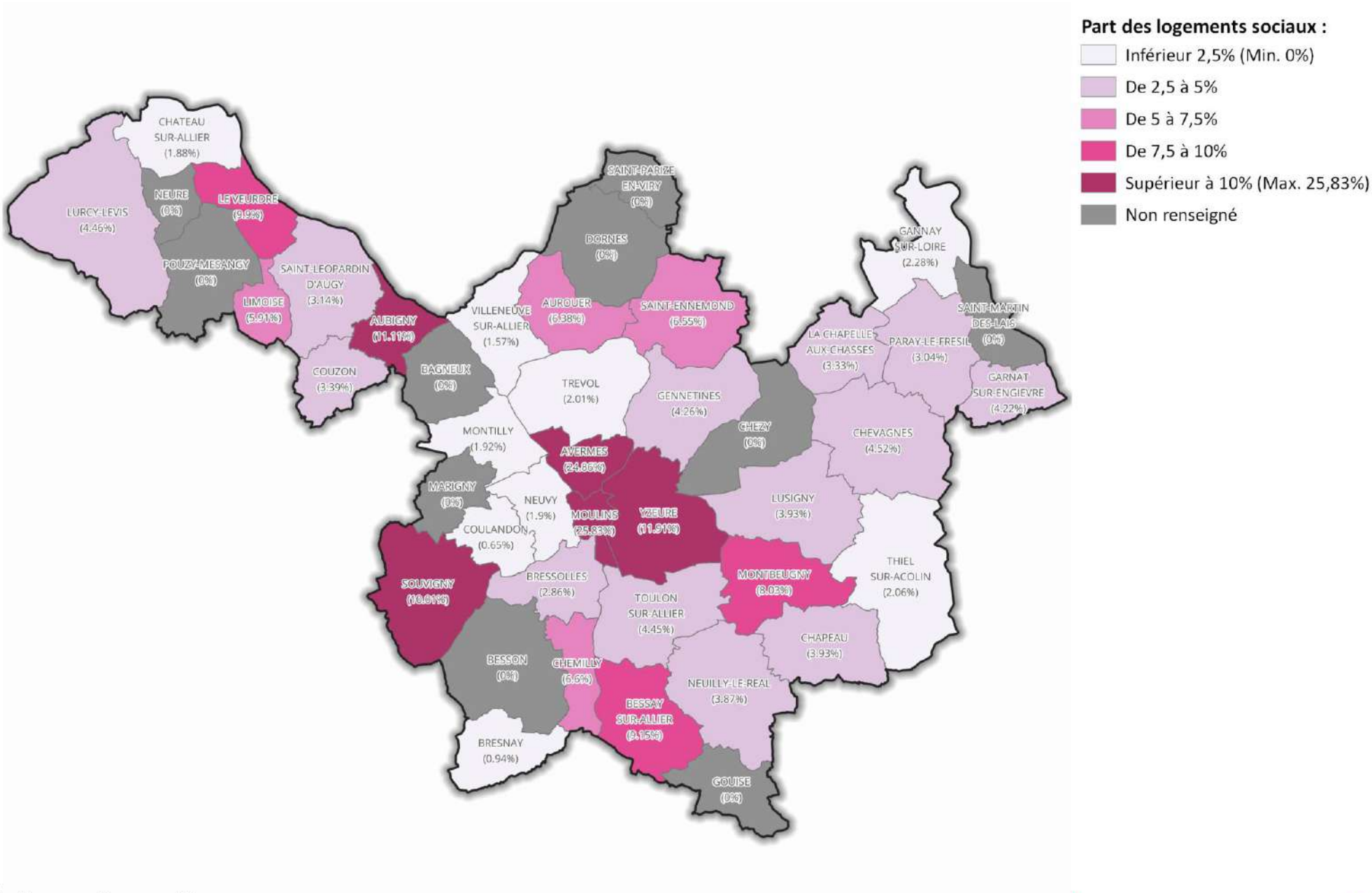
En 2020, le parc social (conventionné HLM, privé et communal) est le plus présent sur les villes de Moulins, d'Aubigny, ainsi que sur les communes d'Avermes, de Souvigny et du Veurdre, avec des taux supérieurs à 14%.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Part des logements sociaux 2020

SCoT Moulins Communauté



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 156/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Le Plan Local de l'Habitat

Le PLH (Plan Local de l'Habitat) pour la période 2013-2018 a été adopté le 15 mai 2014.
Il est actuellement en cours de révision pour une application sur la période 2025-2030.



Les ambitions du Plan Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018, adopté par délibération en 2014, s'inscrit dans la définition d'un projet de développement global et partagé à l'échelle de la communauté d'agglomération.

C'est un document de planification et de mise en œuvre de la politique du logement et de l'habitat sur une période de 6 ans.

Le PLH s'organise autour de 3 axes déclinés en plusieurs orientations :

Axe 1 : Répondre aux besoins en logement en repensant le mode de développement

- Orientation 1 : répondre aux besoins en logement
- Orientation 2 : maîtriser la ressource foncière et l'étalement urbain
- Orientation3 : prendre en compte les besoins spécifiques

Axe 2 : Améliorer l'attractivité du parc existant

- Orientation 4 : rendre plus attractifs le parc existant et les quartiers centraux en améliorant la qualité du parc
- Orientation 5 : améliorer l'attractivité du parc social 5

Axe 3 : Assurer le suivi et la mise en oeuvre du PLH

Cette stratégie se décline dans un plan de 6 actions :

- Action 1 : Adapter les documents d'urbanisme
- Action 2 : Mettre en place une structure de pilotage opérationnel du PLH
- Action 3 : Mettre en place un programme d'intervention sur le parc privé
- Action 4 : Etudier les besoins d'amélioration du parc locatif social et des quartiers d'habitat social
- Action 5 : Mettre en place un guichet unique sur le logement
- Action 6 : Pérenniser et adapter l'observatoire de l'Habitat

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 157/558

Domaines	Sous-Domaines INSEE	Libellé Sous-domaines	Dénombrement des équipements		
Services pour les particuliers	A1	Services publics	70	982	2416
	A2	Services généraux	60		
	A3	Services automobiles	112		
	A4	Artisanat du bâtiment	342		
	A5	Autres services	398		
Commerces	B1	Grandes surfaces	19	398	
	B2	Commerces alimentaires	135		
	B3	Commerces spécialisés non-alimentaires	244		
Enseignement	C1	Enseignement du premier degré	62	120	
	C2	Enseignement du second degré - premier cycle	7		
	C3	Enseignement du second degré - second cycle	9		
	C4	Enseignement supérieur non-universitaire	4		
	C5	Enseignement supérieur universitaire	3		
	C6	Formation continue	11		
	C7	Autres services de l'éducation	24		
Santé et action sociale	D1	Etablissements et services de santé	35	575	
	D2	Fonctions médicales et paramédicales (à titre libéral)	341		
	D3	Autres établissements et services à caractère sanitaire	44		
	D4	Action sociale pour personnes âgées	30		
	D5	Action sociale pour enfants en bas-âge	73		
	D6	Action sociale pour handicapés	30		
	D7	Autres services d'action sociale	22		
Transports et déplacements	E1	Infrastructures de transports	0	0	
Sports, loisirs et culture	F1	Equipements sportifs	238	311	
	F2	Equipements de loisirs	21		
	F3	Equipements culturels et socioculturels	52		
Tourisme	G1	Tourisme	30	30	

Source – BPE 2023

Définition

*La **BPE de l'INSEE** fournit le niveau d'équipements d'un territoire par une classification en 5 catégories : services aux particuliers, commerces, enseignement, santé, sport, culture et loisirs, transports et déplacements. De plus, elle attribue à chaque équipement un niveau : de proximité, intermédiaire ou supérieur. Par exemples :*

- *Le bureau de poste est un service aux particuliers de proximité ;*
- *Le collège est un équipement d'enseignement intermédiaire ;*
- *Les urgences sont un équipement de santé supérieur.*

Niveau d'équipements

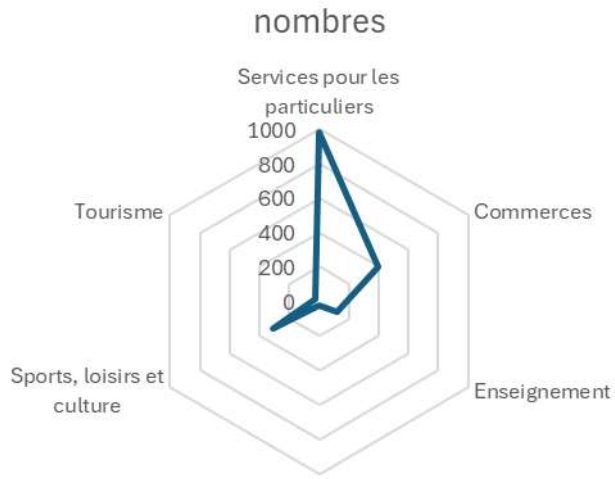
UN TERRITOIRE GLOBALEMENT BIEN POURVU EN ÉQUIPEMENTS DE SERVICES MALGRÉ DE FORTES DISPARITÉS

En 2019, selon la base permanente des équipements (BPE), **le territoire dispose de 2 416 équipements et services**, dont 67% de proximité, 25% d'intermédiaires et 9% de supérieurs.

Les villes de Moulins et d'Yzeure sont logiquement les plus équipées, de même que l'ensemble des pôles d'équilibre (près de 300). **On constate que 14 communes ont moins de 5 équipements et services.**

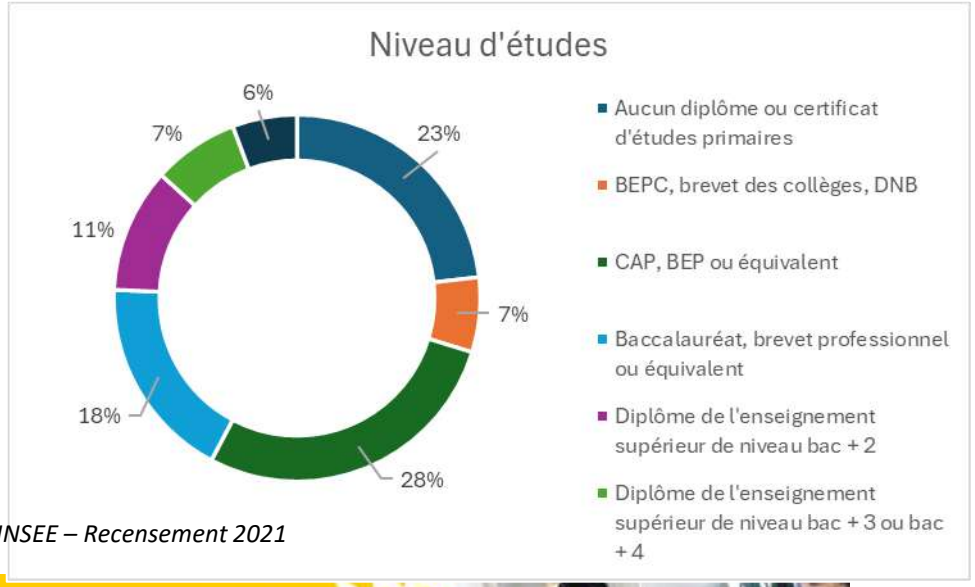
Malgré tout, **la quasi-totalité des communes, à l'exception de celles de Château-sur-Allier, Le Veurdre et Neure, se situent à moins de 15 minutes en moyenne des services**, soit 99% de la population de l'EPCI.

Pour les temps d'accès inférieurs à 10 minutes, la disparité est plus sensible, avec 80% de la population se situant sous ce seuil, notamment sur les communes localisées au sud-ouest du territoire ou à proximité des polarités du territoire.



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 158/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



INSEE – Recensement 2021



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 159/558

Offre en enseignement supérieur

UN PÔLE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU RAYONNEMENT LOCAL

Le territoire possède une population disposant d'un niveau de formation supérieur de 3 points à celui du département de l'Allier. Moulins Communauté compte plus de 900 étudiants qui sont répartis sur **9 pôles d'étude pour 32 formations** :

- Commerce, gestion et entreprenariat
- Développement économique et territorial
- Logistique
- Enseignement / Education ;
- Technique / Electrotechnique
- Santé – Social ;
- Numérique
- Design – Métiers d'Art

Ce sont **principalement des formations courtes** de niveau Bac+2 comme des DUT ou BTS. Il existe également plusieurs masters et classes préparatoires.

DES INITIATIVES POUR DÉVELOPPER LE PARC DE LOGEMENTS ÉTUDIANTS

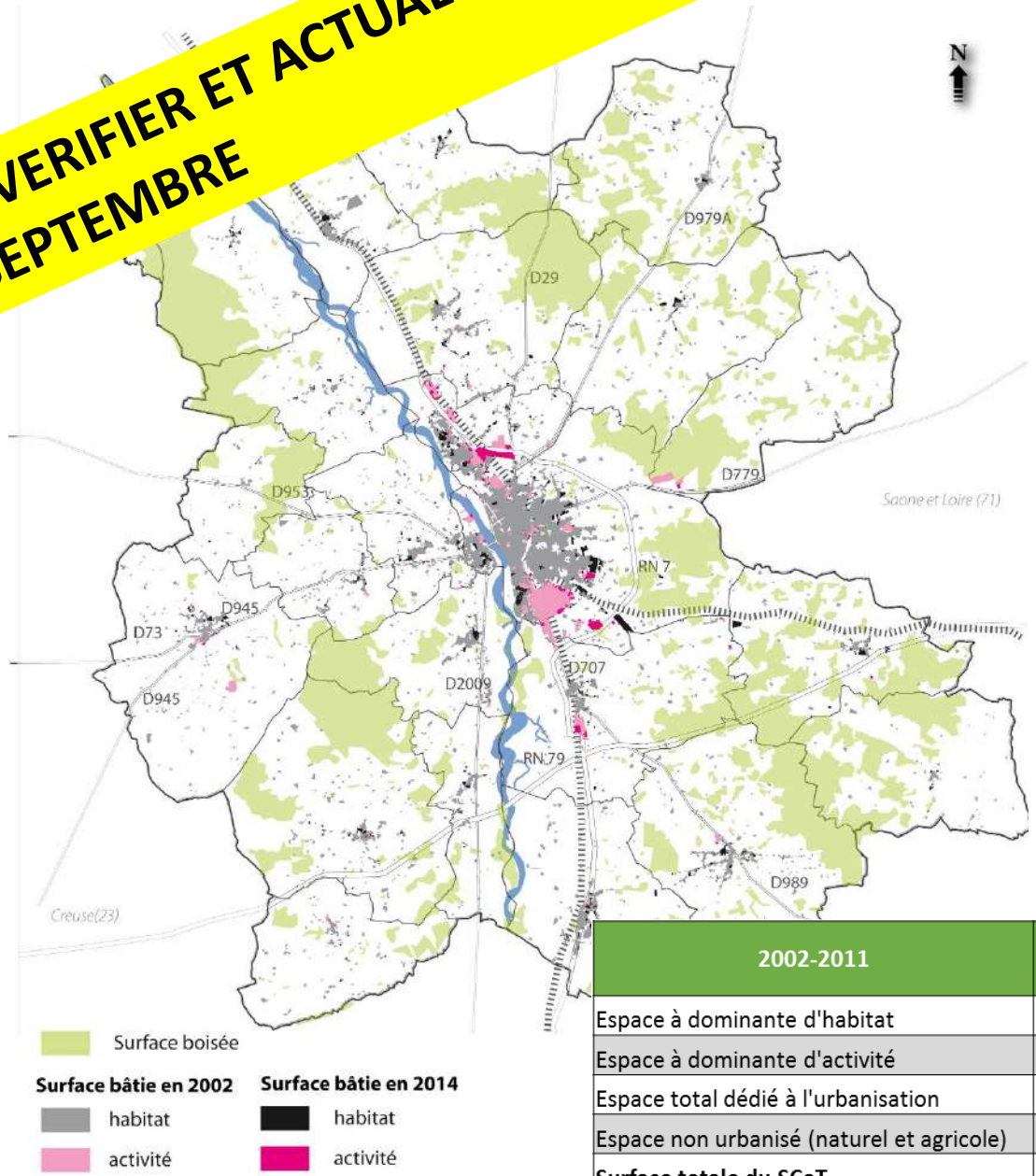
Le territoire offre plusieurs possibilités d'hébergement spécifique pour les étudiants :

- La **résidence ANIMA** à Moulins : hébergements adaptés pour les 18-30 ans, soit 20 chambres individuelles et 70 studios, proposant des prestations telles qu'un restaurant self service, une laverie, un espace multimédia, une cuisine pédagogique, etc.
- La **résidence Intergénérationnelle « Bon Pasteur » à Moulins** : 34 logements étudiants et jeunes actifs soit des studios de 24 m² avec une laverie, salle informatique, parkings à voitures et vélos, etc. En 2017, une autre résidence doit être construite sur ce même site dédiée aux personnes âgées. L'objectif est de proposer des activités communes aux jeunes et aux séniors.
- La résidence de l'Etoile (22 logements)
- FJT (chambres, studips et F2, en accueil courte ouongue durée pour les 16-25 ans)
- Le parc de logements sociaux de Moulins Habitat : parc de logement social représenté sur l'agglomération moulinoise auquel peuvent prétendre les étudiants.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

A VERIFIER ET ACTUALISER EN SEPTEMBRE

Consommation d’espace



Le SCoT de Moulins Communauté couvre une **superficie de 75 904,15 ha**. En 2002, 3,7 % du territoire était urbanisé, soit 2 812,32 ha. En 2014, ce chiffre est de 4,2 %, pour 3184,67 ha, soit **une urbanisation de 372,35 ha en 12 ans ou environ 31 ha urbanisés chaque année**.

En 2002, 91,4 % des surfaces urbanisées l’étaient par de l’habitat (comprenant les équipements) contre 8,6% par des constructions à vocation d’activité. En 2014, ce rapport est de 87,4 % pour l’habitat et 12,6 % pour l’activité.

On note donc **une augmentation de la part de l’activité** sur le territoire, qui gagne environ 160 ha de territoire. Cependant, cette **augmentation est à plus de 90% due au développement de l’activité sur le centre urbain** qui gagne environ 150 ha d’activité.

En dehors du centre urbain, les surfaces à vocation d’activité évoluent peu, globalement de l’ordre de moins d’un hectare supplémentaire sur la période 2002-2014, à l’exception de l’une ou l’autre communes qui gagnent de l’ordre de 2 ha.

Dans le même temps, les surfaces à vocation d’habitat et d’équipements ont également augmenté, gagnant environ 213 ha. C’est à nouveau **le centre urbain qui se développe le plus, avec environ 80 ha supplémentaires pour l’habitat**.

2002-2011	ha	ha/an	%	2002 (ha)	2002 (%)	2014 (ha)	2014 (%)
Espace à dominante d'habitat	212,78	17,73	7,65%	2570,20	3,39%	2782,98	3,67%
Espace à dominante d'activité	159,57	13,30	39,72%	242,12	0,32%	401,69	0,53%
Espace total dédié à l'urbanisation	372,35	31,03	11,69%	2812,32	3,71%	3184,67	4,20%
Espace non urbanisé (naturel et agricole)	-372,35	-31,03	-0,51%	73091,83	96,29%	72719,48	95,80%
Surface totale du SCoT	**75904,15**	**75904,15**		**75904,15**	**100,00%**	**75904,15**	**100,00%**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 160/558

CONSTATS

POPULATION

- Un territoire qui perd des habitants à un faible rythme en raison d'un apport migratoire en baisse et d'un déficit naturel qui se creuse ;
- Une croissance du nombre de ménages portée par les territoires les plus urbains ;
- Un rôle d'accueil affirmé du cœur urbain ;
- Un vieillissement moins marqué que sur le reste du département, mais qui s'accentue avec une forte progression du nombre de personnes âgés de 65 ans et plus ;
- Une taille moyenne des ménages en baisse, en raison d'une forte croissance du nombre de personnes seules ;
- Un niveau de vie dans la moyenne départementale, mais plus élevé autour de la ville de Moulins ;
- Un niveau de précarité inférieur à la moyenne départementale et nationale ;

LOGEMENTS

- Des propriétaires occupants davantage éligibles aux aides de l'ANAH sur les pôles d'équilibre, mais une plus forte éligibilité au logement social sur la ville de Moulins ;
- Une croissance modérée du parc de logements mais une plus forte dynamique de la construction neuve à l'est du territoire ;
- Une vacance en recul, mais qui demeure élevée ;
- Une vacance qui se concentre dans le parc ancien et qui est davantage présente à l'ouest du territoire ;
- Une croissance du nombre de ménages principalement portée par le parc occupé en propriété ;
- Une progression du parc occupé en propriété portée par le cœur urbain sur le segment des grandes maisons individuelles ;
- Un parc locatif privé en légère progression entre 2014 et 2020 ;
- Une baisse de la demande portée par le type 3 ;
- Un nombre de locataires HLMM qui augmente entre 2016 et 2020 et une recrudescence de la vacance ;
- Une ancienneté marquée des logements, notamment dans le parc locatif privé ;
- Une vulnérabilité énergétique des ménages relativement contenue sur le territoire ;
- Un taux de situations potentiellement indignes important dans le parc locatif privé ;
- Une part importante de copropriétés potentiellement fragiles ;

ENJEUX

POPULATION

- **Le maintien et le renforcement de la dynamique démographique pour permettre la réalisation de l'ambition économique dans une logique d'équilibre entre le développement du cœur d'agglomération, le renforcement des pôles secondaires, l'accueil de nouvelles populations dans les villages équipés et le maintien démographique dans les villages.**

LOGEMENTS

- **Le renforcement et la diversification du parc de logement afin de répondre aux trajectoires résidentielles tout en mobilisant des capacités d'accession afin d'attirer ou de fixer des primo-accédants et les jeunes actifs, tout en :**
  - **adaptant la taille des logements à la celle des ménages (jeunes, actifs et personnes âgées)**
  - **remobilisant les logements vacants comme outil de densification urbaine**
  - **rééquilibrant le parc de logement social en diversifiant sa typologie (logement de petite taille) et de sa localisation, notamment sur les communes d'Avermes et Yzeure (rattrapages)**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 161/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

ÉQUIPEMENTS

- Un territoire globalement bien pourvu en équipements et services, malgré de fortes disparités ;
- Une répartition déséquilibrée de l'implantation des équipements qui contraint un rabattement important sur le cœur urbain;
- Une offre de santé au rayonnement départemental ;
- Une offre en enseignement supérieur offrant des formations diverses ;
- Une offre en enseignement supérieur concentrée sur Moulin, soumise à un environnement concurrentiel (CA de Nevers et de Vichy) qui ne participe pas à l'attractivité de l'ensemble du territoire. ;

CONSOMMATION D'ESPACE

- Une urbanisation de 372,35 ha en 12 ans ou environ 31 ha urbanisés chaque année sur la période 2002-2011 pour atteindre 4,2% de la superficie du territoire ;
- une augmentation de la part de l'activité sur le territoire urbanisé (12,6% en 2011 contre 8,6% en 2002, qui gagne environ 160 ha de territoire. Cependant, cette augmentation est à plus de 90% due au développement de l'activité sur le centre urbain
- Une augmentation de 213 ha des surfaces urbanisées à destination de l'habitat, essentiellement dans le centre urbain avec 80 ha.

ENJEUX

ÉQUIPEMENTS

- le maillage des équipements à l'échelle du SCoT avec une hiérarchisation selon l'armature urbaine, avec un, accent mis sur le renforcement des services à la personne notamment des personnes âgées

- Le renforcement de l'offre en enseignement supérieur comme moteur de l'attractivité du territoire ;

CONSOMMATION D'ESPACE

- La diversification des formes urbaines afin de produire des logements moins consommateurs d'espace ;

- La densification des zones d'activités et la reconquête des friches à prioriser face à la mobilisation de terres agricoles ou naturelles.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 162/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

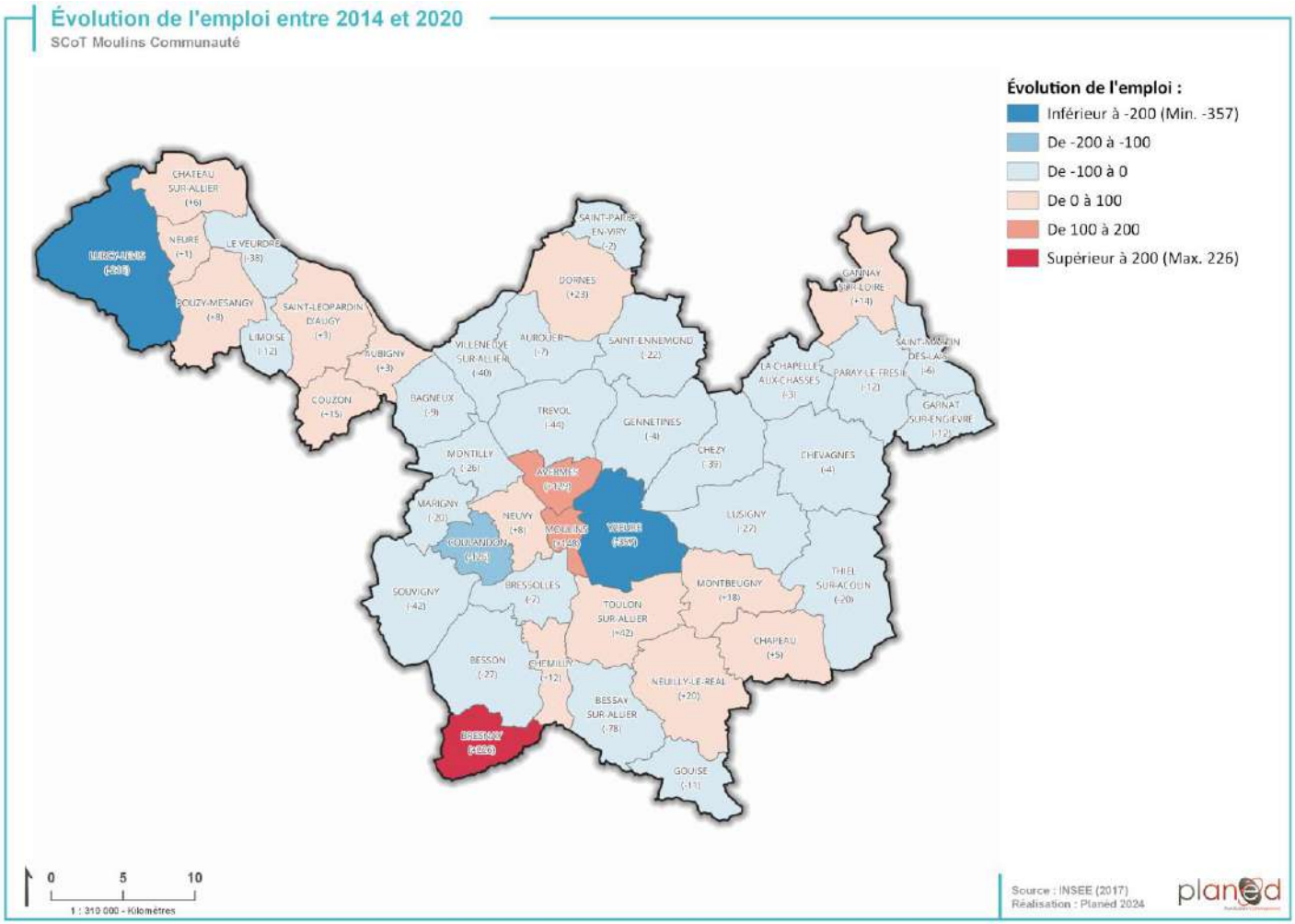


2 Développement économique et dynamique commerciale

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Emplois au lieu de travail



UNE BAISSE DU NOMBRE D'EMPLOIS …

En 2020, la population active représente 74% des 15-64 ans, soit un niveau légèrement supérieur à l'ensemble des Communautés d'agglomération et à l'Allier. Ce taux d'activité est toutefois plus important en moyenne sur la région Auvergne-Rhône-Alpes (75%), au même titre que la part d'étudiants (11%).

Chez les nouveaux arrivants, la population active est davantage représentée (79%), bien que la part d'actifs occupés soit moins importante.

Parmi la population active, **les effectifs des actifs occupés sont en baisse entre 2014 et 2020 (- 2,5%), comme le nombre d'emplois au lieu de travail (- 2,3%).** Une corrélation logique, même si tous les actifs occupés vivant sur le périmètre communautaire ne travaillent pas nécessairement sur place.

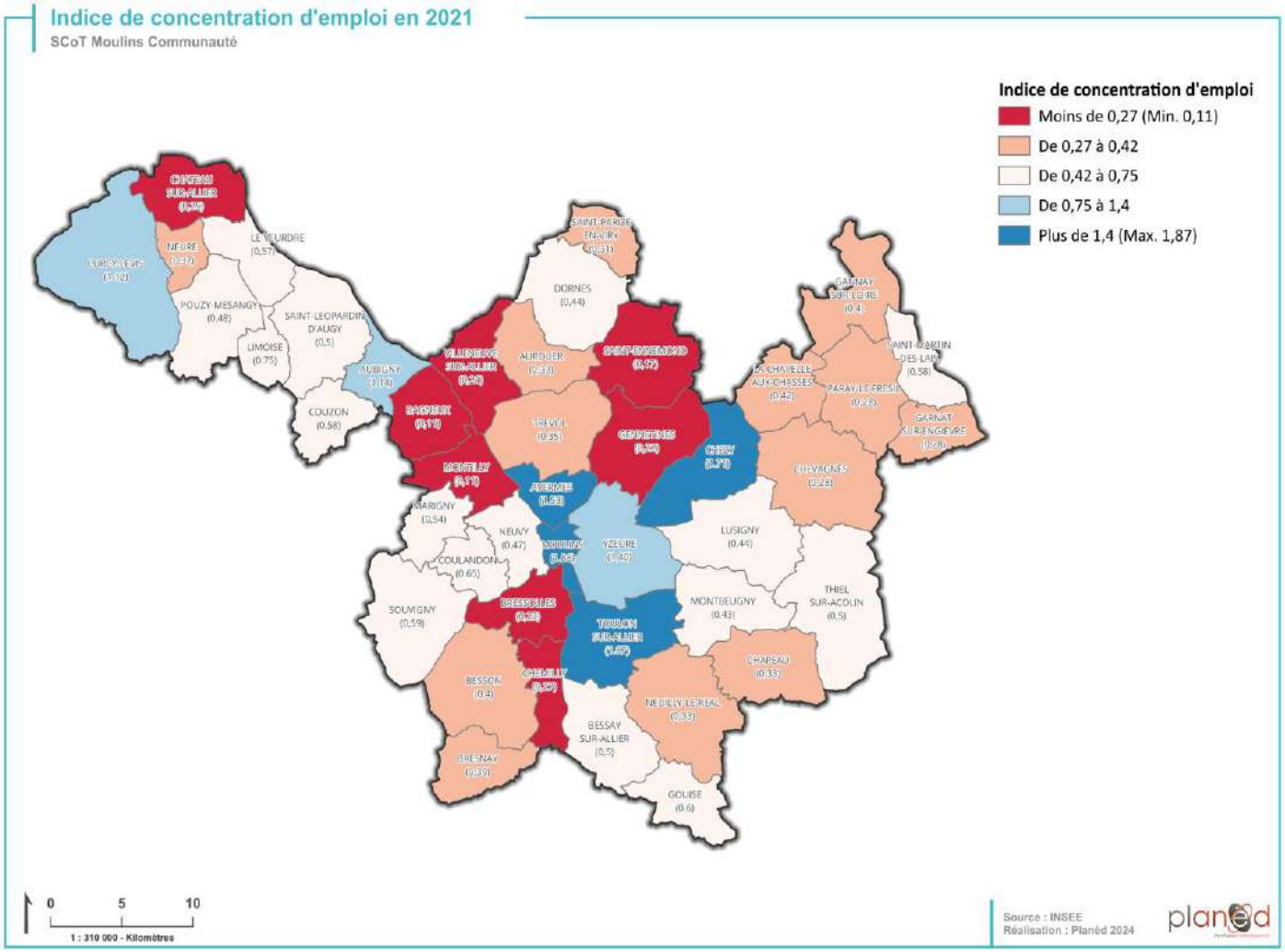
… ET UNE HAUSSE DU TAUX DE CHÔMAGE, MAIS QUI RESTE INFÉRIEUR À LA MOYENNE DÉPARTEMENTALE

À l'inverse, le nombre de chômeurs, au sens du recensement, progresse de + 2,4%. Le taux de chômage passe ainsi de 12,1% en 2014 à 12,6% en 2020, un niveau qui reste inférieur à l'Allier (13,7%) mais supérieur à la région AURA (11,5%).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 164/558

• Emplois au lieu de travail



UN SECTEUR INDUSTRIEL EN PERTE DE VITESSE

En 2020, **l'industrie représente 8,5% des emplois, contre 12% au niveau national**, et enregistre une baisse du nombre d'emplois depuis 2014 (- 0,7%). À l'inverse, le secteur tertiaire est surreprésenté sur le territoire (81%), comparé au niveau national (79%).

Ainsi, **les employés (33%) et les professions intermédiaires (26%) sont les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sur le territoire.**

Par ailleurs, le taux de salariés ayant une situation stable (CDI, fonction publique) est de 85%, soit un niveau légèrement supérieur au département (84%) et à la région AURA (84%). **Cette plus grande stabilité permet potentiellement un accès plus aisé au crédit** pour les salariés souhaitant accéder à la propriété.

UNE CENTAINE D'ENTREPRISES DE 50 SALARIÉS OU PLUS

Le territoire représente 2 066 emplois salariés en 2018, soit 20% des emplois salariés du département (pour 19% de la population).

Ainsi, 5% des établissements comptent 50 salariés ou plus, soit un niveau supérieur à la moyenne relevée sur l'ensemble des Communautés d'agglomération (4%) et du département (3%). À noter également, le poids important de l'industrie sur le territoire (8 établissements de 50 salariés ou plus exercent leur activité dans l'industrie). Cela se traduit par la **présence d'entreprises d'envergure** comme le groupe Bourrat, Bosh et Manitowoc Crane qui emploient chacun plus 300 salariés sur le cœur urbain.

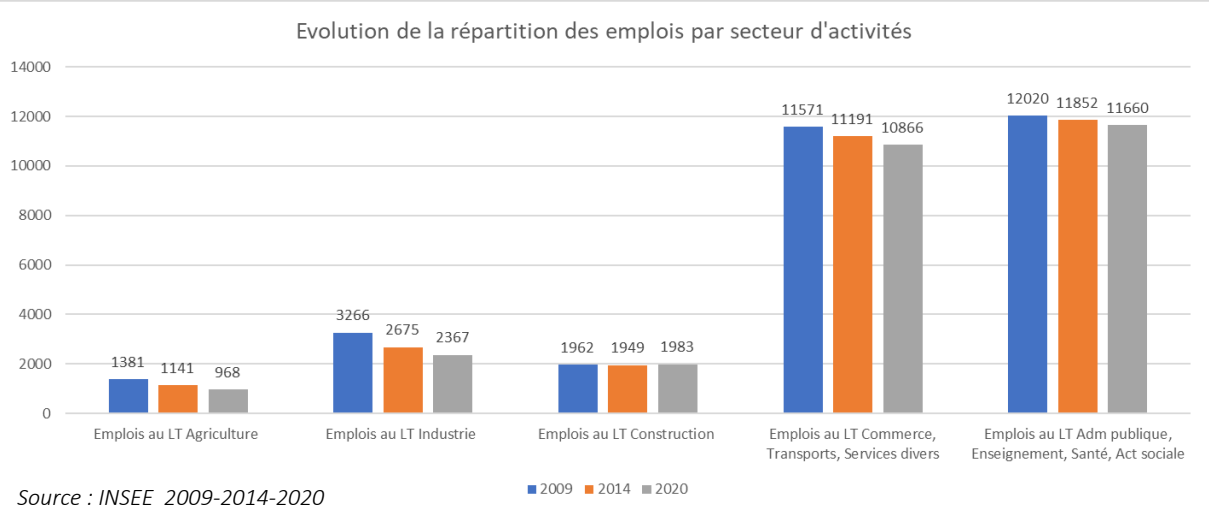
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 165/558

Structuration de l'emploi

Définition
*Les **activités présentielles** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant à la satisfaction des besoins de personnes présentent dans la zone (résidents et touristes).*

En 2014
Agriculture : 4% - Industrie 9%
Construction 7% - Commerces et services : 39%
Adm publique, enseignement, etc : 41%



Source : INSEE 2009-2014-2020



Source : INSEE 2009-2014-2020)

L'évolution de la répartition des actifs par catégories socioprofessionnelles fait écho à l'évolution de la structuration des emplois du territoire de Moulins Communauté.

DES EMPLOIS ADMINISTRATIFS TRÈS REPRÉSENTÉS PORTÉS NOTAMMENT PAR LA PRÉFECTURE À MOULINS

Le **secteur tertiaire,** comprenant les commerces et services et l'administration, l'enseignement, la santé et l'action sociale, représentent **81% des emplois**, soit 22 526 emplois. Les emplois administratifs sont plus représentés (84%) dans le Cœur tertiaires).

L'INDUSTRIE ET LES COMMERCES/SERVICES : DES SECTEURS EN SITUATION DE FRAGILITÉ

Deux secteurs sont principalement touchés par les pertes d'emplois :

- **898 emplois industriels** ont été **supprimés, entre 2009 et 2020.** La part des emplois industriels est inférieure de 3 à 8 points aux territoires de comparaison. Par contre, ils sont plutôt bien représentés dans les **communes périphériques équipées et les pôles d'équilibre** ;
- **704 emplois** (2009-2020) ont été supprimés dans le secteur **du commerce, des services et du transport, malgré une augmentation de 3 points de leur part entre 1999 et 2013**. Ils sont les plus représentés dans les **secteurs urbains** (Cœur d'agglomération et les pôles secondaires), lieu de la dynamique commerciale.

Moulins Communauté présente une **majorité d'emplois présentiels** ce qui s'explique notamment par l'importance du secteur du commerce, des transports et des services divers au sein du tissu économique).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 166/558

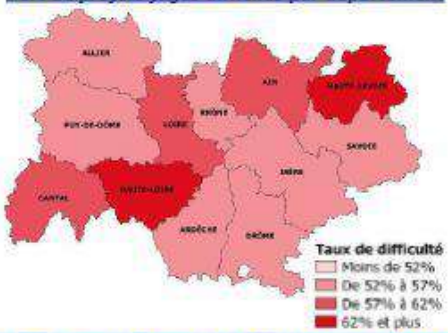
Extraits de l'Enquête recrutement – Département de l'Allier - 2024

Répartition par secteur d'activité



Les difficultés de recrutement

Part de projets jugés difficiles par département



Par secteur d'activité — *Département de l'Allier*



Les métiers difficiles à pourvoir

Métiers classés par taux de difficulté décroissant	Projets 2024	dont difficiles	% difficiles DT	% difficiles Région	% saisonniers
Conducteurs routiers	120	120	100%	61%	8%
Couvreurs	210	200	97%	93%	0%
Ouvriers, techniciens et agents de maîtrise en traitement du cuir	110	80	77%	46%	0%
Ouvriers qualifiés des industries agro-alimentaires	130	100	76%	73%	0%
Ouvriers de la maintenance générale et mécanique	110	90	75%	72%	0%
Aides à domicile et auxiliaires de vie	340	260	75%	80%	16%
Ouvriers mécaniciens de véhicules	190	140	73%	71%	4%
Maçons qualifiés	140	100	67%	74%	0%
Aides-soignants	210	140	66%	74%	17%
Agriculteurs	270	160	59%	45%	61%

Lecture: Conducteurs routiers est le métier qui présente le plus de projets jugés difficiles sur le territoire. 100% des projets de recrutement de ce métier sont jugés difficiles sur le territoire contre 61% au niveau régional. Par ailleurs, 8% des projets de ce métier dans ce territoire sont liés à une activité saisonnière.

Source : France Travail – Enquête de main d'œuvre - 2024 département de l'Allier

Offre d'emplois

UNE DIFFICULTES DE RECRUTEMENT POUR LES EMPLOYEURS

Les offres d'emploi recensées sur la Communauté d'Agglomération en 2012 représentent **près du quart des offres du Département de l'Allier,** et sont principalement des emplois à caractère permanent. 53% des projets de recrutement sont jugés difficiles par les employeurs, ce qui contraste avec la situation de 2013-2015 ou >92% des emplois trouvaient preneurs.



des projets ne sont pas liés à une activité saisonnière



des projets sont jugés difficiles à réaliser par les employeurs

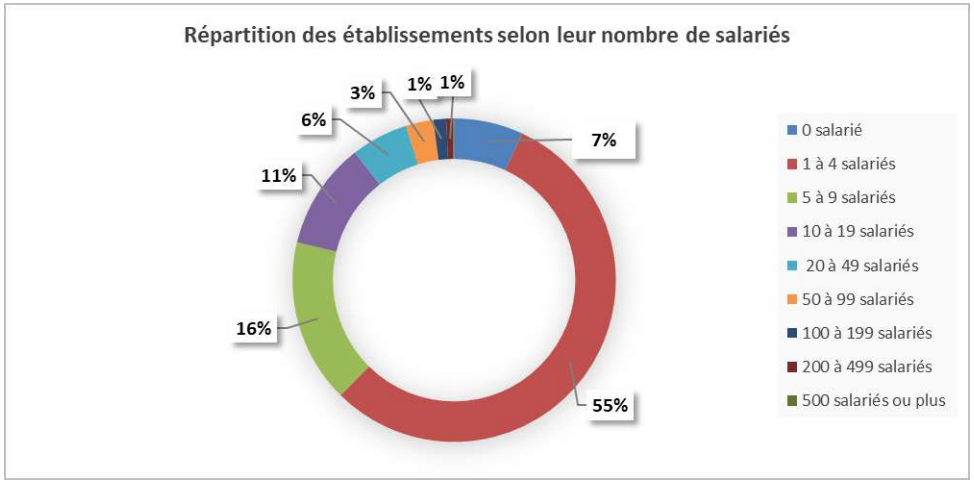


des établissements envisagent de recruter

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 167/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Tissu entrepreneurial



Source : INSEE 2023

Part des entreprises par activités

	Nombre	%
Ensemble	4111	100
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	297	7,2
Construction	403	9,8
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1224	29,8
Information et communication	68	1,7
Activités financières et d'assurance	182	4,4
Activités immobilières	297	7,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	556	13,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	658	16
Autres activités de services	426	10,4

Source : INSEE – Démographie des entreprises 2024

UN TISSU DYNAMIQUE PORTÉ PAR DE PETITES ENTREPRISES

L'économie du territoire se caractérise par un **tissu de très petites entreprises (TPE)** : en effet, **62% des établissements ont 0 ou 1 salarié**. Cette tendance est similaire à celle retrouvée à l'échelle des territoires de comparaison. Même si le tissu entrepreneurial est structuré par des TPE, ce sont quelques grandes entreprises qui concentrent la masse salariale : **un peu plus de 65% des salariés au sein des établissements de plus de 50 salariés**.

UN TISSU INDUSTRIEL STRUCTURÉ AUTOUR DE FILIÈRES SPÉCIFIQUES

Le tissu économique du SCoT est principalement caractérisé par la présence de secteurs d'activités traditionnelles qui ont accompagné le développement économique du territoire :

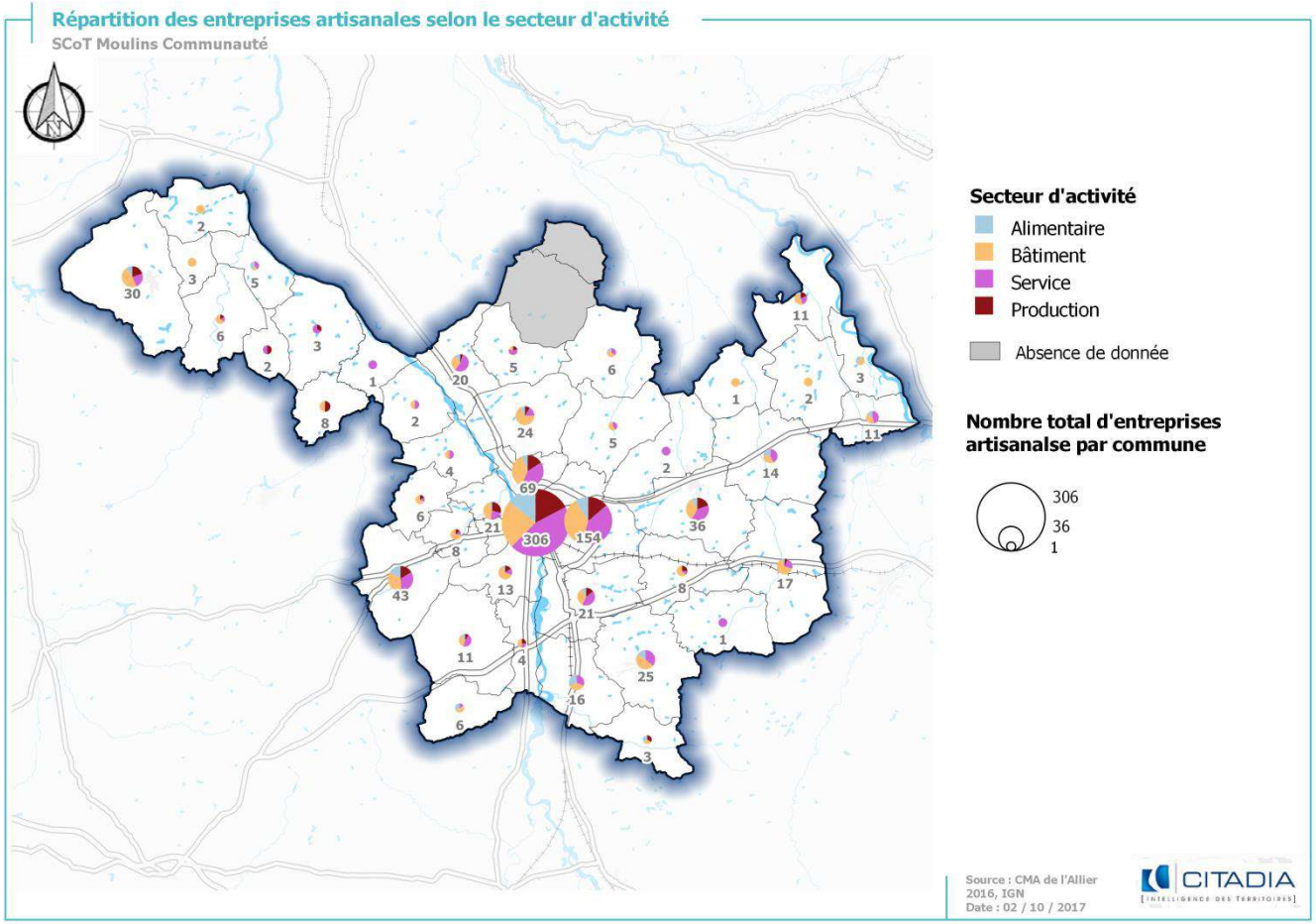
- La **filière de la mécanique avancée, de la mécatronique et de la plasturgie** est un secteur historique de l'économie de l'Allier. L'agglomération de Montluçon concentre la majorité des établissements spécialisés dans cette filière, l'agglomération de Moulins reste dynamique dans ce secteur ;
- Moulins Communauté s'est positionné dans la **filière des transports et de la logistique** grâce à sa proximité avec la RN7 et la RCEA, et sa plateforme Logiparc. Son positionnement sur la filière logistique s'inscrit par ailleurs dans le cadre de la stratégie économique portée à l'échelle régionale ;
- La **filière de l'agroalimentaire** de l'agglomération de Moulins s'appuie sur une agriculture diversifiée et de qualité.
- L'**activité artisanale** est le support de développement de **métiers de l'art et de la création**. Plusieurs entreprises prestigieuses (Pouenat Ferronnier, De Roberty et Depcker, …) transmettent leur savoir-faire dans le cadre de collaborations avec le Lycée Jean Monnet.

Les secteurs les plus représentés sont ceux de la mécanique avancée et du transport/logistique.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 168/558

Entreprises artisanales

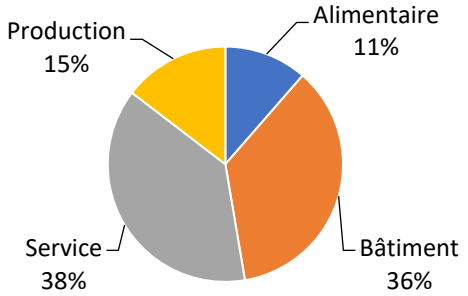


UN PARC D'ENTREPRISES RELATIVEMENT STABLE

Le secteur de l'artisanat représente **938 entreprises en 2016, soit 4% de plus qu'en 2015 (+38 entreprises).** Ce sont les **secteurs du service et du bâtiment** qui caractérise la grande majorité de l'artisanat (74%). Ils sont également très représentés dans la création d'entreprises. Aucun domaine d'activités n'a vu son parc d'entreprises diminuer.

Tous les secteurs de l'armature urbaine ont connu une légère hausse du nombre d'entreprises artisanales. Cependant, la répartition est très hétérogène puisque **le Coeur urbain concentre près de 60% des entreprises**.

Répartition des entreprises artisanales selon le secteur d'activités à l'échelle du SCoT



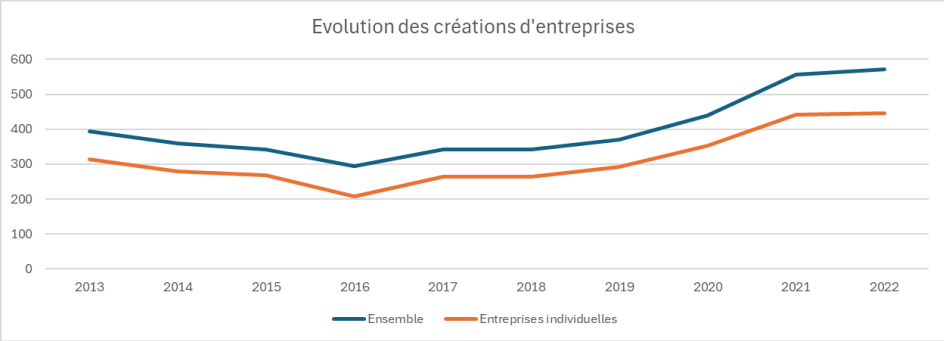
Source : CMA de l'Allier, 2016

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 169/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

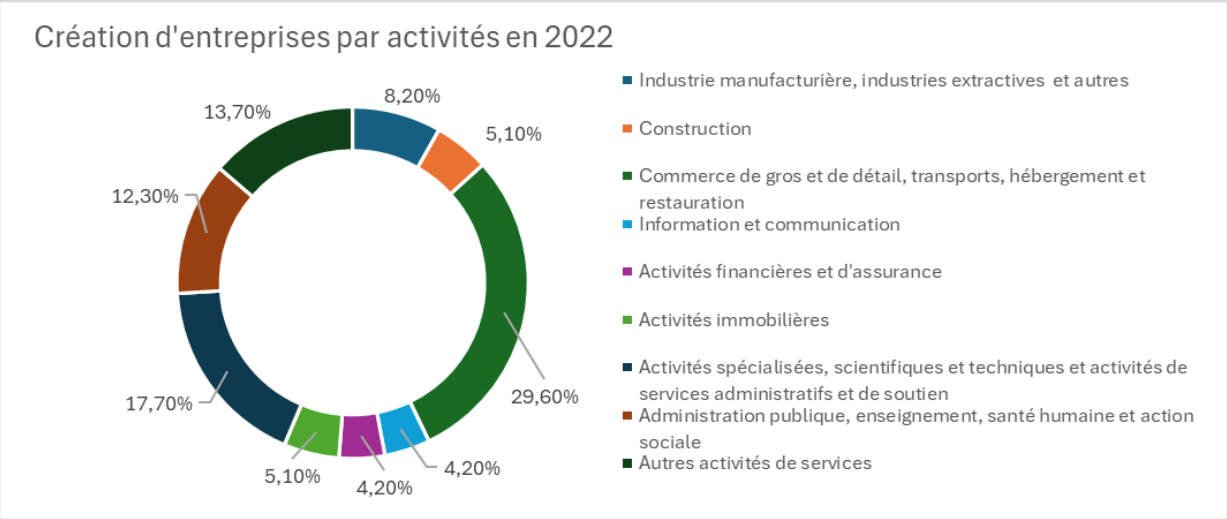
Evolution des établissements

2 138 établissements actifs employant des salariés en 2021
+2% entre 2017 et 2021



Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024

Secteurs d'activités des créations d'établissements (2009-2014)



DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS PORTÉES PAR LE SECTEUR DU COMMERCE ET DES SERVICES

A l'échelle de Moulins Communauté, la **création d'entreprises** est **portée par le secteur du commerce de gros et de détail, le transport, l'hébergement et la restauration, des services et des transports à hauteur de 61%**

Le **Coeur urbain** accueille près des **2/3 des nouvelles entreprises** ce qui témoignent de son **rayonnement** au-delà des limites du SCoT. Les **Pôles ruraux de proximité** accueillent également **le cinquième** des créations d'entreprises, supérieur au **12%** des **Communes périurbaines équipées,** ce qui s'explique par le poids des Pôles ruraux de proximité qui représentent 31 communes sur les 44 du territoire (5 pour les Communes périurbaines équipées).

UNE FAIBLE HAUSSE DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS MALGRÉ DE NOMBREUSES CRÉATIONS

Entre 2017 et 2021, le ***turn over (création et cessation d'activités) a été*** **important** même si les **créations restent supérieures à la perte d'établissements** : **+ 44 établissements entre 2017 et 2021**.

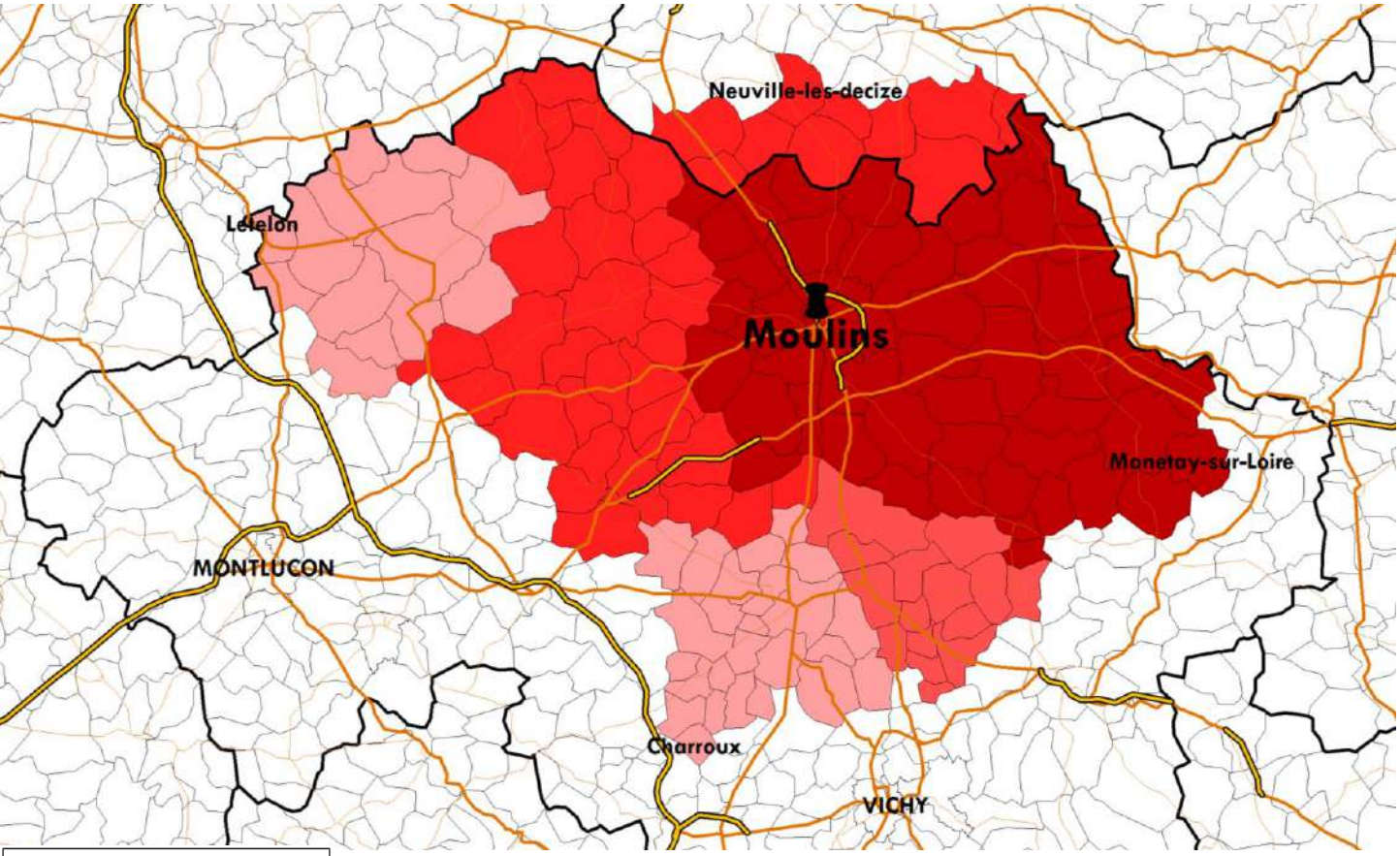
Créée en 2002, la **Mission d'Accueil Allier** a pour ambition de **lutter contre la déprise** en assurant le maintien du tissu économique rural en agissant prioritairement auprès des TPE. Par ailleurs, **6 communes** (Avermes, Yzeure, Montbeugny, Toulon-sur-Allier, Thiel-sur-Acolin, et Bessay-sur-Allier) font partie d'une **Zone d'Aides à Finalité Régionale** (AFR) permettant de bénéficier d'avantages fiscaux.

Définition
*Les **entreprises** se définissent comme une unité organisationnelle de production de biens et services, alors que les **établissements** sont des unités de production géographiquement individualisées mais juridiquement dépendantes des entreprises.*

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 170/558

Zone de chalandise du commerce de Moulins Communauté



Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions pour le renforcement de l'attractivité du commerce du centre ville de Moulins, source : AID

› UNE GRANDE ZONE DE CHALANDISE …

La zone de chalandise de Moulins Communauté comprend près de 110 000 habitants et dépasse le périmètre des 30 minutes en voiture depuis le centre-ville de Moulins.

La zone de chalandise du commerce de Moulins se structure en trois zones principales représentant plus de 80% du chiffre d'affaires et des zones d'apport complémentaires situées à l'Ouest de l'agglomération.

- Zone primaire : 75 % du chiffre d'affaires total
- Zone secondaire : 15 % du chiffre d'affaires total
- Zone tertiaire : 3 % du chiffre d'affaires total
- Zones complémentaires : 3 % du chiffre d'affaires total

La zone alimentaire correspond à la zone primaire, mais aussi secondaire et représente 93 % du chiffre d'affaires.

… QUI EST AUJOURD'HUI LIMITÉE PAR UN ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

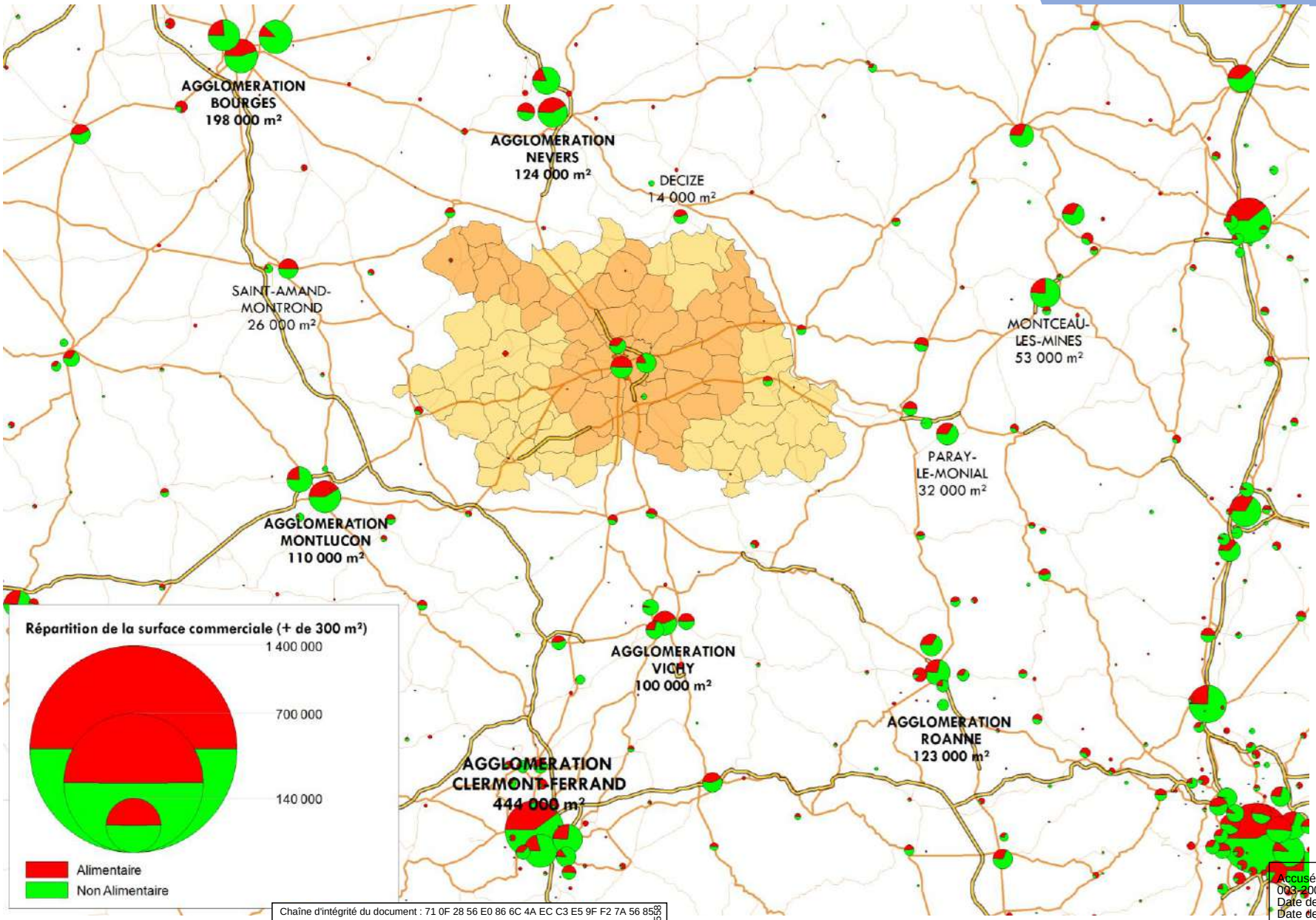
Compte tenu de sa taille, et de sa position géographique cette zone de chalandise est peu extensible. Elle est limitée au Nord par l'agglomération de Nevers, au Sud par Vichy, à l'Ouest par Montluçon et à l'Est par Paray-le-Monial et Montceau-les-Mines.

Cette ceinture d'agglomération concurrente contraint le rayonnement du commerce de Moulins Communauté mais l'évasion reste limitée, notamment pour l'alimentaire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 171/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

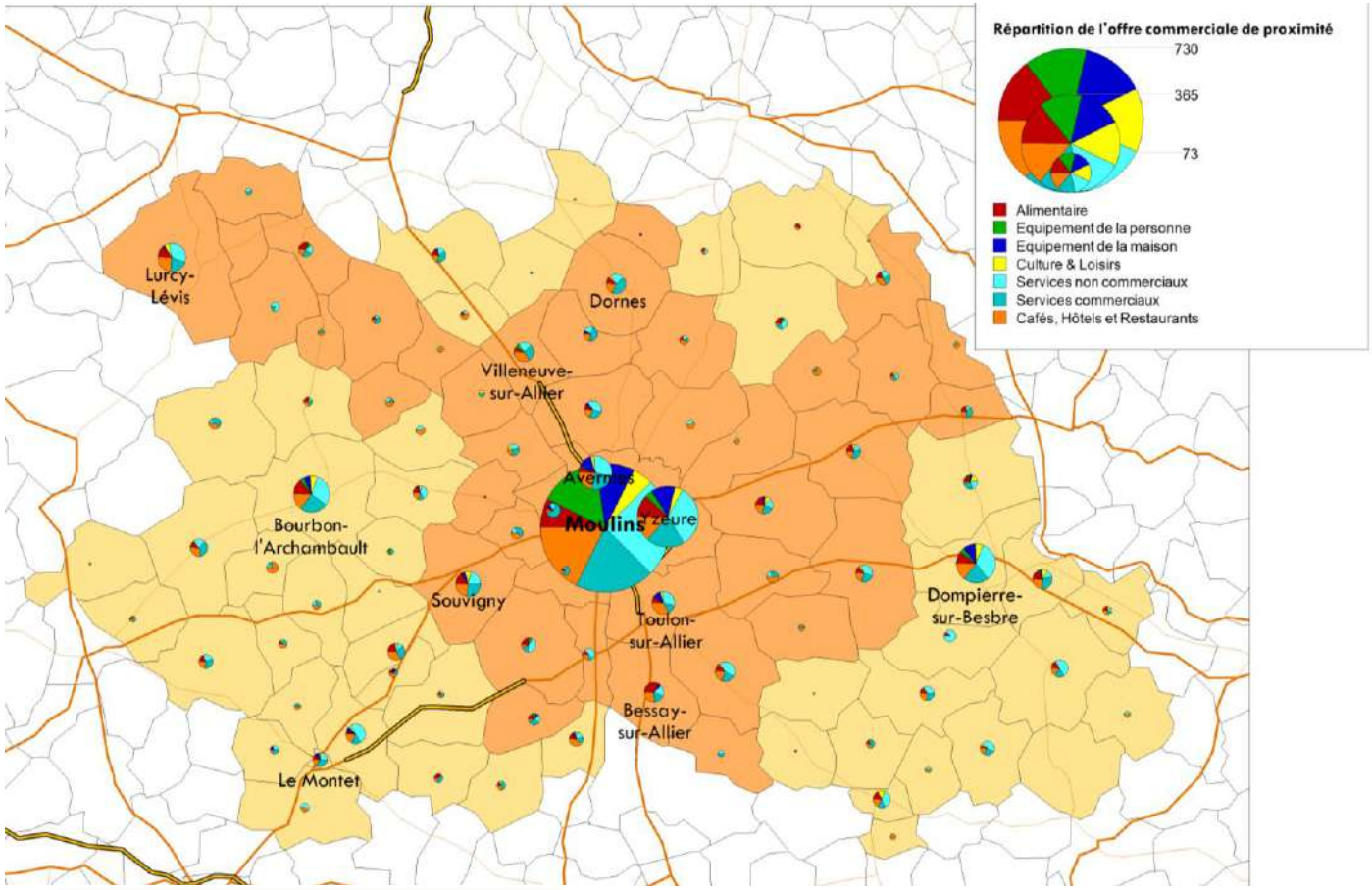
Zone de chalandise du commerce de Moulins Communauté



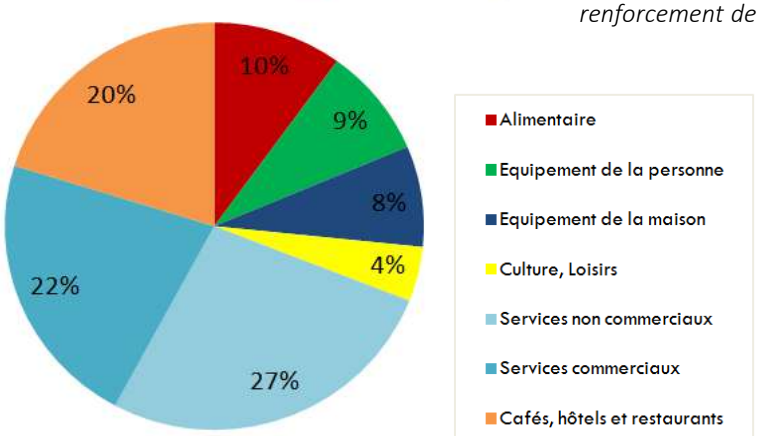
Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions pour le renforcement de l'attractivité du commerce du centre ville de Moulins, source : AID

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 172/558



Moulins Communauté (Agglomération)



Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions pour le renforcement de l'attractivité du commerce du centre ville de Moulins, source : AID

Répartition de l'offre commerciale de proximité

› UNE OFFRE COMMERCIALE PARTICULIÈREMENT DENSE

A l'échelle de la zone de chalandise la densité de l'offre commerciale représente un total de **37,4 établissements pour 1 000 habitants** pour une moyenne de 20,4 établissements pour 1000 habitants au niveau national (Hors IdF) :

- pour les commerces, la densité s'élève à **14,1 établissements pour 1 000 habitants** contre une moyenne de 5,3 établissements pour 1 000 habitants au niveau national (Hors IdF),
- pour les services, la densité s'élève à **16,7 établissements pour 1 000 habitants** (moyenne 9,4 au niveau national (Hors IdF),
- pour les cafés restaurants, la densité s'élève à **6,6 établissements pour 1 000 habitants** contre 4,2 établissements en moyenne au niveau national (Hors IdF).

› UNE ARMATURE COMMERCIALE QUI S'ORGANISE AUTOUR D'UN PÔLE STRUCTURANT

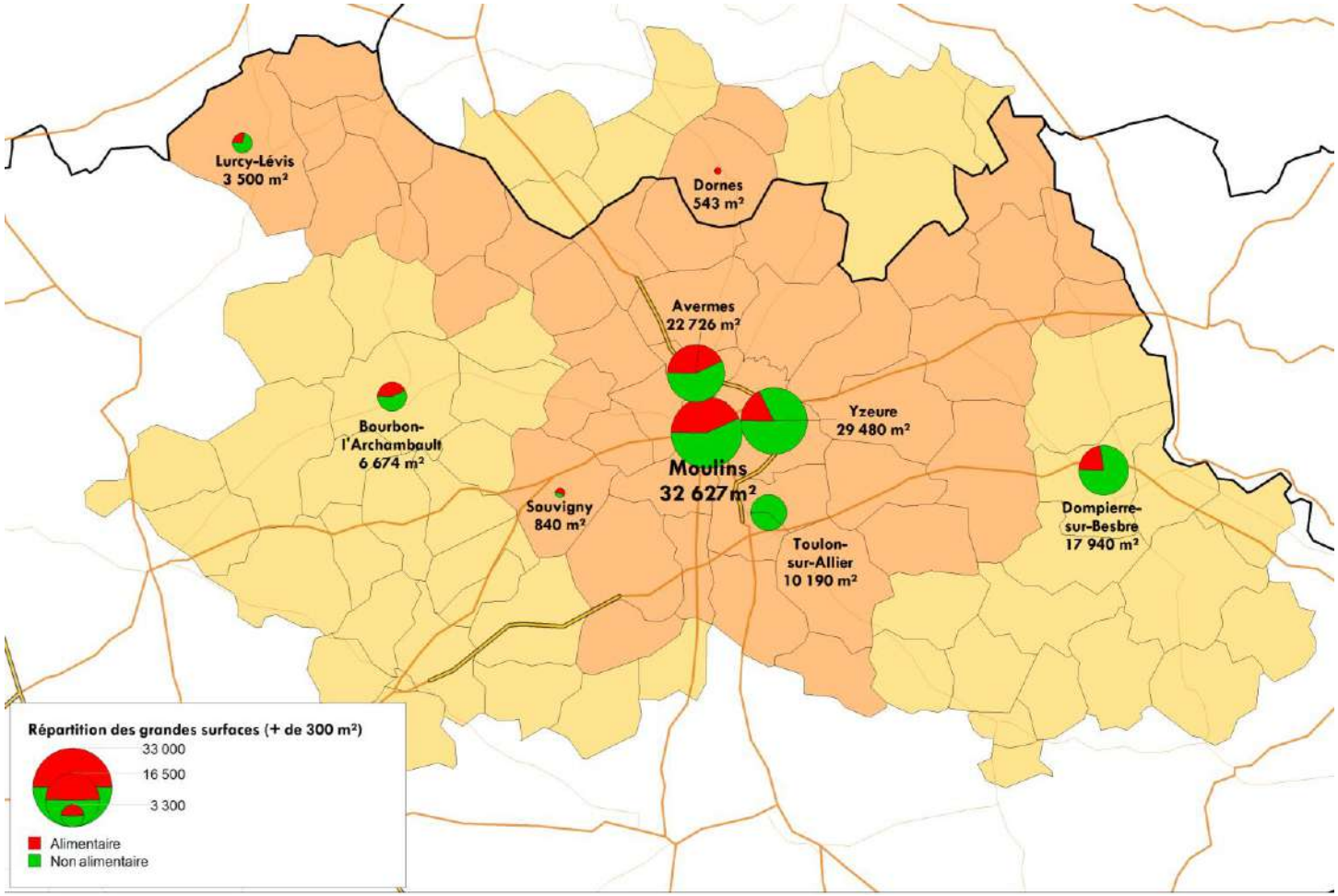
L'armature commerciale à l'échelle de la zone de chalandise se structure autour :

- 1 pôle structurant : **Moulins** qui comporte plus de 700 activités qui représentent 36 % de l'offre de l'ensemble de la zone de chalandise. Ce poids élevé de la ville centre montre la forte concentration des fonctions
- 5 pôles intermédiaires : **Yzeure**, Dompierre-sur-Besbre, Bourbon-l'Archambault, **Avermes et Lurcy-Lévis** comprenant entre 50 et 200 activités,
- 33 pôles de proximité entre 10 et 30 activités,
- 52 communes avec moins de 10 commerces dont 9 avec un dernier commerce.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 173/558

Armature commerciale des Grandes et moyennes surfaces



Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions pour le renforcement de l'attractivité du commerce du centre ville de Moulins, source : AID

› DES GRANDES ET MOYENNES SURFACES CONCENTRÉES DANS LE CŒUR D'AGGLOMÉRATION

On dénombre à l'échelle de la zone de chalandise 124 520 m² de grandes et moyennes surfaces. Avec près de 100.000 m² de surfaces de vente, l'agglomération de Moulins concentre près de 80% des surfaces de vente de la zone de chalandise.

Au sein de l'agglomération, la commune de **Moulins** constitue la première polarité en grandes et moyennes surfaces avec plus de 32 000 m².

Les communes d'**Avermes** (zone commerciale Nord) avec 23 226 m² et la commune d'**Yzeure** (zone commerciale sud) avec 29 480 m² constituent également des pôles commerciaux structurants pour l'agglomération.

Sur le reste de la zone de chalandise, l'offre restante est peu significative en volume. Toutefois des pôles comme Dompierre-sur-Besbre, **Toulon-sur-Allier** ou Bourbon-l'Archambault se positionnent comme des pôles relais, notamment s'agissant de la desserte alimentaire.

Au sein de Moulins Communauté la densité commerciale est estimée à 1 535 m² pour 1 000 habitants dont :

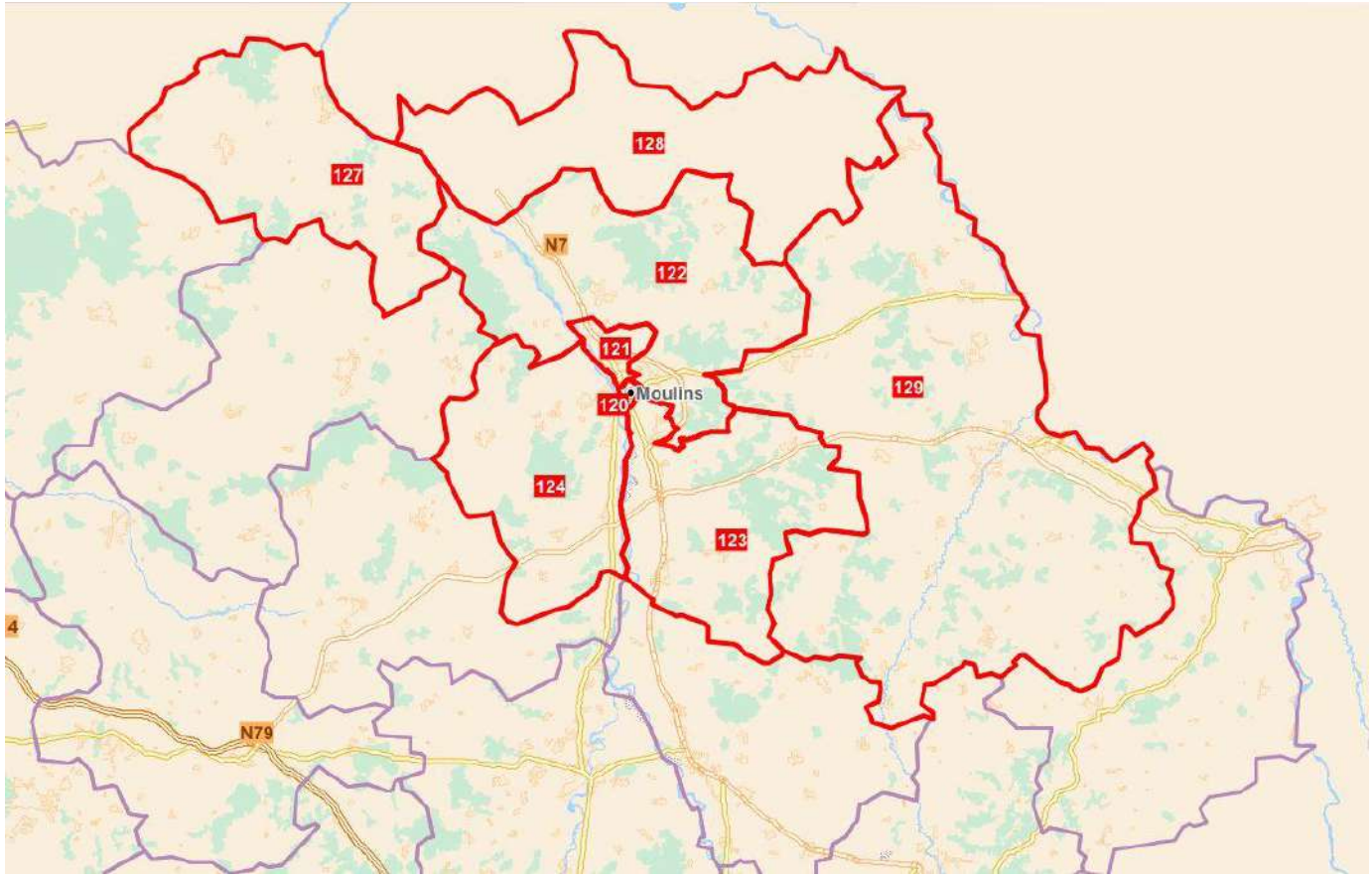
- 480 m² pour 1 000 habitants pour l'alimentaire ;
- 1055 m² pour 1 000 habitants pour le non alimentaire.

Cette densité est supérieure à la densité moyenne constatée au niveau national, qu'il s'agisse de l'offre alimentaire ou de l'offre non alimentaire. Cette sur densité s'explique pour partie par la sous densité de la zone de chalandise.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 174/558

Organisation commerciale au sein de Moulins Communauté



Les secteurs flux de Moulins Communauté, source : CCI 03

› SECTEURS FLUX

Le périmètre du SCOT de Moulins Communauté compte 8 secteurs flux (voir en annexe leur composition) définis par la CCI, et représentatifs des bassins économiques, qui correspondent à la zone d'attraction d'un ou plusieurs pôles.

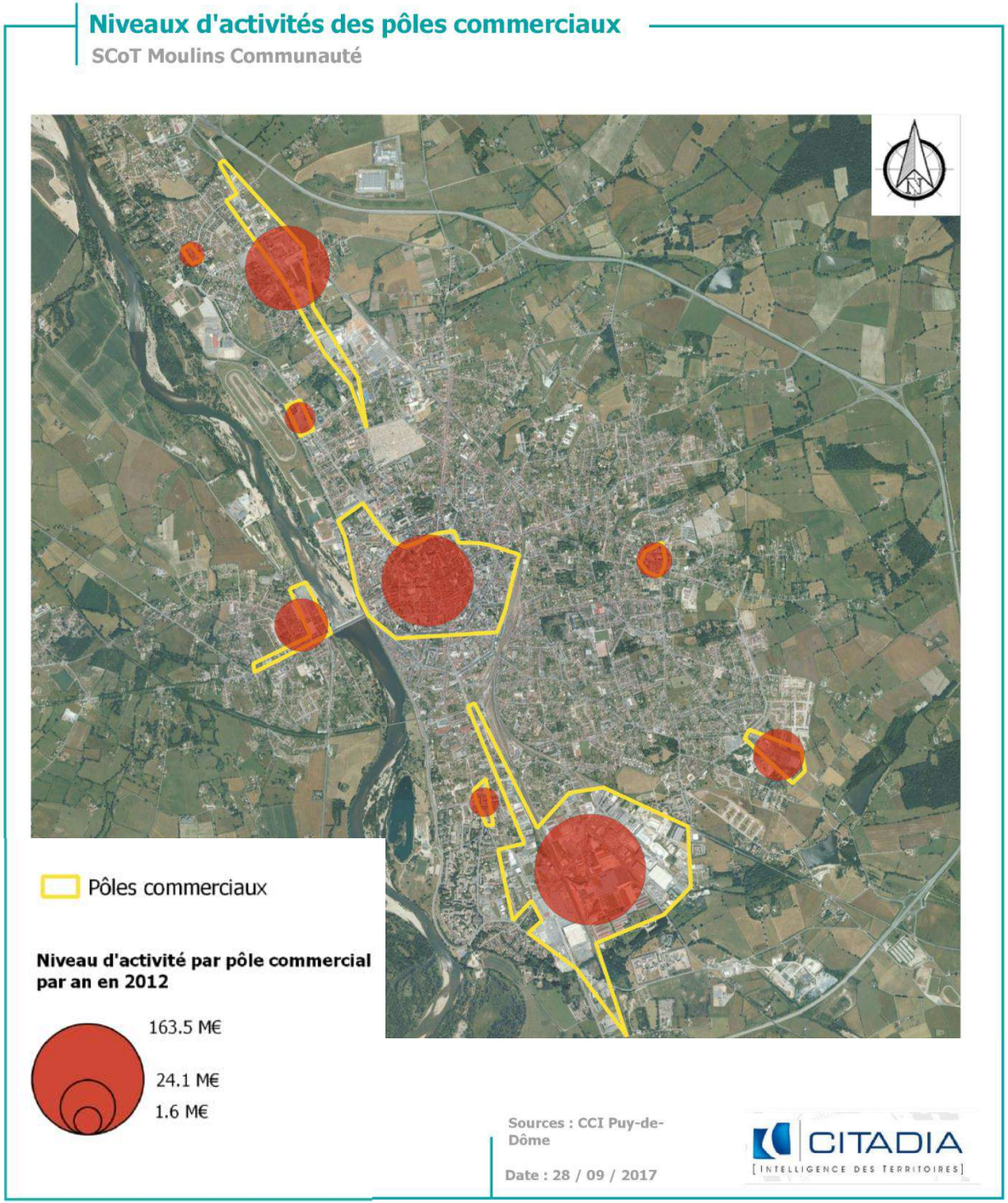
Les secteurs flux ont un périmètre plus large que le SCOT, avec des communes de la Nièvre (secteur 128) qui sont polarisées par le territoire du SCOT.

Au-delà des pôles commerciaux développés ci-après, le territoire dispose d'une offre commerciale diffuse, qui, d'après le nomenclature de la CCI, ne constitue pas, en soi, une destination d'achat :

- Supermarché Maximarché à Lusigny
- Intermarché contact à Souvigny
- Une offre de commerces de proximité (boucherie, boulangerie, pharmacie, tabac-presse, salon de coiffure…) présente sur les communes structurées (Lusigny, Chevagnes, Souvigny…)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 175/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Les pôles commerciaux de Moulins Communauté, source : CCI 03

Moulins et le contexte concurrentiel

› LES PÔLES COMMERCIAUX

Le territoire comprend 10 pôles commerciaux, que nous avons distingués en deux types : les pôles commerciaux de centre-ville et les pôles commerciaux de périphérie :

Pôles de centre-ville	Pôles de périphérie
- Avermes centre-ville - Moulins centre-ville - Moulins centre-ville Les Halles - Yzeure centre-ville	- Avermes Nord - Moulins Les Champins - Moulins La Madeleine - Moulins Le Pré Bercy - Moulins Route de Lyon - Yzeure Est

La majeure partie de l'activité commerciale est structurée autour de 3 polarités commerciales structurantes :

- Moulins Route de Lyon (autour de Carrefour)
- Moulins Centre-Ville (Monoprix, Les Halles)
- Avermes Nord (Leclerc), en développement

Définition

*Un **pôle commercial** est une destination d'achat au sein d'un espace géographique délimité dans lequel un regroupement de points de vente génère, par synergie, une attraction supérieure à la simple addition des attractions individuelles des commerces qui le composent (exemple : un centre-ville, un centre commercial, …).*

Ainsi, si les autres communes peuvent disposer de commerces, elles ne présentent pas pour autant de polarité commerciale.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 176/558
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

L'offre commerciale sur le territoire : évolution de la structure des établissements

› DES ÉTABLISSEMENTS MOINS NOMBREUX, MAIS PLUS GRANDS

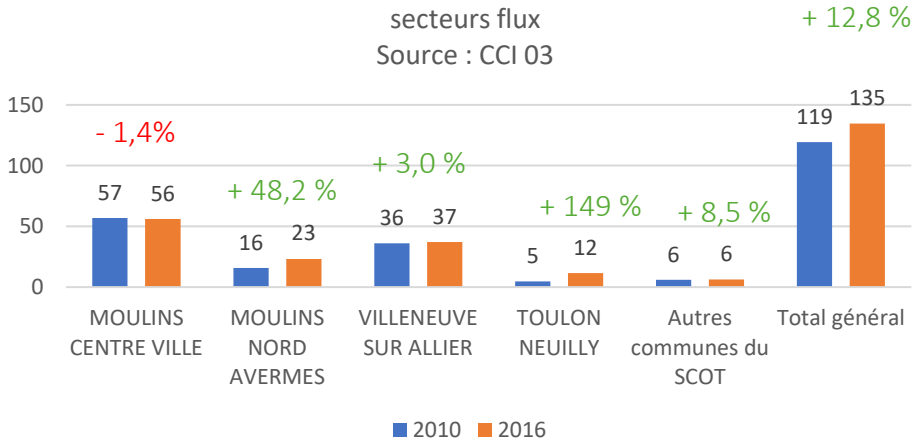
Le territoire compte près de 550 établissements commerciaux fin 2016, contre près de 600 en 2010, soit une diminution de 7,4%. Sur l'ensemble du SCOT, seul le secteur de Moulins Nord Avermes connait une dynamique positive avec une augmentation de plus de 60% de son nombre d'établissements, en lien avec le développement de la zone commerciale Avermes Nord.

De manière générale, le territoire du SCOT a perdu des établissements entre 2010 et 2016. Moulins Centre-Ville accuse la plus forte baisse, avec une perte de près de 14% de ses établissements sur la période. **Le territoire compte plus de 135 000 m² de surface commerciale** fin 2016, soit une hausse de près de 13% depuis 2010 largement alimentée par le développement de la zone commerciale de Moulins Nord Avermes mais également par le développement du secteur de Toulon-Neuilly.

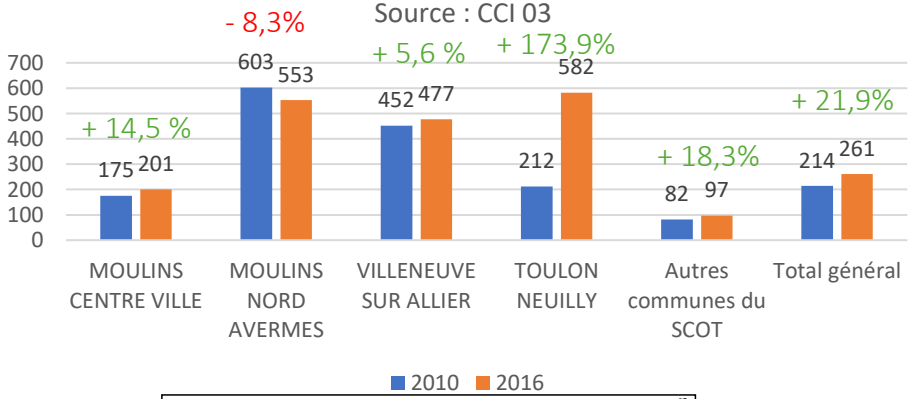
La surface moyenne des établissements commerciaux s'établit à 261 m² fin 2016, un chiffre en progression de près de 22% sur la période, largement impacté par l'arrivée de grandes surfaces commerciales sur les secteurs de Toulon Neuilly où la taille moyenne des établissements a été multiplié par presque 3. A noter également que le centre-ville de Moulins voit sa taille moyenne d'établissements augmenter de 14,5% pour s'établir à 200 m².

Les dynamiques à l'œuvre appuient l'idée d'un développement commercial qui se fait au profit des zones périphériques, regroupant l'activité au sein d'établissements plus grands et plus exclusifs.

Evolution de la surface de vente des établissements selon les secteurs flux
Source : CCI 03



Evolution de la taille moyenne des établissements selon les secteurs flux
Source : CCI 03



Corrélation avec l'emploi dans le commerce

Source : CCI du Puy-de-Dôme, observatoire du commerce et de la consommation.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 177/558

L'offre commerciale sur le territoire : Densité commerciale

› DE FORTES DISPARITÉS DANS LES DENSITÉS TRADUISANT LES DYNAMIQUES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

La densité des surfaces commerciales rapportée au nombre d'habitants est de **2 214 m² pour 1 000 habitants** au sein de l'agglomération. Cette densité commerciale est particulièrement forte au sein de la commune d'Avermes, avec plus de 6 000m² de surface commerciale pour 1 000 habitants en lien avec le développement de la zone Nord autour du Leclerc.

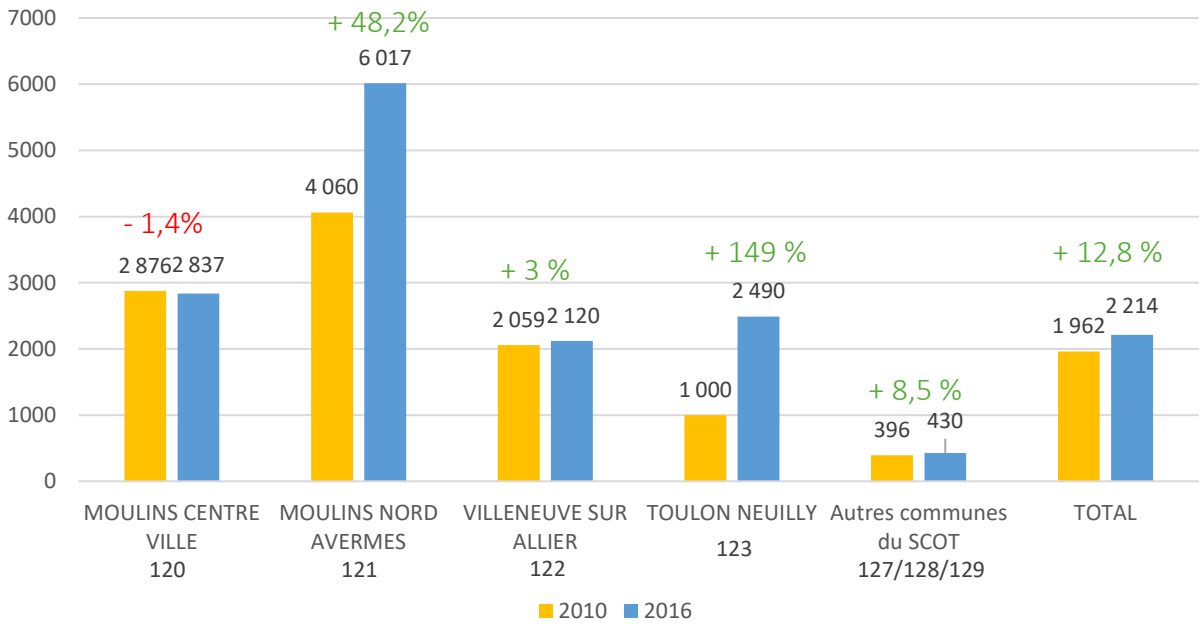
Les secteurs de Moulins Centre-ville et de Villeneuve–sur-Allier ont une dynamique relativement limité, avec une légère baisse de la densité commerciale sur Moulins, imputable à la fermeture de plusieurs établissements. Leur densité s'établit dans la moyenne du SCOT.

Le secteur de Toulon-Neuilly a vu sa densité commerciale augmenter en raison du fort développement des surfaces commerciales au sein de ce secteur, la densité y est désormais plus forte que la moyenne du SCOT.

Les autres communes, plus rurales, disposent d'une densité commerciale nettement plus faible, avec 430 m² pour 1 000 habitants. Bien que cette densité augmente sur la période, elle traduit une forte dépendance de ces communes vers les secteurs plus structurés.

Evolution de la densité commerciale selon les secteurs flux

(voir en annexe la composition des secteurs flux)

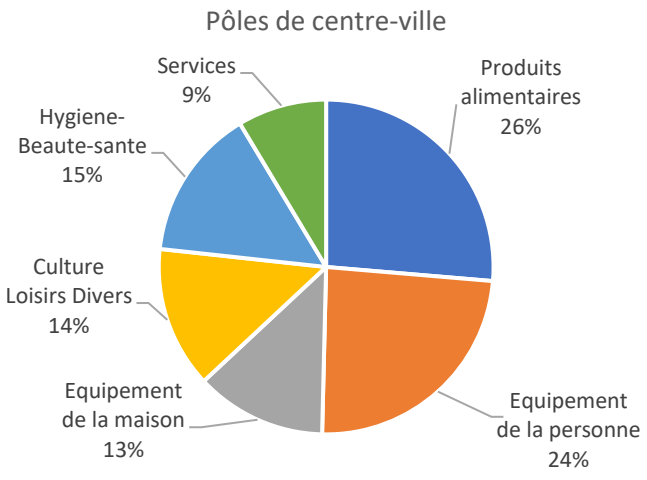


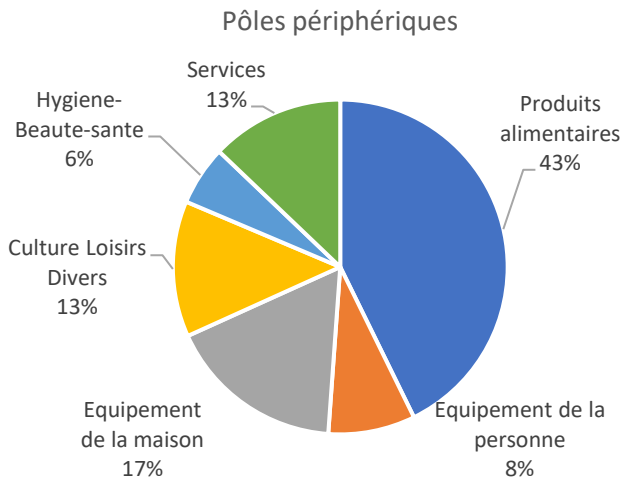
Source : CCI du Puy-de-Dôme, observatoire du commerce et de la consommation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 178/558

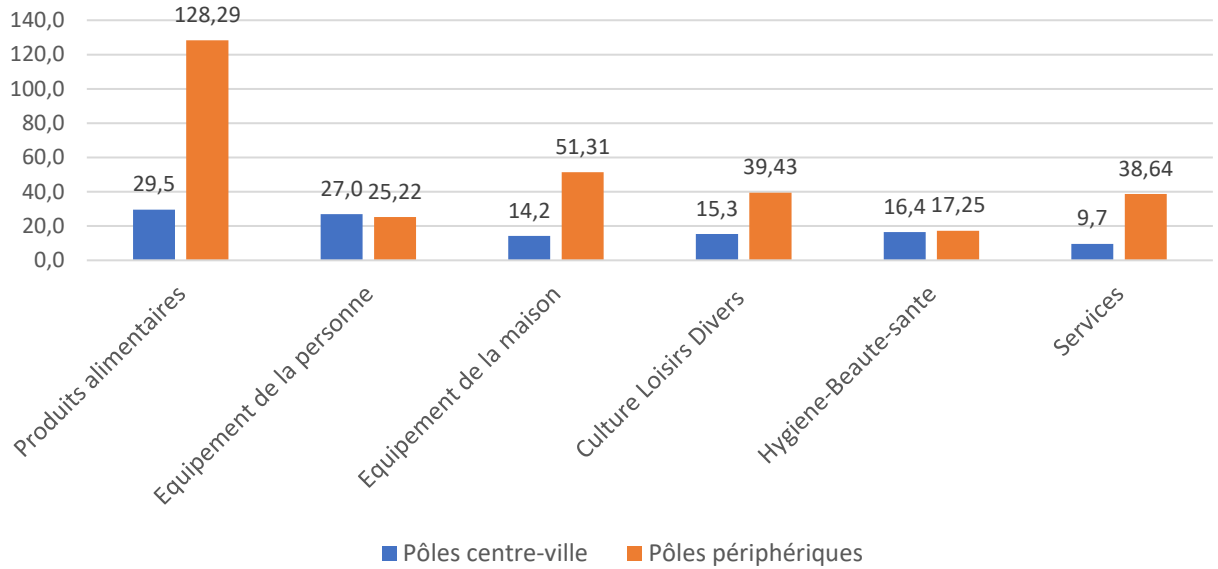
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Répartition du niveau d'activité des pôles périphériques selon les familles de produits





Niveaux d'activités des pôles commerciaux selon le type de produits
chiffres en M €



Source : CCI du Puy-de-Dôme, observatoire du commerce et de la consommation

Des niveaux d'activités des pôles qui traduisent une certaine spécialisation

› LES PÔLES PÉRIPHÉRIQUES, LOCOMOTIVES COMMERCIALES DU TERRITOIRE

Les pôles commerciaux périphériques réalisent un niveau d'activité près de 3 fois supérieur aux pôles de centre-ville. Ce niveau est largement porté par les dépenses alimentaires, en lien avec la présence de supermarchés et hypermarchés.

Les pôles de centre-ville réalisent un niveau d'activité similaires aux pôles commerciaux périphériques en matière d'équipements de la personne et de produits d'hygiène, beauté et santé.

Les principales différences entre les pôles concernent les produits alimentaires qui représentent près de la moitié du niveau d'activité des pôles périphériques, tandis qu'ils représentent environ ¼ du niveau d'activité des pôles de centre-ville. De la même manière, **l'équipement de la personne représente environ ¼ de l'activité en centre-ville** contre moins de 10% sur les pôles périphériques. Enfin, le poids des dépenses en matière d'hygiène, beauté et santé est bien plus important au sein du niveau d'activité des centres-villes que des niveaux d'activité des pôles périphériques.

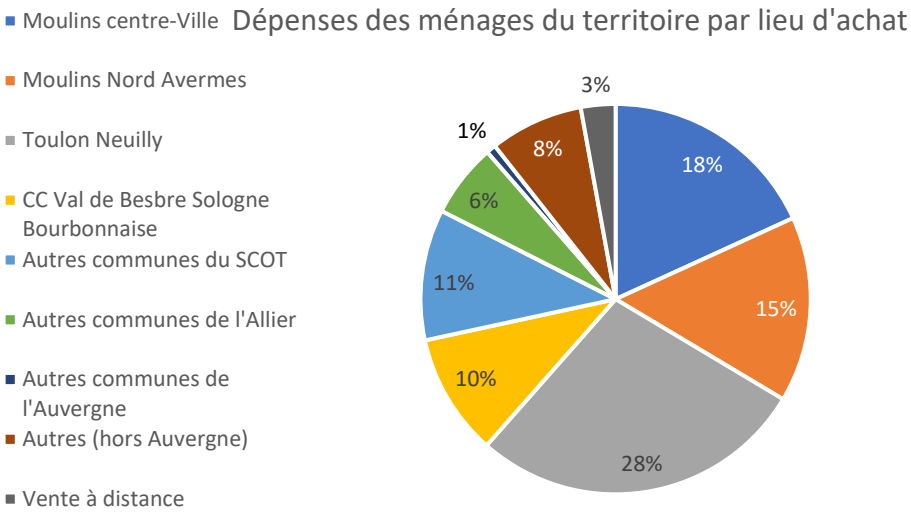
Les autres postes de dépenses (culture-loisirs, services et équipements de la maison) ont un poids similaire au sein des pôles commerciaux, avec un niveau d'activité plus important au sein des pôles périphériques.

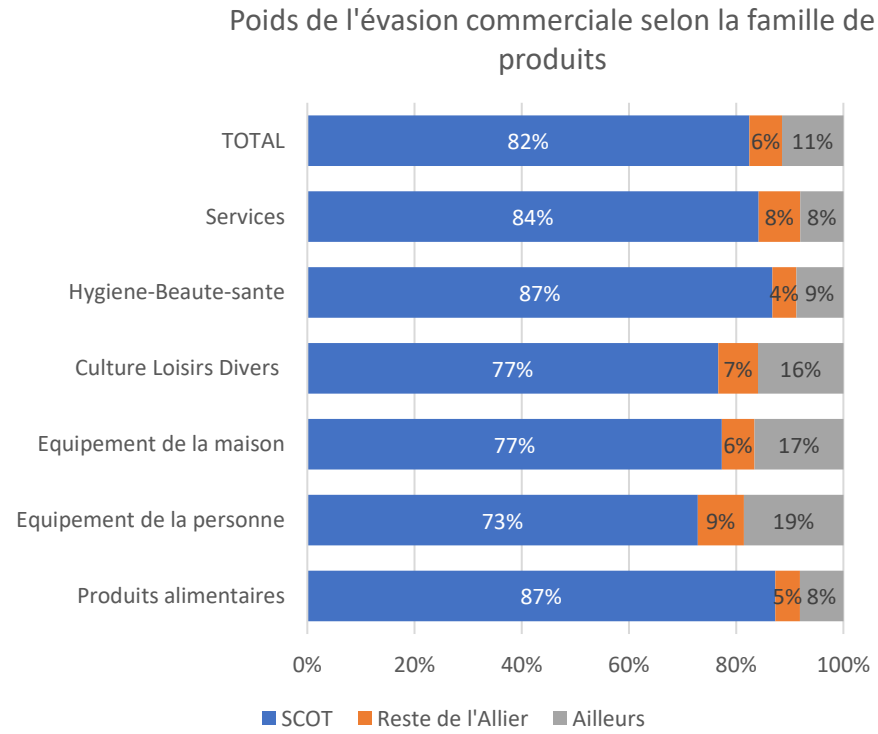
Ainsi, les pôles se distinguent par le caractère des dépenses : « exceptionnelles » en centre-ville (équipement de la personne, hygiène, beauté et santé) et « quotidiennes » en périphérie.

Les pôles périphériques jouissent également d'une dimension pratique : ils permettent de réaliser à la fois des dépenses quotidiennes auxquelles s'ajoutent des **dépenses exceptionnelles qui peuvent être réalisées à l'aide de la voiture** (équipement de la maison) **ou pour la voiture** (réparation, carburant). La présence de stationnements et la capacité de réaliser plusieurs achats de manière simultanée est un élément d'attractivité pour ces pôles.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 179/558





Source : CCI du Puy-de-Dôme, observatoire du commerce et de la consommation.

La demande commerciale

› UNE ÉVASION COMMERCIALE LIMITÉE

L'évasion commerciale désigne la part de la dépense commercialisable d'une zone de chalandise réalisée dans les commerces situés en dehors de cette zone.

L'évasion commerciale concerne près de 18% de la dépense commercialisable totale. Les principales destinations d'évasion concernent :

- Les autres pôles commerciaux du département de l'Allier pour 6% du total d'achat (Montluçon et Vichy)
- Les pôles commerciaux régionaux situés en dehors du département (ailleurs en Auvergne ou dans d'autres régions) et la vente à distance pour 11% des dépenses (dont 5,7% en vente à distance)

L'emprise commerciale correspond à la part de marché théorique captée par les points de vente de la zone étudiée. Les taux d'emprise sont importants pour l'alimentaire et les produits d'hygiène-santé-beauté, ainsi que pour les services. En effet, les commerces du SCOT captent plus de 80% des dépenses. En revanche, l'emprise est plus limitée pour les achats « exceptionnels » (culture, loisirs, équipements) avec une emprise qui demeure toutefois relativement forte en raison de l'éloignement relativement important des pôles commerciaux concurrentiels hors du territoire du SCOT.

Les trois secteurs de Moulins, Toulon-Neuilly et Moulins Nord Avermes concentrent près de 2/3 de la dépense commercialisable des ménages du territoire.

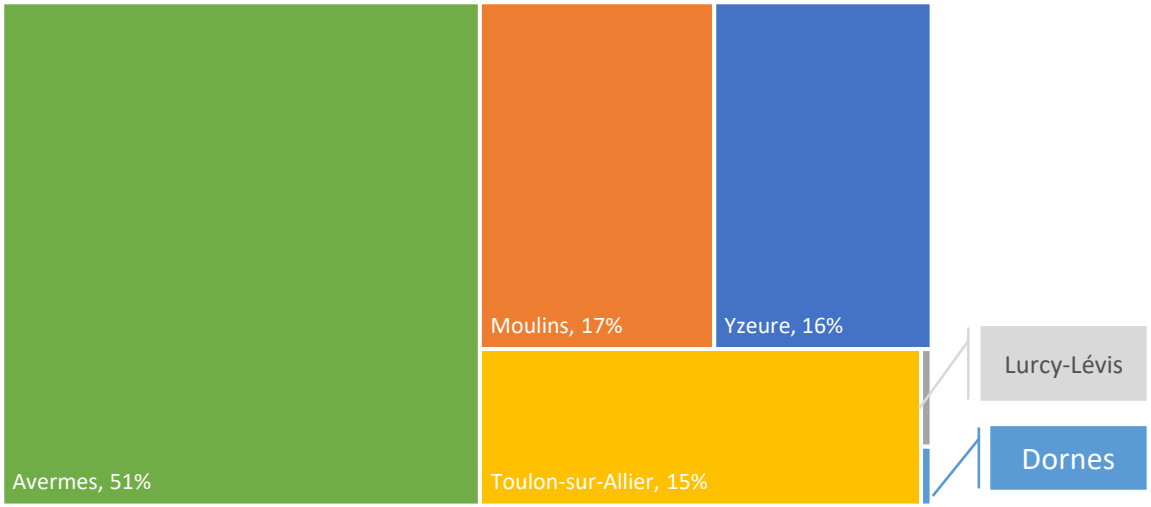
Le poids des dépenses hors Auvergne (8%) s'explique par la proximité du territoire avec la Nièvre.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 180/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les autorisations commerciales de plus de 1 000 m²

Surface de vente autorisée par commune entre 2006 et 2016

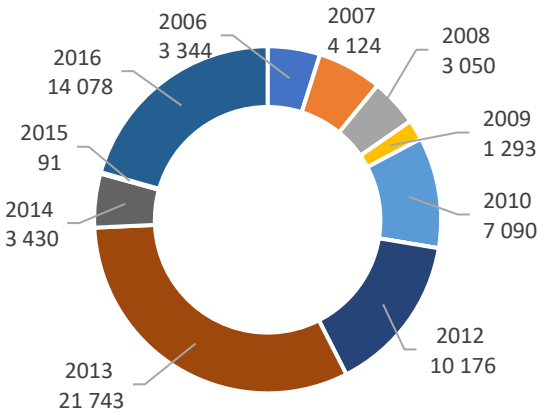


› DES AUTORISATIONS COMMERCIALES CONCENTRÉES SUR 4 COMMUNES

Entre 2006 et 2016, **29 demandes pour plus de 127 000m²**, ont été enregistrées sur le territoire de Moulins Communauté. Sur les **68 419m² autorisés** (4 demandes ont été refusées), **plus de la moitié (51%)** sont localisées sur la commune d'**Avermes**. Cette dernière a accueilli la création de la **ZAC des Portes de l'Allier**. Bien que Moulins constitue la centralité du territoire, il ne représente que 17% des demandes. Les communes d'Yzeure et de Toulon-sur-Allier comptabilisent respectivement 16% et 15% des autorisations sur la période.

Les **demandes** sont **très fluctuantes** selon les années avec une moyenne d'environ 6 800 m² par an. Elles sont principalement destinées à des **grandes surfaces alimentaires**, des **centres commerciaux** et des **enseignes de bricolage**. Plusieurs années sont marquées par une autorisation élevée, supérieure à 10 000 m² (2012 et 2016). L'année 2013 se caractérise par une autorisation globale supérieure à 20 000m² qui s'explique par la demande de création d'un supermarché.

Superficie de vente autorisée par année entre 2006 et2016



Surface de vente demandée entre 2006 et 2016
127 961 m²
+
33 chambres d'hôtel,
15 salles de cinéma

Surface de vente autorisée entre 2006 et 2016
68 419 m²
+
33 chambres d'hôtel,
9 salles de cinéma

Source : CDAC de l'Allier et de la Nièvre de 2006 à 2016

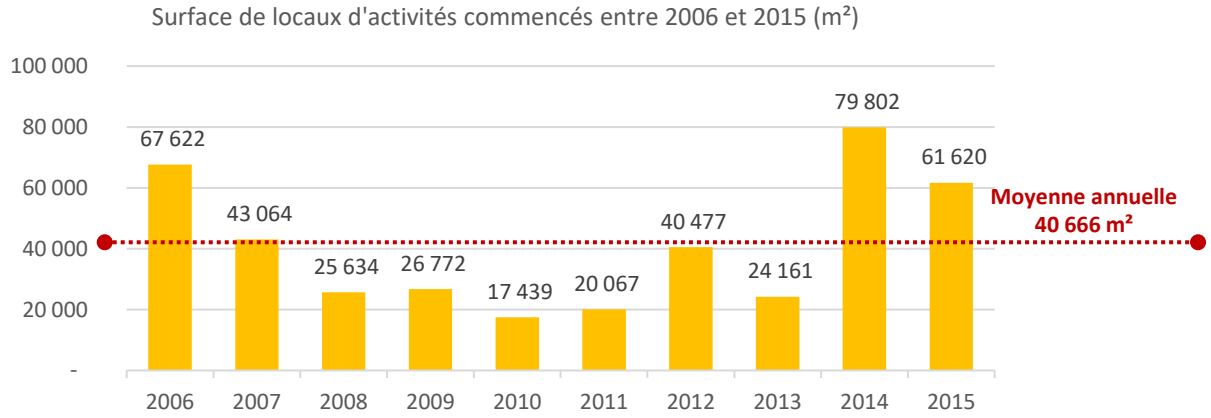
Définition

*La **Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC)** est compétente pour examiner les demandes d'autorisations d'exploitation commerciale. L'ouverture d'une surface de vente supérieure à 1000 m² nécessite l'obtention préalable d'une autorisation administrative délivrée par la Commission Départementale d'Aménagement Commercial.*

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 181/558

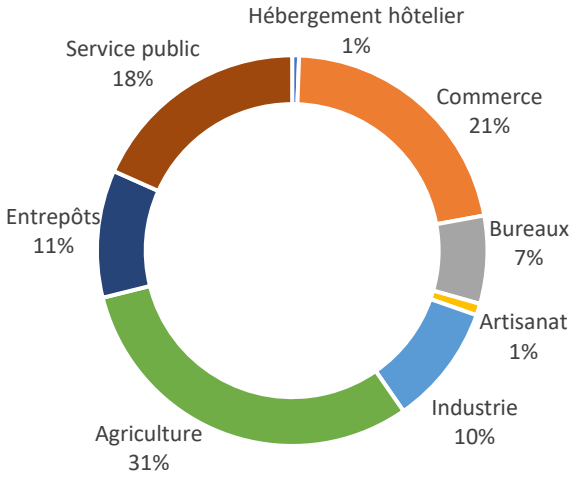
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les locaux d'activités commencés

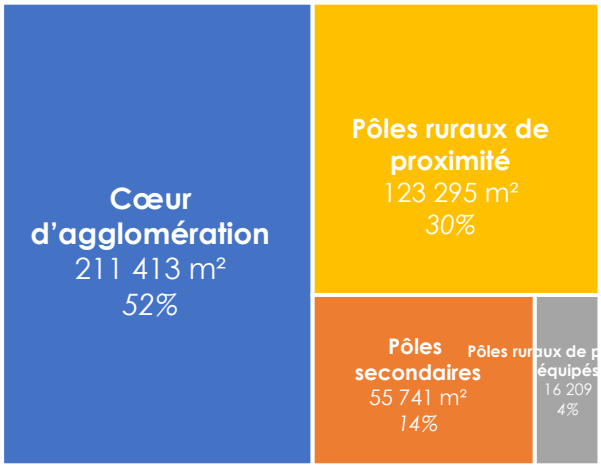


Source : Sitadel 2006 à 2015

Réparition de la surface commencées selon le secteur d'activités entre 2006 et 2015 (m²)



Répartition de la surface de locaux d'activités commencés par secteur entre 2006 et 2015 (m²)



Source : Sitadel 2006 à 2015

› UN ACCROISSEMENT DES LOCAUX D'ACTIVITÉS COMMENCÉS SUR LA PÉRIODE RÉCENTE

Sur les 10 dernières années, la **production de locaux commerciaux** a été **relativement fluctuante**. Après une période au ralenti entre 2008 et 2013, la production connait depuis une forte hausse avec un pic particulièrement élevé en 2014 : **près de 80 000 m²** de locaux d'activités, **soit 20 000 m² de plus que la moyenne annuelle** depuis 2006.

› DES SECTEURS PORTEURS DE LA CRÉATION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS

Trois secteurs d'activités sont particulièrement dynamiques dans la construction de locaux d'activités :

- Le **domaine agricole** concentre **31%** de la production de locaux ce qui est particulièrement élevé.
- L'**activité commerciale** représente **21%** des locaux d'activités commencés entre 2006 et 2015. Le territoire est marqué par l'**accroissement de la juxtaposition de surfaces de moins de 1 000 m²** (sans passage en CDAC). Si chaque année environ 8 700 m² sont produits, les locaux commerciaux ont connu un pic en 2014 avec **39 327 m² commencés,** soit **49% de la totalité des locaux d'activités commencés cette année.**
- Les **services publics** concentrent également **18%** de la production des locaux d'activités.

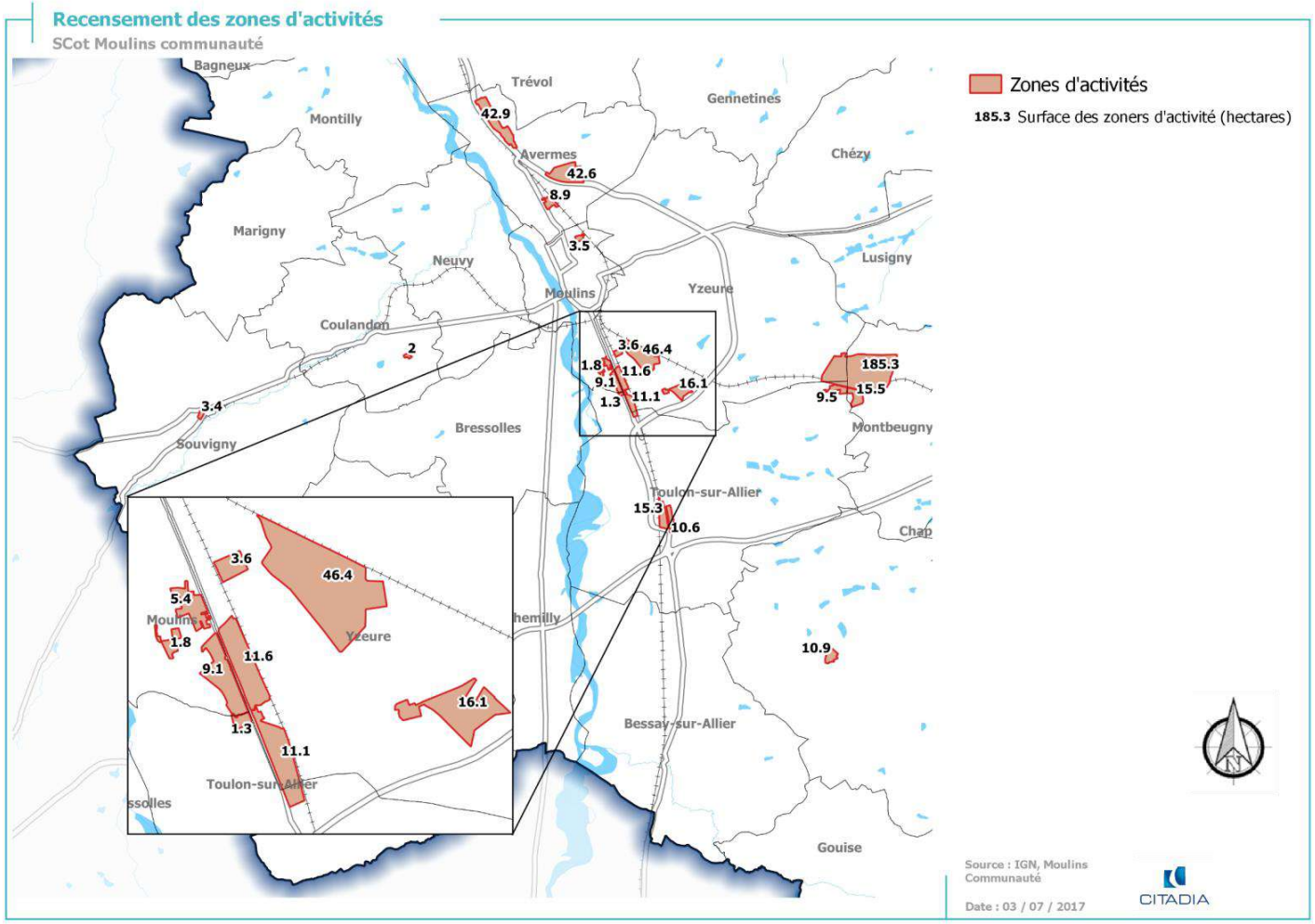
› UNE PRODUCTION PORTÉE PRINCIPALEMENT PAR LE CŒUR D'AGGLOMÉRATION

Plus de la moitié des logements commencés sont produits dans le **Coeur urbain(52%).** Ce secteur concentre une grande partie de l'activité économique du territoire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 182/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les zones d'activités économiques



› DES ZONES D'ACTIVITÉS CONCENTRÉES LE LONG DE LA RN7

Le **tissu des zones d'activité** s'est principalement **implanté sur un axe nord/sud**, en profitant de la **desserte de la RN 7 et de la ligne de chemin de fer Clermont-Ferrand/Paris**. A noter que **Logiparc 03** représente **40% de la surface totale** des zones d'activités, soit **185ha environ**.

Les **21 zones d'activités principales** recensées sur le territoire représentent une **surface totale d'environ 450 hectares**.

› UN POTENTIEL DE DENSIFICATION DES ZONES D'ACTIVITÉS

L'analyse de l'occupation du sol des zones d'activités montre qu'une partie importante est consacré aux **« autres espaces » (79%)** qui correspondent à des zones de stationnement, dents creuses, marges de recul, etc. Même si ce type d'occupation ne peut pas être considéré comme un potentiel de densification brut, il met en avant l'**enjeu d'optimisation et de requalification** des zones d'activités au regard de la part des espaces non bâtis.

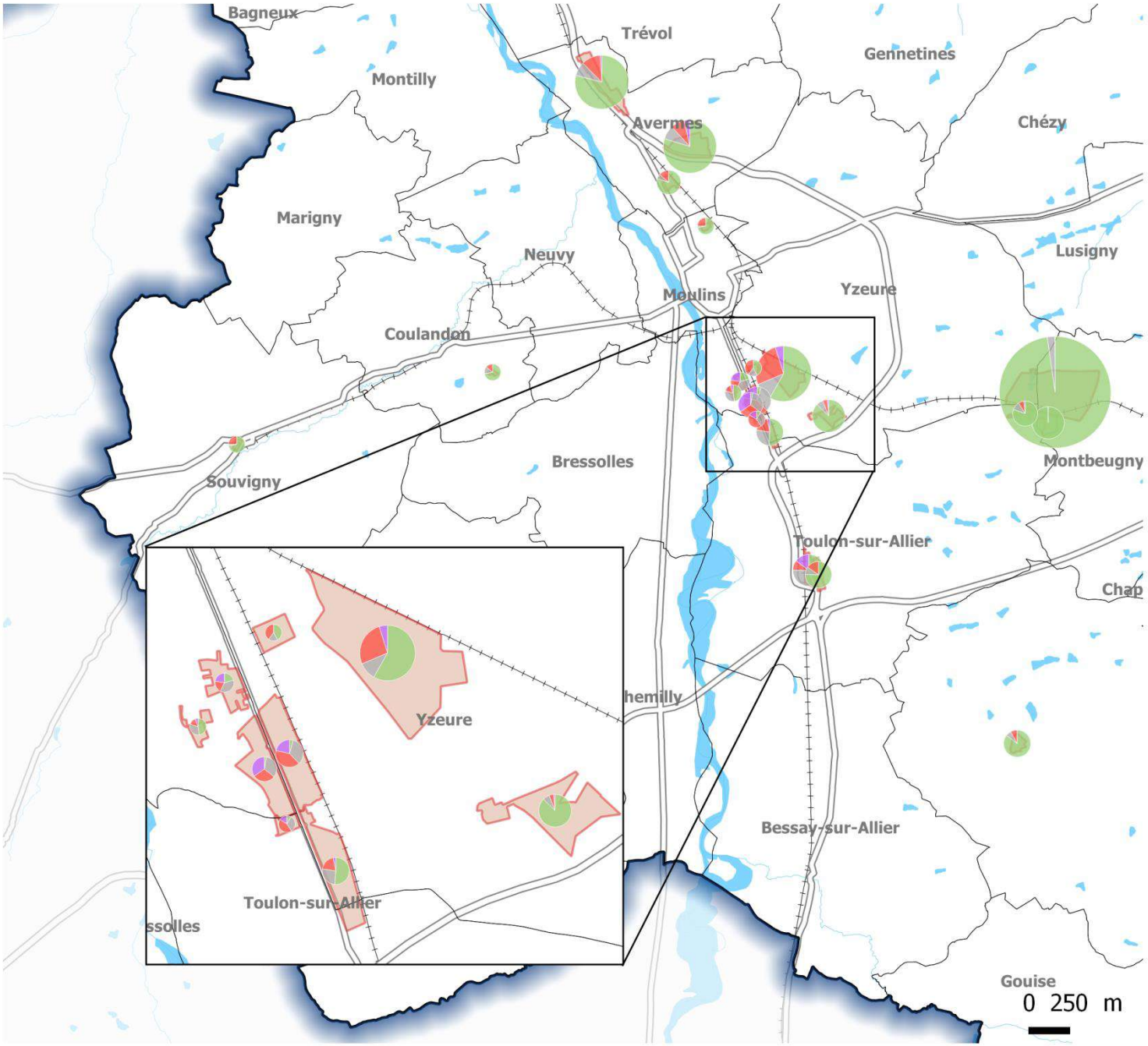
En attente mise à jour des données par Moulins Communauté

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 183/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Occupation du sol des zones d'activités

SCot Moulins communauté



Zones d'activités

Occupation du sol des zones d'activités

- Parkings
- Bâtiments
- Routes
- Autres surfaces (dents creuses, marge de recul)

Surfaces des zones d'activités (en ha)

185.30
42.62
10.88

Source : IGN, Moulins Communauté

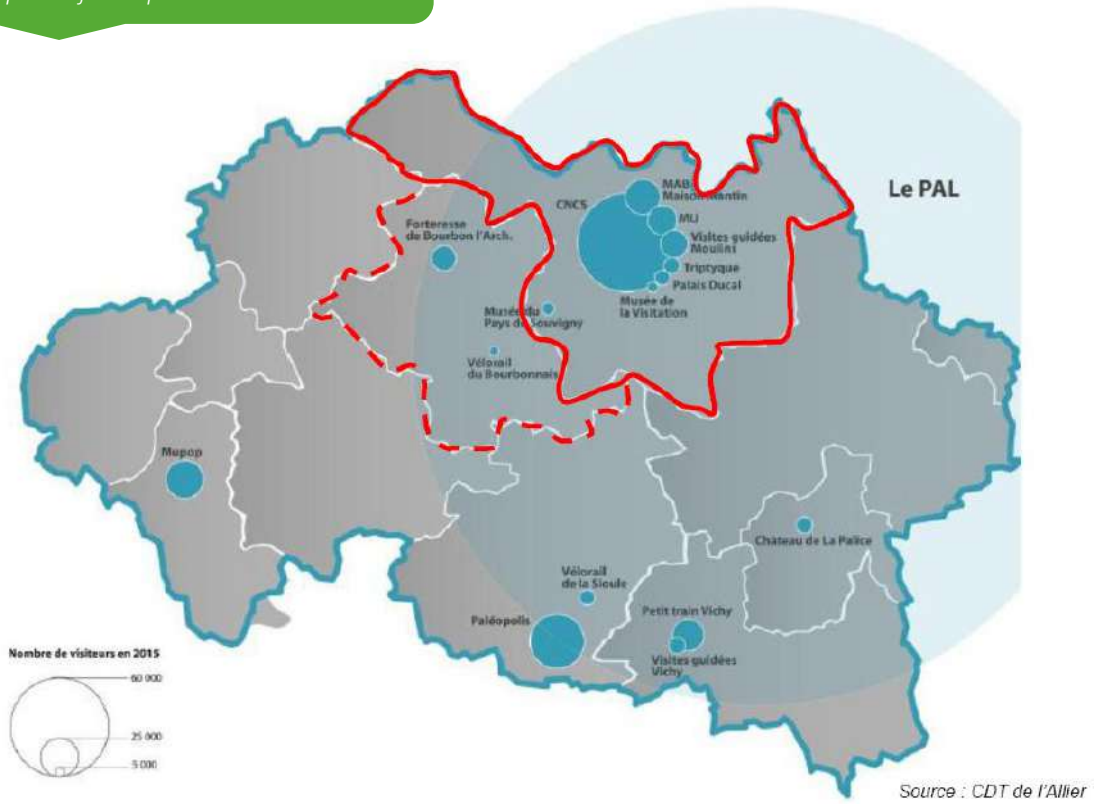
Date : [illegible]

CITADIA

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 184/558

Le PAL, parc animalier et d'attractions privé à Dompierre-sur-Besbre, constitue un site touristique majeur à proximité du territoire.



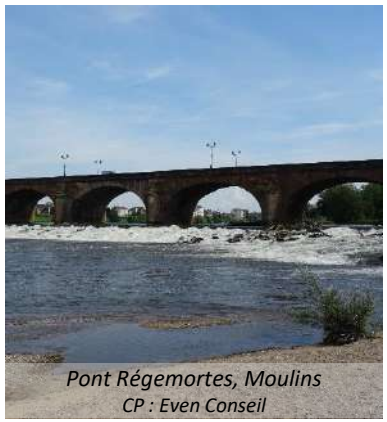
Source : CDT de l'Allier



Cathédrale de Moulins
CP : Even Conseil



Tour de l'horloge, Moulins
CP : patrimoine-de-france.com



Pont Régemortes, Moulins
CP : Even Conseil

Fréquentation des sites touristiques et de loisirs

Le SCoT de Moulins Communauté représente le principal pôle touristico-culturel du département de l'Allier.

› LE TOURISME PATRIMONIAL ET CULTUREL

Le territoire bénéficie de la présence d'un **riche patrimoine architectural et culturel**.

Moulins, en tant que **Ville d'Art et d'Histoire**, témoigne d'un patrimoine de grande valeur. La commune propose des visites guidées (plus de 15 000 visiteurs en 2015) La commune bénéficie également d'une densité remarquable de sites culturels. Un **projet d'extension du label Art et Histoire** à l'ensemble de la Communauté d'Agglomération doit être déposé auprès du ministère de la culture et de la communication d'ici 2 ans. Il a pour objectif de fédérer l'ensemble des acteurs et de valoriser le patrimoine architectural et paysager du territoire. 52 édifices sont **classés** ou inscrits aux **monuments historiques** comme la Tour de l'Horloge, le Pont de Régemortes, etc. Ouvert en 2006, le **Centre National du Costume de Scène, premier musée d'Auvergne,** constitue le **premier site culturel de l'Allier** (plus de 72 800 visiteurs en 2016). L'attrait touristique est essentiellement porté par la commune de Moulins qui concentre l'essentiel des visites touristiques du territoire et même de l'Allier. A noter également la Cathédrale, le Château des Ducs de Bourbon, le musée de la visitation, le triptyque du Maître de Moulins, la Maison Mantin, le musée de l'illustration jeunesse et le Musée Anne de Beaujeu. Le bourg de Souvigny est également identifié comme pôle patrimonial et culturel significatif. De plus, le territoire compte de nombreux châteaux et églises romanes mais ils sont peu ouverts à la visite. L'**offre patrimoniale rurale** est donc **abondante mais peu accessible**.

Par ailleurs, le territoire du SCoT compte également **plusieurs musées** et **centres d'interprétation** de fréquentation modeste mais permettant la **valorisation des savoir-faire et des traditions locales**.

Des initiatives plus originales sont également à l'œuvre comme sur la commune de **Lurcy-Lévis** avec le **projet créatif Street Art City** qui fait d'un ancien centre de formation le lieu international de culture urbaine.

Il existe **quelques manifestations d'envergure nationale en lien avec le patrimoine local**, telles que la Foire médiévale de Souvigny (35 à 40 000 visiteurs par an), les Journées Musicales d'Automne, le festival des Illustrateurs, etc.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 185/558

Fréquentation des sites touristiques et de loisirs



Sentier éphémère des Rigaudets, Bessay-sur-Allier
CP : Even Conseil



Vue sur l'Allier, Bagneux
CP : Even Conseil



Hameau, Bagneux
CP : Even Conseil



Vue sur l'étang des Joncs, Saint-Léopardin-d'Augy
CP : Even Conseil

› UN TOURISME VERT PORTÉ PAR DES PAYSAGES DU QUOTIDIEN

Le territoire ne bénéficie pas de la présence de grands sites naturels spectaculaires ou de Parc Naturel Régional, même s'il faut noter la présence d'une réserve naturelle. Pourtant, la **nature** est le **cadre de nombreuses attractivités**.

Plusieurs s**entiers de randonnée pédestre** sont présents :

- Le GR 300, chemin de Saint-Jacques en Bourbonnais, lie la voie de Vézelay et celle du Puy-en-Velay ;
- Le GR 303 (liaison des GR 463, 300 et 3) relie Néris-les-Bains à Montcombroux-les-Mines en passant par Souvigny et Moulins.

De plus, il existe 28 circuits de randonnée balisés autour de Moulins et 290 autour du Pays de Lévis.

La **randonnée cyclo** est également pratiquée via la **véloroute européenne 6** à l'extrémité du département de l'Allier. Il existe également **2 vélos routes nationales** et **5 boucles départementales**. En revanche, il y a peu de points de location de vélos et de VTT. Les services liés à l'itinérance sont assez peu développés à ce jour.

L'idée d'une **voie verte entre Moulins et Souvigny** est **régulièrement évoquée** mais il n'existe pas encore de projet.

› UNE SPÉCIFICITÉ TOURISTIQUE AUTOUR DE L'EAU

Le territoire est traversé par **l'Allier**, considérée comme la **dernière rivière sauvage d'Europe et classée en Réserve naturelle ornithologique**. Outre la descente en canoë et la pêche, peu d'activités sont développées le long de ce cours d'eau. De plus, quelques **bateaux de plaisance** circulent sur le Canal latéral à la Loire présent sur une petite section à l'est du territoire. L'ancien Pays de Chevagnes en Sologne Boulonnaise compte trois haltes de plaisance.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 186/558

Fréquentation des sites touristiques et de loisirs



Théâtre municipal, Moulins
CP : Even Conseil



Yzeurespace : théâtre et salle polyvalente, Yzeure
CP : archibb.fr



Isléa : salle de spectacle multifonctions, Avermes
CP : avermes.fr



Parc des expositions, Moulins
CP : ville-yzeure.com

› UNE OFFRE VARIÉE ET DIFFUSE DANS LE DOMAINE DU TOURISME D'AFFAIRES

Le tourisme d'affaires ou MICE (Meetings, Incentive, Conferences & Exhibitions) regroupe 4 principaux secteurs :

- Les congrès et conventions d'entreprise ;
- Les « Incentives » et voyages de récompenses ;
- Les voyages d'affaires ;
- Les célébrations d'évènement interne.

La tendance est au rapprochement entre les lieux d'évènements et les locaux de l'entreprises dans un objectif de réduction des coûts et dans un contexte de forte augmentation des réunions et séminaires dans les locaux des entreprises. Les entreprises recherchent de plus en plus des sites originaux. Les hôtels perdent un peu de terrain mais restent le premier lieu d'accueil des manifestations professionnelles.

Même s'il n'existe pas d'équipement exclusivement dédié aux congrès (contrairement à Vichy et Montluçon), le territoire dispose du **parc des expositions** (6500 m² d'exposition dans un parc de 11 ha) et **d'un théâtre municipal** (660 places). Il bénéficie également de **salles de spectacles multifonctions : Yzeurespace** (480 places) **à Yzeure et Islea à Avermes.** De plus, la commune de **Moulins** dispose de **2 salles polyvalentes** (Espace Villars et la salle des fêtes) d'une ampleur importante complétées par un réseau de salles de petites capacités sur le reste du territoire. Moulins appartient également au **réseau Congrés-Cités**.

Le **tourisme d'affaires** est une **activité qui reste limitée** sur le territoire. La plupart des réunions et les évènements d'envergure n'ont qu'un **rayonnement local** et génère peu de nuitées. Ce sont les déplacements professionnels classiques qui génèrent encore la majorité des nuitées.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 187/558

Les capacités d'accueil en hébergement touristique

UNE ÉCONOMIE TOURISTIQUE CARACTÉRISÉE PAR L'HÔTELLERIE DÉVELOPPÉE DANS LE CŒUR D'AGGLOMÉRATION

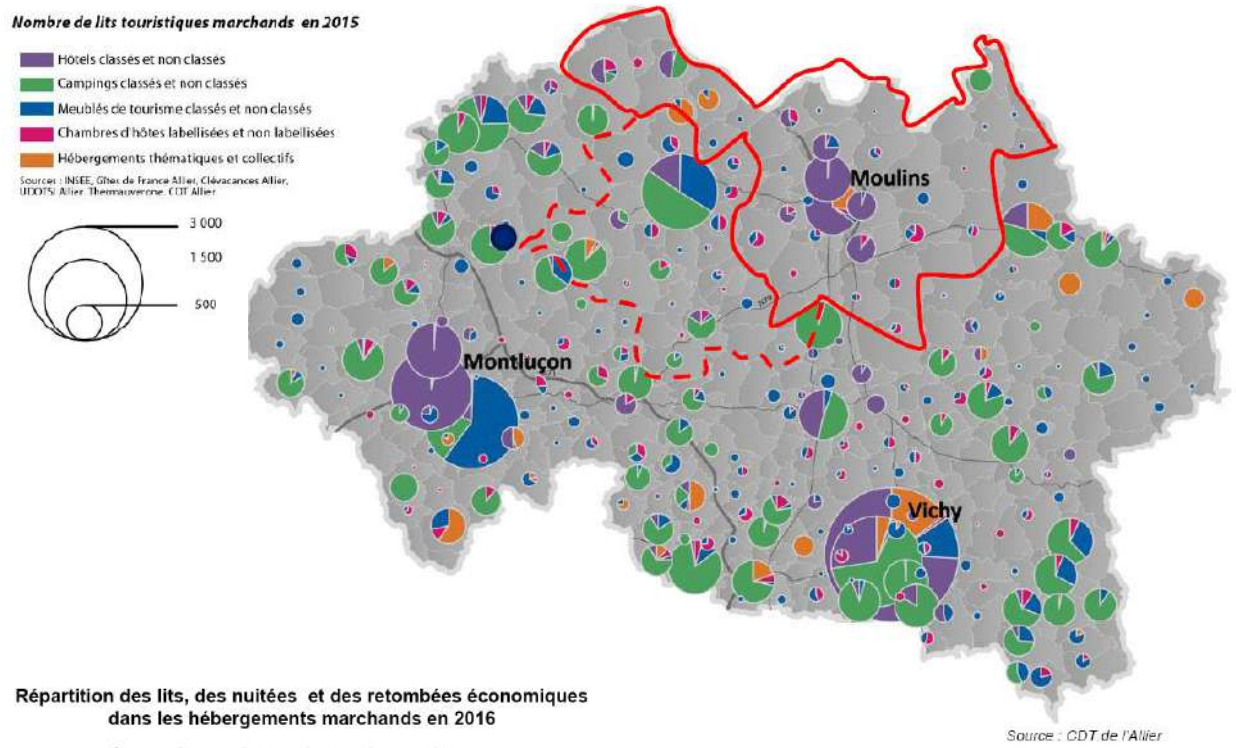
Selon les données du METT (2017), Moulins Communauté compte **6 707 lits touristiques** dont **4 576 en résidences secondaires** et **2 131 hébergements marchands**. Cette représentation s'explique principalement par la **concentration de l'offre hôtelière (72% des nuitées et 85% des retombées économiques) sur Moulins et les communes environnantes**. En effet, l'hôtellerie représente **51% de la capacité d'accueil en hébergements marchands**.

Elle est complétée par une **offre en chambre d'hôtes et meublés/gîtes diffuse** soit 645 lits dont 85 en gîtes de groupes. L'offre en **hôtellerie de plein air** est **très limitée** (366 lits seulement) et **peu qualifiée** (pas de 3 étoiles et plus). Le parc de gîtes, meublés et chambres d'hôtes reste stratégique d'autant plus sur des territoires ruraux où le développement hôtelier est difficile à envisager. A noter que ce parc d'hébergements ruraux à progressé respectivement de 138 % et 89 % entre 2007 et 2015Cette offre répond à une **demande locale** liée à des séjours d'agrément, des réunions familiales ou des déplacements d'affaires. Elle permet de répondre à la **saturation ponctuelle du parc hôtelier** lors de grands évènements tels que la Foire Médiévale de Souvigny.

Des hébergements non recensés sont également présent sur le territoire comme la Maison Diocésaine Saint-Paul ou l'auberge de jeunesse « Le Tremplin » toutes deux à Moulins. A noter également une quinzaine d'aire de camping-cars bien répartie sur le territoire.

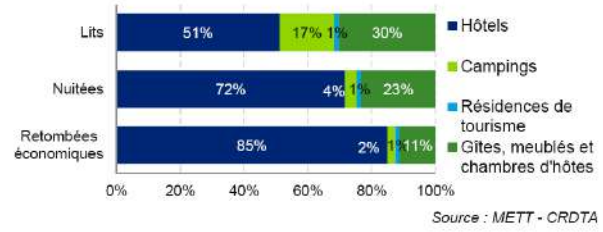
Il n'existe que **très peu d'hébergements insolites** hormis une roulotte sur le Camping Le Domaine du Bourg.

Répartition des lits marchands par type d'hébergement (2015)



Source : CDT de l'Allier

Répartition des lits, des nuitées et des retombées économiques dans les hébergements marchands en 2016



Source : METT - CRDTA

Remarque : tel que nous l'avons compris les données du METT n'incluent pas les communes de la Nièvre comprises dans Moulins Communauté (Dornes et Saint-Parize-en-Viry). Ces communes offrent peu d'hébergements marchands, essentiellement un camping municipal de 20 emplacements à Dornes.

Définition

*Le **MEET** est un Module d'Evaluation du poids Touristique des Territoires développé par le CRDTA (Comité Régional de Développement Touristique d'Auvergne).*

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 188/558

Définition

*Les **terres labourables** correspondent à des céréales, des cultures industrielles, des légumes secs et protéagineux, des fourrages, des tubercules, des légumes de plein champ ou des jachères.*

*Les **cultures** sont des vignes, des vergers, des pépinières ornementales, des fruitières et forestières, jonc, mûrier, osier ou arbre truffier.*

*Les **surfaces toujours en herbe** correspondent aux prairies naturelles ou semées depuis six ans ou plus.*

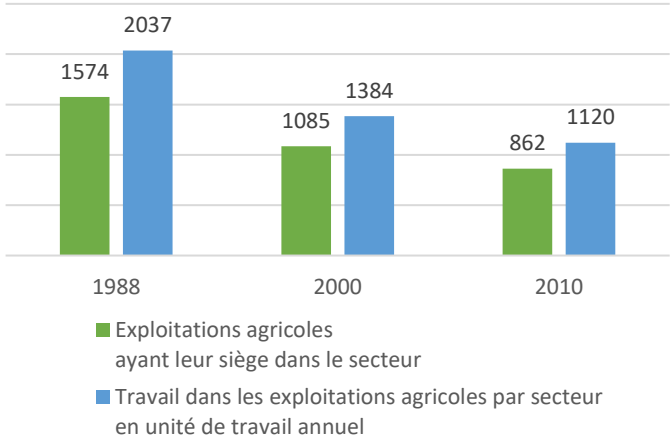
Points de vue de la population :
72% ont un agriculteur dans leur entourage
81% connaissent les signes de qualité (labels & AOP)
Une activité qui permet de consommer des produits de qualité et locaux pour 71% des agriculteurs

Points de vue des agriculteurs :
Une image de « nourisseur mais un métier difficile »
Une activité qui a su se moderniser pour 21% des agriculteurs
Une activité qui permet de maintenir l'activité rurale selon les ¾ des agriculteurs

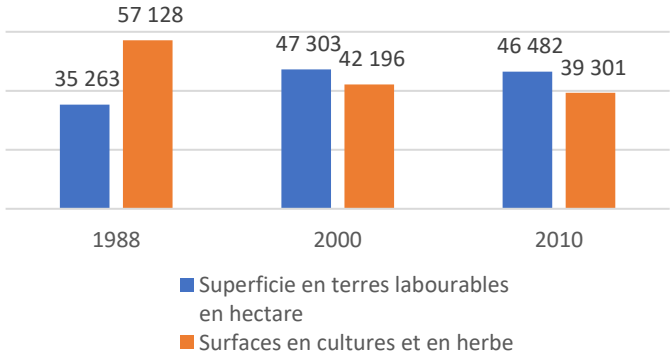
Source : Etude sur la perception de l'agriculture par la population



Evolution du nombre d'exploitations agricols et du travail dans les exploitations agricoles



Evolution des surfaces agricoles selon l'occupation du sol



Evolution des exploitations agricoles et des productions

› UNE ACTIVITÉ AGRICOLE EN RECUL MAIS QUI RESTE UN ÉLÉMENT CARACTÉRISTIQUE DU TERRITOIRE

Les **exploitants agricoles** représentent **3% de la population active** soit **878 personnes** (-258 par rapport à 2008) et **4% des emplois** soit **1 237 emplois** (-133 par rapport à 2008), en 2013. De grosses disparités existent à l'échelle des secteurs ; l'agriculture est beaucoup plus représentée au sein des territoires ruraux : **26% au sein des Pôles ruraux de proximité**. Si la **dimension économique de l'agriculture est fragilisée** par la diminution de l'emploi et du nombre d'exploitations, son **rôle dans l'occupation des sols reste néanmoins important** et représente une **spécificité du SCoT de Moulins Communauté**.

La diminution rapide des terres en herbe (élevages, cultures spécialisées) au profit des terres arables témoigne de la **mutation de la fonction productive agricole** : tendance à la **spécialisation des productions** notamment autour de la céréaliculture même si l'élevage reste dominant.

› DES OPPORTUNITÉS DE DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

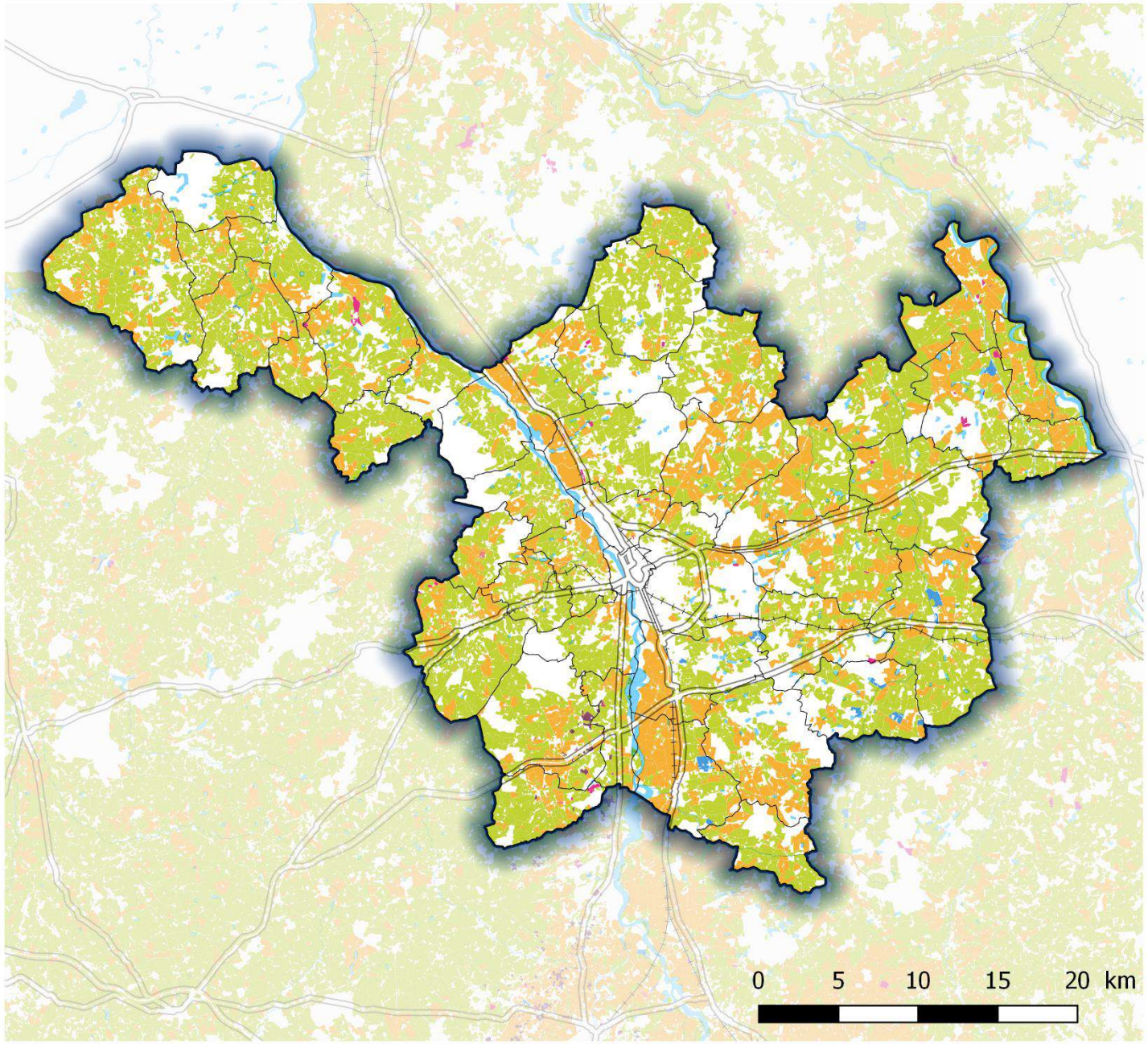
Malgré certains signes de fragilité qui interrogent la place du secteur agricole dans l'emploi et l'activité, plusieurs facteurs de développement sont identifiés au regard des mutations récentes et du développement de nouvelles fonctions associées au monde agricole. La **fonction productive traditionnelle** se double de **nouvelles vocations sociales et environnementales**. Le développement d'activités permettant de répondre à une **demande nouvelle des consommateurs locaux** représente donc un levier de **diversification de la production** pour le territoire à travers de nouveaux canaux de consommation de type **circuits courts ou vente directe**. Des **Associations pour le Maintien d'une Agriculture de Proximité (AMAP)** sont présents sur le territoire. En outre, le **réseau départemental « Bienvenue à la ferme »** et les **fermes pédagogiques**, le développement des **modes d'hébergement en milieu rural** et l'**agro-tourisme** sont autant de leviers de diversification de la production et de développement local.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 189/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Espaces agricoles du territoire

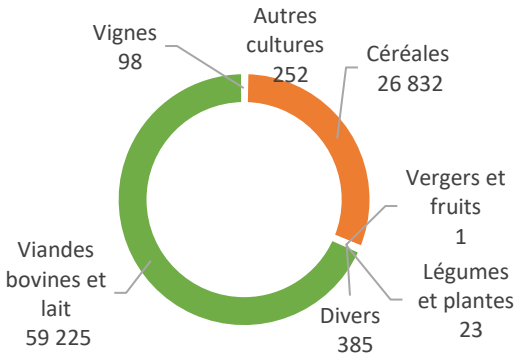
SCot Moulins communauté



Occupation agricole

- Céréales
- Autres cultures
- Viandes bovines, lait
- Légumes et plantes
- Vergers, fruits
- Vignes
- Divers
- Pas d'information

Répartition de la surface agricole en ha



Source : IGN

Date : 29 / 0[illegible]

even conseil

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 190/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

EMPLOIS ET ENTREPRISES

- Une baisse du nombre d'emplois et une hausse du taux de chômage mais qui reste inférieur à la moyenne départementale ;
- Un secteur industriel en perte de vitesse ;
- Un niveau de vie dans la moyenne départementale, mais plus élevé autour de la ville de Moulins ;

ZONES D'ACTIVITÉS

- Un parc d'activités qui représente plus de 450 ha sur le territoire ;
- Des espaces non bâtis qui représentent plus des ¾ des zones d'activités économiques ;
- Des zones d'activités qui se sont implantées en très grande partie le long de la N7 afin de profiter d'une connexion avec les autres territoires.

COMMERCES

- Un nombre d'établissements qui diminue, contrebalancé par des surfaces commerciales en augmentation
- Une polarisation de l'activité vers les commerces de périphérie, généralement plus grands, au dépens des commerces de centre-ville
- Un territoire relativement indépendant, avec une forte emprise commerciale du territoire
- Une offre structurée avec l'existence de plusieurs pôles commerciaux

ENJEUX

EMPLOIS ET ENTREPRISES

- La création d'emplois locaux diversifiés (emplois résidentiels (urbains) et productifs (ZAE) pour endiguer la fragilisation de la situation économique, en s'appuyant sur les complémentarités des polarités

ZONES D'ACTIVITÉS

- Le renforcement de l'offre d'accueil des activités : création, requalification et la densification des zones d'activités, mobilisation et valorisation de sites urbains, avec notamment le développement d'une zone logistique et de déconstruction majeure, Logiparc, avec une ambition de rayonnement européen.

COMMERCES

- La limitation de « l'appel d'air » engendré par le développement de l'offre commerciale en périphérie en affirmant les spécificités des différents types de pôles et en contribuant à l'image qualitative des commerces en centre-ville.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 191/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

TOURISME

- Un territoire ne bénéficiant pas d'une image touristique reconnue ;
- Le patrimoine culturel et patrimonial mis en avant par rapport au patrimoine naturel ;
- La commune de Moulins labellisée Ville d'Art et d'Histoire ;
- Le Coeur urbainqui concentre un patrimoine architectural et une offre muséale diversifiés et de grande qualité
- Des ouvrages patrimoniaux de grande valeur historique et religieuse dans les communes qui jouxtent l'hypercentre ;
- Des sites qui se démarquent à l'image du CNCS ou du projet Créatif Street Art City proposant des visites originales ;
- Un patrimoine rural particulièrement mis en valeur par le bocage typique du territoire et qui offrent de très nombreuses églises, châteaux et belles demeures ;
- Une offre hôtelière développée mais concentrée sur Moulins et ses environs ;
- Une offre en gîtes et chambres d'hôtes diffuse mais qualitative ;
- Une offre en hôtellerie de plein air limitée et peu qualifiée ;
- Une offre destinée au tourisme d'affaires éclatée et qui reste une activité limitée ;
- Une offre riche et plutôt qualitative d'aire de camping-car portée par celle de Moulins ;
- Des projets et réflexions en cours :
    - projet d'extension du CNCS ;
    - candidature de la commune de Souvigny au réseau « Villes sanctuaires » pour en faire une destination du tourisme religieux ;
    - projets d'équipements comme le centre d'interprétation de la Bible de Souvigny ;
    - Un centre potier, etc ;
    - Le lancement de la démarche d'extension du territoire labellisé : passage de Ville d'Art et d'Histoire en Pays d'Art et d'Histoire ;
- Le PAL (Parc d'Attractions et Parc Animalier) : un site touristique majeur en croissance et à proximité du territoire ;

AGRICULTURE

- Une activité agricole en recul : une diminution du nombre d'exploitants et d'exploitations agricoles ;
- Des productions agri… …e.

ENJEUX

TOURISME

- **L'attractivité touristique grâce à l'image positive, l'identité touristique et la structuration de l'offre pour passer d'un territoire de passage à un tourisme de séjour :**
    - **Renforcement de la destination urbaine de Moulins = structuration des filières culturelles et patrimoniales, poursuite de la qualification de l'espace public, renforcement de l'animation et des grands évènements ;**
    - **Développement des filières à potentiel : tourisme à la campagne, tourisme religieux, etc.**
    - **Développement de l'offre dans le domaine des gîtes et des chambres d'hôtes et celui de plein air, ainsi que la création de services, de loisirs et d'aménagements ;**

AGRICULTURE

- **Le développement des filières courtes et la valorisation des productions locales pour l'alimentation des populations**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 192/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



3 Mobilités, transports et déplacements, numérique

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Le Plan de Déplacements Urbains &
Le Schéma Régional des Infrastructures de Transports

En tant qu'autorité organisatrice des transports urbains, la Communauté d'agglomération de Moulins a compétence pour élaborer le Plan de Déplacements Urbains (PDU) sur son territoire. Elaboré dans le prolongement du SCoT de Moulins Communauté, il a été approuvé en avril 2011. Le PDU fixe 8 objectifs thématiques :

- Endiguer le recours systématique à l'automobile pour tous les motifs de déplacements ;
- Tendre vers un usage coordonné de tous les modes de déplacement, notamment par une affectation appropriée de la voirie ;
- Optimiser les TC pour mettre en place de réelles alternatives aux déplacements automobiles ;
- Reconstituer et développer l'intermodalité entre les modes ;
- Utiliser l'outil stationnement comme un levier en matière de report modal ;
- Réduire la place de l'automobile en proposant une meilleure répartition de l'espace public ;
- Faire des modes doux une réelle alternative pour les déplacements courtes distances ;
- Mettre en place des mesures réglementaires et/ou d'aménagement pour mieux orienter le trafic poids lourds et organiser les livraisons.

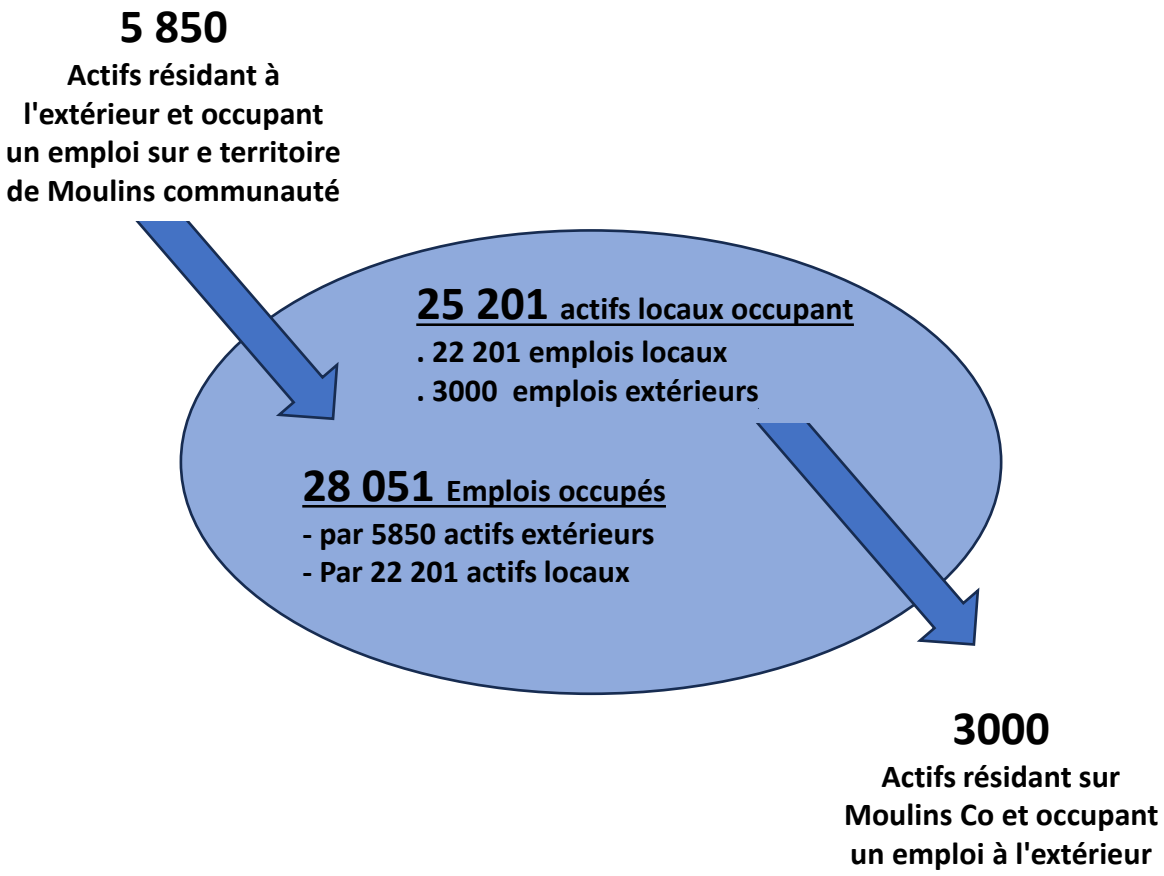
Volet « transports » du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durables des Territoires (SRADDT), le SRIT fixe les orientations fondamentales de développement des infrastructures de transports à l'échelle régionale. Le schéma décline des propositions qui s'articulent autour de 4 axes stratégiques :

- Favoriser le dynamisme et le rayonnement extérieur de l'Auvergne ;
- Adapter et moderniser le maillage des services et infrastructures pour renforcer l'armature urbaine ;
- Mettre en place les outils et les moyens permettant d'assurer une mobilité adaptée sur l'ensemble du territoire ;
- Faire de l'Auvergne un territoire de référence pour une mobilité durable et solidaire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 194/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

La part modale des déplacements domicile-travail



PRES DE ACTIFS SUR 10 VIVANT SUR LE TERRITOIRE Y TRAVAILLENT

En 2023, 88% des actifs travaillent sur le territoire de Moulins communauté, soit leur communauté d'agglomération de résidenc,

Cette surreprésentation est liée au nombre d'emplois relativement élevés sur le cœur urbain, où 5 410 actifs, originaires du reste du territoire, viennent travailler quotidiennement.

Les déplacements pendulaires occupent une place prépondérante, notamment sur les communes périurbaines et rurales, en raison de la présence de nombreux pôles d'emplois sur le territoire, mais également à proximité de celui-ci (Bourbon-Lancy, Dompierre-sur-Besbre, Bourbon-l'Archambault …).

Par ailleurs, les actifs dont l'emploi se situe hors de leur commune de résidence utilisent quasi exclusivement leur voiture personnelle pour se rendre sur leur lieu de travail.

DES MOBILITÉS DOMICILE-TRAVAIL IMPORTANTES

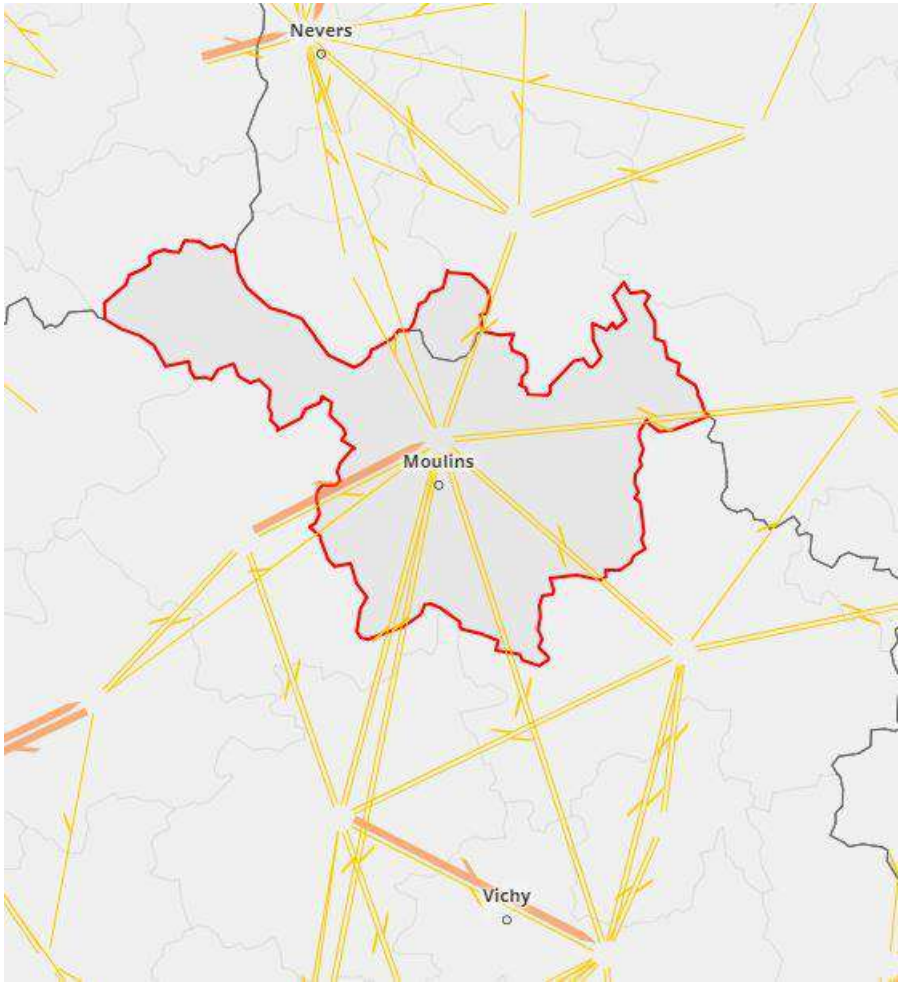
En 2023, les échanges domicile-travail sont nombreux et tendent à augmenter :

- 12% des actifs locaux vont travailler à l'extérieur, ils étaient 10,5% en 2018;
- 20,85% des emplois sur Moulins Communauté sont occupés par des actifs résidant à l'extérieur. Ils n'étaient que 79,1% en 2018.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 195/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

La part modale des déplacements domicile-travail



Source INSEE 2024 – trajets 2023

DES ÉCHANGES NOMBREUX AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BOCAGE BOURBONNAIS ET CELLE D'ENTR'ALLIER BESBRE ET LOIRE

En 2023, les actifs qui travaillent en dehors du territoire communautaire sont davantage attirés par **les Communautés de communes du Bocage Bourbonnais et d'Entr'Allier Besbre et Loire**, avec respectivement 515 et 504 personnes qui y travaillent quotidiennement, tandis que 1 453 et 1 256 actifs font le trajet inverse.

La Nièvre est également attractive avec 579 personnes vivant sur la Communauté d'agglomération (en diminution de 200 navetteurs depuis 2015) et travaillant dans ce département limitrophe, pour un mouvement inverse vers les emplois de Moulins communauté de 827 navetteurs.

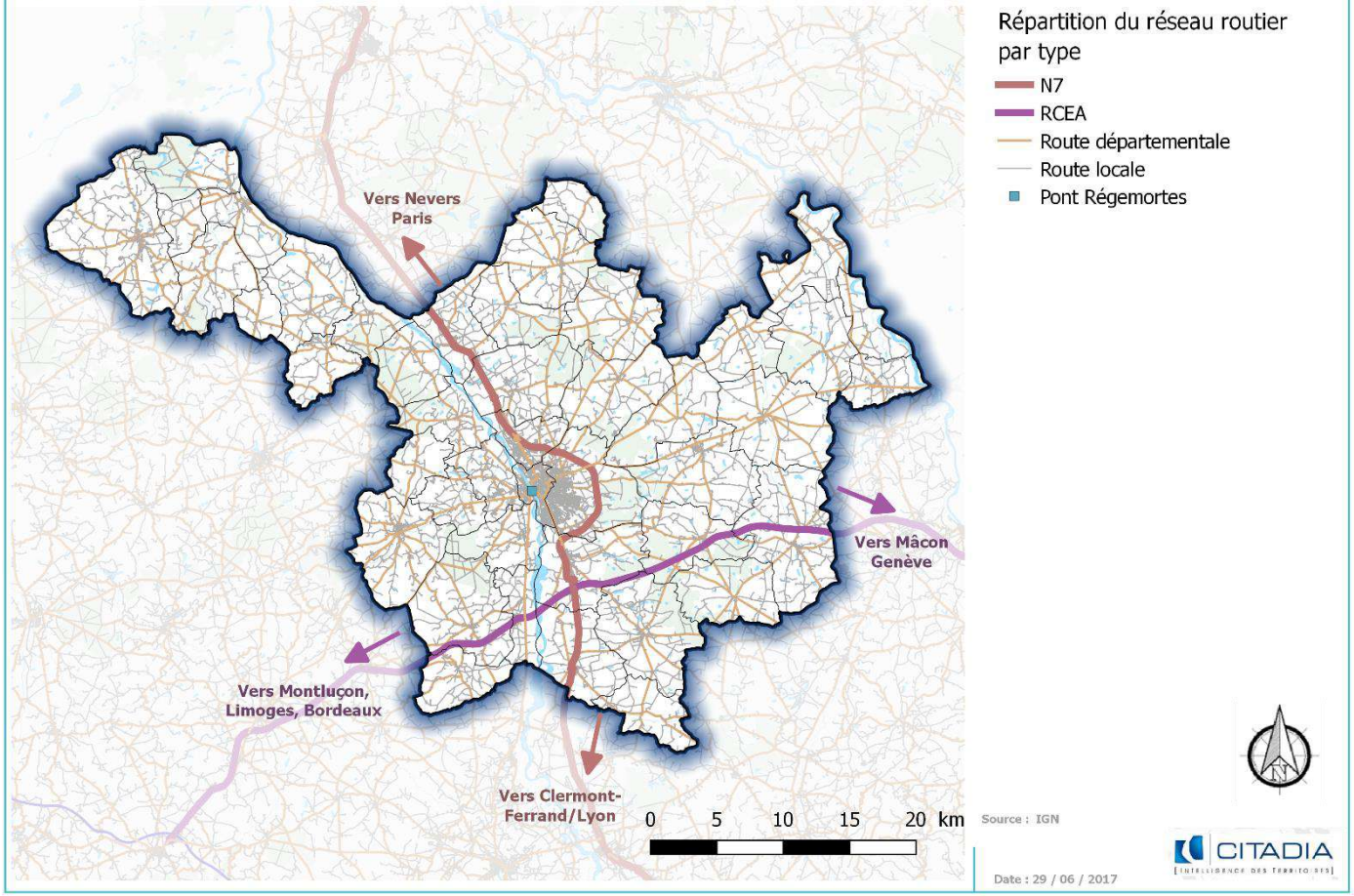
La Saône-et-Loire figure comme le quatrième secteur en termes de flux de travailleurs, avec 456 navetteurs.

Intercommunaités avec échanges domicile-travail	Entrées vers Moulins Co	Sorties à partir de Moulins Co.
CC Bocage bourbonnais	1453	515
CC Entre Allier Besbres et Loire	1256	504
CC Saint-Pourcinois	974	312
CA Vichy Communauté	615	233
CC Sud Nnivernais	386	301
CC Nivernais bourbonnais	291	
CC Entre Arcoux Loire et Somme	236	380
CA Clermont-Métropole	204	207
CC Montmarault-Néris	203	
CA Nevers	<200	278
Total des échanges (par défaut >200 échanges / jour)	**5768**	**2730**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 196/558

Accusé de réception en préfecture
003-200067866-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

La hiérarchisation du réseau routier
SCoT Moulins Communauté



UNE HIÉRARCHISATION DES VOIES ORGANISÉS PAR DEUX AXES PRINCIPAUX

Le réseau routier de Moulins Communauté est structuré par deux axes :

- La **RN 7** : **traversant le territoire du nord au sud et permettant de rejoindre l'A89 au sud** (Clermont-Ferrand, Lyon) et **l'A77 au nord** (Nevers, Paris) ;
- Concession autoroutière depuis 2021, la **RCEA**, **traversant le territoire d'est en ouest**, permet de rejoindre l'**A71 à l'ouest** (Montluçon, Limoges, Bordeaux) et l'**A7 à l'est** (Paray-le-Monial, Mâcon, Genève). Cette voie a fait l'objet de **travaux en vue de son passage à 2x2 voies** sur l'ensemble de la portion traversant le territoire du SCoT.

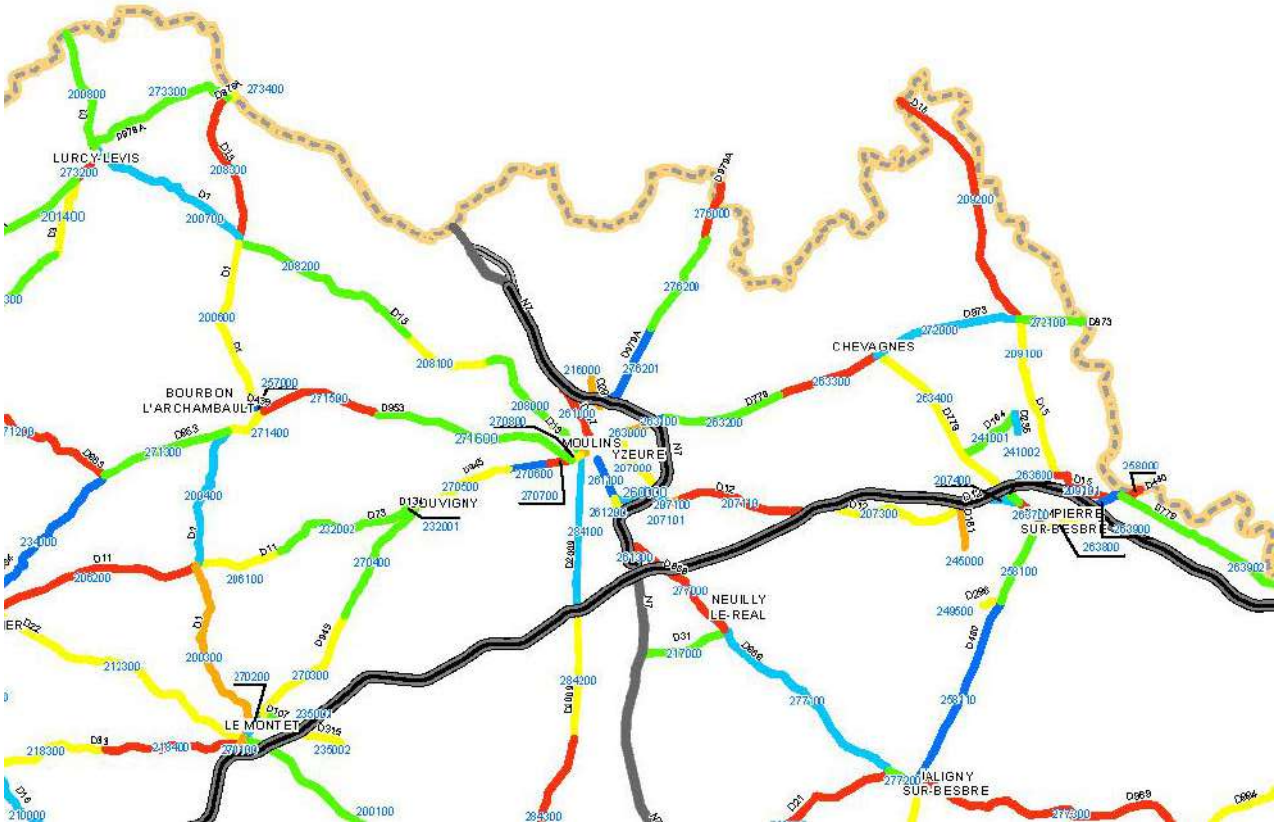
Le réseau viaire est complété par des **voies de desserte locale organisées en étoile autour de la commune de Moulins** et qui facilitent l'accessibilité au centre urbain depuis le reste du territoire. Cependant, la **voie ferrée** constitue une **barrière physique** avec une partie de l'ouest du territoire.

De plus, il bénéficie de **plusieurs accès autoroutiers** :

- L'**A71** (Orléans/Clermont-Ferrand), au sud-ouest, en 35 minutes environ ;
- L'**A77** au nord du territoire, en continuité de la N7.

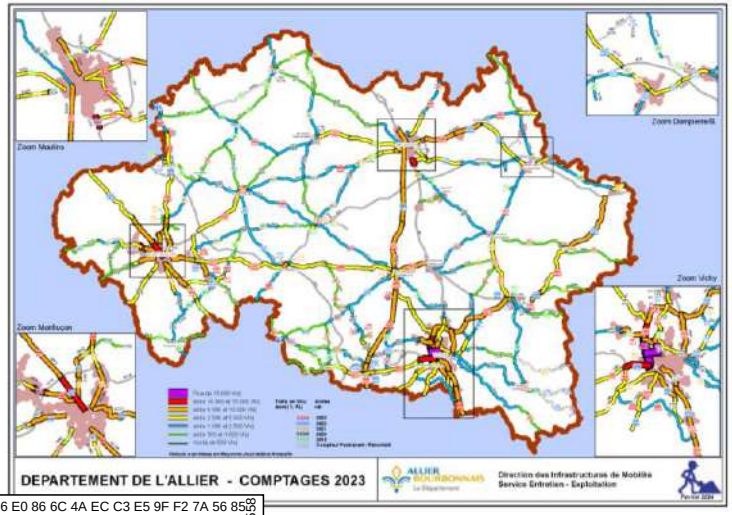
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 197/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



CARTE DES SECTIONS DE COMPTAGE DES RÉSEAUX
Grandes Liaisons (GL) et Liaisons Départementales (LD)

ALLIER BOURBONNAIS Le Département
Cadre de Vie et Environnement
Direction des Infrastructures de Mobilité
Service Entretien Exploitation
février 2024



Les flux routiers

UNE CONCENTRATION DES FLUX ROUTIERS AUTOUR DE MOULINS

Les flux routiers sont concentrés sur le réseau principal au départ de la commune de Moulins. A cette circulation automobile, s'ajoute le trafic de poids lourds à l'origine de nuisances. Le réseau viaire souffre cependant de **problèmes de congestion en porte d'entrée du centre urbain**, notamment au niveau du pont Régemortes, qui contraint les déplacements est-ouest au sein du territoire. Un projet de second franchissement de l'Allier à hauteur de Moulins vient aujourd'hui soulager le niveau de trafic important sur cet axe.

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES ALTERNATIVES À LA VOITURE INDIVIDUELLE À L'ÉCHELLE DU DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

Moulins Communauté a réalisé des **travaux de terrassement** et une **signalétique spécifique** a été mise en place afin de **promouvoir le covoiturage** dans un territoire rural dépendant de de la voiture pour ses déplacements quotidiens. Même si elles sont dispersées, les aires de covoiturage sont encore insuffisantes à l'est et à l'ouest du territoire.

Le développement des **bornes de rechargement électriques** à l'échelle de l'Allier cible les déplacements domicile-travail et les trajets touristiques. Moulins Communauté compte **14 bornes (dont 6 à Moulins) réparties sur 8 communes**. Leur utilisation est gratuite jusqu'à la fin 2017. Il existe 2 types de bornes :

- Les bornes « rapides » qui permettent une recharge complète en 30 minutes ;
- Les bornes « accélérées » pour un rechargement en 2h.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 198/558

L'offre en stationnement



Stationnement linéaire payant, Moulins
Source : Citadia Conseil



Stationnement sur la voie publique, Bessay-sur-Allier
Source : Citadia Conseil



Non respect du périmètre de stationnement et empiètement sur l'espace piéton, Lurcy-Lévis – Source : Citadia Conseil



Parc de stationnement gratuit, Lurcy-Lévis
Source : Citadia Conseil

Sur le territoire du SCoT, deux villes ont mis en place une **réglementation particulière** en matière de stationnement : **Moulins et Yzeure**. Le stationnement des autres communes n'a pas de réglementations particulières. Certaines d'entre elles possèdent des places de stationnement minute à proximité des commerces.

› UNE OFFRE EN STATIONNEMENT TRÈS DÉVELOPPÉE SUR LA COMMUNE DE MOULINS

Les parcs de stationnement et le stationnement sur voirie sont réglementés à Moulins. Les résidents bénéficient d'une tarification spécifique. Si le stationnement en parc n'est pas limité dans la durée, le stationnement sur voirie est autorisé pour une durée maximum de 2 heures. Cette réglementation s'inscrit dans une **politique globale de redynamisation du centre-ville**, notamment en faveur du commerce de proximité. L'offre en stationnement est très abondante : **1 500 places règlementée et 700 places gratuites au sein de 6 parcs de stationnemen**t aux abords de la zone règlementée.

La **gestion du stationnement** peut être utilisée comme un **outil pour réguler la circulation automobile**. Elle permet de gérer la concurrence entre les différents usagers (actifs, résidents, visiteurs) grâce à une **rotation** de l'offre. De plus, une politique de stationnement adaptée favorise le report modal des automobilistes vers des modes de transports alternatifs (TC; modes doux, …). Le PDU prévoyait le développement d'un réseau de parcs relais qui a été amorcée avec la mise en œuvre du **premier, à proximité du Pont Régemortes en 2016**.

› DES CONFLITS D'USAGES DANS LES AUTRES COMMUNES

Les petites communes peuvent être concernées par le **stationnement illicite** tout comme les secteurs urbains. Ce stationnement est **source d'insécurité pour les piétons** qui doivent modifier leur parcours pour emprunter la route.

Le **débordement du stationnement résidentiel sur la voie publique** (chaussée ou trottoirs) est une problématique récurrente alors qu'une partie des habitants dispose d'un emplacement privé.

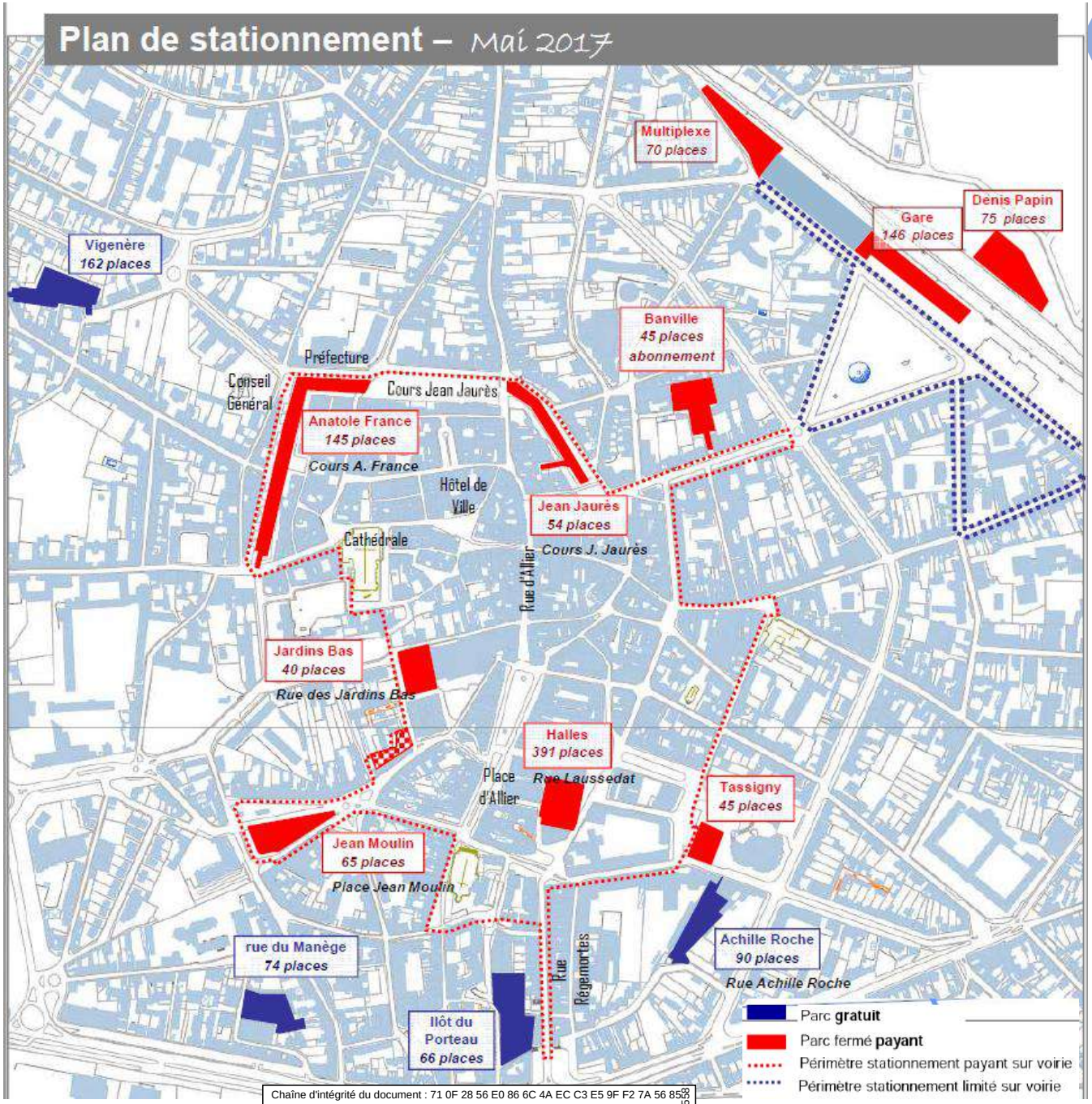
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 199/558
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

L'offre en stationnement

› UN PARC DE STATIONNEMENT CONSÉQUENT SUR LA COMMUNE DE MOULINS

Le stationnement payant en parc fermé est le plus développé avec plus de 1 000 places au sein de 10 parkings Par ailleurs, il existe 4 parcs offrant 392 places de stationnement gratuites.

Le stationnement public sur voirie est majoritairement payant avec 700 places. 178 places en stationnement limité sont également à noter dans le quartier de la gare.

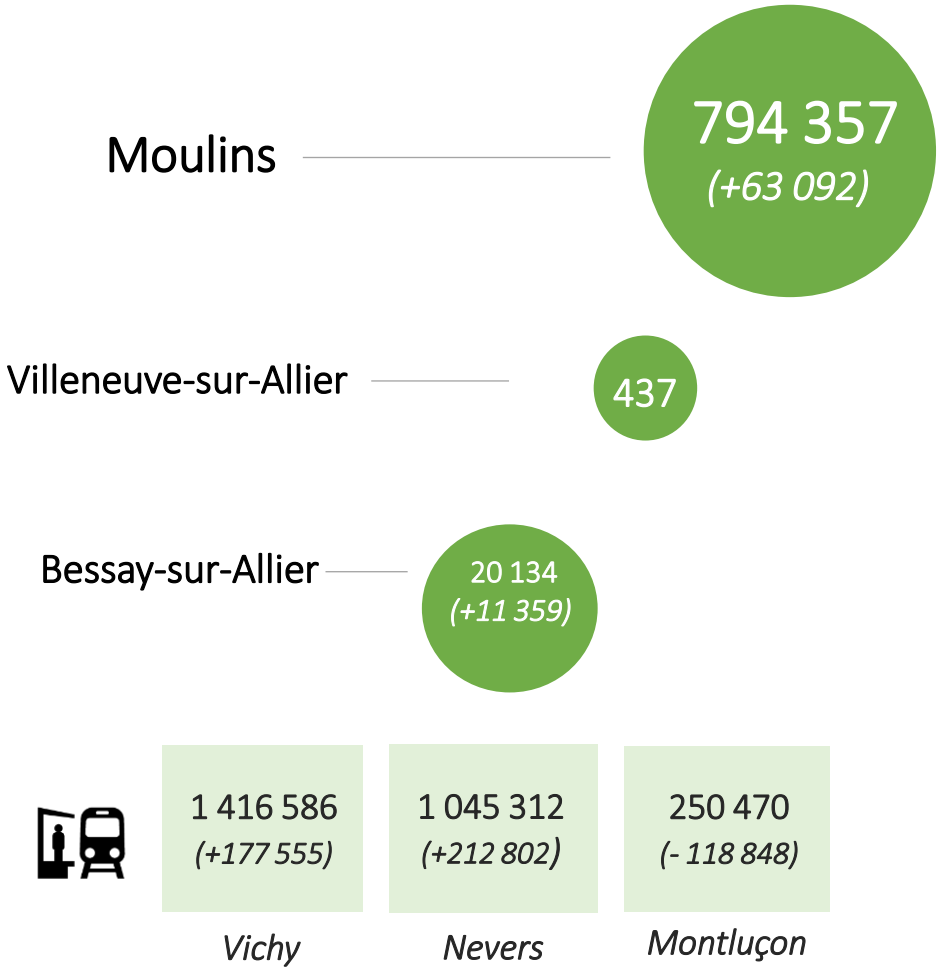


Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85 58
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 200/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Le transport ferroviaire

Fréquentation des gares en nombre de voyageurs en 2023et nombre de voyageurs supplémentaires entre 2015 et 2023



Source : Opendata SNCF, 2015, 2021

› UNE OFFRE FERROVIAIRE PORTÉE PAR LA GARE DE MOULINS

Le SCoT Moulins Communauté est traversé par **deux grands axes ferroviaires**, inscrits dans le schéma national de services de transports : **Paris-Clermont-Béziers** et **Lyon-Nantes**.

Le territoire est desservi par la **gare de Moulins**, **5ème de la région avec une fréquentation annuelle relativement stable de plus de 794 000 voyageurs en 2021**. Cette gare a pour vocation de **devenir un pôle d'échanges intermodal** à l'échelle du bassin de vie de Moulins. En effet, seule la gare de Moulins permet d'emprunter les 3 types de transports en commun présents sur l'agglomération. De plus, le pôle est desservi par la quasi-totalité des lignes du Département et du réseau Aléo. L'**utilisation des trains grandes lignes** est facilitée par de nombreuses possibilités offertes dans la journée.

Les usagers peuvent profiter des **liaisons régulières entre Moulins et Clermont-Ferrand**, via le réseau TER. Ce réseau assure également les liaisons régionales Moulins-Paray-Le Monial et Moulins-Nevers. Sur le territoire du SCoT, seulement **5 communes disposent de services TC régionaux** : **Moulins, Bessay-sur-Allier et Villeneuve-sur-Allier** qui disposent d'**une gare**, **Yzeure et Montbeugny** avec un **arrêt de car TER**.

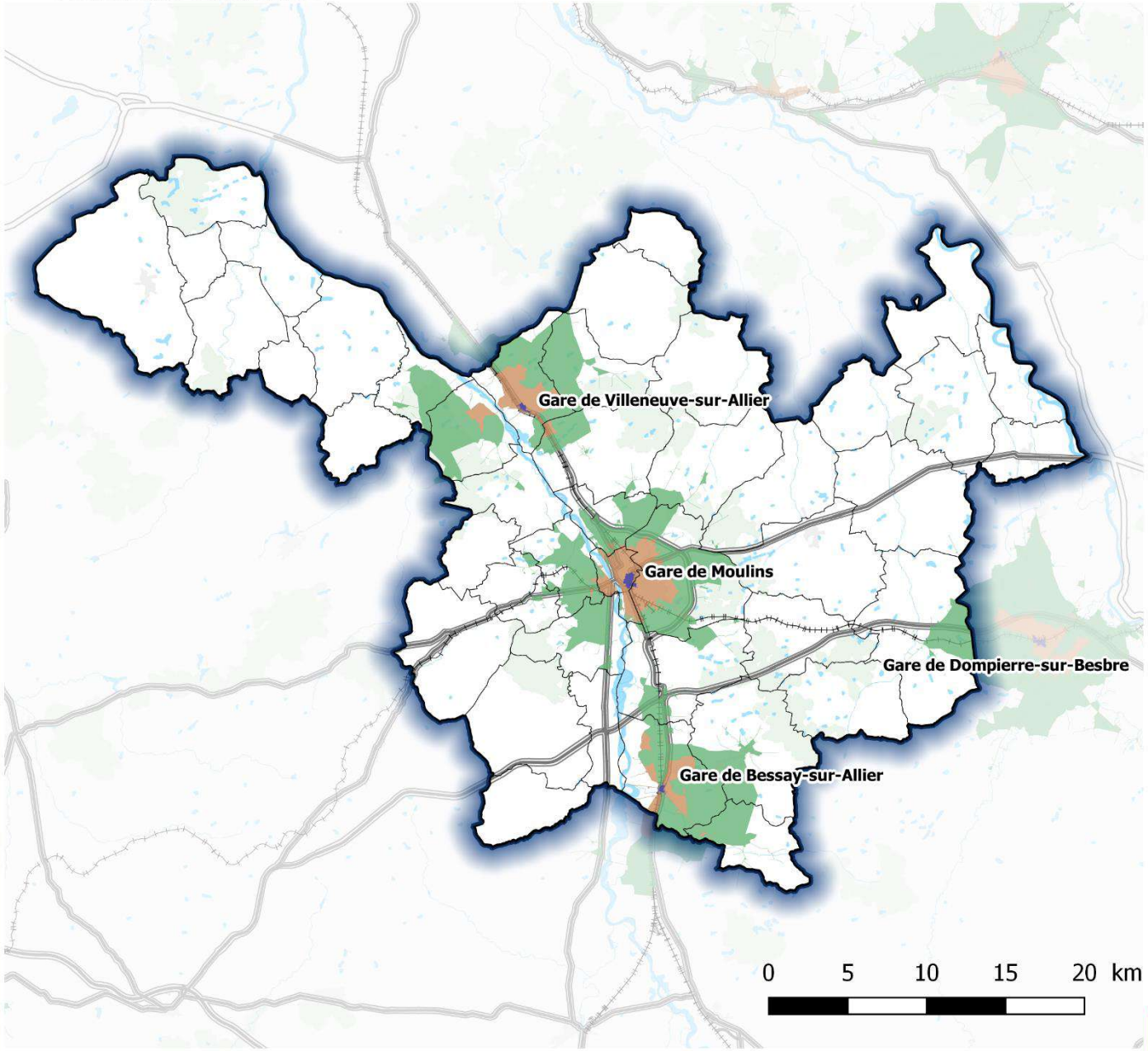
Même si près de **70% de la population du SCoT** a accès à une **gare en moins de 10 minutes en voiture** et que certains trajets internes sont plus efficaces lorsqu'ils sont réalisés en train plutôt qu'en voiture, leur **fréquence** est **trop faible** pour constituer une véritable alternative à la voiture individuelle. Par exemple, le trajet Villeneuve-sur-Allier/Moulins se fait en 8 minutes en TER mais il n'y a que 2 trajets (un le matin et un le soir) alors qu'il faut 16 minutes en voiture en période creuse et 25 minutes aux heures de pointe.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 201/558

L'accessibilité aux gares

SCoT Moulins Communauté



Accessibilité en voiture et à pied aux gares du territoire

- 7,8% de la population a accès à une gare à moins de 10 minutes à pied
- 54,9% de la population a accès à une gare à moins de 5 minutes en voiture
- 69,4% de la population a accès à une gare à moins de 10 minutes en voiture

Source : IGN, INSEE

Date : 03 / 07 / 2017

CITADIA INTELLIGENCE DES TERRITOIRES

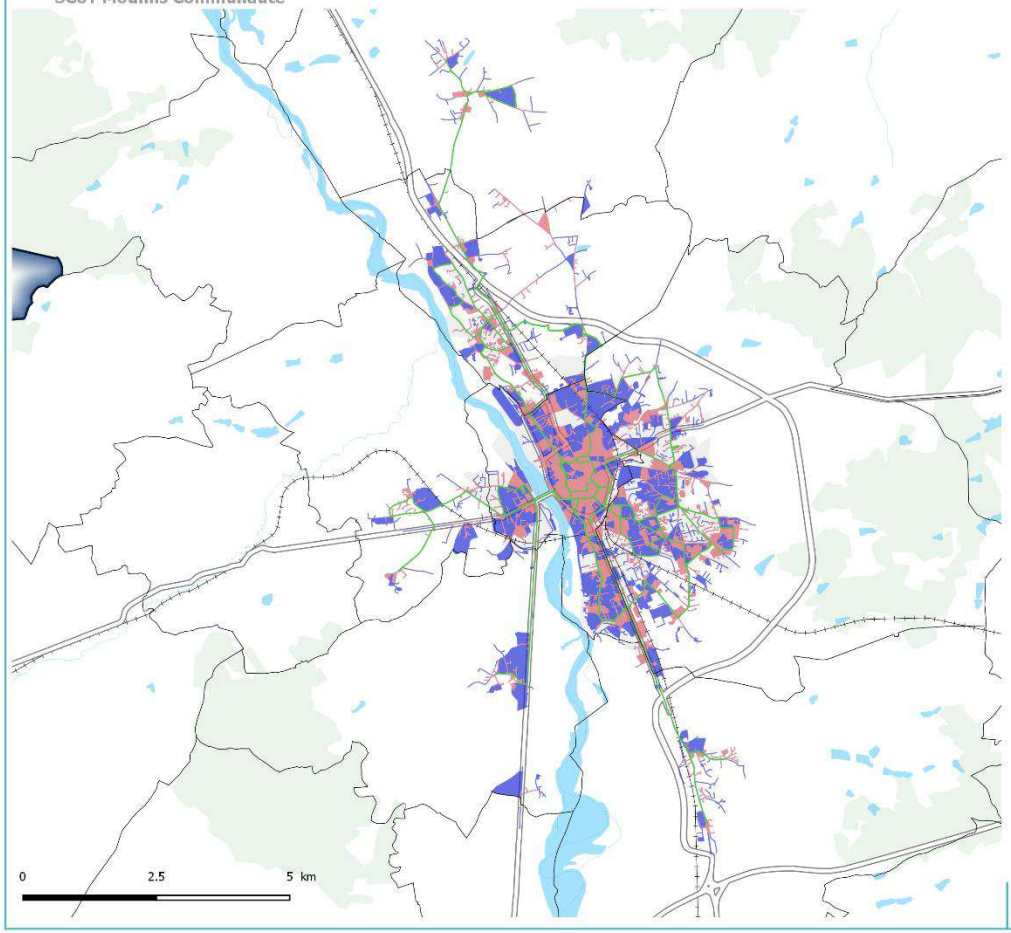
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 202/558

• Les transports en commun

La desserte en transports en commun via le réseau Aléo

SCoT Moulins Communauté



Part de la **population des communes concernées par le réseau Aléo**, ayant accès à un **arrêt de bus à pied** :

*En moins de **5 mins** : **90%***

*En moins de **10 mins** : **95%***

Part de la population du **Coeur urbain**ayant accès à un **arrêt de bus à pied** :

*En moins de 5 mins : **94%***

*En moins de 10 mins : **97%***

› UN RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN URBAIN STRUCTURÉ SUR LE CŒUR D'AGGLOMÉRATION

Depuis mars 2011, l'ancienne Communauté d'Agglomération de Moulins (26 communes) a délégué l'exploitation de son **réseau urbain d'autobus ALEO** à Moulins Mobilité. Le réseau de transports en commun est constitué de **10 lignes régulières (3 principales et 7 de proximités)** desservant les communes de **Avermes, Bressolles, Moulins, Neuvy, Toulon-sur-Allier, Trévol et Yzeure**, et 7 services scolaires. Le réseau dessert la plupart des équipements scolaires et administratifs des communes concernées. **La fréquentation du réseau** est **en augmentation** depuis 2014, notamment sur les lignes A, C, D. Le nombre de voyages est passé de 990 636 en 2015 à **1 053 277 en 2016**. De plus, le nombre d'abonnements mensuels augmente, résultat direct de la campagne commerciale menée.

Un réseau de **transport à la demande** a également été mis en place sur le **périmètre de l'ancienne Communauté d'agglomération** selon un découpage en trois zones, avec une prise en charge depuis un **point de montée identifié ou depuis le domicile vers 15 points de dépose**. Il a comptabilisé **1 867 voyageurs en 2016**. Le développement du transport à la demande, mis en œuvre en 2006, permet de répondre aux **demandes ponctuelles des habitants des communes rurales**.

Cependant, ce réseau n'est pour le moment pas développé sur le nouveau périmètre de Moulins Communauté, délaissant donc les nouveaux territoires intégrés.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 203/558

Les transports en commun



Schéma du réseau des transports

Lignes régulières et services à déclenchement des lignes

A N° de la ligne — Ligne SNCF - - - Périmètre des communautés d'agglomérations

Pour les services à déclenchement, appel préalable au 04 73 31 82 00

› UN RÉSEAU DÉPARTEMENTAL QUI PERMET DE DESSERVIR LES COMMUNALES RURALES MAIS PRINCIPALEMENT UTILISÉ PAR LES SCOLAIRES

Depuis le 1er janvier 2021, c'est la Région qui organise le transport interurbain sur le territoire de l'Allier.

Le **réseau régional** propose **2 types de lignes** :

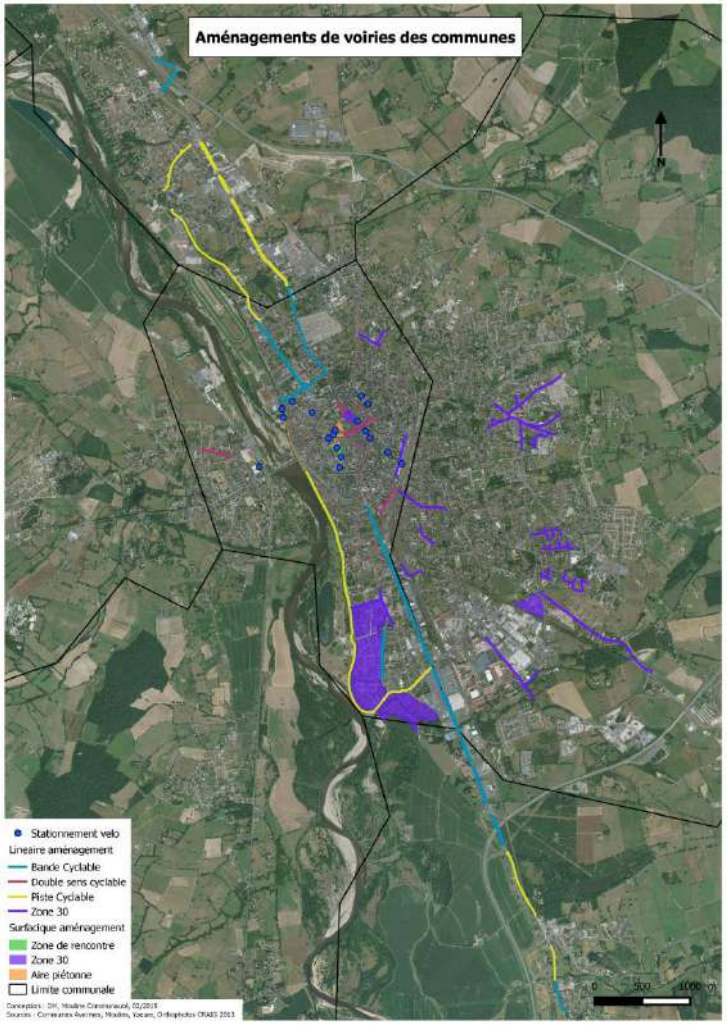
- Les **services réguliers** qui fonctionnent selon des destinations et des horaires prédéfinis ;
- Les **services sur réservation**, équivalent du transport à la demande : en complément des services réguliers, ils fonctionnent sur réservation durant laquelle sont fixés les points d'arrêt et l'horaire.

Le réseau est structuré par 21 lignes principalement en direction des 3 agglomérations de l'Allier (Moulins, Vichy et Montluçon) ce qui explique que **9 lignes desservent le territoire**. Les lignes desservant Moulins Communauté sont organisées en **étoile autour de la commune de Moulins** mais elles ne desservent pas toutes les communes du SCoT. La **réduction de la fréquence durant les vacances scolaires** et la **faiblesse ou l'absence de services en soirée et le week-end** explique que **les principaux usagers du réseau départemental soient les scolaires**.

Le Département dispose d'un service de **transport à la demande** qui vient compléter le maillage des lignes régulières. Il propose une solution de transport en commun notamment pour les **territoires ruraux à l'écart du tracé des lignes régulières.** Le Transport à la Demande propose des **liaisons avec les communes identifiées comme « commune-centre »** (Moulins et Lurcy-Lévis), **vers un arrêt de transports ou des activités.**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 204/558



Source : Moulins Communauté



Aménagement modes doux, quai de l'Allier, Moulins
Source : Citadia Conseil



Aménagement piéton non sécurisé, Trévol
Source : Citadia Conseil

› DES AMÉNAGEMENTS PONCTUELS MENÉS SANS RÉFLEXION D'ENSEMBLE MAIS QUI PERMETTENT D'APPUYER LES PRATIQUES DES USAGERS

Le **réseau de liaisons douces** est **limité à l'échelle de Moulins Communauté** (mis à part un plan de mise en œuvre des sentiers de randonnée).

Certaines communes ont réalisé des **aménagements favorisant les déplacements à pied et en vélo**. Le gabarit des rues, parfois étroites, et l'omniprésence de la voiture constituent des obstacles au développement d'un réseau doux structuré. De plus, certains aménagements ne sont **pas suffisants sécurisés** pour être empruntés par les piétons (comme Trévol).

Des **pistes cyclables** ont été réalisées en **bordure de l'Allier** et dans **certains centres-villes** ou c**entres-bourgs** (Moulins,Toulon-sur-Allier, Avermes), mais ces aménagements au coup par coup ne permettent pas de mettre en œuvre un réseau structuré et continu à l'échelle communautaire.

La **piétonisation ou la semi-piétonisation du centre de Moulins** a permis de donner à ce secteur un nouveau **confort pour la circulation piétonne**. Les **quartiers sud**, regroupant l'essentiel des équipements, ont été équipés de **zones limitées à 30 km/h**.

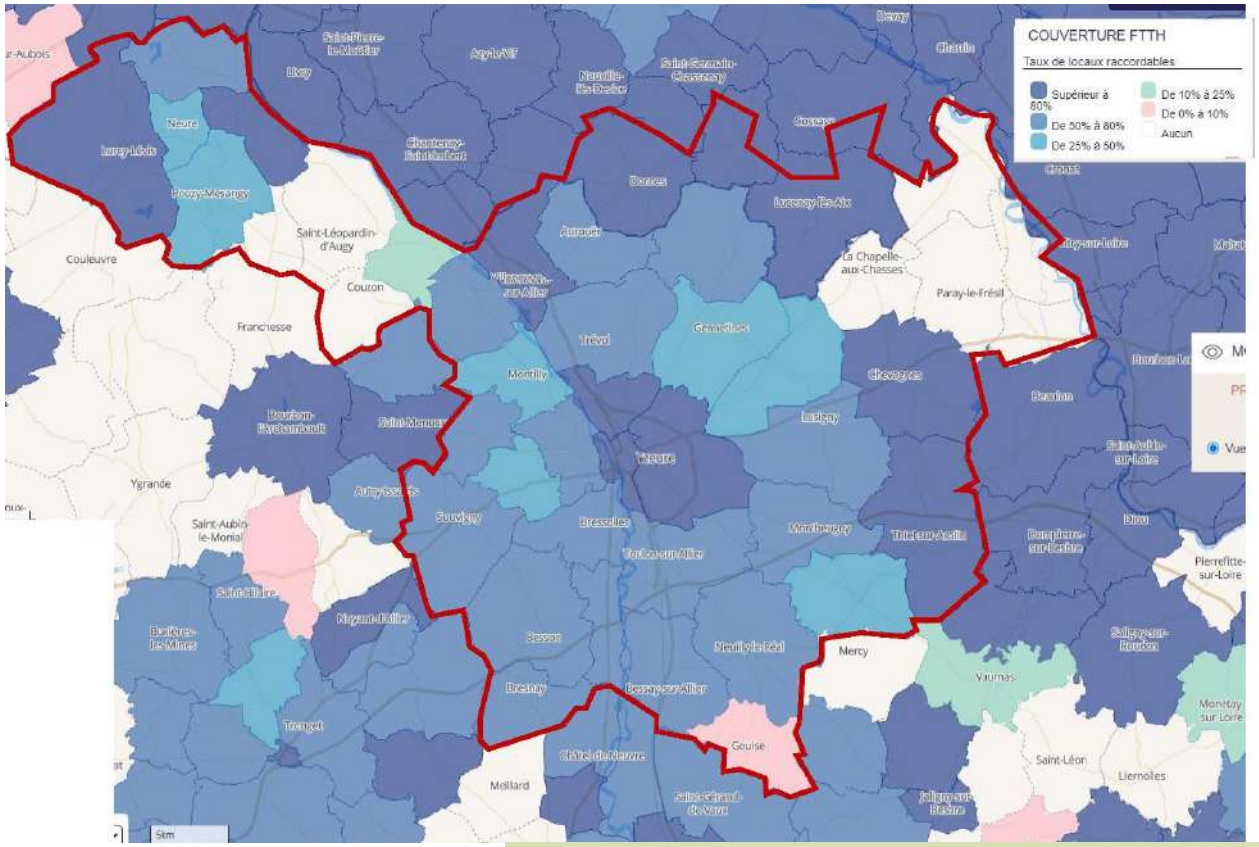
Environ **18 kms d'aménagements piétons** ont été réalisés (en majeure partie sur Moulins) et **38 kms d'aménagements cyclables** principalement sur l'agglomération de Moulins (hors schémas départementaux et régionaux).

Un **projet de voie verte**, permettant de traverser le centre urbain en longeant l'Allier, est à l'étude.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 205/558

La couverture numérique du territoire



Définition

Le « haut débit » est compris entre 512 kilobits et 30 mégabits par seconde.

*L'accès à **Internet** est considéré à **« très haut débit »** dès que le débit est supérieur à 30 Mégabits par seconde.*

Source : http://francethd.fr/

Précisions territoriales : La majorité des communes dispose d'une part de lignes éligibles à 3 et 8 Mbits par seconde supérieure à 50%. Cette connectivité est aujourd'hui la limite de l'acceptable et sera rapidement dépassée par l'évolution des usages d'internet. **Quelques communes, relativement dispersées et faiblement peuplés, présentent des taux inférieurs à 50% en 3Mbits par seconde.** En revanche, elles sont plus nombreuses pour le 8 Mbits par seconde.

La majorité des communes disposent de lignes éligibles au THD inférieur à 50%. Les communes les mieux couverts (plus de 25% éligibles) se concentrent sur l'ancien périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le THD est très peu présent actuellement sur le territoire : une couverture territoriale insuffisante qui peut, à terme, pénaliser l'activité économique et le développement des territoires ruraux.

UNE COUVERTURE NUMÉRIQUE QUI AVANCE BIEN

Avec un premier palier atteint en 2022, le Département de l'Allier poursuit son avancée pour atteindre son objectif 100% fibre en 2026.

2013-2022 : 9 ans pour améliorer les débits sur le territoire

Lancé en 2013, le plan Auvergne très haut débit vise à couvrir l'intégralité du territoire avec **un débit d'au moins 8mbits/s d'ici 2025**, c'est-à-dire proposer un accès à internet performant à l'ensemble des logements, des entreprises et des administrations. En 2019, une renégociation du partenariat public-privé a permis d'avancer l'échéance des déploiements de 2025 à 2022.

2023 - 2026 : vers le 100% numérique

L'objectif de 2022 a été atteint, **avec 90% des adresses éligibles à la fibre optique**, et **la disponibilité d'offres très haut débit pour les 10% restantes**, grâce à la 4g fixe et aux offres satellites. En 2022, les assemblées départementales et le conseil régional ont voté la poursuite du déploiement et son financement pour tendre vers **un objectif 100% fibre**. Le budget de cette opération est de l'ordre de plus de 450 millions d'euros, dans lequel l'allier abonde à hauteur de 45 millions d'euros environ.

Ainsi, en février 2012, Moulins Communauté a signé avec l'opérateur privé Orange une convention nationale de déploiement du Très Haut Débit. Cette convention a pour objectif de faire bénéficier tous les habitants du territoire communautaire du Très Haut Débit au plus tard en 2020.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 206/558

CONSTATS

DÉPLACEMENTS

- Une facilité d'accès au territoire grâce à 2 axes routiers principaux, la RN7 et la RCEA, qui favorise l'implantation d'activités économiques ;
- Des nuisances causées par la fréquentation élevée, notamment par des poids lourds, de ces deux axes principaux ;
- Des déplacements domicile-travail largement dominés par la voiture individuelle à l'échelle du SCoT pour se concentrer dans le cœur d'agglomération;
- Le débordement du stationnement résidentiel sur la voie publique principalement dans les communes rurales ;
- Une utilisation de la marche à pied développée dans le cœur urbain: 14% en 2013 ;
- Des initiatives de mobilités alternatives : aires de covoiturage et bornes de rechargement électrique ;
- La présence de la gare de Moulins proposant des liaisons nationales mais qui ne constitue pas une alternative quotidienne à la voiture individuelle ;
- La mise en place du premier parking relais en 2016, à Moulins ;
- Le réseau de transports en commun Aléo pertinent sur les communes ayant un arrêt de bus ;
- Les communes rurales à l'écart du réseau de transport en commun Aléo et partiellement desservies par le réseau départemental (dont la fréquence ne constitue pas une véritable alternative à la voiture individuelle) et le Transport à la Demande ;
- Des aménagements modes doux réalisés ponctuellement qui ne permettent pas encore de mailler le territoire ;

NUMÉRIQUE

- Une couverture numérique très inégale laissant certaines parties du territoire à l'écart du Très Haut Débit.

ENJEUX

DÉPLACEMENTS

- **La création de liaisons entre les différents modes de transports pour favoriser l'intermodalité, avec notamment l**
  - **La poursuite de réflexion de la mise en œuvre de parkings relais afin de désengorger le centre de Moulins (en lien avec l'offre de stationnement en cœur de ville)** ;
  - **Le développement de la marche à pied pour les déplacements de proximité du quotidien autant dans le Cœur d'agglomération que dans les centres-bourgs plus ruraux grâce à des espaces publics clairs et sécurisés;**

- **L'optimisation des transports en commun sur Moulins et sa première couronne en lien avec le réseau départemental qui dessert les communes rurales et la poursuite de la mise en œuvre de mobilités alternatives prioritairement au sein des secteurs non desservis par les transports en commun** ;

NUMÉRIQUE

- **Le développement de la couverture numérique du territoire afin de proposer une couverture satisfaisante sur l'ensemble des secteurs urbanisés.**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 207/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Annexes

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

POPULATION TOTALE

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**67 114**	**68 978**	**69 207**	**68 205**	**65 665**	**65 360**	**65 433**	**64 257**
			1-Cœur Urbain	39 651	42 562	41 642	40 152	38 554	36 472	36 681	36 001
			2 - Communes équipées	4 050	4 769	6 229	6 615	6 332	6 973	7 162	7 075
			3 - Poles d'équilibre	10 075	9 568	9 700	9 677	9 599	9 959	9 742	9 586
			4 - Poles de proximité	13 338	12 079	11 636	11 761	11 180	11 956	11 848	11 595
				67 114	*68 978*	*69 207*	*68 205*	*65 665*	*65 360*	*65 433*	*64 257*
4 - Poles de proximité	4	03009	Aubigny	151	131	100	101	103	138	140	140
4 - Poles de proximité	4	03011	Aurouër	310	310	264	302	319	370	420	423
1-Cœur Urbain	1	03013	Avermes	2 007	2 780	3 286	3 892	3 966	3 808	3 897	4 060
4 - Poles de proximité	4	03015	Bagneux	293	240	234	276	280	311	319	330
3 - Poles d'équilibre	3	03025	Bessay-sur-Allier	1 207	1 157	1 331	1 329	1 378	1 388	1 357	1 365
4 - Poles de proximité	4	03026	Besson	817	815	733	786	775	792	774	763
4 - Poles de proximité	4	03039	Bresnay	465	395	407	395	376	395	373	385
2 - Communes équipées	2	03040	Bressolles	596	783	881	957	962	1 026	1 081	1 139
4 - Poles de proximité	4	03054	Chapeau	329	295	300	264	216	224	230	237
4 - Poles de proximité	4	03057	La Chapelle-aux-Ch	342	295	266	250	216	213	215	196
4 - Poles de proximité	4	03064	Château-sur-Allier	251	212	192	208	172	175	179	169
4 - Poles de proximité	4	03073	Chemilly	427	405	496	608	561	633	633	605
3 - Poles d'équilibre	3	03074	Chevagnes	785	711	719	729	716	701	672	641
4 - Poles de proximité	4	03076	Chézy	305	245	203	244	218	212	235	217
4 - Poles de proximité	4	03085	Coulandon	466	494	493	554	594	702	660	637
4 - Poles de proximité	4	03090	Couzon	355	291	301	290	294	298	284	314
4 - Poles de proximité	4	03119	Gannay-sur-Loire	665	571	501	491	387	415	404	404
4 - Poles de proximité	4	03120	Garnat-sur-Engièvr	786	762	722	715	734	718	693	692
4 - Poles de proximité	4	03121	Gennetines	477	434	537	554	559	669	671	629
4 - Poles de proximité	4	03124	Gouise	291	227	193	220	216	233	226	220
4 - Poles de proximité	4	03146	Limoise	196	180	180	156	157	179	163	172
3 - Poles d'équilibre	3	03155	Lurcy-Lévis	2 429	2 292	2 294	2 080	2 092	2 147	1 925	1 879
2 - Communes équipées	2	03156	Lusigny	1 066	1 295	1 541	1 575	1 428	1 665	1 708	1 651
4 - Poles de proximité	4	03162	Marigny	215	179	197	221	204	189	197	201
4 - Poles de proximité	4	03180	Montbeugny	505	457	421	557	552	681	691	651
4 - Poles de proximité	4	03184	Montilly	466	456	529	528	509	553	524	503

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 209/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

› EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

› ← POPULATION TOTALE

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**67 114**	**68 978**	**69 207**	**68 205**	**65 665**	**65 360**	**65 433**	**64 257**
			1-Cœur Urbain	39 651	42 562	41 642	40 152	38 554	36 472	36 681	36 001
			2 - Communes équipées	4 050	4 769	6 229	6 615	6 332	6 973	7 162	7 075
			3 - Poles d'équilibre	10 075	9 568	9 700	9 677	9 599	9 959	9 742	9 586
			4 - Poles de proximité	13 338	12 079	11 636	11 761	11 180	11 956	11 848	11 595
				67 114	*68 978*	*69 207*	*68 205*	*65 665*	*65 360*	*65 433*	*64 257*
1-Cœur Urbain	1	03190	Moulins	25 979	26 067	25 159	22 799	21 892	19 590	19 697	19 343
3 - Poles d'équilibre	3	03197	Neuilly-le-Réal	1 205	1 084	1 201	1 287	1 303	1 434	1 465	1 444
4 - Poles de proximité	4	03198	Neure	222	187	168	152	166	171	182	196
2 - Communes équipées	2	03200	Neuvy	882	1 026	1 440	1 563	1 496	1 510	1 596	1 492
4 - Poles de proximité	4	03203	Paray-le-Frésil	573	522	547	469	417	418	384	382
4 - Poles de proximité	4	03210	Pouzy-Mésangy	644	541	488	429	411	415	399	388
4 - Poles de proximité	4	03229	Saint-Ennemond	827	658	671	649	617	654	651	612
4 - Poles de proximité	4	03241	Saint-Léopardin-d'A	590	504	436	345	328	365	343	370
4 - Poles de proximité	4	03245	Saint-Martin-des-La	226	222	189	174	142	145	128	125
3 - Poles d'équilibre	3	03275	Souvigny	2 212	2 119	1 929	2 024	1 952	1 989	1 866	1 726
4 - Poles de proximité	4	03283	Thiel-sur-Acolin	1 192	1 168	1 083	1 032	925	1 001	1 107	1 029
2 - Communes équipées	2	03286	Toulon-sur-Allier	694	661	1 112	1 115	1 080	1 137	1 131	1 157
2 - Communes équipées	2	03290	Trévol	812	1 004	1 255	1 405	1 366	1 635	1 646	1 636
4 - Poles de proximité	4	03309	Le Veurdre	717	699	604	595	578	516	460	464
3 - Poles d'équilibre	3	03316	Villeneuve-sur-Allie	877	910	969	971	939	985	1 064	1 051
1-Cœur Urbain	1	03321	Yzeure	11 665	13 715	13 197	13 461	12 696	13 074	13 087	12 598
3 - Poles d'équilibre	3	58104	Dornes	1 360	1 295	1 257	1 257	1 219	1 315	1 393	1 480
4 - Poles de proximité	4	58259	Saint-Parize-en-Viry	235	184	181	196	154	171	163	141

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 210/558

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

POPULATION DES MENAGES

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**64 052**	**66 698**	**67 216**	**66 355**	**63 949**	**63 376**	**63 552**	**62 381**
			1-Cœur Urbain	36 812	40 432	39 768	38 425	36 960	34 717	35 162	34 485
			2 - Communes équipées	3 973	4 755	6 220	6 587	6 322	6 914	7 066	6 974
			3 - Poles d'équilibre	10 012	9 494	9 625	9 591	9 491	9 860	9 528	9 380
			4 - Poles de proximité	13 255	12 017	11 603	11 752	11 176	11 885	11 797	11 542
				64 052	*66 698*	*67 216*	*66 355*	*63 949*	*63 376*	*63 552*	*62 381*
4 - Poles de proximité	4	03009	Aubigny	126	119	95	100	103	125	119	130
4 - Poles de proximité	4	03011	Aurouër	310	308	264	302	319	370	420	423
1-Cœur Urbain	1	03013	Avermes	1 892	2 634	3 079	3 808	3 905	3 775	3 849	4 029
4 - Poles de proximité	4	03015	Bagneux	293	240	234	276	280	311	319	330
3 - Poles d'équilibre	3	03025	Bessay-sur-Allier	1 205	1 157	1 331	1 328	1 377	1 388	1 357	1 365
4 - Poles de proximité	4	03026	Besson	815	813	728	786	775	792	774	763
4 - Poles de proximité	4	03039	Bresnay	465	395	406	395	376	395	373	385
2 - Communes équipées	2	03040	Bressolles	596	783	881	957	959	1 026	1 081	1 139
4 - Poles de proximité	4	03054	Chapeau	329	295	300	264	216	224	230	237
4 - Poles de proximité	4	03057	La Chapelle-aux-Chasses	342	295	266	247	216	213	215	196
4 - Poles de proximité	4	03064	Château-sur-Allier	251	212	186	208	172	175	178	168
4 - Poles de proximité	4	03073	Chemilly	427	405	496	608	561	633	633	605
3 - Poles d'équilibre	3	03074	Chevagnes	785	708	719	729	716	701	672	641
4 - Poles de proximité	4	03076	Chézy	305	245	203	244	218	212	235	217
4 - Poles de proximité	4	03085	Coulandon	466	489	493	552	593	702	660	637
4 - Poles de proximité	4	03090	Couzon	355	291	301	290	294	298	284	314
4 - Poles de proximité	4	03119	Gannay-sur-Loire	645	571	501	491	385	413	404	404
4 - Poles de proximité	4	03120	Garnat-sur-Engièvre	778	757	722	713	734	718	693	692
4 - Poles de proximité	4	03121	Gennetines	477	434	531	554	559	669	671	629
4 - Poles de proximité	4	03124	Gouise	291	227	193	220	216	233	226	220
4 - Poles de proximité	4	03146	Limoise	196	180	180	156	157	155	156	155
3 - Poles d'équilibre	3	03155	Lurcy-Lévis	2 376	2 221	2 227	2 004	2 016	2 074	1 837	1 795
2 - Communes équipées	2	03156	Lusigny	1 066	1 295	1 541	1 575	1 424	1 665	1 708	1 651
4 - Poles de proximité	4	03162	Marigny	215	179	197	221	204	189	197	201
4 - Poles de proximité	4	03180	Montbeugny	505	447	421	557	552	681	691	651
4 - Poles de proximité	4	03184	Montilly	466	456	529	528	509	553	524	496

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 211/558

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

POPULATION DES MENAGES

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**64 052**	**66 698**	**67 216**	**66 355**	**63 949**	**63 376**	**63 552**	**62 381**
			1-Cœur Urbain	36 812	40 432	39 768	38 425	36 960	34 717	35 162	34 485
			2 - Communes équipées	3 973	4 755	6 220	6 587	6 322	6 914	7 066	6 974
			3 - Poles d'équilibre	10 012	9 494	9 625	9 591	9 491	9 860	9 528	9 380
			4 - Poles de proximité	13 255	12 017	11 603	11 752	11 176	11 885	11 797	11 542
				64 052	*66 698*	*67 216*	*66 355*	*63 949*	*63 376*	*63 552*	*62 381*
1-Cœur Urbain	1	03190	Moulins	24 483	25 024	24 224	21 926	20 983	18 726	18 840	18 555
3 - Poles d'équilibre	3	03197	Neuilly-le-Réal	1 205	1 084	1 201	1 286	1 303	1 434	1 465	1 444
4 - Poles de proximité	4	03198	Neure	222	187	168	152	166	171	182	196
2 - Communes équipées	2	03200	Neuvy	806	1 026	1 440	1 551	1 493	1 460	1 508	1 421
4 - Poles de proximité	4	03203	Paray-le-Frésil	573	522	547	469	417	418	384	382
4 - Poles de proximité	4	03210	Pouzy-Mésangy	636	541	488	429	411	415	399	388
4 - Poles de proximité	4	03229	Saint-Ennemond	827	658	671	649	616	654	651	612
4 - Poles de proximité	4	03241	Saint-Léopardin-d'Augy	590	504	434	345	328	351	337	352
4 - Poles de proximité	4	03245	Saint-Martin-des-Lais	226	222	189	174	142	145	127	125
3 - Poles d'équilibre	3	03275	Souvigny	2 204	2 119	1 921	2 024	1 943	1 983	1 777	1 636
4 - Poles de proximité	4	03283	Thiel-sur-Acolin	1 192	1 166	1 083	1 032	925	1 001	1 107	1 029
2 - Communes équipées	2	03286	Toulon-sur-Allier	694	661	1 107	1 100	1 080	1 137	1 131	1 157
2 - Communes équipées	2	03290	Trévol	811	990	1 251	1 404	1 366	1 626	1 638	1 606
4 - Poles de proximité	4	03309	Le Veurdre	697	675	596	594	578	498	445	464
3 - Poles d'équilibre	3	03316	Villeneuve-sur-Allier	877	910	969	964	917	965	1 041	1 033
1-Cœur Urbain	1	03321	Yzeure	10 437	12 774	12 465	12 691	12 072	12 216	12 473	11 901
3 - Poles d'équilibre	3	58104	Dornes	1 360	1 295	1 257	1 256	1 219	1 315	1 379	1 466
4 - Poles de proximité	4	58259	Saint-Parize-en-Viry	235	184	181	196	154	171	163	141

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 212/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

› EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

TOTAL LOGEMENTS

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**23 393**	**26 386**	**28 991**	**31 193**	**32 139**	**35 404**	**36 312**	**37 060**
			1-Cœur Urbain	13 957	16 290	17 582	18 810	19 259	20 808	21 403	21 931
			2 - Communes équipées	1 273	1 625	2 199	2 517	2 667	3 066	3 267	3 405
			3 - Poles d'équilibre	3 578	3 778	4 182	4 499	4 651	5 241	5 271	5 297
			4 - Poles de proximité	4 585	4 693	5 028	5 367	5 562	6 289	6 372	6 426
				23 393	*26 386*	*28 991*	*31 193*	*32 139*	*35 404*	*36 312*	*37 060*
4 - Poles de proximité	4	03009	Aubigny	46	49	44	42	47	69	72	74
4 - Poles de proximité	4	03011	Aurouër	101	104	105	118	128	167	180	187
1-Cœur Urbain	1	03013	Avermes	604	928	1 159	1 499	1 681	1 847	1 942	2 112
4 - Poles de proximité	4	03015	Bagneux	96	99	112	117	122	139	143	148
3 - Poles d'équilibre	3	03025	Bessay-sur-Allier	415	421	500	557	586	668	684	710
4 - Poles de proximité	4	03026	Besson	297	287	318	340	347	397	388	387
4 - Poles de proximité	4	03039	Bresnay	181	165	207	203	208	201	203	214
2 - Communes équipées	2	03040	Bressolles	177	244	296	379	397	451	491	530
4 - Poles de proximité	4	03054	Chapeau	88	93	107	111	113	123	128	127
4 - Poles de proximité	4	03057	La Chapelle-aux-Chasse	97	96	99	108	112	114	120	120
4 - Poles de proximité	4	03064	Château-sur-Allier	125	140	145	141	150	149	152	155
4 - Poles de proximité	4	03073	Chemilly	140	158	199	240	241	291	299	303
3 - Poles d'équilibre	3	03074	Chevagnes	225	237	275	312	331	370	371	375
4 - Poles de proximité	4	03076	Chézy	62	65	63	82	85	100	101	104
4 - Poles de proximité	4	03085	Coulandon	162	178	190	230	246	305	315	309
4 - Poles de proximité	4	03090	Couzon	141	134	144	156	160	178	170	177
4 - Poles de proximité	4	03119	Gannay-sur-Loire	229	236	235	240	229	268	262	260
4 - Poles de proximité	4	03120	Garnat-sur-Engièvre	258	269	287	326	346	380	372	379
4 - Poles de proximité	4	03121	Gennetines	128	139	182	202	220	284	290	306
4 - Poles de proximité	4	03124	Gouise	79	77	79	88	89	108	108	112
4 - Poles de proximité	4	03146	Limoise	88	86	87	87	91	97	102	98
3 - Poles d'équilibre	3	03155	Lurcy-Lévis	980	1 002	1 089	1 142	1 176	1 230	1 251	1 187
2 - Communes équipées	2	03156	Lusigny	346	430	555	597	617	739	780	792
4 - Poles de proximité	4	03162	Marigny	64	63	74	85	89	95	99	98
4 - Poles de proximité	4	03180	Montbeugny	180	179	187	217	228	289	298	301
4 - Poles de proximité	4	03184	Montilly	147	159	175	200	213	261	256	262

← LOGEMENTS TOUS TYPES

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 213/558

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

TOTAL LOGEMENTS

LOGEMENTS TOUS TYPES

aux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**23 393**	**26 386**	**28 991**	**31 193**	**32 139**	**35 404**	**36 312**	**37 060**
			1-Cœur Urbain	13 957	16 290	17 582	18 810	19 259	20 808	21 403	21 931
			2 - Communes équipées	1 273	1 625	2 199	2 517	2 667	3 066	3 267	3 405
			3 - Poles d'équilibre	3 578	3 778	4 182	4 499	4 651	5 241	5 271	5 297
			4 - Poles de proximité	4 585	4 693	5 028	5 367	5 562	6 289	6 372	6 426
				23 393	*26 386*	*28 991*	*31 193*	*32 139*	*35 404*	*36 312*	*37 060*
1-Cœur Urbain	1	03190	Moulins	9 849	10 724	11 436	11 831	11 961	12 633	12 839	13 044
3 - Poles d'équilibre	3	03197	Neuilly-le-Réal	463	467	533	571	602	694	712	751
4 - Poles de proximité	4	03198	Neure	95	97	103	104	103	112	113	110
2 - Communes équipées	2	03200	Neuvy	302	374	528	602	647	676	722	743
4 - Poles de proximité	4	03203	Paray-le-Frésil	209	228	233	238	255	268	260	256
4 - Poles de proximité	4	03210	Pouzy-Mésangy	262	252	265	260	271	283	276	274
4 - Poles de proximité	4	03229	Saint-Ennemond	223	242	273	278	285	326	346	334
4 - Poles de proximité	4	03241	Saint-Léopardin-d'Augy	225	221	217	205	215	223	227	223
4 - Poles de proximité	4	03245	Saint-Martin-des-Lais	57	57	65	70	73	76	73	73
3 - Poles d'équilibre	3	03275	Souvigny	752	861	896	948	945	1 124	1 022	1 010
4 - Poles de proximité	4	03283	Thiel-sur-Acolin	397	412	440	473	467	531	570	583
2 - Communes équipées	2	03286	Toulon-sur-Allier	205	248	375	415	451	512	544	596
2 - Communes équipées	2	03290	Trévol	243	329	445	524	555	687	730	745
4 - Poles de proximité	4	03309	Le Veurdre	334	339	325	333	348	367	358	363
3 - Poles d'équilibre	3	03316	Villeneuve-sur-Allier	324	337	376	411	421	468	509	510
1-Cœur Urbain	1	03321	Yzeure	3 504	4 638	4 987	5 480	5 617	6 328	6 622	6 775
3 - Poles d'équilibre	3	58104	Dornes	419	453	513	558	590	687	721	754
4 - Poles de proximité	4	58259	Saint-Parize-en-Viry	74	69	68	73	81	88	93	89

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 214/558

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

RESIDENCES PRINCIPALES

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**20 993**	**23 326**	**25 338**	**27 066**	**28 397**	**30 391**	**31 177**	**31 630**
			1-Cœur Urbain	12 943	14 965	15 914	16 729	17 463	18 096	18 741	18 984
			2 - Communes équipées	1 119	1 407	1 974	2 291	2 471	2 837	2 990	3 088
			3 - Poles d'équilibre	3 161	3 195	3 459	3 759	3 996	4 383	4 340	4 376
			4 - Poles de proximité	3 770	3 759	3 991	4 287	4 467	5 075	5 106	5 182
				20 993	*23 326*	*25 338*	*27 066*	*28 397*	*30 391*	*31 177*	*31 630*
4 - Poles de proximité	4	03009	Aubigny	31	32	29	32	39	52	51	55
4 - Poles de proximité	4	03011	Aurouër	82	85	84	99	109	141	156	159
1-Cœur Urbain	1	03013	Avermes	561	872	1 079	1 409	1 587	1 747	1 826	1 974
4 - Poles de proximité	4	03015	Bagneux	71	74	83	95	100	118	123	132
3 - Poles d'équilibre	3	03025	Bessay-sur-Allier	373	374	460	501	539	583	596	612
4 - Poles de proximité	4	03026	Besson	249	254	251	286	301	328	329	324
4 - Poles de proximité	4	03039	Bresnay	146	138	150	150	149	164	158	165
2 - Communes équipées	2	03040	Bressolles	159	222	287	347	371	425	451	489
4 - Poles de proximité	4	03054	Chapeau	71	77	91	93	91	96	98	102
4 - Poles de proximité	4	03057	La Chapelle-aux-Chass	83	79	79	84	89	93	100	92
4 - Poles de proximité	4	03064	Château-sur-Allier	87	81	81	94	85	90	88	92
4 - Poles de proximité	4	03073	Chemilly	121	135	165	208	223	268	267	271
3 - Poles d'équilibre	3	03074	Chevagnes	204	204	233	268	296	318	315	321
4 - Poles de proximité	4	03076	Chézy	54	50	52	68	66	81	87	92
4 - Poles de proximité	4	03085	Coulandon	132	151	175	197	217	265	268	277
4 - Poles de proximité	4	03090	Couzon	108	109	113	116	122	132	121	131
4 - Poles de proximité	4	03119	Gannay-sur-Loire	185	189	190	192	169	199	193	194
4 - Poles de proximité	4	03120	Garnat-sur-Engièvre	221	230	250	274	304	316	302	309
4 - Poles de proximité	4	03121	Gennetines	113	116	155	180	207	256	262	270
4 - Poles de proximité	4	03124	Gouise	66	61	62	71	79	90	89	89
4 - Poles de proximité	4	03146	Limoise	62	62	60	60	63	72	74	81
3 - Poles d'équilibre	3	03155	Lurcy-Lévis	841	814	857	852	911	963	925	893
2 - Communes équipées	2	03156	Lusigny	291	362	480	551	570	683	713	719
4 - Poles de proximité	4	03162	Marigny	52	48	64	75	74	80	84	88
4 - Poles de proximité	4	03180	Montbeugny	150	136	148	183	200	259	267	275
4 - Poles de proximité	4	03184	Montilly	119	130	156	173	184	227	223	218

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 215/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

TOTAL LOGEMENTS

RESIDENCES PRINCIPALES

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**23 393**	**26 386**	**28 991**	**31 193**	**32 139**	**35 404**	**36 312**	**37 060**
			1-Cœur Urbain	13 957	16 290	17 582	18 810	19 259	20 808	21 403	21 931
			2 - Communes équipées	1 273	1 625	2 199	2 517	2 667	3 066	3 267	3 405
			3 - Poles d'équilibre	3 578	3 778	4 182	4 499	4 651	5 241	5 271	5 297
			4 - Poles de proximité	4 585	4 693	5 028	5 367	5 562	6 289	6 372	6 426
				23 393	*26 386*	*28 991*	*31 193*	*32 139*	*35 404*	*36 312*	*37 060*
1-Cœur Urbain	1	03190	Moulins	9 032	9 714	10 179	10 245	10 573	10 689	10 981	11 002
3 - Poles d'équilibre	3	03197	Neuilly-le-Réal	384	388	423	489	519	596	621	645
4 - Poles de proximité	4	03198	Neure	76	73	70	66	70	79	83	89
2 - Communes équipées	2	03200	Neuvy	263	329	465	539	592	621	669	668
4 - Poles de proximité	4	03203	Paray-le-Frésil	176	177	189	184	185	206	193	195
4 - Poles de proximité	4	03210	Pouzy-Mésangy	208	174	175	163	169	190	189	196
4 - Poles de proximité	4	03229	Saint-Ennemond	201	197	232	236	244	277	296	286
4 - Poles de proximité	4	03241	Saint-Léopardin-d'Augy	197	174	165	134	141	163	159	161
4 - Poles de proximité	4	03245	Saint-Martin-des-Lais	54	55	58	63	57	57	57	55
3 - Poles d'équilibre	3	03275	Souvigny	689	727	712	819	840	927	832	813
4 - Poles de proximité	4	03283	Thiel-sur-Acolin	348	364	363	389	403	445	479	470
2 - Communes équipées	2	03286	Toulon-sur-Allier	189	209	343	370	411	472	491	522
2 - Communes équipées	2	03290	Trévol	217	285	399	484	527	636	666	689
4 - Poles de proximité	4	03309	Le Veurdre	247	251	239	256	268	256	230	243
3 - Poles d'équilibre	3	03316	Villeneuve-sur-Allier	290	285	334	342	369	402	434	441
1-Cœur Urbain	1	03321	Yzeure	3 350	4 379	4 656	5 075	5 303	5 661	5 934	6 008
3 - Poles d'équilibre	3	58104	Dornes	380	403	440	488	522	594	617	652
4 - Poles de proximité	4	58259	Saint-Parize-en-Viry	60	57	62	66	59	74	80	69

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 216/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**1 460**	**1 928**	**2 089**	**2 630**	**2 239**	**3 746**	**3 847**	**4 022**
			1-Cœur Urbain	681	981	1 157	1 538	1 308	2 337	2 244	2 382
			2 - Communes équipées	89	125	147	120	113	156	191	220
			3 - Poles d'équilibre	219	292	358	430	340	572	658	672
			4 - Poles de proximité	471	530	427	542	478	681	754	748
				1 460	*1 928*	*2 089*	*2 630*	*2 239*	*3 746*	*3 847*	*4 022*
4 - Poles de proximité	4	03009	Aubigny	11	12	7	5	3	9	14	14
4 - Poles de proximité	4	03011	Aurouër	9	8	3	10	6	14	13	18
1-Cœur Urbain	1	03013	Avermes	27	37	58	53	63	80	102	109
4 - Poles de proximité	4	03015	Bagneux	12	15	14	5	13	11	10	9
3 - Poles d'équilibre	3	03025	Bessay-sur-Allier	22	33	23	40	35	71	75	88
4 - Poles de proximité	4	03026	Besson	27	18	34	35	20	41	31	41
4 - Poles de proximité	4	03039	Bresnay	23	17	34	26	27	15	27	32
2 - Communes équipées	2	03040	Bressolles	13	8	1	19	14	23	26	30
4 - Poles de proximité	4	03054	Chapeau	10	10	9	12	18	21	22	16
4 - Poles de proximité	4	03057	La Chapelle-aux-Chass	9	11	14	11	7	10	9	17
4 - Poles de proximité	4	03064	Château-sur-Allier	16	20	16	17	19	18	24	21
4 - Poles de proximité	4	03073	Chemilly	2	11	17	15	9	16	27	21
3 - Poles d'équilibre	3	03074	Chevagnes	12	16	20	26	16	39	49	43
4 - Poles de proximité	4	03076	Chézy	4	12	6	13	14	15	11	10
4 - Poles de proximité	4	03085	Coulandon	15	11	6	15	15	32	38	22
4 - Poles de proximité	4	03090	Couzon	23	9	1	20	15	27	32	22
4 - Poles de proximité	4	03119	Gannay-sur-Loire	23	21	9	23	29	46	49	42
4 - Poles de proximité	4	03120	Garnat-sur-Engièvre	21	29	15	31	23	47	50	45
4 - Poles de proximité	4	03121	Gennetines	12	19	23	17	8	24	21	26
4 - Poles de proximité	4	03124	Gouise	8	4	4	13	4	10	10	16
4 - Poles de proximité	4	03146	Limoise	16	11	8	12	10	8	10	4
3 - Poles d'équilibre	3	03155	Lurcy-Lévis	56	73	67	162	120	148	220	196
2 - Communes équipées	2	03156	Lusigny	29	43	52	32	26	30	51	38
4 - Poles de proximité	4	03162	Marigny	8	10	6	4	6	5	7	4
4 - Poles de proximité	4	03180	Montbeugny	13	24	14	23	18	20	21	12
4 - Poles de proximité	4	03184	Montilly	19	18	7	10	16	19	20	34

← LOGEMENTS VACANTS

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 217/558

Accusé de réception en préfecture
003200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

EVOLUTION DES POPULATIONS, DES MENAGES ET LOGEMENTS

LOGEMENTS VACANTS

Niveaux d'armature urbaine	Code Armature urbaine	Code commune	Collectivités	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
			MOULINS COMMUNAUTE	**1 460**	**1 928**	**2 089**	**2 630**	**2 239**	**3 746**	**3 847**	**4 022**
			1-Cœur Urbain	681	981	1 157	1 538	1 308	2 337	2 244	2 382
			2 - Communes équipées	89	125	147	120	113	156	191	220
			3 - Poles d'équilibre	219	292	358	430	340	572	658	672
			4 - Poles de proximité	471	530	427	542	478	681	754	748
				1 460	*1 928*	*2 089*	*2 630*	*2 239*	*3 746*	*3 847*	*4 022*
1-Cœur Urbain	1	03190	Moulins	567	756	872	1 193	1 032	1 646	1 535	1 608
3 - Poles d'équilibre	3	03197	Neuilly-le-Réal	46	39	36	38	39	63	47	64
4 - Poles de proximité	4	03198	Neure	18	10	10	16	9	8	11	10
2 - Communes équipées	2	03200	Neuvy	17	21	40	17	27	43	36	52
4 - Poles de proximité	4	03203	Paray-le-Frésil	19	39	24	19	26	33	35	35
4 - Poles de proximité	4	03210	Pouzy-Mésangy	38	52	41	41	29	29	37	36
4 - Poles de proximité	4	03229	Saint-Ennemond	14	28	20	20	22	33	33	31
4 - Poles de proximité	4	03241	Saint-Léopardin-d'Augy	8	28	24	39	38	27	38	37
4 - Poles de proximité	4	03245	Saint-Martin-des-Lais	3	2	5	3	13	11	8	10
3 - Poles d'équilibre	3	03275	Souvigny	39	86	143	94	62	144	146	146
4 - Poles de proximité	4	03283	Thiel-sur-Acolin	40	36	25	56	27	56	59	76
2 - Communes équipées	2	03286	Toulon-sur-Allier	9	25	24	25	28	26	39	60
2 - Communes équipées	2	03290	Trévol	21	28	30	27	18	35	39	39
4 - Poles de proximité	4	03309	Le Veurdre	41	39	31	29	28	72	82	76
3 - Poles d'équilibre	3	03316	Villeneuve-sur-Allier	22	30	25	40	31	62	67	60
1-Cœur Urbain	1	03321	Yzeure	87	188	227	292	213	610	607	665
3 - Poles d'équilibre	3	58104	Dornes	22	15	44	30	37	45	53	74
4 - Poles de proximité	4	58259	Saint-Parize-en-Viry	9	6	0	2	6	1	4	12

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 218/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

COMPOSITION DES GAMMES D'ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ EN 2015 - BASE PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS DE L'INSEE

équipement	libellé équipement	gamme	domaine_libellé
A203	Banque, Caisse d'Epargne	proximité	Services aux particuliers
A206	Bureau de poste, relais poste, agence postale	proximité	Services aux particuliers
A301	Réparation automobile et de matériel agricole	proximité	Services aux particuliers
A401	Maçon	proximité	Services aux particuliers
A402	Plâtrier, peintre	proximité	Services aux particuliers
A403	Menuisier, charpentier, serrurier	proximité	Services aux particuliers
A404	Plombier, couvreur, chauffagiste	proximité	Services aux particuliers
A405	Electricien	proximité	Services aux particuliers
A406	Entreprise générale du bâtiment	proximité	Services aux particuliers
A501	Coiffure	proximité	Services aux particuliers
A504	Restaurant	proximité	Services aux particuliers
A505	Agence immobilière	proximité	Services aux particuliers
A507	Soins de beauté	proximité	Services aux particuliers
B201	Epicerie, supérette	proximité	Commerces
B203	Boulangerie	proximité	Commerces
B204	Boucherie, charcuterie	proximité	Commerces
B312	Fleuriste	proximité	Commerces
C101	Ecole maternelle	proximité	Enseignement
C104	Ecole élémentaire	proximité	Enseignement
D201	Médecin omnipraticien	proximité	Santé
D221	Chirurgien dentiste	proximité	Santé
D232	Infirmier	proximité	Santé
D233	Masseur kinésithérapeute	proximité	Santé
D301	Pharmacie	proximité	Santé
E101	Taxi	proximité	Transports et déplacements
F102	Boulodrome	proximité	Sports, loisirs et culture
F103	Tennis	proximité	Sports, loisirs et culture
F111	Salle ou terrain multisports	proximité	Sports, loisirs et culture
F112	Salle de sport spécialisée	proximité	Sports, loisirs et culture
F113	Terrain de grands jeux	proximité	Sports, loisirs et culture

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 219/558

COMPOSITION DES GAMMES D'ÉQUIPEMENTS INTERMÉDIAIRES EN 2015 - BASE PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS DE L'INSEE

A101	Police, gendarmerie	intermédiaire	Services aux particuliers
A119	Centre de finances publiques	intermédiaire	Services aux particuliers
A205	Pompes funèbres	intermédiaire	Services aux particuliers
A302	Contrôle technique automobile	intermédiaire	Services aux particuliers
A304	Ecole de conduite	intermédiaire	Services aux particuliers
A502	Vétérinaire	intermédiaire	Services aux particuliers
A506	Blanchisserie, teinturerie	intermédiaire	Services aux particuliers
B102	Supermarché	intermédiaire	Commerces
B301	Librairie, papeterie, journaux	intermédiaire	Commerces
B302	Magasin de vêtements	intermédiaire	Commerces
B303	Magasin d'équipements du foyer	intermédiaire	Commerces
B304	Magasin de chaussures	intermédiaire	Commerces
B305	Magasin d'électroménager et de matériel audio-vidéo	intermédiaire	Commerces
B306	Magasin de meubles	intermédiaire	Commerces
B307	Magasin d'articles de sports et de loisirs	intermédiaire	Commerces
B103	Droguerie, quincaillerie, bricolage	intermédiaire	Commerces
B310	Parfumerie	intermédiaire	Commerces
B311	Horlogerie, bijouterie	intermédiaire	Commerces
B313	Magasin d'optique	intermédiaire	Commerces
B314	Station service	intermédiaire	Commerces
C201	Collège	intermédiaire	Enseignement
D231	Sage-femme	intermédiaire	Santé
D235	Orthophoniste	intermédiaire	Santé
D237	Pédicure, podologue	intermédiaire	Santé
D302	Laboratoire d'analyses et de biologie médicale	intermédiaire	Santé
D303	Ambulance	intermédiaire	Santé
D401	Personnes âgées : hébergement	intermédiaire	Santé
D402	Personnes âgées : soins à domicile	intermédiaire	Santé
D403	Personnes âgées : services d'aide	intermédiaire	Santé
D501	Garde d'enfant d'âge préscolaire	intermédiaire	Santé
E103	Gare	intermédiaire	Transports et déplacements
F101	Bassin de natation	intermédiaire	Sports, loisirs et culture
F107	Athlétisme	intermédiaire	Sports, loisirs et culture
F117	Roller, skate, vélo bicross ou freestyle	intermédiaire	Sports, loisirs et culture

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 220/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

COMPOSITION DES GAMMES D'ÉQUIPEMENTS SUPÉRIEURS EN 2015 - BASE PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS DE L'INSEE

A122	Pôle emploi : réseau de proximité	supérieure	Services aux particuliers
A303	Location d'automobiles et d'utilitaires légers	supérieure	Services aux particuliers
A503	Agence de travail temporaire	supérieure	Services aux particuliers
B101	Hypermarché	supérieure	Commerces
B205	Produits surgelés	supérieure	Commerces
B206	Poissonnerie	supérieure	Commerces
B308	Magasin de revêtements murs et sols	supérieure	Commerces
C301	Lycée d'enseignement général et/ou technologique	supérieure	Enseignement
C302	Lycée d'enseignement professionnel	supérieure	Enseignement
C601	Centre de formation d'apprentis (hors agriculture)	supérieure	Enseignement
D101	Etablissement de santé de court séjour	supérieure	Santé
D102	Etablissement de santé de moyen séjour	supérieure	Santé
D103	Etablissement de santé de long séjour	supérieure	Santé
D104	Etablissement psychiatrique	supérieure	Santé
D106	Urgences	supérieure	Santé
D107	Maternité	supérieure	Santé
D108	Centre de santé	supérieure	Santé
D109	Structures psychiatriques en ambulatoire	supérieure	Santé
D111	Dialyse	supérieure	Santé
D202	Spécialiste en cardiologie	supérieure	Santé
D203	Spécialiste en dermatologie et vénéréologie	supérieure	Santé
D204	Spécialiste en gynécologie	supérieure	Santé
D206	Spécialiste en gastro-entérologie, hépatologie	supérieure	Santé
D207	Spécialiste en psychiatrie	supérieure	Santé
D208	Spécialiste en ophtalmologie	supérieure	Santé
D209	Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	supérieure	Santé
D210	Spécialiste en pédiatrie	supérieure	Santé
D212	Spécialiste en radiodiagnostic et imagerie médicale	supérieure	Santé
D236	Orthoptiste	supérieure	Santé
D238	Audio prothésiste	supérieure	Santé
D240	Psychomotricien	supérieure	Santé
D601	Enfants handicapés : hébergement	supérieure	Santé
D602	Enfants handicapés : services à domicile ou ambulatoires	supérieure	Santé
D603	Adultes handicapés : hébergement	supérieure	Santé
D604	Adultes handicapés : services	supérieure	Santé
D605	Travail protégé	supérieure	Santé
D701	Aide sociale à l'enfance : hébergement	supérieure	Santé
F302	Théâtre	supérieure	Sports, loisirs et culture
F303	Cinéma	supérieure	Sports, loisirs et culture
F304	Musée	supérieure	Sports, loisirs et culture

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 221/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Document VF1 pour l'Arrêt du 3 avril

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 2 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Version pour l'Arrêt du 14 mai 2025

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

SOMMAIRE

1. Cadre géophysique – Paysages et patrimoine p.3

2. Milieux naturels p.36

Trame verte et bleue p.46

3. Ressource en eau p.67

4. Ressource minérale p.87

5. Déchet p.91

6. Climat Air Energie p.100

7. Nuisances sonores p.123

8. Sites et sols pollués – Risques naturels et technologiques p.127

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



1 CADRE GÉOPHYSIQUE PAYSAGE ET PATRIMOINE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Des composantes géomorphologiques qui façonnent le paysage

› UN SOCLE GÉOLOGIQUE VARIÉ

Le territoire de la Communauté présente **l'aspect d'un plateau marqué par de nombreux vallons et vallées**, et recoupe quatre entités majeures :

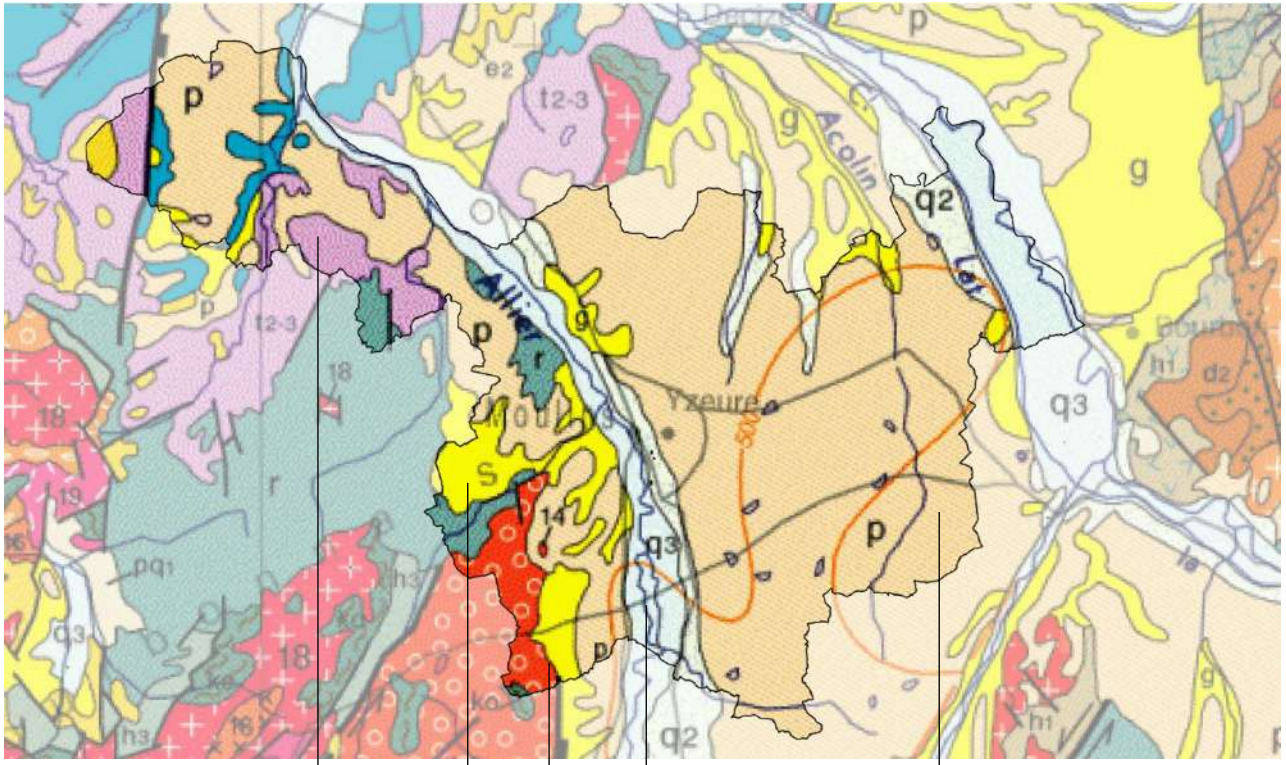
- Les formations alluviales, formations superficielles, constituées par un substrat meuble. Le cours supérieur des vallons révèle de nombreux étangs. La vallée de l'Allier et de la Loire favorables une pente plutôt modérée engendrant un important **dépôt de sédiments**, principalement constitués de sables et d'argiles du quaternaire récent. Le plateau d'altitude moyenne de 290 m au sud et de 270 m au nord est entaillé par ces vallées.

- Les formations de sables et argiles ont constitué, au Miocène supérieur et Pliocène, un champ d'épandage pour les apports torrentiels des précurseurs de l'Allier et la Loire. Ces dépôts sont connus sous le nom de **« sables et argiles du Bourbonnais »**. L'ensemble est complexe et fait apparaître une superposition de bancs argileux, de couches sableuses ou caillouteuses. On peut trouver localement des matériaux siliceux (au niveau de Trévol).

- **Un puzzle de toutes les formations** existantes du département, à l'Ouest de la rivière Allier : sableuses ou argilo-sableuses, sableuses à galets, essentiellement argileuses (sable, argiles, grés, calcaire, marnes). On y trouve aussi du socle cristallin composé de granite.

- **Un plateau calcaire** s'étend au nord de la commune de Souvigny et sur une grande partie de Marigny. Cette formation du Stampien est plus traditionnellement nommée les calcaires de St Menoux, un substrat de calcaires et de marnes parfois sableuses. Cette formation se voit limitée par les vallées de l'Ours et de la Queune.

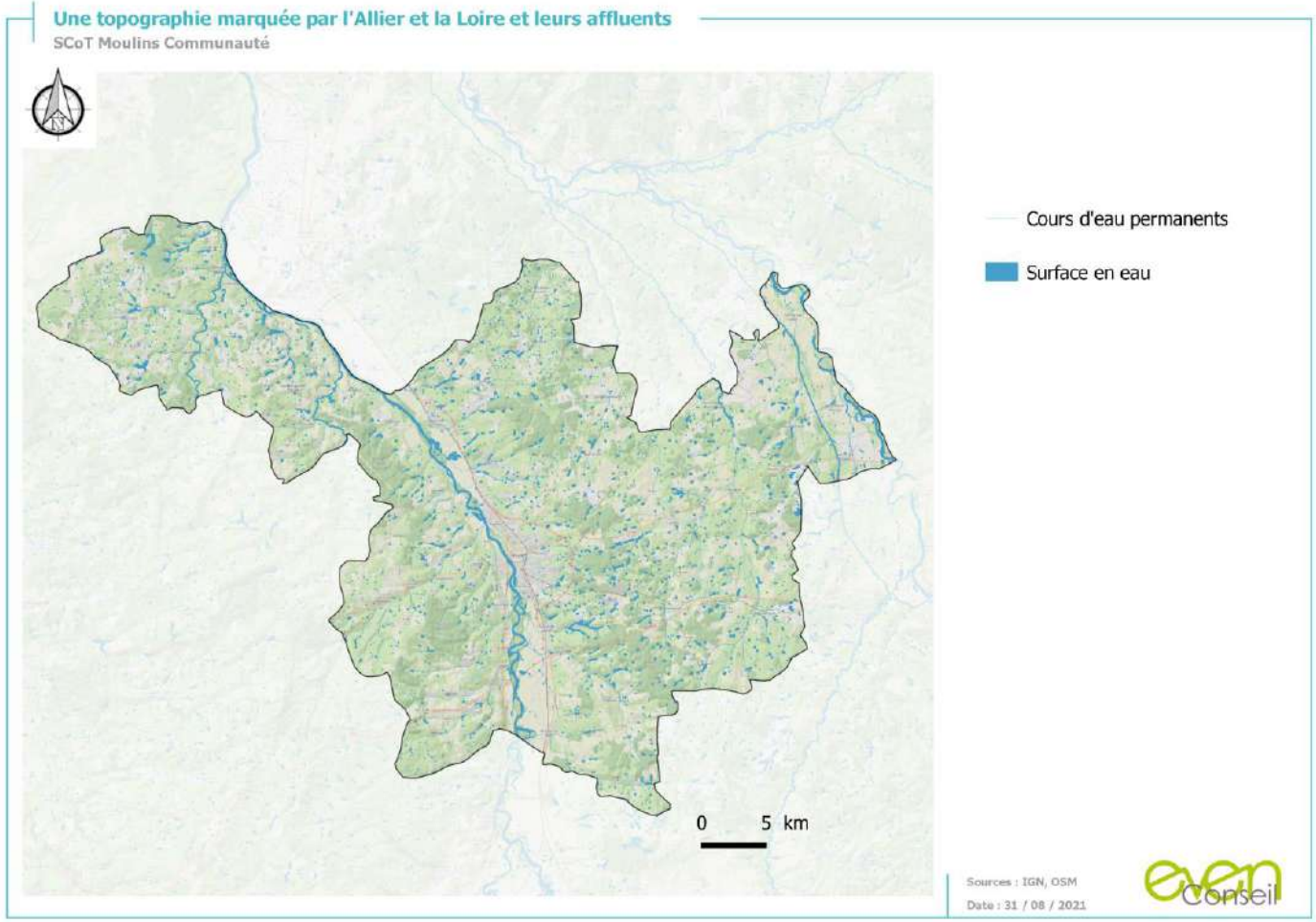
Outre **l'influence sur la composition paysagère du territoire, la géologie conditionne également la gestion de l'eau**. La nature du sol, et notamment sa perméabilité, permet une infiltration plus ou moins importante des eaux, ce qui **induit des besoins différents en termes de gestion des eaux pluviales**. Tandis que les sols calcaires sont favorables à l'infiltration, les sols argileux sont favorables au ruissèlement induit par les gondements d'argile.



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 226/558

Accusé de réception préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Des composantes géomorphologiques qui façonnent le paysage



› UNE MORPHOLOGIE GÉNÉRALE VALLONNÉE

Un territoire :

- structuré par l'axe nord-sud de la vallée de l'Allier ;
- à cheval sur deux bassins : la Loire et l'Allier.

La topographie du SCoT de Moulins Communauté s'organise principalement à partir de la vallée de l'Allier, structure linéaire suivant un axe nord-sud. De part et d'autre de cet axe hydrographique structurant, un ensemble de rivières entaille les plateaux de l'est et de l'ouest, formant de nombreux vallons, eux-mêmes incisés par un nombre important de ruisseaux. Le territoire est bordé par la Loire à la marge nord-est du territoire.

Un relief doux, caractérisé par un ensemble de vallonnements plus ou moins marqués suivant les régions du territoire. Les différences de niveau sont modérées : elles oscillent entre 185 m dans le lit de l'Allier à 357 m à Souvigny.

La Loire et la « rivière sauvage » de l'Allier, principal affluent de la Loire, s'écoulent dans une plaine de nature sableuse, qui leurs permettent de divaguer au rythme des évènements climatiques et changer partiellement la topographie de ces lieux. Leurs lits sont ainsi mobiles, en perpétuelle évolution, présentant une bande active large de 300 m en moyenne (et jusqu'à 1500 m pour l'Allier). Une **caractéristique naturelle préservée** au fil du temps. Riche en milieux naturels (bras morts, pelouses xérophiles, forêts alluviales...), présentant ainsi des paysages diversifiés.

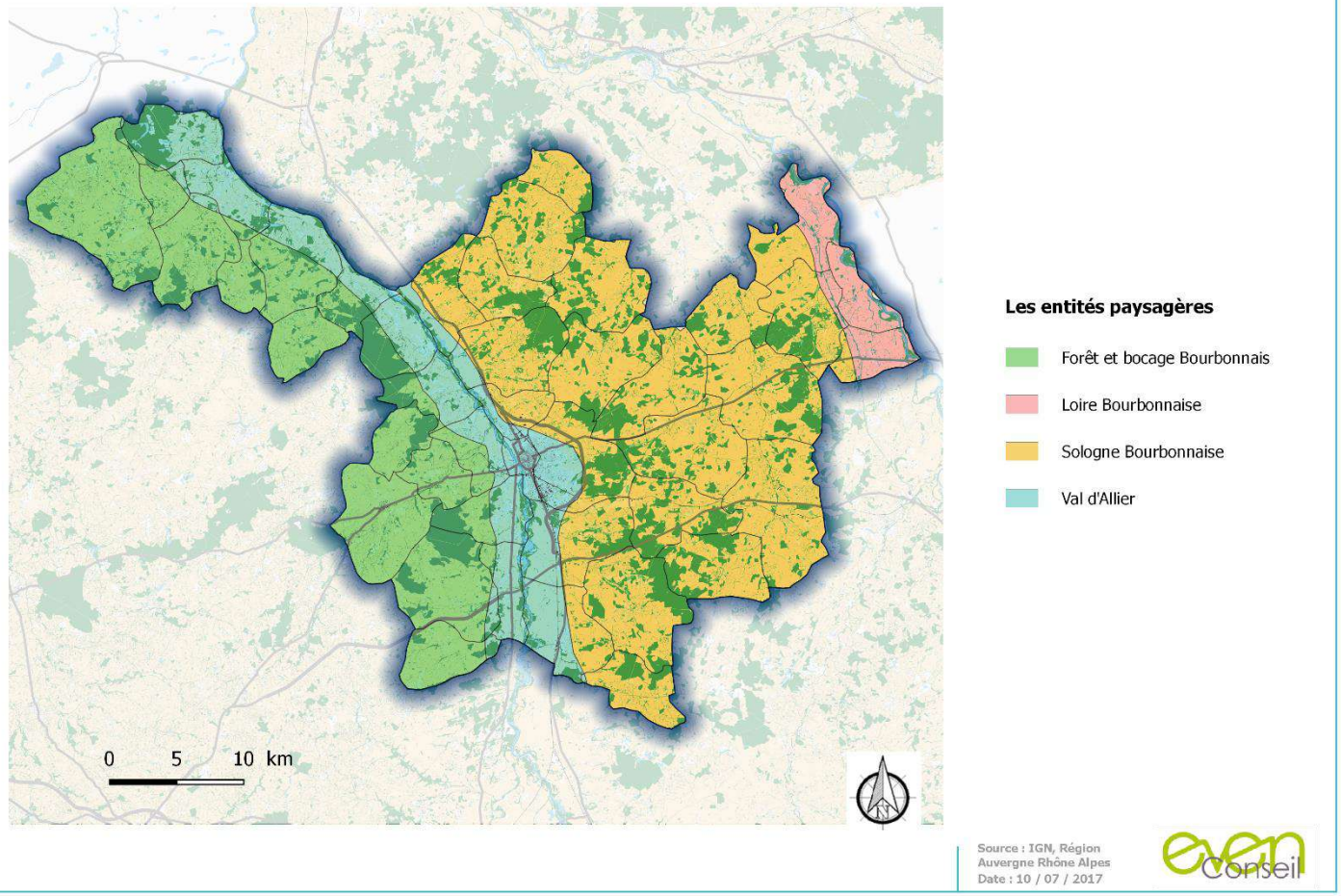
Cet ensemble de variations de relief confère donc un caractère paisible aux paysages de Moulins Communauté.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 227/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

4 entités paysagère distinctes d'est en ouest
SCoT Moulins Communauté



› DES GRANDS PAYSAGES NATURELS PRÉSERVÉS

Le territoire présente **un vaste ensemble composé de bois et forêts ainsi que de cultures et prairies bocagères**, largement dominant en termes d'occupation du sol. **Les forêts occupent deux longs arcs pratiquement continus, parallèles à l'Allier**, sur les points hauts. Elles ferment les ensembles paysagers et constituent la toile de fond des paysages. **Les cultures et prairies complètent la trame forestière, organisées selon un bocage à mailles plus ou moins larges**. Elles portent la marque de la main de l'homme façonnant le paysage et offrent un paysage ouvert et animé par les haies.

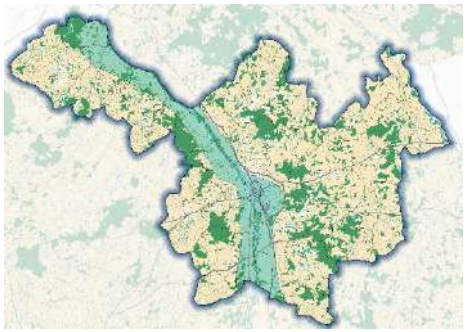
Les vallées de l'Allier et de la Loire sont nées des dynamiques incessantes des cours d'eau, façonnant en permanence le paysage et dessinant une mosaïque de milieux qui font la richesse exceptionnelle du territoire. On retrouve également des mares et des étangs nombreux sur le territoire.

› 4 ENTITÉS PAYSAGÈRES AUX CARACTÉRISTIQUES PROFONDÉMENT IDENTITAIRES

- **La plaine alluviale de l'Allier**, au centre du territoire, est un territoire plat, avec de part et d'autre un paysage très ouvert accueillant principalement des cultures intensives.
- **A l'ouest de cet axe s'étend le bocage Bourbonnais**, territoire vallonné. Héritage du travail ancestral des paysans, le bocage à mailles serrées occupe une grande partie du territoire.
- **La Sologne Bourbonnaise, située à l'est** du territoire, est une zone bocagère à mailles assez larges, alternant entre grande culture et prairie, parsemée par de nombreux étangs.
- **Le Val de Loire Bourbonnais à l'extrémité est** du territoire, au caractéristiques similaires que le val d'Allier à savoir un paysage plat dominé par les grandes cultures avec cependant un réseau bocager plus dense

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 228/558











Les grandes cultures dans la plaine du val d'Allier, Bessay sur A. (en haut) / L'Allier rivière sauvage, Villeneuve sur A. (en bas)

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LA PLAINE ALLUVIALE DE L'ALLIER

Organisé en bandes parallèles : au centre, la bande active de l'Allier, et de part et d'autre la plaine cultivée encadrée de coteaux plus ou moins prononcés.

UNE PROFONDE MODIFICATION, DU PAYSAGE PAR L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE :

A l'origine, cette **plaine alluviale vivait au rythme de l'Allier**, avec ses multiples tracés, ses crues... Jusqu'au milieu du XXe siècle, **l'élevage (activité extensive) dominait avec l'organisation traditionnelle bocagère**. L'implantation humaine se traduit par des fermes dispersées qui ponctuent ce paysage plat. Les villages sont positionnés en balcon sur l'Allier, en pied de coteau, permettant un accès pratique aux terres du plateau ainsi qu'à celles de la plaine.

Depuis plusieurs dizaines d'années **une évolution des pratiques agricoles est à l'origine de transformations** écologiques et paysagères importantes. Les progrès de l'irrigation associés au réaménagement de l'Allier (barrage, enrochement) ont permis **d'appliquer un mode de culture intensif** avec principalement la maïsiculture.

Ce phénomène banalise les paysages et le patrimoine bâti en générant de grandes étendues de maïs formant des paysages assez monotones et peu propices à la biodiversité. Tout en participant à l'abandon du patrimoine bâti des fermes, les exploitations s'agrandissent en rachetant des parcelles sur lesquelles sont présents des bâtiments et fermes anciens (possédant souvent une réelle qualité architecturale) et n'utilisent que les terres, laissant à l'abandon ces bâtiments.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 229/558

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LA PLAINE ALLUVIALE DE L'ALLIER

DES AXES DE COMMUNICATION STRUCTURANT IMPACTANT FORTEMENT LES PAYSAGES :

Cette unité possède également la majorité des **axes de communication historiques structurants à l'origine de contraintes diverses**. Il s'agit notamment de la RN7 et RN9 qui génèrent différentes nuisances:

- lorsqu'elles traversent **les noyaux villageois, leur caractère souvent routier dégrade visuellement les espaces publics et le bâti ancien** [Villeneuve-sur-Allier, Trévol, Toulon-sur-Allier, Moulins, Bessay-sur-Allier]. Elles divisent parfois une commune en deux et constituent alors **une réelle coupure urbaine** [Chemilly].

- combinées à de grands équipements ou autres infrastructures, elles **désorganisent les communes en morcelant les espaces** [Avermes]. En position dominante par rapport à l'Allier, elles sont très perceptibles depuis la Plaine.









Le centre de Moulin valorisé par de nombreux espaces piétons (à gauche) / Le centre de Bessay sur A. et Villeneuve sur A. impacté par la traversée de la RN7 (à droite)

L'ALLIER UNE RICHESSE PAYSAGÈRE ET ÉCOLOGIQUE, PEU ACCESSIBLE ET PEU VISIBLE :

L'Allier, axe structurant cette unité, **a largement conservé ses divagations naturelles** (malgré quelques aménagements) et constitue **une rivière sauvage aux paysages variés**. Elle présente des plages de sables et galets, des bras morts, des prairies, des forêts alluviales... Son caractère naturel et sauvage tranche avec la monotonie anthropique du reste de la vallée**. Souvent bordée par des parcelles agricoles privées, son accessibilité reste limitée**, ce qui contribue à conserver son statut de « rivière sauvage », mais **n'y permet pas d'y accéder physiquement ni visuellement**. On la devine au loin avec sa ripisylve développée mais on peine parfois à trouver un chemin pour y accéder. Quelques ponts [Moulins et Villeneuve-sur-Allier] permettent tout de même de s'en approcher.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 230/558

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LA PLAINE ALLUVIALE DE L'ALLIER

FOCUS SUR LA MISE EN SCÈNE PAYSAGÈRE DE L'ALLIER :

→ Cœur urbain de Moulins,
Des **espaces paysagers en bord de l'Allier** (promenade, parc …) permettant sa visibilité,
Des **sites emblématiques à proximité de la rivière** (Centre historique de Moulins, Musée National du Costume de Scène)

MAIS une déconnexion de ces espaces entre eux banalisant les lieux et la richesse paysagère – **un lien urbain/nature rompu** :

L'avenue d'Orvilliers en rive droite forme une autoroute urbaine, avec peu de qualité paysagère et un traitement infrastructurel ; en rive gauche le supermarché Intermarché banalise le premier sur l'Allier et le Musée National du Costume de Scène depuis le centre historique comme depuis la route de Montilly : parking sans traitement paysager, architecture de « boîte de chaussure » …

→ Espace naturel – agricole,
L'Allier est **très peu visible. Les perceptions se font essentiellement depuis les ponts et quelques parcelles agricoles** (hameau de Beauregard, le Veurdre ; réserve naturelle du Val d'Allier, Bessay sur Allier).
MAIS toujours inaccessible.

Les ponts sont des lieux privilégier pour une mise en scène de l'Allier, voir une mise en accessibilité de celle-ci.

Globalement malgré la qualité paysagère naturelle de la rivière, les espaces à proximité restent peu valorisés sur le plan paysager, malgré un fort potentiel la mise en scène de l'Allier est faible, aussi bien dans les espaces naturels qu'urbains.

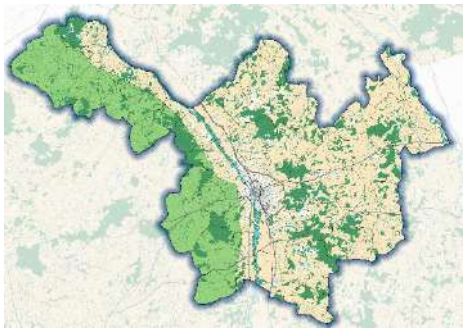





Le centre de Moulin coupé de l'Allier par l'avenue d'Orvilliers (à gauche) / L'Allier au niveau du pont entre Bagneux et Villeneuve sur A. / L'Allier à proximité de la réserve naturelle Val d'Allier, Bessay sur A. (à droite)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 231/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025











En haut : Route traversant le bocage bordée de haies taillées, Saint Léopardin d'Augy / Bocage de Chemilly
En bas : Bocage entremêlé de grandes cultures, Marigny / Vignoble de Saint-Pourçain, Chemilly

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LE BOCAGE BOURBONNAIS

Le bocage bourbonnais correspond à la partie située à l'Ouest de la plaine alluviale de l'Allier. C'est une zone d'élevage herbagée avec quelques îlots de grandes cultures. Elle correspond à l'image du pâturage structuré par un grand nombre de parcelles.

UN PAYSAGE UNIFORME ET COHÉRENT RYTHMÉ PAR LE RELIEF :

Dans cette entité, **le relief est marqué par un vallonnement** plus important. Le paysage est assez régulier car composé par un nombre réduit de motifs paysagers. Il s'agit principalement de nombreuses petites parcelles de prairies délimitées par des haies arbustives et arborées. A **ce bocage à mailles serrées sont associés de nombreux arbres isolés et bosquets animant le paysage**. On trouve également sur les points hauts, des massifs forestiers bien constitués. Dans ce paysage régulier et constant, les variations sont visibles à chaque vallée, chacune ayant un caractère de petit terroir. **C'est le relief, l'enchaînement de vallées, qui crée des variations car il forme des espaces plus ou moins fermés, intimes.**

Dans cette région agricole, la **présence humaine est surtout perceptible par la présence des fermes selon une maille assez serrée** (500 m). Les **nombreux châteaux témoignent de la riche histoire** bourbonnaise et portent la magnificence des puissances ducales de l'époque.

Les forêts pour la plupart domaniales, très importantes et de grandes superficies, sont une **unité paysagère fragmentée de cet ensemble** de paysages.

La vigne (extrémité nord de l'appellation de Saint-Pourçain) apparaît sur une petite partie de cette entité : le plateau calcaire de Besson. Ses rangs ordonnés soulignent le relief adouci dans cette partie du bocage Bourbonnais.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 232/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025





Souvigny : grandes cultures où le bocage a disparu (en haut) / Couzon : chênes isolés, probablement historiquement associés à une haie (en bas)

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LE BOCAGE BOURBONNAIS

LES HAIES, UN MOTIF IDENTITAIRE MENACÉ :

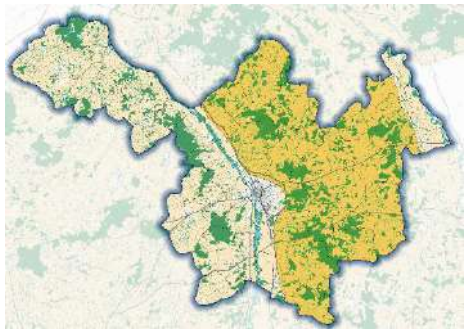
Les haies sont l'élément le plus typique du bocage bourbonnais. A l'origine, le bocage bourbonnais était constitué **de haies surmontées de chênes, et de chênes isolés** en plein champ. En cinquante ans, la plupart de ces haies ont disparu pour deux grandes raisons : les remembrements et l'intensification des pratiques agricoles.

Les haies constituent **une ressource multifonctionnelle** pour le territoire. Elles ont une **action brise-vent** et constituent **un abri** pour les troupeaux et les cultures. Si elles sont bien gérées, elles **fournissent du bois de chauffe**. Dans les pentes, elles servent à la **rétention des sols**, à **lutter contre l'érosion**, à la **régulation de l'eau**, à **limiter les crues**. Au bord des rivières, elles **retiennent les berges**... **Elles participent à la qualité du cadre de vie**.

Elles soulignent l'organisation du parcellaire rural et **assurent la transition** entre les différentes composantes du paysage lui confiant une certaine unité. **Elles agissent comme un liant, raccordant les différents motifs pour constituer un tout homogène**.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 233/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025











En haut : Bocage à mailles larges, Chapelle aux Chasses et Saint Ennemond
En bas : Grandes cultures et disparition du bocage, Chézy et Montbeugny

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LA SOLOGNE BOURBONNAISE

La Sologne bourbonnaise correspond à la partie située à l'Est de la plaine alluviale de l'Allier. C'est une région de grands plateaux avec des vallonnements légers (entre 240 et 290 m d'altitude).

UNE MODIFICATION DU BOCAGE PAR L'AGRICULTURE MODERNE :

A l'origine, c'était une région de grandes exploitations d'élevage, au paysage bocager bien connu. Puis, de grands travaux d'assainissement associés à des apports phytosanitaires importants ont permis la mise en place de cultures céréalières. Afin **d'installer des cultures productives, le bocage a été ouvert** dans de nombreuses parties **provoquant un changement d'échelle dans la perception** du paysage. **Le bocage actuel est une maille beaucoup plus large** que dans le bocage bourbonnais.

UN GRAND PAYSAGE ORGANISÉ PAR LE RELIEF :

Le relief est un élément déterminant dans l'organisation des différents types d'occupation des sols :

- les espaces forestiers sont sur les parties sommitales du plateau où le relief est le moins accusé ;

- les zones agricoles, au contraire, profitent des faibles pentes où le drainage du sol humide devient plus aisé.

Dans cette unité paysagère, **les forêts et bois ponctuent le territoire** et sont principalement situés sur les points hauts **marquant toujours les limites lointaines**. On rencontre aussi des **petits massifs et des arbres isolés** qui, dans cette maille large de bocage, **constituent de véritables événements** paysagers. Ils constituent des **éléments de repères et donnent une échelle au paysage**. Par ailleurs, en Sologne bourbonnaise on **constate une fragmentation importante des massifs forestiers** contrairement à la rive gauche de l'Allier où les zones boisées sont plus imposantes.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 234/558







Bel étang naturel des Bizets, Thiel sur Acolin / Entrée de ville de Dornes marqué par le ripisylve de la Dornette / Etang de ferme, Gannay sur Loire

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LA SOLOGNE BOURBONNAISE

UN RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE QUI ANIME LES PAYSAGES :

Le **réseau hydrographique très dense** sur l'ensemble du territoire, est constitué **d'une multitude de petits cours d'eau très sinueux et faiblement encaissés**.

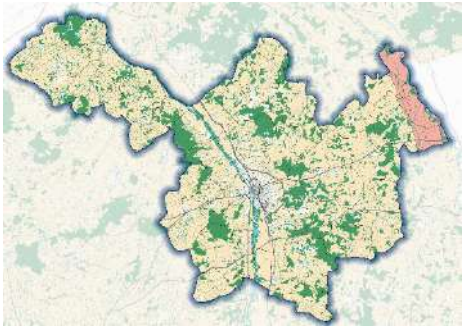
Une des caractéristiques essentielles de cette entité est **l'importante concentration d'étangs** due à son substrat argilo-sableux. D'où la dénomination de Sologne Bourbonnaise en rapprochement avec la véritable Sologne. Le **sous-sol, le plus souvent imperméable**, a permis leur création. Ils sont de superficie et de formes variables et **se succèdent en chaîne le long des ruisseaux**. Ces étangs abritent, bien souvent, une densité importante d'espèces animales (tortue aquatique, râle d'eau, héron, grèbe à cou noir, canard...), ainsi qu'une flore très variée qui diffère d'un étang à l'autre.

Les mares sont aussi un signe distinctif des paysages. Ce sont de petits espaces qui participent **de l'environnement ordinaire des habitants mais abritant une biodiversité remarquable**. Malgré la multiplicité de leurs atouts, en particulier de leur fonction écologique, **les mares ont été peu à peu abandonnées**. Certaines ont été comblées.

L'eau est donc très présente**. Les mares et étangs constituent d'agréables miroirs** (ciel, végétation...). Les reflets selon les changements de lumière et le mouvement de ciel éclaircissent les secteurs encaissés. Elle **apporte une certaine fraîcheur à ces paysages**.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 235/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025











En haut : Bocage encore présent à l'entrée de St Martin des Lais / Alternance de prairie et cultures, Gannay sur Loire
En bas : Grandes cultures, Gannay sur Loire et Saint Martin des Lais

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LE VAL DE LOIRE BOURBONNAIS

Le Val de Loire bourbonnais s'étend à l'extrémité ouest du territoire. Le fleuve marque la frontière avec les département de la Saône et Loire et de la Nièvre. On retrouve un paysage plat marqué par les divagation de la Loire en son centre, où s'alternent parcelles de grandes cultures et bocages résiduelle.

UNE PROFONDE MODIFICATION, DU PAYSAGE PAR L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE :

Les bords de Loire suivent les mêmes dynamiques que les bord de l'Allier. A l'origine, cette **plaine alluviale vivait au rythme de le Loire**, avec ses multiples tracés, ses crues... Jusqu'au milieu du XXe siècle, **on retrouve l'organisation traditionnelle bocagère**. **Les traces des dérivations de la Loire reste visible dans le paysage** notamment dans l'organisation du parcellaire.

L'**évolution des pratiques agricoles a conduit à une transformations** écologiques et paysagères importantes. Les progrès de l'irrigation ont permis **d'appliquer un mode de culture intensif**. **Un phénomène banalisant les paysages** en générant de grandes étendues formant des paysages assez monotones et peu propices à la biodiversité.

Des traces du bocage restent présentes avec de nombreux arbres isolés ainsi qu'une véritable trame bocagère encore présente, **en partie liées aux nombreux cours d'eaux et zones humides** qui ponctuent le territoire. Ces éléments végétaux forment de véritables points repères dans le paysage, rythmant celui-ci.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 236/558





Regard en direction de la Loire mais imperceptible, Saint Martin des Lais (en haut) / Ecluse sur le canal latéral à la Loire où se dessine un espace public pas véritablement affirmé, Gannay sur Loire (en bas)

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LE VAL DE LOIRE BOURBONNAIS

LA LOIRE, UNE RIVIÈRE ÉGALEMENT PEU VISIBLE NI ACCESSIBLE :

Comme dans le cas de l'Allier et à cause de **la largeur de divagation de la Loire, peu de hameaux et de routes ont pu être construits**. Il en résulte que l'**accès visuel et physique au fleuve est relativement rare**. Les ponts, situés sur les communes voisines du SCoT, permettent de prendre de la hauteur et surplomber la rivière et les parcelles agricoles environnante donnant ainsi à comprendre l'organisation du territoire.

LE CANAL LATÉRAL À LA LOIRE, UN ÉLÉMENT PAYSAGER FORT :

Le « **canal latéral à la Loire** » traverse le territoire du nord au sud par les communes de Gannay sur Loire, Paray le Fresil et Garnat sur Engievre. Bordé par un chemin de halage, il constitue un **élément fort du paysage permettant sa découverte**, notamment par la tourisme fluviale. Il est ponctué de plusieurs ports ou haltes fluviales (Gannay sur Loire, Garnat sur Engievre)

Construit au début du XIXème siècle, il constitue **également un intérêt patrimonial** du territoire.

Dans le tissu urbain cet axe est relativement mis en valeur, une réflexion sur sa valorisation et les liens avec les cœurs urbains permettrait de mettre en avant cet élément si particulier, propre à cette entité.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 237/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

› LES MOTIFS PAYSAGERS NATUREL CARACTÉRISTIQUES, MARQUEURS DE L'IDENTITÉ LOCALE MAIS MENACÉS

→ Les haies bocagère,

Le bocage est un motif paysager ancien aux nombreux bénéfices : action brise-vent, un abri pour les troupeaux et les cultures, servent à la rétention des sols, à lutter contre l'érosion, à la régulation de l'eau, à limiter les crues, à retenir les berges au bord des rivières etc.

La **particularité du bocage sur le territoire est la présence de chênes**, principalement pédonculé, au milieu des haies ou isolés dans les parcelles. Ces **arbres plantés au XIXème siècle** souffrent du vieillissement, du manque d'entretien, d'évènements naturels (foudre, maladie,…) conduisant à leur disparition.

Du fait d'un **peuplement équienne** (peuplement composé d'arbres ayant le même âge), ces végétaux remarquables sont confrontés à **une dégradation assez rapide et très visible**. A terme, ce sont **de nombreux chênes typiques du Pays des Bourbons qui sont menacés**.

Du fait d'une croissance lente des chênes il convient d'**anticiper le renouvellement** de ces plantations, faute de quoi ce motif paysager **risque de disparaitre et, avec eux, la variété des paysages**.

→ Les étangs et mares,

Ils sont liés à la nature des sols, les argiles ayant une capacité de rétention d'eau créant des sols peu perméables. Ils servent à la fois à **la pisciculture, l'irrigation ou comme réserve d'eau**, notamment dans les prés pour offrir un point de fraicheur pour les bêtes. Ils constituent des espaces de **biodiversité** riches, et font également partie **du patrimoine identitaire du territoire**.

Comme le rappel la charte architecturale et paysagère, ce patrimoine est **menacée par abandon et risque de disparaitre**.

Les motifs paysagers

Chênes isolés, Marigny – Etang au cœur du bocage, Coulandon – Bocage dominé par les arbres de hautes tiges, Saint Léopardin d'Augy





Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 238/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Des entités paysagères façonnées par l'agriculture

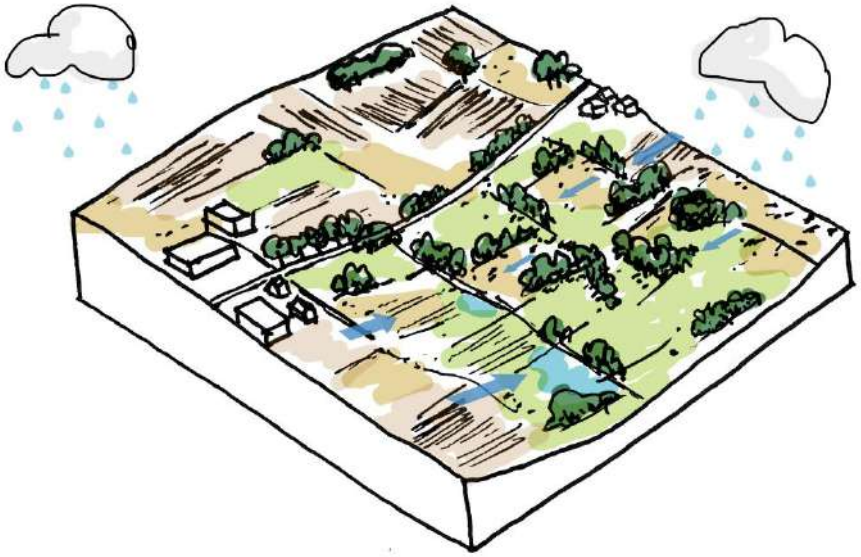


Illustration schématique du rôle des haies dans la régulation des ruissellements
Croquis Even Conseil

DES INTERCONNEXIONS FORTES ENTRE CES MOTIFS ET L'ACTIVITÉ HUMAINE :

Les haies et les mouillères sont intimement liées. La nature des sols et le relief conduisent à la création **de zones plus humides en fond de vallons, alors que les haies ont un rôle de régulation de l'humidité des sols**.

Les **changements des pratiques agricoles** (mécanisation, remembrement …) tendent à faire disparaitre ces motifs. Les bénéfices apportés par les haies sont remplacés par des solutions techniques (intrants, drainage …) entrainant à la fois une perte de biodiversité et une standardisation des paysages.

Les mouillères, ces portions des parcelles agricoles - généralement situées en contrebas - où s'accumule l'eau par ruissellement, **ont tendance à augmenter puisque les haies ne jouent plus leur rôle** de régulateur. La lessivation des sols est plus importante, entrainant une perte des richesses agronomiques.



Exemple de mare alimentée en partie par ruissellement,
Aurouer

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 239/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Paysage de zone d'activité à Avernes - Even Conseil



Paysage lointain vallonné et de bocage à Moulins – Source Even Conseil

Dynamiques d'évolution des paysages

Bien que les paysages de Moulins Communauté soient aujourd'hui **préservés et de grande qualité**, avec des rivières ayant conservé leur caractère sauvage et leur plaine fertile, des espaces agricoles conservant leur tradition d'élevage et leur organisation de bocage, ce paysage traditionnel n'échappe pas à de nombreuses **pressions** anthropiques. En effet, le bocage a connu une érosion certaine au cours des dernières années du fait de l'évolution des pratiques agricoles. Le réseau bocager a subi plusieurs phénomènes, qui ont participé à sa dégradation:

- L'agrandissement et la tendance à la morphologie unique pour les parcelles au détriment de parcelles de tailles et formes inégales ;
- L'arrachage d'un réseau de haies à mailles fines qui gênent la mécanisation du système agricole ;
- Des pratiques de grandes cultures monospécifiques, au détriment de pratiques diversifiées alternant entre pâturages et champs cultivés.

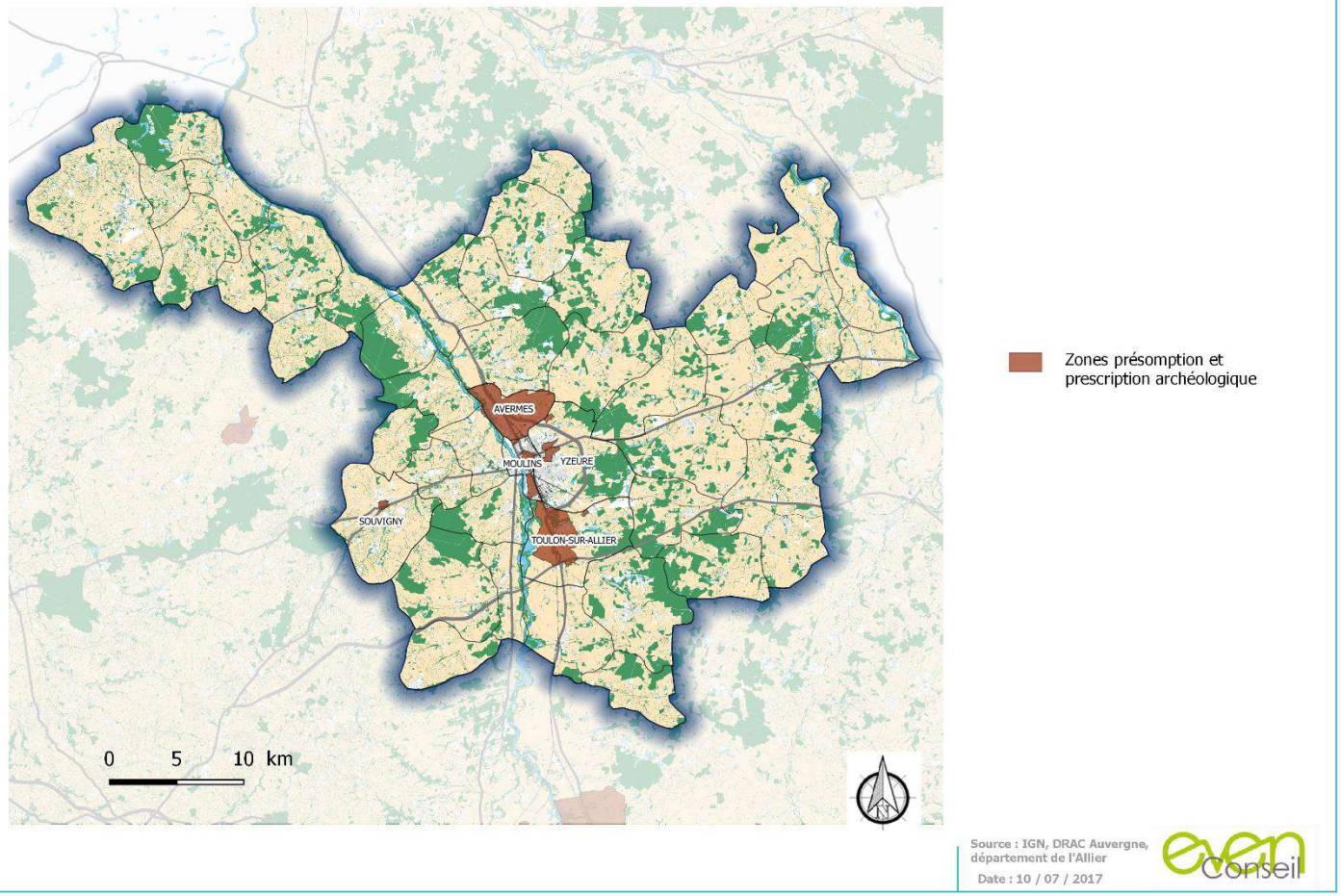
Toutefois, présente prise de conscience de l'importance des réseaux de haies dans leur multifonctionnalité, des dynamiques de restauration ou recréation ont pu être observées récemment.

De plus, le développement des **zones d'activités** du territoire présentent un impact visuel fort sur les paysages traversés et ces zones constituent des « points noirs paysagers » au regard des perceptions qu'elles induisent (notamment le long de la N7 au niveau d'Avermes ou de Toulon-sur-Allier) : grands bâtiments, dispositifs publicitaires et enseignes en nombre, absence de traitement paysagers, etc. qui banalisent les portions de territoire concernées.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 240/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les zonages archéologiques du territoire
SCoT Moulins Communauté



› UN TERRITOIRE AU POTENTIEL ARCHÉOLOGIQUE IMPORTANT

L'Allier charrie de nombreux matériaux et il n'est pas rare au cours de promenades au bord de ses rives de découvrir des silex travaillés par l'homme dans des temps reculés. **Le potentiel archéologique de la Communauté d'Agglomération est important**, notamment en **vestiges gallo-romains**. Plusieurs sites gallo-romains ont été fouillés et recensés, notamment des ateliers de potiers qui ont fourni statuettes et céramiques.

Cette richesse archéologique a conduit la Direction Régionale des Affaires Culturelles à identifier des zones de densité archéologique à l'échelle du département et plus localement de prendre des **arrêtés SGAR** (Secrétariat Général des Affaires Régionales). Conformément au décret n°2002-89 du 16/01/2002, des zonages archéologiques dans le cadre de l'archéologie préventive ont été délimités sur les différentes communes.

Ainsi tous les dossiers de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux dans les zones devront être transmis au **préfet de région qui peut prescrire la réalisation d'un diagnostic archéologique et s'il y a lieu la prescription de mesures**.

Des zones de densité archéologique ont été établies pour le territoire de Moulins Communauté.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 241/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025




Eglise de Marigny, Monument Historique – Silhouette de Besson, Site Patrimonial Remarquable






Centre historique de Moulin alliant patrimoine et projet contemporain

Les richesses patrimoniales

› UN TERRITOIRE À FORT INTÉRÊT PATRIMONIAL

LES MONUMENTS HISTORIQUES ET SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES :

Moulins Communauté est riche d'un ensemble **de 83 monuments historiques** inscrits ou classés : il s'agit principalement de châteaux et d'églises romanes.

Trois communes disposent d'un **Site Patrimonial Remarquable** (remplaçant les AVAP et ZPPAUP) : Moulins, Souvigny et Besson

Les **éléments patrimoniaux sont regroupés principalement dans la partie ouest** du territoire et confèrent à cette région un caractère pittoresque séduisant. Néanmoins, il est à noter la présence de **plusieurs châteaux abandonnés**, lesquels, faute d'intervention, disparaîtront. De plus, les bâtiments tombant en ruine, bien que marqueurs historiques, peuvent finir par constituer des points noirs paysagers déqualifiant le paysage. En effet, patrimoine des anciennes familles Bourbons soumis au régime de l'indivision, ces châteaux posent alors des difficultés de reconversion malgré une demande potentielle (acheteurs privés).

UNE CONCENTRATION FORTE DANS LE CENTRE DE MOULINS

52 monuments historiques sont répertoriés dans la commune de Moulins, et un seul ne fait pas partie du centre-ville. Il existe donc une grande concentration de monuments historiques protégés au sein même de la ville de Moulins, avec principalement des maisons ou immeubles répertoriés comme tels.

Le centre de **Moulins est protégé par un périmètre de Site Patrimoniale Remarquable** (ex AVAP et ZPPAUP) permettant une gestion et valorisation de ce patrimoine. **Souvigny et Besson sont également inscrites dans un SPR**.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 242/558













Site classé : le parc arboretum de Balaine

Site inscrit des vieux quartiers de Souvigny, l'ancien prieuré et ses jardins, bénéficiant également d'un Site Patrimonial Remarquable

Les richesses patrimoniales

LES SITES CLASSÉS ET INSCRITS :

Le classement tout d'abord constitue une protection forte qui correspond à la **volonté de maintien en l'état d'un site**. Il ne peut, par conséquent, être ni détruit ni modifié dans son état ou son aspect sauf autorisation spéciale.

On retrouve **deux sites classés** : le **château et le parc de la commune de Chapeau** classés le 24/12/1974, et **le parc arboretum de Balaine** sur la Commune de Villeneuve sur Allier classé le 18/08/1944.

L'inscription à l'inventaire supplémentaire des sites, ensuite, constitue **une garantie minimale de protection**. Elle impose aux maîtres d'ouvrage l'obligation d'informer l'administration 4 mois à l'avance de tout projet de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site. L'architecte des bâtiments de France émet un avis simple pour les projets de construction et les autres travaux et un avis conforme sur les projets de démolition.

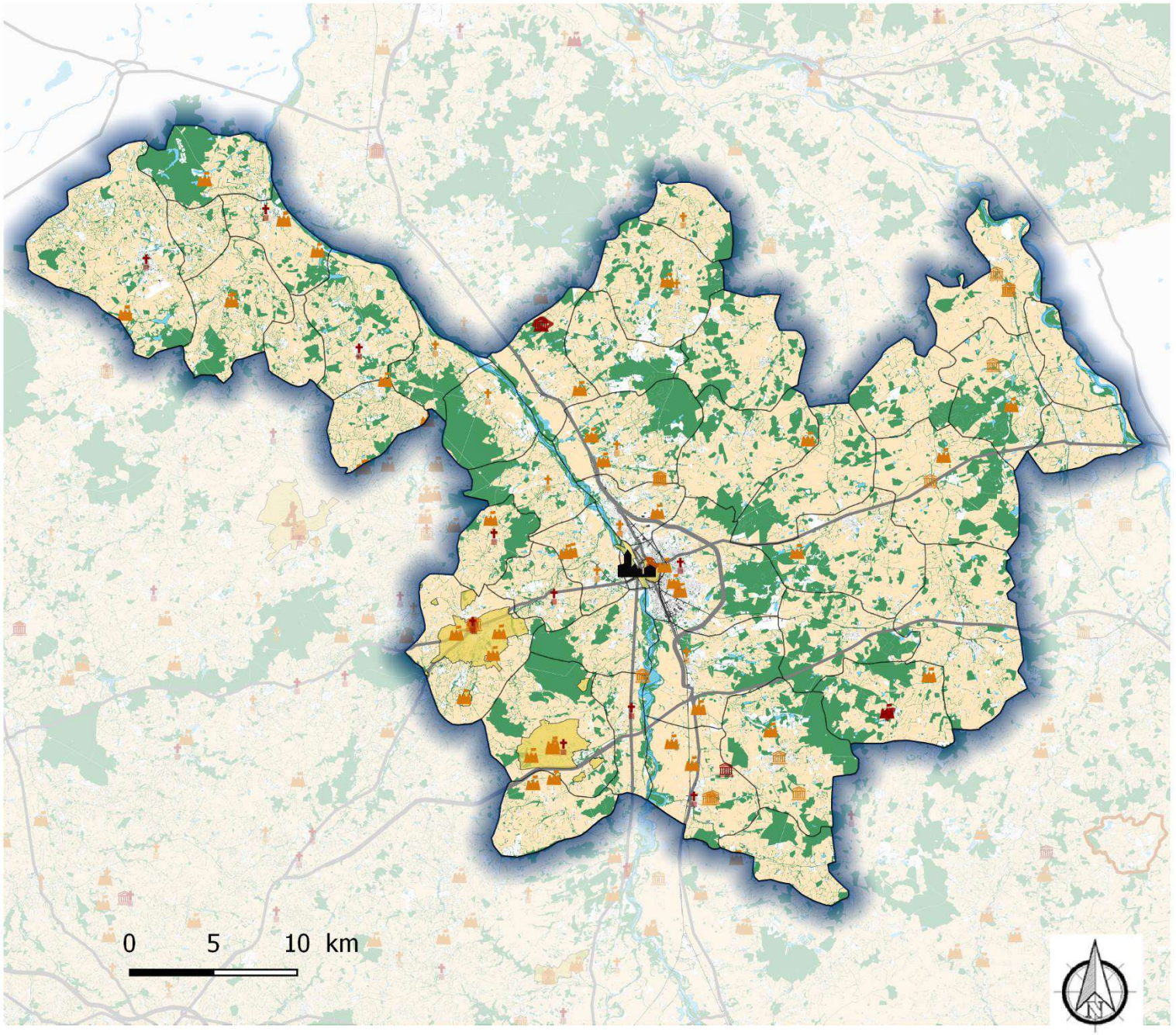
On retrouve **trois sites inscrits** : **les vieux quartiers de Souvigny, l'ancien prieuré et ses jardins** inscrits par arrêté en date du 8 février 1968 ; le **centre ancien de Moulins** (cathédrale et ses abords mais aussi la place de l'ancien Palais, les cours Anatole France et Jean Jaurès ainsi que la rue des Orfèvres) inscrit par arrêté du 7 juillet 1944 ; et enfin **le parc du château de Panloup à Yzeure** inscrit par arrêté en date du 18 août 1944.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 243/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Un patrimoine institutionnel concentré à l'ouest

SCoT Moulins Communauté



Les sites patrimoniaux remarquables

Sites inscrits

Sites classés

Monuments Classés

Châteaux

Immeubles/Maisons

Religieux

Monuments Inscrits

Châteaux

Immeubles/Maisons

Religieux

Concentration d'éléments patrimoniaux à Moulins

Source : IGN, BD TOPO, 2017 ; Conseil départemental de l'Allier

Date : 10 / 07 / 2017

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

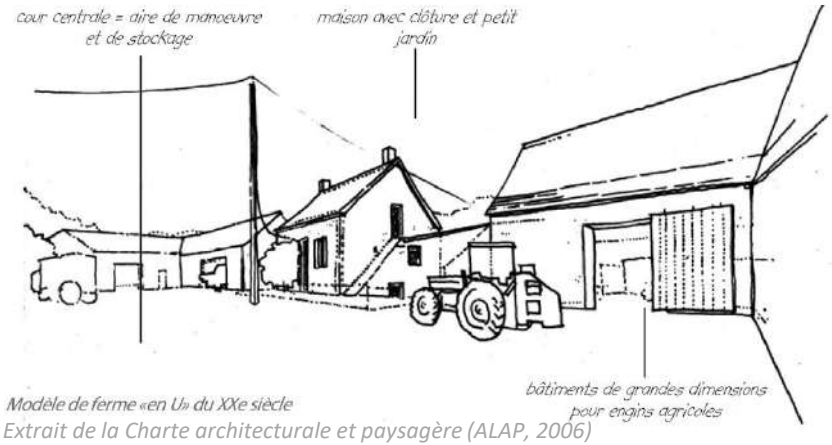
Les richesses patrimoniales







Château de Charnes dans son bocage, Marigny
Ferme prestigieuse Château du Riau, Villeneuve sur A.
Allée bordée de platane, hameau de Pay - Pagneux



Extrait de la Charte architecturale et paysagère (ALAP, 2006)





L'IMPORTANCE DES EXTENSIONS AGRICOLES DANS LE PAYSAGE
(en haut) **Hameau des Granges, Besson** – volume des extensions similaires aux bâtiments historiques et en parties masquées par des boisements
(en bas) **Val de l'Allier, Bessay sur A.** – extension imposante, non masquée fortement visible dans le paysage, sensation d'élément « posé » sans relation à son contexte

› UN PAYSAGE VERNACULAIRE À PRÉSERVER

Il existe aussi un petit patrimoine de qualité appelé patrimoine vernaculaire. **Il s'agit essentiellement de bâtiments agricoles et fermes**, héritage d'un millénaire de pratiques agricoles. Le style local a décliné des variations sur un même modèle de maison. **La permanence du modèle, son volume tout juste modulé et ses proportions régulières sont des éléments de stabilité dans le paysage**.

Ce petit patrimoine est pourtant **menacé aujourd'hui car laissé à l'abandon parfois** : le déclin de l'agriculture combiné à **l'agrandissement des exploitations qui n'utilisent que les terres** et les réglementations d'urbanisme (zonage agricole) non appropriées pour la reconversion, en sont les principales raisons.

UN BÂTI AGRICOLE LIÉ AUX STRUCTURES SOCIALES ET FONCIÈRES :

Extrait de la Charte architecturale et paysagère (ALAP, 2006)

« Elément constitutif du paysage (…), **le bâti rural dispersé s'explique par l'organisation de la société agricole** qui a structuré l'espace rural économique et social. Les **plus grands propriétaires faisaient exploiter leurs terres** par des fermiers (location des terres et bâtiments) et des métayers (partage des récoltes et des aléas), eux-mêmes contrôlant à leur tour des paysans encore plus modestes et des ouvriers agricoles. »

→ Les grandes fermes

« Le modèle, toujours composé de **plusieurs bâtiments spécialisés**, est presque uniquement la **ferme "en U"**. Située au centre, **l'habitation peut prendre l'aspect d'une maison de maître** pour les plus anciennes. Un chemin avec alignement d'arbres la relie au château s'il se trouve à proximité. Plusieurs éléments non attenants ouvrent sur une cour ouverte accessible de la route. (…) **La ferme ou "réserve" peut aussi être un peu à l'écart du château dans le cas des domaines les plus prospères** qui possèdent alors plusieurs grandes fermes gérées chacune par un métayer. »

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 245/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les richesses patrimoniales

RECOMMANDATIONS DE LA CHARTE ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE (ALAP, 2006)

- Les petites fermes, maisons d'ouvrier agricole et locateries, dont une partie est en ruine ou seulement inoccupés, pourraient retrouver leur fonction originelle de logements.

- Les bâtis agricoles traditionnels inutilisés (granges en pisé) devront voir leur potentiel de reconversion étudié avant d'envisager une démolition.



1

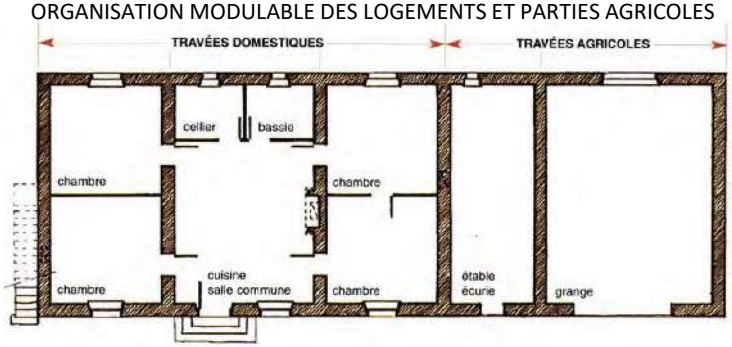

2

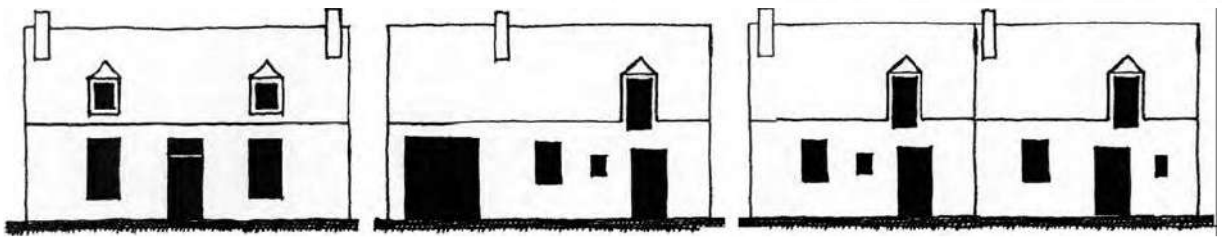

4

(1) Petite ferme convertie en logement, Besson
(2) Centre bourg de Marigny et son mail
(3) Maison rurale traversée de Limoise
(4) Métairies à Villeneuve sur Allier


3

ORGANISATION MODULABLE DES LOGEMENTS ET PARTIES AGRICOLES





maison de ville = façade composée

petite ferme (maison-bloc) = habitat + dépendance agricole

locateries (ici couplées) = habitat minimal seul

Variations sur le modèle de m

→ Les métairies

« Simples **réductions des grandes fermes**, elles sont caractérisées par un bâti concentré, les différents éléments étant accolés les uns aux autres, **"en U" ou assemblés en longère** (avec possibilité d'extension). L'évolution des pratiques agricoles réduit leur nombre à partir des années 1970 et entraînèrent **l'abandon (…) de beaucoup d'entre elles**. »

→ Les petites fermes

« Il s'agit du siège des très petites exploitations dont l'activité a cessé au cours de la première moitié du XXème siècle du fait de l'exode rural; elles restent très présentes dans le paysage car nombreuses. **C'est le modèle de la "maison-bloc" dissymétrique, parfois accolée à une autre ou dotée de sa partie agricole**.

D'un **dessin soigné et d'une allure charmante** correspondant bien à l'image rurale qui attire les nouveaux villageois, elles constituent **une réserve importante pour une réutilisation en habitat** avec possibilité d'extension dans la partie technique »

→ La maison rurale bourbonnaise

« **La permanence du modèle**, son volume tout juste modulé et **ses proportions régulières sont des éléments de stabilité** dans le paysage. (…) Construite avec des moyens simples et héritée de traditions plus anciennes (…), elle se présente comme **un ensemble modulable et adaptable** à la taille de la famille et à l'activité agricole. (…) Les extensions le prolongent d'abord en «longère» ajoutant des trames à l'existant. C'est **un bâti évolutif par nature**. »

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 246/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025













Les richesses patrimoniales

UN PETIT PATRIMOINE RURAL IDENTITAIRE :

Outre les bâtiments à usages agricole de nombreux éléments ponctuent le paysage, les **croix de chemin, fontaines, lavoirs etc. sont autant de constructions qui font l'identité du territoire**.

Leur valorisation et leur restauration permet de conserver les caractéristiques des lieux. **Associé aux bocages ils constituent un motif de « belle campagne », véritable facteur d'attractivité** de la région.

Un **patrimoine religieux** important avec les églises en partie concerné par des protections au titre des monuments historique. Outre le monument en lui-même qui bénéficie d'un intérêt certain, **le soin apporté à l'espace public autour permettra une meilleure valorisation**. Il en est **de même pour les bâtiments administratif** (mairies, écoles …).

LA VALORISATION DU PATRIMOINE PAR L'ESPACE PUBLIC :

La qualité des centres bourgs qui bénéficient d'une histoire et d'un patrimoine **riche passe par la qualité et la valorisation de l'espace public et du soin apporté aux bâtis** environnants. Ils sont le garant de la préservation d'un patrimoine et d'une histoire mais aussi de l'attractivité des centre-bourgs pour le tourisme comme les habitants se distinguant des zones d'activités et centres commerciaux impersonnels et standardisés.

De haut en bas :
(à gauche) Croix de chemin, Marigny // Eglise de Saint Martin des Lais // Maison à colombages Aurouer
(droite) Eglise banalisé par le stationnement en premier plan depuis la traversée de village // Bessay sur Allier : stationnement paysager, valorisation des espaces publics

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 247/558

Les vecteurs de découvertes du territoire

› DES VUES REMARQUABLES DIVERSIFIÉES

La **géomorphologie du territoire occasionne de nombreuses ouvertures visuelles remarquables**, à observer le long des routes localisées en haut des coteaux bordant l'Allier. Les autres cours d'eau y sont plus discrets, masqués par la végétation et les vues dégagées sont moins présentes.

Sur les plateaux, **l'alternance de pentes douces et des vallonnements permet quelques vues**, dont certaines sont remarquables. La présence de plaines en vue rasante crée une ouverture sur le paysage.

Cependant, par endroits, **les volumes boisés ou le dénivelé parfois peu marqué, rendent la lecture du paysage plus difficile**. La présence importante de la végétation permet également de souligner et d'accentuer les grandes lignes du relief mais également de cadrer, d'organiser les vues ce qui participe à la création d'**une succession d'ambiances et de ressentis**. Elle habille le relief, **rompt la monotonie des paysages en provoquant des jeux de fermetures et d'ouvertures visuelles successives, des écrans et plans alternés, des échappées visuelles**.

Des vues aux ambiances très différentes traduisant la diversité de situations

Panorama sur le bocage depuis Château sur Allier – Prairie aux bord de l'Allier, le Veurdre – Vue sur le centre historique de Moulins au bord de l'Allier, banalisée par l'absence d'aménagements paysagers et la présence d'un supermarché et son parking entre l'Allier et le Musée National du Costume





Malgré la qualité des paysages les panoramas restent bien souvent intimistes, peu valorisé voir banalisé comme dans le cas de Moulins

› DES COUPURES VERTES STRUCTURANT LE TERRITOIRE

Plusieurs **coupures vertes paysagères d'importance ont été préservées** des dynamiques d'urbanisation (continuums urbains). Leur pérennité constitue un enjeu du SCoT. Elles concernent en particulier les espaces paraissant les plus menacés par la formation de continuums urbains, **principalement localisées autour de Moulins**.

On peut distinguer deux types de coupures vertes paysagères présentes à la même échelle sur le territoire : **la ripisylve de l'Allier** et les coupures vertes essentiellement dues aux boisements et à certains étangs présents sur le territoire.

Des coupures vertes fragiles mais préservées le long de la nationale 7

Trévol - Yzeure




Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 248/558

Présence d'éléments patrimoniaux à proximité des voies structurantes peu ou faiblement valorisé

Château D'Avrilly Trévol, N7 – Château Fourchauld Besson, RCEA – Panneau d'information, RCEA





Des aires de stationnements peu qualitatives, sans information sur le territoire

Villeneuve sur Allier entrée de territoire, N7 – Aire de Millepertuis Yzeure, N7– Aire d'arrêt Bresnay, RCEA





Ce sont des espaces à préserver qui visent **à limiter l'urbanisation linéaire, à assurer la préservation des sites et à structurer un paysage de qualité**. Elles se retrouvent principalement sur des axes nord-sud et peuvent être discontinues (notamment à l'ouest du territoire). La coupure verte de l'Allier est composée de sa ripisylve mais aussi, à certains endroits, de terres agricoles en fond de vallée.

Pour compléter cette analyse**, d'autres coupures ont été mises en évidence à une échelle plus fine**. Ce sont des **coupures vertes dites « urbaines »** qui seront à préserver au sein du tissu urbain, principalement au niveau de l'agglomération de Moulins. Ces coupures sont matérialisées par la présence de parcelles agricoles, ou de boisements dans certains cas. **Ces espaces de transition entre zones urbanisées**, participent, entre autres, à la **lisibilité et à la diversité** du territoire, mais aussi à **la qualité de vie**, à la **préservation d'espaces agricoles** stratégiques et à la préservation des **continuités écologiques**. Il est donc essentiel qu'elles soient maintenues pour **limiter l'expansion de l'urbanisation dans ces zones de respiration**.

› DES VOIES VITRINES MANQUANTES ET NON MISES EN VALEURS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

LES ROUTES PRINCIPALES : DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES QUI FONT PEU APPEL AUX RICHESSES DU TERRITOIRE :

→ **La RCEA permet de traverser le territoire d'est en ouest**. Cet axe traverse **trois entités paysagères qui rythment la séquence routière**. A l'est la séquence alterne entre paysage refermé et clairière agricole ; une ambiance agréable, marquée par le caractère agro-naturel. Au centre, lors du passage dans la plaine de l'Allier s'ouvre un paysage de grandes cultures dégageant des panoramas rasants. A l'ouest un paysage vallonée avec de nombreux points d'appels (monuments historiques, arbres isolés, vignes, …).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 249/558

Différentes ambiances de routes rurales aux paysages remarquables













Route forestière aux accotements soignés – Villeneuve sur A.
Routes bocagère – Marigny
Accotements entretenus

Bocage rythmant le parcours, St Léopardin d'Augy
Ambiance fraiche et agréable, Couzon
des Prieurés Bagnolet, Montigny

Les vecteurs de découvertes du territoire

Malgré la traversée d'un **paysage naturel de qualité** il est difficile d'identifier la proximité de Moulins, quelques panneaux ou bâches en bord de route nous permettent de le rappeler, cependant **les ouvertures visuelles et points d'appels ne sont pas valorisés**, tout comme les sorties de l'axe, **l'absence de repères dû au langage routier règne**.

→ **La nationale 7** traverse le territoire du nord au sud, directement dans le cœur des villages et permet donc une **meilleure visibilité des spécificités locales**. Cependant l'importance de l'axe génère des **entrées de villes et traversées de villages banalisées où domine l'infrastructure routière**. Il n'existe **pas de véritable transition** entre l'espace agricole et l'espace habité **renforçant la banalisation** des tissus villageois combiné à l'apparition de zones d'activités renvoyant une image peu valorisante du territoire.

→ Sur les deux axes **l'information et les richesses du territoire ne sont pas mises en avant**, malgré le passage à proximité d'éléments de patrimoine naturel ou bâti qui pourraient valoriser les axes. **Les aires de repos ressemblent davantage à une bande d'arrêt, aucune information** sur le territoire n'est disponible. Il en ressort la **sensation d'un territoire de passage**, avec deux grands axes majeurs européens, **où s'arrêter n'apporte pas de plus-value à la traversée.**

DES ROUTES SECONDAIRES D'UNE GRANDE QUALITÉ PAYSAGÈRE :

→ Une fois sortie des axes de transit majeur on trouve des **routes agréables traversant une diversité de paysages**. Entre forêts domaniales, traversées de villages apaisées, bocage, … c'est toute la diversité du territoire qui se laisse découvrir.

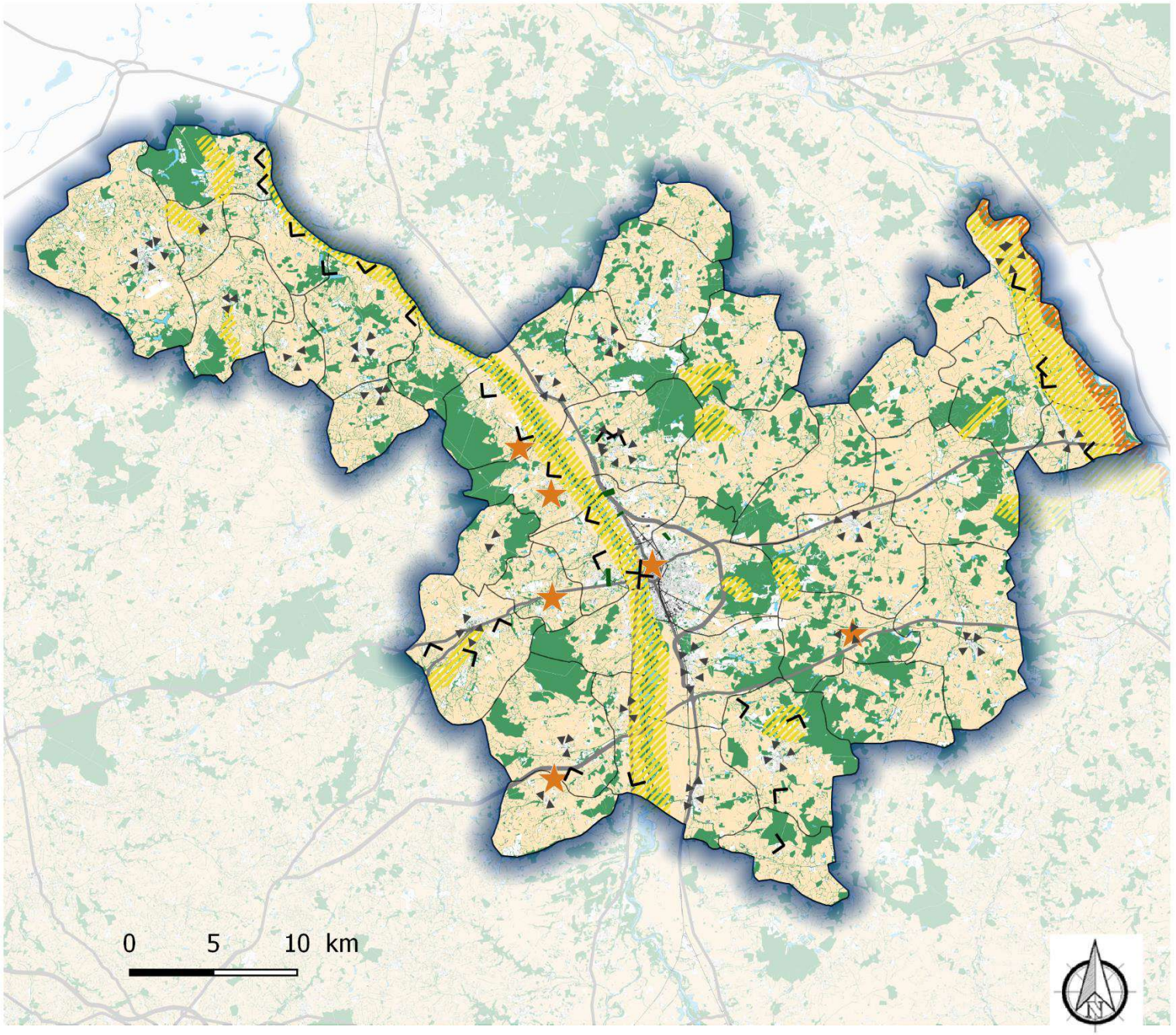
Les bords de l'Allier, rarement perceptibles, l'absence d'information sur les points d'intérêt à proximité, ou encore de signalétique des « boucles » ou itinéraires (cycle ou automobile) amoindrissent la visibilité et l'intérêt de ces axes. **Le territoire dispose d'un véritable potentiel de valorisation de ses routes.**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 250/558

Des plaines et vallées propices aux vue sur les composantes du paysage

SCoT Moulins Communauté



- Eléments bâti
- Silhouette de bourg
- Points de vue
- Paysage de valeur
- Paysage de grande valeur
- Coupures d'urbanisation

Source : IGN BD ALTI, BD TOPO, département de l'Allier

Date : 11 / 07 / 2017

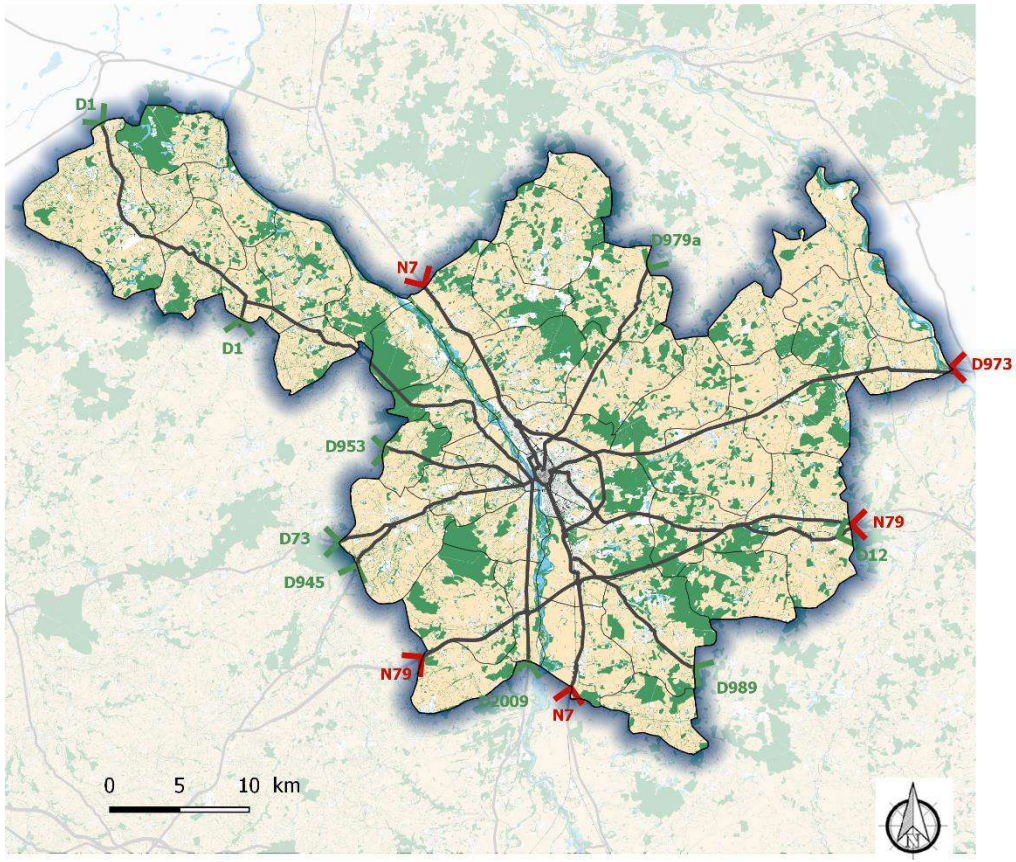
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Les vecteurs de découvertes du territoire

Des entrées de territoire préservées excepté sur les grands axes

SCoT Moulins Communauté



› DES ENTRÉES DE TERRITOIRE RURALES GLOBALEMENT QUALITATIVES

Les entrées de Moulins Communauté sont **vecteur de la première image perçue du territoire** par les visiteurs. Une attention particulière est à porter sur ces accès. **La plupart des entrées de territoire sont de bonne qualité paysagère**, en raison notamment d'un environnement rural favorable avec la présence de végétation et d'espaces agricoles.

Néanmoins, **quelques entrées de territoire sont peu qualitatives,** principalement dû à la présence de hameaux accompagnés **d'exploitations agricoles visibles de loin et imposantes** (peu de végétation pour les cacher). **L'entrée Nord de Villeneuve sur Allier est caractérisé par une aire d'arrêt,** avec des équipements abandonnés, n'est pas dotée d'aménagements paysagers ce qui perturbent la qualité du lieu. Cet espace en particulier constituent **un potentiel fort de point d'informations** permettant d'orienter le passant vers les espaces secondaires non perçus depuis l'axe mais à fort intérêt paysager et patrimonial.

Les entrées de territoire à valeur paysagère sont à maintenir en l'état et à valoriser. Suivant leurs emplacements sur le territoire, elles ont des caractéristiques différentes : certaines se trouvent sur une route en ligne droite avec un paysage ouvert de chaque côté, donnant à voir les paysages agricoles (bocages ou grands champs) ; d'autres sont plus confinées avec des boisements de part et d'autres de la route donnant une ambiance calme et reposante.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 252/558





Paysages des zones d'activités et commerciale depuis la RN7
« Porte de l'Allier » - Avermes, Parc logistique d'activités RN7 - Toulon sur A.







L'ancienne RN7 (aujourd'hui D707), porte d'entrée du centre historique
Une complexité de l'espace par une succession d'éléments verticaux, absence d'éléments repères – de nombreux délaissés, un parking vide un lundi d'avril 2017 (Moulins)

› DES ZONES D'ACTIVITÉS IMPACTANT LA QUALITÉ DES PAYSAGES EN PARTICULIER L'ENTRÉE D'AGGLOMÉRATION DE MOULINS

Les zones d'activités du territoire présentent peu d'intérêt paysager et sont plutôt **un facteur dépréciant pour la qualité du paysage**.

Généralement **situées le long des axes principaux, l'impact des zones d'activités sur les paysages traversés** est important et renvoie une image peu valorisante du territoire. La perception de grands bâtiments, de publicités et d'enseignes, de nappes de stationnement en font un lieu banalisé peu attractif.

Le long de la N7 au niveau d'Avermes ou de Toulon sur Allier les zones commerciales fortement visibles depuis l'axe forment de **véritables points noirs paysagers. L'absence d'accompagnement végétal de ces espaces et la faible intégration paysagère** renforce la perception de ces zones, accentué par les **volumes et surfaces hors échelle humaine**.

Une fois **sortie de l'axe principal l'entrée vers le cœur d'agglomération est également marquée par des zones d'activités et commerciales** principalement aux abords de l'ancienne nationale 7, qui banalisent l'entrée vers ce cœur d'agglomération et **ne laissent pas présager des richesses patrimoniales et naturelles** du territoire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 253/558

Entrée de village de Neuilly le Real,
Route de Montbeugny



Cloché de l'Eglise : élément repère



Prairie arborée, attention au risque de fermeture complète de la vue

Bâti aligné sur rue : annonce l'entrée de village

Silhouette de village préservé, Montilly

Arbres de hauts jets cadrant le village

Patrimoine bâti dominant le village



Ferme d'entrée de bourg

Parcelles agricoles préservant l'ouverture visuelle

Haie monospécifique taillée au carré sur 3 face, forme un paysage dure qui ne s'inscrit

Entrée de village soignée, Chemilly

Arbre de haute tige assurant la transition campagne - village



Accotements entretenus marquant le passage vers un paysage habité

Les vecteurs de découvertes du territoire

› UNE IMPLANTATION DU BÂTI QUI INFLUE SUR LA QUALITÉ DES ENTRÉES DE VILLE

Le territoire de **Moulins Communauté est constitué essentiellement de petits villages dispersés** avec comme pôle central la ville de Moulins rattachée à Yzeure et Avermes. L'appréciation **des franges urbaines** se faisant surtout à partir d'un véhicule en mouvement, un des principaux **enjeux paysagers semble être la succession des visions dynamiques** et des vues paysagères envisagées non pas à partir d'un point de vue fixe (comme dans la peinture) mais comme un enchaînement (comme dans un film).

Les différents bourgs du territoire se sont constitués suivant le **modèle du village-rue** pour la plupart (Aurouër, St Ennemond, Coulandon…), mais d'autres, **plus rarement se sont installés en village « en étoile »** comme pour Neuilly-le-Réal ou Lurcy-Lévy. Dans ce type de villages, les maisons sont le long de plusieurs routes que se croisent autour d'un carrefour ou d'une place principale. Ces installations linéaires ont un impact sur le paysage puisqu'ils s'étalent dans l'espace, et multiplient les entrées de ville.

Plus particulièrement, du fait de **l'urbanisation le long des voies d'accès, de larges espaces triangulaires sont restés libres** entre les branches de l'étoile. Il s'agit de prairies en limite ou parfois incluses dans le tissu bâti. Ces prairies villageoises représentent un **capital à la fois urbain et paysager de grande qualité**. D'un point de vue paysager elles offrent **une respiration qui préserve l'identité rurale** (haies arbres, présence d'élevage) ; **une mise en paysage** "panoramique" des patrimoines bâti et végétal du village (à certains endroits de la route) ; une **perception visuelle** riche du rapport entre village et bocage.

Ces espaces subissent donc une très forte pression foncière mais restent des éléments paysagers à préserver.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 254/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Fontaine sur le GR300 : Chemin de St Jacques,
Souvigny







Différents panneaux d'information rencontrés sur le territoire,
(de haut en bas) Pays des Trois Vallée – Villeneuve sur A., Pays de Lurcy-Lévis – Château sur Allier, Moulins Communauté – Bessay sur Allier

Les vecteurs de découvertes du territoire

› DES CHEMINEMENTS PARCOURANT LE TERRITOIRE : À LA RECHERCHE DE PAYSAGE À EXPLORER

Les sentiers de randonnées sont une occasion de découvrir la diversité des paysages du territoire et de mettre en valeur son patrimoine naturel, bâti et culturel.

Le GR 300 : chemin de Saint Jacques permet d'appréhender le rythme et la richesse des paysages et la succession des ambiances (plaine/forêts/ cours d'eau/villages). Ainsi, il est associé à des vues plus confidentielles des clairières, du passage d'un ruisseau ou de la présence de mares forestières, et des parcours plus intimes dans les bourgs et villages.

Le chemin de grande randonnée (GR) en projet permettra de sillonner les entités paysagères et d'offrir des perspectives et une découverte sur l'ensemble du territoire, dont l'entité urbaine de Moulins.

L'Allier est doté d'un **Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR)** depuis 1987. Les itinéraires inscrits à ce plan peuvent emprunter les voies publiques existantes, des chemins ruraux, des chemins appartenant aux collectivités et à l'Etat, ainsi que les chemins de halage. De l'inscription des chemins au PDIPR découle une obligation de maintien ou de rétablissement de la continuité des itinéraires en cas d'interruption ou d'aliénation. **L'inscription de chemins dans le cadre du PDIPR assure donc la protection physique des continuités piétonnes, VTT et équestres**. Elle permet également aux collectivités de bénéficier de subventions pour les réhabiliter et les valoriser.

On retrouve une bonne signalétique permettant d'informer sur les circuits possibles et les richesses du territoire que l'on peut trouver.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 255/558

Paysage et patrimoine (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Des paysages actuels largement préservés et de grande qualité.	?	Le développement démographique et l'anthropisation du territoire génèrent des pressions sur les paysages.
-	L'anthropisation des milieux et l'agriculture contemporaine sont à l'origine d'une modification des paysages du territoire (axes de communication structurants impactant fortement les paysages, haies menacées, modification du bocage par l'agriculture moderne …)	?	
+	Le paysage est marqué par des motifs paysagers naturels caractéristiques, marqueurs de l'identité locale avec un réseau hydrographique dense. La présence du Canal latéral à la Loire constitue un élément paysager fort.	?	Le bocage est menacé de disparition conduisant à un appauvrissement/simplification des paysages. Les impacts du changement climatiques menacent l'identité paysagère (modification des paysages d'eau du fait de périodes d'étiages renforcées, évolution des essences …)
+	Un territoire à fort intérêt patrimonial (83 monuments historiques inscrits ou classés, 3 communes disposant d'un Site Patrimonial Remarquable, un patrimoine vernaculaire important)	⇗	Les dispositifs de protection sont pérennes. Prescription par le préfet possible de la réalisation d'un diagnostic archéologique pour tous dossiers de permis de construire. Un patrimoine parfois menacé d'abandon (coûts d'entretiens, reprises de fermes uniquement pour les terrains et le bâti est délaissé)
+	Important potentiel archéologique, notamment en vestiges gallo-romains. Présence de zones de densité archéologique à l'échelle du département.	⇗	
-	Des vecteurs de découverte inégaux sur le territoire	⇗	

Synthèse et perspective d'évolution : Paysage et patrimoine

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 256/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

PAYSAGE ET PATRIMOINE

- Des paysages actuels largement préservés et de grande qualité :
  - deux rivières au caractère sauvage et leur plaine fertile ;
  - les espaces agricoles à forte tradition d'élevage et organisés en bocage ;
  - un réseau très dense de cours d'eau et d'étangs ;
  - les massifs forestiers occupant les points culminants des plateaux constituent un horizon boisé très vert ;
  - un noyau urbain dense dans un territoire fortement rural.

- Un territoire aux patrimoines riches :
  - des motifs paysagers caractéristiques et identitaires (bocage) ;
  - une forte présente de bâtiments d'intérêt patrimonial (églises, châteaux, ferme, …) institutionnel comme vernaculaire ;
  - une concentration du patrimoine autour d'ensembles bien identifiés (Moulins, Souvigny, Besson, …) ;
  - une concentration du patrimoine sur la partie ouest du territoire ;
  - des espaces publics souvent soignés valorisant les patrimoines ;
  - un patrimoine parfois menacé d'abandon (coût d'entretien des châteaux, fermes historiques reprisent uniquement pour les terrains et le bâti est délaissé, …) ;
  - un risque de perte des motifs paysagers naturels (modification des pratiques agricoles, vieillissement et non renouvèlement des chênes du bocage, …).

- Des vecteurs de découverte inégaux sur le territoire :
  - une bonne couverture pour les promenades et randonnées accompagnée d'une signalétique efficace ;
  - des routes vitrines absentes, des grands axes qui ne valorisent pas les richesses du territoire et servent uniquement de voies de passage ;
  - des routes rurales aux ambiances remarquables relativement peu valorisées ;
  - des entrées de territoire rurales et agréables, mais des grands axes qui perturbent la qualité des entrées d'agglomération et les traversées villageoise.

ENJEUX

PAYSAGE ET PATRIMOINE

- La valorisation des lieux agro-naturels de grandes qualités paysagères (bord de l'Allier et de la Loire, forêts, bocages, …)
- La valorisation de la présence de l'eau et le renforcement du lien avec les habitants et visiteurs ;
- La mise en valeur de tous les patrimoines, institutionnel et vernaculaire, et l'affirmation du patrimoine comme élément constitutif du cadre de vie (piste : l'évolution des fermes abandonnées en envisageant leur changement de destination pour permettre leur pérennité et valorisation)
- Le renforcement de la valorisation des centre-bourgs par un traitement qualitatif et soigné de l'espace public ;
- L'affirmation de voies vitrines et l'amélioration des grandes infrastructures pouvant devenir des voies d'appels à découvrir le territoire ;
- L'amélioration et la valorisation des entrées de territoire peu qualitative, et des entrées de villes notamment par une requalification des zones d'activités qui marquent l'entrée dans le cœur d'agglomération de Moulins ;
- Le traitement qualitatif des extensions urbaines, en considérant leur inscription dans une géographie et une trame historique ;
- La valorisation spatiale et qualitative des itinéraires de découverte, aussi bien en cœur de bourg (par l'espace public) qu'en milieu rural (par la qualité de cheminements, des équipements tel que bancs, ombrage, attaches vélos, signalétiques…) en respectant les ambiances propres à chaque lieu.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 257/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



2 MILIEUX NATURELS

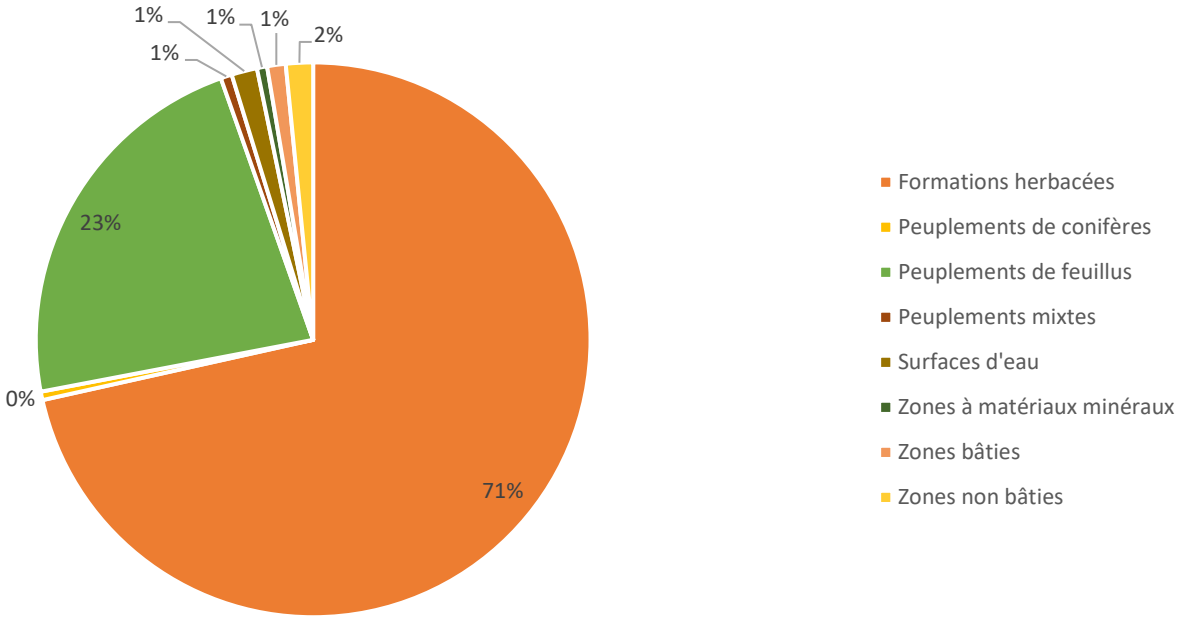
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Occupation du sol

Le territoire de Moulins Communauté est majoritairement composé de formations herbacées (71 %), correspondant aux prairies permanentes et temporaires, caractérisées par des surfaces enherbées denses. Les terres arables, incluant les terrains en jachère, les grandes cultures, ainsi que les cultures maraîchères et céréalières, occupent également une part significative du territoire. Les peuplements de feuillus (chênes, hêtres, peupliers, arbres fruitiers, etc.) couvrent 23 % de la surface du territoire. Le reste est constitué de surfaces en eau, de peuplements de conifères, de peuplements mixtes et de zones à matériaux minéraux. Les zones bâties s'étendent sur 1 439 hectares.

Occupation du sol	Superficie (ha)
Autres formations ligneuses	125 ha
Formations arbustives et sous-arbrisseaux	449 ha
Formations herbacées	95 388 ha
Peuplements de conifères	656 ha
Peuplements de feuillus	30 138 ha
Peuplements mixtes	876 ha
Sols nus	332 ha
Surfaces d'eau	1 992 ha
Zones à matériaux minéraux	788 ha
Zones bâties	1 439 ha
Zones non bâties	2 108 ha
Total	**134 291 ha**

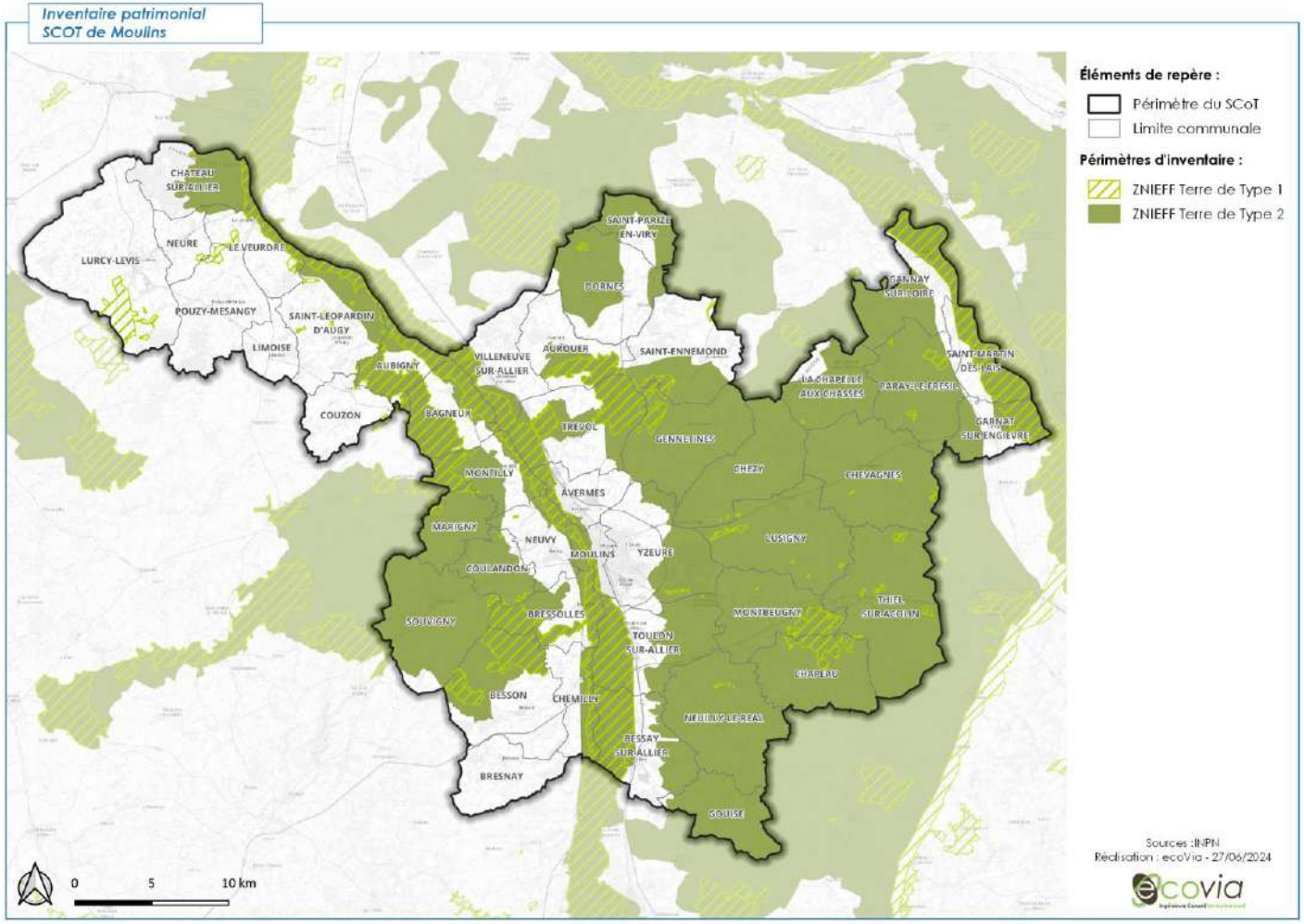


Source : Occupation du sol, 2023 OCCGE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 259/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Connaissance de la biodiversité



La connaissance et la préservation de la nature sont déclinées en France à travers de nombreux outils allant du simple inventaire aux conventions de gestion voire aux protections règlementaires fortes.

Le territoire se caractérise par une mosaïque des habitats équilibrée mais fragmentée avec 3% de zone de surface en eau, 30% de forêt et 70% de milieu ouvert qui sont constitués des prairies temporaires et permanentes, des pâtures ainsi que des prés réservés au fourrage.

› LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

Les ZNIEFF ne constituent pas un outil de protection. Ils fournissent à tous les acteurs de l'environnement et de l'aménagement du territoire des éléments techniques fiables et documentés de connaissance et d'évaluation du patrimoine naturel dans un objectif de préservation de ce dernier.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, défini par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

On dénombre 60 ZNIEFF 1 (7,26 % du territoire) et 10 ZNIEFF 2 (34,19 % du territoire). Les ZNIEFF couvrent 34,54 % du territoire (sans double compte).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 260/558

Les périmètres de protection réglementaire

› LES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE

Le terme "biotope" désigne un milieu essentiel à l'existence des espèces animales et végétales. Il s'agit d'une zone géographique précise avec des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores...) nécessaires à l'alimentation, la reproduction et le repos des espèces. Les biotopes sont majoritairement des formations naturelles telles que mares, marécages, haies, bosquets, dunes, pelouses, etc., mais peuvent aussi être des lieux artificiels comme des combles d'églises ou des carrières.

Les zones protégées par arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) concernent des milieux naturels peu exploités par l'homme et abritant des espèces sauvages protégées par le code de l'environnement. Ces zones visent à prévenir la disparition des espèces en conservant les biotopes nécessaires à leur alimentation, reproduction, repos ou survie. La protection de ces biotopes est décidée par chaque préfet, représentant de l'État, et peut concerner des zones de taille variable.

Les arrêtés de protection imposent des interdictions d'actions ou d'activités pouvant nuire à la conservation des biotopes. Ils ne contiennent généralement pas de mesures de gestion, mais peuvent inclure un comité scientifique ou consultatif de suivi.

Les APPB sont des zonages de protection forte, même s'ils sont dépourvus de la dimension de gestion des milieux. Ils ont donc vocation à intégrer la trame écologique du territoire en tant que réservoirs de biodiversité.

La communauté d'agglomération de Moulins possède un APPB qui longe de part et d'autre l'Allier : l'APPB Rivière Allier – FR3800783. Cet APPB s'étend sur environ 1 160 ha, soit 0,47% du territoire.

En raison de l'intérêt écologique du site, toutes les actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique du milieu et des espèces protégées sont règlementées. Il est interdit : d'abandonner, de déposer de jeter, de déverser (…) des objets pouvant être une source de pollution, d'effectuer des travaux pouvant modifier l'état et l'aspect des lieux, d'effectuer des opérations de boisements afin de ne pas modifier le groupement végétal actuel, de circuler avec des véhicules à moteur en dehors des activités nécessaires à la gestion du site, de provoquer ou de favoriser les incendies et de mettre en culture.

› LES RÉSERVES NATURELLES

Sur le territoire, on distingue deux types de réserves naturelles :

• Les réserves naturelles nationales, dont la valeur patrimoniale est jugée nationale ou internationale, et qui sont classées par décision du ministre de l'Environnement ;

• Les réserves naturelles régionales (qui remplacent depuis 2002 les réserves naturelles volontaires), classées par décision en Conseil régional, dont la valeur patrimoniale est de niveau régional ;

Un terrain peut être classé en réserve naturelle s'il abrite des espèces et/ou des habitats de valeur patrimoniale locale, régionale, nationale ou européenne, qu'il convient de soustraire à toute intervention susceptible de les dégrader. Dans une réserve naturelle, toute activité qui nuirait au développement de la flore et de la faune est strictement interdite.

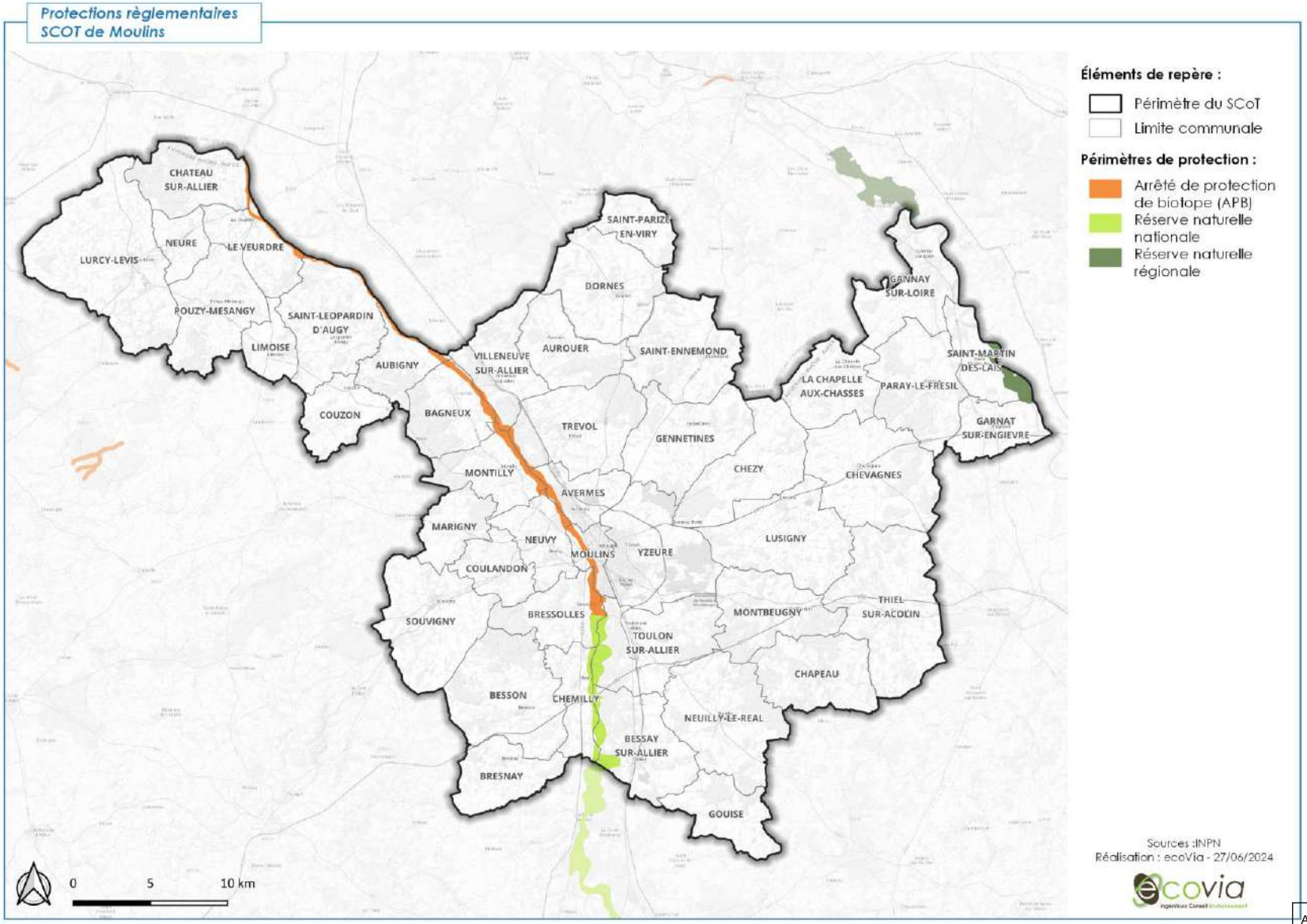
Le territoire du SCoT Moulins Communauté compte deux réserves naturelles couvrant au total 1 055 ha, soit 0,43% du territoire.

Réserve naturelle régionale	Date de création	Superficie sur le territoire (ha)
Val de Loire Bourbonnais – FR9300170	30/06/2015	299
Réserve naturelle nationale	**Date de création**	**Superficie sur le territoire (ha)**
Val d'Allier – FR3600119	25/03/1994	756

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 261/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les périmètres de protection réglementaire



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 262/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Code site	Nom du site	Date de création	Etat	Gestionnaire	Superficie sur le territoire (ha)
FR1504917	**Val d'Allier – Ile de Ray**	30/04/2014	Acquis	**CEN Allier**	*14,4*
FR1504920	**Val de Loire – Ile des Goupys**	18/04/2014	Acquis	**CEN Allier**	*5,6*
FR1507845	**Réserve naturelle régionale du Val de Loir Bourbonnais**	06/07/2015	Acquis	**CEN Allier**	*67,3*
FR1507846	**Les Pacages du Nord**	22/11/2003	Acquis	**CEN Allier**	*0,5*
FR1504903	**Val de Loire – Méandre des Germains**	19/09/2006	Acquis	**CEN Allier**	*0,1*
FR1505155	**RNR Loire Bourguignonne**	30/12/1994	Acquis	**CEN Bourgogne**	*0,2*
FR1505153	**Ile de Tinjat**	30/12/1994	Acquis	**CEN Bourgogne**	*13,3*
FR1504994	**Val d'Allier – Falaise des Moquets**	08/06/1994	Acquis	**CEN Auvergne**	*2,3*
FR1504996	**Val d'Allier – Les Taillables**	23/11/1994	Acquis	**CEN Auvergne**	*11,8*
FR1505000	**Val d'Allier – les Iles**	01/01/1997	Acquis	**CEN Auvergne**	*6,2*

Liste des sites gérés par le CENCA sur le territoire du SCoT de Moulins Communautés (Source : INPN 2024)

Périmètre de protection par acquisition

› LES SITES DU CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS

Les conservatoires d'espaces naturels sont des associations engagées à but non lucratif. Soutenus par l'État, les collectivités territoriales et certains partenaires privés, les CEN sont des gestionnaires reconnus qui accordent une grande importance à la concertation pour ce qui est de la gestion des sites qu'ils gèrent et qu'ils achètent (parfois) ainsi que pour leur expertise scientifique et technique.

On distingue sur le territoire trois gestionnaires, CEN Allier, CEN Bourgogne et CEN Auvergne qui ont acquis au total 122 ha, soit 0,05% du territoire.

› LES ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les espaces naturels sensibles (ENS), résultent de la politique départementale de protection, de gestion et d'ouverture au public d'espaces naturels.

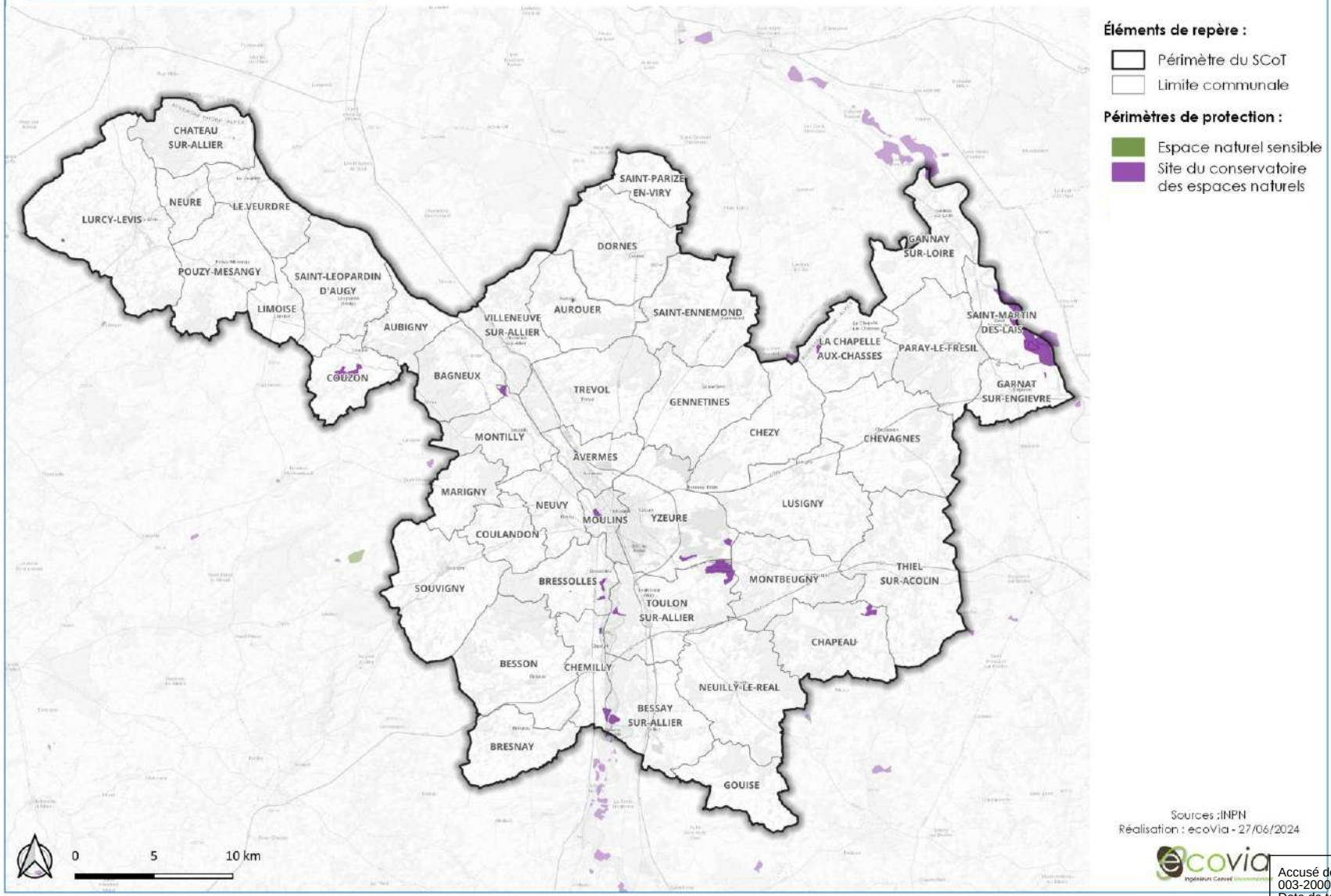
Aucun ENS n'est présent sur le territoire de Moulins.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 263/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les périmètres de protection réglementaire

Périmètres de protection par acquisition
SCOT de Moulins



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 8558
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 264/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Site Natura 2000		Communes concernées sur le territoire	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part du site Natura 2000 concerné
Zones de protection spéciale (Directive Oiseaux)						
FR8312007	**Sologne bourbonnaise**	Chapeau, Chavagnes, Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, La Chapelle-aux-Chasses, Lusigny, Montbeugny, Paray-le-Frésil, Saint-Martin-des-Lais, Thiel-sur-Acolin	22237	16613,29	9,1%	74,7%
FR8310079	**Val d'Allier Bourbonnais**	Aubigny, Avermes, Bagneux, Bessay-sur-Allier, Bresolles, Château-sur-Allier, Chemilly, Le Veurdre, Montilly, Moulins, Neuvy, Saint-Léopardin-d'Augy, Toulon-sur-Allier, Trévol, Villeneuve-sur-Allier	18093	8201,97	7,4%	45,3%
FR2610004	**Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre**	Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Saint-Martin-des-Lais,	14086	0,01	5,8%	>1%
FR2612002	**Val de Loire Bocager**	Gannay-sur-Loire	19521	2667,10	8,0%	13,7%
FR2612010	**Val de Loire Nivernais**	Château-sur-Allier	8821	0,30	3,6%	>1%
Site d'importance communautaire (Directive Habitat)						
FR2600965	**Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre**	Aubigny, Château-sur-Allier, Château-sur-Allier, Le Veurdre, Saint-Léopardin-d'Augy, Villeneuve-sur-Allier	16126	20,77	>1%	>1%
FR2600966	**Val de Loire nivernais**	Gannay-sur-Loire	3050	0,18	>1%	>1%
FR2601017	**Val de Loire bocager**	Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Saint-Martin-des-Lais	10253	1229,05	>1%	11,99%
FR8301014	**Etangs de Sologne bourbonnaise**	Chapeau, Lusigny, Paray-le-Frésil, Thiel-sur-Acolin	469	286,76	>1%	61,14%
FR8301015	**Vallée de l'Allier nord**	Aubigny, Avermes, Bagneux, Bessay-sur-Allier, Bressolles, Château-sur-Allier, Chemilly, Le Veurdre, Montilly, Moulins, Neuvy, Saint-Léopardin-d'Augy, Toulon-sur-Allier, Trévol, Villeneuve-sur-Allier	4334	2904,20	1,19%	67,01%
FR8302022	**Massif forestier des Prieurés : Moladier, Bagnolet et Messarges**	Aubigny, Bagneux, Besson, Bressolles, Chemilly, Montilly, Souvigny	2941	2137,57	>1%	72,68%

La protection conventionnelle

› PÉRIMÈTRE DE PROTECTION CONTRACTUELLE : LE RÉSEAU NATURA 2000

Les directives européennes, Oiseaux et Habitats, ont été mises en place pour atteindre les objectifs de protection et de conservation européens. Le réseau Natura 2000 regroupe des SIC, des ZPS et des ZSC : Natura 2000 représente un réseau de sites naturels européens identifiés pour la rareté et la fragilité de leurs espèces et habitats.

Les ZPS (zones de protection spéciale) sont pour la plupart issues des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), elles participent à la préservation d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.

Les SIC (sites d'importance communautaire) participent à la préservation d'habitats d'intérêt communautaire et des espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

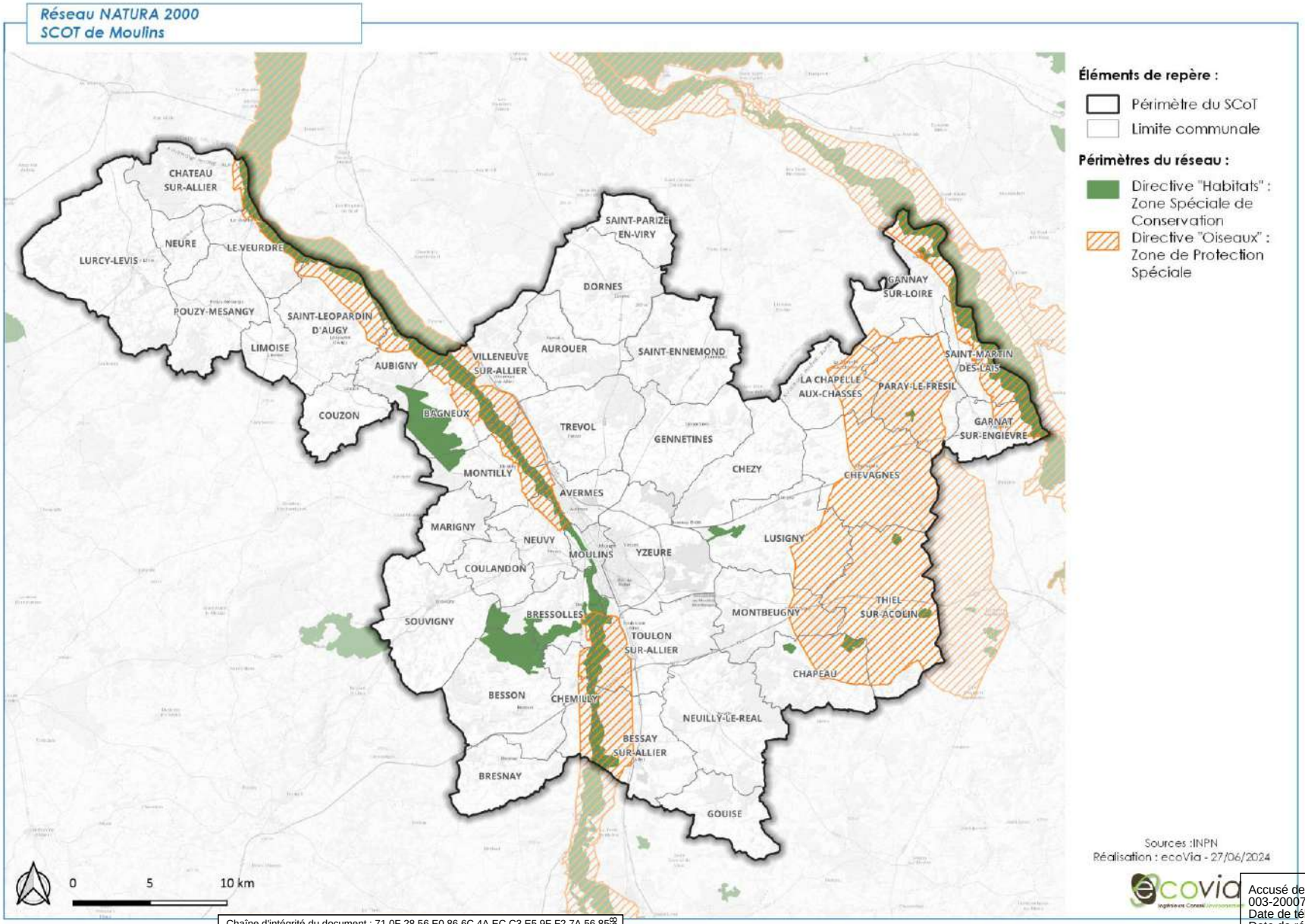
Les ZSC (zones spéciales de conservation) présentent un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent. Les ZSC ont été créées en application de la directive européenne 92/43/CEE de 1992, plus communément appelée « Directive Habitats ». Les habitats naturels et les espèces inscrits à cette Directive permettent la désignation d'un SIC. Après arrêté ministériel, le SIC devient une zone spéciale de conservation (ZSC) et est intégré au réseau européen Natura 2000.

Le territoire du SCoT compte 11 sites Natura 2000, dont 5 ZPS et 6 SIC. Le réseau Natura 2000 couvre 12,28% du territoire du SCoT.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 265/558

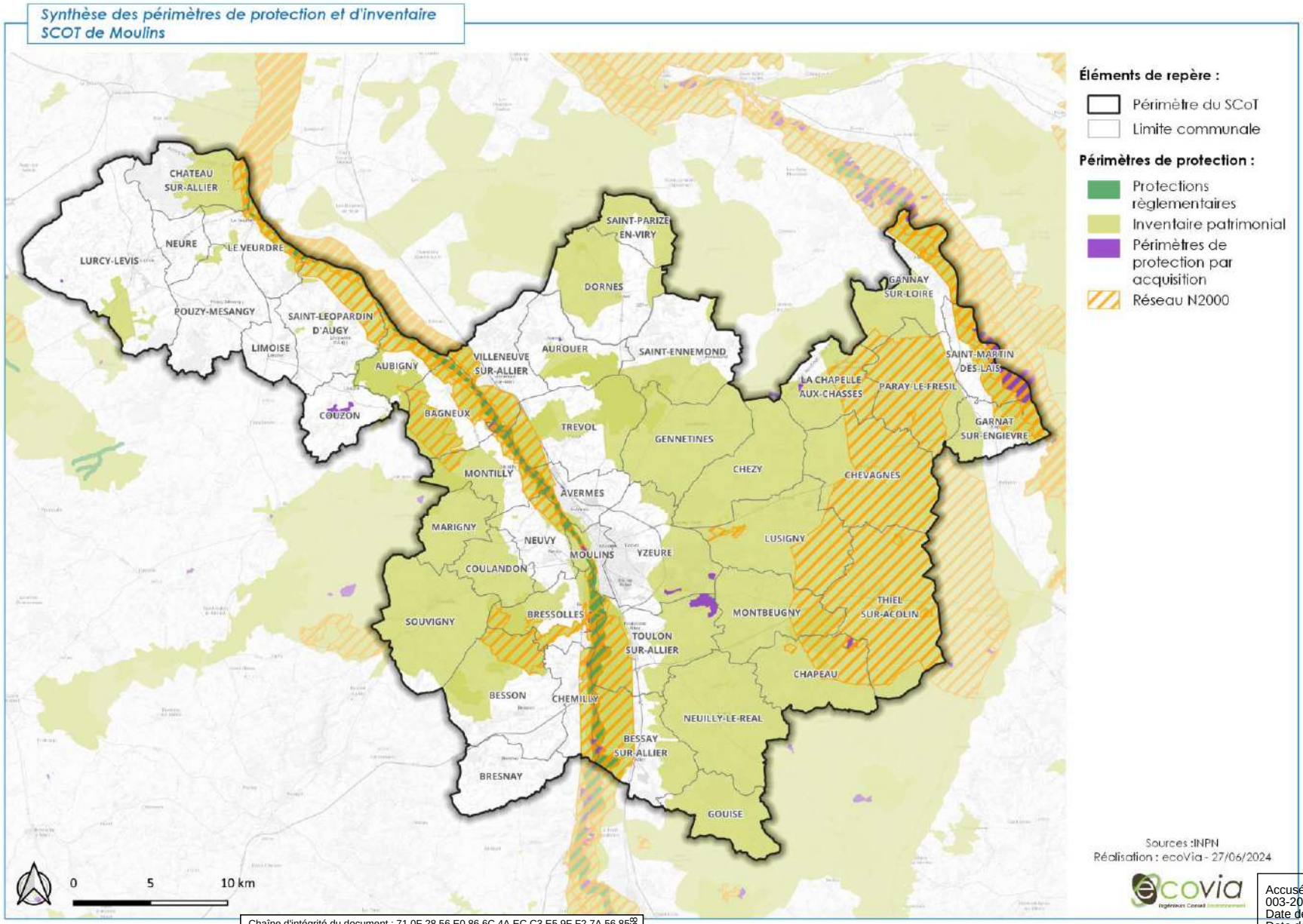
Les périmètres de protection réglementaire



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 266/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Carte de synthèse des périmètres de protection et d'inventaire



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 267/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

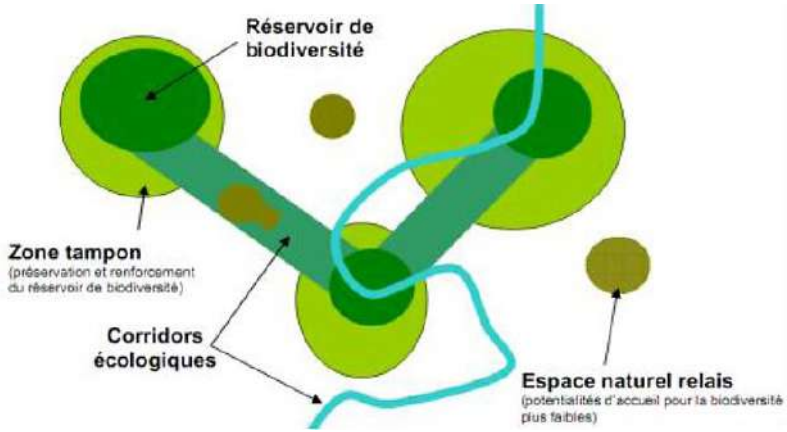


TRAME VERTE ET BLEUE

Un territoire possédant un environnement naturel de qualité mais dont la fonctionnalité est aujourd'hui menacée

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

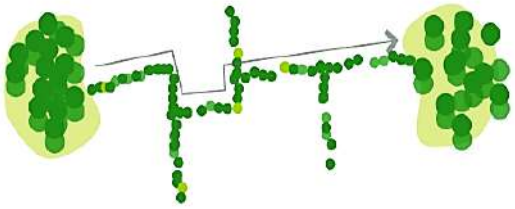


Définition d'un réservoir de biodiversité
(décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012)

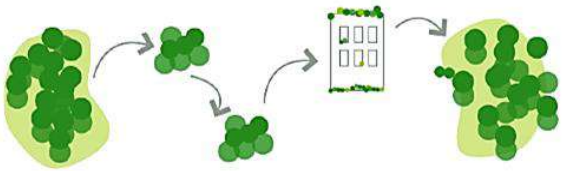
« Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces » (Art. R. 371-19 – II du Code de l'Environnement).

Définition d'un corridor écologique
(décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012)

« Eléments permettant les connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers » (Art. R. 371-19 – III du Code de l'Environnement).



Corridor écologique linéaire



Corridor écologique en pas japonais

Définitions

› UN MITAGE DES ESPACES NATURELS QUI MENACE LA BIODIVERSITÉ

La fragmentation et l'artificialisation des espaces naturels est l'une des principales causes de la diminution de la biodiversité en France. Pour y remédier, les documents de planification territoriale intègrent une réflexion permettant la préservation et la restauration **des continuités écologiques: la Trame Verte et Bleue (TVB).**

› UN RÉSEAU DE RÉSERVOIRS ET DE CORRIDORS IDENTIFIÉ À DIFFÉRENTES ÉCHELLES

À l'échelle régionale (SRADDET) ou intercommunale (SCoT, PLUi), la TVB identifie un maillage écologique permettant le développement et la circulation d'espèces animales et végétales.

Pour ce faire, deux types d'espaces sont à préserver:

- **les «réservoirs de biodiversité»:** les zones remarquables pour leur intérêt écologique et leur état de conservation accueillant les espèces patrimoniales ;
- **les «corridors écologiques»:** les espaces de connexion entre les réservoirs, dont la nature permet les déplacements journaliers, saisonniers ou annuels de la faune.

› UN FONCTIONNEMENT PAR SOUS-TRAME DE MILIEUX NATURELS

Tous ces éléments sont identifiés **par type de milieu (forestiers, bocagers, aquatiques)** constituant alors des sous-trames. Les sous-trames sont ensuite additionnées pour faire apparaitre l'ensemble du réseau écologique (la Trame Verte et Bleue) et **ses enjeux de protection et/ou de restauration.**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 269/558

› CADRE RÈGLEMENTAIRE

Afin de répondre aux enjeux de fragmentation des espaces naturels et de recréer des liens écologiques entre les entités du territoire, les lois Grenelle 1 et 2 (d'août 2009 et juillet 2010) prévoient l'élaboration d'une Trame Verte et Bleue (TVB) à l'échelle nationale, régionale et locale. Ses éléments sont déclinés dans le Code de l'Urbanisme (articles L.110, L.121-1, L.122-1, L.123-1 et suivants) et le Code de l'Environnement (L.371-1 et suivants).

Au niveau national, l'État fixe le cadre de travail et veille à sa cohérence sur l'ensemble du territoire et réalise :

- Le document cadre « Orientations nationales » prévu par la loi Grenelle 2, élaboré en association avec le comité nationale trames verte et bleue et approuvé par décret en conseil d'État

- Les guides TVB

› LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE 2022-2027

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification décentralisé, instauré par la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992. Englobant les territoires du grand bassin hydrographique de la Loire, des autres fleuves côtiers atlantiques et du littoral atlantique, il bénéficie à la fois d'une légitimité politique et d'une portée juridique et définit pour 6 ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, ainsi que les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir ou à atteindre dans le bassin.

Le territoire de Moulins Communauté s'inscrit dans le périmètre du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 adopté le 3 mars 2022 . Les grandes orientations sont :

- Repenser les aménagements de cours d'eau dans leur bassin versant
- Réduire la pollution par les nitrates
- Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable
- Préserver et restaurer les zones humides
- Préserver la biodiversité aquatique
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Documents cadres

› LE SAGE ALLIER AVAL

Parallèlement au SDAGE, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) constitue un outil de planification à une échelle plus locale. Le SAGE, établi par une commission locale de l'eau (CLE) représentant les différents acteurs du territoire, doit être compatible avec les orientations du SDAGE dans lequel il s'intègre. Les documents d'urbanisme doivent quant à eux être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE.

Le SAGE Allier Aval s'applique sur l'ensemble du territoire du SCoT à l'exception des communes de Chézy et de Saint-Ennemond. Le SAGE Allier Aval a été validé par la Commission Locale de l'Eau du 3 juillet 2015, et l'approbation a été effectuée le 13 novembre 2015 par arrêté préfectoral n°15-01584. Les enjeux principaux concernent :

- La gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau

- Le maintien des biotopes et de la biodiversité des cours d'eau et des milieux aquatiques

- La préservation et la restauration de la dynamique fluviale

› LE SAGE YEVRE AURON

Une commune du SCoT de Moulins Communauté est comprise dans le périmètre du SAGE Yèvre Auron. Il s'agit de Lurcy-Lévis, situé à l'extrémité Nord Ouest du SCoT. Le SAGE Yèvre Auron a été approuvé le 25 avril 2014 par arrêté préfectoral n°2014-1-0309. Comme le SAGE Allier Aval, les actions mises en place ont pour objectifs une gestion adaptée de la ressource en eau, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif ainsi qu'une préservation des milieux aquatiques.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 270/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

LE SRADDET AUVERGNE RHÔNE ALPES

Suite à la mise en place du nouveau découpage régional du territoire national de 2016, la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi Notre) a mis en place un schéma de planification dont l'élaboration est confiée aux régions. Ce document, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) fusionne et se substitue aux documents sectoriels existants dont le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE).

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Il est organisé autour d'objectifs et de règles : les règles précisent la manière de mettre en œuvre les objectifs en identifiant notamment les documents et les acteurs à mobiliser.

Plusieurs objectifs spécifiques du SRADDET s'attachent à préserver le milieu naturel, la biodiversité et les continuités écologiques tels que :

L'objectif 1.6 : « Préserver la trame verte bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières ». En effet, il vise à maintenir une trame verte et bleue fonctionnelle sur le territoire régional afin de permettre le déplacement, la survie et l'adaptation des espèces dans le contexte du changement climatique.

L'objectif 1.8 : « Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles, forestiers dans et autour des espaces urbanisés ».

Ainsi en découle, 7 règles relatives à la protection et la restauration de la biodiversité fixées pour les documents de planification et d'urbanisme :

Règle n°35 : Préservation des continuités écologiques

Règle n°36 : Préservation des réservoirs de biodiversité

Règle n°37 : Préservation des corridors écologiques

Règle n°38 : Préservation de la trame bleue

Règle n°39 : Préservation de milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité

Règle n°40 : Préservation de la biodiversité ordinaire

Règle n°41 : Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport.

Le SRADDET s'impose aux documents d'urbanisme comme les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)). Ces documents doivent identifier de manière cartographique les trames vertes et bleues présentes et indiquer les orientations et prescriptions visant à préserver ou remettre en état ces continuités écologiques.

Sur le territoire, le SRADDET diagnostique les enjeux suivants :

Cette région naturelle, caractérisée par sa contribution majeure à la trame des milieux forestiers (rôle important du bocage, espace relais et corridor entre tous les écopaysages forestiers de grande superficie) et à la trame aquatique et humide, présente une dégradation des continuités écologiques. Parmi les menaces majeures on peut citer :

- La rationalisation des surfaces agricoles qui porte principalement atteinte aux zones humides et au bocage ;
- Le manque d'entretien et de renouvellement du bocage et l'affaiblissement des haies basses après 30 ans d'entretien à l'épareuse réduisant les vecteurs de continuité écologique ;
- Une pressions foncière principalement autour de Moulin conduisant à une consommation des espaces naturels ;
- Les premiers effets du changement climatique.

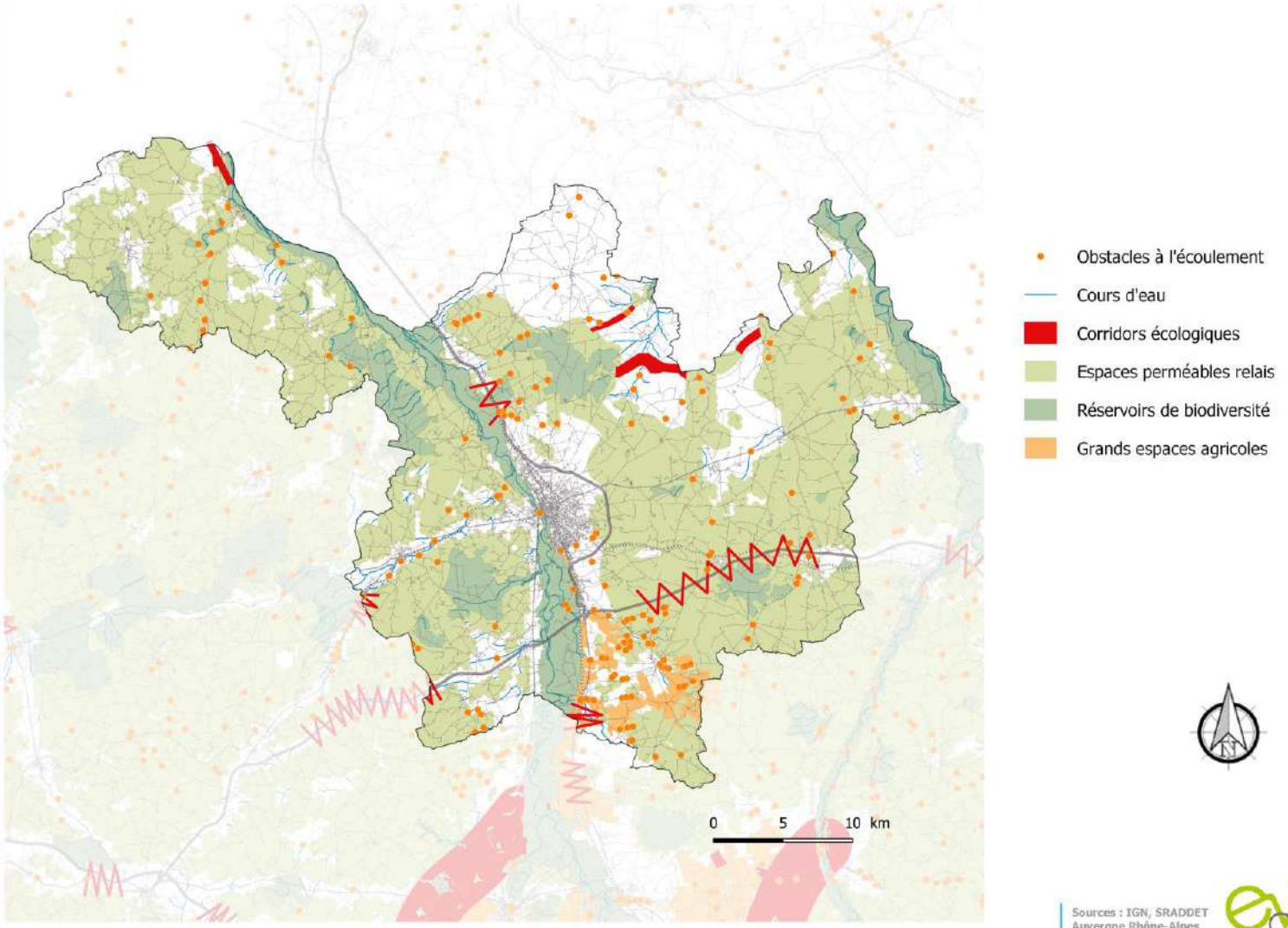
Ces enjeux, devront être pris en considération dans l'élaboration du PLUIH afin d'encadrer et enrichir le projet local de développement du territoire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 271/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Trame verte et bleue selon le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes

SCoT Moulins Communauté



Le SRADDET identifie des importants réservoirs de biodiversité lié à l'eau (Allier, Loire) sur le territoire de Moulins communauté ainsi qu'un maillage hydrographique bien développé.

Le SRADDET identifie également de vastes espaces agricoles.

Les continuités écologiques sont également représentés majoritairement par des espaces perméables liés au milieux terrestre, appelé continuum.

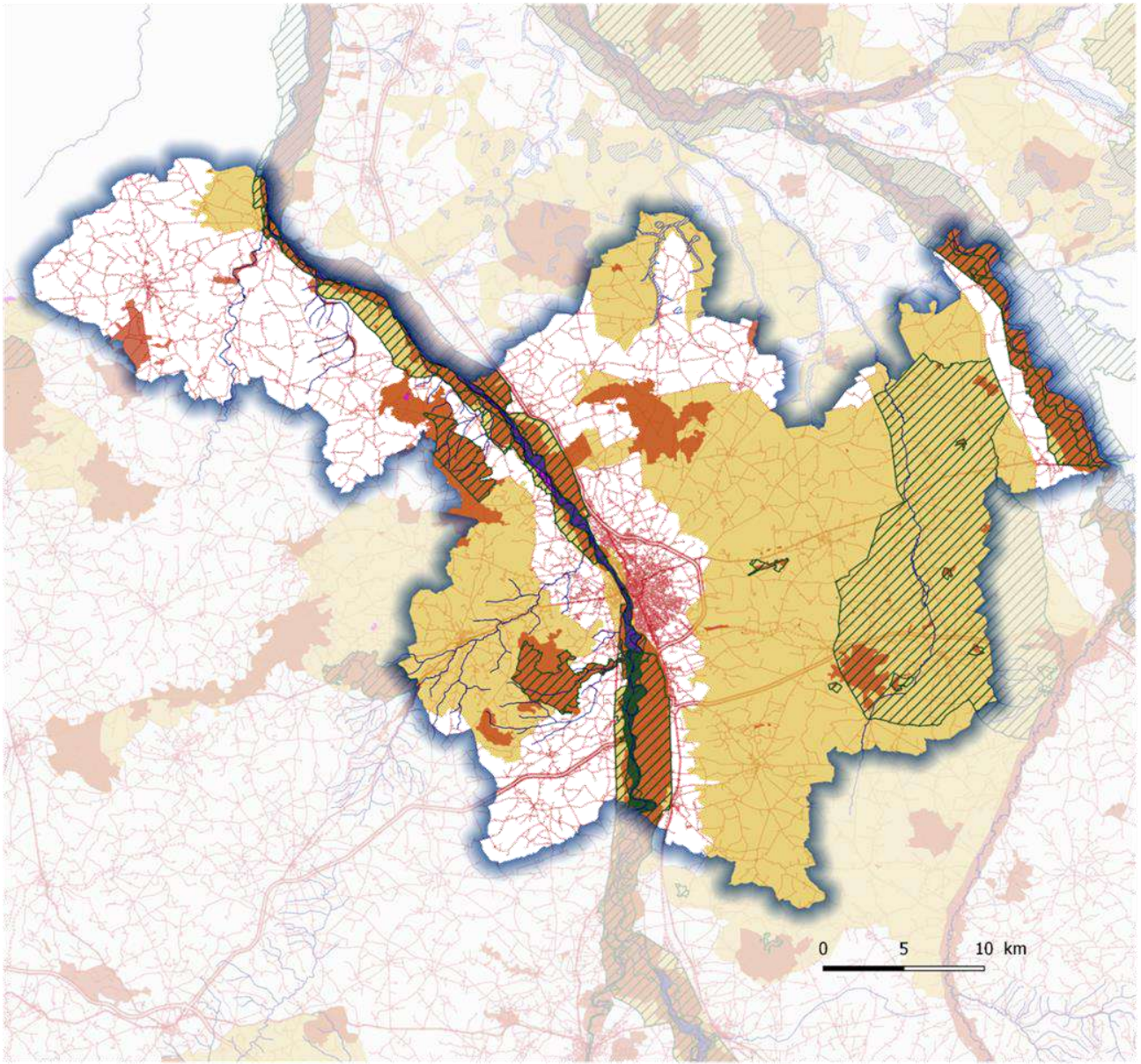
En matière de corridor, Moulins possède des « corridors à préciser liés aux infrastructures N7 et N79,

Les cours d'eau, très présents sur le territoire, constituent la trame bleue, de nombreux obstacles diminuent l'efficacité de cette trame en matière de déplacement d'espèces.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 272/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les milieux remarquables



- Zones humides
- Natura 2000
- Cours d'eau remarquables (liste 1 liste 2)
- ENS
- Réserve naturelle nationale
- Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope
- Znieff type 1
- Znieff type 2

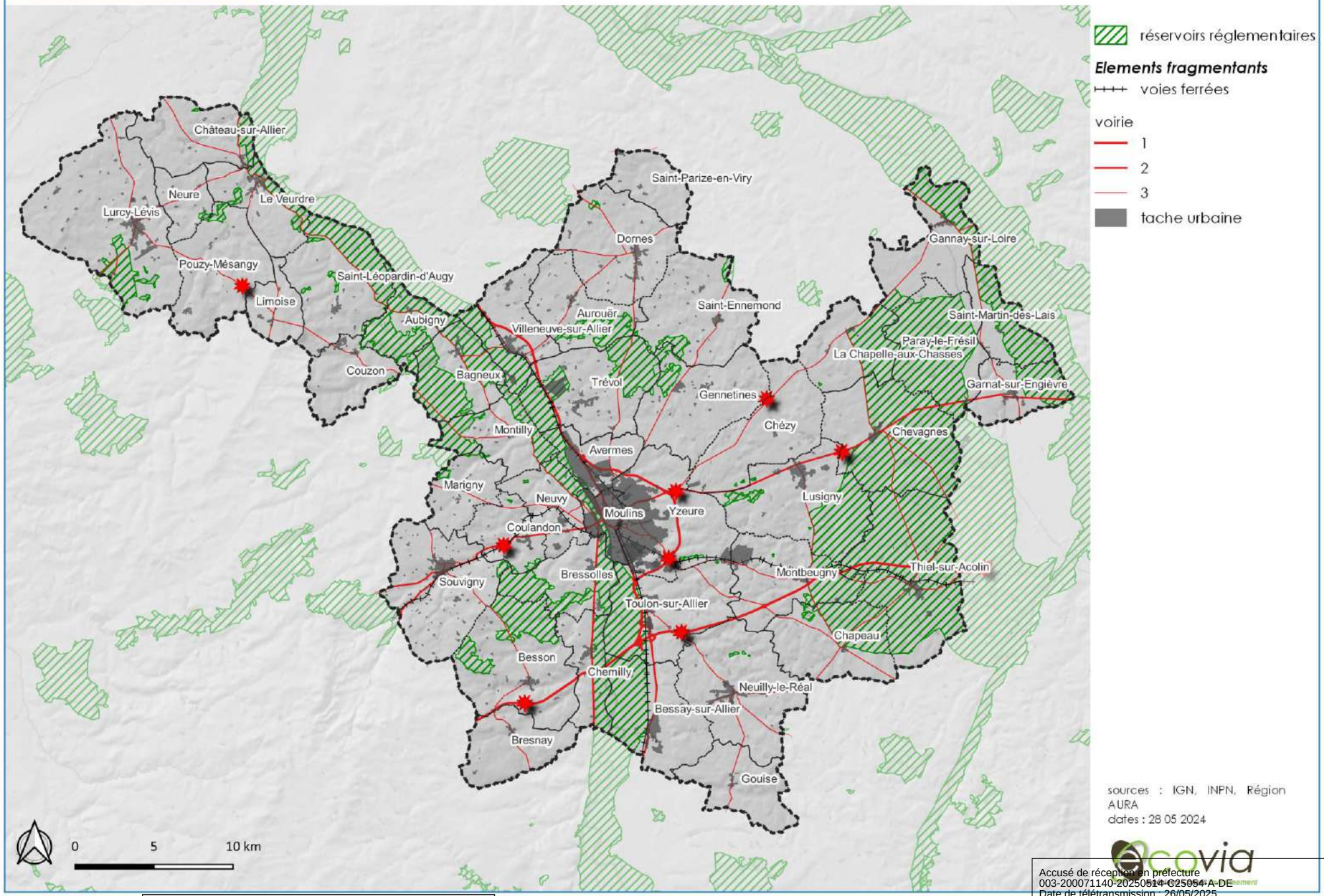
Sources : IGN, CD03©, DREAL
Date : 04 / 07 / 2017

even conseil

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 273/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Réservoirs réglementaires
SCOT de Moulins



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 8558
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 274/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les espèces associées











***Crédit photos**: CEN auvergne et massif central, INPN.*

De gauche à droite :
***En haut**: Grand rhinolophe, Sonneur à ventre jaune et Chevêche d'Athéna.*

***Au centre**: Guêpier d'Europe et Thècle du prunier.*

***En bas**: Saumon atlantique, Gomphe serpentin et Cistude d'Europe.*







› LA FAUNE

Des inventaires réalisés sur les sites remarquables ainsi que par les acteurs locaux ont révélés la présence d'une faune variée sur l'ensemble du territoire.

Les mammifères comptent de nombreuses espèces de chauves souris dont le **Grand rhinolophe** *(Rhinolophus ferrumequinum)* et le Murin à oreilles échancrées *(Myotis emarginatus)*. Les milieux aquatiques sont occupés par la **Loutre d'Europe** *(Lutra lutra)* et le Castor d'Eurasie *(Castor fiber)*. Les espaces boisés révèlent quant à eux, la présence du **Cerf Elaphe** *(Cervus elaphus)*. Les espaces plus ouverts abritent le Lièvre d'Europe ainsi que le Chevreuil européen *(Capreolus capreolus)*.

Les populations ornithologiques sont riches en diversité, les berges des cours d'eau accueillent le Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*)et le Martin pêcheur (*Alcedo atthis*). La **Pie-grièche écorcheur** *(Lanuis collurio)* et le **Gobemouche gris** *(Muscicapa striata)* nichent dans les espaces bocagers. Enfin le Bouvreuil pivoine *(Pyrrhula pyrrhula)* et la **Chevêche d'Athéna** *(Athene noctua)* sont observés du côté des franges boisées.

Les zones humides sont propices aux reptiles et amphibiens, ainsi la Cistude d'Europe *(Emys orbicularis)*, le Crapaud calamite *(Epidalea calamite)* et le **Sonneur à ventre jaune** *(Bombina variegata)* ont été recensés sur le territoire. Dans leurs espaces enherbées, les zones humides abritent un cortège riche d'insectes. On retrouve de nombreuses espèces d'odonates, notamment l'**Agrion de mercure** *(Coenagrion mercuriale)* et le **Gomphe serpentin** *(Ophiogomphus cecilia)*. Parmi les papillons, le Grand nègre des bois *(Minois dryas)* et le Thècle du prunier *(Satyrium pruni)* ont été répertoriés au niveau des friches et prairies sèches.

Enfin, l'Allier est l'unique cours d'eau européen où la dernière souche sauvage de Saumon atlantique *(Salmo salar)* vient se reproduire à près de 1000km de l'océan. Les effectifs étant faibles, la gestion de cette population fragile est une des priorités du département. L'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) est aussi présente dans les cours du territoire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 275/558

Accusé de réception en préfecture
063-200071140-20250534-D2504-AR-1-1
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

› LA FLORE

Les milieux variés du territoire offrent un cortège floristique unique avec de nombreuses espèces sensibles.

La **Tourbière du Mathé** bénéficie d'une biodiversité remarquable aujourd'hui préservée grâce aux pratiques pastorales annuellement adaptée. On retrouve notamment sur ce site des Rossolis à feuilles rondes *(Drosera rotundifolia)*, des sphaignes, des bruyères et des mousses ainsi que des **Molinies bleues** *(Molinia caerulea)* et quelques touffes de carex. Enfin de rares tâches de Rhynchospore blanc *(Rhynchospora alba)* demeurent encore sur le site mais cette population fragile est actuellement en voie de disparition.

Une autre plante rare a été recensée sur le territoire du SCoT de Moulins Communauté, il s'agit de la **Mibore naine** *(Mibora minima)* qui occupe les **pelouses sèches**.

Enfin, les prairies et bocages sont aussi source de diversité, le Cynosure cretelle *(Cynosurus cristatus)*, le **Silène fleur-de-coucou** *(Lychnis flos-cuculi)* et la Renoncule rampante *(Ranunculus repens)* en sont les principaux occupants.

› LES ESPECES INVASIVES

Plusieurs espèces envahissantes sont sujettent à une gestion particulière. Les berges du Val d'Allier sont colonisées par la **Jussie à grandes fleurs** *(Ludwigia grandiflora)* et plus récemment par la Crassule de Helms *(Crassula helmsii)*.

Des espèces animales exogènes sont aussi présentes sur le territoire, le **ragondin** *(Myocastor coypus)* et la Corbicule asiatique *(Corbicula fluminea)* déséquilibrent notamment les écosystèmes aquatiques.







Crédit photos: *CEN allier, INPN.*
En haut: *Tourbière du Mathé et Drosera.*
Au centre: *Lychnis, Mibora et Rhynchospora.*





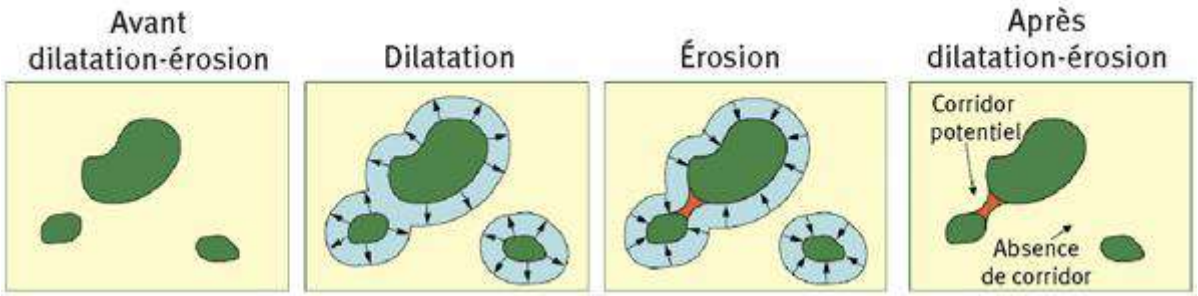


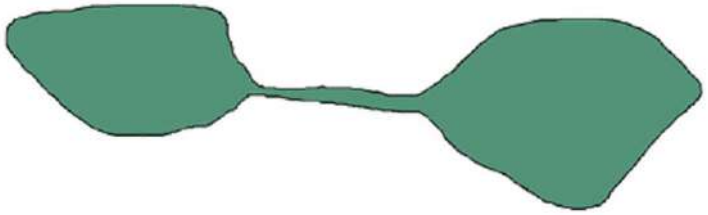


Corbicule asiatique et Crassule de Helms

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 276/558

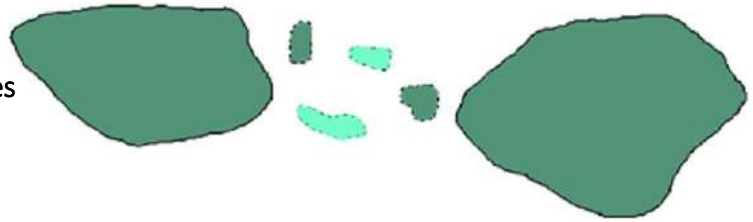
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

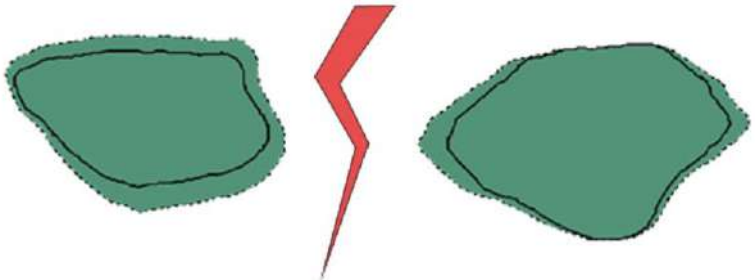




Corridor fonctionnel à préserver

Corridor fonctionnel à renforcer avec des aménagements améliorant la visibilité





Corridor non fonctionnel à restaurer pour retrouver une connexion entre les deux réservoirs de biodiversité

Les corridors écologiques

QUI PEUT LE MOINS, PEUT LE PLUS

Les corridors ont été élaborés par la méthode de dilatation-érosion en partant du principe que ces axes de déplacement devaient être maintenus en priorité pour les espèces dont la mobilité et l'utilisation de l'espace étaient les moins vastes donc potentiellement les plus contraintes et menacées. L'analyse a été effectuée par sous trame. Les corridors sont hiérarchisés en trois catégories:

- à préserver: lorsqu'ils sont fonctionnels sur l'ensemble de leur tracé et permettent une liaison efficiente entre les réservoirs de biodiversité
- à renforcer: lorsqu'ils sont fonctionnels sur une partie de leur tracé à cause notamment de pression urbaine trop importante ou d'obstacles. Leur visibilité doit être renforcée pour maintenir leur rôle
- à restaurer: lorsqu'ils ne sont plus fonctionnels mais qu'ils doivent être remis en état pour assurer une liaison entre les réservoirs de biodiversité.

LES COURS D'EAU, RÉSERVOIRS ET CORRIDORS

Les cours d'eau, de par leur propriété linéaire, sont considérés comme corridors écologiques pour la faune aquatique mais aussi comme réservoirs de biodiversité. Seuls les cours d'eau listés sont pris en compte au sein de cette deuxième catégorie. Sur le territoire de Moulins Communauté, La Bieudre est catégorisée en liste 2, cependant les nombreux obstacles à l'écoulement recensés sur son tracé n'ont pas permis de l'intégrer aux réservoirs de biodiversité aquatiques. Elle figure en revanche parmi les corridors écologiques à renforcer.

LES AXES DE PRINCIPE

En plus des corridors, des grands axes de déplacement ont été identifiés. Ils correspondent au maillage naturel constitué par les réservoirs de biodiversité et les continuums écologique. Sur le territoire de Moulins Communauté, le réseau bocager et les surfaces en eau sont suffisamment nombreux pour assurer une perméabilité entre les réservoirs.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 277/558



Le passage de l'Allier à Moulins

Le SRADDET Auvergne Rhône Alpes

Le fascicule des règles du SRADDET instaure pour la trame aquatique et humide la règle suivante :

« Les documents de planification et d'urbanisme doivent préciser, à leur échelle, la trame bleue de leur territoire, sur la base de la trame bleue régionale du SRADDET, et des investigations locales complémentaires qu'ils réalisent.
Ils doivent assurer sa préservation ou préconiser sa restauration selon sa fonctionnalité, en cohérence avec les objectifs et les mesures des SDAGE et des SAGE.
Ils doivent prendre en compte notamment :

- les cours d'eau issus de la trame bleue du SRADDET, leurs espaces de mobilité et leurs espaces de bon fonctionnement ou à défaut un espace tampon de part et d'autre du cours d'eau ;
- des cours d'eau complémentaires en bon état écologique, notamment de petits cours d'eau de têtes de bassin versant, y compris les secteurs de source, en fonction des connaissances locales ;
- les zones humides identifiées par les inventaires départementaux et des investigations locales, notamment pour les zones humides de têtes de bassin versant.

La diversité des milieux

› UNE TRAME BLEUE DIVERSIFIÉE

Le territoire est situé sur la ligne de partage des eaux entre le bassin versant de l'Allier et celui de la Loire, à l'ouest du territoire. Le réseau hydrographique est très dense composé des affluents de l'Allier et de la Loire.

Le cours d'eau principal du territoire, la rivière Allier, traverse l'agglomération du nord au sud en son centre et est caractérisé par un lit large et un courant faible. De par sa divagation qui créé continuellement une mosaïque de milieux capable d'accueillir de nombreuses espèces, la rivière est garante d'une grande partie de la biodiversité du territoire. Elle joue notamment un rôle important pour l'avifaune, où la forte densité de zones humides procure des espaces de halte migratoire. Le Val d'Allier constitue un corridor de migration majeur en Auvergne.

› LES ZONES HUMIDES

Les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Article L.211-1 du Code de l'Environnement). Ces milieux abritent une richesse floristique et faunistique particulière, de nombreux odonates occupent ces espaces souvent situés en marge des cours d'eau. Ils sont donc considérés comme réservoir de biodiversité.

En Bourgogne, un atlas des mares a été réalisé en 2009 par le Conservatoire d'Espaces Naturels. Il recense les mares et plans d'eau de moins de 5000 m^2, non connectés aux cours d'eau et excluant les gravières, sablières et fontaines communales. Ces milieux constituent des espaces relais entre les zones humides et les cours d'eau et participent donc activement à la trame bleue.



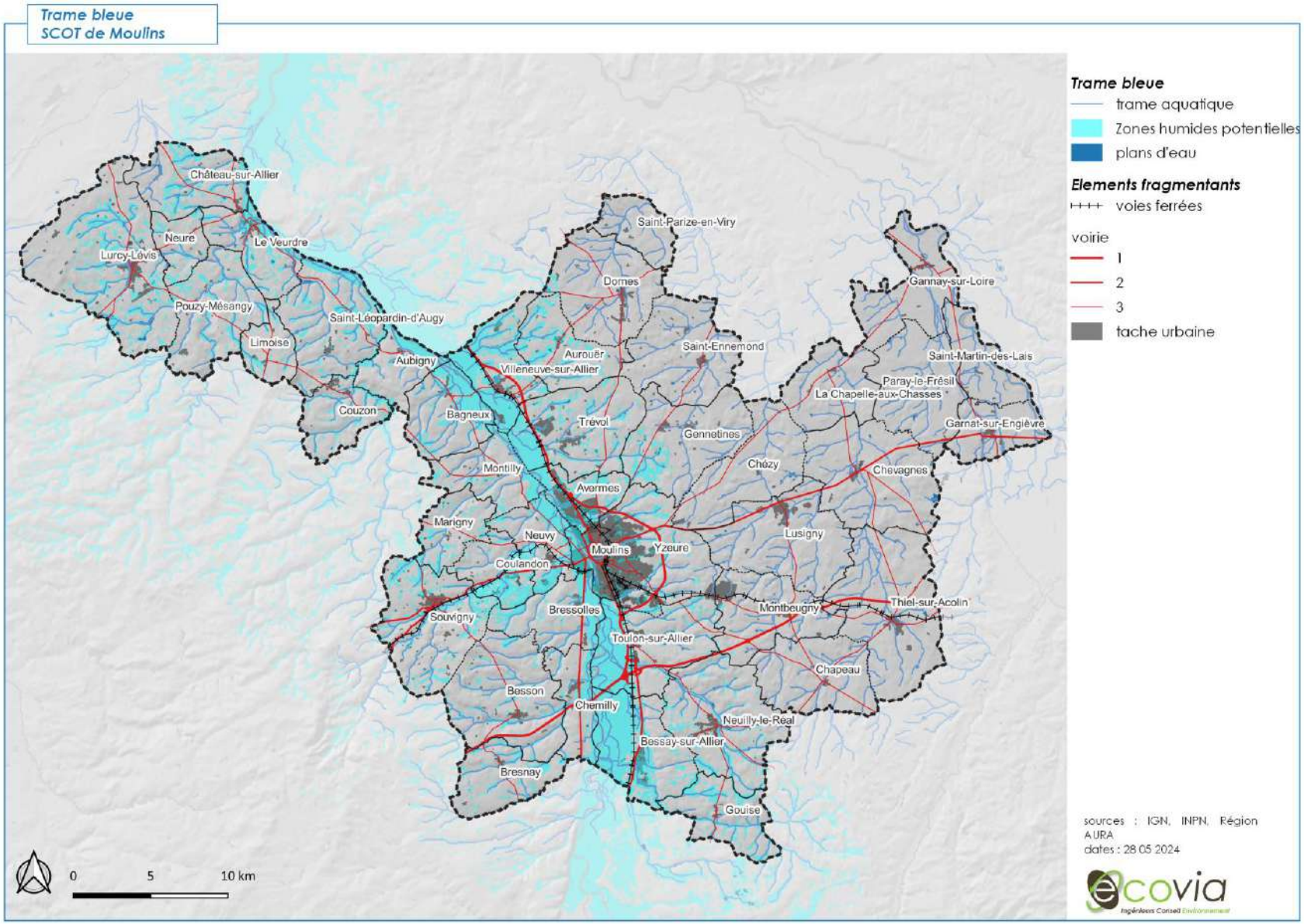
Zone humide Les Saulniers, Besson



Mare Les Roches, Dornes

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 278/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



LES SURFACES EN EAU REPRÉSENTENT MOINS DE

3%

DE LA SUPERFICIE DU TERRITOIRE

La sous trame aquatique est sous-estimée, les données concernant **les zones humides ne sont pas complètes pour le département de l'Allier.**

LE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE REPRÉSENTE

1730 km

DE LINÉAIRE DE COURS D'EAU

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 279/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Ripisylve de l'Allier

UNE SOUS TRAME BOISÉE DÉVELOPPÉE

Le territoire de Moulins Communauté dispose d'environ 22% de couverture boisée, de part et d'autre de l'Allier. En Sologne bourbonnaise, à l'est de l'Allier, on constate une fragmentation importante des massifs forestiers contrairement à la rive gauche de l'Allier où les zones boisées sont plus imposantes. La menace qui pèse sur les groupements boisées est l'enrésinement de ces derniers. Ce procédé consiste à remplacer les boisements de feuillus par des espèces résineuses exotiques. La justification de cette gestion est principalement économique, cependant l'impact écologique de cette politique est fort, notamment au niveau de la modification des sols puisque l'enrésinement entraîne une acidification de ces derniers.

DES ESPACES RELAIS PERMETTANT LA CIRCULATION DES ESPÈCES

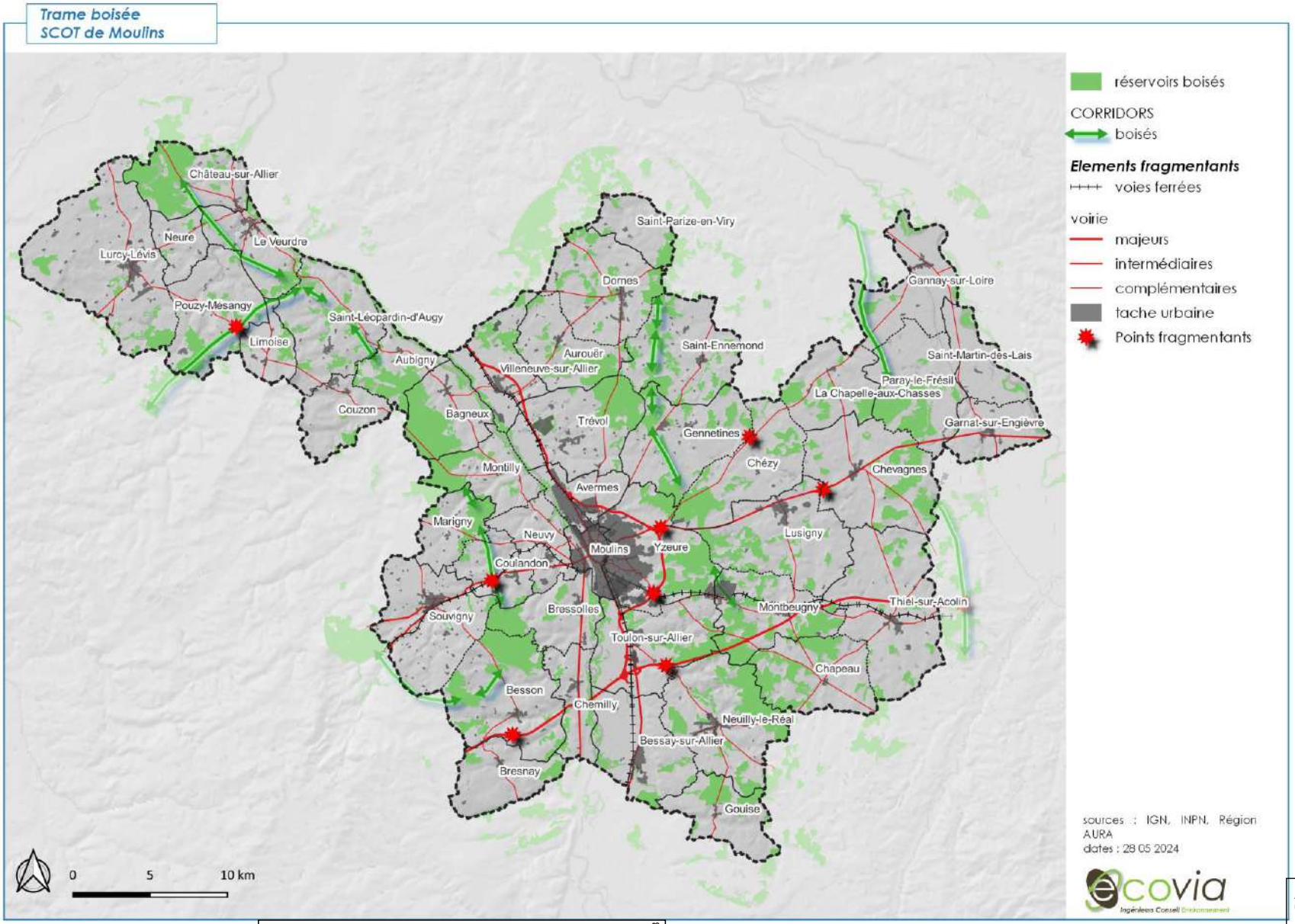
Dans un contexte dominé par les grands espaces ouverts peu accueillants pour la biodiversité, les arbres isolés, les bosquets et les haies sont **des espaces supports privilégiés pour la circulation des espèces**. En effet, ces espaces servent de points de relais connectant des réservoirs de biodiversité plus attractifs. La conservation, voire la création, de ces motifs sont encouragées, notamment grâce à des aides spécifiques de la Politique Agricole Commune.

LES RIPISYLVES

Les rives de l'Allier et des autres cours d'eau du territoire sont parfois occupés par des ripisylves. **Ces zones boisées offrent de nombreux habitats pour la faune aquatique et rivulaire**, mais elles participent également au maintien des berges, à l'épuration de l'eau ainsi qu'à l'atténuation des phénomènes de crue. Des mesures sont donc mises en place pour leur sauvegarde, voire leur réhabilitation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 280/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



LES FORÊTS REPRÉSENTENT PRÈS DE

30%

DE LA SUPERFICIE DU TERRITOIRE

La majorité est constituée de boisements de feuillus et de forêts mixtes.

Les haies représentent 13% de la trame forestière, **le réseau bocager est bien développé**.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 281/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Paysage bocager, Montilly

Le SRADDET Auvergne Rhône Alpes

Les règles identifiées sont les suivantes :

Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, identifient, sur leur territoire, les secteurs à vocation agricole et forestière supports de biodiversité et garants du bon fonctionnement territorial, notamment :

- les forêts anciennes, mâtures et à enjeu écologique ;
- le maillage bocager et les linéaires de haies ;
- les zones agro-pastorales, estives et alpages ;
- les prairies naturelles ;
- les coteaux thermophiles et les pelouses sèches ;
- les zones de maraîchage proches des centres urbains.

Ils mobilisent les zonages spécifiques pour les protéger et préconisent également une gestion durable de ces espaces.



Paysage de grandes cultures, Bessay-sur-Allier



Animation nature, ENS Les Coqueteaux, Montilly

La diversité des milieux

UNE SOUS TRAME DES MILIEUX BOCAGERS ÉQUILIBRÉE

Sur le territoire du SCOT, les milieux bocagers sont principalement de la polyculture-élevage, moins propices à une agriculture intensive, et ponctués de boisements plus ou moins denses, rendant ces espaces plutôt favorables au réseau écologique. A l'Ouest de l'Allier, les pratiques agricoles du territoire ont permis la conservation d'éléments du bocage : on observe ainsi de nombreuses haies et talus, qui sont autant de relais pour les espèces, en même temps qu'ils permettent de retenir et relâcher les eaux de pluie suivant la saison. Ils offrent une mosaïque agricole entre prairies et bocages, ponctués par des linéaires de haies qui constituent l'identité paysagère locale. En revanche, à l'Est, les prairies sont constituées de grandes parcelles ouvertes, où les haies se font plus rares. Les traitements mécaniques, chimiques et biologiques mis en œuvre sur ces parcelles les rendent peu attractives ni perméables pour la faune et la flore.

DES MILIEUX REMARQUABLES MENACÉS

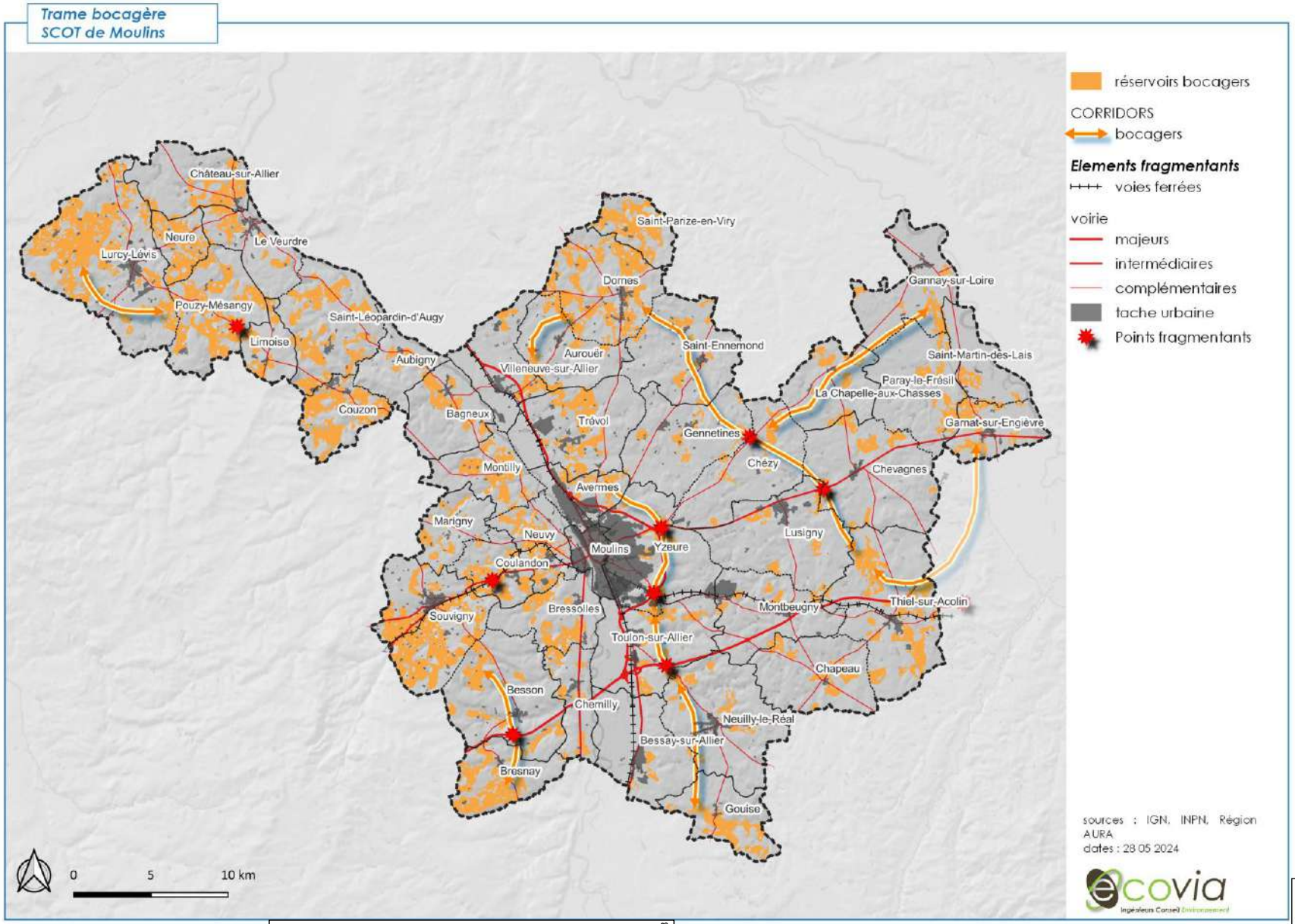
Les espaces agricoles peuvent être source de fragmentation. En effet, la disparition des éléments constitutifs des corridors (haies, bosquet…) forme une rupture dans les continuités écologiques. L'utilisation de produits phytosanitaires participe également à rendre certains espaces agricoles hostiles pour la biodiversité. A Moulins Communauté, ce risque concerne notamment les espaces agricoles de grandes cultures.

LA GESTION DES ESPACES SENSIBLES

Des milieux particuliers ont été recensés sur le territoire, le département a décidé de préserver les écosystèmes fragiles présents sur ces secteurs en les intégrant au réseau des Espaces Naturels Sensibles. Il s'agit principalement de pâtures où une gestion concertée entre le département et les propriétaires des parcelles a été mise en place pour adapter les pratiques pastorales et permettre le renouvellement des espèces et le maintien de l'habitat. Les deux sites ENS présents à Moulins Communauté sont la [illegible] et les prairies alluviales des Coqueteaux.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 282/558

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



LES MILIEUX BOCAGERS REPRÉSENTENT PRÈS DE

70%

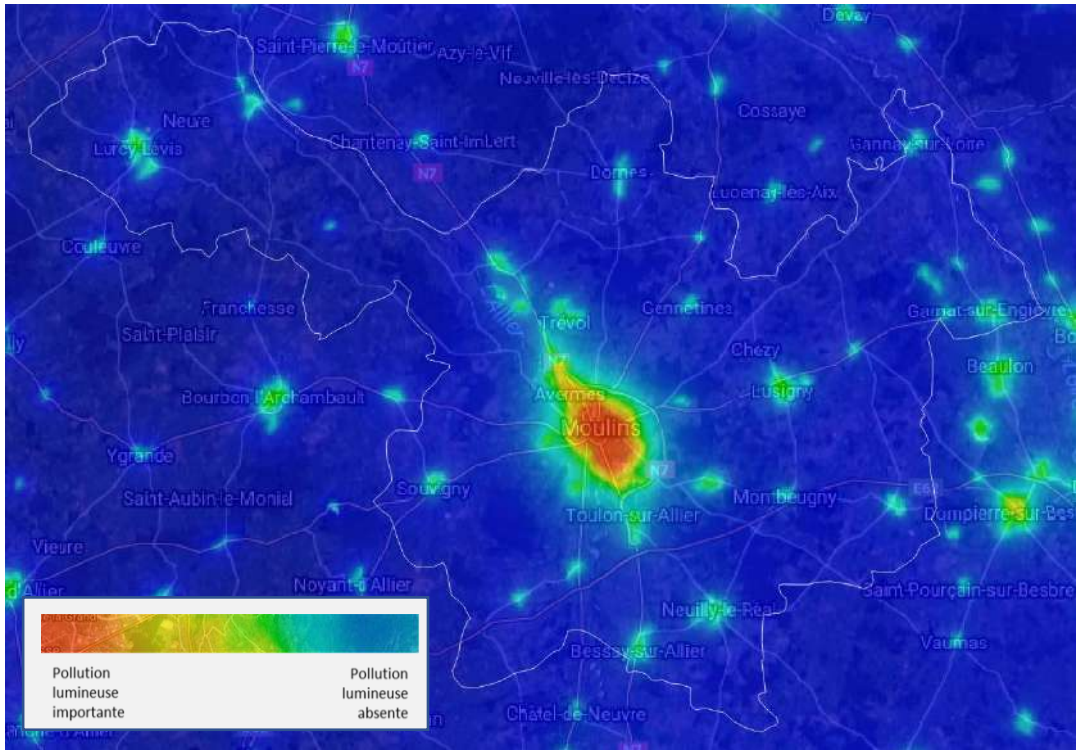
DE LA SURFACE DU TERRITOIRE

Les espaces enherbés sont largement majoritaires sur le territoire puisqu'ils représentent 80% des milieux bocagers. Ils sont constitués des prairies temporaires et permanentes, des pâtures ainsi que des prés réservés au fourrage. Les cultures sont variées mais davantage présentes à l'Est de Moulins Communauté. Des vignes sont situées au Sud Ouest du territoire sur les coteaux ensoleillés. A noter que **le territoire ne semble pas propice aux pelouses sèches.**

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 283/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

La fragmentation du réseau écologique



Pollution lumineuse sur le territoire de Moulins Communauté, Source Avex 2016



Seuil sur l'Allier au niveau de Moulins

› L'INFLUENCE DE LA VILLE DE MOULINS

Sur le territoire du SCoT, Moulins apparait comme la seule centralité contraignante en terme de pollution lumineuse. Son noyau est imperméable aux déplacements nocturnes. Avernes et Trévol au Nord et Toulon-sur-Allier poursuivent cette tendance en générant une coupure lumineuse linéaire. D'autres villes ont aussi un impact mais elles ne représentent pas une coupure franche aux déplacements nocturnes comme Moulins.

› LES INFRASTRUCTURES FRAGMENTANTES

Cinq axes majeurs structurent le territoire de Moulins Communauté :

- la RN7 qui traverse le territoire du Nord au Sud en passant par Moulins
- La RCEA ou E62 qui scinde le territoire sur un axe Est-Ouest, elle passe à 5km au Sud de Moulins
- Les routes départementales RD 945, RD 779 et RD 2009 relient Moulins au reste du territoire.

Deux voies ferrées suivent le tracé de ces axes routiers et accentuent donc la fragmentation de la continuité écologique sur ces secteurs.

Des lignes haute-tension sont aussi présentent sur le territoire et représentent un potentiel danger pour les espèces ornithologiques en impactant les corridors aériens.

› LES OBSTACLES À L'ÉCOULEMENT

Les cours d'eau sont des supports privilégiés de continuités en tant que réservoirs de biodiversité et/ou corridors linéaires. Leur bon fonctionnement écologique est cependant perturbé par la présence de nombreux ouvrages faisant obstacle à l'écoulement et au déplacement des espèces, ou encore par l'artificialisation de leur lit. Par ailleurs, l'Allier, du fait de sa largeur importante, peut représenter un obstacle au déplacement de certaines espèces terrestres.

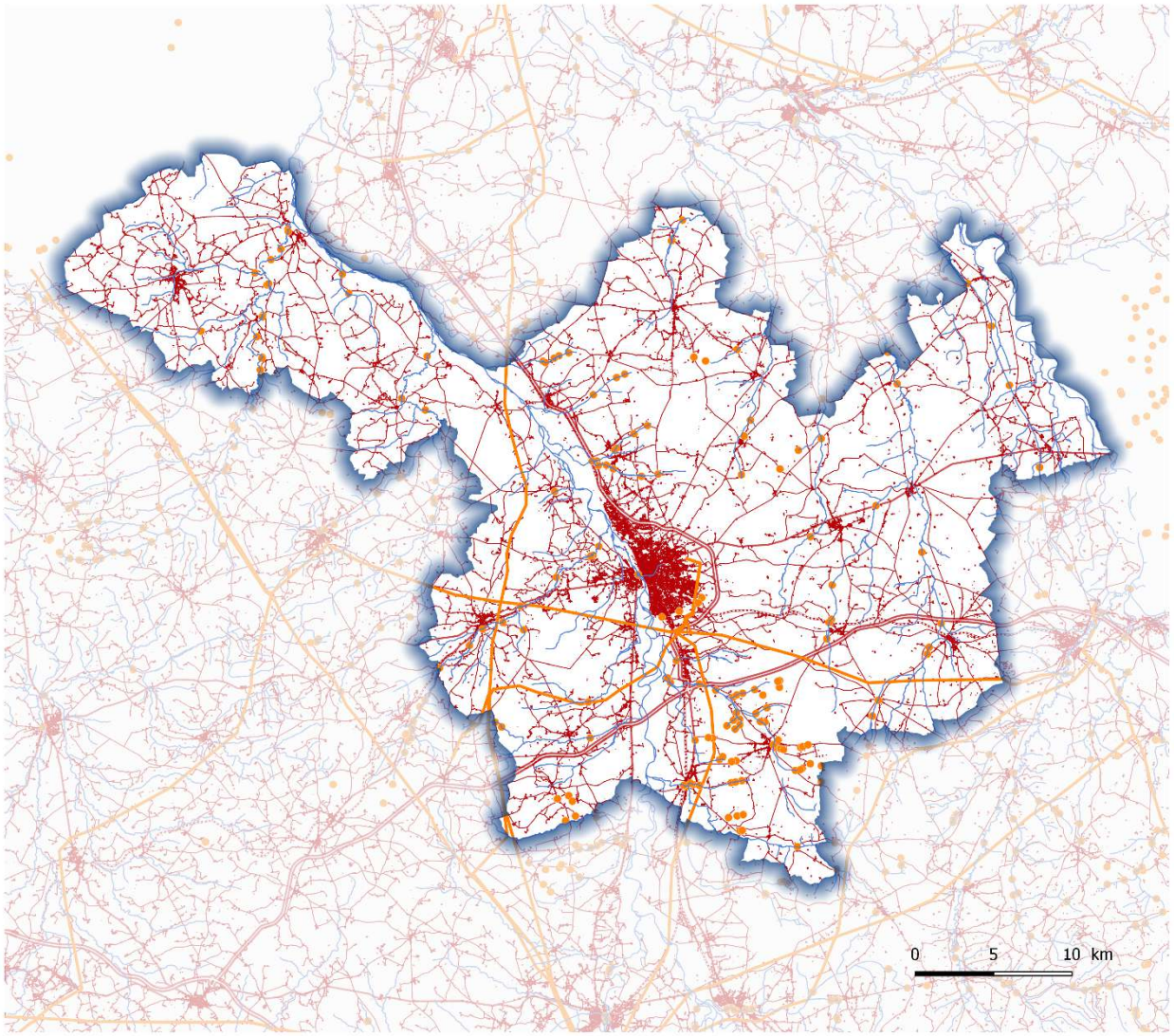
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 284/558

La fragmentation du réseau écologique

Les élements fragmentants

SCoT Moulins Communauté



Eléments fragmentants

- Obstacles à l'écoulement
- Lignes électriques
- Voies routières majeures
- Voies routières secondaires
- Voies ferrées
- Bâti

Réseau hydrographique

- Permanent
- Intermittent

Sources : IGN

Date : 04 / 07 / 2017

even Conseil

Le territoire est perméable en **périphérie de l'agglomération** de Moulins.

La **nationale 7 contraint fortement les déplacements est-ouest**.

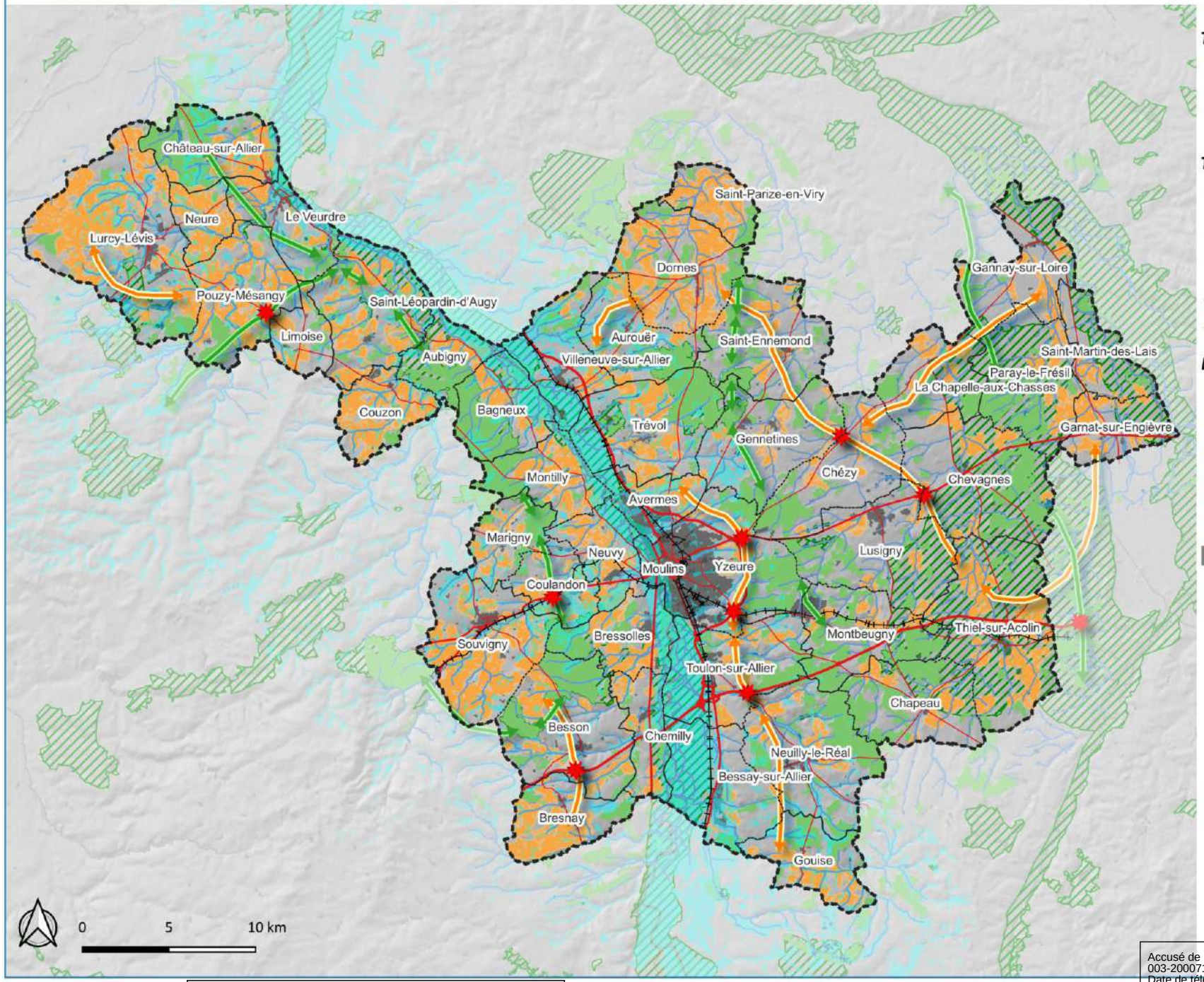
Au sud de la RCEA, les obstacles sur les cours d'eau sont nombreux, de même sur la Bieudre située au Nord-Ouest du territoire.

Les **lignes électriques peuvent impacter les migrations aviaires au niveau du tracé de l'Allier**.

L'**Allier**, en ces zones les plus larges et profondes, peut constituer un **élément naturel fragmentant** pour la **petite faune terrestre**.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 285/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Trame bleue
- trame aquatique
- zones humides potentielles
- plans d'eau

Trame verte
- réservoirs réglementaires
- réservoirs bocagers
- réservoirs boisés

corridors écologiques
- boisés
- bocagers

Elements fragmentants
- Points fragmentants
- voies ferrées

voirie
- majeures
- intermédiaires
- complémentaires

Enveloppe urbaine

sources : IGN, INPN, Région AURA
dates : 28 05 2024

Ecovia

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 286/558

Ressource en eau (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
+	La diversité des milieux sur le territoire offre un cortège floristique unique avec de nombreuses espèces sensibles et une faune variée.	⇗	Ces protections vont continuer à jouer leur rôle. Les documents cadres prévoient de préserver les milieux naturels et de limiter les pollutions ainsi que les pressions exercées sur les écosystèmes et les habitats. Le réchauffement climatique ainsi que la pression urbaine augmentent la vulnérabilité de ces milieux.
+	De nombreux périmètres d'inventaires (60 ZNIEFF de type 1 et 10 ZNIEFF de type 2), de protections réglementaire (1 APPB, RNN, RNR), de maîtrise foncière(10 sites CEN) présents sur l'ensemble du territoire.	⇗	
+	Le réseau Natura 2000 couvre près de 30% du territoire du SCoT.	⇗	
+	Un important réseau de zones humides et de cours d'eau présent sur le territoire.	?	Le réchauffement climatique ainsi que la pression urbaine augmentent la vulnérabilité de ces milieux. Une continuité écologique des cours d'eau menacée avec des ouvrages faisant obstacle à l'écoulement des eaux. Le SDAGE Loire-Bretagne ainsi que les SAGE Yevre Auron et Allier Aval définit des dispositions et règles en vue de la protection des milieux aquatiques.
-	Absence de zonage environnemental à l'Ouest du territoire malgré la présence d'étangs et de boisements accueillants des espèces rares (Château-sur-Allier).	?	
-	Présence d'infrastructures qui fragmentent les milieux naturels (Cinq axes routiers majeurs, deux voies ferrées, des lignes haute-tension)	?	
-	Des activités agricoles très impactantes pour les milieux naturels (bandes enherbées, haies, arbres têtards, simplification du paysage, rejets phytosanitaires)	?	Menaces sur la biodiversité liées aux pratiques de l'agriculture intensive. Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 prévoit de réduire les pollutions liées à l'agriculture.

Synthèse et perspective d'évolution : Milieux naturels

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 287/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

Un patrimoine naturel reconnu et mis en valeur

- Des zonages réglementaires et patrimoniaux nombreux sur le territoire de Moulins Communauté. Ils recouvrent une large partie du territoire et comportent des actions environnementales complémentaires en mêlant:
  - sensibilisation et animations auprès du public,
  - gestion pastorale des sites sensibles,
  - préservation de la biodiversité,
  - renforcement des suivis écologiques.
- Une réglementation environnementale forte en bordure de l'agglomération avec un APPB sur l'Allier en limite Ouest de Moulins.
- Absence de zonage environnemental à l'Ouest du territoire malgré la présence d'étangs et de boisements accueillants des espèces rares (Château-sur-Allier).

Une mosaïque des habitats équilibrée mais fragmentée

- Des espaces boisés bien répartis sur le territoire entre cultures et prairies. Un réseau bocager dense assurant un maillage entre ces différents habitats.
- Des parcelles en grandes cultures ne présentant pas d'éléments favorisant la TVB (bandes enherbées, haies, arbres têtards).
- Des infrastructures routières constituant un obstacle important et réel en scindant le territoire en deux voire trois parties.
- Une continuité écologique des cours d'eau menacée avec des ouvrages faisant obstacle à l'écoulement des eaux.

ENJEUX

- L'amélioration des connaissances environnementales sur certains secteurs pour ne pas sous-estimer la fonctionnalité des espaces naturels
- La localisation complète des zones humides et mares temporaires sur le département de l'Allier (en comparaison avec les travaux du département de la Nièvre) pour les intégrer aux réservoirs de biodiversité aquatiques
- La réalisation d'un inventaire des pelouses sèches considérées comme réservoirs de biodiversité des milieux ouverts. Les coteaux viticoles au Sud peuvent être propices au développement de ces pelouses calcicoles.
- La gestion adaptée des haies et ripisylves (taille maitrisée, essence sélectionnée, restauration des zones les plus dégradées) pour renforcer les liaisons entre les continuums et les réservoirs écologiques
- La démocratisation de pratiques agricoles raisonnées doit être encouragée pour les activités les plus sensibles dans le but de préserver une trame des milieux ouverts efficiente
- La réduction des obstacles à l'écoulement menaçants la fonctionnalité écologique des cours d'eau
- La mise en place de mesures de gestion propices à la trame bleue en priorité sur les cours d'eau en liste 1 et 2 aujourd'hui impactés
- La sécurisation des déplacements de la faune sur les axes routiers les plus dangereux (RCEA, N7 notamment) pour conserver des interactions entre les réservoirs de biodiversité situés à l'Est et ceux à situés à l'Ouest du territoire

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 288/558

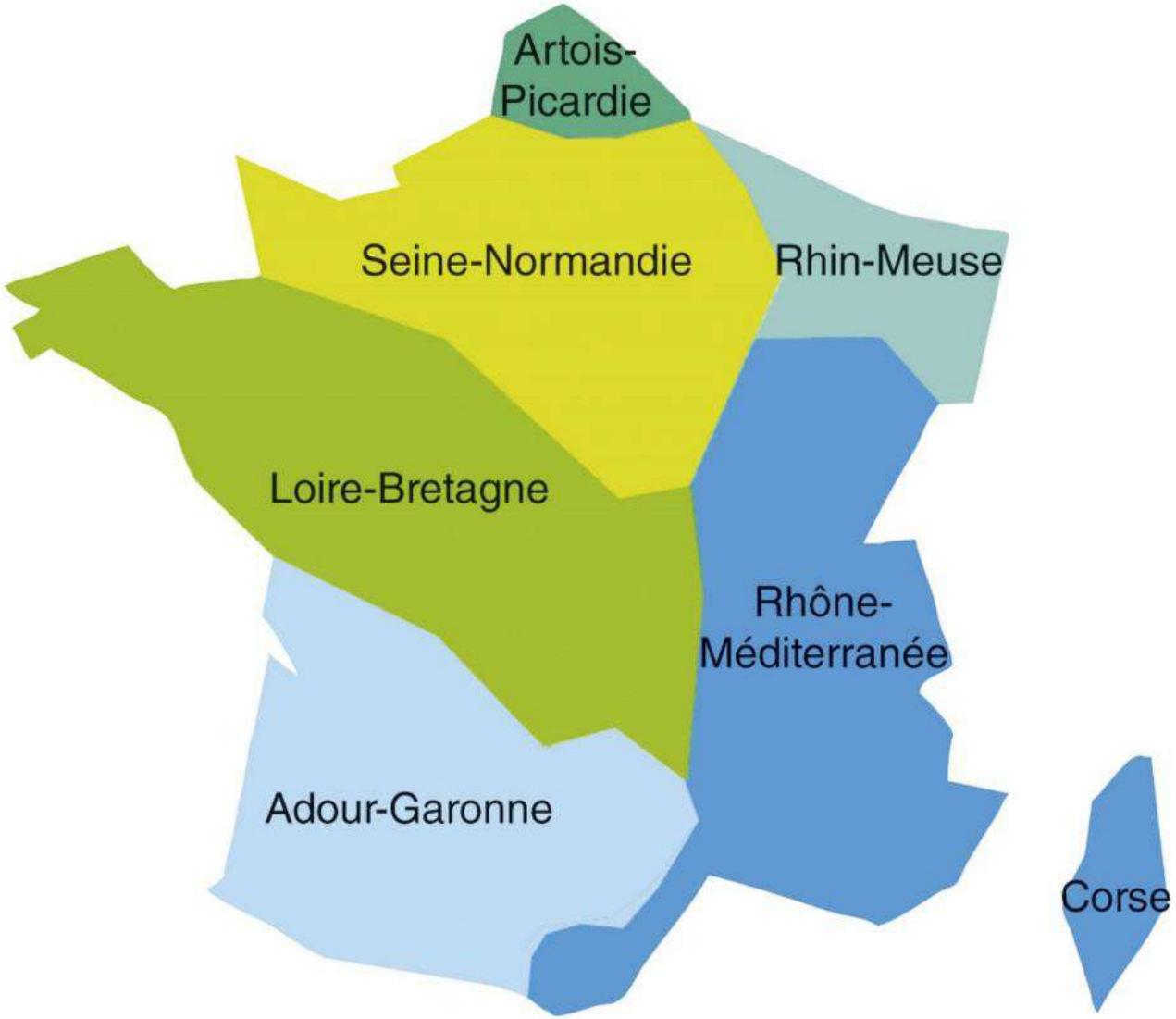
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



3 RESSOURCE EN EAU

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Source: sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr

› LE SDAGE LOIRE BRETAGNE 2022-2027

Les travaux d'élaboration du SDAGE 2022-2027 sont engagés sur le bassin Loire Bretagne depuis avril 2018. Le projet de SDAGE est actuellement soumis à la consultation du public (1er mars-1er septembre 2021), après analyse des avis, le comité de bassin pourra faire les modifications nécessaires pour une adoption finale prévue début 2022. Bien que non encore adopté, il est proposé d'anticiper les éventuelles incidences sur le projet d'urbanisme intercommunal en mettant en exergue les orientations, objectifs et mesures du futur SDAGE qui devront à terme être pris en compte.

Les orientations fondamentales ciblées à ce jour sont les suivantes:

- Repenser les aménagements des cours d'eau
- Réduire la pollution par les nitrates
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- Maîtriser les prélèvements d'eau
- Préserver les zones humides
- Préserver la biodiversité aquatique
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques

Dans ce cadre, les orientations et dispositions du futur SDAGE impacteront directement le projet du SCoT et devront y être traduites afin d'assurer la compatibilité du document d'urbanisme avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 290/558

LE SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRE (SRADDET)

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi Notre, crée un nouveau schéma de planification : le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce schéma stratégique se veut transversal, recouvrant non seulement les questions d'aménagement mais aussi de mobilité, d'infrastructures de transports, d'environnement et de gestion des déchets. La Région Auvergne-Rhône-Alpes engagée depuis septembre 2016 dans l'élaboration de son SRADDET a arrêté son projet lors de l'assemblée plénière des 28 et 29 mars 2019. Il a depuis été adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 , puis a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'approbation en date du 10 avril 2020.

L'état des lieux du SRADDET met en exergue que la ressource en eau est fortement sollicitée à l'échelle régionale. Les prélèvements d'eau potable par habitant sont supérieurs à la moyenne nationale, les volumes utilisés sont en partie restitués aux milieux aquatiques sans que tous les polluants n'aient été éliminés, dans ce cadre les usages de l'eau sur le territoire ont un impact sur la qualité et la quantité de la ressource. Il existe ainsi un risque sanitaire : environ 410 000 personnes (5 % de la population régionale) ne sont pas encore à l'abri du risque de toxi-infections alimentaires hydriques, notamment dans le sud et dans l'est de la région. Les milieux humides et aquatiques peuvent également se retrouver affectés fragilisant leur équilibre et les services écosystémiques rendus : sur le plan écologique, moins de la moitié des cours d'eau (49 %) est en bon état écologique. D'autre part, bien que les particularités géologiques favorisent l'existence d'eaux souterraines d'excellente qualité, ces ressources sont menacées par les pollutions diffuses.

Face à ces constats et dans un rapport de compatibilité avec le SDAGE, la Région ambitionne en particulier de :

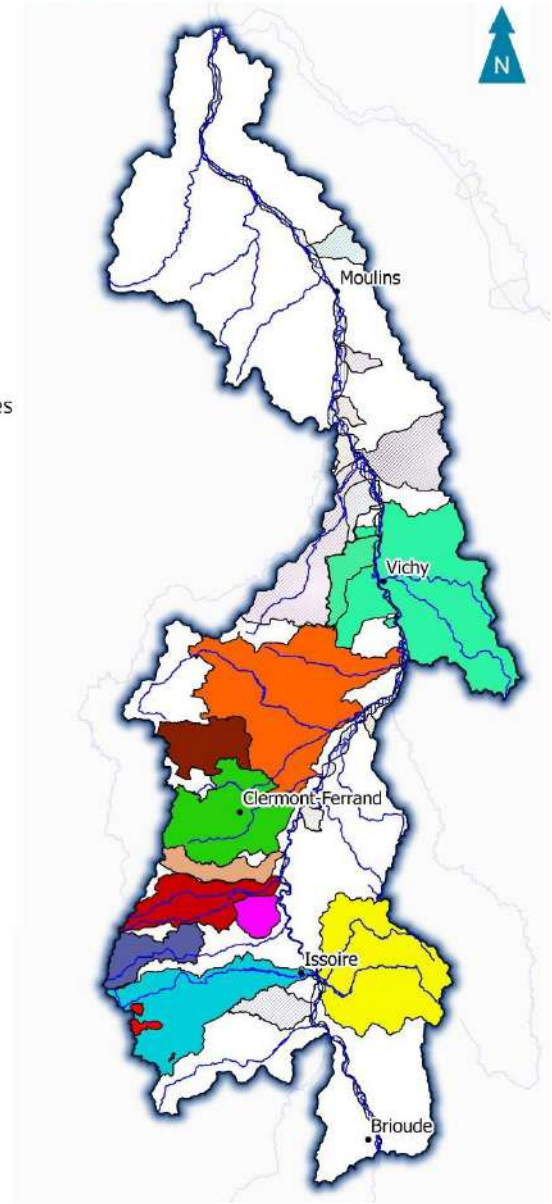
- **Protéger la trame bleue et intégrer ses enjeux** dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières notamment en préservant les espaces de bon fonctionnement, en protégeant les zones humides ;
- **Préserver la ressource en eau** pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région notamment en conditionnant les projets d'aménagement à la disponibilité de la ressource en eau et à ses évolutions, en prévoyant des **systèmes de récupération des eaux pluviales et de ruissellement, en rationnalisant les usages notamment pour le tourisme d'hiver et l'agriculture,** et en réduisant les pressions exercées notamment dans un contexte de changement climatique.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 291/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les contrats territoriaux inclus dans le périmètre du SAGE Allier aval





Source: sage-allier-aval.fr

› LES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) ALLIER-AVAL – YÈVRE-AURON

Au niveau local, les documents de gestion des eaux ont pour vocation de coordonner au niveau local, l'ensemble des actions des pouvoirs publics envers les usagers de l'eau afin de parvenir à une gestion équilibrée de la ressource en eau, et ce pour tous les milieux aquatiques : superficiels ou souterrains, d'eaux douces, d'eaux saumâtres, ou d'eaux marines.

33 des 44 communes du territoire du SCoT sont concernées par le SAGE Allier-Aval. 11 communes du territoire ne sont couvertes par aucun SAGE ; il s'agit de Chapeau, Chevagnes, Chézy, Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, La Chapelle-aux-Chasses, Lusigny, Paray-Le-Frésil, Saint-Ennemond, Saint-Martin-des-Lais, et Thiel-sur-Acolin, situées à l'ouest du territoire. La commune la plus au nord, Saint-Parize-en-Viry, est, elle, concernée par 2 SAGE : Allier-Aval et Yèvre-Auron.

L'arrêté d'approbation du SAGE Allier-Aval a été signé le 13 novembre 2015 tandis que celui du SAGE Yèvre-Auron l'a été le 25 avril 2014.

Les grands enjeux soulevés, concernant les eaux souterraines comme les eaux de surface, sont liés à la gestion qualitative de la ressource en eau (sources de pollutions), à la gestion de la plaine alluviale et à la restauration des milieux écologiques et physiques. L'ensemble de ces enjeux est valable pour le territoire de Moulins Communauté.

› DES CONTRATS TERRITORIAUX

Source : Agglo Moulins, Rapport Développement Durable 2023

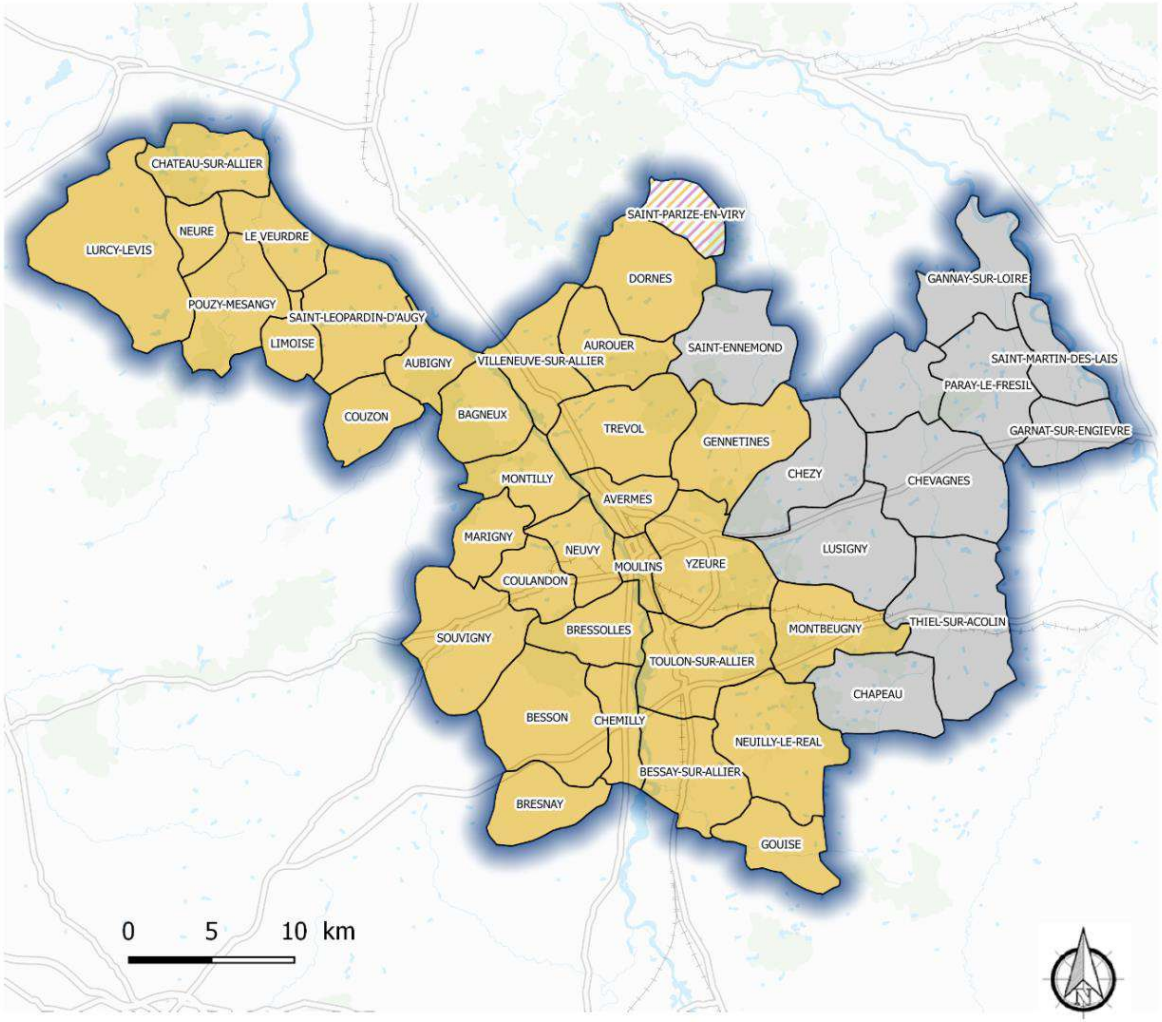
Moulins Communauté s'engage dans deux contrats territoriaux pour préserver la qualité de l'eau. Le **Contrat Territorial Val d'Allier Alluvial** (2023-2028) vise à restaurer et préserver l'axe Allier Alluvial, avec un diagnostic initial par l'Etablissement Public Loire et des actions de restauration par Moulins Communauté en seconde phase. Le **Contrat Territorial Plaine Alluviale de la Loire** (6 ans) cherche à maintenir la morphologie naturelle du fleuve, garantir l'eau potable, limiter les inondations et préserver la biodiversité. Ce contrat comporte 42 actions, dont 13 concernent Moulins Communauté, qui finance 5% des coûts d'animation et contribue à deux actions spécifiques sur les affluents et zones humides.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 292/558

Encadrement de la ressource en eau sur le territoire

SCoT Moulins Communauté



L'ensemble du territoire est concerné par :

- le SDAGE Loire Bretagne
- le contral territorial Val d'Allier Alluvial

Sage

- Allier aval
- Allier aval
- Yevre Auron
- Aucun

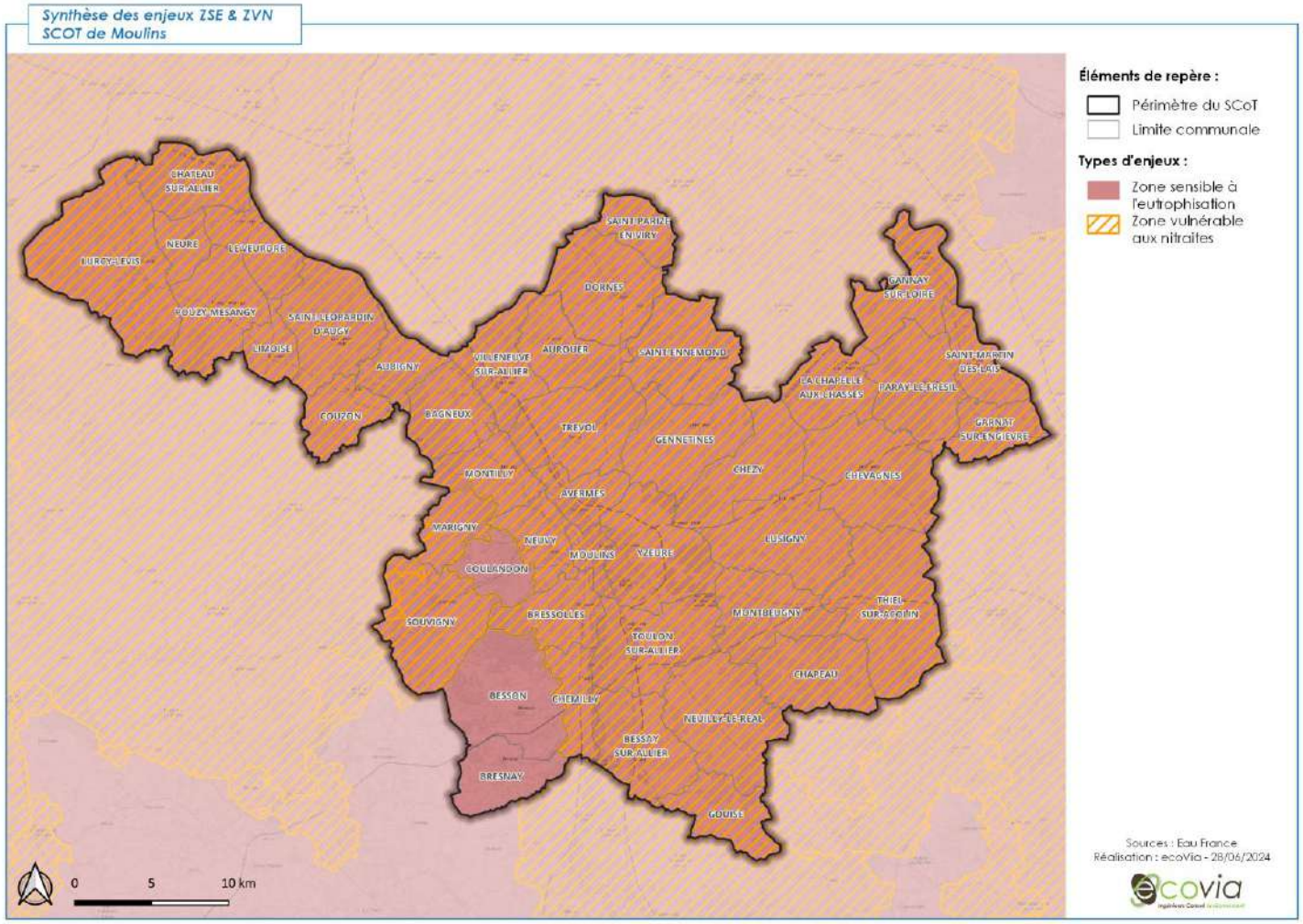
Source : Gest'eau

Date : 27 / 06 / 2017

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 293/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les secteurs à enjeux qualitatifs et quantitatifs



› ZONE SENSIBLE À L'EUTROPHISATION

Les zones sensibles à l'eutrophisation sont des bassins versants, lacs ou zones maritimes sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets en nitrate et/ou phosphate doivent être réduits.

L'ensemble du territoire de Moulins Communauté est désigné comme zone sensible à l'eutrophisation. La quasi-totalité du territoire est concerné par la ZSE « La Loire amont » et une partie de la commune de Lurcy-Lévis est concerné par la ZSE « Le Cher ».

› ZONE VULNÉRABLE AUX NITRATES

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

93% du territoire a été classée en 2000 en zone vulnérable aux nitrates.

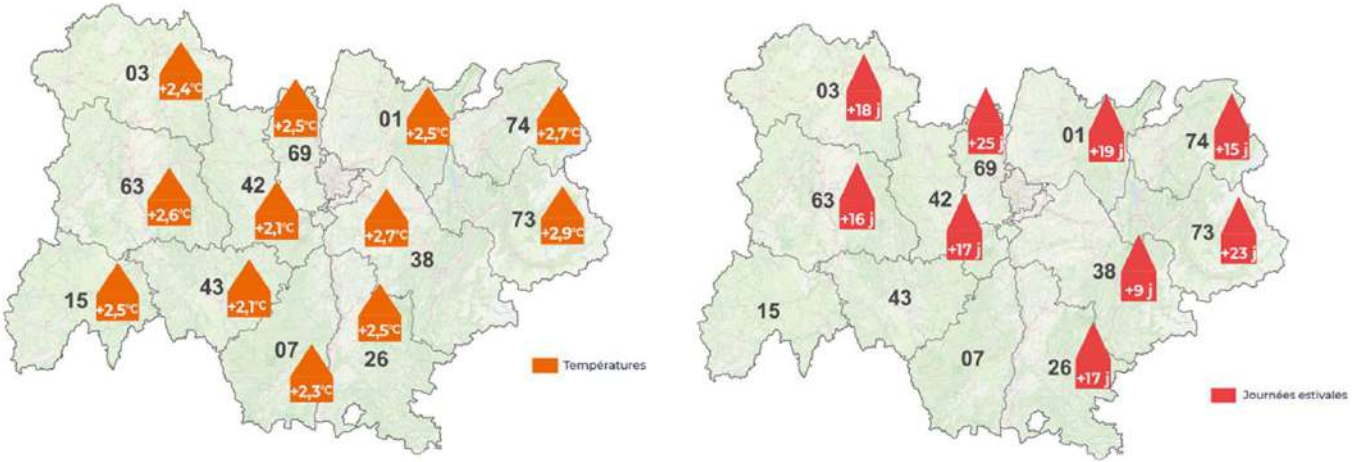
› ZONE DE RÉPARTITION DES EAUX

Au sein des bassins versants, des secteurs en déséquilibre quantitatif peuvent être identifiés : ce sont des ZRE (Zone de répartition des eaux). Une zone de répartition des eaux se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins.

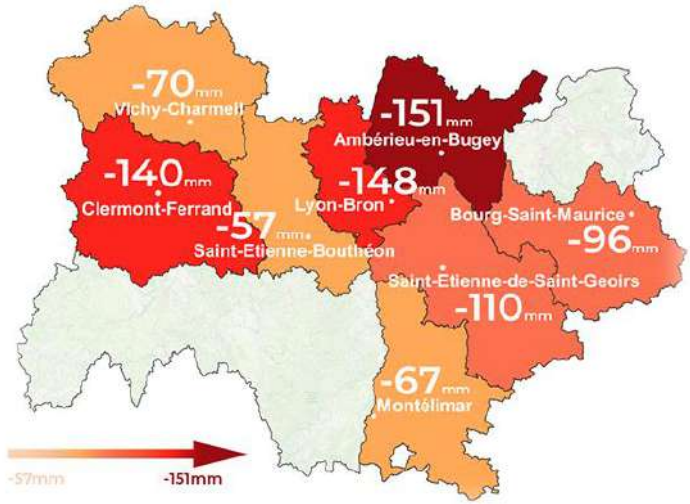
Le SCoT n'est compris dans aucune ZRE, il n'existe donc pas de déséquilibre entre les ressources identifiées et les prélèvements actuels.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 294/558



Évolution des températures moyennes annuelles à gauche et du nombre de journées chaudes à droite entre les périodes trentenaires 1963-1992 et 1993-2022 en Auvergne-Rhône-Alpes) (Source : ORCAE)



Evolution du bilan hydrique annuel (en mm) par départements d'Auvergne-Rhône-Alpes entre les deux périodes trentenaires (1963-1992 et 1993-2022) (Source : ORCAE)

Les effets du changement climatique sur la ressource en eau

L'analyse saisonnière montre que cette augmentation est plus marquée au printemps et en été : +2,7°C en moyenne au printemps et + 3,3°C en moyenne en été sur la région. Le nombre de journées chaudes, température maximale supérieure à 25°C, est également en augmentation, en tout point du territoire régional. Les projections climatiques montrent une augmentation du nombre de journées chaudes en lien avec la poursuite du réchauffement. Sur la première partie du 21e siècle, cette augmentation est similaire d'un scénario à l'autre.

Le changement climatique a des répercussions profondes sur la ressource en eau, touchant à la fois les écosystèmes, les activités économiques et la qualité de vie. En Auvergne-Rhône-Alpes, ces effets sont particulièrement marqués.

D'une part, la hausse des températures et la réduction du couvert neigeux créent des conditions plus sèches, entraînant une raréfaction de la ressource en eau. Cette tendance se manifeste par une baisse des débits des rivières et des étiages plus sévères, commençant plus tôt dans l'année et durant plus longtemps. Des études montrent une diminution du bilan hydrique annuel depuis les années 1990, affectant notamment les affluents du Rhône et certains bassins de la Loire-Bretagne, avec des pertes d'eau estivales pouvant atteindre jusqu'à 75 % pour certaines rivières.

D'autre part, la qualité de l'eau est également menacée. Le réchauffement des eaux favorise la prolifération de bactéries, d'algues et d'espèces invasives, tout en réduisant la capacité de dilution et d'autoépuration des cours d'eau. Ces changements compromettent la qualité de l'eau disponible pour divers usages.

Ces défis exacerbent les conflits d'usage de l'eau. La raréfaction de la ressource et sa détérioration accroissent la concurrence entre l'irrigation agricole, la production hydroélectrique et les activités touristiques. Les tensions liées aux périodes d'étiage risquent de s'aggraver, affectant même les territoires jusqu'alors en situation de confort hydrique.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 295/558

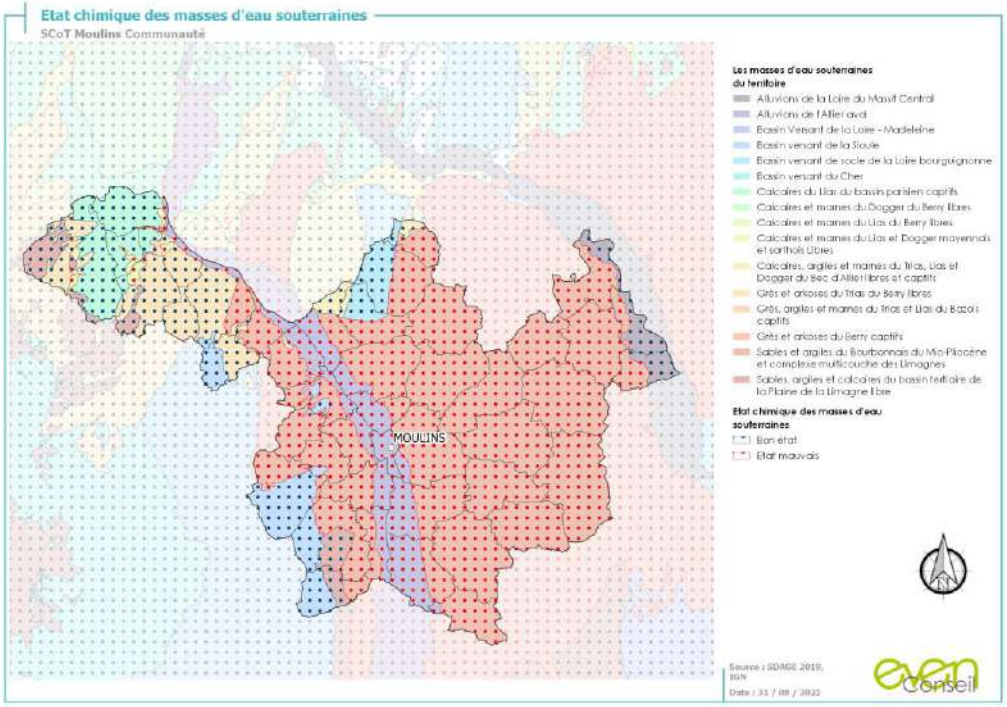
Accusé de réception en préfecture
003-240071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

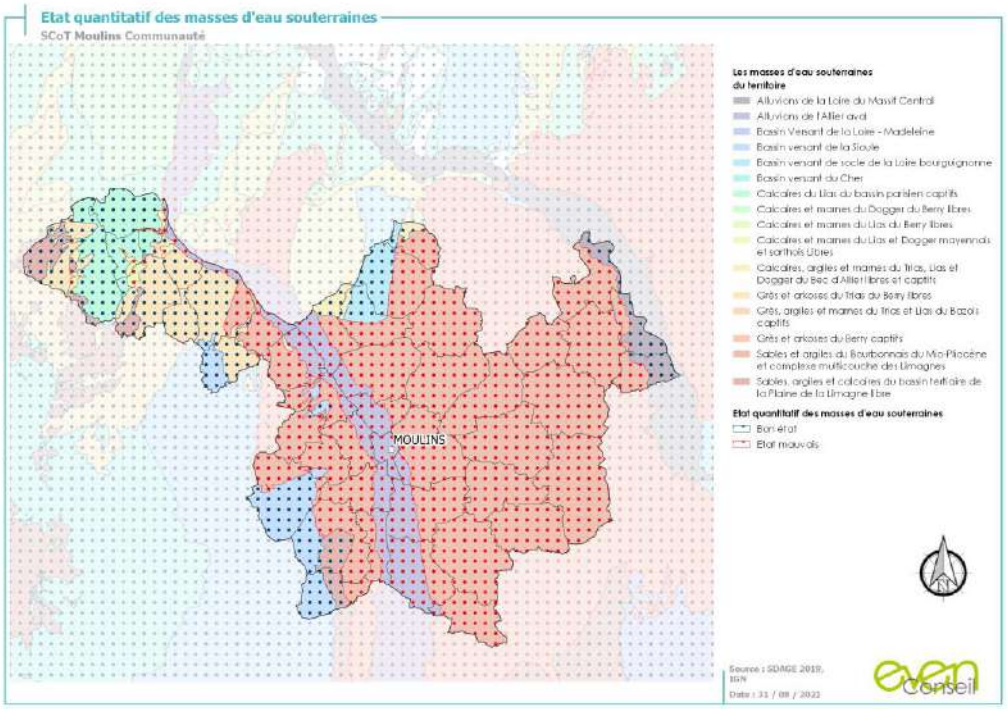
Le réseau hydrographique local et l'Etat des masses d'eau

UNE QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES GLOBALEMENT BONNE

L'eau prélevée pour l'alimentation en eau potable du territoire est d'origine souterraine. La qualité de la ressource est donc primordiale. 6 nappes d'eaux souterraines parcourent le sous-sol du SCoT de Moulins Communauté. Leur état chimique et quantitatif ainsi que l'objectif de bon état chimique sont représentés sur les cartes ci-contre.

D'après les données de 2019, sur le territoire, **l'eau a été déterminée de mauvaise qualité d'un point de vue chimique et quantitatif sur 3 masses d'eau :** Alluvion de l'Allier Aval, Sables et argiles du Bourbonnais du Moi-Pilocène et complexe multicouche des Limagne et Calcaires du Lias du Berry libres. Le traitement nécessaire sera plus important pour l'eau prélevée dans ces nappes par les structures en charge de la production et le coût sera plus élevée pour la structure mais aussi pour le consommateur. **Le bon état chimique et quantitatif est néanmoins atteint sur le reste des nappes d'eau du territoire.**





Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 296/558

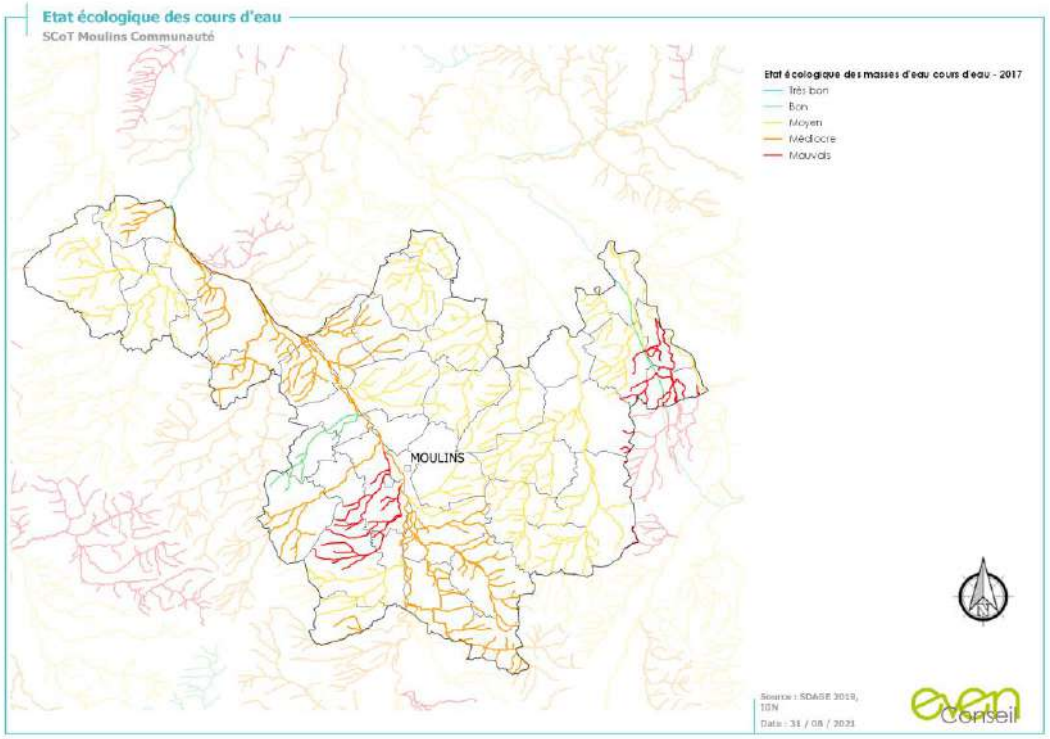
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

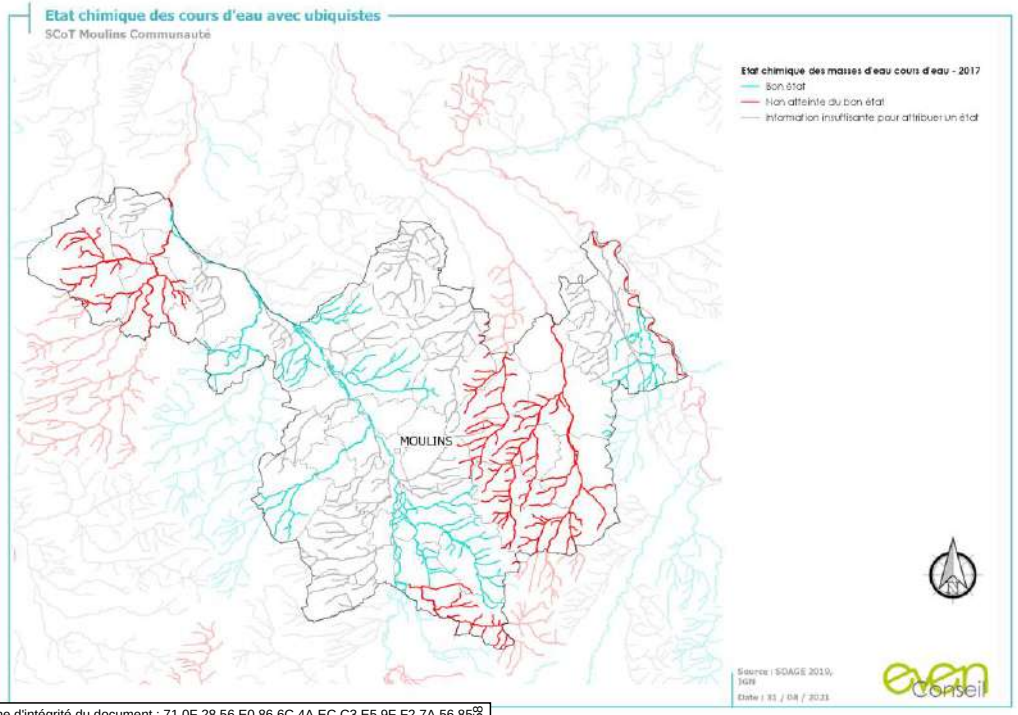
Le réseau hydrographique local et l'Etat des masses d'eau

› ÉTAT DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES

Au l'échelle du territoire, si on regarde l'état écologique des cours d'eau, seuls Le Ruisseau de la Loire et Le canal latéral à la Loire sont recensés comme ayant un bon état écologique. **Le reste du réseau hydrographique a un état écologique moyen voir médiocre** à **l'exception du Ruisseau des Veines, de La Goutte Champ-Loue et de L'Engièvre qui, quant à eux, dispose d'un état écologique mauvais.**

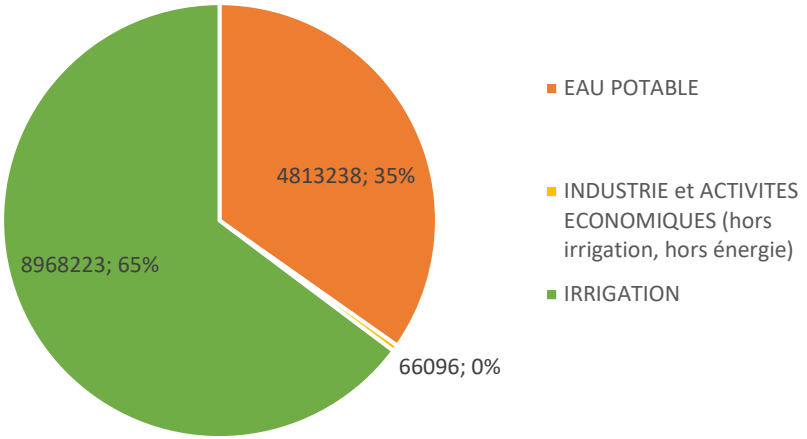
Concernant l'état chimique des cours d'eau du territoire. Plusieurs cours d'eau sont identifiés comme n'atteignant pas le bon état chimique: L'Acolin et ses affluents, le Luzeray et ses affluents, la Bieudre et ses affluents et la Loire depuis la confluence de la Besbre jusqu'à la confluence avec l'Aron.



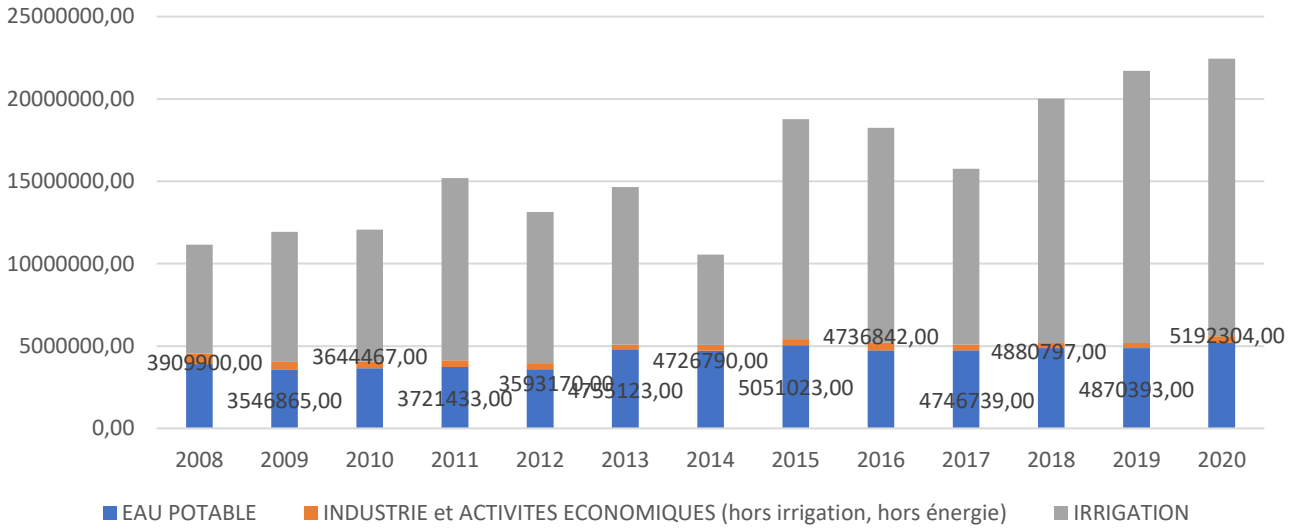


Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 297/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Répartition des prélèvements du territoire en 2021, en m3 (Source : BNPE)



Evolution des prélèvements totaux sur le territoire de Moulins Communauté (Source : BNPE)

Usages et pressions

Les usages de l'eau sont multiples et peuvent être incompatibles entre eux ou avec les objectifs de bon état écologique. De forts prélèvements en eau accentuent la fragilisation des milieux pouvant entrainer des crises et des conflits d'usage en période d'étiage.

Selon la base BNPE, en 2020, quatre usages nécessitent de prélever de l'eau au sein du territoire du territoire :

- L'industrie et activité économique
- La production d'eau potable
- L'eau turbinée
- L'irrigation

Le volume prélevé en 2021 est d'environ 13,8 millions de m3. Le secteur de l'irrigation est celui qui demande le plus important volume d'eau prélevé (65%), suivis de l'alimentation en eau potable avec 35% de volume prélevé. L'industrie et les activités économiques représentent 66 096m3 prélevés.

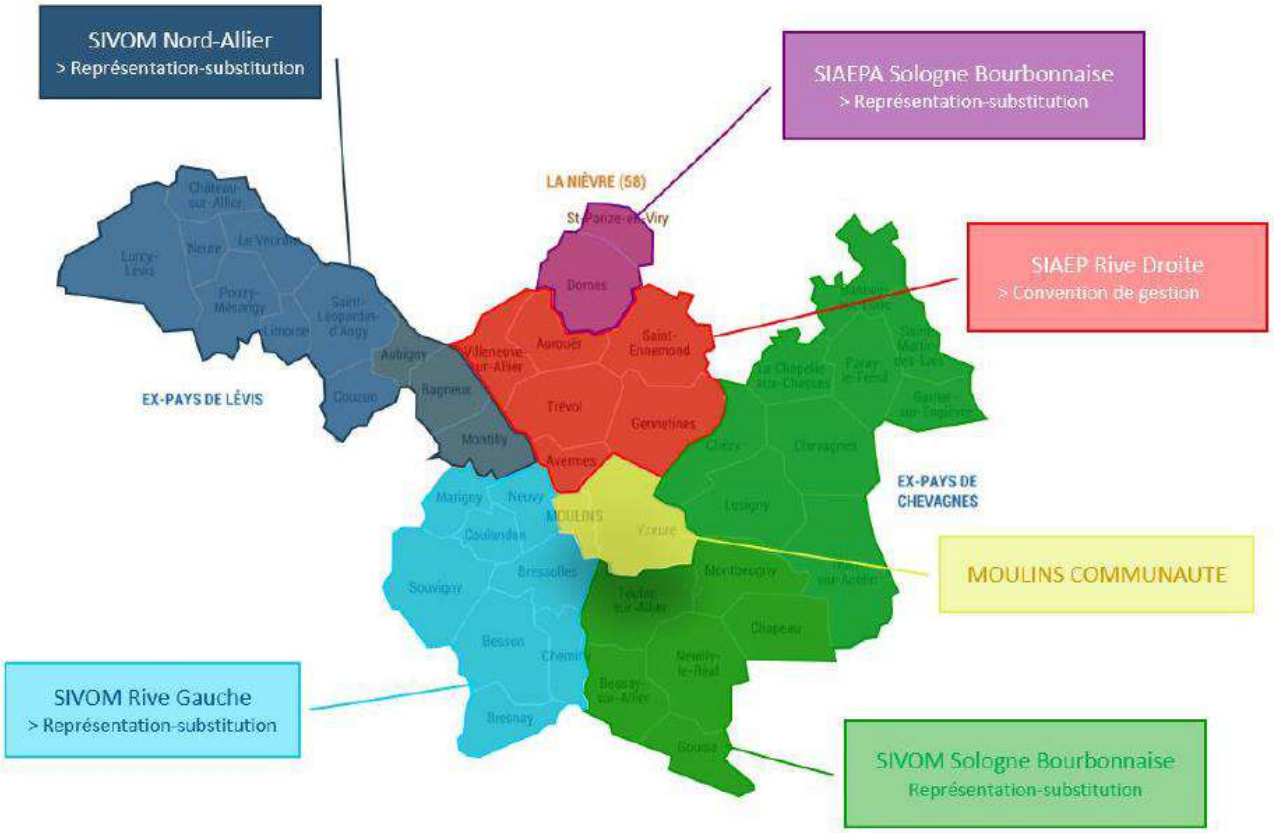
Depuis 2008 l'évolution des prélèvements totaux ne semble pas suivre une tendance, les années 2013, 2015, 2016 et 2020 sont marqués par de fort prélèvement avec respectivement 85,0, 71,4, 69,4 et 78,8 millions de m3 d'eau prélevé. Entre 2017 et 2019, la moyenne des prélèvements été de 42,8 millions de m3.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 298/558

Usages et pressions : l'alimentation en eau potable (AEP)

Au 1er janvier 2023, le territoire d'exercice de la compétence « Eau potable » s'étend sur 44 communes de la manière suivante :



Source : RPQS 2023 Moulins Communautés

› UNE GESTION FRAGMENTÉE

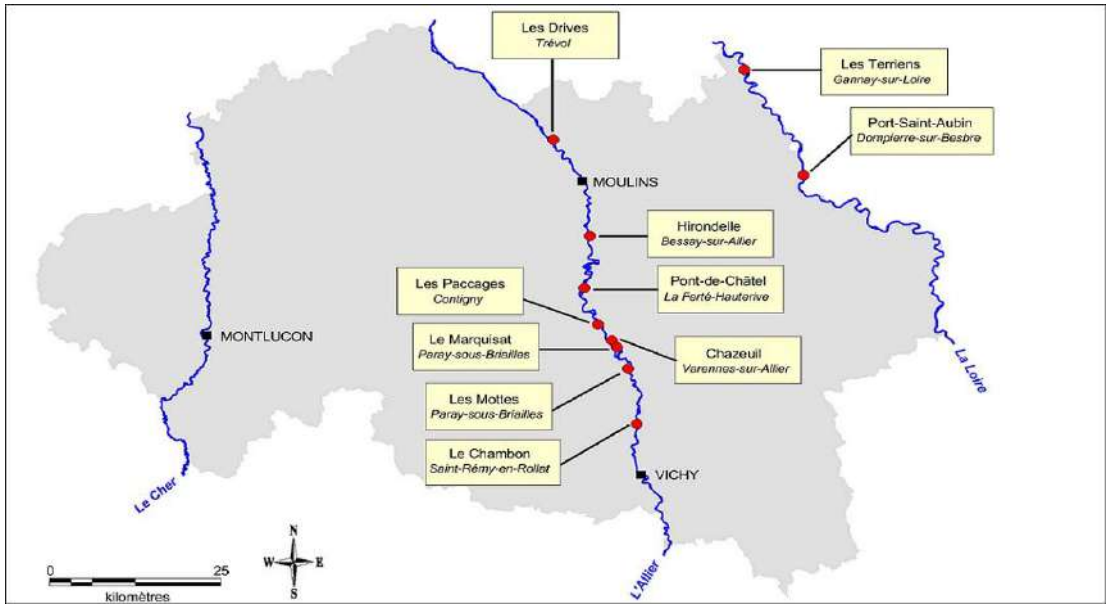
Le territoire de l'Agglomération est concerné par 6 services de gestion des eaux différents : 3 SIVOM, 2 SIAEP et 1 service indépendant. Par ailleurs le territoire adhère au Syndicat Mixte des Eaux de l'Allier (SMEA) qui a notamment vocation à réaliser les travaux visant à sécuriser l'alimentation en eau potable. De plus, il existe des interconnexions entre les syndicats gestionnaires financées par le SMEA.

› UNE DIVERSIFICATION DES SOURCES D'ALIMENTATION TRÈS INÉGALE

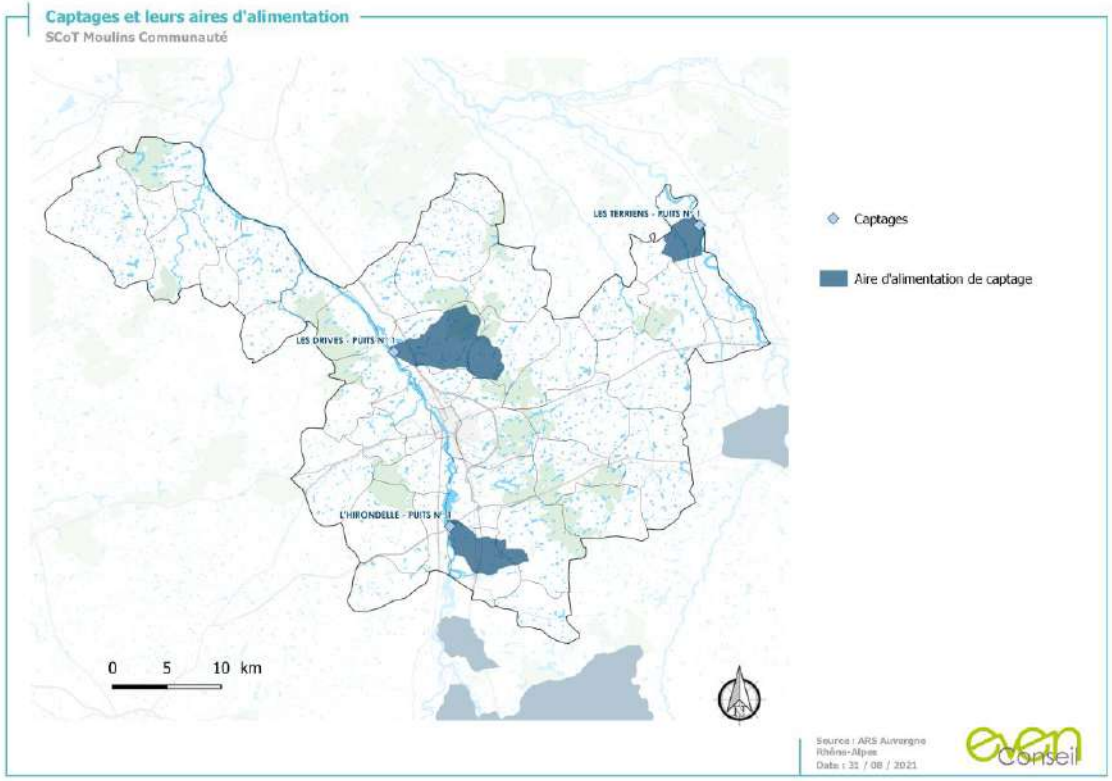
L'Agglomération moulinoise est traversée en totalité par la rivière Allier et bordée par la rivière Loire, deux « réservoirs » d'eau essentiels pour le territoire intercommunal. En effet, l'eau puisée pour alimenter l'agglomération provient de 3 nappes souterraines : celle de l'Allier, celle de la Loire et celle de la Besbre. On compte 16 zones de captages qui alimentent le territoire, 7 dans le périmètre de l'agglomération et 9 à ses abords. Des interconnexions entre les syndicats gestionnaires sont également en place, soit sous forme de vente d'eau, soit sous forme de raccordement des réseaux utilisé dans l'éventualité où un épisode de pollution occasionnelle interviendrait. Néanmoins, certaines structures n'ont qu'une position de vendeur et sont donc alimentées par une seule zone de captages: la sécurité de l'alimentation de leur communes membres est donc limitée.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 299/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Source: Syndicat Mixte des Eaux de l'Allier



Usages et pressions : l'alimentation en eau potable (AEP)

› CERTAINS CAPTAGES MENACÉS

En raison des problématiques liées aux taux de nitrates et de pesticides, induisant une mauvaise qualité des eaux brutes, 3 zones de captages situées sur le territoire de Moulins Communauté ont été qualifiés par le SDAGE Loire Bretagne 2016-2020 comme étant prioritaires: les terriens à Gannay-sur-Loire, l'hirondelle à Toulon-sur-Allier et les drives à Trévol. On en compte également deux situés en bordure mais alimentant le SCOT: les Pacages à Contigny et Port-Saint-Aubin à Dompierre-sur-Besbre.

› UNE PROTECTION DES CAPTAGES GLOBALEMENT ASSURÉE

La protection des ouvrages de captage du territoire est bien assurée puisque les indices d'avancement de la protection de la ressource en eau se trouvent entre 80 et 100%. Chaque captage alimentant le territoire fait l'objet d'une DUP.

› UNE EAU DISTRIBUÉE CONFORME AUX NORMES DE POTABILITÉ

L'eau distribuée est globalement conforme aux normes bactériologiques de potabilité puisque le taux de conformité microbiologique est de 100% en 2023, excepté pour le SIVOM Sologne Bourbonnaise (98,9%). Le taux de conformité physicochimique est de 100% excepté pour excepté pour le SIVOM Sologne Bourbonnaise (99,5%).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 300/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Usages et pressions : l'alimentation en eau potable (AEP)

› DES CAPACITÉS DE PRODUCTION…

Les structures gestionnaires ont de bonnes capacités de production. Néanmoins, sur la carte ci-contre, on observe un écart souvent important entre la production d'eau pour le territoire (soit hors vente d'eau à d'autres structures) et la consommation. Cet écart sous-entend que les réseaux sont défaillants: ils induisent des pertes dues notamment à la fragilité des canalisations souvent anciennes qui provoquent des fuites.

De manière générale, le taux de renouvellement des réseaux d'eau potable est faible. En effet, le renouvellement des canalisations coûte très cher (environ 150€ pour 1m de réseau) en comparaison avec la réparation d'une fuite, d'où ce faible taux.

› DES PERTES GLOBALEMENT FAIBLES TÉMOIGNANT D'UN BON RENDEMENT DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION

A l'appui des Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité du Service d'Alimentation en eau potable en 2023 transmis à l'Observatoire national, il apparait qu'au droit du territoire, les rendements des réseaux sont compris entre 79,1% et 90,3% avec un rendement moyen de 85%. Cela signifie qu'entre 20,9% et 9,7% de l'eau traitée et envoyée dans les réseaux pour distribution est perdue. A titre de comparaison, le rendement moyen des réseaux de distributions d'eau potable en France est évalué à près de 81,3% en 2022.

Les performances des réseaux induisent une pression conséquente sur la ressource qui viennent alimenter les problématiques quantitatives des masses d'eau au droit du territoire communautaire. Cette pression pourrait en outre s'accroitre dans le cadre du réchauffement climatique et l'augmentation du risque caniculaire nécessitant une augmentation des besoins en eau potable pour des raisons sanitaires.

Par ailleurs, la Loi Grenelle de 2010 vise à inciter les collectivités en charge des services d'eau à améliorer leur rendement d'eau potable. Elle fixe ainsi aux collectivités l'objectif d'atteindre un rendement de l'ordre d'au moins 85% ou en absence de plan d'actions un rendement pouvant être inférieur à 85% mais ne descendant pas en-deçà de 65%. Par conséquent, la lutte contre les pertes en réseaux apparait comme un enjeu sur le territoire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 301/558

Usages et pressions : les capacités épuratoires du territoire

UNE COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF DÉSORMAIS HARMONISÉE

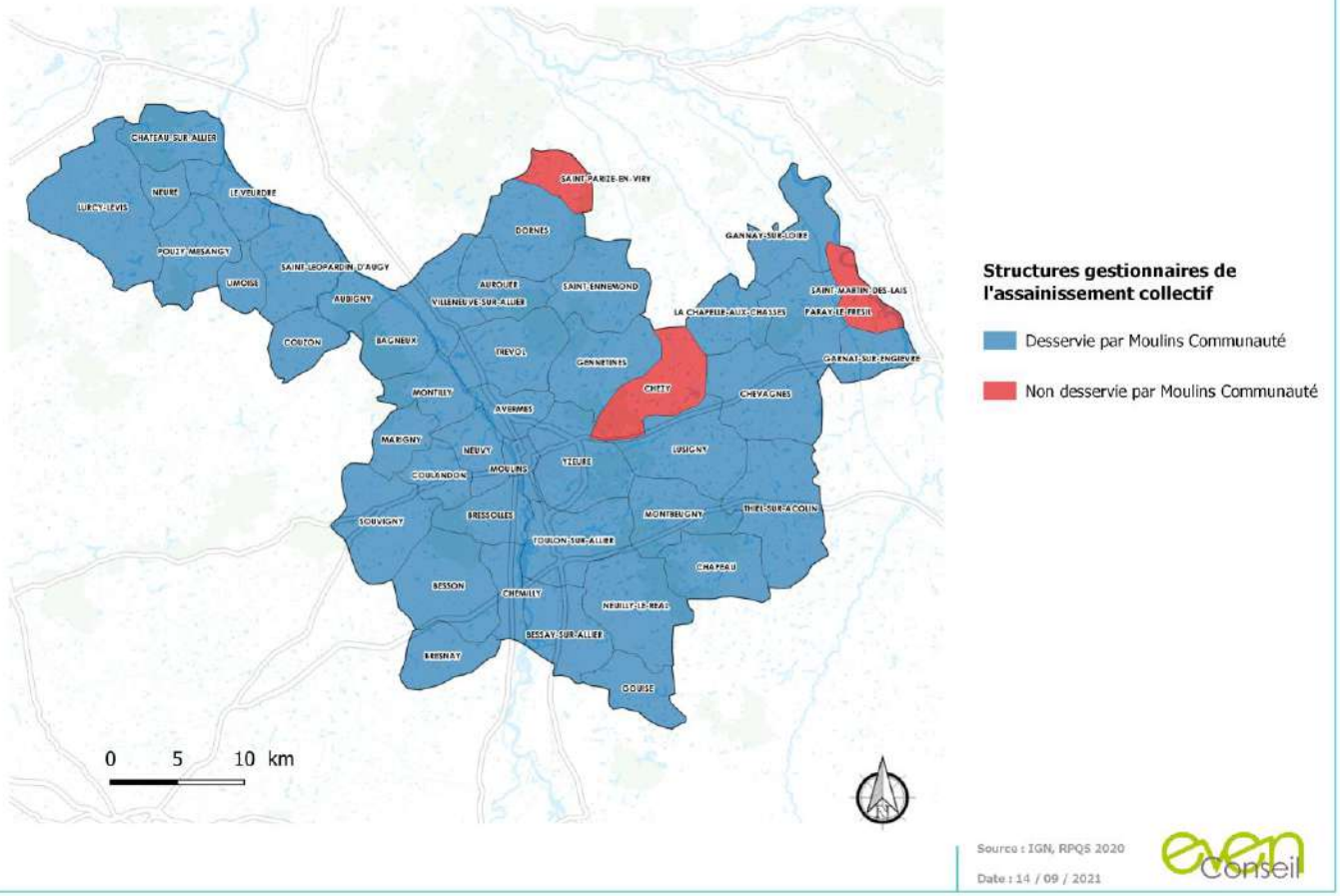
En 2015, l'assainissement collectif était géré au niveau communal pour les communes de l'est du territoire, de l'extrême nord et de l'extrême ouest du territoire. Les autres étaient gérées par Moulins Communauté ou par le SIVOM Nord Allier (cf. Carte ci-contre). Au 1er janvier 2023, le territoire d'exercice de la compétence « Assainissement collectif » s'étend sur 41 communes sur 44 équipées d'un système d'assainissement collectif.

Les effluents collectés dans la zone urbaine, soit MOULINS, YZEURE et AVERMES, mais aussi NEUVY et en partie BRESSOLLES et TOULON/ALLIER, sont traités à la station d'épuration des Isles à AVERMES. Les effluents collectés dans les autres communes sont traités dans les installations propres à chacune d'elles. Il y a 42 stations d'épuration rurales.

Les communes de Chézy, de Saint-Martin-des-Lais et de Saint-Parize-en-Viry ne disposent pas de système d'assainissement collectif. La commune de Neuvy ne possède pas de STEP. Les eaux usées collectées sont refoulées sur le réseau de la ville de Moulins pour être traitées à la station d'épuration des Isles à Avermes.

.

Compétence assainissement collectif en 2020
SCoT Moulins Communauté



Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 302/558

Les capacités épuratoires du territoire

Commune	Nom	Type de traitement	Année de mise en service ou réhabilitat°	Capacité			Volume by-passé en A2	Charge entrante (A3)		Volume traité (m^3)	Boues évacuées en T MS
				EH	m^3/j	kg DBO5	m^3/j	m^3/j	kg DBO5/j		
Bessay		Boues activées	2010	3 150	344	189	7 045	176	142,4	87 073	30,29
Lusigny	L'étang d'été	Boues activées	1997	1 825	507	110	346	234	23,6	95 970	20,49
Lurcy-Lévis		Boues activées	1995	1 800	270	108	14 788	199,5	37,1	72 821	10,60
Souvigny		Boues activées	2011	1 720	740	103	641	272,3	31,6	143 264	22,33
Toulon	Bourg	Boues activées	1999	1 400	210	84	pas de A2	166,1	50,4	60 833	8,42
Neuilly-le-Réal		Boues activées	1991	1 125	187	67,5	26 073,7	151,7	41,1	55 359	13,36
Trévol	Bourg	Boues activées	2016	1 100	185	66	611	128,6	17,7	72 127	0,0
Domes		Boues activées	1971	1 000	182	60	pas de mesure	52,7	18,0	19 241	0,72
Villeneuve	Bourg	Rhizopur ©	2015	850	202	51	2110,6	126,0	21,8	53 889	0,0
Chevagnes		Boues activées	2011	800	120	48	pas de A2	83,8	8,1	25 283	2,05
Montbeugny		Rhizopur ©	2008	700	125	42	8362,1	78,9	24,2	24 401	0,0
Thiel s/Ac.		Filtre planté de roseaux	2016	650	116	39	en cours d'équipement	79,5	17,3	29 023	0,0
Bressolles	Bourg	Boues activées	1999	600	110	36	13	48,2	16,5	17 602	6,74
Garnat s/E		Boues activées	2002	600	90	36	pas de A2	30,3	11,8	11 085	1,47
Gannay s/L		Filtre planté de roseaux	2012	450	67,5	27	<500 E.H	29,7	3,1	10 828	0,0
Gennetines		Boues activées	1990	450	75	27	<500 E.H	60,6	8,2	22 121	6,13
Chemilly		Boues activées	2001	400	60	24	<500 E.H	40,4		14 745	2,76
St Ennemond		Boues activées	1982	370	75	22,5	<500 E.H	46,1		16 778	6,11
Le Veurdre		Boues activées	1970	360	54	21,6	<500 E.H	44,7		16 315	1,63
Aurouer		Filtre planté de roseaux	2011	350	69,8	21	<500 E.H	35,6	4,1	12 996	0,0
Coulandon	Bourg	Boues activées	1992	315	53	19	<500 E.H	32,2		11 745	1,54
Besson		Lit bactérien	1996	225	37	13,5	<500 E.H	22,2		8 107	0,68
Paray-le-Frésil		Filtre à sable	2009	220	33	13,2	<500 E.H	8,1	2,4	2 263	0,25
Bresnay		Lit bactérien	1999	200	30	12	<500 E.H	22,1	4,8	8 049	0,5
Coulandon	Poterie	Lagune	1995	200	30	12	<500 E.H				0,0
Bagneux		Lit bactérien	2002	190	28	11,4	<500 E.H	23,2		8 470	0,38
Marigny		Lagune	2001	180	27	10,8	<500 E.H	1,7	0,2		0,0
Bressolles	Longué	Lit bactérien	2004	180	27	10,8	<500 E.H	16,7		6 077	0,67
Couzon		Filtre planté de roseaux	2011	180	27	10,8	<500 E.H	2,6	1,7	2 187	0,0
Montilly		Lit bactérien	1998	180	27	10,8	<500 E.H	2,8	0,8	3 118	0,46
St Léopardin		Boues activées	1982	162	36	9,7	<500 E.H	11,9	6,1		0,65
Château s/A		Lagune	1992	145	24	8,7	<500 E.H	1,6	0,5		0,0
La Chapelle		Filtre à sable	2009	100	15	6	<500 E.H			7 634	0,32
Neure		Lit bactérien	1998	100	15	6	<500 E.H				0,42
Goulse		Filtre planté de roseaux	2020	95	14	5,7	<500 E.H	3,8	1,8	2 468	0,00
Coulandon	Cerbilly	Filtre à sable	2000	95	14	5,7	<500 E.H	5,9	2,2		0,24
Chapeau		Lit bactérien	1988	90	15	5,4	<500 E.H				0,47
Pouzy		Lit bactérien	1986	90	15	5,4	<500 E.H	18,0		6 577	0,23
Limoise		Lit bactérien	1992	80	14	4,8	<500 E.H	1,4	0,3		0,30
Toulon	Michelet	Lagune	1989	70	11	4,1	<500 E.H	7,2	1,4		0,0
Aubigny		Lit bactérien	2001	60	9	3,6	<500 E.H			2 644	0,32
Paray-le-Frésil	Les Voisins	Lagune	1984	30	4,5	1,8	<500 E.H				0,0

Source : RPQS Communauté Agglomération de Moulins 2023

Les communes raccordées à la STEP des Isles sont les communes suivantes :

- Moulins
- Yzeure
- Avermes
- Neuvy
- Toulon sur Allier (en partie seulement)
- Bressolles (en partie seulement)

La station d'Isles à été mises en service en 1994 après avoir été rénovée. Elle est de type boues activées à faible charge, et possède une capacité nominale de 50.000 équivalents/habitants.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 303/558

Commune	Nom	Date récépissé/ autor STEP	Bilans	Dépasst	Rédh	Conf. annuelle Locale	Conf. annuelle Nationale	Observations	Modalités d'autosurveillance (Arr. 21/07/2015)
Bessay		26/09/2008	12	0	0	OUI	OUI		12 bilans par an
Lusigny	L'étang d'été	28/06/2007	2	0	0	OUI	OUI	1 dépassement en phosphe en concentration et en rdt mais la moyenne annuelle est conforme (1,90 mg/l)	2 bilans par an (conformité en moy annuelle)
Lucy-Lévis		16/05/1995	2	0	0	OUI	OUI		
Soumany		22/07/2008	2	0	0	OUI	OUI	A5 = 3643 m3 en 2023	
Toulon	Bourg	26/03/1998	2	0	0	OUI	OUI		
Neuilly-le-Real		11/08/2006	2	0	0	OUI	OUI		
Trévol	Bourg	14/06/2012	2	0	0	OUI	OUI		
Dornes		05/03/2018	1	3	3	NON	NON	Station vétuste, mauvais fonctionnement	1 bilan par an
Villeneuve	Bourg	14/02/2012	1	0	0	OUI	OUI		
Chevagnes		14/02/2008	1	0	0	OUI	OUI		
Montbeugny		28/06/2005	1	4	2	NON	NON	Déversement en A2 alors que le Q nominal de la step n'est pas atteint (Prise en compte d'une partie du A2 dans le calcul des concentration de sortie. Cause : débit d'une des 2 pompes d'alimentation des lits roseaux faible => pompe usée	
Thiel s/Ac.		18/12/2014	1	0	0	OUI	OUI		
Bressolles	Bourg	12/08/1998	1	0	0	OUI	OUI		
Garnat s/E		28/05/1999	1	0	0	OUI	OUI		
Gannay s/L		14/03/2012	1	0	0	OUI	OUI		1 bilan tous les 2 ans (nouvelles) 1 mesure tous les ans (anciennes)
Gennetines		27/12/2005	1	0	0	OUI	OUI		
Chemilly		04/12/2000	0					pas de B24h en 2023	
St Ennemond		03/03/2006	0					pas de B24h en 2023	
Le Veurdre		07/12/1999	0					pas de B24h en 2023	
Aurouer		27/02/2008	1	0	0	OUI	OUI		
Coulandon	Bourg	11/08/2006	0					pas de B24h en 2023	
Besson		11/08/2006	0					pas de B24h en 2023	
Paray-le-Frésil		01/02/2008	1	0	0	OUI	OUI		
Bresnay		12/04/2002	1	0	0	OUI	OUI		
Coulandon	Poterie	11/08/2006	0					pas de B24h en 2023	
Bagneux		NS	0					pas de B24h en 2023	
Marigny		NS	1	0	0		OUI		
Bressolles	Longvé	NS	0					pas de B24h en 2023	
Couzon		NS	1	0	0		OUI		
Montilly		NS	1	0	0		OUI		
St Leopardin		NS	1	2	1		NON	Fortes pluies les heures précédentes la visite - Dépassement rédhibitoire en MES et dépassement en DCO	
Château s/A		NS	1	0	0		OUI		
La Chapelle		NS	0					pas de B24h en 2023	
Neure		NS	0					pas de B24h en 2023	
Gouise		NS	1				OUI		
Coulandon	Certilly	NS	1	0	0		OUI		
Chanceau		NS	0					pas de B24h en 2023	
Pouzy		NS	0					pas de B24h en 2023	
Limoise		NS	1	2	1		NON	Fortes pluies les jours précédents le B24h, station lessivée => dépassement rédhibitoire en MES	
Toulon	Michelet	NS	1	1	1		NON	Lagunes à curer	
Aubigny		NS	0					pas de B24h en 2023	
Paray-le-Frésil	Les Voisins	NS	0					pas de B24h en 2023	

Les capacités épuratoires du territoire

› CERTAINS ÉQUIPEMENTS NE SONT PAS CONFORMES

Le tableau ci-contre montre que 5 STEP ne sont pas conformes. La plupart des non conformités observées traduisent les limites techniques de certaines stations dues à leur vétusté ou à leur type (Dornes, St Léopardin d'Augy, Limoise). A Montbeugny, il s'agit d'une situation ponctuelle générée par la défaillance d'un équipement. A Toulon Michelet, les lagunes vont être curées en 2024.

Les capacités hydrauliques de la station d'épuration des Isles n'étant que de 28 000 m3/j, tous les rejets par le by-pass alors que le débit entrant excède cette capacité de traitement mais reste en dessous du débit de référence sont susceptibles d'entrainer une non-conformité depuis le 26 avril 2018. C'est pourquoi des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de l'agglomération de Moulins ont démarré en 2023.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 304/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Communes	Nb total installations	Installations contrôlées			Non contrôlées
		P1	P2	P3	
Aubigny	44	0	22	8	14
Aurouër	84	4	63	12	5
Avermes	291	2	176	89	24
Bagneux	58	4	33	16	5
Bessay	103	2	72	24	5
Besson	283	5	182	66	30
Bresnay	149	6	86	40	17
Bressolles	168	2	130	31	5
Chapeau	78	9	45	22	2
La Chapelle-aux-Chasses	69		56	7	6
Château-sur-Allier	85	1	1	22	61
Chemilly	224	5	165	37	17
Chevagnes	99		69	25	5
Chézy	112	4	62	40	6
Coulandon	155	8	101	34	12
Couzon	142		2	31	109
Dornes	183		3	22	158
Gannay-sur-Loire	127		103	6	18
Garnat-sur-Engièvre	192	0	138	26	28
Gennetines	190	1	114	51	24
Gouise	66	20	21	22	1
Limoise	82		2	10	70
Lurcy-Lévis	478		8	88	382
Lusigny	267	1	220	20	26
Marigny	63	1	35	19	8
Montbeugny	105	2	52	34	17
Montilly	199	3	110	64	22
Moulins	116	6	83	11	16
Neuilly-le-Réal	209	5	135	53	16
Neure	94		1	16	77
Neuvy	293	29	149	81	34
Paray-le-Frésil	153	1	114	15	23
Pouzy-Mésangy	219		6	39	174
Saint-Ennemond	176	3	118	44	11
Saint-Léopardin-d'Augy	151	1	2	29	119
Saint-Martin-des-Lais	74		48	13	13
Saint-Parize-en-Viry	84		2		82
Souvigny	302	10	197	66	29
Thiel-sur-Acolin	265		174	42	49
Toulon-sur-Allier	156	14	88	32	22
Trévol	425	4	229	165	27
Le Veurdre	67		2	6	59
Villeneuve-sur-Allier	179	13	100	40	26
Yzeure	325	9	183	98	35
TOTAL	**7 384**	**175**	**3 702**	**1 616**	**1 889**
	Taux de conformité = 29,42 %				

P1 : Dispositifs présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement

P2 : Installations incomplètes ou significativement sous dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs

P3 : installations aux normes actuelles

Source: RPQS 2023 – Moulins Communauté

Les capacités épuratoires du territoire

› UNE COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DÉSORMAIS GÉRÉE AU NIVEAU INTERCOMMUNAL

En 2015, l'assainissement non collectif était géré par plusieurs structures: Moulins Communauté, pour les communes qui faisait partie de son périmètre en 2015, et 3 syndicats. Aujourd'hui, étant donné l'agrandissement du périmètre de l'agglomération, l'assainissement non collectif de toutes les communes est géré par l'EPCI.

■ UNE MISE EN ŒUVRE DE L'ANC EN COURS ET UN TAUX DE CONFORMITÉ DES ÉQUIPEMENTS FAIBLE

On observe un taux de raccordement à l'assainissement collectif élevé pour les communes qui faisait déjà partie de Moulins Communauté en 2015. On retrouve donc peu de secteurs dont l'assainissement est géré par des équipements individuels.

En effet, selon le Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement de 2023, le nombre d'installations d'assainissement collectif s'élève à 7 384, soit 13 998 habitants.

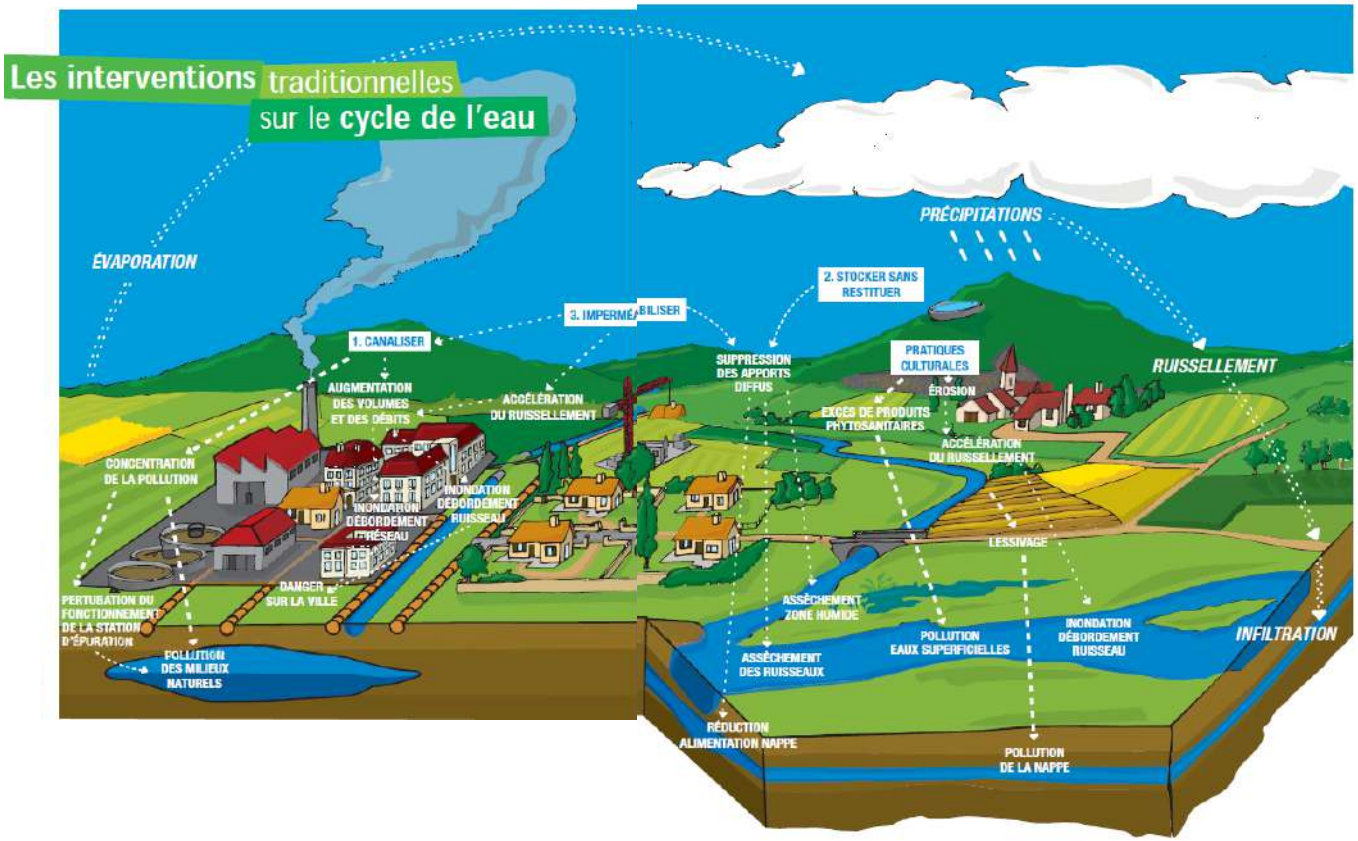
En 2023, le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation est le suivant : 29,42% (74% des installations contrôlées).

Cet indicateur n'aura de véritable signification que lorsque l'ensemble des habitations aura été contrôlé. En fonction des motifs de non-conformité, des pollutions résiduelles sur les milieux peuvent être causées. toutefois, il convient de souligner que l'assainissement non collectif constitue un mode de traitement des eaux usées aussi efficace que l'assainissement collectif lorsque la conformité du dispositif est respectée. cette technique est à privilégier dans les zones où l'habitat est dispersé, toutefois, l'implantation des installations d'assainissement non collectif, doit tenir compte de la proximité des périmètres de protection des captages publics et privés ainsi que des lieux de baignade.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 305/558

La gestion des eaux pluviales



Intervention sur l'eau pluviale dans le cycle de l'eau / Stratégie et solutions techniques, Région Rhône-Alpes

De manière globale, **l'assainissement des eaux pluviales constitue un enjeu essentiel afin de préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines**. Dans le cadre du SCoT, une attention devra être apportée pour maîtriser l'imperméabilisation des sols et les problématiques d'eaux claires parasites arrivant dans les STEP avec la promotion du réseau séparatif.

Des initiatives ont déjà été prises au sein de Moulins Communauté, notamment la création d'un guide pratique de gestion durable des eaux pluviales ainsi que des fiches calcul des ouvrages de rétention à destination des responsables d'aménagement.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 306/558

Ressource en eau (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Territoire concerné par des outils de gestion de l'eau (SDAGE, SAGE, Contrat de territoire Eau et Climat)	⬀	Le changement climatique est susceptible d'impacter la ressource en eau. Des pratiques agricoles et activités humaines qui fragilisent les sols et nappes. Les outils existants devraient permettre de maintenir ou améliorer l'état des masses d'eau (SDAGE, SAGE)
-	Ressource en eau fragile, territoire en zone vulnérable aux nitrates et sensible à l'eutrophisation.	?	
-	3 masses d'eau sont de mauvaises qualités d'un point de vue chimique, seulement 2 cours d'eau sont recensés comme ayant un bon état écologique.	?	
+	La protection des ouvrages de captage du territoire est bien assurée puisque les indices d'avancement de la protection de la ressource en eau se trouvent entre 80 et 100%.	⬀	
+	Les taux de conformité microbiologique et physico-chimique sont de 100%, excepté pour le SIVOM Sologne Bourbonnaise qui sont respectivement de 99,5% et 98,9%.	?	
+	Rendement moyen des réseaux de distribution de 85%.	⬀	Perte de la production d'eau potable lié à la défaillance des réseaux. Le taux de renouvellement des réseaux d'eau potable est faible. La moyenne au niveau nationale est de 80%.
+	La plupart des communes disposent d'au moins une station d'épuration (STEP). Certaines possèdent plusieurs équipements.	?	
-	5 STEP ne sont pas conformes. La plupart des non-conformités observées traduisent les limites techniques de certaines stations dues à leur vétusté ou à leur type. La STEP d'Isles est susceptible d'entrée en non-conformité depuis 2018	-	Des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de l'agglomération de Moulins ont démarré en 2023.
-	29,42% des installations d'assainissement non collectif (7384 sur le territoire) conformes (pour 74% des installations contrôlées)	?	Cet indicateur n'aura de véritable signification que lorsque l'ensemble des habitations aura été contrôlé.

Synthèse et perspective d'évolution : Ressource en eau

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⬀ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 307/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

- Une gestion locale de la ressource en eau permise par la présence de deux SAGE en vigueur sur le territoire, dont un couvrant la majorité du périmètre, et un contrat territorial ;
- Une bonne protection de la ressource avec un indice moyen de 80% sur l'ensemble de l'Agglomération ;
- Une bonne qualité de l'eau distribuée ;
- Des taux de pertes plutôt faibles, sauf pour Moulins Communauté
- Une bonne qualité de traitement par les stations d'épuration ;
- Un morcellement de la gestion de l'eau potable ;
- Une alimentation en eau potable peu sécurisée au sein du service des eaux de Moulins ;
- Cinq zones de captages alimentant le territoire, identifiées comme prioritaires par le SDAGE ;
- 2 communes ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif – Chézy et Gouise – et une commune ne dispose d'aucune STEP: Neuvy ;
- Un mauvais niveau de performance des stations d'épuration: beaucoup sont soit en surcharge, soit en sous-charge ;
- Une faible qualité de l'épuration par les équipements individuels dû à une minorité des équipements conformes.

ENJEUX

- L'atteinte des objectifs de bon état des cours d'eau et des masses d'eau souterraines fixés par le SDAGE ;
- La maîtrise des pollutions agricoles ;
- L'adaptation des systèmes d'assainissement du territoire en fonction des besoins actuels et futurs (mise aux normes, augmentation de la capacité…) ;
- La cohérence entre les objectifs de développement et la disponibilité de la ressource en eau et la performance des équipements d'alimentation en eau potable (réseaux, captages…).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 308/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

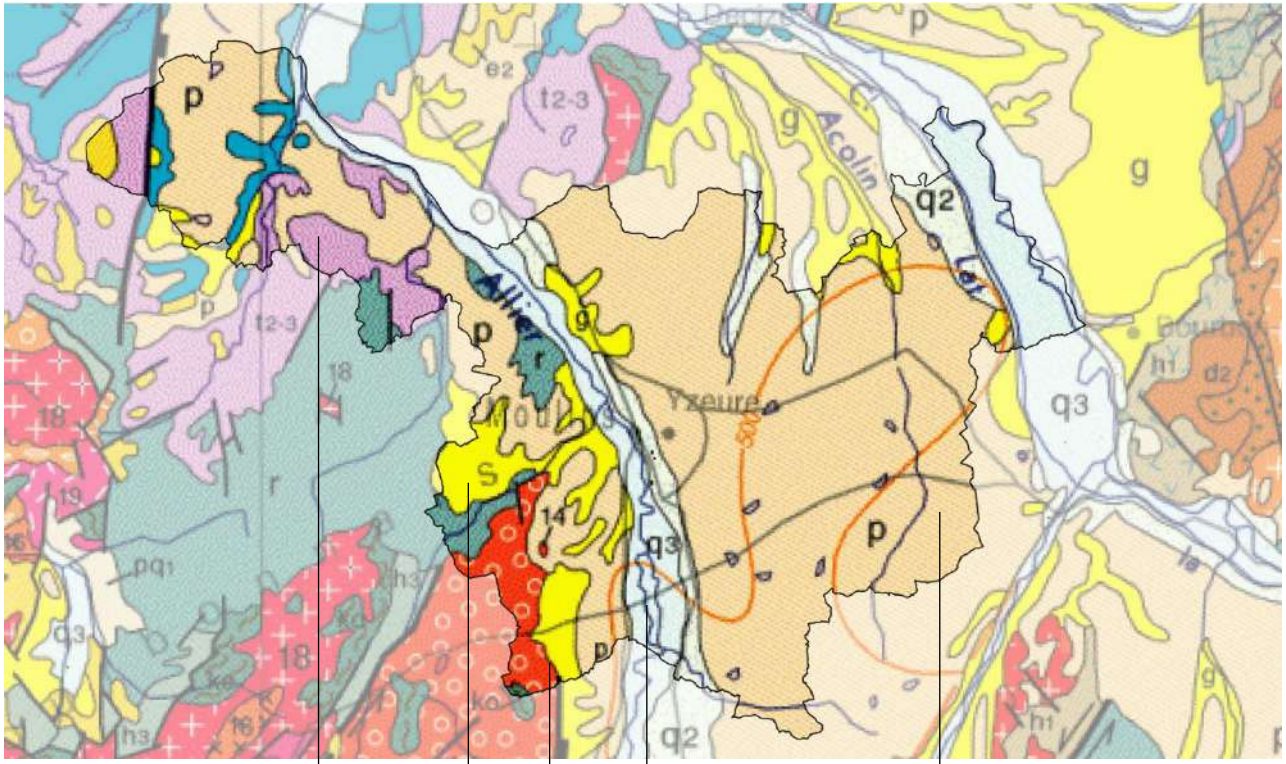


4 RESSOURCE MINÉRALE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les caractéristiques géologiques du territoire



Marne

Calcaire

Puzzle de toutes les formations existantes

Formation alluviales

Formation de sables et argiles

Le territoire de la Communauté est un plateau marqué par de nombreux vallons et vallées, comprenant quatre entités géologiques principales :

- **Formations alluviales** : Composées de sédiments meubles, sables et argiles quaternaires récents, présentes dans la vallée de l'Allier et de la Loire, avec de nombreux étangs dans le cours supérieur des vallons.
- **Formations de sables et argiles du Bourbonnais :** Dépôts du Miocène supérieur et Pliocène, constitués de bancs argileux, couches sableuses ou caillouteuses, avec matériaux siliceux localisés (notamment à Trévol).
- **Diversité de formations à l'Ouest de l'Allier :** Mélange de formations sableuses, argilo-sableuses, sableuses à galets, argileuses (sable, argiles, grès, calcaire, marnes) et socle cristallin de granite.
- **Plateau calcaire :** Situé au nord de Souvigny et une grande partie de Marigny, appelé calcaires de St Menoux, composé de calcaires et marnes parfois sableuses, limité par les vallées de l'Ours et de la Queune.

Le SRC AURA a été approuvé en décembre 2021. Il fixe 3 objectifs principaux :

› Approvisionner durablement la région en matériaux et substances de carrières, en soutien aux politiques publiques d'accès au logement et à la relance des filières industrielles françaises ;

› Viser l'excellence en matière de performance environnementale, en exigeant des projets de carrières exemplaires sur la réduction des nuisances et des impacts ;

› Ancrer dans les stratégies territoriales de planification la gestion des ressources en matériaux, en particulier par la compatibilité des schémas de cohérence territoriale (SCoT) avec le schéma

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 310/558

Commune	Nom du site	Fin de validité de l'arrêté d'exploitation	Type de ressource	Usages	Réaménagement
Thiel-sur-Acolin	Les Bardiaux	15/12/2029	Roches sédimentaires, argile	Kaolinite	Zone agricole
Lurcy-Lévis	La Carelle	01/12/2028	Roches sédimentaires	Sable	Zone agricole
Lurcy-Lévis	Les Baudrans	06/02/2048	Roches sédimentaires	Calcaire, concassé de roche calcaire	Réaménagement écologique
Bessay-sur-Allier	Les Jean Martins	19/07/2025	Roches sédimentaires	Sable et gravier, granulat alluvionnaire	Zone agricole
Toulon-sur-Allier	Les Proux	20/10/2027	Roches sédimentaires	Sable et gravier alluvionnaires	Zone agricole
Souvigny	La Fauchère	29/10/2045	Granites	Concassé de roche plutonique	Réaménagement écologique
Lurcy-Lévis	Pont de l'Etau	26/11/2043	Roches sédimentaires	Sables et graviers alluvionnaires	Plan d'eau
Neuvy	Le Champs de l'Ile et Les Plottes	27/07/2022	Roches sédimentaires	Sable, graviers, galet alluvionnaire	Plan d'eau
Neuilly-le-Réal	Les Vayots	21/03/2032	Roches sédimentaires	Sables et graviers alluvionnaires	Réaménagement écologique
Besson	Bois des Landes	05/02/2032	Granites	Concassé de roche plutonique	Réaménagement écologique

Liste des carrières en activités sur le territoire du SCoT de Moulins Communautés (Source Minéral Info, BRGM) BRGM)

La production sur le territoire

Actuellement 10 carrières sont actives sur le territoire.

Le SRC identifie 4 677ha classé en gisements d'intérêt régional et national. Il s'agit de gisement de quartz, gypse, argiles et calcaires.

Ces gisements sont d'intérêt national, c'est-à-dire qu'ils présentent un intérêt particulier à la fois du fait :

- De la faible disponibilité nationale des substances ou matériaux du gisement ;
- De la dépendance forte aux substances ou matériaux du gisement d'une activité répondant aux besoins peu évitables des consommateurs ;
- Et de la difficulté de substituer substances ou aux matériaux du gisement d'autres sources naturelles ou de synthèse produite en France dans des conditions soutenables.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 311/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Ressource minérale (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Le socle naturel du territoire est très riche en ressources alluvionnaires.	⇗	Impact environnemental négatif à prendre en compte: perte de biodiversité et des fonctionnalités des sols (fonctions agronomiques, fonctions filtrantes et absorbantes dans le cycle de l'eau, stockage du carbone). Le réaménagement des carrières en fin d'exploitation prévoit la création de zones agricoles, des réaménagements écologiques, plans d'eau.
-	Un sous-sol riche est exploité par 10 carrières.	⇗	

Synthèse et perspective d'évolution : Ressource minérale

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 312/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



5 DÉCHETS

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

LE SRADDET ET LE PRPGD

Depuis décembre 2019, Moulins Communauté est concerné par un seul et même document qui permet d'encadrer la gestion, la collecte et le traitement des déchets à l'échelle régionale : **le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)**.

Le PRPGD, adopté le 19 décembre 2019, répond à des objectifs clairement définis pour que la région Auvergne-Rhône-Alpes soit exemplaire dans sa réduction et sa gestion des déchets. Il s'intègre à présent au **SRADDET (Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'égalité des Territoires),** document issu de la loi NOTRe et encadré par l'ordonnance du 27 juillet 2016. Ce dernier a été adopté le 20 décembre 2019, le décret n°2016-1071 du 3 août 2016 en précise les modalités de mise en œuvre. Conformément aux articles L4251-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la planification des déchets constitue un volet du SRADDET.

Le SRADDET est organisé autour d'objectifs et de règles : les règles précisent la manière de mettre en œuvre les objectifs en identifiant notamment les documents et les acteurs à mobiliser. Ainsi, plusieurs objectifs régionaux traitant la problématique des déchets sont portés au sein du SRADDET :

- Stabiliser la production des déchets ménagers et assimilés, des déchets d'activités des entreprises (dont BTP) et des déchets dangereux.
- Accélérer le développement du recyclage des déchets, pour en faire une ressource pour les territoires.
- Améliorer la valorisation des déchets.
- Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets.
- Faire de la région une région exemplaire en termes d'économie circulaire.
- Mobiliser les ressources locales tels que les déchets pour renforcer la résilience et le développement des territoires (valorisation énergétique et matière et réemploi dans les territoires).

Les règles propres à la prévention et à la gestion des déchets font l'objet d'un tome spécifique dans le SRADDET auquel il convient de se référer lors de l'élaboration du PLUi. Le fascicule général des règles contient, tout de même, une règle liée à la prévention et la gestion des déchets que doivent respecter les acteurs compétents en matière de déchets :

- La règle n°42 : « Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets ». Ainsi, cette règle impose le suivi du processus suivant dans la gestion des déchets :

  Prévention → Préparation en vue du réemploi → Recyclage, valorisation matière → Valorisation énergétique → Elimination

De plus, le PLUi doit prévoir des réserves foncières dans le cadre de l'implantation d'installations de prévention, de valorisation et de traitement des déchets conformément aux prescriptions et recommandations du fascicule des règles du tome déchets.

L'article L541-13 précise le contenu du Plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) élaboré par la Région. Il comprend :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, leur nature, leur composition, et les modalités de transports ;
- Une prospective à termes de 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales, ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs.
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de 6 et 12 ans, comportant notamment la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs précédents et dans la limite des capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux non inertes fixée par le plan ;
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire (PRAEC).

Le PRPGD régional fixe trois grands axes prioritaires :

- Réduire la production de déchets ménagers de 12 % d'ici à 2031 (soit -50 kg par an et par habitant) ;
- Atteindre une valorisation matière (déchets non dangereux) de 65 % en 2025 et 70 % d'ici à 2031 ;

Réduire l'enfouissement de 50 % dès 2025.

Jusqu'à l'approbation du PRPGD, plusieurs plans interdépartementaux étaient en vigueur dans le cadre d'une association entre les départements de l'Ardèche et de la Drôme :

- Le Plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux.
- Le Plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et travaux publics (BTP).

Ces deux plans ont été pris en compte dans l'élaboration du PRPGD et ont permis d'alimenter les volets concernés.

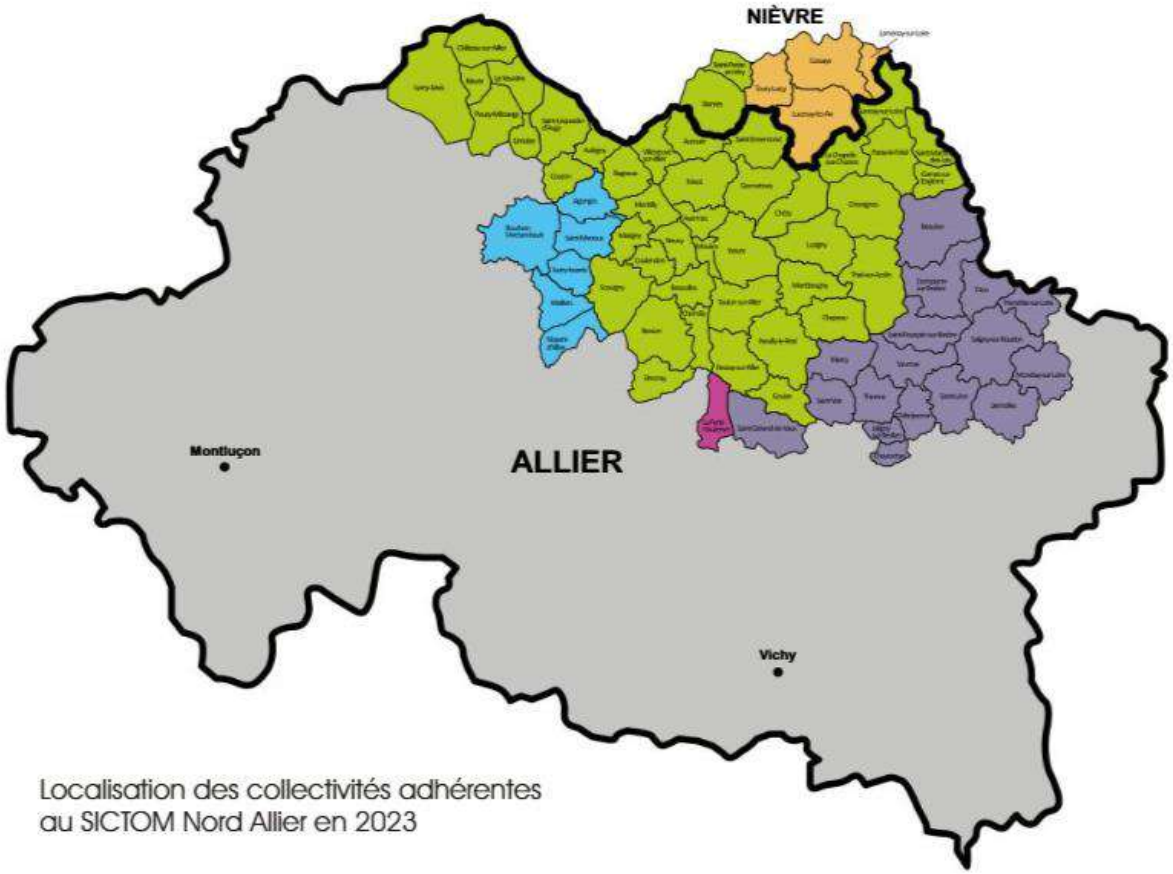
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 314/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

La compétence déchets / collecte

En 2023, le SICTOM Nord Allier est composé de :

- la Communauté d'Agglomération de Moulins (44 communes)
- la Communauté de Communes Entr'Allier Besbre et Loire (17 communes)
- la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais (6 communes)
- la Communauté de Communes Sud-Nivernais (4 communes)
- la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne (1 commune)



Localisation des collectivités adhérentes au SICTOM Nord Allier en 2023

Source: RPQS 2023 SICTOM Nord Allier

UN ORGANISME UNIQUE ASSURANT LA COLLECTE DES DÉCHETS SUR LE TERRITOIRE

Moulins Communauté dispose de la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », toutefois elle a transféré cette compétence au SICTOM Nord Allier qui exerce de fait ces deux compétences sur le territoire.

Sur le territoire du SICTOM Nord Allier, la collecte des ordures ménagères s'effectue en porte à porte ou en bacs de regroupement. Elle a lieu tous les 15 jours en milieu rural très dispersé et jusqu'à 4 fois par semaine en milieu urbain concentré. 4 communes (Avermes, Neuvy, Yzeure et le quartier La Madeleine de Moulins) bénéficient d'une collecte de déchets verts au porte-à-porte.

Depuis 2002, la collecte sélective se fait majoritairement en points d'apport volontaire (PAV).

Fin 2023, le SICTOM comptait:

- 1 688 bac d'ordures ménagères;

- 450 colonnes aériennes, semi-enterrées ou enterrées pour les emballages et papiers valorisables;

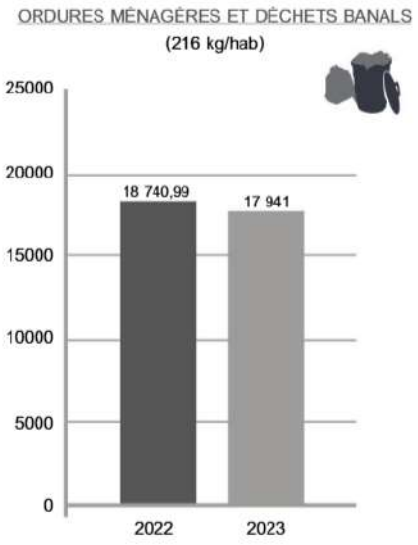
-375 colonnes pour les emballages en verre.

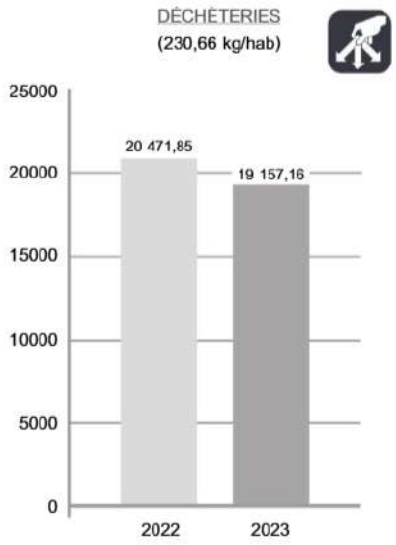
Par ailleurs, 9 déchèteries mobile sont gérées par le SICTOM Nord Allier (gardiennage et collecte). Elles sont réservées aux particuliers. 5 d'entre elles sont équipées d'un contrôle d'accès depuis 2022. Une nouvelle déchetterie à ouvert à Chézy en juin 2019 en remplacement de l'ancienne. Toutes les déchetteries sont fermées les dimanches et les jours fériées. Ces déchetteries acceptent les déchets classiques (encombrants, carton, bois, déchets verts, gravats, etc.), les Déchets Ménagers Spéciaux (DMS), les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) et les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE). Les déchèteries ont collecté au total 19 151,16 tonnes en 2023, soit 230,66 kg/hab.

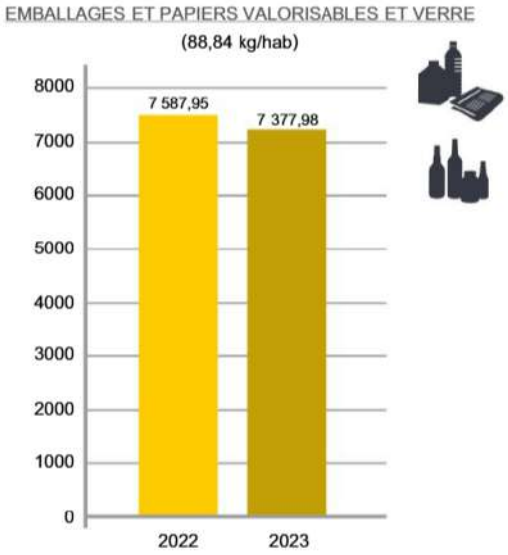
Le SICTOM Nord Allier dispose également d'une déchèterie mobile qui fonctionne depuis 2019 et qui se rend chaque année sur certaines communes dépourvus de déchetterie fixe (25 passages en 2019).

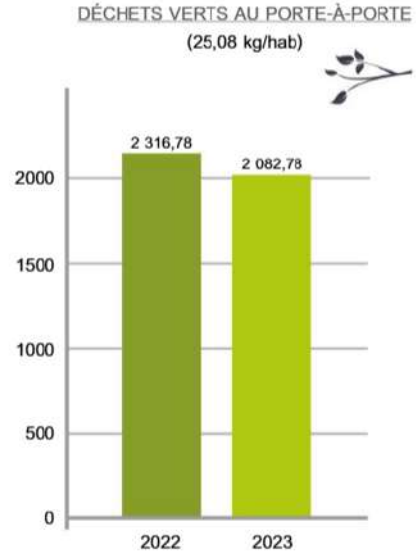
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 315/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025









Evolution des tonnages collectés : 2022 – 2023
Source: RPQS 2023 SICTOM Nord Allier

La production des déchets

› DES TONNAGES EN DIMINUTION POUR LES ORDURES MÉNAGÈRES ET DÉCHETS BANALS AINSI QUE DANS LES DÉCHETTERIES

Les ordures ménagères, déchets banals, les déchets collectés sur les déchèteries, les emballages, papiers valorisables, verre et les déchets verts au porte-à-porte sont en baisse en 2023 comme le montre les graphiques ci-contre.

Au total 46 725,99 tonnes de DMA ont été collectées en 2023, soit 562,61 kg/hab, la moyenne nationale est aux alentours de 550kg/hab.

La production d'ordures ménagères est d'ailleurs en baisse progressive depuis 2010. Une dynamique de prise de conscience de la nécessité de réduire ses déchets semble donc être ancrée, à l'instar de ce que révèle les données nationales depuis le début de la décennie.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 316/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Le traitement / la valorisation des déchets

UNE VALORISATION DES DÉCHETS BIENS STRUCTURÉE

Le SICTOM Nord Allier dispose de plusieurs équipements de valorisation des déchets:

- L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISNDND) de Chézy a fermé ses portes en septembre 2019 mais un suivi post-exploitation doit être réalisé pendant 30 ans. Une centrale solaire photovoltaïque recouvre entièrement l'ancien site d'enfouissement. Une nouvelle torchère a été installée en 2023, permettant de brûler le méthane en cas de panne des moteurs de valorisation.
- Le centre de tri de Chézy, exploité par la même société, avec une capacité de traitement de 20 000 tonnes/an ;
- Une plateforme de compostage de Déchets Verts de Chézy, exploité par SUEZ Organique, pour une capacité d'installation de 12 500 tonnes/an.
- Une Unité de Valorisation Energétique (UVEOM) de Bayet, dont le processus d'incinération produit de l'énergie.et avec une capacité de 74 000 tonnes / an.

La valorisation des ordures ménagères se fait par incinération avec production énergétique sur le site de Bayet. Les déchets verts sont fermentés et maturés pour en faire du compost. Pour la collecte sélective, y compris le verre, c'est la valorisation matière (recyclage) qui prime. Les objets en bon état sont collectés pour ensuite être réutilisés.



Equipements de traitement du SICTOM Nord Allier
Source: Rapport d'activités 2023 SICTOM Nord Allier

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 317/558



Taux global de valorisation (Source: RPQS 2023 SICTOM Nord Allier)

	Capacité des installations	Tonnages traités en 2023	
		Tonnage total	Tonnage du SICTOM Nord Allier
ISDND de Gaïa	95 000 tonnes/an	91 756,91 tonnes	2 478,99 tonnes
Unité de Valorisation Energétique des Ordures Ménagères (UVEOM) de Bayet	74 000 tonnes/an	57 641,00 tonnes	17 941 tonnes
Centre de tri de Chézy	20 000 tonnes/an	21 677,49 tonnes	5 095,03 tonnes
Plateforme de Compostage de Déchets Verts de Chézy	12 500 tonnes/an	9 191,29 tonnes	7 908,82 tonnes

Capacités des installations et tonnages traités (Source: RPQS 2022 SICTOM Nord Allier)

Le traitement / la valorisation des déchets

› VALORISATION DES DÉCHETS

Sur le territoire gérer par le SICTOM Nord Allier, le taux de valorisation est de 100%, avec 45,3% de valorisation énergétique et 54,7% de valorisation matière.

Toutes les ordures ménagères sont désormais envoyées vers l'UVEOM de Bayet. Seuls les encombrants de déchèteries (uniquement non incinérables pour celle de Chézy) et occasionnellement les ordures ménagères lors des arrêts techniques de l'UVEOM transitent toujours vers l'ISDND de Gaïa (Cusset), d'où le faible tonnage indiqué sur le graphique ci-contre.

› LE TAUX DE REFUS DE TRI

Les refus de tri regroupent tous les déchets qui ont transité par le centre de tri mais qui ne sont pas des emballages ou des papiers, et/ou qui ne sont pas encore recyclables (mais valorisés énergétiquement) : emballages non recyclables, DEEE, ferraille, verre, cadavres d'animaux, DASRI, …Ils ont été déposés à la collecte sélective par les usages et peuvent se révéler dangereux pour les valoristes. De plus, les refus de tri induisent un surcoût de traitement.

Pour les tonnages du SICTOM Nord Allier, le taux de refus s'élève en 2022 à 11,3%.

Le taux de refus est en hausse par rapport à 2021 qui était à 9,97%.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 318/558



Zone dédiée à la réutilisation et au réemploi- Déchetterie de Chézy
Source: sictomnordallier.fr

› DES ACTIONS ALTERNATIVES MENÉES PAR LE SICTOM NORD ALLIER

Dans le cadre du PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés du SICTOM Nord Allier), le SICTOM met en place un certain nombre de mesures pour réduire la production de déchets en amont de la collecte. Des composteurs sont distribués gratuitement aux usagers et établissements publics (scolaires, hospitaliers etc.) présents sur le territoire (346 en 2019 et 6 223 depuis 2009). 234 établissements sont aujourd'hui équipés.

D'autre part, le SICTOM a signé en 2013 une convention de partenariats avec diverses structures tels que des établissements scolaires, des associations ou encore des communes afin de s'engager ensemble dans la réduction de la production de déchets. Le tri est par ailleurs obligatoirement mis en place par ces structures.

La déchetterie de Chézy héberge également une zone dédiée à la réutilisation et au réemploi, en partenariat avec les associations ADSEA, L'Envol, Cyclo Recyclo, Viltaïs et Emmaüs Allier (71,44 tonnes d'objets récupérées depuis 2013- 12,94 tonnes en 2019). Le but de ce dispositif est de permettre aux usagers des meubles ou autres objets susceptibles de pouvoir resservir. Le dispositif est aussi présent au Champ des Possibles de Saint-Menoux pour les déchèteries de Bourbon-l'Archambault et Coulandon, avec en plus une ressourcerie (lieu de vente d'objets d'occasion à bas prix).

Des collecteurs de piles , radiographies, téléphones portables, néons etc. sont également installés dans des structures partenaires du SICTOM.

En outre, depuis 2015, le SICTOM s'est doté de 3 ambassadeurs du tri afin d'effectuer un suivi qualité sur les différentes collectes et de prendre en charge d'autres missions liées au tri sélectif (distribution de sacs de pré-collecte en habitat vertical...).

Le syndicat mène aussi des actions de communication. Il est notamment à l'origine de campagnes de sensibilisation auprès des scolaires mais aussi du grand public (journée festive en partenariat avec le Petit Théâtre Vert, conférences, journées portes ouvertes et autres manifestations diverses). De plus, des supports de communication et d'information sont créés par le SICTOM dans cette même optique de sensibilisation: Tri'Mag, Mag de la Prévention, articles sur le site internet et sur les réseaux sociaux etc.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 319/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Déchets (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
-	Au total 46 725,99 tonnes de DMA ont été collectées en 2022, soit 562,61 kg/hab, la moyenne nationale est aux alentours de 550kg/hab.	⇗	La Loi AGEC fixe une réduction de quantités des DMA produits par habitant de 15 % entre 2010 et 2030. L'évolution démographique sur le territoire peut entrainer une augmentation du tonnage de DMA collecté.
+	Les 9 déchetteries présentes sur le territoire ont récolté 19 151 tonnes de déchets en 2023.	?	
+	Un taux de valorisation de 100%, avec 45,3% de valorisation énergétique et 54,7% de valorisation matière.	⇗	La Loi de la transition énergétique pour une croissance verte doit permettre de continuer à maintenir ces chiffres. Extension des consignes de tri (2023) ainsi que le tri à la source des biodéchets (2024) devrait faire augmenter le taux de valorisation matière.
+	Taux de refus de tri en 2022 de 11,3%, inférieur à la valeur nationale (18%)	⇗	
+	Politique de prévention de la gestion des déchets présente sur le territoire, avec de nombreuses mesures et actions mises en place.	⇗	Programme local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) définissant des actions pour les 6 années à venir.

Synthèse et perspective d'évolution : Les déchets

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 320/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

- Une collecte optimisée par la présence d'une déchetterie mobile, en plus des déchetteries fixes sur le territoire du SICTOM Nord Allier ;
- Une production de déchets en baisse et une forte adhésion de la population au tri ;
- Une mise à disposition de composteurs à titre gracieux ainsi que la mise en place d'une collecte de meubles / objets pour réemploi et la création d'une ressourcerie ;
- Une valorisation des déchets bien structurée,

ENJEUX

- La poursuite des initiatives visant à la réduction des déchets et à l'augmentation du volume et de la qualité du tri ;
- Le renforcement des actions de sensibilisation et d'information pour le tri ;
- La poursuite des démarches permettant de diminuer le recours à l'enfouissement des déchets ménagers ;
- L'approfondissement du développement de nouvelles filières de valorisation et plus globalement de l'économie circulaire.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 321/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



6 CLIMAT AIR ENERGIE

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

LE CADRE NATIONAL

Loi LAURE du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (France 96-1236), intégrée au Code de l'environnement (Articles L.221-1 à L.223-2 et R.221-1 à R.223-4), définit des mesures techniques nationales en vue de réduire les consommations énergétiques et limiter les émissions de polluants liées à ces consommations.

Loi 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique.

Loi Grenelle 1 du 3 août 2009 définit les orientations en matière de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelables et de lutte contre les changements climatiques :

- Objectifs de réduction d'un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 dans le secteur du bâtiment et de l'énergie et 23 % des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2020.
- Définition des mesures d'amélioration de la performance énergétique des installations.
- Harmonisation des documents de planification urbaine (rénovation des anciens bâtiments, favoriser l'urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques).
- Évolution de la réglementation thermique (RT) des bâtiments, pour limiter les consommations énergétiques des bâtiments neufs qu'ils soient pour de l'habitation (résidentiel) ou pour tout autre usage (tertiaire). Les constructions neuves devront présenter, en moyenne, une consommation d'énergie primaire (avant transformation et transport) inférieure à 50 kWh/m²/an contre 150 kWh/m²/an environ.

Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17/08/2015, qui rend obligatoire la réalisation du PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants en y intégrant un volet « Qualité de l'air ». Les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) viennent donc remplacer les PCET au plus tard avant le 31/12/2016 pour les EPCI de plus de 50 000 habitants. Les objectifs nationaux inscrits dans la LTECV à l'horizon 2030 sont les suivants :

- Réduction de 4 % des émissions de GES par rapport à 1990
- Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012
- 32 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.

Loi Énergie Climat du 8 novembre 2019 qui fixe d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six. La neutralité carbone est entendue comme un équilibre, sur le territoire national, entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre […]

Le 21 avril 2020, deux décrets d'adoption de la SNBC 2 et de la PPE 2 ont été publiés. Ils fixent les objectifs suivants :

Les documents cadres énergie – air- climat

2015 : Loi TECV – SNBC 1	2020 : LEC- SNBC 2
Emissions de GES	
Facteur 4 (-75 % des émissions de GES en 2050 par rapport à 1990)	Facteur 6 (-87 % des émissions de GES en 2050 par rapport à 1990)
	Neutralité carbone à l'horizon 2050 (équilibre sur le territoire national entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de GES).
Consummations d'énergie primaire	
-30 % en 2030 par rapport à 2012	-40 % en 2030 par rapport à 2012
Consummation d'énergie finale	
	-7 % de en 2023 par rapport à 2012
-20 % en 2030 par rapport à 2012	
-50% en 2050 par rapport à 2012	
Consommations d'énergie primaires des énergies fossiles	
-30% en 2030 par rapport à l'année de référence 2012	-40% en 2030 par rapport à l'année de référence 2012
Part des EnR dans la consommation finale	
En 2020 : 23 %	
En 2030 : 32 %	En 2030 : 33 % avec au moins 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz.
Réseaux de chaleur et de froid	
Multiplier par 5, la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030.	
Part du nucléaire dans la production d'électricité	
Réduction de 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025	Réduction de 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2035

Les objectifs de 2015 et les objectifs révisés par la loi Énergie Climat et la SNBC 2

La loi climat et résilience du 22 août 2021. À travers ses 305 articles, la loi accélère la transition du modèle de développement vers une société neutre en carbone, plus résiliente.

Elle dispose notamment l'obligation d'installer des panneaux solaires ou des toits végétalisés lors de la construction ou rénovation lourde de bâtiments commerciaux (500 m2), tertiaires (1000 m2) et parking (500 m2). Elle soutient le biogaz et introduit la création de ZFE dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants, interdit la mise en location de logements classés F (2028) et G (2025) puis E (2034).

Elle pose l'objectif d'atteindre le "zéro artificialisation nette" en 2050 et de réduire de moitié le rythme de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) en 10 ans avec application dans un délai de deux ans aux SCoT et PLU(i). Cet article majeur incite à reconstruire la ville sur la ville.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 323/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

« La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi Notre, crée un nouveau schéma de planification : le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce schéma stratégique se veut transversal, recouvrant non seulement les questions d'aménagement du territoire mais aussi de mobilité, d'infrastructures de transports, d'environnement et de gestion des déchets.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes engagée depuis septembre 2016 dans l'élaboration de son SRADDET a arrêté son projet lors de l'assemblée plénière des 28 et 29 mars 2019 ». Le SRADDET a depuis été adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019, puis a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'approbation en date du 10 avril 2020.

Concernant le volet énergétique et adaptation au changement climatique l'état des lieux du SRADDET met en exergue les éléments suivants :

- la région se distingue par sa forte capacité à produire un large panel d'énergies ;
- 49 % de la région est engagée dans une démarche « Territoire à Energie Positive » (TEPOS) soit 58 territoires engagés dans une démarche « Territoire à Energie Positive et pour la Croissance Verte » (TEPCV) ;
- la réalité du réchauffement climatique en Auvergne-Rhône-Alpes est aujourd'hui avérée avec un réchauffement de l'ordre de 2°C sur les 50 dernières années.

Face à ces constats, la transition du territoire vers l'économie circulaire apparait comme un enjeu majeur du SRADDET en termes d'innovation, de développement économique et de valorisation des ressources locales. Le SRADDET vise également l'affirmation de la Région dans son rôle de chef de file dans les filières énergies et déchets pour relever ces enjeux de

concrétisation de la transition énergétique ainsi que d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pour répondre à ces enjeux le SRADDET fixe les objectifs suivants d'ici 2030 et par rapport à 2015 :

- Diminuer les émissions de polluants et gaz à effet de serre de 30% ;
- Augmenter de 54% la production d'énergie renouvelable(électrique et thermique);
- Réduire la consommation énergétique de la région de 23% par habitant
- Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives ;
- Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie ;
- Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique ;
- Développer le vecteur énergétique de la filière hydrogène;
- Développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports.

Les documents cadres énergie – air- climat

La Région Bourgogne-Franche-Comté a, quand à elle, achevé officiellement son SRADDET le 16 septembre 2020, date de l'arrêté portant approbation du SRADDET signé par le préfet de Région. Ce SRADDET, décliné en 33 objectifs et 40 règles s'est construit autour de trois grands axes:

- Accompagner les transitions
- Organiser la réciprocité pour faire la diversité des territoires une force pour la région
- Construire des alliances et s'ouvrir sur l'extérieur

Le SRADDET vise notamment:

- Une réduction des émissions de GES : -50% en 2030 et de -79% en 2050 par rapport à 2008;
- Une réduction de la consommation énergétique finale de -25% en 2030 et de 53% en 2050 par rapport à 2012;
- Un taux d'énergie renouvelable dans la consommation finale brute (toutes provenances) de 55% en 2030 et de 98% en 2050.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 324/558

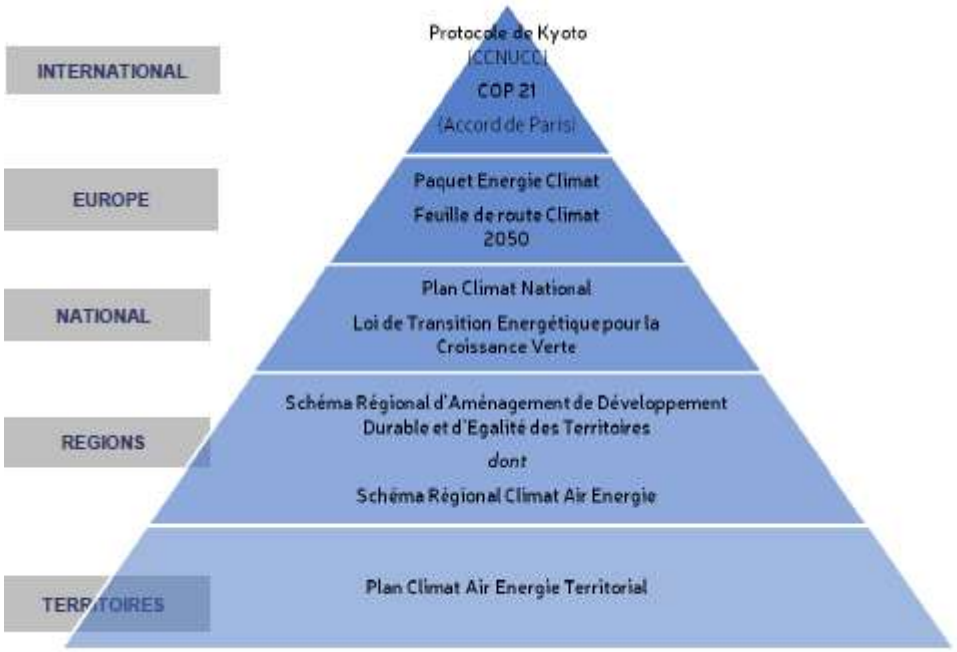
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

LE CADRE LOCAL

>> Le Plan Climat Air Energie Territorial de Moulins Communauté

Les démarches de ce projet territorial ont été engagées en 2013, d'abord par le Conseil départemental (PCET) puis par le Syndicat départemental de l'énergie de l'Allier. Le PCAET de Moulins Communauté s'inscrit dans une démarche collective menée par onze intercommunalités de l'Allier dans le but de réduire de près de moitié la consommation énergétique et l'émission des gaz à effet de serre d'ici 2050, et obtenir une exploitation optimale des énergies renouvelables. Après une phase diagnostic, la stratégie de Moulins Communauté a été présentée en septembre 2019, le PCAET a été finalement complété par des fiches actions et validée en 2020.

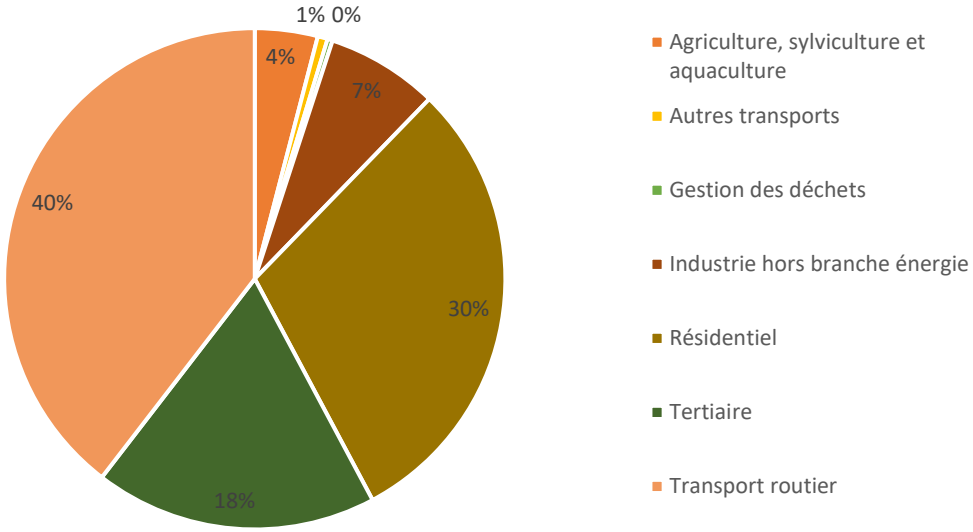
L'analyse qui suit sera basée sur les données du diagnostic Air Energie Climat du PCAET.



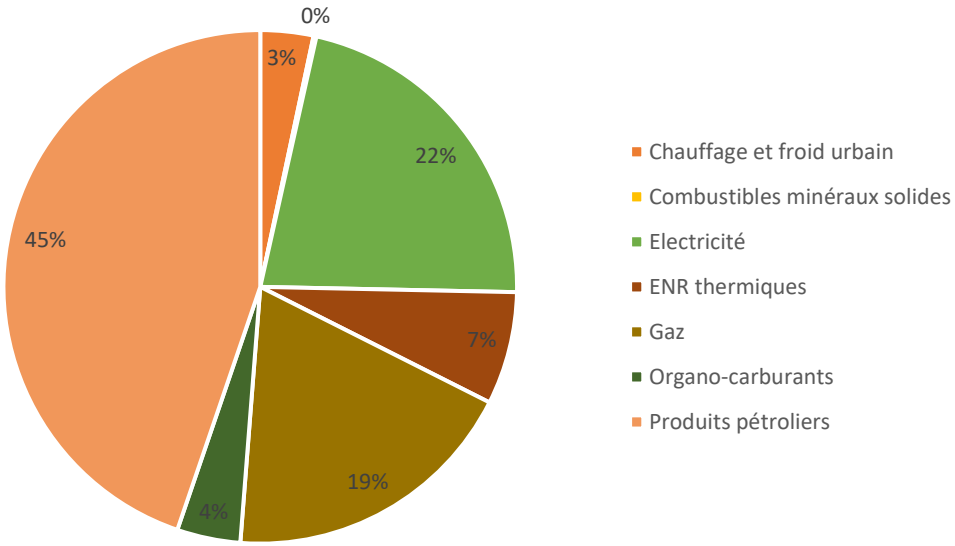
Positionnement du PCAET dans la politique internationale et nationale de lutte contre le changement climatique
Source: Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 325/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Répartition des consommations énergétiques en 2023 par secteur sur le territoire du SCoT de Moulins Communauté (Source : ORCAE, OPTEER)



Répartition des consommations énergétiques en 2023 par type énergie sur le territoire du SCoT de Moulins Communauté (Source : ORCAE, OPTEER)

Consommation et production énergétiques

UNE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE PAR SECTEUR DOMINÉ PAR LE TRANSPORT ROUTIER

La consommation énergétique totale sur la communauté de Moulins en 2023 est de 1 713 GWh, soit 27 MWh/hab/an*, cette moyenne est légèrement au-dessus de la moyenne régionale (25 MWh/hab./an) supérieur à la moyenne nationale (22 MWh/hab./an).

Sur ces 1 713 GWh consommés, 40% le sont par le transport routier, 30% par le secteur résidentiel, 18% par le tertiaire, 7% par l'industrie hors branche énergie. L'agriculture, sylviculture et aquaculture et les autres transports se répartissent les 5% restant.

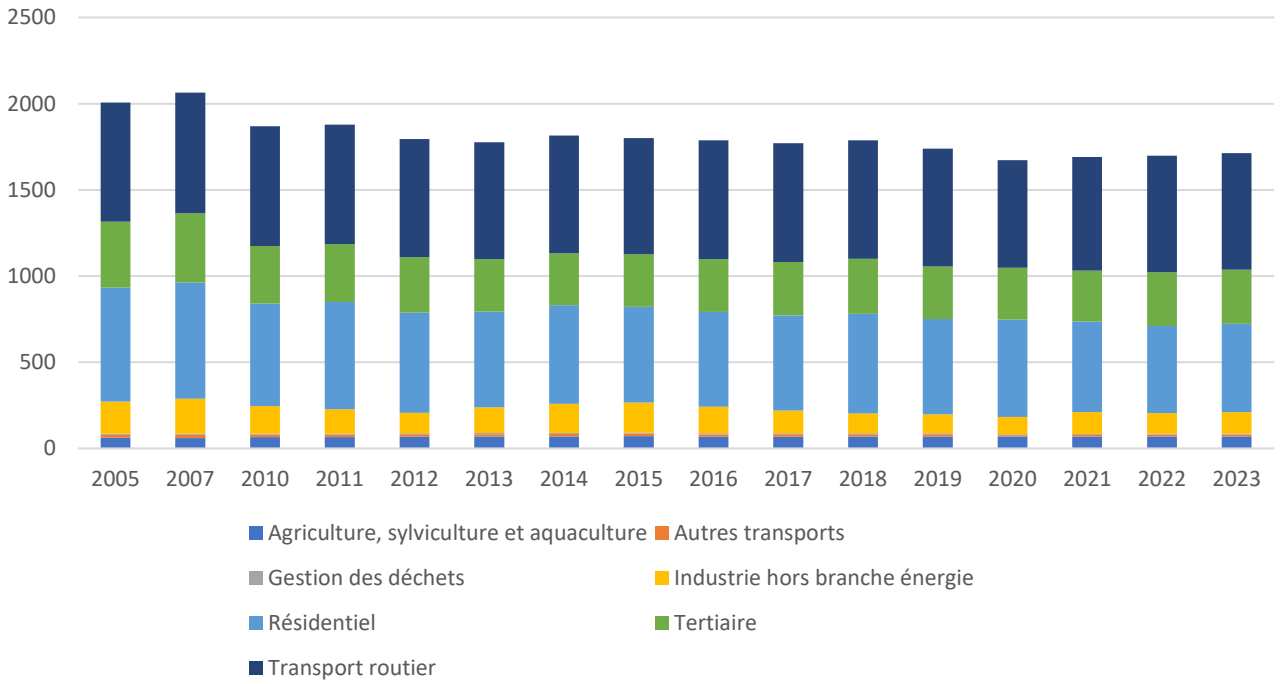
UNE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE PAR ÉNERGIE DOMINÉ PAR LES PRODUITS PÉTROLIERS

Près de 65% de l'énergie consommée sur la communauté d'agglomération de Moulins correspond à des énergies fossiles : pétrole, gaz et charbon (combustibles minéraux solides (CMS)). Le bois énergie et les autres énergies renouvelables représentent 13% de l'énergie consommée.

**Calcul effectué sur la base des données INSEE 2021*

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 326/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Evolution de la consommation énergétique par secteur depuis 2005 (corrigée des variations climatiques) (Source : ORCAE, OPTEER)

Source d'énergie	Evolution 2010/2023
Chauffage et froid urbain	**+145%**
Electricité	-6,4%
ENRt	**+16,6%**
Gaz	-25,8%
Organo-carburants	**+72,7%**
Produits pétroliers	**-11,6%**
Total	***-8,3%***

Evolution des sources d'énergie entre 2010 et 2023 sur la communauté d'agglomération de Moulins (Source : ORCAE, OPTEER)

Consommation et production énergétiques

UNE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE RELATIVEMENT HOMOGÈNE DEPUIS 2005

La consommation énergétique est homogène depuis 2005. Elle oscille autour de **1 600 GWh**, avec des pics de consommation plus important en 2007 et 2015, cette variation peut s'expliquer par la disponibilité des données de consommation lié à l'industrie qui ne sont pas toujours disponibles. Depuis 2010, les secteurs des autres transports, de l'industrie et du résidentiel ont connu une forte diminution des consommations avec respectivement -25,5%, -22,4% et -13,5%.

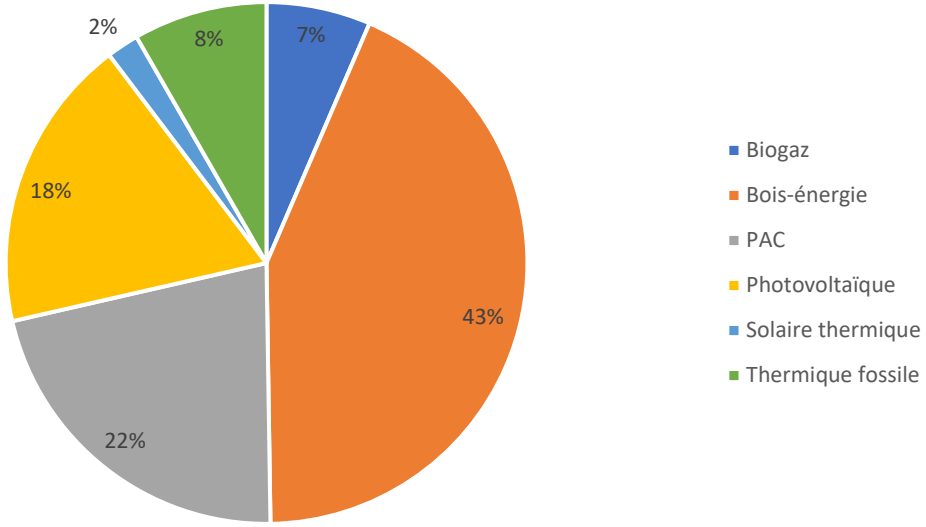
En revanche on remarque une très légèrement augmentation entre 2020 et 2023 (+2,45%).

UNE AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION D'ORIGINE RENOUVELABLE

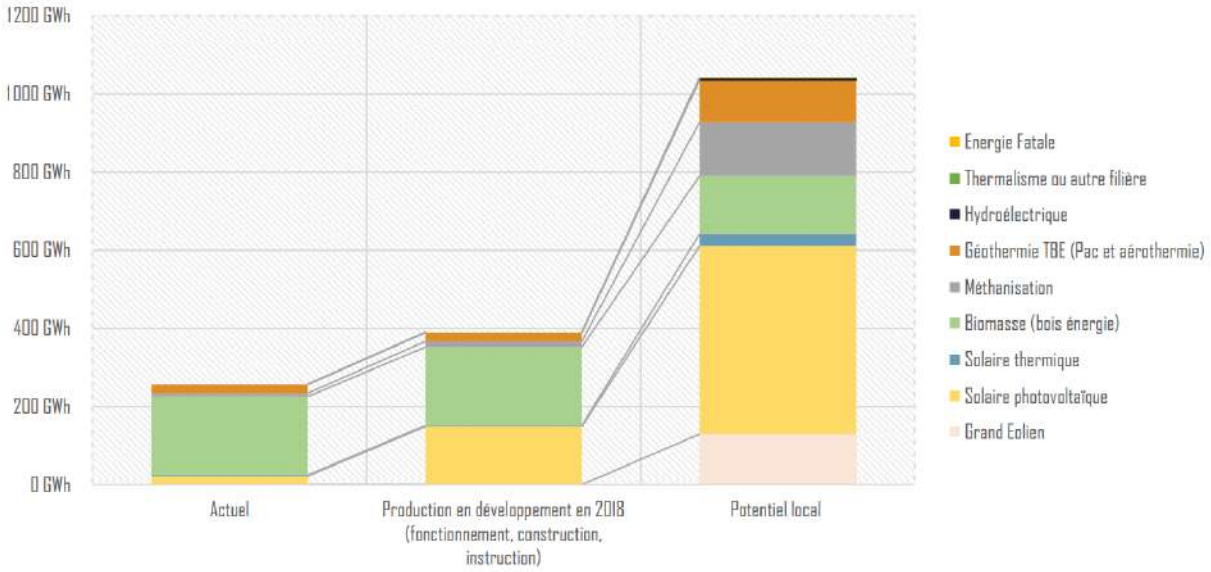
Entre 2010 et 2023, la consommation totale a diminué de **8,3%,** on note un fort développement des énergies renouvelables **(+16% pour les ENRt, +72,7% des organo-carburants)** tandis que les produits pétroliers et le gaz ont diminués de respectivement -11,6%, et -25,8%.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 327/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Répartition de la production d'EnR en 2023 (Source : ORCAE, OPTEER)



Production d'ENR en 2015, projets en cours et potentiel de développement (Source : Diagnostic PCAET SCoT Moulins)

Les énergies renouvelables sur le territoire

LE SECTEUR BOIS-ÉNERGIE DOMINE

En 2023, près de 321 GWh d'énergie renouvelable ont été produits sur le territoire essentiellement par la filière bois-énergie (43%) et les pompe à chaleur (22%).

PRODUCTIBLE ATTEIGNABLE EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le productible atteignable en énergie renouvelable pour Moulins Communauté d'élève à 1 034 GWh. Ce productible atteignable représente 4 fois la production actuelle.

Le potentiel de développement des énergies est significatif sur le territoire (par ordre d'importance) : solaire photovoltaïque (55%), méthanisation (15%), grand éolien (15%), géothermie (10%) et solaire thermique (3%).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 328/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

DÉFINITION DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

La précarité énergétique résulte de la difficulté ou de l'impossibilité d'un ménage à payer ses factures d'énergie et à satisfaire ses besoins essentiels de confort thermique. Elle résulte de la combinaison des facteurs suivants :

- le prix de l'énergie ;
- le niveau de ressources des ménages ;
- la qualité de l'habitat et de l'équipement de chauffage ;
- les pratiques des ménages.





Schématisation des facteurs de la précarité énergétique

La précarité énergétique

› QU'EST-CE QUE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

La précarité énergétique est une question de plus en plus prégnante dans le débat social et environnemental. Elle résulte de la difficulté ou de l'impossibilité d'un ménage à payer ses factures d'énergie et à satisfaire ses besoins essentiels de confort thermique. Elle résulte de la combinaison des facteurs suivants :

- le prix de l'énergie ;
- le niveau de ressources des ménages ;
- la qualité de l'habitat et de l'équipement de chauffage ;
- les pratiques des ménages.

A l'échelle nationale, le budget moyen par ménage alloué à l'énergie est de 1 600€ par an (chiffre de 2019).

De façon quantitative, on considère qu'un foyer est en précarité énergétique lorsqu'il consacre plus de 10% de ses revenus à ses factures énergétiques et en situation de vulnérabilité énergétique lorsque 8% de ses revenus sont consacrés à l'énergie.

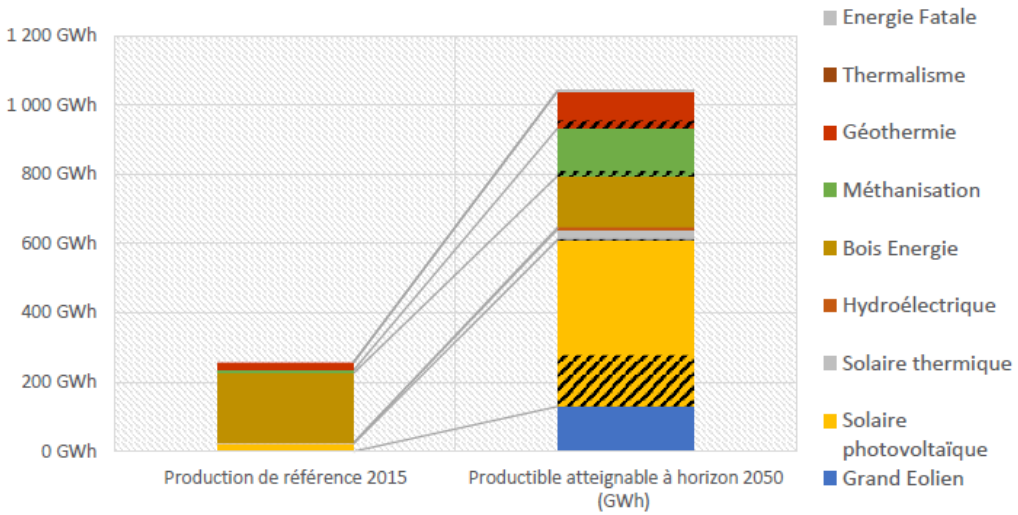
› UN TERRITOIRE ÉPARGNÉ PAR LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

A Moulins communauté, le revenu médian est de 20980 € annuel en 2018. Aussi, la facture d'énergie représente 7,6% des revenus des foyers, contre 8,4% en moyenne à l'échelle de la France. A l'échelle globale de Moulins Communauté, la précarité énergétique liée aux logements semble restreinte.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 329/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES



Evolution de la production en EnR et projection à horizon 2050
Source: Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

Dans le cadre du diagnostic, le PCAET présente un potentiel de développement en énergies renouvelables qui vise à estimer le potentiel de production en énergie renouvelable (EnR) pouvant être mobilisé annuellement à l'horizon 2050. Ce potentiel est estimé après avoir considéré certaines contraintes urbanistiques, architecturales, paysagères, patrimoniales, environnementales, économiques et réglementaires.

Dans ce cadre, les principaux leviers de développement de la production d'énergies renouvelables à l'échelle du territoire sont les filières solaires (46%), la méthanisation (13%), la filière Biomasse (12%) et le grand éolien (12%).

Le développement des potentiels mobilisables sur le territoire représente à l'horizon 2050 une production d'environ 1034GWh et correspond à une multiplication par 4 de la production actuelle.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 330/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

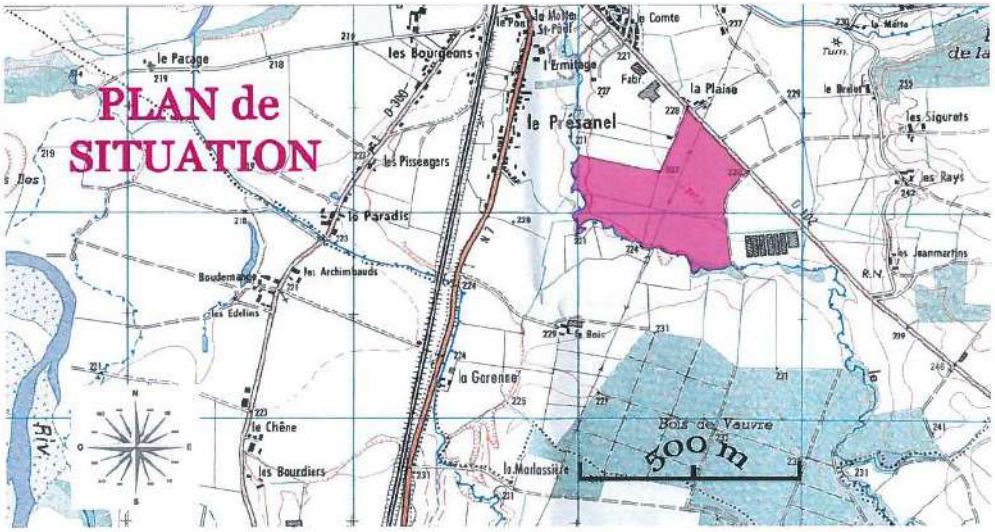
L'indépendance énergétique

UN GISEMENT SOLAIRE À RENFORCER

Le territoire de Moulins Communauté possède un gisement solaire, compris entre 1 221 et 1 350 kWh/m2, gisement suffisant pour développer les techniques de valorisation du solaire sur le territoire. Le département de l'Allier bénéficie d'un ensoleillement annuel supérieur à 1200 kWh/m² et plus de 1900 heures d'ensoleillement annuel. Forte de nombreuses installations et de son réseau d'installateurs formés, elle possède une bonne expérience du solaire thermique. Les perspectives de développement semblent donc réelles et se trouvent renforcées par les différentes réglementations thermiques, qui incitent au recours aux énergies renouvelables. Son utilisation, principalement domestique, produit de la chaleur (pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire).

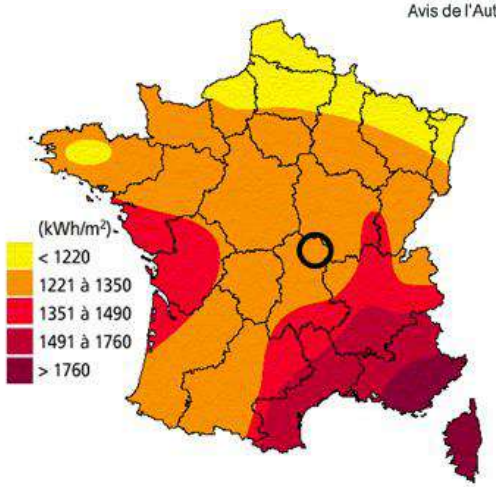
Le département de l'Allier présente également des atouts certains pour le développement du photovoltaïque. Les installations en toiture ont d'ailleurs connu un développement exponentiel ces dernières années. Sur le territoire de Moulins Communauté, la centrale au sol de Gennetines est déjà en service depuis 2014 et compte parmi les 25 plus grandes installations solaires de France (12 MWc de capacité, 141 000 panneaux photovoltaïques). D'autre part, la toiture du centre aquatique l'Ovive, situé à Moulins, a été équipée de 459m² de capteurs visant à produire 30 000 kWh par an.

Au niveau du potentiel à horizon 2050, la filière solaire enregistre un grand potentiel puisque malgré les contraintes patrimoniales et en prenant en compte les orientations des bâtiments, il apparait que le territoire recense de manière théorique 2 645 481 m² de toitures pouvant accueillir des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïque.



Avis de l'Autorité environnementale – Projet de parc photovoltaïque au sol – Bessay-sur-Allier au lieu-dit « Les Chaumes » et « le Présanel » (03)

Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes



Gisement solaire français
Source: ADEME



Centrale solaire à Gennetines - Source : http://www.photosol.fr



Panneaux photovoltaïques sur toiture
Commune de Neuvy



Panneaux photovoltaïques sur toiture
Commune de Neuvy

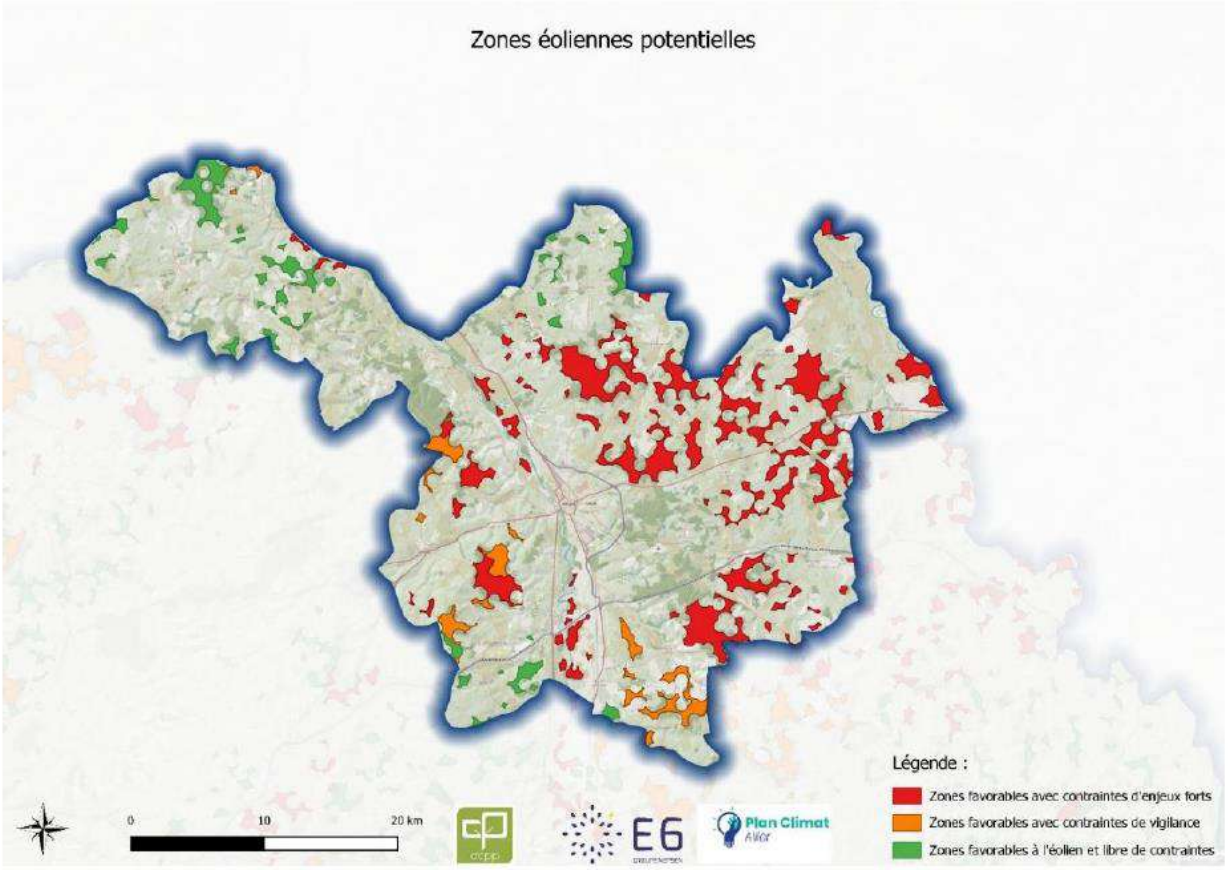
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 331/558

› L'ÉOLIEN, UN POTENTIEL IMPORTANT

D'après le PCAET, le territoire de Moulins Communauté ne dispose d'aucun parc éolien existant ou en projet. Néanmoins, d'après le site Global Wind Atlas qui permet de visualiser les vitesses moyenne de vents à différentes hauteurs vis-à-vis du sol (20-100-200m), le territoire dispose d'un gisement vent globalement favorable avec les effets du relief sur la partie ouest du territoire.

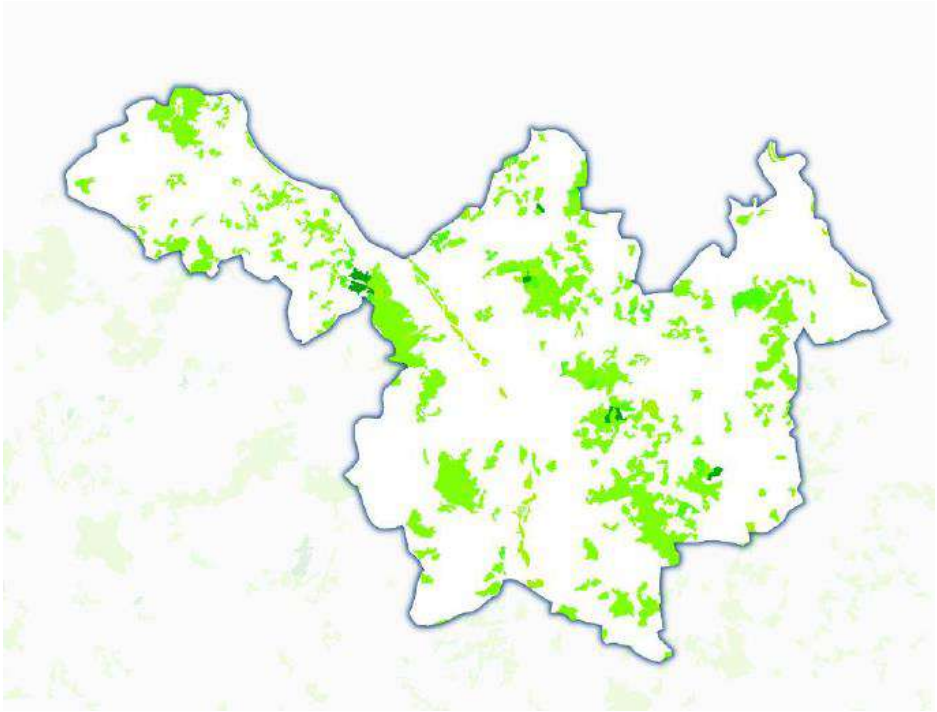
Au regard du potentiel existant, le PCAET a identifié des zones favorables et ne présentant aucun enjeu ou point de vigilance pouvant freiner l'implantation Cette méthodologie a fait ressortir pour l'éolien, 127 zones d'implantation potentielle dont 38 zones sans enjeu considérées favorables à l'implantation d'éoliennes sur le territoire. En appliquant la condition de surface considérant 3 éoliennes à minima, 3 zones apparaissent finalement favorables à l'implantation d'éoliennes pour une surface de 1855ha. Ces structures permettraient une puissance installée de 69MW et un productible de 129GWh.



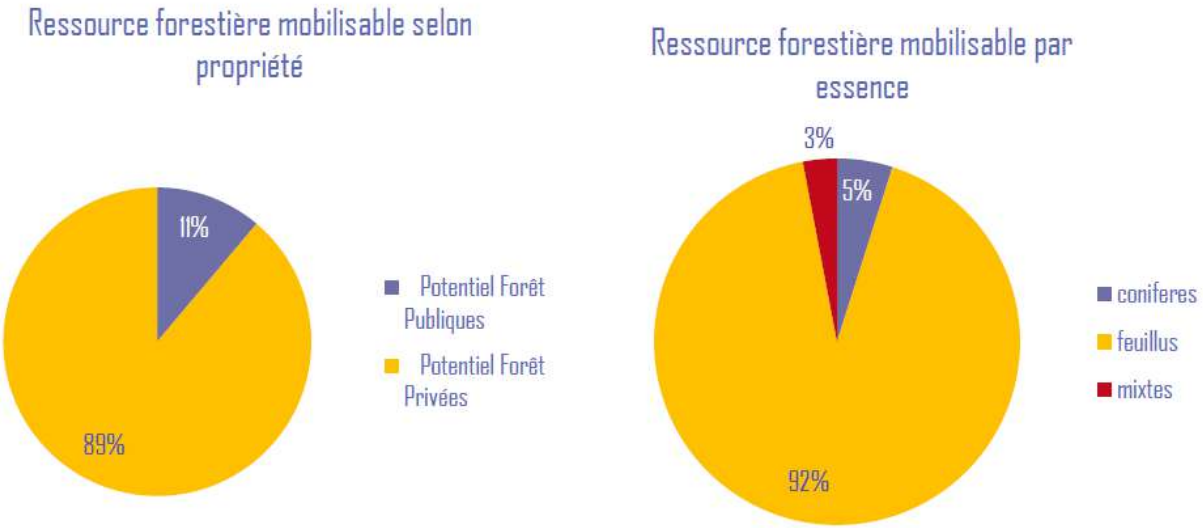
Zones libres de contraintes vis-à-vis de l'implantation de parc éolien - Source : Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 332/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Répartition des surfaces forestières du territoire - Source : Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté



Structure de la ressource forestière mobilisable sur le territoire - Source : Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

L'indépendance énergétique

› LA FILIÈRE BOIS-ÉNERGIE EN PLEINE STRUCTURATION

D'après le PCAET, Moulins Communauté a produit en 2023 environ 139GWh de chaleur via la biomasse répartis entre les usages résidentiels et les chaufferies collectives. Le territoire dispose, à ce titre, de 8 chaufferies collectives pour une puissance de 11528kW (selon SDE03).

Au regard de l'importante surface occupée par les bois sur le territoire, un développement de cette filière est envisageable. A l'aide de l'outil ALDO développé par l'ADEME et les résultats du calcul de potentiel Bois Energie réalisé par l'ORCAE, la part mobilisable de la ressource forestière sur le territoire a pu être calculée et est composée de

- ≈ 29 000 ha de forêts exploitables techniquement
- ≈ 128 000 m3 de production brute mobilisable

Ainsi, le potentiel bois –énergie du territoire est de l'ordre de 129GWh à horizon 2050. Plus précisément il est constitué des gisements suivants:

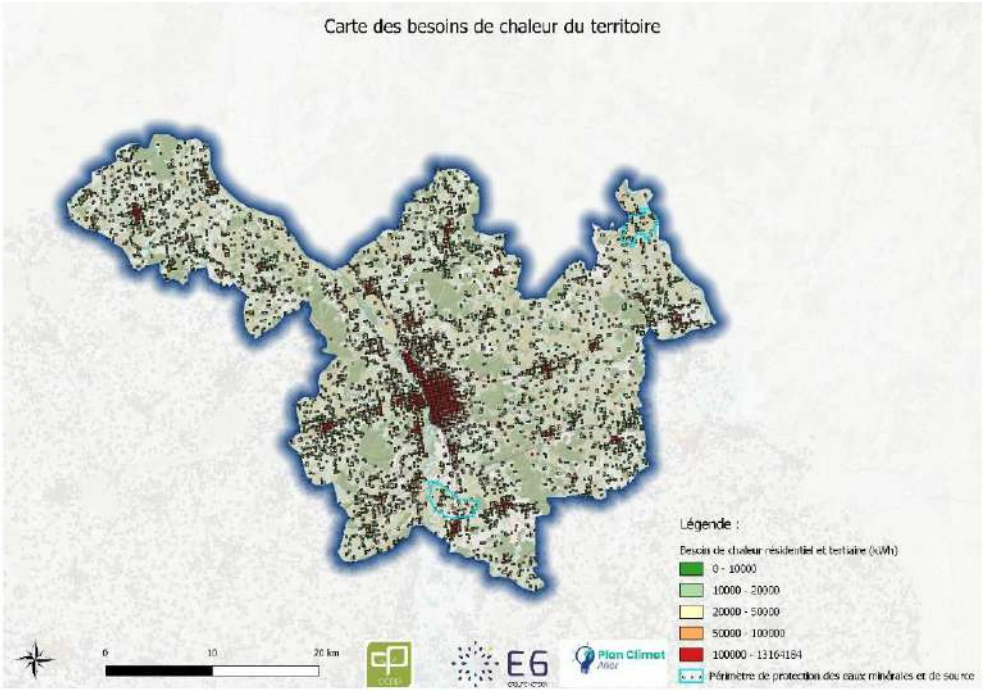
- 91GWh de production de chaleur sur les usages bois-énergie domestique en intégrant les logements existants et futurs;
- 38 GWh de production de chaleur pour les usages tertiaires et industries (chaufferies collectives) sans prendre en compte de nouveaux projets;
- Une ressource forestière locale mobilisable d'environ 109GWh permettant de couvrir 85% des besoins à horizon 2050.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 333/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Principe de la géothermie - Source : https://www.travauxavenue.com/geothermie-france/



Cartographie des besoins de chaleur du territoire en KWh pour le résidentiel et le tertiaire - Source : Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

L'indépendance énergétique

› D'AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE

La Géothermie, une filière en cours de développement

Une étude a été mené à l'échelle de l'ancienne région Auvergne par le BRGM. Cette étude statue sur le fait que le territoire de Moulins communauté est favorable à la mise en place de géothermie de très basse énergie sous la forme de sondes géothermique implantées dans le sol et couplées à des pompes à chaleur (PAC). Au regard de ce potentiel des installations géothermales ont déjà vu le jour:

- Le centre aqualudique OVIVE à Moulins utilise la géothermie, en plus du solaire photovoltaïque ;
- La commune de Moulins a décidé d'utiliser la géothermie pour le Centre National des Costumes de Scène, qui a ouvert ses portes en juillet 2006. Le système fonctionne en thermofrigopompe permettant le rafraichissement de l'air et/ou le réchauffement.

Il n'existe pas sur le territoire de forage ou d'installations exploitant la géothermie haute énergie. De ce fait, l'étude des potentiels mené par le PCAET a porté sur le potentiel géothermique lié à la très basse énergie.

Finalement, sur le territoire, le productible atteignable en géothermie est estimé à 108GWh à horizon 2050 dont 23GWh déjà produits en 2015. Ce potentiel est majoritairement porté par le secteur du résidentiel, mais il est tout à fait adapté à la réalisation de projets tertiaires, notamment lors de la mise en œuvre d'opération d'aménagement et/ou de constructions neuves lorsque l'implantation des sondes peut être anticipée.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 334/558

› D'AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE

La méthanisation: vers une diversification de l'activité agricole

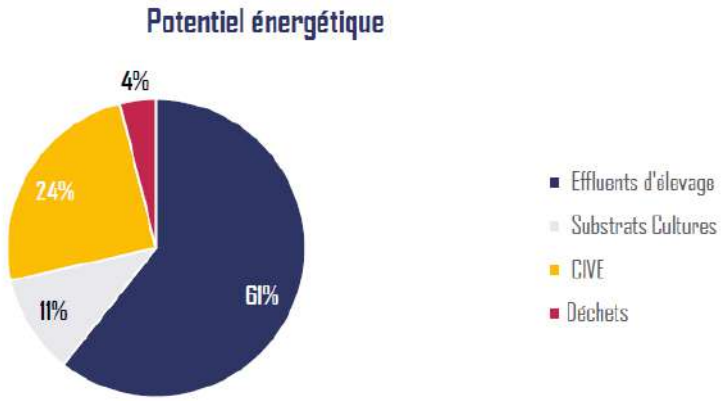
Au regard de l'importance des activités agricoles sur le territoire, ce dernier dispose d'une ressource en substrats méthanisables intéressantes en raison de:

- La présence d'élevage sur le territoire, avec majoritairement l'élevage de bovins (24 790 en 2010), de brebis (29 065) et de poulets (26 814).
- 40 071 ha de terres agricoles qui représente 31% de la superficie du territoire.
- 58 605 ha de prairies qui représente 45% de la superficie du territoire.

Une étude de l'ORCAE réalisée dans le cadre des profils Air Energie Climat des EPCI de la région Auvergne Rhône Alpes témoigne qu'à l'échelle du territoire, le productible atteignable total est estimé à environ 263 000 tonnes de substrats méthanisables représentant un gisement énergétique de 138GWh à horizon 2050 dont 14,5GWh estimés mobilisés par les installations existantes et projet en cours.



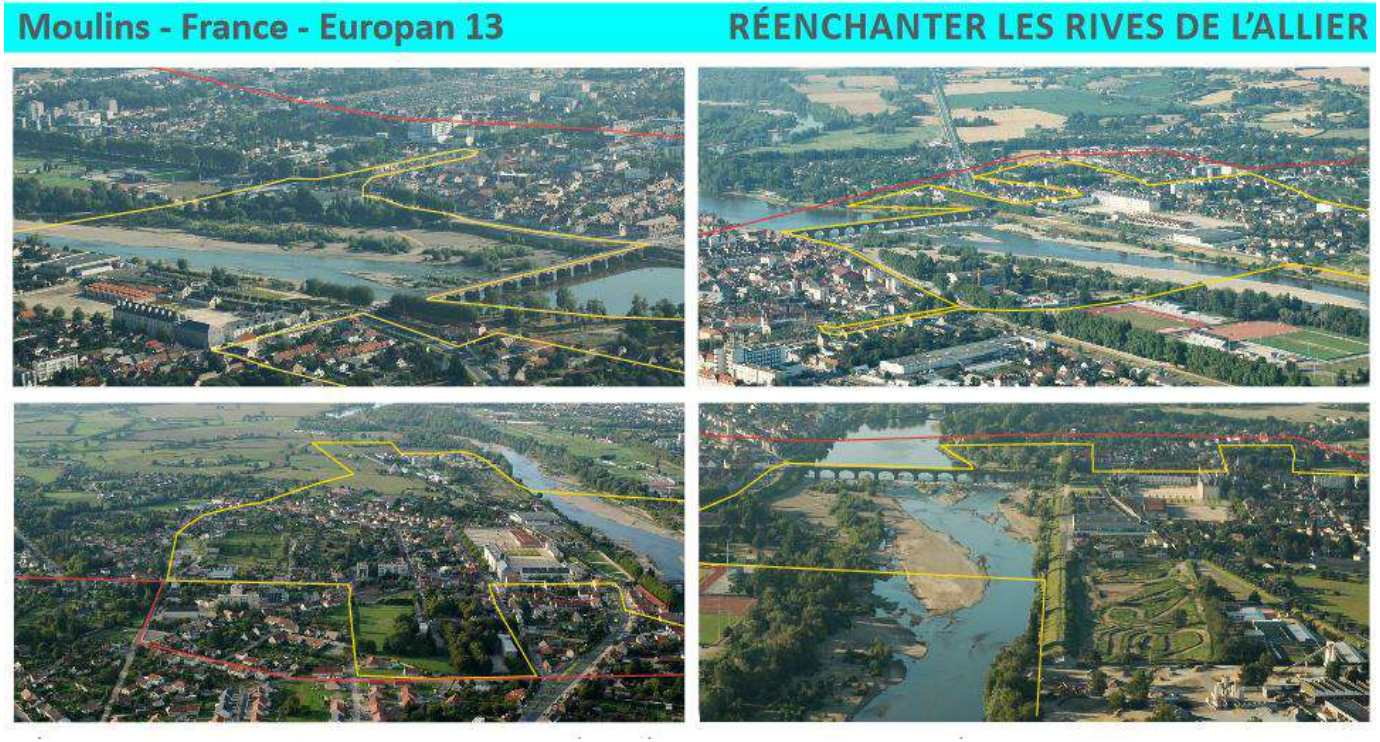
Un agriculteur de l'Allier espérant améliorer la qualité de ses champs grâce à la méthanisation- Source : http://www.lamontagne.fr/recherche/m%C3%A9thanisation.html



Potentiel énergétique mobilisable pour le territoire - Source : Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 335/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Source : https://www.europan-europe.eu

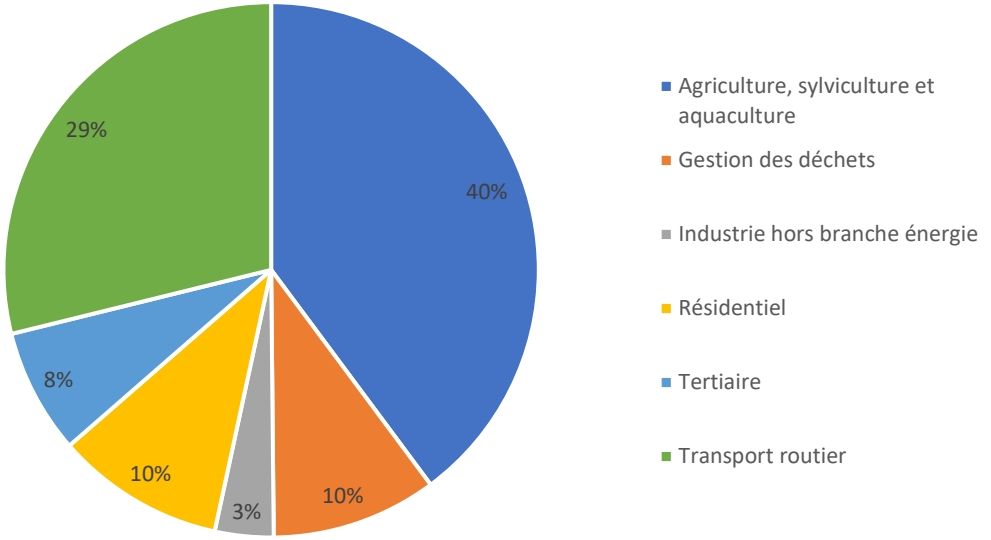
UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE VOUÉE À D’ACCÉLÉRER

Moulins Communauté fait partie des lauréats du programme « Territoire à énergie positive pour la croissance verte» (TEPOS) lancé en 2014 par le Ministère de l’Environnement. Ce dispositif vise à favoriser certain territoires dans le processus de transition énergétique en appuyant financièrement des actions concrètes visant à répondre aux suivants:

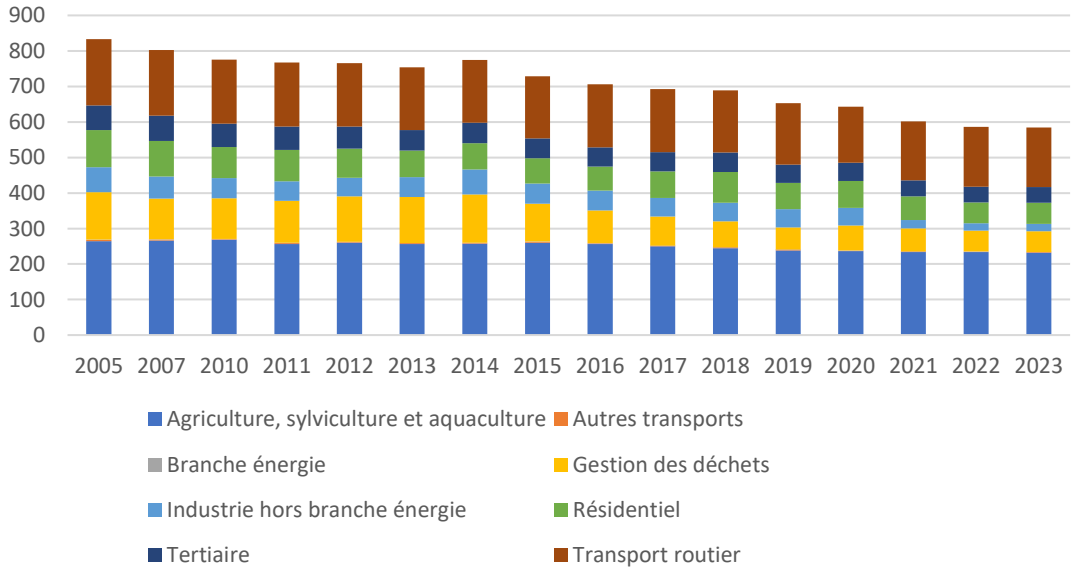
- Atténuer les effets du changement climatique ;
- Encourager la réduction des besoins d’énergie et le développement des énergies renouvelables locales ;
- Faciliter l’implantation des filières vertes dans le but de créer au total sur tous les territoires lauréats 100 000 emplois en 3 ans.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 336/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Emissions de GES avec fluorés (kteqCO2) par secteur sur le territoire de Moulins en 2023 (Source : ORCAE, OPTEER)



Evolution des émissions de GES entre 2010 et 2023 sur le territoire de Moulins Communauté (Source : ORCAE, OPTEER)

Evolution des émissions de GES entre 2010 et 2022

LES GAZ À EFFET DE SERRE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Certains gaz présents naturellement dans l'atmosphère agissent comme une serre en captant une partie du rayonnement solaire et augmentent ainsi la température de la Terre. En l'absence de ces gaz, la température moyenne de la Terre serait de - 18 °C. Ce phénomène naturel, appelé « effet de serre » est donc propice à la vie sur Terre. Cependant son équilibre est fragile et la concentration trop importante de GES conduit au réchauffement climatique du fait de la rétention par les gaz du rayonnement solaire (source OREGES de la Région Auvergne Rhône-Alpes).

DES ÉMISSIONS LARGEMENT ISSUES DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET AQUACULTURE

En 2023, 584 kteqCO2 de GES ont été émis à travers les activités réalisées sur le territoire de Moulins Communauté. Soit environ 9 teqCO2/hab.

Entre 2010 et 2023, les émissions annuelles de gaz à effet de serre ont diminués de 24%.

Ce sont les secteurs de l'agriculture, sylviculture et aquaculture (40%), des transports (29%), du résidentiel (10%) et de la gestion des déchets (10%) qui représentent la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre de Moulins Communauté en 2023.

Ces observations reflètent le profil du territoire à la fois rural et à caractère de transit, avec la place prépondérante de l'agriculture et du fret dans les émissions de GES.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 337/558

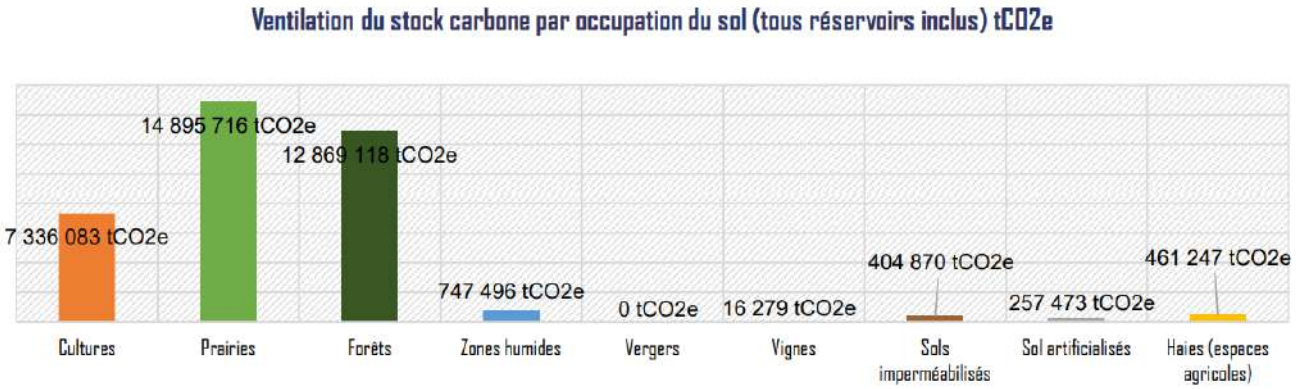
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

› LES PRAIRIES ET FORÊTS PARTICIPENT À LA SÉQUESTRATION CARBONE

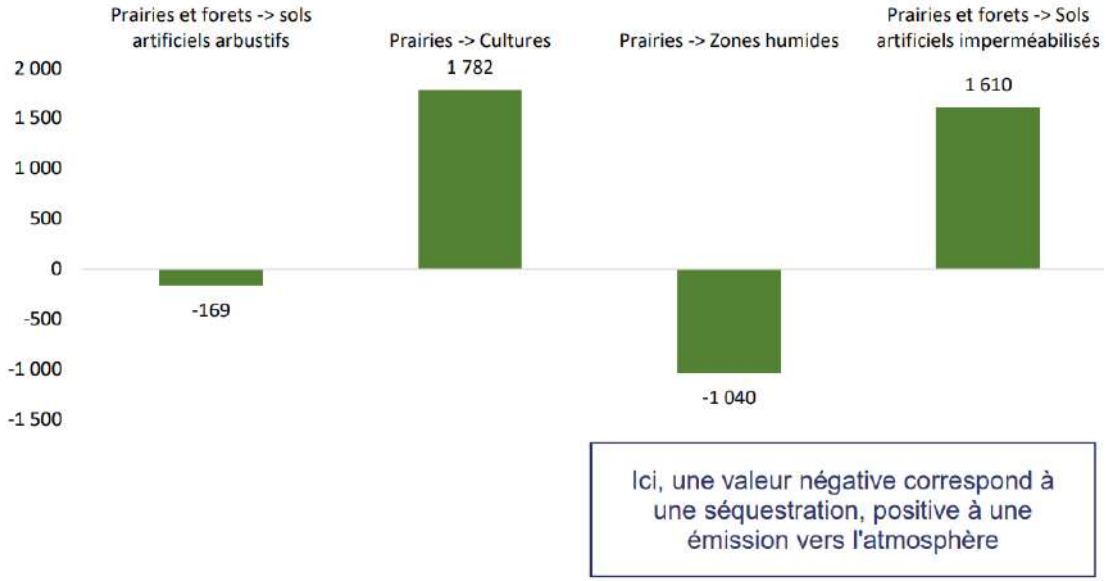
Le volet Séquestration carbone vise à valoriser le stockage de carbone dans les sols, les forêts, les cultures, ainsi que les zones humides. En complément, les émissions de gaz à effet de serre engendrées par les changements d'usage des sols sont également comptabilisées.

Le territoire de Moulins Communauté séquestre environ 37 000 ktCO2e de carbone grâce à son écosystème naturel.

Actuellement, le territoire de Moulins Communauté a une empreinte carbone de 600 ktCO2e (approche scopes 1 et 2 du Bilan Carbone). Le flux de carbone stocké annuellement par la végétation du territoire est de -143 ktCO2e (changement d'occupation des sols + séquestration annuelle de la forêt par photosynthèse), ce qui correspondant à 24% des émissions. Pour atteindre la Neutralité Carbone, le territoire doit donc diviser par 4 ses émissions annuelles, ce qui correspond à l'objectif de la loi TEPCV à horizon 2050.



Répartition du stock de carbone du territoire par typologie de sols, Outils ALDO, 2018 (Source : Diagnostic PCAET Moulins Communauté)



Flux annuel de carbone par changement d'usage de sol, Outils ALDO (Source : P Diagnostic PCAET Moulins Communauté)

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

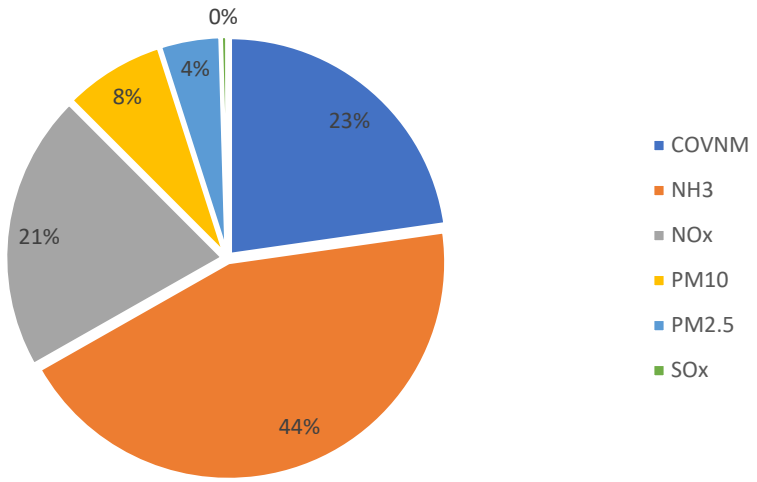
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 338/558

Polluants	Origine	Effet sur la santé	Effets sur l'environnement
Dioxyde d'azote (NO2)	Combustion (chauffage, production d'électricité, moteurs des véhicules automobiles et des bateaux) **Principal traceur de la pollution urbaine (automobile)**	Une concentration supérieure à 200 µg/m sur de courtes durées peut entrainer une inflammation importante des voies respiratoires.	Pluies acides ; participe à la formation d'ozone troposphérique (O3).
Dioxyde de soufre (SO2)	Combustion des énergies fossiles et la fonte des minerais de fer contenant du soufre. **Principal traceur de la pollution industrielle**	Affecte les voies respiratoires, provoque des irritations oculaires.	Pluies acides.
Particules fines (PM10 et PM2,5)	Origines naturelles (éruptions volcaniques, incendies de forêt, soulèvement de poussières désertiques) et humaines (trafic routier, industrie)	Affections respiratoires et troubles cardiovasculaires. Certaines particules ont des propriétés mutagènes et cancérigènes	Barrière physique et toxique pour les échanges respiratoires des végétaux. Salissures sur les bâtiments et monuments.
Composés organiques volatils (COV)	Formé lors de la combustion de carburants ou par évaporation de solvants organiques imbrulés. Il est émis aussi par le milieu naturel (végétaux ou certaines fermentations) et certaines zones cultivées.	Effets très variables selon la nature du COV (céphalées, nausées, allergies, irritations des yeux et des voies respiratoires). Possibilité d'effets mutagènes	Participent à la formation d'ozone troposphérique (O_3)
L'ammoniac (NH3)	Rejets organiques de l'élevage, transformation de l'engrais azoté épandu sur les cultures, émis dans l'industrie pour la fabrication d'engrais.	Irritation des muqueuses oculaires, de la trachée et des bronches à terme, des séquelles respiratoires et oculaires sont possibles	Responsable de l'acidification des eaux, favorise les pluies acides, eutrophisation des milieux aquatiques.

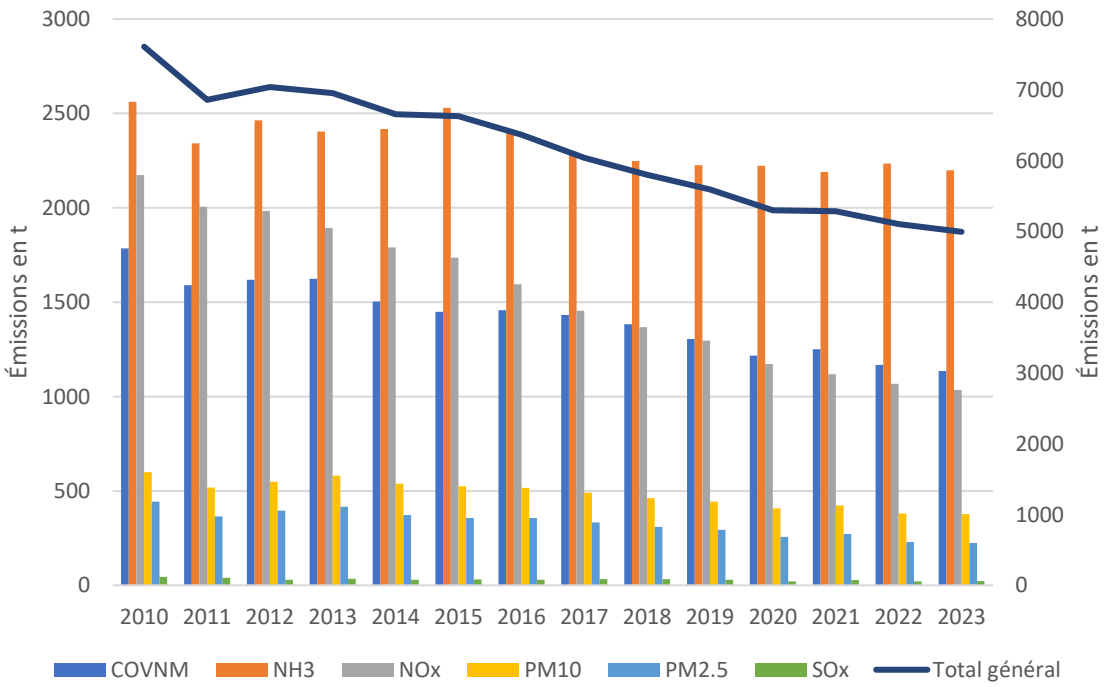
Caractéristiques des principaux polluants atmosphériques et paramètres associés – d'après le PDU de Metz Métropole 2020

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 339/558



Répartition des émissions de polluants en 2023 sur le territoire de Moulins Communauté (Source : ORCAE)



Répartition des émissions de polluants en 2023 sur le territoire de Moulins Communautés (Source : ORCAE)

Qualité de l'air

› BILAN QUANTITATIF DES ÉMISSIONS DE POLLUANTS EN 2022

A l'échelle de la Communauté d'Agglomération de Moulins, les émissions de polluants atmosphériques s'élèvent en 2022 à :

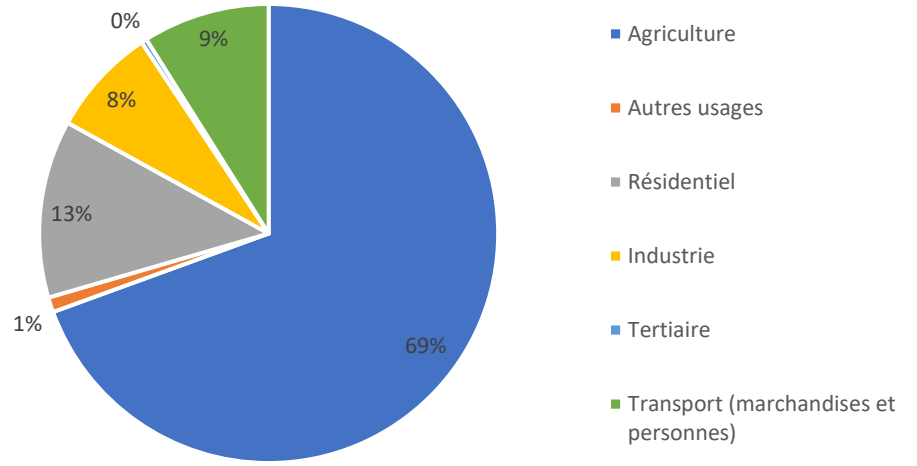
- 1 135 t de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM),
- 1 034 t d'oxydes d'azotes (NOx),
- 2 199 t d'ammoniac (NH3), soit 44% des émissions sur le territoire
- 376 t pour les particules fines avec un diamètre inférieur à 10 µm (PM10),
- 224 t pour les particules fines avec un diamètre inférieur à 2,5 µm (PM2,5),
- 22 t d'oxyde de soufre (SOx).

Le territoire est particulièrement concerné par la pollution au NH3. L'ammoniac (NH3) émis dans l'air provient à 98% de l'agriculture, par l'élevage et les apports d'engrais minéraux. Or l'ammoniac émis dans l'air induit des conséquences sanitaires, environnementales (eutrophisation et acidification des eaux et des sols, atteinte à la biodiversité…) et climatiques (les dépôts de NH3 contribuant aux émissions d'un gaz à effet de serre, le protoxyde d'azote N2O).

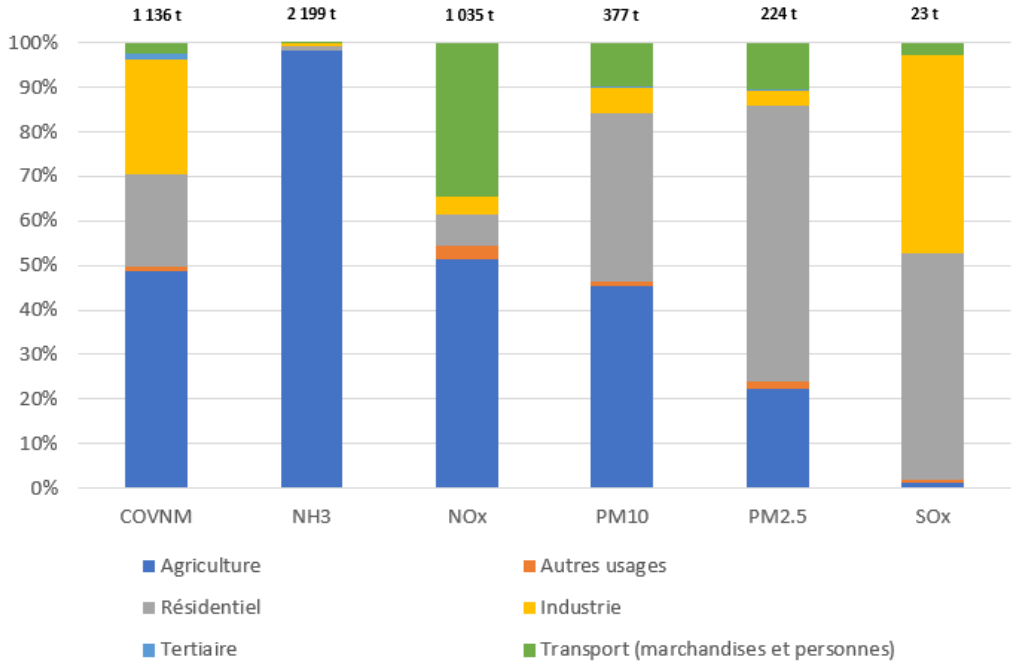
Comme sur le territoire national, les émissions de polluants de l'air en kg/hab. sont en diminution sur le territoire de Moulins Communauté depuis 2013. Elles ont diminué de 34% depuis 2010. Les gaz SOx (-49%), NOx (-52%), PM2.5 (-49%) et COVNM (-36%) sont ceux ayant connu une plus forte diminution de leurs émissions sur le territoire de l'agglomération de Moulins depuis 2010.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 340/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Répartition des émissions de Moulins Communauté par secteur en 2023 - Source: ORCAE



Répartition des émissions de Moulins Communauté par polluant atmosphérique et par secteur en 2023 - Source: ORCAE

Un bon niveau global de la qualité de l'air

La qualité de l'air fluctue tout au long de l'année en fonction de différents facteurs. Il existe en effet des périodes de pollution plus sévères que d'autres, en grande partie dues aux variations climatiques. Ainsi, des épisodes venteux auront tendance à améliorer la qualité de l'air en dispersant les polluants, tout comme la pluie (qui permet par contre aux polluants de s'infiltrer dans le sol). Au-delà de ces variations dans l'année, il y a également des variations importantes de certains polluants d'une année sur l'autre, c'est le cas des polluants provenant des systèmes de chauffage (bois, fuel) qui peuvent fortement varier en fonction d'un hiver rigoureux ou très doux. De plus, tous les polluants n'ont pas la même durée de vie dans l'atmosphère, et par conséquent le même impact sur l'environnement et la santé humaine.

› UNE POLLUTION PROVENANT MAJORITAIREMENT DU RÉSIDENTIEL, DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET DE L'AGRICULTURE

Les polluants les plus marquées sur le territoire communautaire sont l'ammoniac (NH3) avec 2 199t émit, suivis des Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVMM), avec 1 136t, puis les oxydes d'azote (NOx) avec 1 035t. Leurs origines sont diverses. Les émissions de NH3 majoritairement d'origine agricole du fait de l'épandage de fertilisants et des rejets organiques de l'élevage. Considérablement supérieures au niveau national, les émissions de NH3 de Moulins Communauté démontre un territoire tourné vers l'agriculture. Les NOx sont principalement émis par l'agriculture et les transports. Enfin, les COVNM sont libérés lors de l'évaporation des carburants, notamment lors du raffinage, ou par les gaz d'échappement.

En sus de l'impact sanitaire lié à une exposition chronique des populations (troubles respiratoires…), l'ensemble de ces polluants participent à acidifier les milieux, les fragilisant et favorisant pour les milieux aquatiques et humides les phénomènes d'eutrophisation.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

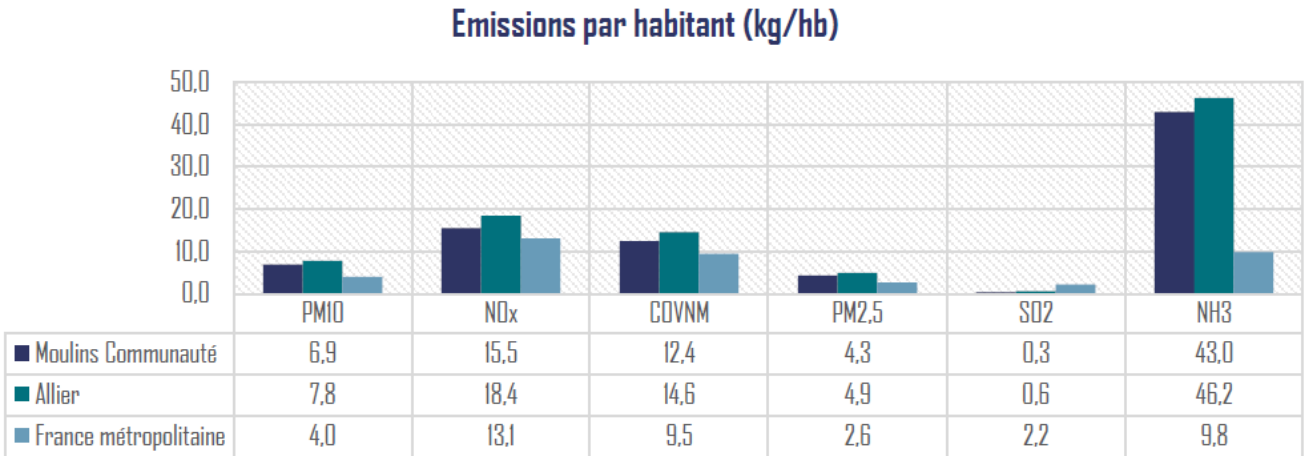
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 341/558

Un bon niveau global de la qualité de l'air

UNE POLLUTION SUPERIEURS AUX RATIOS POUR LES PRINCIPAUX POLUUANTS

Dans le cadre du diagnostic du PCAET, une comparaison des ratios nationaux et locaux des émissions par habitant de chaque polluant a été réalisée.

Le territoire présente des ratios d'émissions par habitant supérieurs à la moyenne nationale exceptée pour le SO2 où le territoire est environ 7 fois moins élevé que le niveau national.



	PM10	NOx	COVNM	PM2,5	SO2	NH3
Moulins Communauté	6,9	15,5	12,4	4,3	0,3	43,0
Allier	7,8	18,4	14,6	4,9	0,6	46,2
France métropolitaine	4,0	13,1	9,5	2,6	2,2	9,8

Emissions par habitants et comparaison avec l'Allier et la France Métropolitaine - Source: Diagnostic Air Energie Climat du PCAET Moulins Communauté

Concernant les dépassements des valeurs limites:

- Les Nox (oxydes d'azote) et PM10 (Particules fines): la population est non exposée aux dépassements de la valeur limite réglementaire annuelle;
- Les PM2,5 (Particules très fines): 12,5% de la population est exposée au dépassement de la valeur limite réglementaire (VLE) annuelle.

Afin de limiter l'importance de ces polluants dans l'air, des actions peuvent être envisagées:

-Sur le secteur résidentiel: renouvellement et remplacement des installations de chauffage bois individuel peu performant

-Sur les infrastructures routières: réflexions sur les déplacements de personnes et de marchandises

-Sur l'agriculture: mise en œuvre de nouvelles pratiques agricoles

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 342/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

- Un PCAET à l'échelle du territoire
- Un approvisionnement en énergie assuré ;
- Des installations d'énergies renouvelables électriques (photovoltaïque), thermiques (géothermie, bois-énergie) et éoliennes sur le territoire et un potentiel fort de développement
- Un bâti ancien qui représente des consommations énergétiques importantes.
- Le secteur agricole, premier poste d'émissions de GES
- Un territoire peu sensible à la précarité énergétique des ménages

ENJEUX

- La réduction du risque de précarité énergétique des ménages par la réhabilitation du parc de logements anciens et le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle ;
- L'exploitation de l'environnement climatique pour réduire les consommations énergétiques (principes bioclimatiques, énergie solaire etc.) ;
- Le développement des énergies renouvelables sur le territoire sur la base des potentiels locaux identifiés et l'approfondissement de la connaissance des ressources disponibles;
- L'optimisation de la filière bois énergie pour augmenter l'exploitation de la biomasse bois sur le territoire ;
- La poursuite du développement maîtrisé et intégré de l'éolien dans les zones favorables ;
- L'étude du potentiel de méthanisation en lien avec l'activité agricole moulinoise.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 343/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Climat Air Energie (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
-	La consommation énergétique par habitant à l'échelle de la Moulins Communauté (27 MWh/hab/an) est légèrement supérieure à la moyenne régionale et nationale. (respectivement 25 et 22MWh/hab/an)	-	Le PCAET en vigueur vise à réduire l'empreinte climat-air-énergie des activités et populations du territoire.
-	Le secteur le plus énergivore est le transport routier (40% des consommations) suivi du secteur résidentiel (30%), soit à eux deux plus de 70% des consommations du territoire.	-	Le développement de la flotte de véhicules électriques est encouragé par la réglementation et plusieurs dispositifs nationaux et régionaux. Un bâti ancien qui représente des consommations énergétiques importantes.
+	Le bois énergie et les autres énergies renouvelables représentent 13% de l'énergie consommée.	⬀	Le potentiel de développement des énergies est significatif sur le territoire.
-	Un mix énergétique dominé par les énergies fossiles	-	Le développement des potentiels mobilisables EnR sur le territoire représente à l'horizon 2050 une production d'environ 1 034GWh et correspond à une multiplication par 4 de la production actuelle. 127 zones d'implantation éolien potentielle dont 38 zones sans enjeu considérées favorables à l'implantation d'éoliennes sur le territoire. Ces structures permettraient une puissance installée de 69MW et un productible de 129GWh.
-	Les émissions de GES en 2023 sur le territoire de l'agglomération de Moulins (9 teqCO2/hab), sont légèrement supérieure à la moyenne nationale (9,2 teqCO2/hab) et largement supérieur à la moyenne régionale (5,9tCO2/hab) Principalement par l'agriculture, sylviculture et aquaculture (40%) et le transport routier (29%).	⬀	Le Zéro artificialisation nette (ZAN) participe à augmenter la séquestration carbone par les sols et la biomasse.
+	Le territoire de Moulins Communauté séquestre environ 37 000 ktCO2e de carbone grâce à son écosystème naturel. Le flux de carbone stocké annuellement correspond à 24% des émissions.	?	Le développement du territoire et l'augmentation démographique menacent les surfaces forestières capables de séquestrer du carbone. Le PCAET en vigueur vise à réduire l'empreinte climat-air-énergie des activités et populations du territoire.
+	Les émissions de polluants de l'air en kg/hab. sont en diminution sur le territoire de Moulins Communauté depuis 2013. Elles ont diminué de 16% en 10 ans. Les gaz SOx (-49%), NOx (-52%), PM2.5 (-49%) et COVNM (-36%)	⬀	Le PCAET en vigueur vise à réduire l'empreinte climat-air-énergie des activités et populations du territoire.
-	2 199 t d'ammoniac (NH3), soit 44% des émissions sur le territoire.	?	

Synthèse et perspective d'évolution : CAE

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⬀ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 344/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



7 NUISANCES SONORES

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

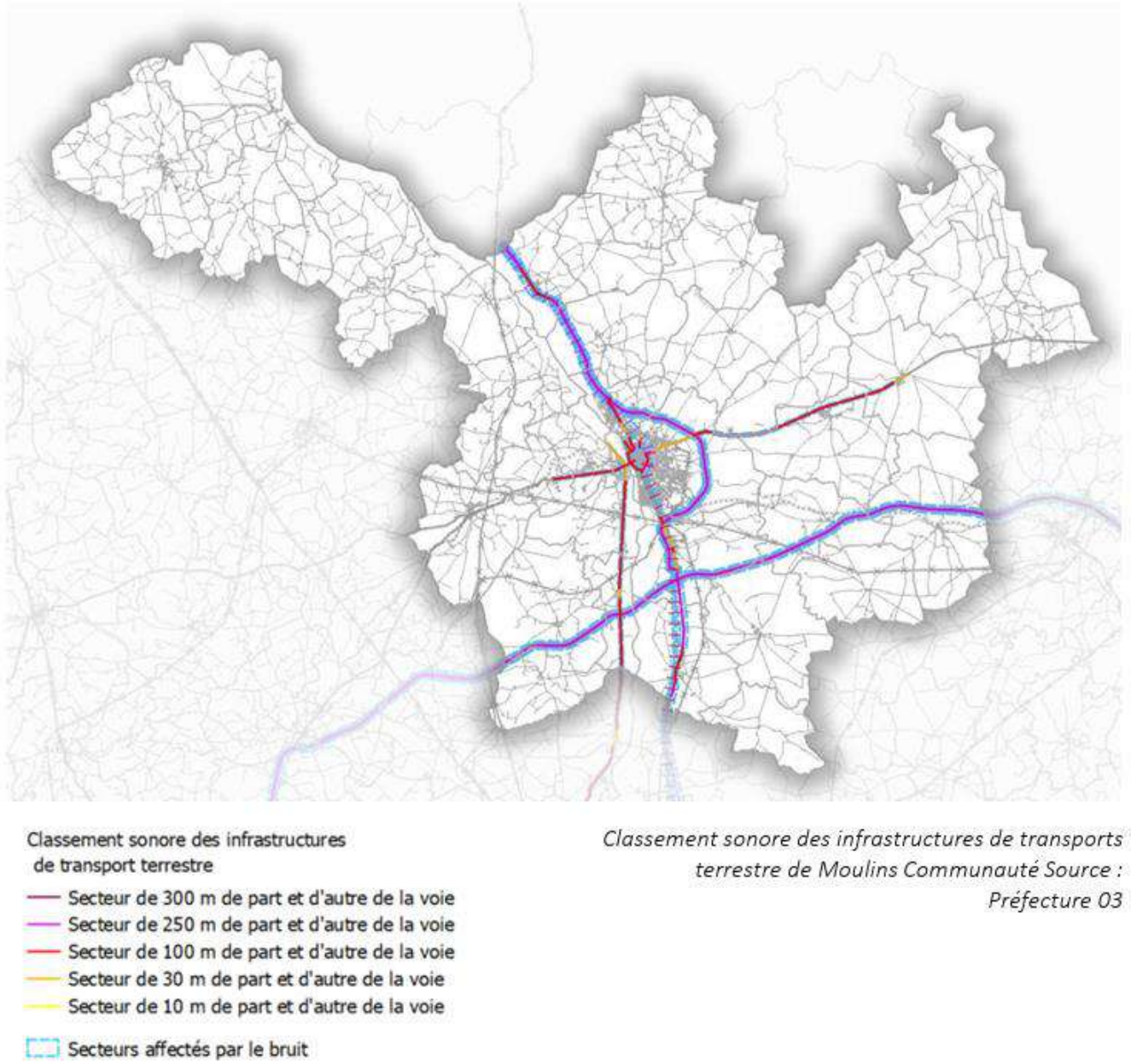
Des nuisances sonores concentrées dans le cœur de l'agglomération et sur les axes routiers

› DES NUISANCES ISSUES DES AXES DE TRANSPORT MAJEURS

Les nuisances sonores impactant Moulins communauté sont essentiellement liées aux infrastructures de transport terrestres. De nombreuses voiries sont sources de nuisances sonores. Elles se concentrent sur un axe Nord-Sud via Moulins et concentrant notamment la voie ferrée n°750000 et la RN7 (classé en catégorie 1 sur une portion du territoire) ainsi que sur un Axe Est-Ouest au droit de la RN79 (classé en catégorie 2). En raison d'un contournement du cœur d'agglomération, les nuisances sonores affectent peu Moulins où le cadre de vie se retrouve néanmoins localement altéré en raison de dessertes locales support d'un trafic journalier relativement dense (RD979, RD779, RD707, RD528…).

Les Cartes de Bruit Stratégiques à l'échelle communale concernant Moulins Communauté ont permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- Qu'aucune personne n'est exposée à des ambiances sonores dépassant les valeurs limites (> 68dB (A) le jour et >62dB (A) la nuit) ;
- Aucun établissement de santé ni établissement d'enseignement n'est affecté par un volume sonore dépassant les valeurs limites mais des établissements d'enseignement situés cours Vincent d'Indy sont néanmoins affectés par le bruit



Classement sonore des infrastructures de transports terrestre de Moulins Communauté Source : Préfecture 03

Source :EIE PCAET Moulins Communauté

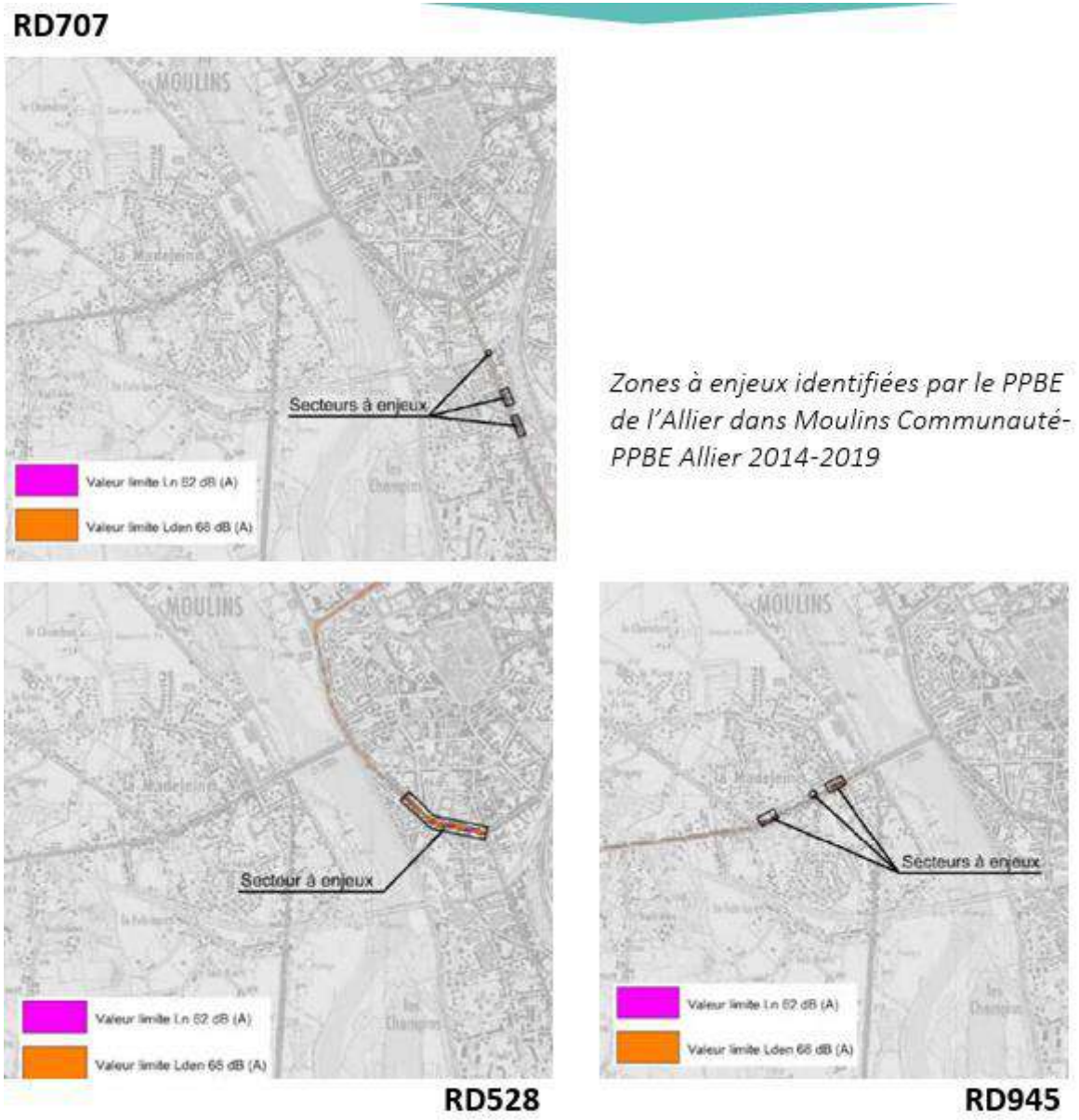
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 346/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

› DES NUISANCES ISSUES DES AXES DE TRANSPORT MAJEURS

Le territoire de moulins communauté est couvert par 2 PPBE. Le PPBE de l'état, de seconde échéance, a été approuvé le 28 janvier 2015. Ce document concerne les infrastructures nationales dont le trafic est supérieur à 8 200 véhicules par jour. Pour le territoire, seule la route nationale 79 est concernée. Dans ce cadre, il est apparu que les enjeux soumis au bruit sur ces tronçons sont assez faibles voire nuls dans la mesure où les espaces traversés sont hors agglomération.

Les routes départementales 945, 707, 528 et 2009 sont concernées par le PPBE de l'Allier 2014-2019 Plusieurs secteurs à enjeux ont ainsi été identifiés. Le Collège Anne de Beaujeu à Moulins a notamment été identifié comme affecté par le bruit dans les cartes de bruit. Des actions sont mises en place via le PPBE afin de minimiser les nuisances et les incidences sur la santé des populations exposées : études de trafic ; aménagement permettant de modifier le trafic ou de réduire la vitesse ; mise en place d'une aide à l'isolation phonique des façades ; emploi de techniques de chaussée à faible niveau de bruit ; développement du covoiturage.



Source :EIE PCAET Moulins Communauté

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 347/558

Nuisances sonores (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
-	Les nuisances sonores ce concentrent au niveau la voie ferrée n°750000 et la RN7 (dont une portion est classée en catégorie 1) ainsi que sur un Axe Est-Ouest au droit de la RN79 (classée en catégorie 2).	⇗	L'augmentation de la population pourrait s'accompagner d'une augmentation des déplacements et/ou du nombre d'habitants. L'essor des mobilités actives et électriques, moins bruyantes contribue à réduire une part des émissions bruyantes du transport routier.
+	Le territoire de moulins communauté est couvert par 2 PPBE	⇗	

Synthèse et perspective d'évolution : nuisances sonores

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 348/558

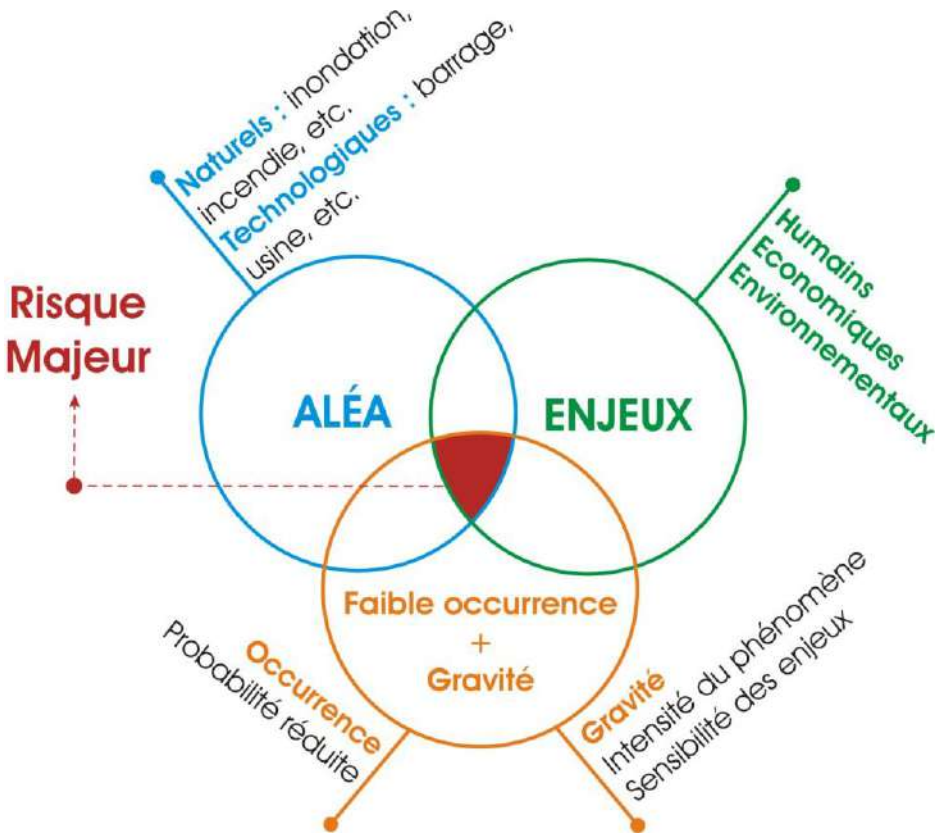
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



8 SITES ET SOLS POLLUÉS RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Définition d'un risque majeur - Source : Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES)

› QU'EST-CE QU'UN RISQUE MAJEUR ?

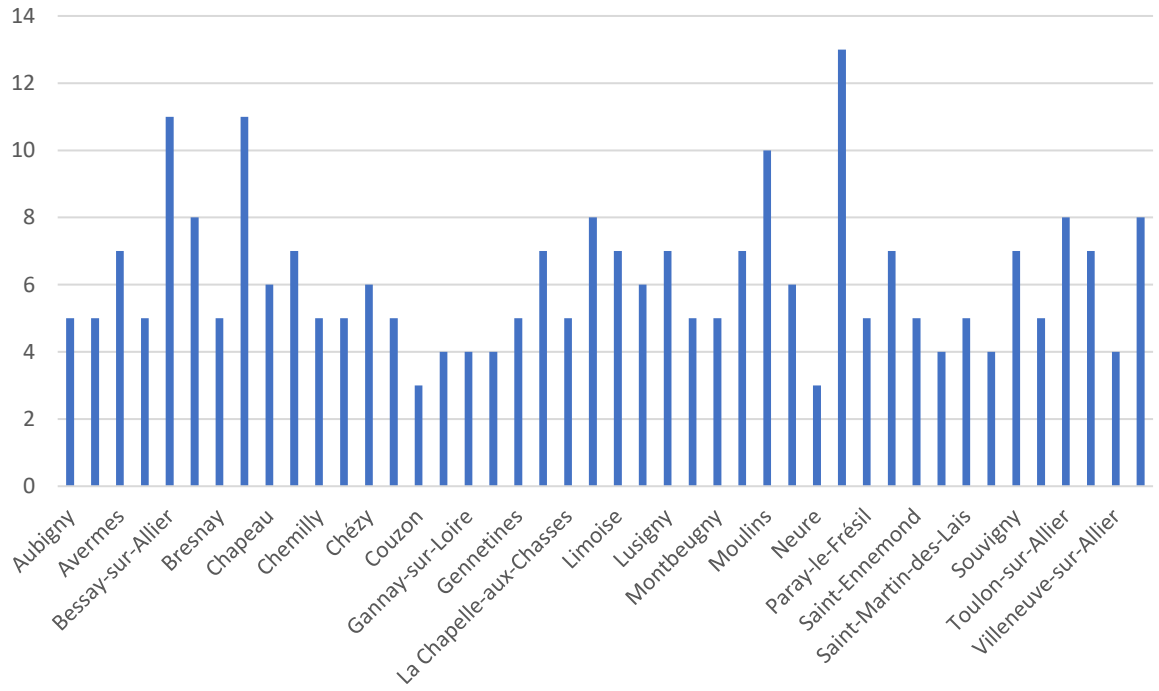
Le risque majeur est la **possibilité d'un évènement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent menacer la sécurité** d'un nombre plus ou moins important de personnes, occasionner des dommages importants, et dépasser, en l'absence de mesures adaptées, les capacités de réaction de la société. Ainsi, l'existence d'un risque majeur est liée d'une part à la **présence d'un aléa et d'autre part à l'exposition d'enjeux socio-économiques qui présentent une vulnérabilité**. Enfin, un risque dit majeur est caractérisé par sa **faible fréquence et par sa gravité**.

Les Dossiers Départementaux des Risques Majeurs (DDRM) précisent que les départements de l'Allier et de la Nièvre sont concernés par les risques inondations, feu de forêt, séisme et mouvement de terrain et, en ce qui concerne les risques technologiques, les 4 existants sur le territoire national sont présents: risque industriel, risque nucléaire, risque de rupture de barrage et risque lié aux Transports de Matières Dangereuses (TMD). D'autre part, le risque minier ainsi que le risque radon sont également présents.

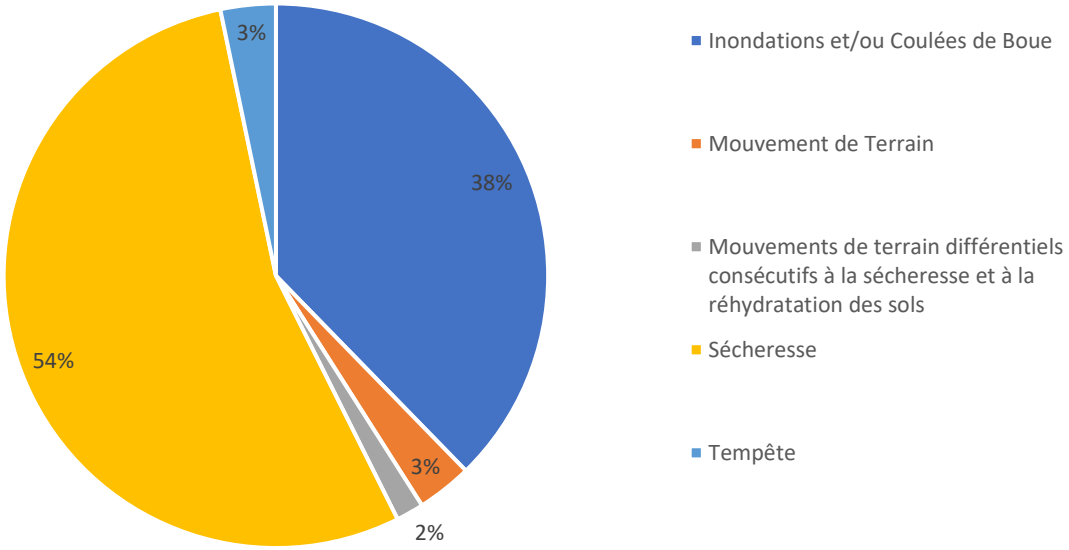
Le DDRM de l'Allier est en cours de refonte en 2024. Il tiendra compte de l'évolution des connaissances mais aussi de l'évolution législative et réglementaire: aux risques d'inondation, de mouvements de terrain, de transports de matières dangereuses, de rupture de barrage et au risque industriel, s'ajoutent le risque de rupture de digue de protection, le risque sismique, le risque de feu de forêt et le risque minier.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 350/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles par commune depuis 1982 - Source : Georisques.gouv.fr – Mars 2025



Part des catastrophes naturelles recensées depuis 1982 sur le territoire communautaire - Source : BDD Gaspar – Georisques.gouv.fr – Mars 2025

› L'EXPOSITION DU TERRITOIRE AUX RISQUES NATURELS

DE NOMBREUX ARRÊTES DE CATASTROPHES NATURELLES SUR LE TERRITOIRE

« Une catastrophe naturelle se caractérise par l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur surveillance ou n'ont pu être prises, un arrêté ministériel constate alors l'état de catastrophe naturelle ».

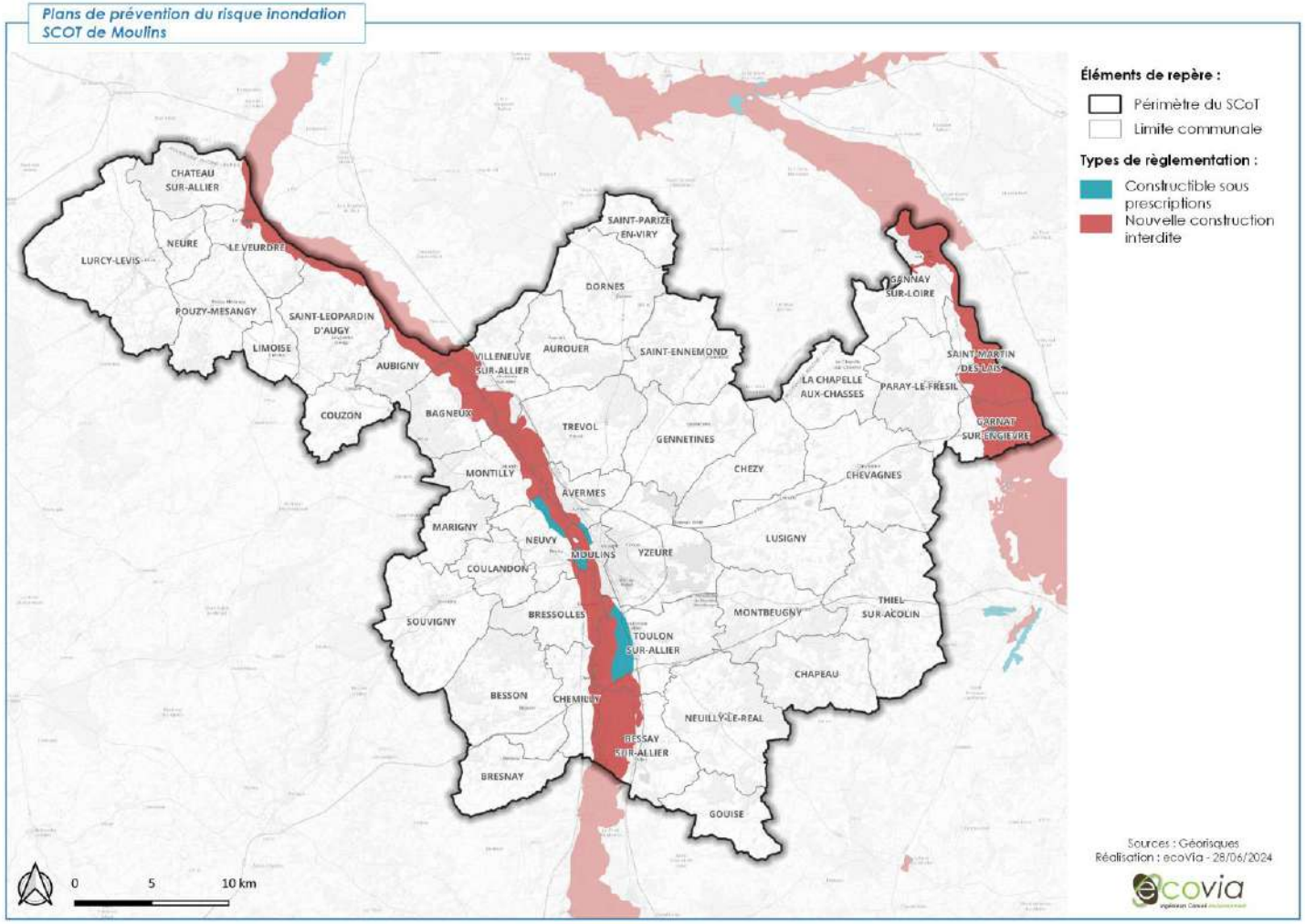
Le recensement, depuis 1982, indique que 382 arrêtés de catastrophes naturelles ont été pris sur le territoire communautaire dans ce cadre, la totalité des communes a déjà été concernée par un évènement dont les dommages sur les enjeux socio-économiques et le fonctionnement du territoire ont justifié un arrêté de catastrophe naturelle. Le territoire du SCoT Moulins Communauté démontre ainsi une vulnérabilité certaines vis-à-vis des risques naturels.

Les phénomènes les plus fréquemment recensés sont les sécheresses, puis les inondations et les coulées de boue et dans un troisième temps les mouvements de terrain et enfin les tempêtes.

Au regard du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle, la commune de Neuvy semble être la plus vulnérable, avec 13 arrêtés de catastrophe naturelle (dont 8 pour sécheresse).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 351/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



UN RISQUE D'INONDATION PRÉDOMINANT

Le territoire intercommunal, du fait de la présence de l'Allier et de la Loire, est soumis à un enjeu fort : le risque d'inondation. Pour encadrer le risque, plusieurs PPRI s'appliquent dans Moulins Communauté :

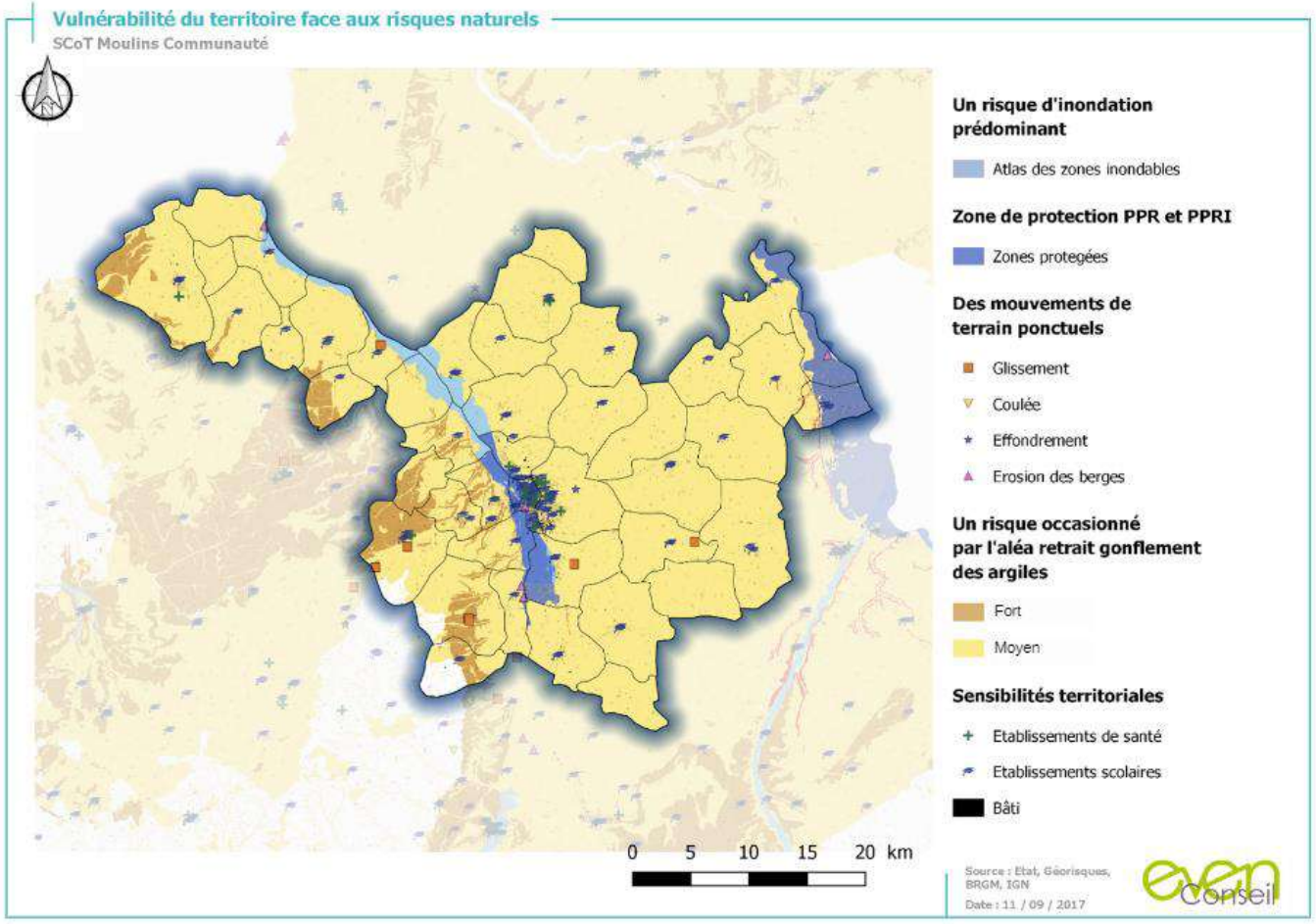
- Le PPRI de l'Agglomération Moulinoise sur la rivière Allier, approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 juin 1997 et révisé par arrêté préfectoral le 31/05/2017 ;
- Le PPRI du Val d'Allier Nord, approuvé par arrêté préfectoral le 30 janvier 2006 ;
- Le PPRI Plaine d'Allier, approuvé par arrêté préfectoral du 23 mai 2008 ;
- Le PPRI Fleuve Loire, approuvé le 20/06/2001 et révisé par arrêté préfectoral le 4 avril 2019.

Au total, ce sont 18 communes du territoire qui sont soumises à ces plans. Ces derniers ont pour objectif de limiter les risques d'atteinte aux personnes et aux biens en délimitant des zones d'aléa faible à fort.

La majorité du territoire est également soumis à un risque de remontée de nappe faible, excepté dans les secteurs contigus au réseau hydrographique dense sillonnant le territoire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 352/558



› DES MOUVEMENTS DE TERRAIN PONCTUELS

Si **la majorité du périmètre de Moulins Communauté est épargnée par ce risque** (aucun PPR ne concerne le périmètre), certaines communes sont néanmoins concernées par:

- Le risque d'effondrement lié à la présence de cavités : il s'agit d'un désordre créé par la rupture du toit d'une cavité souterraine (dissolution, mine,...). 1 cavité est à recenser sur le territoire d'Yzeure (ouvrages civils) ;
- Le risque de glissement : Il correspond au déplacement de terrains meubles ou rocheux le long d'une surface de rupture. 5 communes sont concernées ;
- Le risque d'érosion des berges : Il s'agit d'un phénomène régressif d'ablation de matériaux, dû à l'action d'un écoulement d'eau turbulent (fluvial ou marin). 4 communes présentent ce risque.

Globalement faible, l'aléa retrait/gonflement des argiles peut néanmoins être considéré comme moyen (sud et ouest) **voire fort** (est) **sur certaines zones restreintes du territoire**. Ce phénomène, bien que peu dangereux pour la vie des personnes concernées, représente le second poste d'indemnisation aux catastrophes naturelles affectant les maisons individuelles du fait des dommages causés aux constructions (fissures notamment). 17 communes ont déjà fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle pour des mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse (les sols argileux se rétractent en période de sécheresse, et qui se traduit par des tassements différentiels): Aurouer, Bessay-sur-Allier, Besson, Bressolles, Chapeau, Château-sur-Allier, Gouise, Limoise, Lusigny, Montbeugny, Moulins, Neuilly-le-Réal, Neuvy, Paray-le-Frésil, Saint-Léopardin-d'Augy, Toulon-sur-Allier et Yzeure.

Le territoire est classé en zone de sismicité faible (zone 2 sur une échelle de 5). Néanmoins, des prescriptions particulières doivent être appliquées aux constructions. Les établissements de catégorie d'importance III et IV tels les bâtiments scolaires et les hôpitaux doivent appliquer l'Eurocode 8 en cas de modification de l'existant et de nouvelles constructions.

Accusé de réception en préfecture
003-260071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 353/558

UN RISQUE INDUSTRIEL IMPORTANT SUR LE TERRITOIRE

Un risque industriel majeur se caractérise par un évènement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Par définition, toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les installations sont ensuite catégorisées en différents régimes en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients engendrés:

- **Déclaration** : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire.
- **Enregistrement** : conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées.
- **Autorisation :** pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement d'une activité voire sanctionner en cas de non-respect des règlementations de l'ICPE.

Les établissements ICPE en fonctionnement sont réglementés dans l'objectif d'éviter les nuisances, risques chroniques ou risques accidentels vis-à-vis des tiers. Une trop grande proximité entre les zones d'habitation et ces établissements peut toutefois complexifier la gestion des risques et limiter les possibilités d'extension de ces entreprises.

Au total **146 ICPE** sont présentes sur le territoire**, 2 ICPE sont classée SEVESO seuil haut et une ICPE est classée SEVESO seuil bas.** Au total 38 ICPE sont soumises à un régime d'autorisation, 48 à enregistrement et 60 à un autre régime. Les communes suivantes sont particulièrement concernées par la présence d'ICPE dans leur territoire : Yzeure avec 31 sites, Avermes avec 14 sites, Moulins avec 9 sites.

Les ICPE intègrent également les carrières au sein d'une législation complémentaire spécifique du Code de l'Environnement (articles L. 515-1 et suivants). Encadrées par le Schéma Départemental des Carrières, dont la révision a été approuvée par arrêté préfectoral le 29 juin 2012, elles sont présentes dans plusieurs communes du territoire de Moulins Communauté.

LA POLLUTION DES SOLS

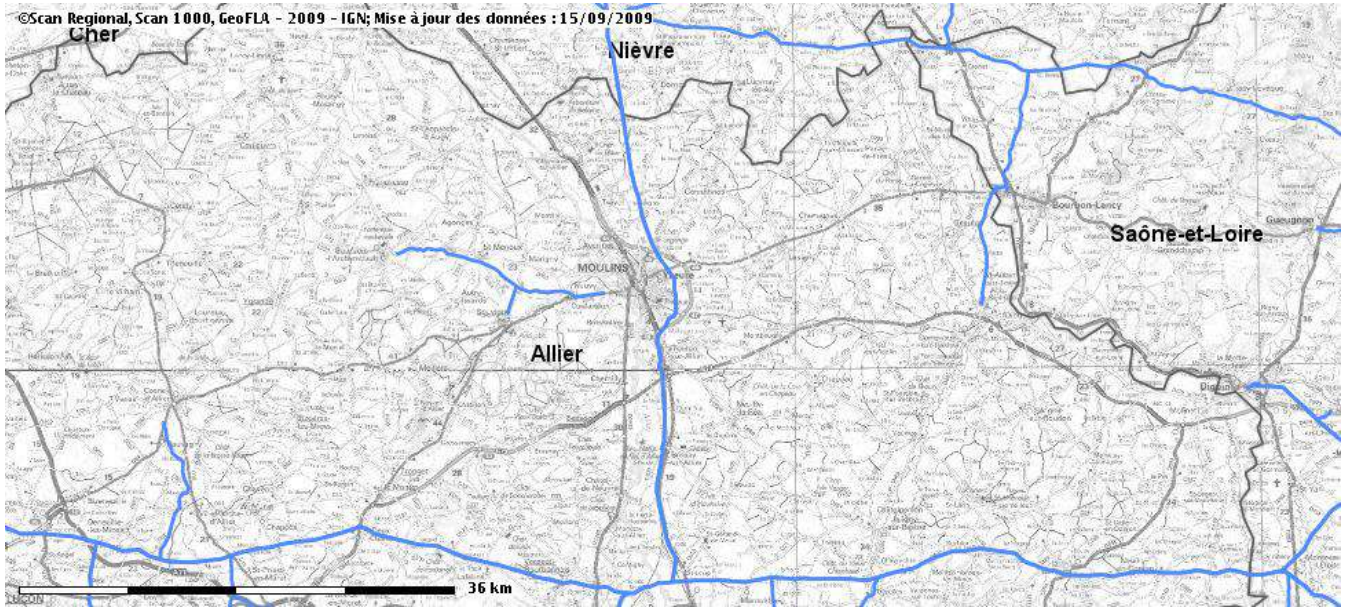
En matière de sites et sols pollués, les démarches de gestion mises en place par l'Etat s'appuient sur les principes suivants : prévenir les pollutions futures, mettre en sécurité les sites nouvellement découverts, connaître, surveiller et maîtriser les impacts, traiter et réhabiliter en fonction de l'usage puis pérenniser cet usage, garder la mémoire, impliquer l'ensemble des acteurs. La politique de gestion des sites et sols pollués s'est d'abord fondée sur un important travail de recensement qui a abouti au début des années 1990 à la création de la première base de données des sites potentiellement pollués : BASIAS. La politique de réhabilitation et de traitement des sites s'est infléchie à la fin des années 1990 vers une politique de gestion des risques en fonction de l'usage. Elle s'est traduite en 2007 par une politique nationale de gestion des sites et sols pollués, actualisée en 2017 : BASOL. Cette politique s'appuie sur l'examen et la gestion du risque sanitaire envers les populations plutôt que sur des niveaux prédéfinis de pollution des sols. Par ailleurs, elle définit les actions de réhabilitation à mettre en œuvre et fixe les usages des sols compatibles avec les pollutions résiduelles après traitement du site. Elle peut établir des interdictions ou des restrictions d'usage en cas d'incompatibilité même après réhabilitation.

En octobre 2021, le système d'information géographique constitué par la CASIAS, carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services, a intégré les sites répertoriés dans BASIAS. Aujourd'hui, la CASIAS contient les anciens sites industriels et activités de service recensés sur le territoire français, repris de l'ancienne base de données BASIAS. Les données contenues dans CASIAS sont publiques et diffusées via le portail Géorisques. La CASIAS répond à l'obligation qui est faite à l'Etat de publier, au regard des informations dont il dispose, une carte des anciens sites industriels et activités de services conformément à l'article L125-6 du code de l'environnement modifié par l'article 173 de la loi ALUR (loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) et à l'article R. 125-48 introduit pour l'application du IV de l'article L. 125-6.

Le territoire de Moulins est concerné par **10 sites BASOL et 254 sites CASIAS**. L'existence d'un site CASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit, aussi ils représentent des potentiels fonciers à examiner au cas par cas, une vigilance quant à la pollution éventuelle des sols devant être maintenue.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 354/558



Source: Site Cartelie

LE RISQUE INDUIT PAR LE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES (TMD)

Le territoire est aussi concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses. Des canalisations de transport de gaz traversent le territoire.

Bien que reconnu comme le moyen de transport le plus sûr et le moins impactant pour l'environnement, ces canalisations présentent un risque potentiel. Des précautions sont nécessaires en matière de développement urbain à leurs abords afin de limiter l'exposition des biens et des personnes.

D'autre part, des matières dangereuses transitent également par transport routier. Régulièrement empruntés par les poids lourds, les axes routiers de l'ensemble du territoire sont concernés, bien que les axes structurants soient à priori plus exposés (RN7, RN79, RD707, RD2009, RD945, RD779 et voie ferrée sur laquelle circule la ligne de train de Moret-Veneux-les-Sablons à Lyon Perrache). Le risque d'accident et de déversements de substances dangereuses est ainsi présent tout au long de l'année.

RISQUE DE RUPTURE DE BARRAGE

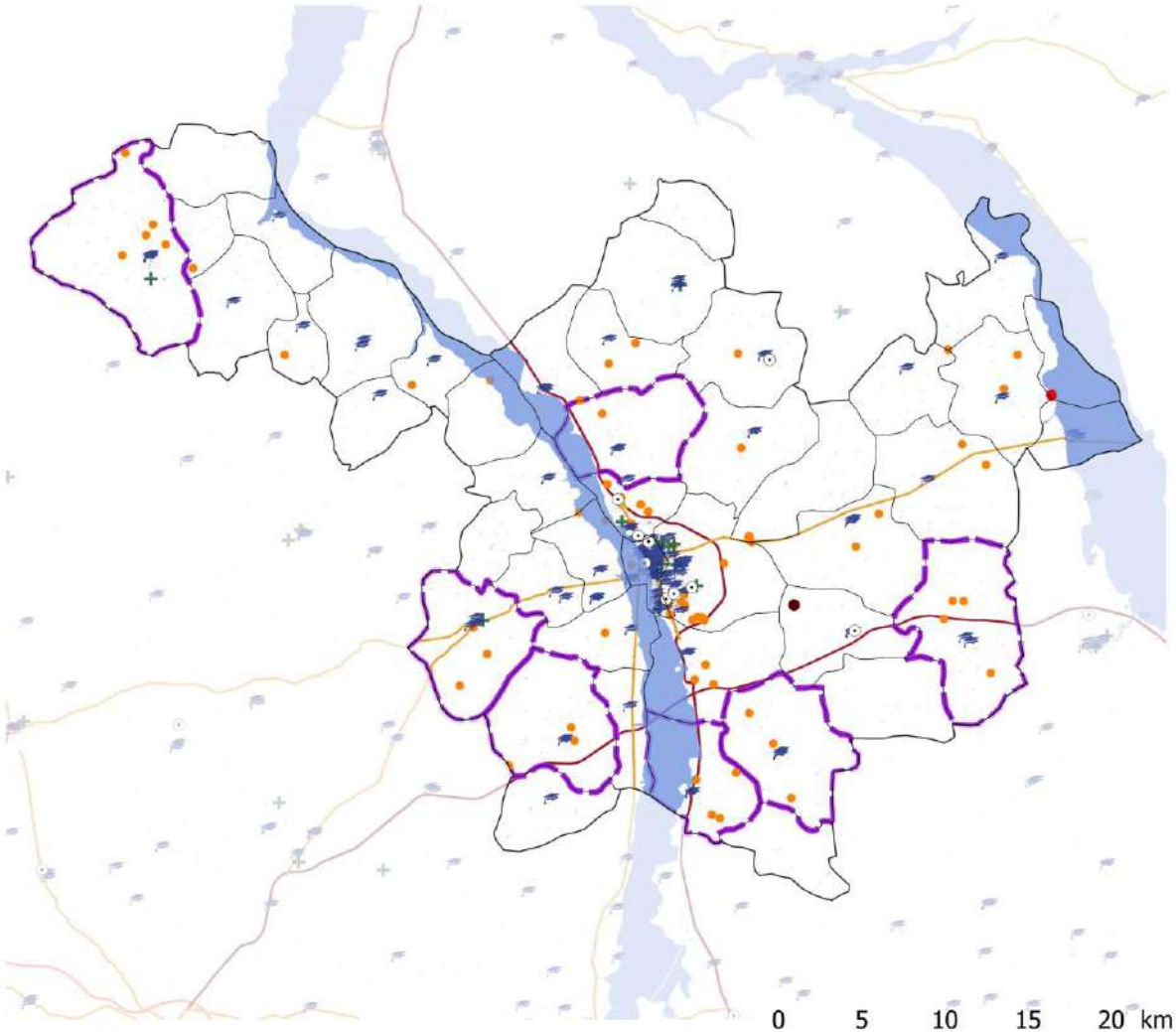
Enfin, il existe sur le territoire de Moulins communauté un risque de rupture de barrage, concernant une partie des communes des bords de l'Allier et celles de la rive gauche de la Loire. Même si le risque de rupture de barrage est extrêmement faible, il existe cependant. Dans le territoire, ce risque est directement lié à une potentielle rupture du barrage EDF de Fades-Besserves sur la Sioule, dans le département du Puy-de-Dôme ou de celui de Villerest sur la Loire, dans le département du même nom. Etant classifiés comme 2 des 4 barrages présentant un risque majeur pour le département de l'Allier, ces barrage EDF sont soumis à un PPI (Plan Particulier d'intervention).

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 355/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Vulnérabilité du territoire face aux risques technologiques, issus du tissu industriel

SCoT Moulins Communauté



Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 858
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 356/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

La base de données Gaspar, recense **4 PPRn sur le territoire.**

Plan de Prévention des risques	Date d'approbation	Communes concernées
PPR – Plaine d'Allier	22/05/2008	Bessay-sur-Allier, Chemilly, Toulon-sur-Allier
PPRi – Allier agglo de Moulins	31/05/2017	Avermes, Bressolles, Moulins, Neuvy, Toulon-sur-Allier
PPRi Fleuve Loire	04/04/2019	Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Saint-Martin-des-Lais
PPRi Val d'Allier	30/01/2006	Aubigny, Bagneux, Château-sur-Allier, Le Veurdre, Montilly, Saint-Léopardin-d'Augy, Trevol, Villeneuve-sur-Allier

Détail des Plans de Prévention des risques sur le territoire de Moulins Communautés (Source : Gaspar, DDT Allier)

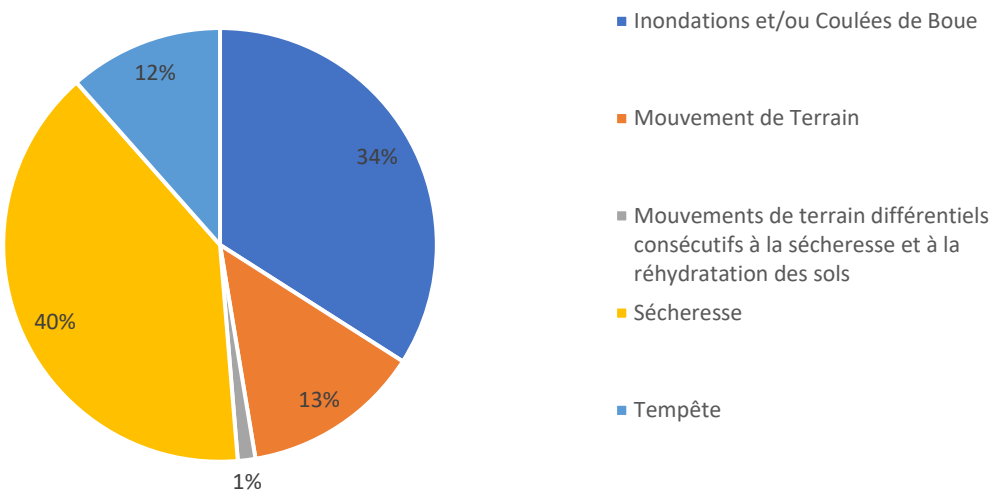
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 357/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Les risques naturels

57 arrêtés de catastrophes naturelles ont été pris sur le territoire entre 1982 et 2025, concernant toutes les communes du territoire.

Les arrêtés de catastrophes naturelles pour sécheresse représentent 40% des CATNAT du territoire, suivi par les arrêtés d'inondation et/ou coulées de boues avec 34%.



Répartition du nombre d'arrêtés par type de risques, Mars 2025 (Source : Gaspar)

Libellé du risque	Nombres d'arrêtés	Nombre de communes concernées
Inondation et/ou coulées de boues	23	44
Mouvements de terrain	2	44
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	1	5
Sécheresse	33	43
Tempête	2	44
Total	**57**	**44**

Libellé des risques ayant conduit à une catastrophe naturelle (Source : Gaspar)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 358/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Risque	Effets potentiels du changement climatique
Inondation	Il existe beaucoup d'incertitudes. Mais dans le pire des cas, le changement climatique est susceptible d'augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes et de modifier le régime des pluies. Cela pourrait engendrer une augmentation du risque inondation, avec des épisodes pluvieux plus forts, et des volumes d'eau plus importants, et donc des ruissellements plus importants, d'autant plus élevés si l'imperméabilisation des sols n'est pas réduite d'ici là.
Phénomènes météorologiques	Dans le pire des cas, le changement climatique pourrait augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes telles les pluies diluviennes et tempêtes, ce qui pourrait engendrer une augmentation du risque.
Mouvement de terrain	Les sècheresses sont amenées à être plus fréquentes, et parfois associées à des canicules. Cela pourrait avoir un impact sur la stabilité des sols, et, associé à des phénomènes éventuels de pluies diluviennes, directement accentuer certains aléas, comme les glissements de terrain ou le retrait-gonflement des argiles.
Sismique	Pas d'effet connu documenté.

Des risques sensibles aux effets du changement climatique

Le territoire français est concerné par le changement climatique. Les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'en 2050, quel que soit le scénario. Selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique), le réchauffement en température moyenne annuelle pourrait dépasser 5 °C en fin de siècle par rapport à la période 1976-2005. Les départements de l'Allier et de la Nièvre.

La prise en compte des risques sur le territoire pour le futur se fera donc au regard du changement climatique et de ses impacts sur l'ensemble de l'environnement.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 359/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Risques naturels et technologiques (atouts et faiblesses)		Tendances et facteurs d'évolution	
-	Le risque inondation est prédominant sur le territoire au niveau des cours d'eau principaux	⇗	4 PPRI s'appliquent sur le territoire pour limiter le risque inondation Le changement climatique engendre une intensification des phénomènes extrêmes tels que les épisodes de fortes pluies favorisant le risque inondation
-	Le risque de mouvement est présent : effondrement, glissement, érosion des berges Le risque de retrait gonflement des argiles (RGA) est moyen à fort sur certaines zones au sud et à l'est du territoire	⇗	Le changement climatique engendre une intensification des phénomènes extrêmes tels que les épisodes de sécheresse et de pluies intenses, favorisant les risques de mouvement de terrain Pas de PPR mouvement de terrain en vigueur
-	Sur le territoire, il existe 10 sites et sols pollués (BASOL). Moulins Communauté est également concerné par 254 sites potentiellement pollués (BASIAS)	⇗	La règlementation vise à maîtriser les risques de pollutions
-	Le territoire est aussi concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses : canalisations de transport de gaz et le transport routier.	⇗	Les aléas naturels (inondations, RGA, et mouvements de terrain) peuvent être vecteurs de risques technologiques intensifiés dans certaines zones avec les évolutions climatiques.
-	Le territoire est concerné par le risque industriel avec 146 ICPE dont une classée SEVESO à seuil bas et deux seuil haut	⇗	
-	Il existe un risque faible de rupture de barrage concernant une partie des communes des bords de l'Allier et celles de la rive gauche de la Loire.	⇗	Les barrages EDF de Fades-Besserves sur la Sioule et celui de Villerest sur la Loire sont soumis à un PPI
+	Risque sismique faible	⇗	Aucun évènement attendu susceptible d'aggraver le risque sismique

Synthèse et perspective d'évolution : Risques naturels et technologiques

Le diagnostic de la situation actuelle est traduit dans les champs atouts et faiblesses (colonne de gauche), tandis que les opportunités ou menaces (colonne de droite) sont autant de facteurs d'évolution.

Situation actuelle		Tendances et facteurs d'évolution	
+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale se poursuit - La situation initiale s'inverse ? : non prévisible	Facteurs d'évolution positive
-	Faiblesse pour le territoire		Facteurs d'évolution négative

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 360/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

CONSTATS

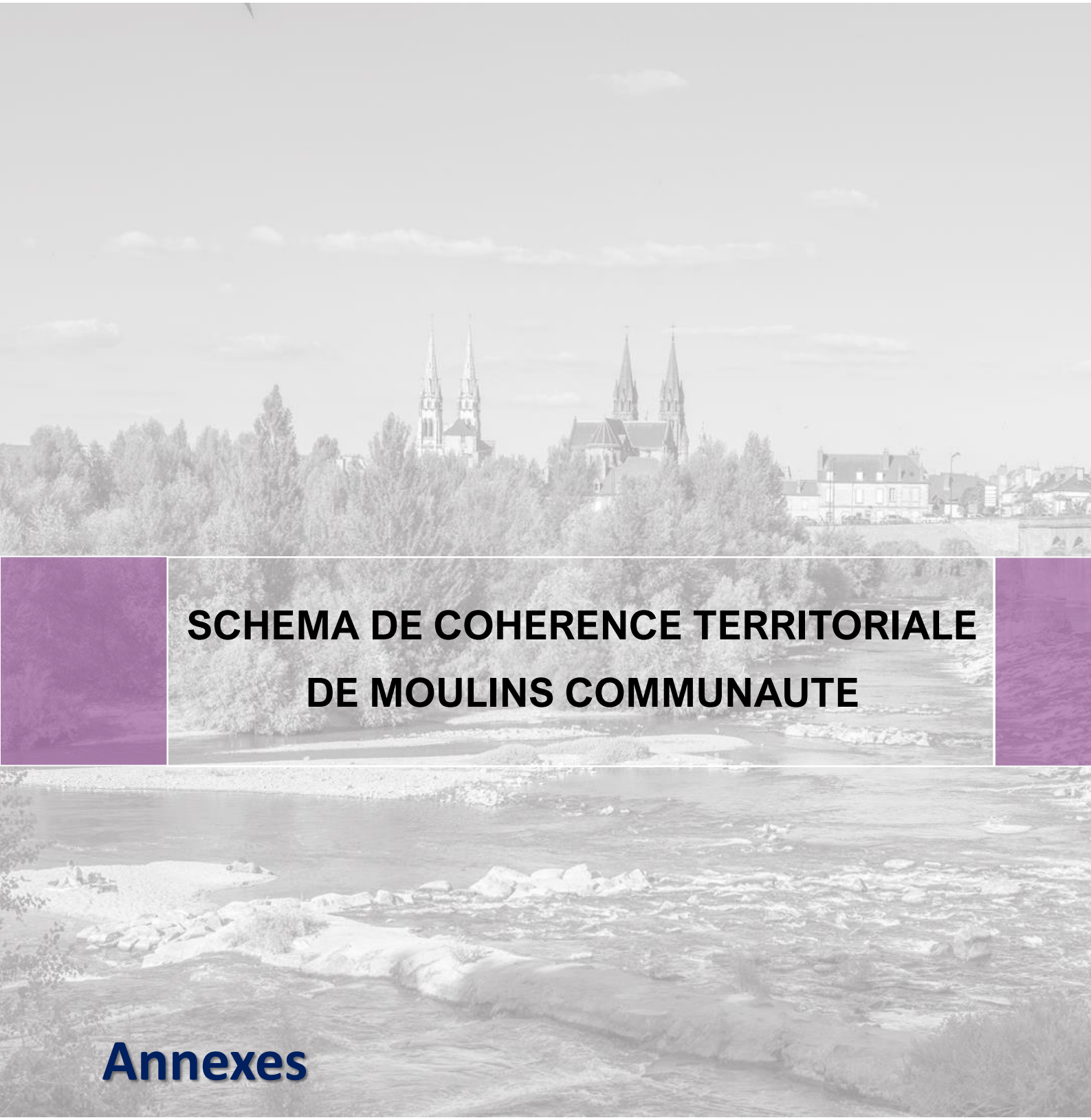
- Un encadrement des risques d'inondation par un PPRi approuvé, permettant de réguler l'urbanisation en fonction du degré d'aléa ;
- 2 ICPE sont classée SEVESO seuil haut et une ICPE est classée SEVESO seuil bas sur le territoire de Moulins Communauté ;
- 254 sites CASIAS
- Un territoire sensible aux mouvements de terrain et à l'aléa retrait/gonflement des argiles ;
- De nombreuses ICPE soumis à autorisation sur le territoire, en particulier à Avermes, Bessay-sur-Allier, Lurcy-Lévis, Moulins, Thiel-sur-Acolin et Yzeure
- Des carrières présentes dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération ;
- Des canalisations de transport de gaz qui traversent le territoire ;
- Deux barrages identifiés comme présentant un risque majeur impactant le territoire ;
- Une infrastructure de transport terrestre particulièrement impactante pour l'ambiance sonore: la RN7 ;
- Un fort impact de l'agriculture, des infrastructures routières et du résidentiel sur la qualité de l'air ;
- Un bon niveau global de la qualité de l'air

ENJEUX

- Intégrer les risques dans les choix d'aménagement du territoire, afin de ne pas exposer les futurs habitants ;
- Améliorer la connaissance des cavités souterraines qui entraînent un risque de mouvement de terrain et prescrire des études de sol avant tout aménagement ;
- Eviter le développement urbain linéaire le long des infrastructures de transport qui pourraient s'avérer majeures pour éviter l'exposition aux nuisances sonores dans le cas d'intensification du trafic ;
- Anticiper les effets de l'augmentation de l'attractivité du territoire et de son développement sur le trafic routier, et donc sur l'ambiance sonore et la qualité de l'air locale, dans un souci de préservation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 361/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 3 - Justifications des choix

Version pour l'arrêt du 14 mai 2025

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

I. PREAMBULE 3

II. INTRODUCTION ..... Erreur ! Signet non défini.

UNE ELABORATION QUI S'APPUIE SUR DES ACQUIS 4

LA DEMARCHE 5

LES GRANDS CHOIX STRATEGIQUES 5

III. ELEMENTS DE CADRAGE ET DE REFERENCE POUR LA REVISION DU SCOT 7

SYNTHESE DES ENJEUX DU TERRITOIRE 7

CADRE DES SRADDET DES REGION AUVERGNE-RHONE-ALORS ET BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE 10

IV. JUSTIFICATION DU PROJET AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENt 28

PRINCIPE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT 28

LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AU SEIN DU PROJET 28

➲ Un respect du patrimoine architectural et paysager du territoire 28

➲ L'adéquation du développement avec la ressource en eau 29

➲La préservation des milieux naturels et de la biodiversité 30

➲Une intégration des objectifs climat, air et énergie au sein du SCOT 32

➲L'intégration des risques 34

➲Santé humaine 35

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 363/553

Préambule

Le présent document répond aux conditions posées par la Loi pour ce qui concerne le rapport de présentation en justifiant le « projet » du territoire contenu dans le PAS et du DOO vis-à-vis des enjeux du diagnostic.

Pour rappel, l'article L. 141-5 du Code de l'urbanisme stipule que : *« Les annexes ont pour objet de présenter :*

1° Le diagnostic du territoire, qui présente, notamment au regard des prévisions économiques et démographiques, les besoins en termes d'aménagement de l'espace, de ressource en eau, d'équilibre social de l'habitat, de mobilités, d'équipements et de services. Il prend en compte la localisation des structures et équipements existants, les besoins globaux en matière d'immobilier, la maîtrise des flux de personnes, les enjeux de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, notamment en matière de biodiversité et de potentiel agronomique, des paysages et du patrimoine architectural ainsi que ceux relatifs à la prévention des risques naturels et l'adaptation au changement climatique. En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes ;

2° L'évaluation environnementale prévue aux articles L. 104-1 et suivants ;

3° La justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement stratégique et le document d'orientation et d'objectifs ;

4° L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définie dans le document d'orientation et d'objectifs ;

5° Lorsque le schéma de cohérence territoriale tient lieu de plan climat-air-énergie territorial, les éléments mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 141-17.

En outre, peuvent figurer dans les annexes tous documents, analyses, évaluations et autres éléments utilisés pour élaborer le schéma que l'établissement public estime nécessaire de présenter à titre indicatif ainsi que le programme d'actions mentionné à l'article L. 141-19.»

L'explication porte donc sur le fond du document, sur ses orientations et objectifs, mais également sur le processus ayant permis de l'établir.

La méthodologie de l'explication des choix repose sur une double analyse :

- Les raisons pour lesquelles tel ou tel choix a été réalisé ;
- La cohérence des choix réalisés, notamment entre les différentes pièces du « dossier de SCoT », c'est-à-dire la cohérence globale du processus d'élaboration et de ses différentes phases. La cohérence des choix s'exprime tout au long de la procédure, tandis que leur motivation se concentre sur la période de détermination du PAS.

Le présent document analysera la motivation des choix ayant permis d'élaborer le PAS puis détaillera la cohérence des choix exprimés dans le SCoT (PAS et DOO).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 364/536

INTRODUCTION

Le SCoT de Moulins Communauté représente un territoire regroupant 64 257 habitants en 2021[1], 44 communes pour une superficie totale de 1 336 km². Il se situe au nord de l'Auvergne et au Nord-Ouest de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

UNE ÉLABORATION QUI S'APPUIE SUR DES ACQUIS

Le 1er SCoT de Moulins communauté a été approuvé le 16 décembre 2011 sur un périmètre de 26 communes.

Par délibération communautaire en date du 19 décembre 2014, Moulins Communauté a décidé d'engager la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale.

Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, la Communauté d'agglomération de Moulins, née de la fusion de Moulins Communauté et des communautés de communes « Pays de Lévis en Bocage Bourbonnais » et « Pays de Chevagnes en Sologne, Bourbonnaise » regroupe 44 communes pour une population totale de 64 963 habitants suite à l'arrêté inter préfectoral nº3185/2016 en date des 1er et 5 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération « Moulins communauté», de la communauté de communes « Pays de Lévis en Bocage Bourbonnais » et de la communauté de communes « Pays de Chevagnes en Sologne, Bourbonnaise » étendue aux communes de Dornes et Saint-Parize-en-Viry situées dans le département de la Nièvre.

Par délibérations du 15 décembre 2017, Moulins Communauté a décidé de maintenir en vigueur le SCoT suite à son évaluation et d'étendre la révision du SCOT au nouveau périmètre de l'intercommunalité.

Par délibération du 29 juin 2021, Moulins Communauté a décidé de poursuivre la révision du SCOT dans la forme modernisée prévue par l'ordonnance 2020-744.

En parallèle, la Communauté d'Agglomération a élaboré son projet de territoire (approuvé à l'unanimité par délibération du 14 octobre 2022) et un programme local de l'habitat approuvé en 2024.

Cette révision s'inscrit bien évidemment dans les évolutions réglementaires en cours, notamment sur la thématique de non-artificialisation des sols, et doit être compatible avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La révision du SCoT s'inscrit dans une démarche globale intégrant notamment :

- Le projet de territoire, véritable feuille de route qui fixe les grandes orientations et les stratégies pour le futur de l'agglomération, à l'échelle de l'ensemble de son périmètre géographique.
- Les ambitions du PCAET, en cours de finalisation pendant l'élaboration du PAS et du DOO,

[1] INSEE 2021, dernier recensement à la date d'Arrêt du SCoT révisé

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 365/536

- Le Zéro Artificialisation Nette, dont les objectifs de modération de la consommation foncière seront définis par le SRADDET et devront être intégrés au PAS. Cet objectif pourra être territorialisé sur le territoire de Moulins Communauté.

LA DÉMARCHE

Les grandes phases de la démarche - diagnostic, projet d'aménagement stratégique et réalisation du document d'orientations et d'objectifs - ont été travaillées au sein de différents groupes réunissant des techniciens et des élus. Les éléments ont été échangés dans les instances officielles : Commission d'Urbanisme, Conférence des Maires, Conseil Communautaire.

- Une phase de diagnostic

La phase de diagnostic a été réalisée et partagée avec les techniciens et élus au sein de groupes thématiques : Économie (agriculture, ZAE-industrie-Artisanat, commerce, tourisme), habitat et formes urbaines, mobilité-déplacements, TVB, risques et énergie, eaux, risques, foncier...).

- Une phase PAS avec une approche prospective

Dans la logique de ce qui a été défini par le PLH, et avec la même méthode, une démarche prospective a ensuite été menée.

À la suite de l'identification des défis du territoire, et de la volonté de définir des perspectives économiques (emplois) comme démographiques (logements), des propositions stratégiques ont été établies.

Cette phase de prospective a permis de confirmer les principales idées partagées :

- Le rebond économique justifié par le grand démarrage du Logiparc03 doit être soutenu par une politique d'accueil et d'accompagnement qui renforcer l'attractivité du territoire pour les jeunes, les jeunes actifs, les ménages.
- Dans cette logique, le vivre ensemble apparaît comme une valeur à préserver et développer.
- La proximité, une réalité en mutation, mais que tous souhaitent promouvoir, notamment par le renforcement des commerces dans les centralités urbaines
- La qualité urbaine désignée comme incontournable pour répondre aux exigences de sobriété foncière, et à la nécessaire revitalisation des centres bourgs et centres-villes.
- Une mise en commun qui fait consensus pour faire face à la baisse des moyens des collectivités.

LES GRANDS CHOIX STRATÉGIQUES

Le schéma de cohérence territoriale est le document d'urbanisme qui, à l'échelle du territoire de Moulins Communauté, détermine l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement du territoire dans le cadre défini par le projet de territoire.

Il fixe notamment un cadre général fondé sur 3 thématiques obligatoires :

- Développement et valorisation des complémentarités des activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 366/536

- Renforcement de l'offre de logements, d'habitat renouvelée, et des capacités et/ou conditions d'accueil du territoire (services, commerces de proximité, implantation des grands équipements, loisirs et culture ...), organisation des mobilités.

- Transition écologique, énergétique et climatique, lutte accrue contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, prévention des risques, préservation et valorisation des paysages, de la biodiversité, des ressources naturelles.

- La gestion économe du foncier et la lutte contre l'artificialisation sont intégrées au sein de chacun des 3 piliers.

Le SCoT de Moulins Communauté a placé l'humain au centre des réflexions : ses besoins (emplois, logements ...), son bien-être, son cadre de vie, les modes de vie, etc.

Simultanément, Il a pris en compte les impacts des évènements récents - crise sanitaire, intensité des changements climatiques et de leurs conséquences…

Le SCoT se doit de répondre à des objectifs exigeants, déjà présents, mais qui deviennent prégnants aujourd'hui, comme la gestion économe de l'espace, la prise en compte des questions de climat et d'énergies (sobriété, énergies renouvelables…) ...

Ainsi, le SCoT de Moulins Communauté a construit le projet autour des trois grands axes suivants :

- Promouvoir une armature territoriale garante de la proximité, de l'efficacité du fonctionnement quotidien du territoire et en affirmer l'attractivité,

- Répondre à l'urgence climatique,

- Améliorer la qualité de vie des habitants du territoire communautaire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 367/558

LES ÉLÉMENTS DE CADRAGE ET DE RÉFÉRENCE POUR LA REVISION DU SCOT

LA SYNTHÈSE DES ENJEUX DU TERRITOIRE

Urbanisation, habitat, et aménagement de l'espace	
POPULATION	Le maintien et le renforcement de la dynamique démographique pour permettre la réalisation de l'ambition économique dans une logique d'équilibre entre le développement du cœur d'agglomération, le renforcement des pôles secondaires, l'accueil de nouvelles populations dans les villages équipés et le maintien démographique dans les villages.
LOGEMENTS	Le renforcement et la diversification du parc de logement afin de répondre aux trajectoires résidentielles tout en mobilisant des capacités d'accession afin d'attirer ou de fixer des primo-accédants et les jeunes actifs, tout en : - Adaptant la taille des logements à celle des ménages (jeunes, actifs et personnes âgées) - Remobilisant les logements vacants comme outil de densification urbaine - Rééquilibrant le parc de logement social en diversifiant sa typologie (logement de petite taille) et de sa localisation, notamment sur les communes d'Avermes et Yzeure (rattrapages)
ÉQUIPEMENTS	Le maillage des équipements à l'échelle du SCoT avec une hiérarchisation selon l'armature urbaine, avec un, accent mis sur le renforcement des services à la personne notamment des personnes âgées. Le renforcement de l'offre en enseignement supérieur comme moteur de l'attractivité du territoire.
CONSOMMATION D'ESPACE	La diversification des formes urbaines afin de produire des logements moins consommateurs d'espace ; La densification des zones d'activités et la reconquête des friches à prioriser face à la mobilisation de terres agricoles ou naturelles.
Développement économique, zones d'activités et dynamiques commerciales	
EMPLOIS ET ENTREPRISES	La création d'emplois locaux diversifiés (emplois résidentiels (urbains) et productifs (ZAE) pour endiguer la fragilisation de la situation économique, en s'appuyant sur les complémentarités des polarités
ZONES D'ACTIVITÉS	Le renforcement de l'offre d'accueil des activités : création, requalification et la densification des zones d'activités, mobilisation et valorisation de sites urbains, avec notamment le développement d'une zone logistique et de déconstruction majeure, Logiparc, avec une ambition de rayonnement européen.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 368/536

COMMERCES	La limitation de « l'appel d'air » engendré par le développement de l'offre commerciale en périphérie en affirmant les spécificités des différents types de pôles et en contribuant à l'image qualitative des commerces en centre-ville.
AGRICULTURE	Le développement des filières courtes et la valorisation des productions locales pour l'alimentation des populations
TOURISME	L'attractivité touristique grâce à l'image positive, l'identité touristique et la structuration de l'offre pour passer d'un territoire de passage à un tourisme de séjour : - Renforcement de la destination urbaine de Moulins = structuration des filières culturelles et patrimoniales, poursuite de la qualification de l'espace public, renforcement de l'animation et des grands évènements ; - Développement des filières à potentiel : tourisme à la campagne, tourisme religieux, etc. - Développement de l'offre dans le domaine des gîtes et des chambres d'hôtes et celui de plein air, ainsi que la création de services, de loisirs et d'aménagements ;
Mobilités, transports et déplacements, numérique	
DÉPLACEMENTS	La création de liaisons entre les différents modes de transports pour favoriser l'intermodalité, avec notamment - La poursuite de réflexion de la mise en œuvre de parkings relais afin de désengorger le centre de Moulins (en lien avec l'offre de stationnement en cœur de ville) ; - Le développement de la marche à pied pour les déplacements de proximité du quotidien autant dans le Cœur d'agglomération que dans les centres-bourgs plus ruraux grâce à des espaces publics clairs et sécurisés ; - L'optimisation des transports en commun sur Moulins et sa première couronne en lien avec le réseau départemental qui dessert les communes rurales et la poursuite de la mise en œuvre de mobilités alternatives prioritairement au sein des secteurs non desservis par les transports en commun ;
NUMÉRIQUE	Le développement de la couverture numérique du territoire afin de proposer une couverture satisfaisante sur l'ensemble des secteurs urbanisés.
Paysage et patrimoines	
PAYSAGE ET PATRIMOINE	La mise en valeur de tous les patrimoines, institutionnel et vernaculaire, et l'affirmation du patrimoine comme élément constitutif du cadre de vie au premier rang duquel la présence de l'eau et des lieux agro-naturels de grandes qualités paysagères (bords de l'Allier et de la Loire, forêts, bocages …) et renforcement du lien avec les habitants et visiteurs

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 369/536

	Le renforcement de la valorisation des centres-bourgs par un traitement qualitatif et soigné de l'espace public et le traitement qualitatif des extensions urbaines, en considérant leur inscription dans une géographie et une trame historique L'amélioration et la valorisation des entrées de territoire peu qualitatives, et des entrées de villes et des itinéraires de découverte, aussi bien en cœur de bourg (par l'espace public) qu'en milieu rural, notamment par - L'affirmation de voies vitrines - La requalification des zones d'activités qui marquent l'entrée dans le cœur d'agglomération de Moulins - L'amélioration des grandes infrastructures pouvant devenir des voies d'appels à découvrir le territoire
Biodiversité et Trame Verte et Bleue (TVB)	
TVB	La préservation et le renforcement de la Trame Verte et Bleue (TVB), avec - La mise en place de mesures de gestion propices à la trame bleue en priorité sur les cours d'eau en liste 1 et 2 aujourd'hui impactés et notamment la réduction des obstacles à l'écoulement menaçants la fonctionnalité écologique des cours d'eau - La gestion adaptée des haies et ripisylves (taille maîtrisée, essence sélectionnée, restauration des zones les plus dégradées) pour renforcer les liaisons entre les continuums et les réservoirs écologiques - La sécurisation des déplacements de la faune sur les axes routiers les plus dangereux (RCEA, N7 notamment) pour conserver des interactions entre les réservoirs de biodiversité situés à l'Est et ceux à situés à l'Ouest du territoire - L'amélioration des connaissances environnementales sur certains secteurs pour ne pas sous-estimer la fonctionnalité des espaces naturels (zones humides et mares temporaires, pelouses sèches ou calcicoles.) - L'encouragement des pratiques agricoles raisonnées pour les activités les plus sensibles dans le but de préserver une trame des milieux ouverts efficiente
Ressources et performances environnementales	
RISQUES	Intégrer les risques dans les choix d'aménagement du territoire, afin de ne pas exposer les futurs habitants
EAU	L'atteinte des objectifs de bon état des cours d'eau et des masses d'eau souterraines fixés par le SDAGE ; La maîtrise des pollutions agricoles

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 370/536

DÉCHETS	La poursuite des initiatives visant à la réduction des déchets et à l'augmentation du volume, de la qualité du tri (y compris sensibilisation des ménages) et le développement de nouvelles filières de valorisation et plus globalement de l'économie circulaire, notamment pour permettre de diminuer le recours à l'enfouissement des déchets ménagers ;
ÉNERGIES	La réduction du risque de précarité énergétique des ménages par la réhabilitation du parc de logements anciens et le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle ; Le développement des énergies renouvelables sur le territoire sur la base des potentiels locaux identifiés et l'approfondissement de la connaissance des ressources disponibles (Solaire, bois énergie, éolien, méthanisation)

LE CADRE DES SRADDET DES RÉGIONS AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ET BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Voir Annexe 4 – Articulation avec les documents de rangs supérieurs

LE PROJET DE TERRITOIRE

Moulins Communauté a élaboré ces dernières années sa stratégie de territoire et mis en place des outils opérationnels en matière de développement durable. Le 14 octobre 2022, Moulins Communauté a adopté son Projet de Territoire, Ambition 2040, qui fixe les objectifs à long terme de la collectivité.

Ce document constitue une feuille de route pour voir loin et pour mieux décider à court, moyen et long terme. Elle s'articule selon les orientations stratégiques suivantes :

- Renforcer l'attractivité et développer des emplois durables en capitalisant sur les atouts du territoire
- Travailler pour un cadre de vie plus exemplaire et décarboné, orienté vers une dynamique structurante de développement durable et respectueuse des milieux naturels
- Embellir et dynamiser les bourgs et villes, au service des habitants et des acteurs du territoire.

Les enjeux du développement durable sont en toile de fond de ce projet structurant.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 371/536

EXPLICATION DES CHOIX STRATÉGIQUES DU PAS

Les principes proposés pour l'ajustement du PAS du SCoT de la Communauté d'Agglomération de Moulins Communauté sont les suivants :

- Structuration du territoire avec le renforcement de l'équilibre et de la complémentarité des polarités urbaines et rurales,
- Renforcement du caractère stratégique du document avec notamment la reprise du scénario prospectif « développement économique + population » retenu par les élus communautaires à l'occasion de l'élaboration du PLH,
- Inscription du territoire dans la trajectoire ZAN par un effort de sobriété foncière et un cadre pour l'innovation en matière de formes urbaines et d'urbanisme
- Engagement dans les transitions écologiques, énergétique et climatique.

PROMOUVOIR UNE ARMATURE TERRITORIALE GARANTE DE LA PROXIMITÉ ET AFFIRMER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Le territoire de Moulins communauté est un réel bassin de vie et d'emploi, qui demande des coopérations accrues pour bien fonctionner et un projet de développement renforçant ses caractéristiques. Cet ensemble est structuré par une armature territoriale composée de centralités de différents niveaux, finement articulées entre elles. Cette armature est composée de 44 centralités organisées en 4 niveaux.

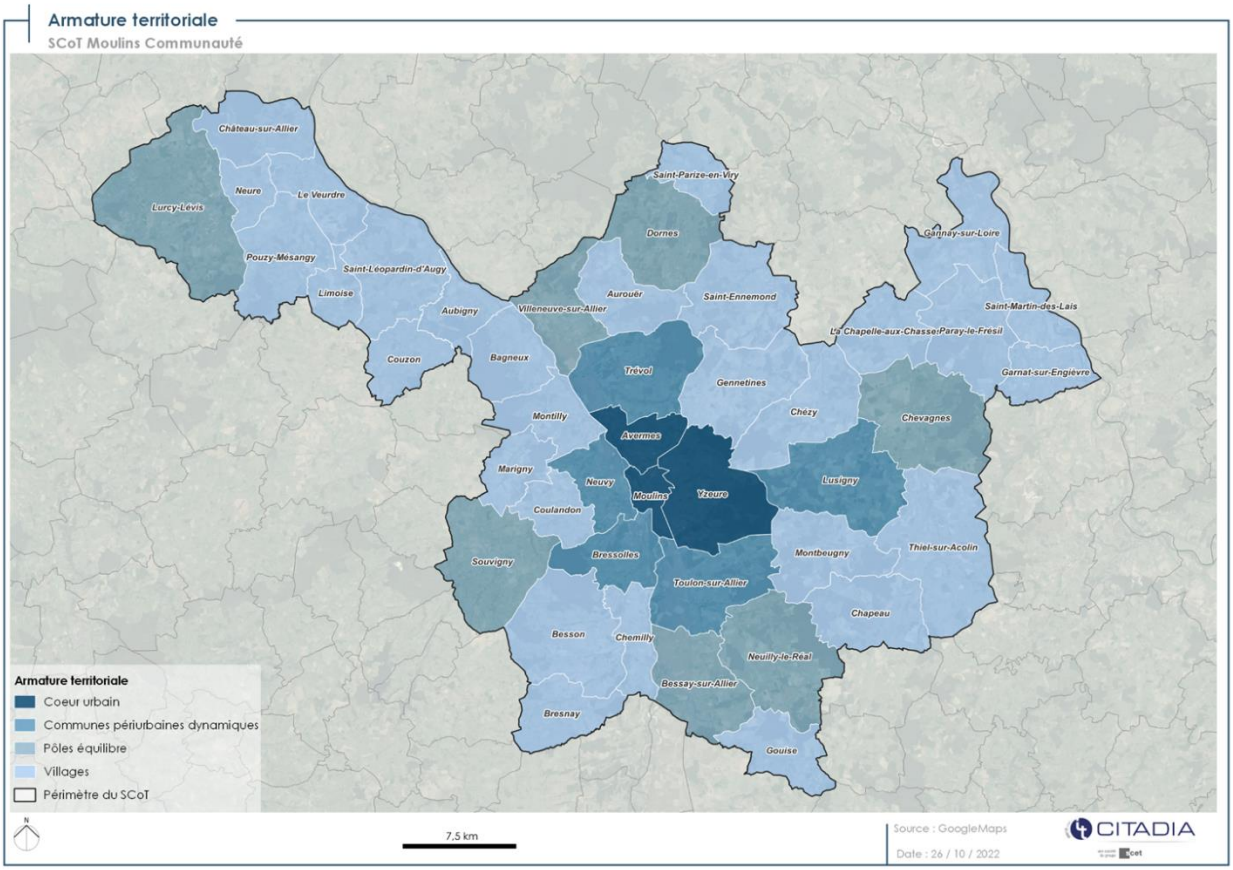
L'identification des centralités est issue d'un travail permettant d'objectiver les caractères de centralité de toutes les communes du territoire régional, à partir de critères sur la démographie, l'emploi, les équipements, les services, l'enseignement, les transports collectifs, la santé et le commerce.

La structure du territoire s'articule en quatre niveaux de centralités :

Niveaux de l'armature urbaine	Communes concernées
Cœur urbain	Avermes, Moulins, Yzeure
Communes périurbaines dynamiques (Ou communes périphériques équipées)	Bressolles, Lusigny, Neuvy, Toulon-sur-Allier, Trévol
Pôles d'équilibre	Bessay-sur-Allier, Chevagnes, Dornes, Lurcy-Lévis, Neuilly-le-Réal, Souvigny, Villeneuve-sur-Allier
Villages (Ou pôles de proximité)	Aubigny, Aurouër, Bagneux, Besson, Bresnay, Chapeau, La Chapelle-aux-Chasses, Château-sur-Allier, Chemilly, Chézy, Coulandon, Couzon, Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Gennetines, Gouise, Limoise, Marigny, Montbeugny, Montilly, Neure, Paray-le-Frésil, Pouzy-Mésangy, Saint-Ennemond, Saint-Léopardin-d'Augy, Saint-Martin-des-Lais, Saint-Parize-en-Viry, Thiel-sur-Acolin, Le Veurdre.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 372/536



Pour engager ce modèle de développement renouvelé, le SCoT affirme la nécessité de :

- Préserver la position et le rôle de Moulins communauté dans un ensemble plus vaste en tant que pôles d'emploi et de services ;
- Renforcer l'armature territoriale équilibrée garante de la proximité pour répondre aux besoins du quotidien des habitants ;
- Lutter contre l'étalement urbain et la dispersion de l'habitat, des emplois, et favoriser la préservation des milieux naturels et agricoles, des paysages et des ressources ;
- Renforcer l'armature territoriale par un lien accru entre les centralités et leurs différents niveaux avec le développement de l'habitat, des activités économiques, de commerce et des mobilités, de l'offre de services et d'équipement.

Les enjeux associés à la structuration du territoire sont de 2 ordres :

- Redonner une dynamique à la commune de Moulins, épicentre du Cœur urbain (et 1ère centralité commerciale desservant l'ensemble du territoire communautaire et plus largement encore) et limiter l'expansion périphérique des communes urbaines équipées ;
- Soutenir le développement des pôles d'équilibre au 1er rang desquels Lurcy-Lévis et Chevagnes qui irriguent les communes rurales qui les environnent.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 373/538

UNE AMBITION ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE ÉQUILIBRÉE

Le scénario de développement et d'aménagement fixe un cap stratégique visant à définir le niveau et les conditions de développement du territoire :

- Une ambition économique justifiée,
- La croissance démographique nécessaire,
- Les conditions d'accueil des emplois (ZAE, sites urbains) et des habitants (logements, équipements, services, commerces, mobilités),
- La préservation du territoire socle, de ses ressources et de ses aménités (Qualité de vie, paysage, qualité de l'air, eau potable, biodiversité …)

Le scénario proposé est avant tout le fruit du projet de territoire que souhaitent mettre en œuvre les élus et de l'ambition économique dont le Logiparc constitue l'une des locomotives, relayée par la volonté de créer un écosystème de croissance de l'économie urbaine.

À travers ce choix de scénario, les élus marquent une volonté forte d'intervention sur la dynamique de développement actuel selon 2 axes stratégiques

- La volonté de structurer le développement économique et la double valorisation de Logiparc,
- L'ambition de retrouver une dynamique pour l'écosystème urbain,

Il est déterminé au regard des évolutions récentes analysées sur le territoire et notamment des prévisions envisageables/réalistes dans les années à venir notamment en matière de développement économique et des emplois, des mutations sociétales (desserrement des ménages, etc.),

1/ L'observation de la dynamique des emplois – une évolution positive lente sans cesse ramenée en arrière par des accidents industriels qui se sont succédé dans le temps,

2/ l'arrivée à maturité du projet locomotive LOGIPARC 03

3/ l'émergence ou la concrétisation post-covids de plusieurs projets structurants

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 374/536

Cette prospective équilibrée a été menée pour la première fois dans le cadre de l'élaboration du PLH de Moulins communauté, approuvé en 2024 ➔

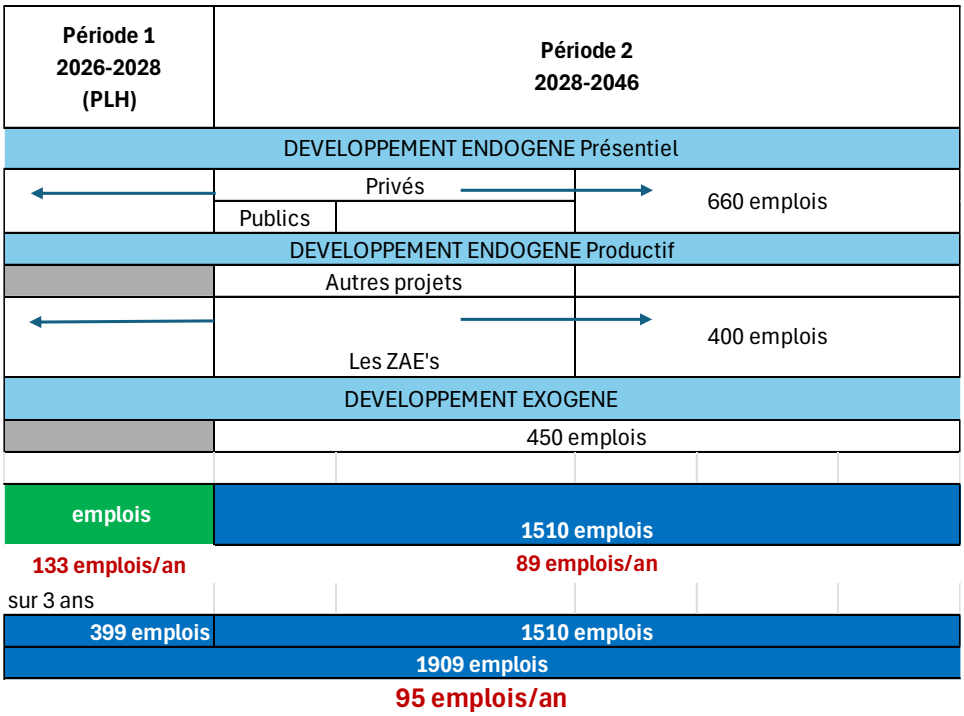
PLH 2025-2030

Projets/ Entreprises / Groupes	Emploi total prévu	Échéance d'implantation / création	Nombre d'emplois retenus sur la période du PLH 2023-2028
DEVELOPPEMENT ENDOGENE			
LOSANGE	150 emplois	2023-2024	150 emplois
MEWA	100 emplois	2026	150 emplois
FINDIS / DESAMAIS	25 emplois	2023-2024	
N7 AUTO PIECES	25 emplois	2024	
ZAE Rancy, Les petits Vernats, ...	150 à 250 emplois	2023-2029	50 emplois
DEVELOPPEMENT EXOGENE			
LOGIPARC	800 à 1000	2026	450 emplois
Création d'emplois moyenne	1400 à 1500 emplois		800 emplois

133 emplois/an

Deux différences majeures par rapport à la prospective conduite pour le PLH :

- Le Logiparc est sorti de sa phase de démarrage et va donc produire annuellement un peu moins d'emplois, même si dynamique actuelle se situe bien au-dessus des prévisions réalisées au moment de l'élaboration du PLU (2022-2023),
- La prospective fait une part importante à l'emploi urbain (présentiel).



95 emplois/an

Le projet détermine l'ambition de création d'environ 95 emplois par an, soit 28,5% moins rapide que la perspective support du PLH (justifiée par l'effet de démarrage du Logiparc et de quelques autres projets ralentis par la crise du Covid, mais arrivant à terme juste après).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 375/538

La méthodologie proposée et retenue par les élus de l'agglomération a pour avantage de permettre une estimation de population cohérence avec la proposition d'emplois mise en perspective :

Calcul 1 – Le rythme de création (en solde) de 95 emplois / an représente quelque 1900 emplois sur 20 ans (2026-2046)

Hypothèse 1 – cette proposition d'emploi se traduira par l'arrivée de 1900 actifs occupés, résidant sur le territoire de la communauté ou venant de l'extérieur par des trajets pendulaires.

Hypothèse 2 - 20% de ces emplois seront occupés par des actifs résidant çà l'extérieur du territoire communautaire (en ligne avec l'observation 2018, date à laquelle 5 856 des 27 971 emplois situés sur le territoire de l'agglomération étaient occupés par des résidents extérieurs, soit 1 520 actifs résidants travaillant localement.

Hypothèse 3 – Sur à une réelle augmentation et diversification d'emplois, la part des actifs travaillant en dehors du territoire de Moulins communauté va diminuer de 10 à 8%, soit 127 actifs occupés rn dehors du territoire communauté

Hypothèse 4 – ces 1637 nouveaux actifs concernés par un emploi local seront accompagnés de 20% d'actifs n'occupant pas d'emplois.

Soit un total de 1 976 nouveaux actifs sur le territoire communautaire.

Enfin l'application de moyennes nationales permet d'envisager l'arrivée de 1 jeune pour 2 actifs, soit 988 nouveaux individus.

Au final, la croissance de population, permettant de répondre et accompagner l'ambition démographique est de 2 964 habitants sur la période des 200 années du SCoT soit une croissance de 0,23% / an.

INSCRIRE LE TERRITOIRE DANS UNE TRAJECTOIRE ZAN

De 2011 à 2020, 481 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers ont été consommés sur le territoire de Moulins Communauté. L'habitat représente près de 55% du flux de consommation d'espace, contre 34% environ pour le développement de l'activité économique et 5% pour les infrastructures routières.5% étant de vocation inconnue (projet en cours ne permettant pas une identification par photographie aérienne).

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	**TOTAL 2011-2020**
Habitat	21,07	52,61	25,89	46,25	25,18	10,97	5,93	23,18	26,85	26,99	**265**
Activité	24,89	2,13	6,22	19,88	19,07	2,24	1,22	40,17	38,74	8,77	**163**
Mixte	0,08	0,37	0,23	1,22	0,03	0,08	0	0,21	0,18	0,15	**3**
Route	1,09	14,05	1,1	4,59	1,5	0,02	0,07	0,74	1,75	0,72	**26**
Ferré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Inconnu	9,06	4,39	0,97	2,4	0	0,11	0,05	,	0,53	4,76	**22**
Total	56,2	73,55	34,41	74,33	45,77	13,42	7,28	66,46	68,04	41,39	**481**

Le PAS définit un objectif de limitation de la consommation d'espace par rapport aux tendances passées, en particulier pour les espaces agricoles qui ont été les plus touchés par l'artificialisation des sols au cours des années 2000.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 376/536

Le SRADDET fixe l'objectif est de réduire de -56,7% la consommation annuelle moyenne des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sur la période 2021-2030 par rapport à la tendance 2011-2021, diminution à compléter par une part de 15 % à consacrer aux projets d'intérêt national et régional.

Pour les années suivantes, le SCoT inscrit, par tranche de 10 années, la diminution de l'artificialisation de ses espaces dans la trajectoire ZAN (respectives -66% sur 2031-2040 et -80% à partir de 2041.

Cet objectif concerne autant la consommation des ENAF liée à l'habitat qu'à l'activité, ou aux autres vocations.

Le SCoT inscrit sa stratégie dans cet objectif pour 20 ans, déclinée en 2 temps :

- Un objectif pour la période 2026-2036
- Un objectif pour la période 2036-2046

L'objectif de limitation de la consommation et/ou d'artificialisation d'espace sera atteint en s'appuyant sur plusieurs leviers d'action :

- Privilégier la remobilisation de logements ou bâtis vacants (environ 19% des logements pour les 20 ans du SCoT)
- Privilégier la densification au sein des enveloppes déjà urbanisées :
    - Mobiliser les dents creuses, divisions parcellaires… : les capacités de densification mobilisables (dents creuses et espaces interstitiels) sur la durée du SCoT sont évaluées à 73 ha (27%) ;
    - Réinvestir les friches ;
    - Recomposer le tissu urbain (démolitions – reconstructions).
- Fixer des densités minimales pour les opérations nouvelles.

RÉPONDRE A L'URGENCE CLIMATIQUE

Conscient des impacts du changement climatique sur le territoire, sur ses habitants et ses milieux naturels, le SCoT Moulins Communauté affirme la volonté d'inscrire le territoire dans une nouvelle dynamique de développement. Celle-ci sera fondée sur la contribution du territoire à l'atténuation du changement climatique et de ses effets, et une adaptation du territoire à celui-ci.

Préalablement à la finalisation du SCoT, Moulins communauté a élaboré un PCAET à l'échelle de l'ensemble de son territoire, qui définit sa stratégie en 3 axes, 6 orientations et actions :

Axes	Orientations	Actions
1 – Une collectivité engagée	• Être exemplaire sur son patrimoine • Être exemplaire dans le fonctionnement interne • Piloter et suivre le PCAET • Impliquer le territoire dans la démarche • Mettre à jour les documents d'urbanisme • Intégrer au PCAET les enjeux sanitaires	21 actions
2 - Sobriété et efficacité énergétique dans le bâtiment	• Accompagner les particuliers et les professionnels à la maîtrise de l'énergie	6 actions

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 377/536

	• Développer la construction biosourcé	
3 – Développer les énergies renouvelables	• Augmenter la production annuelle • Développer les réseaux de transport et de distribution de l'énergie	10 actions

Sur cette base, complétée par les enjeux issus du diagnostic environnemental du SCoT (EIE), le PAS définit ses orientations :

- La préservation des ressources du territoire est essentielle. Le SCoT réaffirme la nécessité de préserver trois grandes ressources naturelles présentes sur le territoire :
    - L'eau, indispensable aux activités humaines, mais limitée en volume sur le territoire et relativement fragile car en surface. De nombreuses instances et dispositifs sont déjà en place pour améliorer la gestion collective de la ressource en eau (SDAGE, SAGE).

      Cependant, le SCoT affirme la nécessité d'intégrer dans ses choix d'aménagement le critère de la ressource en eau et de sa préservation.
    - Les espaces agricoles, naturels et forestiers sont des leviers majeurs de l'atténuation du réchauffement climatique et de ses effets. Le territoire de Moulins Communauté est riche d'espaces naturels et agricoles diversifiés, et dont la surface est conséquente. Conscient de ce potentiel et de ses responsabilités dans leur préservation, le SCoT affirme la nécessité de préserver et reconquérir ces espaces dans les secteurs les plus sous la pression du développement urbain, et soutenir leurs efforts d'adaptation au climat.
    - Les matériaux du sous-sol sont indispensables dans de nombreux domaines (notamment dans le BTP) et considérés comme stratégiques pour le développement de l'économie locale, régionale, voire nationale.
- Le changement climatique accentue certains risques. Or, le territoire de Moulins Communauté est soumis à trois principaux risques naturels, tous aggravés par le changement climatique :
    - Les risques d'inondation et de coulée de boue, accentués par le ruissellement,
    - Le risque lié à la présence d'argile dans le sol pouvant créer, par retrait et gonflement dus aux variations de températures et d'humidité, des fissures dans les fondations et les murs des constructions,
    - Le risque d'incendie et de feu de forêt.

  Le SCoT affirme la volonté d'accroître la protection des habitants contre ces risques en aménageant différemment, voire en interdisant certains développements dans les secteurs soumis aux plus forts risques ou nuisances.

Pour relever le défi du changement climatique, le SCoT agit pour enclencher et démultiplier trois transitions :

- La transition énergétique en, d'une part, réduisant les besoins en énergie par la limitation des déplacements carbonés par l'organisation du territoire et par le développement d'offres d'alternatives, l'amélioration de la qualité du bâti existant et du bâti neuf. D'autre part, en augmentant la capacité de production locale d'énergie renouvelable, dans un mix énergétique défini en fonction des ressources et en favorisant les coopérations sur ces sujets.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 378/536

- La transition agroécologique vise à promouvoir une agriculture de production répondant aux besoins alimentaires locaux et des pratiques fondées sur la nature pour s'adapter à l'urgence climatique et viser le moindre impact possible d'un point de vue environnemental.

- La transition écologique vise, d'une part, à soutenir des actions pour enrayer l'appauvrissement biologique constaté de tous les milieux et à créer de nouveaux espaces de renaturation, supports de biodiversité, et éléments-clés de la trajectoire Zéro Artificialisation Nette 2050. D'autre part, à agir pour réduire la production des déchets et les valoriser dans un dispositif d'économie circulaire à développer.

Explication des choix des orientations et objectifs du DOO

ACTIVITÉS ET FONCIERS ÉCONOMIQUES

L'horizon défini par le PAS est la création nette de 1909 emplois sur 20 ans.

Suivant les principes qualitatifs retenus par le PAS, **l'objectif de redynamiser l'emploi urbain** est réaffirmé par le DOO du SCoT, qui :

- Réaffirme le caractère stratégique de l'emploi urbain, sa proximité logique avec les secteurs d'habitat et donc son plus faible besoin d'offre de mobilité en même temps que son évidente consommation foncière plus mesurée,

- « Flèche » des outils à mettre en œuvre (tiers lieux, sites de développement tertiaire, redéveloppement du commerce de proximité dans les centres urbains...).

Ainsi, 660 emplois urbains sont d'ores et déjà mis en perspective.

Concernant l'emploi qui nécessite des sites économiques dédiés, soit en raison de la nature des activités concernées (industrie, gros artisanat, logistique), soit en raison des nuisances pour les zones d'habitat du tissu urbain, le SCoT propose la mise en œuvre de foncier spécialisé.

Pour cela il structure l'offre en hiérarchisant les zones d'activités en 3 niveaux :

- **Zones stratégiques** : Zones d'envergure régionale. De surface supérieure à 20 ha, elles correspondent à la demande d'entreprises en recherche d'accessibilité et de rayonnement.
- **Zones d'équilibre** : Zonez d'envergure intercommunale. De surfaces comprises entre 10 et 20 hectares, ces zones d'activités d'équilibre correspondent à la demande d'entreprises en recherche de centralité.
- **Zones de proximité** : Zone de niveau local. De surface inférieure à 10 ha, elles correspondent à la demande d'entreprises en recherche de proximité.

Le développement de l'offre de sites dédiés pour le développement économique concerne la création d'environ 1250 emplois a priori productifs, dont environ 500 s'implanteront au sein des espaces disponibles du Logiparc03

Les 750 emplois restants vont nécessiter environ 40 ha nets soit 47 ha bruts.

Le SCoT y ajouter 20 ha net, soit 55 ha bruts à considérer comme un fonds de roulement nécessaire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 379/550

Le besoin total s'établit alors à une surface globale d'environ 72 ha.

Les disponibilités dans les zones d'activités existantes (hors Logiparc) sont de l'ordre de 33 ha bruts.

Les 39 ha nécessaires pour compléter l'offre seront aménagés en valorisant une partie des 51,1 ha identifiés dans le DOO, à savoir :

- **13 ha pour la ZAE Les Petits Vernats**
- **31 ha pour la zone d'activités de Rancy**
- **1,5 ha pour la Zone de Lurcy-Lévis**
- **4,3 ha pour la zone d'activités Le Tureau à Lusigny,**
- **1,3 ha pour la zone Les Gambades à Neuilly le Réal.**

Le SCoT poursuit donc la structuration de l'offre avec :

- 86% des extensions envisagées concernent les zones stratégiques ;
- 11% des extensions envisagées concernent les zones d'équilibre
- 3 % des extensions concernent les zones de proximité.

Un taux de productivité d'environ 76% des surfaces envisagées permettra d'atteindre les objectifs.

Par ailleurs, la croissance du nombre d'emplois étant actuellement un peu supérieure à ce qui était envisagé, il paraît prudent de garder un peu de marge, à la condition que tout cela puisse s'inscrire dans la trajectoire ZAN.

L'aspect quantitatif ne suffit pas. Le SCoT l'associe étroitement à la qualité des zones pour laquelle il forme les prescriptions qualitatives qui concernent :

- La qualification des espaces économiques existants, dont l'identification des friches
- La mise en œuvre de desserte fonctionnelle
- L'intégration paysagère
- La prise en compte des enjeux environnementaux.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Le P.A.S. définit trois orientations intéressant l'encadrement de l'implantation des commerces, et une orientation pour le développement de la logistique :

- Structurer l'offre commerciale du territoire en soutenant le commerce de proximité et en diversifiant les types de commerces au sein des pôles d'équilibre pour limiter les besoins en déplacements et l'évasion commerciale, en favorisant l'animation urbaine et rurale en encourageant le développement d'une consommation alternative plus vertueuse (économie collaborative, du partage et du réemploi).

- Conforter le centre-ville commerçant de Moulins et des autres centres-bourgs en soutenant la dynamique commerciale par la diversification des usages et la qualité des aménagements urbains, maîtrisant la vacance commerciale, notamment en préservant les linéaires commerciaux principaux et en autorisant le changement de destination des linéaires abandonnés ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 380/536

- Maîtriser le développement commercial périphérique, en encadrant les typologies d'activités commerciales et les caractéristiques des projets immobiliers pouvant s'établir en périphérie, et requalifiant et restructurant les pôles commerciaux en périphérie pour qu'ils soient plus modernes et plus lisibles dans leurs offres et leurs destinations d'achats, et éviter l'apparition de friches.

Et

- soutenir le développement d'une filière logistique tirant parti de la position carrefour du territoire, en constituant une offre de terrains et de locaux en relais de Logiparc03.

Pour cela, le SCoT définit le seuil de 300 m² à partit duquel les commerces sont considérés comme des commerces d'envergure ou d'importance.

Il identifie les localisations préférentielles en distinguant :

- La centralité commerciale principale
- Les centralités commerciales de pôle
- Les centralités commerciales de proximité
- Les polarités commerciales de quartier
- Les sites commerciaux périphériques
- Les secteurs denses de flux, existants ou en devenir

Pour lesquels il forme des prescriptions spécifiques.

CENTRALITES URBAINES COMMERCIALES
Les activités commerciales de toutes natures ont vocation à s'y installer préférentiellement
Tous les commerces de surface de vente de moins de 300 m2, parce qu'ils confortent les lieux de vie sociale et concourent à la mixité des fonctions urbaines, ont vocation à y être implantés

SITE PERIPHERIQUES COMMERCIAUX	
Règle particulière	Certaines activités commerciales, de surface de vente comprises entre 300 m2 et 1 000m2, peuvent également s'installer dans des secteurs d'implantation périphérique, si elles justifient d'une activité commerciale incompatible avec une implantation dans les centralités urbaines, notamment en raison de la vente de produits pondéreux et encombrants, d'un besoin de stationnement et des flux automobiles induits incompatibles avec leur présence en centre bourg ou centre-ville.
Règle particulière	Les nouvelles implantations de commerces dont la surface de vente est inférieure ou égale à 300 m² et des ensembles commerciaux (au sens de l'article L752-3 du Code de commerce) composés totalement ou partiellement d'unités commerciales de surfaces inférieures à 300 m² de surface de vente sont exclues des sites commerciaux périphériques.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 381/536

SECTEURS DE FLUX	
Règle générale	L'accueil des commerces au sein des secteurs de flux ne pourra être autorisé qu'à la condition d'un schéma d'aménagement d'ensemble qui réponde aux enjeux suivants (exemple : une OAP dans un PLU/PLUi) : Accessibilité, Intégration urbaine, Compacité, Qualité du bâti et des aménagements, Performance environnementale des constructions commerciales.
Règle particulière pour les moins de 300 m2	En dehors des centralités commerciales, l'implantation de commerces de moins de 300m2 doit être évitée, en particulier pour ceux qui s'implantent le long des axes et recherchent à capter les flux routiers, au détriment de commerces installés en cœur de ville ou de bourg.

L'objectif principal est de stopper la dévitalisation commerciale des centres-villes et centres-bourgs en maîtrisant le développement des zones commerciales et des secteurs de flux. Pour ces derniers, il distingue les secteurs de flux existant dont il reconnaît la densité, mais veut éviter leur étalement, à l'inverse des secteurs de flux en devenir dont il prescrit l'arrêt total.

Il permet un % d'agrandissement des surfaces de vente des commerces qui se situe hors des localisations préférentielles.

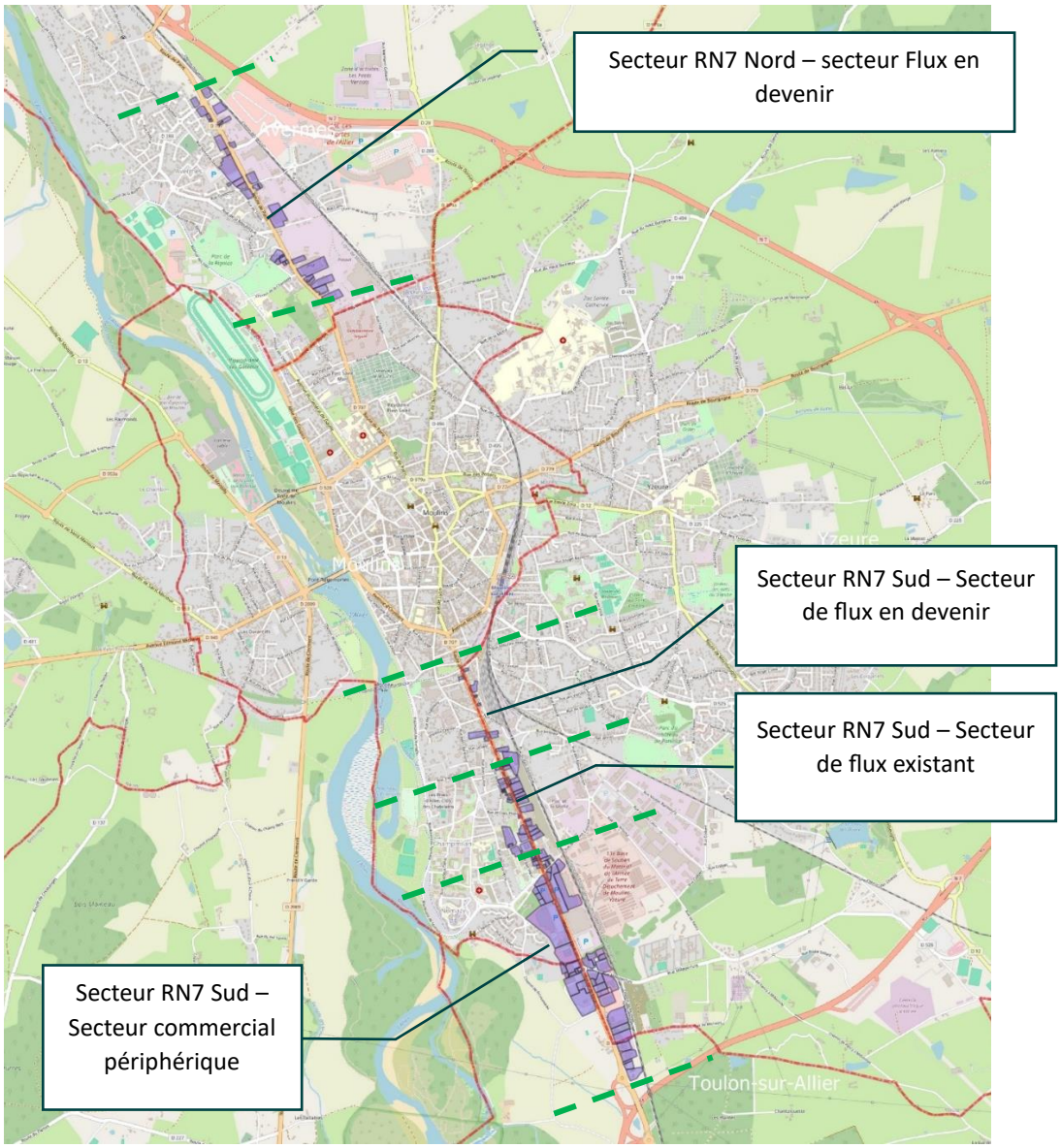
Les sites commerciaux périphériques ne peuvent s'agrandir et aucun nouveau site périphérique ne peut être créé.

Le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial localise chacune des localisations préférentielles et forme des prescriptions pour chaque type d'entre elles.

Il localise les secteurs de flux (entrées nord et sud du cœur urbain) et forme également des prescriptions pour chacun d'entre eux.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 382/536



La maîtrise de son étalement pour le secteur RN7 sud existant

L'arrêt des implantations pour le secteur Sud en devenir et le secteur RN7 Nord.

ACTIVITÉS ET FONCIER AGRICOLES

La première heureuse conséquence de l'inscription du territoire de Moulins Communauté dans une trajectoire ZAN est la préservation du foncier agricole.

Ce faisant, le DOO encadre le développement du territoire tout en le faisant coïncider avec des enjeux paysagers, naturels, agricoles et environnementaux. L'objectif recherché est d'inscrire le projet dans une logique d'équilibre entre notamment développement et préservation des espaces naturels et agricoles.

L'artificialisation du foncier agricole, présentant une valeur agronomique, biologique ou économique pour l'exploitation agricole, ou nécessaire au maintien et au développement des activités agricoles et forestières devra être évité.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 383/536

Les espaces agricoles constitués des terres mécanisables, irriguées sont particulièrement structurants dans le processus de préservation des espaces agricoles et toute urbanisation doit y être exclue afin de maintenir leur capacité productive.

Comme préserver le foncier ne suffit pas, le SCoT forme des prescriptions permettant la diversification et la productivité économique des exploitations notamment à des fins d'alimentation locale :

- Les équipements, installations et extensions de bâtiments existants qui concourent à la diversification économique des exploitations agricoles tels que l'agritourisme ou les productions d'énergies renouvelables (agrivoltaïques, méthaniseurs, etc.) peuvent être admis ponctuellement dans la mesure où ils restent secondaires dans la vocation économique des bâtiments d'exploitation et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles seront autorisées, en étant prioritairement regroupées autour des sièges d'exploitation ou autour des équipements existants, afin d'éviter les phénomènes de mitage et de morcellement des espaces et activités agricoles concernés, sauf en cas d'impossibilité technique ;

ARMATURE ET ÉQUIPEMENTS

La reconnaissance de l'armature urbaine (ou armature territoriale) est un acte fort en matière d'aménagement du territoire, sur laquelle s'appuie la territorialisation du développement en matière économique ET en matière d'offre de logements :

- En matière économique, l'armature des zones d'activités se trouve renforcée par la proposition des extensions :

  - 86% des extensions envisagées concernent les zones stratégiques ;
  - 11% des extensions envisagées concernent les zones d'équilibre
  - 3 % des extensions concernent les zones de proximité.

- En matière de développement de l'offre de logements, le cœur urbain est mieux doté que la tendance observée sur les 20 dernières années

	Evolution 1999-2021	SCoT 2026-2046
1 - Cœur Urbain	54%	59%
2 - Communes équipées	15%	16%
3 - Poles d'équilibre	13%	11%
4 - Poles de proximité	18%	14%
	100%	100%

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 384/536

HABITAT

L'ambition globale Économie – démographie se décline dans le développement de l'offre d'habitat selon les principes suivants :

- Structurer le territoire pour conforter les complémentarités territoriales et les équilibres démographiques et l'accès aux équipements et services ;
- Maîtriser l'étalement urbain et de la périurbanisation pour répondre à la tendance de dilution du cœur d'agglomération.
- Fluidifier les parcours résidentiels et notamment la poursuite de la résorption des logements vacants dans la continuité des actions existantes.

Pour accueillir cette population, sur les 20 prochaines années, l'effort à fournir en matière de logements s'élève à environ ce sont près de 192 résidences principales qui pourront se construire en moyenne par an sur le territoire de Moulins Communauté, soit environ 3838 résidences principales sur la période 2026-2046.

	Projet logements (scénario glissé)			
	2021	**2026**		**2046**
Population	64257	64 257	2 964	67 221
Population des ménages	62381	62 381		65 258
	97,1%	*97,1%*		*97,1%*
Nombre personnes / ménage	1,972	1,91		1,788
Nombre résidences principales	**31 630**	32 660 →	3 838 ←	**36 498**
			↓	
			192	**RP / an**

La perspective de nouvelles résidences secondaires est de +15 nouvelles résidences secondaires / an

Le scénario de construction de logements intègre un objectif de quasi-résorption de la vacance permettant de stabiliser le parc vacant sur la période 2026-2046 en mettant fin à sa progression (+1,91% d'évolution annuelle sur 2009-2014 et +0,77% / an sur 2014-2020) :

- Un besoin de renouvellement de -28 logements / an
- Une ambition de 44 logements vacants réhabilités / an, en se donnant l'objectif d'un seuil de rotation du parc égal à 7% du parc total soit un potentiel de réhabilitation d'environ 1712 logements à réhabiliter. 80% de remobilisation de ce potentiel, avec une productivité de 8 logements produits pour 10 remobilisés (espaces urbains, reconfiguration de groupes de logements, stationnements ...) permet d'envisager la production de 1096 nouveaux logements obtenus par réhabilitation (soit 44 / an)

Le projet logement quantifié se synthétise alors selon le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 385/536

	2026-2046	
	Annuels	*Sur 20 ans*
Besoins RP	192	3 838
Besoins RS	15	300
Besoin renouvellement	28	560
BESOINS TOTAUX	**235**	4 698
REHABILITATION	44	876
TOTAL A PRODUIRE NEUFS	**191**	**3 822**

Les conséquences de ce scénario d'intervention sur le parc de logements du territoire doivent permettre à Moulins Communauté d'accueillir près de 67 200 habitants à l'horizon 2046, en présentant un taux d'évolution annuel moyen de 0,23%.

La répartition de l'offre en logements doit se faire dans chaque commune / territoire dans l'ordre de priorité ci-dessous :

1. Dans les bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions par réhabilitation de logements vacants ou mobilisation d'espaces stratégiques de renouvellement urbain ainsi que les friches potentielles ;
2. En densification dans les centres-bourgs et bourgs ;
3. En densification dans les villages ;
4. En densification dans les hameaux ;
5. En extension urbaine des bourgs et sous conditions extension des villages ;

Les réhabilitations et extensions limitées de bâtiments à vocation d'habitations existantes et annexes sont possibles dans toutes les entités, y compris dans les espaces et activités agricoles et naturels.

	Centres-bourgs ou bourgs	**Villages**	**Hameaux**	**Groupes de constructions traditionnelles**
Réhabilitations et extension des bâtiments à vocation d'habitations existantes et annexes	**Oui**	**Oui**	**Oui**	**Oui**
Densification des espaces urbabisés existants	**Oui**	**Oui**	**Oui**	**Non**
Extension urbaine	**Oui**	**Oui sous conditions**	**Non**	**Non**

Ainsi le SCoT privilégie la production de logements par réhabilitation de logements existants vacants, puis par densification :

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 386/536

	Besoins total	Dont production par réhabilitation	Dont production neuve en densification	Dont production neuve en extension
CA MOULINS Cté	**4 698**	**19%**	**42%**	**39%**
1-Cœur Urbain	2 782	22%	55%	23%
2 - Communes équipées	740	0%	27%	73%
3 - Poles d'équilibre	520	23%	31%	46%
4 - Poles de proximité	656	23%	11%	66%

MOBILITÉ

L'orientation générale du projet de Moulins Communauté en matière d'organisation des transports et mobilités s'articule suivant les prescriptions suivantes déclinent et précisent les orientations générales qui devront être retrouvées au sein des projets et des futurs documents d'urbanisme locaux, au travers de 4 objectifs :

- Faciliter la mobilité
- Favoriser le recours aux transports collectifs
- Faciliter l'intermodalité
- Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière

La stratégie communautaire de confortement des pôles les plus structurants (Cœur urbain d'une part, pôles d'équilibre d'autre part) est justifiée par stratégie de mobilité plus durable au sein du territoire et vers les pôles extérieurs qui l'entourent.

Cette organisation et le choix de la répartition des logements (comme les extensions du foncier d'activités sur les zones stratégique) vise également à réduire les distances moyennes de déplacement nécessaire en voiture particulière et à saisir toutes les opportunités de rabattement de ce mode vers d'autres usages : transports en commun, marche à pied, vélo…

Le développement des aménagements et infrastructures permettant de renforcer la pratique des modes alternatifs (ou complémentaires à la voiture individuelle.

L'intermodalité et le co voiture seront favorisés.

BIODIVERSITÉ, ENVIRONNEMENT

Voir chapitre suivant

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 387/536

RESSOURCES ET NUISANCES

Voir chapitre suivant

ÉNERGIE ET CLIMAT

Voir chapitre suivant

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 388/536

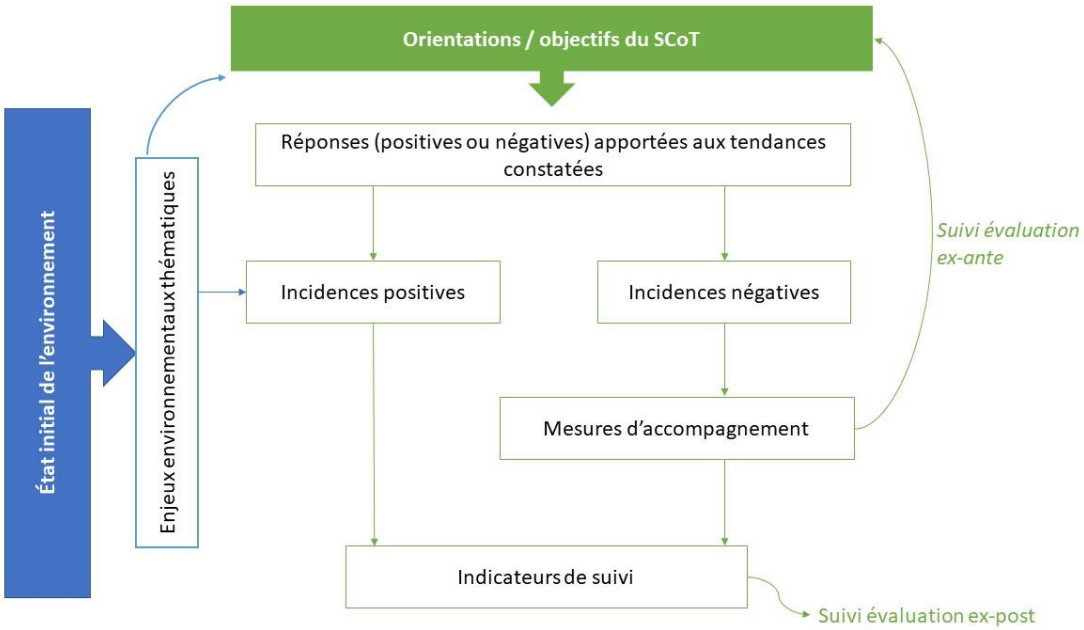
Justification du projet au regard de l'environnement

PRINCIPE DE LA DÉMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT

L'évaluation environnementale est un outil indispensable à la construction d'une démarche de développement durable d'un projet de planification territoriale. Les exigences strictes de la loi sur son contenu permettent en effet d'éviter toute omission dans la prise en compte de l'environnement dans les choix de développement.

Les principaux objectifs de l'évaluation environnementale sont :

- Identifier les enjeux environnementaux du territoire ;
- Vérifier si le PAS et le DOO s'inscrivent dans une logique de développement durable et de valorisation de l'environnement à travers l'analyse des incidences ;
- S'assurer que le projet se construit selon une logique d'évitement et de réduction des conséquences dommageables sur l'environnement du développement territorial ;
- Contribuer à faciliter les décisions des élus en leur apportant des éléments de connaissance et d'analyse (choix d'aménagement, arbitrages, etc.) ;
- Prévoir l'analyse des résultats du projet à travers des indicateurs de suivi.



LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AU SEIN DU PROJET

➲ Un respect du patrimoine architectural et paysager du territoire

Le territoire du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Moulins Communauté présente une mosaïque de paysages largement préservés et de grande qualité. Il est marqué par des éléments naturels caractéristiques, véritables marqueurs de l'identité locale, ainsi que par un réseau hydrographique. De plus, le territoire possède un riche patrimoine et un important potentiel

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 389/538

archéologique, en raison de la présence de vestiges gallo-romains. Cependant l'anthropisation des milieux et l'agriculture contemporaine sont à l'origine d'une modification des paysages du territoire (axes de communication structurants impactant fortement les paysages, haies menacées, modification du bocage par l'agriculture moderne …).

L'état initial de l'environnement avait identifié plusieurs enjeux pour le territoire, à savoir :

- La valorisation des lieux agro-naturels de grandes qualités paysagères (bord de l'Allier et de la Loire, forêts, bocages …) ;
- La mise en valeur de tous les patrimoines, institutionnel et vernaculaire, et l'affirmation du patrimoine comme élément constitutif du cadre de vie (piste : l'évolution des fermes abandonnées en envisageant leur changement de destination pour permettre leur pérennité et valorisation)
- Le renforcement de la valorisation des centre-bourgs par un traitement qualitatif et soigné de l'espace public ;
- L'affirmation de voies vitrines et l'amélioration des grandes infrastructures pouvant devenir des voies d'appels à découvrir le territoire ;
- L'amélioration et la valorisation des entrées de territoire peu qualitative, et des entrées de villes notamment par une requalification des zones d'activités qui marquent l'entrée dans le cœur d'agglomération de Moulins ;
- Le traitement qualitatif des extensions urbaines, en considérant leur inscription dans une géographie et une trame historique ;
- La valorisation spatiale et qualitative des itinéraires de découverte, aussi bien en cœur de bourg (par l'espace public) qu'en milieu rural (par la qualité de cheminements, des équipements tel que bancs, ombrage, attaches vélos, signalétiques…) en respectant les ambiances propres à chaque lieu.

Le SCOT prévoit ainsi un grand nombre d'orientations permettant de préserver le paysage, regroupées notamment dans le paragraphe III.3 :

- P59. Respecter les codes architecturaux locaux
- P60. Définir et prendre en compte la trame paysagère des bourgs/villages
- P61. Préserver et valoriser le patrimoine bâti
- P62. Mettre en valeur les entrées du territoire
- P63. Assurer la qualité paysagère des zones d'activités et de leurs abords
- P64. Veiller à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités
- P65. Préserver les vues remarquables et les ouvertures visuelles
- P66. Valoriser les itinéraires de randonnées

➲ L'adéquation du développement avec la ressource en eau

SOURCES : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DOO

Face aux risques naturels et aux évolutions climatiques, les conséquences sur la ressource en eau et le régime de pluviométrie demeurent difficilement quantifiables. Ces changements auront un impact direct sur la disponibilité en eau et, de manière indirecte, sur les débits d'étiage des cours d'eau, influençant la capacité des milieux naturels à traiter les effluents des stations d'épuration.

Les activités agricoles du territoire contribuent à sa sensibilité à l'eutrophisation et à sa vulnérabilité aux nitrates, menaçant ainsi la qualité de la ressource en eau potable.

Actuellement, le service d'eau potable du territoire présente des indicateurs de qualité microbiologique et physicochimique conformes aux normes.

Cependant concernant les capacités épuratoires du territoire, trois communes ne possèdent pas de station de traitement des eaux usées, les eaux usées collectées sont refoulées sur le réseau de la ville de Moulins. Le territoire compte 5 STEP qui ne sont pas conformes du fait des limites techniques et de leur vétusté. Pour la station d'épuration des Isles, le débit entrant excède la capacité de traitement, tout en restant inférieur au débit de référence. Les rejets par le by-pass, qui permet de dériver ces excès

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 390/536

d'eau, sont susceptibles d'entraîner une non-conformité depuis le 26 avril 2018. C'est pourquoi des travaux de mise en conformité du système d'assainissement de Moulins ont démarré en 2023. Une vigilance est de mise concernant la STEP de Moulins (sensibles aux eaux pluviales, du fait d'un réseau souvent unitaire). Des dépassements sont également observés pour les STEP d'Aubigny-bourg et Bessay-sur-Allier en 2022.

Le territoire est peu concerné par l'assainissement individuel, cependant le taux de conformité des équipements est faible. Seulement 29% des installations sont conformes pour 74% des installations contrôlées. Cet indicateur n'aura de véritable signification que lorsque l'ensemble des habitations aura été contrôlé.

Fort de ces constats l'état initial de l'environnement a identifié plusieurs enjeux pour le territoire :

- L'atteinte des objectifs de bon état des cours d'eau et des masses d'eau souterraines fixés par le SDAGE ;
- La maîtrise des pollutions agricoles ;
- L'adaptation des systèmes d'assainissement du territoire en fonction des besoins actuels et futurs (mise aux normes, augmentation de la capacité…) ;
- La cohérence entre les objectifs de développement et la disponibilité de la ressource en eau et la performance des équipements d'alimentation en eau potable (réseaux, captages…).

Le SCoT tablant sur une augmentation de 3 000 habitants (en 2046, par rapport à 2019), on estime — au regard des informations précédemment énoncées — que :

- Une production supplémentaire d'environ 450 000 L/j. (3 000 hab. x 150 L/j/hab. (moyenne nationale de 2022)) sera nécessaire pour alimenter ces nouveaux habitants en eau potable ;
- La capacité théorique des STEP du territoire est suffisante, bien qu'une vigilance soit de mise concernant les STEP régulièrement dépassées (Moulins notamment).

Le SCoT peut agir directement ou indirectement à travers différents leviers : préserver la ressource « à la source », en assurant les capacités naturelles d'infiltration, stockage et épuration des eaux, et en adaptant son développement aux capacités de production, d'alimentation et d'épuration des installations et écosystèmes du territoire. Le SCoT établit ainsi plusieurs prescriptions et recommandations relatives à la gestion de la ressource en eau :

- Envers la préservation des milieux aquatiques : La sous-trame humide et aquatique fait l'objet de prescriptions spécifique pour ses réservoirs de biodiversité (P51), qui visent à les protéger ;
- Le DOO comporte une orientation « garantir l'approvisionnement en eau potable. Notamment, la P67 inscrit que « Les nouvelles opérations d'aménagement intégrant une production de nouveaux logements et/ou activités, sont subordonnées à l'adéquation entre la production effective du captage desservant la zone concernée et l'autorisation de prélèvement définie dans la DUP ».

En outre, les dispositions préservant les milieux naturels et les fonctionnalités écologiques permettent de préserver les services écosystémiques, comme l'épuration des eaux, le stockage et l'infiltration. De manière indirecte également, la réduction de l'imperméabilisation permet de préserver le cycle de l'eau.

➲ La préservation des milieux naturels et de la biodiversité

La communauté d'Agglomération de Moulins se caractérise par une diversité de milieux naturels remarquables, offrant un cortège floristique avec de nombreuses espèces sensibles et une faune variée. Le territoire est couvert par de nombreux périmètres d'inventaires, de protections réglementaires et de maîtrise foncière assurant une protection du patrimoine naturel. Le réseau hydrographique est très dense, l'Allier est garante d'une grande partie de la biodiversité du territoire, elle joue notamment un rôle majeur pour l'avifaune, où la forte densité de zones humides procure des espaces de halte migratoire.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 391/536

L'urbanisme et le développement des infrastructures de transport ont des répercussions directes sur ces milieux naturels, en effet les infrastructures routières constituent un obstacle important et réel en scindant le territoire en deux voire trois parties. Des obstacles à l'écoulement et l'artificialisation perturbent le déplacement des espèces. De plus les espaces agricoles peuvent être source de fragmentation, la disparition des éléments constitutifs des corridors forme une rupture dans les continuités écologiques. Les produits phytosanitaires participent également à rendre certains espaces agricoles hostiles pour la biodiversité, ce risque concernant notamment les espaces agricoles de grandes cultures.

Pour répondre à ces problématiques, l'état initial de l'environnement a identifié plusieurs enjeux pour le territoire, à savoir :

- L'amélioration des connaissances environnementales sur certains secteurs pour ne pas sous-estimer la fonctionnalité des espaces naturels
- La localisation complète des zones humides et mares temporaires sur le département de l'Allier (en comparaison avec les travaux du département de la Nièvre) pour les intégrer aux réservoirs de biodiversité aquatiques
- La réalisation d'un inventaire des pelouses sèches considérées comme réservoirs de biodiversité des milieux ouverts. Les coteaux viticoles au Sud peuvent être propices au développement de ces pelouses calcicoles.
- La gestion adaptée des haies et ripisylves (taille maîtrisée, essence sélectionnée, restauration des zones les plus dégradées) pour renforcer les liaisons entre les continuums et les réservoirs écologiques
- La démocratisation de pratiques agricoles raisonnées doit être encouragée pour les activités les plus sensibles dans le but de préserver une trame des milieux ouverts efficiente
- La réduction des obstacles à l'écoulement menaçants la fonctionnalité écologique des cours d'eau
- La mise en place de mesures de gestion propices à la trame bleue en priorité sur les cours d'eau en liste 1 et 2 aujourd'hui impactés
- La sécurisation des déplacements de la faune sur les axes routiers les plus dangereux (RCEA, N7 notamment) pour conserver des interactions entre les réservoirs de biodiversité situés à l'Est et ceux à situés à l'Ouest du territoire.

Afin de répondre à ces enjeux, le SCoT a instauré une trame verte et bleue précise, identifiant différentes composantes écologiques tout en intégrant les pressions potentielles futures. Cette trame prend en compte les périmètres existants sur le territoire ainsi que les espaces à enjeux écologiques au cœur du territoire, tous protégés de toute nouvelle urbanisation. De plus, l'écriture des orientations intègre l'ensemble des milieux sensibles, alignée sur le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), incluant les zones humides, les têts de bassins versants et autres milieux naturels relictuels.

Le SCoT a été mobilisé afin de concourir à la préservation de ces milieux, à travers son projet de trame verte et bleue.

Justification des choix pour la trame verte et bleue du SCOT de de Moulins communauté

Ce que dit le SCoT

Le DOO intègre la préservation des espaces naturels à travers différentes orientations :

- En premier lieu l'orientation III.A.1. Préserver et valoriser les espaces et milieux naturels :
  - P49 Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux forestiers ;
  - P50 Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux agropastoraux / ouverts ;
  - P51 Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux aquatiques et humides ;
  - P52 Préserver l'ensemble des éléments constitutifs des corridors écologiques, notamment par leur inscription et protection au sein des documents d'urbanisme locaux

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 392/536

- III.C. Préserver les paysages : tous les éléments inscrits dans le DOO et permettant la préservation des paysages, ou de structures particulières du paysage concourent également à la préservation et la protection de la biodiversité.
- Par ailleurs, toutes les orientations visant la limitation des extensions urbaines, la densification, la remobilisation des friches, etc. permettent indirectement de limiter la consommation d'espaces naturels.

➲ Une intégration des objectifs climat, air et énergie au sein du SCOT

Les évolutions climatiques en cours et leur impact à court, moyen et long terme imposent aux territoires une évolution dans leur mode d'aménager et de penser le développement de leur territoire. Le premier volet de l'adaptation au changement climatique passe nécessairement par la réduction des consommations d'énergie.

a. Un projet favorable à la réduction des émissions de GES et à la sobriété énergétique

SOURCES : DIAGNOSTIC DU SCOT, DOO, GES SCOT

La loi de transition énergétique pour la croissance verte vise à agir pour le climat, en fixant à la France des objectifs chiffrés et des moyens d'action pour mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat du 12 décembre 2015 avec comme objectif la neutralité carbone en 2050. Le territoire de Moulins Communauté se veut actif sur la transition énergétique en cohérence avec le PCAET en cours d'élaboration et du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.

En 2023, 584 kteqCO2 de GES ont été émis à travers les activités réalisées sur le territoire de Moulins Communauté. Soit environ 9 teqCO2/hab, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale qui est estimée en 2022 à 9,2 teqCO2. Ce sont les secteurs de l'agriculture, sylviculture et aquaculture (40%), des transports (29%), du résidentiel (10%) et de la gestion des déchets (10%) qui représentent la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre de Moulins Communauté en 2023.

Concernant la production d'énergies renouvelables sur le territoire, en 2023, près de 321 GWh d'EnR ont été produits sur le territoire essentiellement par la filière bois-énergie (43%) et les pompes à chaleur (22%). Ce chiffre représente 13% de l'énergie consommée.

L'état initial de l'environnement a identifié plusieurs enjeux majeurs pour le territoire, à savoir :

- La réduction du risque de précarité énergétique des ménages par la réhabilitation du parc de logements anciens et le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle ;
- L'exploitation de l'environnement climatique pour réduire les consommations énergétiques (principes bioclimatiques, énergie solaire etc.) ;
- Le développement des énergies renouvelables sur le territoire sur la base des potentiels locaux identifiés et l'approfondissement de la connaissance des ressources disponibles ;
- L'optimisation de la filière bois énergie pour augmenter l'exploitation de la biomasse bois sur le territoire ;
- La poursuite du développement maîtrisé et intégré de l'éolien dans les zones favorables ;
- L'étude du potentiel de méthanisation en lien avec l'activité agricole moulinoise.

Pour répondre à ces grands enjeux, différentes orientations ont été intégrées dans le DOO pour permettre la production des énergies renouvelables (photovoltaïque, solaire, géothermie principalement) tout en intégrant les enjeux de préservation des composantes écologiques et des paysages marqueurs de l'identité locale.

Par ailleurs, bien que le SCoT ne dispose pas de moyens d'action directs pour réduire la consommation d'énergie, il peut influer sur la consommation énergétique indirectement par ses choix urbanistique, affectant ainsi les déplacements et la consommation énergétique. Dans cet objectif, le SCOT souligne l'importance de développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière grâce au développement du co-voiturage ou des modes de déplacement doux. Enfin, il organise le développement des services de proximité en privilégiant l'implantation des nouvelles

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 393/536

activités économiques et le développement des entreprises dans le tissu urbain actuel ou en extension de celui-ci et dans la mesure ou les nuisances générées par l'activité économique concernée sont maîtrisées (nuisances sonores, condition d'accessibilité et impact en matière de trafic routier, émissions de polluants …).

Plusieurs orientations du DOO contribuent directement ou indirectement à l'atténuation du changement climatique : P76 « Favoriser la production des énergies renouvelables », c'est également le cas des dispositions visant la réduction des déplacements en véhicules motorisés individuels (P2, P30, P40, P44, P46, P47, P55). En matière de consommations d'énergie du secteur du bâtiment, la P75 acte que :

- « La mise en œuvre du bioclimatisme, de la performance énergétique des constructions et du recours aux énergies renouvelables en vue de projets urbains exemplaires sur le plan énergétique, est détaillée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et les études pré-opérationnelles qui comprennent donc un volet « énergie » ;
- Appliquer dans les zones d'activités économiques et aux bâtiments publics, des objectifs de performance énergétique ».

Les espaces forestiers classés en réservoirs de biodiversité sont protégés, ce qui permet la préservation des puits de carbone du territoire.

Par ailleurs, l'outil GES SCoT, développé par le CEREMA, permet d'estimer les évolutions engendrées par la mise en œuvre du SCoT sur les compartiments des GES et de l'énergie. D'après cette analyse, le SCOT entraînerait une augmentation de la consommation énergétique du territoire d'environ 44 320 MWh/an, contre 30 587 MWh/an dans le cadre d'un scénario tendanciel, concernant les émissions de GES, le SCOT devrait engendrer des émissions de 7 143 tCO2e/an supplémentaire contre 22 718 tCO2e/an dans le cadre du scénario tendanciel. Le SCOT permettrait donc de réduire les émissions de GES de 69% par rapport à une évolution tendancielle, notamment via les objectifs de réduction de consommation d'ENAF. En revanche, du fait des objectifs la construction de bâtiments résidentiels et d'attractivité économique qui devront entraîner un besoin en surface tertiaire plus important et malgré les efforts sur la mobilité, les consommations énergétiques devraient être 45% supérieures par rapport au scénario tendanciel.

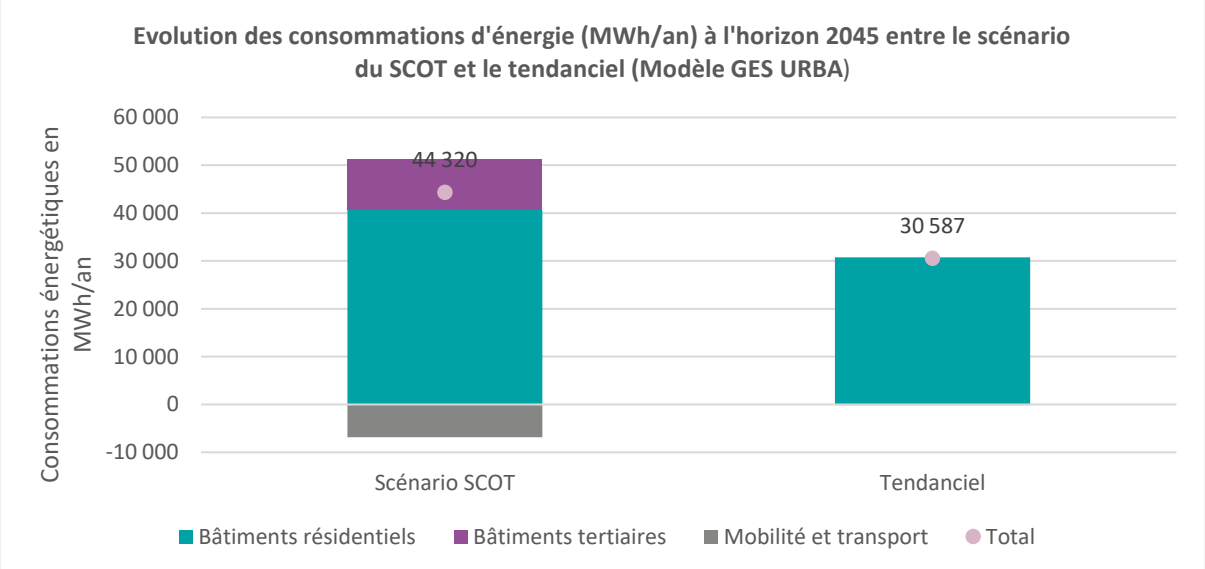
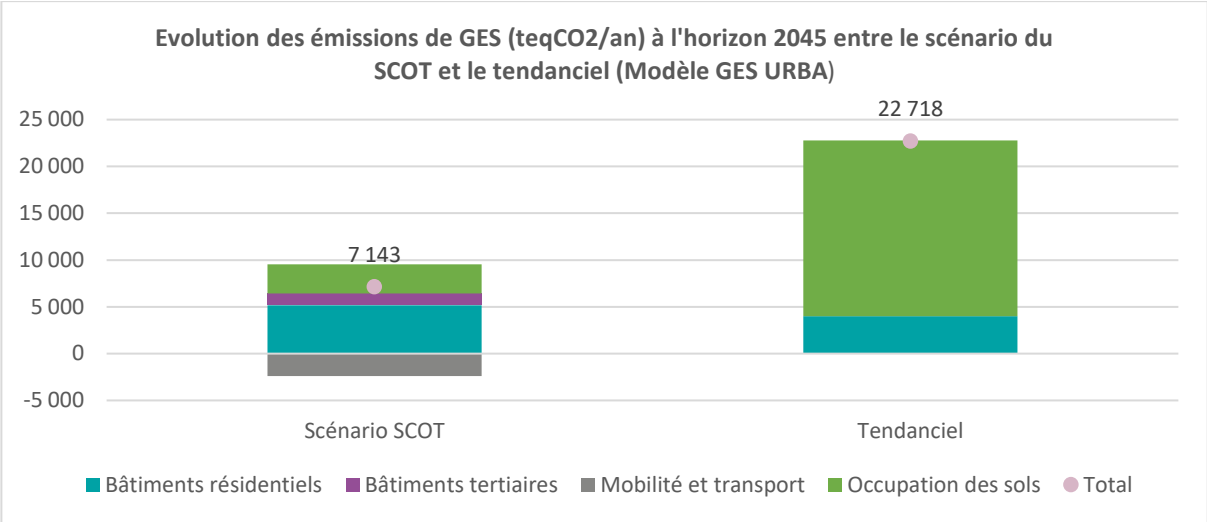


Figure 1 : Bilan des consommations d'énergie finales, (MWh/an) (source : GES Urba)

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 394/538



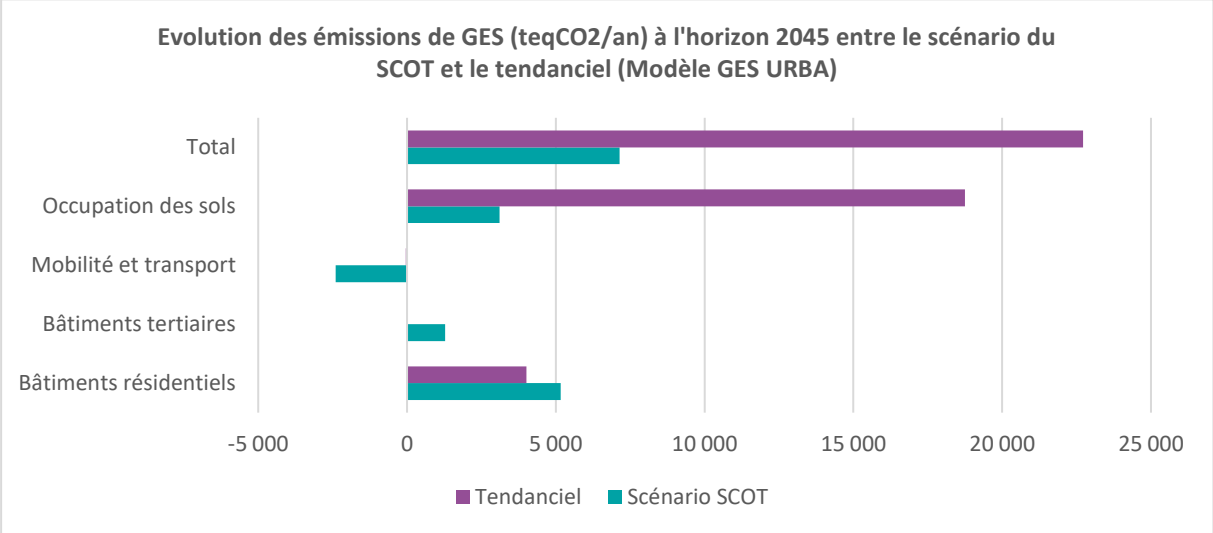


Figure 2 : Bilan par thématique des émissions de GES, (teqCO_2/an) (source : GES Urba)

b. L'adaptation au changement climatique

L'autre volet relatif aux GES est l'adaptation, traitée en particulier dans la P75. « Prendre en compte les nécessités d'adaptation au changement climatique ».

➲ L'intégration des risques

Le territoire de Moulins est exposé à différents risques, notamment les inondations du fait de la présence de l'Allier et de la Loire. Des mouvements de terrain ponctuels ont été enregistrés sur le territoire, l'aléa retrait/gonflement des argiles est considéré comme fort sur certaines zones restreintes du territoire.

Concernant les risques technologiques, il s'agit sur le territoire principalement de risques industriel et lié au transport de matières dangereuses.

Le DOO contient plusieurs dispositions permettant d'intégrer les risques dans le développement :

- La P72 traite des risques inondations et mouvements de terrain :
  - La prévention du risque inondation est améliorée par le fait que le DOO impose de prendre en compte les aléas, de prévoir des mesures de prévention du risque et de réduire la vulnérabilité (P72). La P72 impose de « Maintenir la fonctionnalité des zones d'expansion des crues en interdisant leur urbanisation et imperméabilisation ». Les zones inondables faisant l'objet de délimitation doivent être prises en compte ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 395/539

- Concernant les autres risques, il s'agit également de les prendre en compte et de mettre en œuvre des mesures visant à limiter la vulnérabilité des nouveaux bâtiments ;

- Les zones inondables de l'Allier sont en grande partie des réservoirs de biodiversité, à protéger au titre de la trame verte et bleue.

Par ailleurs, la préservation des milieux naturels (réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue notamment) permet d'en préserver les services écosystémiques (infiltration de l'eau, limitation du ruissellement, stabilisation des sols, etc.) et donc de prévenir l'apparition de nouveaux risques sur le territoire.

➲ Santé humaine

Le territoire de Moulins est concerné par des nuisances sonores et par la pollution atmosphérique, dont l'intensité variable selon les secteurs peut engendrer des impacts à plus ou moins long terme sur la santé humaine.

Le territoire de Moulins Communauté est en effet traversé par de nombreux axes routiers et ferroviaires, à l'origine d'une exposition au bruit pour une partie de la population. Toutefois, les Cartes de Bruit Stratégiques établies à l'échelle communale montrent qu'aucun habitant, établissement de santé ou d'enseignement n'est exposé à des niveaux sonores dépassant les valeurs limites réglementaires.

Concernant la qualité de l'air, une pollution atmosphérique peut également être associée aux axes de transport, avec notamment 1 035 tonnes de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) émises en 2023. Malgré cela, le niveau global de la qualité de l'air reste bon sur le territoire. En revanche, les activités agricoles sont à l'origine d'émissions importantes d'ammoniac (NH_3), avec 2 199 tonnes rejetées en 2023. Ce chiffre, très supérieur à la moyenne nationale, témoigne du caractère fortement agricole du territoire de Moulins Communauté.

En complément de ces dispositions, le DOO prévoit des dispositions qui visent à prendre compte les atteintes à la santé par les nuisances et les pollutions environnementales, regroupées notamment dans la P74 « Protéger la population contre les pollutions et nuisances ».

Par ailleurs, l'optimisation des transports qui pourrait être engendrée par les dispositions du DOO pourra se traduire par une réduction des nuisances sonores et émissions atmosphériques à la source ou de l'exposition des populations à ces nuisances.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 396/536

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 4 – Articulation avec les documents de rangs supérieurs

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Version pour l'arrêt du 14 mai 2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Table des matieres

1. Compatibilité et prise en compte des documents cadresErreur ! Signet non défini.
2. Le SRADDET..... Erreur ! Signet non défini.
3. La Charte du Parc Régional ..... Erreur ! Signet non défini.
4. Le SDAGE et le PGRI Rhin-Meuse (2022-2027)Erreur ! Signet non défini.
5. Le SDAGE et le PGRI Seine-Normandie 2022-2027 30
6. Le SRC Grand Est..... Erreur ! Signet non défini.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 398/583

Préambule

Conformément à l'ordonnance du 17 juin 2020 et à l'article **L141-1** du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation du SCoT décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles **L131-1 et L131-2** avec lesquels il doit être compatible ou qu'il prend en compte.

Le SCoT de Moulins communautés doit donc être compatible avec :

- Les règles du fascicule des Schémas d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne–Franche-Comté ;
- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne (2022-2027) ;
- Le Plan de gestion des risques inondation (PGRI) Loire-Bretagne 2022-2027 ;
- Le SAGE Allier aval.

Le SCoT doit prendre en compte :

- Les objectifs des SRADDET ;
- Le Schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes, celui de la région Bourgogne–Franche-Comté n'étant pas encore arrêté ;
- Le programme d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements des services publics.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85...
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 399/588

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes

Le SRADDET d'Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé en avril 2020.

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
Aménagement du territoire et de la montagne	Règle n° 1 – Règle générale sur la subsidiarité SRADDET/SCoT	Dans une volonté de subsidiarité permettant de prendre en compte les spécificités locales, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), les chartes de PNR et tous les documents devant s'inscrire en compatibilité avec le fascicule des règles, devront décliner opérationnellement à l'échelle de leur périmètre, et en cohérence avec ceux voisins, l'ensemble des objectifs du SRADDET. Cette déclinaison, qualitative et quantitative, ciblera notamment la limitation de la consommation d'espaces, le développement de surfaces commerciales et de zones d'activités et logistiques, ainsi que la production de logements.	Cf ce qui suit dans les pages suivantes, règle par règle. Voir également les chapitre 3 et 4. le volet justifications du PAS et du DOO du SCoT révisé
	Règle n° 2 – Renforcement de l'armature territoriale	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), doivent renforcer, sur leur territoire, les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité : accessibilité et desserte en transports, services et équipements, développement économique, pôle de formation, commerces, gestion économe du foncier, etc. Ce travail doit être réalisé et justifié en coordination, cohérence et complémentarité avec les démarches de projet voisines/les territoires limitrophes, à différentes échelles, et en prenant en compte l'armature de transport régional.	Dans le cadre des réflexions sur le développement du territoire, les élus ont fait le choix d'une armature de projet pour la Communauté d'Agglomération. L'enjeu est de venir structurer le développement en fonction des besoins, spécificités du territoire. Le DOO forme l'orientation de favoriser un développement résidentiel cohérent avec l'armature territoriale et contribuant à renforcer les centralités : • Renforcer le développement résidentiel sur le cœur d'agglomération pour en revitaliser les centres et consolider sa position de principale agglomération de l'Allier ; • Conforter le développement résidentiel des pôles d'équilibre à travers le renforcement de leurs rôles pour le territoire ; • Organiser le développement des communes périurbaines en accompagnant la croissance démographique d'une offre d'équipements et de services et en veillant à la maîtrise de la consommation foncière ; • Permettre un développement des villages du territoire, dans le respect des équilibres entre

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
			espaces urbanisés, agricoles et naturels et en cohérence avec leur identité rurale.
	Règle n° 3 – Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT	Les objectifs de production de logements définis dans les documents de planification et d'urbanisme (SCoT, PLU[i], PCAET, etc.) doivent être définis et justifiés en cohérence avec les niveaux de polarité (par exemple ceux de l'armature définie dans les SCoT), et avec les besoins tendanciels observés sur le territoire et les territoires voisins en matière de : projection démographique (taux de croissance envisagé), offre de transports, localisation des zones d'emplois, changements de modes de vie, parcours résidentiels, préservation du foncier et ressources disponibles, etc. Par ailleurs, ces objectifs devront être justifiés et phasés dans le temps, et leur mise en œuvre devra être déclinée sur différents axes : prioritairement la réhabilitation des logements dégradés (copropriété privée et publique, monopropriété) et le traitement de l'habitat indigne, puis la lutte contre la vacance, et enfin la production de logements neufs.	L'effort de logements se répartit au sein des niveaux de l'armature urbaine avec pour objet : • De maintenir le poids relatif du cœur urbain : 49% (= poids 2021) • De limiter la croissance des communes périphériques équipées : 16% (9% en 2021 mais 21% entre 2010 et 2021) • De maintenir les pôles d'équilibres : 11% (14% en 2021 mais seulement 2% entre 2010 et 2021) • D'assurer le développement des pôles de proximité : 14% (17% en 2021 mais seulement 8% entre 2010 et 2021)
	Règle n° 4 – Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, doivent donner la priorité à la limitation de la consommation d'espace quel que soit l'usage (économique, logistique, habitat, services, équipements, commerces, etc.). Pour se faire, il conviendra de : • Élaborer une approche innovante des cycles du foncier, par une gestion intégrée (habitat, économie, agriculture, biodiversité, etc.) et à visée opérationnelle. Cette approche pourra faire l'objet de stratégies foncières déclinées à terme en plans d'action foncière à l'échelle des EPCI, dans le cadre de démarches multi partenariales. • Mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existant à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées, en privilégiant le renouvellement urbain, notamment par la densification du tissu existant, le réinvestissement des dents creuses et du bâti vacant, les réhabilitations, les changements d'usage et de destination, la mutualisation d'équipements (par exemple stationnement, stockage, restauration, etc.) et la requalification des friches (démolition/reconstruction). À défaut, des éléments de justification devront être produits. • Orienter le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis, avant toute extension ou création. À défaut, ces dernières se	Le DOO du SCoT identifie tout d'abord le potentiel de production de logements par réhabilitation : • Est ainsi planifié 18,8% de l'effort de logements. • La capacité de densification est ensuite estimée et détermine le potentiel de création de 47,6 % des logements nécessaires • Enfin seulement 33,6 % des logements à produire devront l'être par extension des zones urbanisées. La prescription P40 précise alors les conditions du développement de l'urbanisation, en extension comme dans les espaces déjà urbanisés, doit répondre aux conditions suivantes : • Favoriser la mixité des fonctions urbaines : logements, services, activités compatibles avec l'habitat (tertiaire par exemple), espaces

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 401/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
		feront en continuité urbaine et seront conditionnées à la définition d'objectifs de qualité urbaine, architecturale, paysagère et naturelle, ainsi que de densité.	publics, etc. ; en particulier dans les centralités ; • Assurer une production, un phasage, une offre et une typologie des logements prévus ainsi que des densités répondant aux besoins des ménages (jeunes, actifs, séniors …) ; • Prendre en compte le contexte urbain, en gérant de manière qualitative les coutures avec le tissu bâti existant ; • Irriguer l'ensemble des tissus urbains avec des liaisons piétonnes et cyclistes à la fois internes aux zones concernées, mais aussi en lien avec les espaces urbains adjacents ; • Préserver le patrimoine bâti et le petit patrimoine afin de les intégrer dans le projet d'ensemble ; • Prendre en compte la trame urbaine historique, les nouvelles formes urbaines et la démarche de projet dans les extensions urbaines et les densifications, afin d'assurer une urbanité maîtrisée
	Règle n° 5 – Densification et optimisation du foncier économique existant	Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, les SCoT ou, à défaut les PLU(i) doivent prioriser, avant toute création ou extension de zones d'activité économique, y compris logistiques, la densification et l'optimisation des zones d'activités existantes, en cohérence avec les opportunités de complémentarités entre territoires limitrophes, et cela afin de favoriser les synergies d'entreprises et le développement de services mutualisés dans une logique de redynamisation d'ensemble. Par ailleurs, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, doivent dimensionner, phaser, motiver et encadrer les projets de création et d'extension de zones d'activité, et tenir compte : • De l'économie foncière (densification, renouvellement, etc.) ; • De l'insertion paysagère et architecturale en cohérence avec l'objectif global de densification ; • De la qualité environnementale et de la préservation des continuités écologiques ; • De l'intégration des problématiques de production d'énergies renouvelables et de réduction de consommation d'énergie ;	Concernant le développement de l'économie, le DOO prescrit la reconnaissance de l'emploi urbain, c'est-à-dire l'emploi situé en zones urbanisés. Il recommande de poursuivre les objectifs suivants : • Cœur urbain et communes périphériques équipées : développer 50% des nouveaux emplois en espaces urbains mixtes ; • Pôles d'équilibre : développer 40% % des nouveaux emplois en espaces urbains mixtes. • Villages : développer 30% des nouveaux emplois en espaces urbains mixtes.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 402/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

<table>
<tr><th>Chapitre</th><th>Règle</th><th>Détail de la règle</th><th>Articulation du SCoT</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td>• Des possibilités de desserte en transport en commun et en modes actifs (piéton, vélos, etc.), de covoiturage, de parkings mutualisés ;
• Des connexions au réseau d'infrastructures (routières, ferroviaires, fluviales, plateformes de transbordement) qui devront avoir la capacité d'absorber les trafics générés ;
• De l'intégration prioritaire des activités n'engendrant pas de nuisances dans les secteurs déjà bâtis afin de développer une mixité des fonctions.
Enfin, dans le cadre de projets de création et d'extension de zones d'activité, il faudra :
• Encourager la réalisation de PDU/plans de mobilité.
• Prévoir les aménagements nécessaires (pistes cyclables, cheminements piétons, stationnement sécurisé et à l'abri, éclairage, etc.) et veiller à la mise en place de dispositifs d'animation, d'information et de conseil en mobilité, afin de favoriser l'usage de modes alternatifs à la voiture individuelle et la mutualisation des services (navettes communes, ratio de places de parking dédiées au covoiturage, service télématique favorisant ce covoiturage, parc de vélos partagés, etc.).
• Prévoir les aménagements afin de faciliter la collecte sélective des déchets.</td><td>Ensuite, pour les emplois qui ne peuvent être situés dans les espaces urbanisés à proximité de l'habitat), il considère la requalification et la densification des espaces économiques dédiés existants (Zones d'activités économiques ZAE) et la remobilisation des friches constituent comme les priorités en matière de mise à disposition d'espaces pour accueillir et développer les activités économiques.

Le SCoT définit une surface maximale d'extension des zones d'activités existantes de 48,3 ha, tout en privilégiant renforçant encore les grandes zones stratégiques pour renforcer à la fois la productivité de son foncier et son attractivité vis-à-vis de l'extérieur.

<table>
<tr><th></th><th>Surfaces totales</th><th>S urfaces disponibles dans zones existantes</th><th colspan="2">Extensions envisagées</th></tr>
<tr><td>Zones stratégiques</td><td>340,7</td><td>84,5</td><td>44</td><td>91%</td></tr>
<tr><td>Zones d'équilibre</td><td>67</td><td>6</td><td>3</td><td>6%</td></tr>
<tr><td>Zones de proximité</td><td>39,5</td><td>6,06</td><td>1,3</td><td>3%</td></tr>
<tr><td>TOTAL SCoT</td><td>447,2</td><td>96,56</td><td>48,3</td><td></td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td></td><td>Règle n° 6 – Encadrement de l'urbanisme commercial</td><td>Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, doivent contribuer (notamment via l'élaboration de DAAC pour les SCoT qui n'en auraient pas) à éviter les nouvelles implantations commerciales diffuses, et enrayer la multiplication des surfaces commerciales (y compris les petites unités en entrée de ville) en :
• Priorisant les implantations nouvelles dans les centres-villes et centres bourgs, et les zones existantes et déjà dédiées aux commerces, et en limitant la mutation de fonciers dédiés à l'activité économique/productive vers du foncier à vocation commerciale, notamment hors tissu urbain dense ;
• Inscrivant les nouvelles implantations de surfaces importantes dans un projet urbain mixte qui ne nuisent pas au bon fonctionnement d'un pôle urbain limitrophe ;
• Travaillant sur les complémentarités entre territoires limitrophes ;
• Priorisant le renouvellement et l'extension à toute nouvelle création.</td><td>Le PAS définit deux orientations intéressant l'encadrement de l'implantation des commerces, et une orientation pour le développement de la logistique :
• Structurer l'offre commerciale du territoire
O Soutenir le commerce de proximité : Développer le tissu commercial et de restauration des pôles d'équilibre et des communes périurbaines en répondant aux besoins quotidiens des ménages ;
O Diversifier les types de commerces au sein des pôles d'équilibre pour limiter</td></tr>
</table>

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 403/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
		Par ailleurs, les projets de création et d'extension de surfaces commerciales devront être motivés et encadrés : • Au regard de leur cohérence avec la typologie de la demande existante et de sa dynamique d'évolution sur le territoire ; • Au regard de leur cohérence avec l'offre commerciale existante, notamment dans les centralités urbaines (objectif de maintien d'un maillage commercial de proximité) et des possibilités de densification/requalification des zones et polarités commerciales existantes ; • Au regard de la desserte en transport actuelle et prévue ; • Au regard de leur impact environnemental, notamment de la préservation des continuités écologiques identifiées au titre de la trame verte et bleue ; • En fixant des conditions d'implantation des commerces selon leur localisation ; • En fixant des objectifs en termes de qualité urbaine, d'optimisation et de desserte des zones commerciales (exemple : définition préalable d'un projet d'aménagement d'ensemble, amélioration de l'accessibilité tous modes, amélioration de la qualité architecturale et de l'intégration paysagère, réduction de l'impact environnemental, utilisation économe de l'espace, etc.) ; • En prévoyant les aménagements afin de faciliter la collecte sélective des déchets.	les besoins en déplacements et l'évasion commerciale ; O Favoriser l'animation urbaine et rurale en encourageant le développement d'une consommation alternative plus vertueuse (économie collaborative, du partage et du réemploi). • Conforter le centre-ville commerçant de Moulins et des autres centres-bourgs : soutenir la dynamique commerciale par la diversification des usages et la qualité des aménagements urbains. Il définit le seuil (300 m² de surfaces de vente) à partir duquel les commerces sont considérés comme des commerce d'envergure, c'est-à-dire des commerces ayant un impact significatif sur l'aménagement du territoire et la qualité de vie des habitants. Il identifie et localise 3 types de localisations préférentielles suivantes sont identifiées : • Les centralités urbaines commerciales principale, de pôle, de proximité ou de quartier • Les sites commerciaux périphériques. • Les secteurs denses de flux (le DAACL identifie et distinguent les secteurs de flux en devenir et les secteurs de flux existants, denses. Il prescrit des règles précises et des conditions de l'implantations des commerces au sein des secteurs périphériques (zones commerciales) et des secteurs de flux dont il distingue : • ceux existants et déjà denses, dont il veut éviter l'extension,

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 404/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
			• ceux en devenir dont il prescrit l'interdiction de toute implantation ou tout changement de vocation du bâti existant.
	Règle n° 7 – Préservation du foncier agricole	Afin de favoriser la protection du foncier agricole, tout en articulant au mieux les enjeux agricoles et forestiers avec ceux de préservation de la biodiversité, il convient pour les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, de : • Définir et identifier de manière partagée les dynamiques agricoles du territoire, les espaces agricoles et forestiers stratégiques du point de vue de la production agricole, de la qualité agronomique des sols, des paysages remarquables et de la biodiversité. • Identifier en parallèle les secteurs de déprise à l'origine des friches agricoles. • Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration et la préservation des espaces agricoles et forestiers stratégiques sous pression foncière, tout en rendant possibles les activités indispensables à leur fonctionnement. • Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logement des exploitants, et de développement de la pluriactivité.	La prescription P73 ambitionne d'assurer la préservation optimale des espaces et activités agricoles, en recherchant les objectifs suivants : • Préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles et forestières. • Éviter l'artificialisation du foncier agricole, présentant une valeur agronomique, biologique ou économique pour l'exploitation agricole, ou nécessaire au maintien et au développement des activités agricoles et forestières. • Éviter et réduire les impacts de l'artificialisation sur les sols agricoles et compenser le cas échéant, les effets de l'artificialisation par la restauration de la fonction agronomique de friches agricoles. Ces compensations pourront être accompagnées d'actions visant à développer l'activité agricole (ZAP, aides aux systèmes productifs…) ; • Limiter le morcellement des unités foncières et pérenniser les exploitations. Les espaces agricoles constitués des terres mécanisables, irriguées sont particulièrement structurants dans le processus de préservation des espaces agricoles et toute urbanisation doit y être exclue afin de maintenir leur capacité productive
	Règle n° 8 – Préservation de la ressource en eau	Afin de préserver la ressource en eau, et dans un contexte d'adaptation au changement, climatique, les acteurs concernés, en fonction de leur niveau de compétences, doivent :	Le DOO comporte une orientation « garantir l'approvisionnement en eau potable ». Notamment, la prescription P84 subordonne les nouvelles opérations d'aménagement

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 405/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
		• Démontrer l'adéquation de leur projet de développement territorial avec la ressource en eau disponible actuelle et future de leur territoire (sur la base de scénarios plausibles). La réflexion doit notamment prendre en compte : le bon fonctionnement des milieux aquatiques, notamment le respect de débits minimums biologiques dans les cours d'eau/les besoins agricoles, en incluant des ouvrages de régulation de cette ressource (retenues collinaires par exemple). • Démontrer que leur projet de développement territorial ne compromet pas la préservation de la qualité des ressources en eau stratégiques (souterraines ou superficielles) identifiées dans les SDAGE ou plus localement dans les SAGE pour les principaux usages actuels et futurs, notamment l'alimentation en eau potable. • S'assurer de l'adéquation de leur projet de développement territorial avec les capacités des réseaux d'assainissement et de distribution de l'eau. • S'assurer, en amont de tous projets d'aménagement, de la protection à long terme des zones de ressources stratégiques en eau potable actuelles et futures, notamment en : préconisant pour les zones d'alimentation (impluvium ou bassin versant) de ces ressources stratégiques, la limitation de l'urbanisation, et garantir leur préservation vis-à-vis des pollutions domestiques et industrielles et des pratiques agricoles non compatibles/préconisant pour les territoires les plus vulnérables, notamment ceux identifiés en déséquilibre quantitatif dans le cadre des SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de la ressource en Eau) ou plus localement dans les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de la ressource en Eau), des mesures visant à favoriser : les économies d'eau, les limitations des prélèvements en fonction de la ressource disponible et plans de gestion de la ressource en eau élaborés à l'échelle des bassins versants concernés.	intégrant une production de nouveaux logements et/ou activités, à l'adéquation entre la production effective du captage desservant la zone concernée et l'autorisation de prélèvement définie dans la D.U.P. Toute urbanisation sera évitée dans les périmètres de protection des captages : les servitudes créées par les périmètres de protection seront strictement respectées. Sur les captages prioritaires identifiés par le SDAGE, les aires d'alimentation sont délimitées conformément à l'article L.211-3 du Code de l'Environnement et l'article R.114-3 du code rural, après avis notamment de la commission locale de l'eau si le captage est situé dans un périmètre de Sage. La pérennité de la ressource en eau potable sera garantie par une occupation du sol adéquate, préférentiellement à vocation d'espaces naturels, dans les périmètres de protection des captages d'eau. L'utilisation de l'eau à des fins agricoles doit être compatible avec la protection édictée.
	Règle n° 9 – Développement des projets à enjeux structurants pour le développement régional	Afin de permettre la réalisation ou le développement de projets qualifiés par le SRADDET de structurant pour le développement régional, les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR le cas échéant, devront : • Faire évoluer ou adapter les règles de planification et d'urbanisme pour rendre possible la réalisation des projets telle que définie par la Région. • Et/ou réserver et préserver les fonciers stratégiques nécessaires à la réalisation des projets. Ces projets structurants sont de plusieurs natures. En premier lieu, cela concerne des projets majeurs à vocation économique ou touristique : (…) La création et la mise en service des itinéraires de véloroutes-voies vertes d'intérêt national et régional.	Le SCoT prend en compte le projet de Vélo-Route VIA ALLIER, qui longe la rivière Allier des communes de Chemilly à Château-sur Allier. La P20 demande aux communes concernées de prendre e, compte ce projet pour lequel le tracé est connu et de minimiser voire d'éviter les impacts visuels qui pourraient être provoquées par des nouvelles urbanisation, par exemple en entrée de bourgs ou villages ou en franges urbaines.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 406/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
		En deuxième lieu, il s'agit de projets d'infrastructures de transports majeures : • Les accès français au tunnel transfrontalier du Lyon-Turin. • Les infrastructures et équipements de transport programmés dans le cadre des Contrats de Plan État-Région (CPER), du Contrat de Plan Interrégional État Région (CPIER) « Plan Rhône », et de la stratégie nationale portuaire. Les sites permettant le transbordement des marchandises de la route vers le fer et le fleuve par les différentes techniques d'intermodalité mobilisables (combiné, autoroute ferroviaire, etc.). Enfin, il s'agit de faciliter l'exercice des compétences régionales : • La création ou le développement de lycées. • La création ou le développement de gares routières de compétence régionale. • La création d'infrastructures de transports dédiées à la circulation de transports collectifs d'intérêt régional.	
	Règle n° 10 : Objectif de réduction de la vulnérabilité du territoire	Améliorer la résilience du territoire face aux risques naturels et au changement climatique en privilégiant les principes d'aménagement exemplaire et innovant qui permettent de faire reculer la vulnérabilité du territoire. Les différents dispositifs de prévention des risques naturels prendront utilement en compte les principes d'aménagement réduisant l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols et soutiendront l'agriculture périurbaine, facteur de résilience pour les territoires. Car celle-ci contribue en effet : • À la gestion des inondations : les terres agricoles périurbaines constituent d'excellentes zones d'épandage des crues ; de même que la rétention des eaux pluviales et d'inondation permet la réalimentation des nappes phréatiques.	La prévention du risque inondation est améliorée par le fait que le DOO impose de prendre en compte les aléas, de prévoir des mesures de prévention du risque et de réduire la vulnérabilité (P89).
Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports	Règle n° 10 bis – Coordination et cohérence des services de transport à l'échelle des bassins de mobilité	Les autorités organisatrices de la mobilité ou des transports (AO) se concertent, en associant les collectivités territoriales et les principaux acteurs de la mobilité, afin de définir le périmètre d'un bassin de mobilité selon les principes définis ci-après. L'ensemble des bassins de mobilité du territoire régional seront définis au plus tard 3 ans après la date d'approbation du SRADDET. Ils pourront faire l'objet d'actualisation. Les AO précisent ensemble les modalités de coordination opérationnelle à mettre en œuvre à cette échelle pour garantir la cohérence des services de transports et de mobilité tous modes, à minima concernant les sujets suivants : complémentarité et correspondance des offres et des services (horaires, connexions physiques, etc.), information et tarification multimodales, pôles d'échanges multimodaux, cohérence des documents de planification des déplacements et/ou de la mobilité limitrophes.	Pas de levier du SCoT.
	Règle n° 11 – Cohérence des documents de	Toute élaboration ou révision d'un document de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial doit rechercher la cohérence avec les orientations avec les documents de planifications similaires produits par les autres	Pas de levier du SCoT. Pour autant, la prescription P47 veut faciliter la mobilité au sein du territoire et l'usage renforcé

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 407/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial, au sein d'un même bassin de mobilité	autorités organisatrices (autorités organisatrices) du même bassin, à minima sur les aspects suivants : pôles d'échanges, information multimodale, tarification combinée, continuité des infrastructures, analyse de la mobilité (voyageurs et marchandises) et de ses évolutions prospectives.	des transports en commun, par la mise en œuvre d'une stratégie de mobilité plus durable au sein du territoire et vers les pôles extérieurs qui l'entourent, qui a notamment pour objectif de renforcer l'armature territoriale en confortant les pôles les plus structurants (Cœur urbain, pôles d'équilibre). • réduire les distances de déplacement nécessaire en voiture particulière • saisir toutes les opportunités de rabattement de ce mode vers d'autres usages : transports en commun, marche à pied, vélo… Cela s'accompagne des objectifs suivants : • Produire la majorité des nouveaux logements et nouveaux emplois au sein des pôles ou en soutien de ceux-ci (communes périphériques équipées ; • Les futurs espaces d'accueil des habitants et des activités économiques, se font, le plus possible, en proximité de l'offre de transports en commun existante et future.
	Règle n° 12 – Contribution à une information multimodale voyageurs fiable et réactive et en temps réel	Les autorités organisatrices contribuent à développer une information multimodale voyageurs fiable et réactive, en produisant, gérant et diffusant une information si possible en temps réel sur les offres de mobilité qui relèvent de leurs compétences, et intégrable par le système d'information multimodal régional. Elles contribuent par ailleurs à la collecte des informations disponibles sur les offres de mobilité privées sur leur ressort territorial.	Pas de levier du SCoT.
	Règle n° 13 – Interopérabilité des supports de distribution des titres de transport	Les autorités organisatrices s'efforcent de rendre interopérables les systèmes et supports de distribution de titres de transport mis en œuvre sur leur ressort territorial, en conformité avec les prescriptions régionales en la matière, afin de proposer des tarifications multimodales.	Pas de levier du SCoT.
	Règle n° 14 – Identification du Réseau routier d'Intérêt régional	Les gestionnaires d'infrastructures routières doivent prendre en compte, pour l'exploitation du réseau dont ils ont la compétence, la définition du réseau routier d'intérêt régional (RRIR) répondant aux orientations définies par l'objectif 5.2 du rapport d'objectifs.	Or le RRIR, les routes sont de compétences départementale (réseau départementale) et communale. Pas de levier du SCoT.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 408/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
		Le Réseau routier d'Intérêt régional correspond aux axes et voiries déterminés par les éléments ci-dessous : • Les tronçons d'axes et voiries du réseau national inclus dans le périmètre territoire régional et illustrés par la carte ci-après ; • Les tronçons d'axes et voiries des réseaux départementaux identifiés par le tableau descriptif des voiries concernées et illustrés par la carte ci-après ; • Les tronçons d'axes et voiries des réseaux métropolitains identifiés par le tableau descriptif des voiries concernées et illustrés par la carte ci-après. La liste de ces voiries et axes est actualisée en tant que de besoin.	Le SCoT n'a rien à apporter dans le besoin de cohérence de ces 2 niveaux avec le RRIR Pas de levier du SCoT.
	Règle n° 15 – Coordination pour l'aménagement et l'accès aux pôles d'échanges d'intérêt régional	Au sein de chaque bassin de mobilité, les collectivités territoriales, leurs groupements et les autres acteurs concernés se réunissent de façon régulière pour définir ou suivre les aménagements nécessaires à la création ou à l'évolution des pôles d'échanges multimodaux d'intérêt régional répondant aux fonctionnalités définies par l'objectif 5.3 du rapport d'objectifs.	Voir réponse concernant la déclinaison de la règle N° 17
	Règle n° 16 – Préservation du foncier des pôles d'échanges d'intérêt régional	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), veillent à identifier et réserver le foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'échanges d'intérêt régional.	L'identification et surtout la réservation du foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'échanges d'intérêt régional ne fait pas partie des compétences du SCoT qui ne travaille pas à l'échelle cartographique requise. En revanche, la prescription P50 demande aux documents d'urbanisme de prévoir les outils nécessaires pour leur mise en oeuvre.
	Règle n° 17 – Cohérence des équipements des Pôles d'échanges d'intérêt régional	Les SCoT et à défaut les PLU(i), et les collectivités concernées, intègrent les mesures nécessaires pour assurer la cohérence des niveaux d'équipements au sein des pôles d'échanges d'intérêt régional concernant la gestion des correspondances (notamment : consignes ou remises, P+R, dépose-minute, jalonnement) des services voyageurs (notamment : accessibilité PMR, confort, information, distribution, sécurité, sureté), et des services dédiés aux opérateurs de mobilité (notamment : quais, bornes d'avitaillement, zone de régulation, zone de repos, atelier technique).	La prescription P48 a pour objectif de faciliter la pratique quotidienne de l'intermodalité. Elle demande aux communes d'identifier des lieux multimodaux.au sein de leurs documents de planification d'urbanisme qui doivent : • Projeter l'intermodalité de la gare ferroviaire et des principaux arrêts de transport en commun est projetée pour créer des pôles d'échanges ou points d'arrêt multimodaux. • Y prévoir les cheminements doux et cyclables pour les rejoindre ;

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 409/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
			Évaluer les besoins en stationnement tous modes et prévoir, si nécessaire, le développement d'une offre nouvelle en prenant en compte les possibilités de mutualisation.
	Règle n° 18 – Préservation du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour la logistique et le transport de marchandises	Les territoires, via leurs documents de planification et d'urbanisme, et en partenariat avec les gestionnaires d'infrastructures et d'équipements multimodaux, identifient des sites à enjeux urbains et périurbains et réservent du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour de la logistique et du transport de marchandises utilisant ces modes.	La programmation du Logiparc03 comprend les équipements d'un embranchement ferré. Cet équipement complétera les capacités de transferts modaux de la gare de Moulins.
	Règle n° 19 – Intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagements et de projets immobiliers	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), identifient les mesures nécessaires à l'intégration des fonctions logistiques lors de la conception des opérations d'aménagement et de projets immobiliers.	La fonction logistique a été intégrée au site des Grands Vernats et à la programmation du Logiparc. Il faut préciser que la plupart des grandes enseignes sont intégrés dans des réseaux logiques à l'échelle nationale.
	Règle n° 20 – Cohérence des politiques de stationnement aux abords des pôles d'échanges	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), ou les PDU lorsqu'ils existent, et les collectivités concernées, devront respectivement identifier et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la cohérence des politiques de stationnement (parcs relais P+R, etc.) des collectivités aux abords des pôles d'échanges, à minima à l'échelle d'un axe de transport comportant une ou des offres de mobilité structurantes. Ces mesures feront l'objet d'un accord de l'(ou des) autorité(s) organisatrice(s) de l' (ou des) offre(s) de mobilité structurante(s) sur l'axe concerné.	La prescription P50 a pour objet de faciliter la gestion de l'espace urbain, et donc de penser une offre de stationnement qui facilite la mise en œuvre des objectifs d'accessibilité, de développement des véhicules électriques, et au final d'organiser le stationnement automobile de manière proportionnée aux besoins réels.
	Règle n° 21 – Cohérence des règles de circulation des véhicules de livraison dans les bassins de vie	Les autorités organisatrices engagent, à l'occasion de la révision ou de l'élaboration de leurs documents de planification des déplacements ou de la mobilité, une réflexion concertée, si nécessaire avec la Région, pour la mise en cohérence des règles de stationnement et de circulation des véhicules de livraison avec les plans des déplacements urbains inclus dans le même bassin de vie.	Le SCoT ne constitue pas un plan de déplacement urbain pour l'agglomération qui, par ailleurs, travaille à un plan de mobilité.
	Règle n° 22 – Préservation des emprises des voies ferrées et priorité de réemploi à des fins	Les SCOT, ou à défaut les PLU(i), et les PDU, doivent permettre la préservation de l'emprise des infrastructures de transport ferré désaffectées en vue d'un réemploi à des fins de transports collectifs de voyageurs ou de marchandises et, à défaut, permettre le développement de modes de circulations en mobilités douces ou de nouveaux services de mobilité.	RAS

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 410/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	de transports collectifs		
Climat, air, énergie	Règle n° 23 – Performance énergétique des projets d'aménagements	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), devront faire respecter des objectifs performanciels en matière d'énergie pour tous les projets d'aménagements, neufs ou en requalification : • Recherche de neutralité carbone. • Optimisation de l'accessibilité par des transports moins carbonés. • Réflexion sur la morphologie urbaine : compacité des bâtiments, potentiel de mise en place de réseaux de chaleur, gestion de l'eau et de la biodiversité (lutte contre les ilots de chaleur). • Utilisation de matériaux à faible énergie grise.	La densité minimale à atteindre est définie pour chaque niveau de l'armature. De plus, « les opérations commerciales doivent privilégier des formes urbaines compactes » (P26), ce qui participe à réduire les émissions de carbone (moins de déplacements, moins de matériaux utilisés). Les modes actifs sont favorisés (P10, P30, P44, P48, P69).
	Règle n° 24 – Neutralité carbone	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et chartes de PNR, devront viser une trajectoire neutralité carbone en soutenant le développement des énergies renouvelables sur le territoire régional et la lutte des contre les émissions de GES : • Identifier et mettre en place pour chaque projet d'aménagement, le potentiel de production en énergie renouvelable (en particulier à base d'énergie solaire produite en toiture) et les modalités de diminution des émissions de GES, et le mettre en place de façon systématique sauf impossibilité. • Faciliter l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables dans les nouveaux projets d'aménagement hors requalification. • Permettre par des réseaux de transports adaptés la production d'énergie électrique décentralisée : renforcement des réseaux et surdimensionnement des capacités dans tous les nouveaux projets.	Le SCoT acte de favoriser le développement des EnR (P93).
	Règle n° 25 – Performance énergétique des bâtiments neufs	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront inciter dans leurs outils règlementaires de construire des bâtiments neufs à des niveaux ambitieux de performance énergétique selon le référentiel E+/C- bâtiment à énergie positive (type E4) et faible émission de carbone (niveau C2). Les bâtiments publics devront être particulièrement exemplaires.	La P92 acte « d' Appliquer dans les zones d'activités économiques et aux bâtiments publics, des objectifs de performance énergétique ».
	Règle n° 26 – Rénovation énergétique des bâtiments	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront inciter dans leurs outils règlementaires de réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments par la réalisation de travaux de rénovation énergétique à des niveaux type BBC rénovation.	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question de rénovation énergétique.
	Règle n° 27 – Développement des réseaux énergétiques	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront prévoir que le développement de l'urbanisation se fasse en cohérence avec l'existence ou les projets de réseaux énergétiques (de chaleur ou de froid) en privilégiant les énergies renouvelables et de récupération pour leur alimentation.	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 411/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	Règle n° 28 – Production d'énergie renouvelable dans les ZAE	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), devront conditionner les ouvertures de projets de création ou d'extension de zones d'activités économiques à l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable (électrique et/ou thermique) ou de récupération de l'énergie fatale.	La P93 traite directement des EnR, elle vise à les favoriser : « Autoriser l'implantation de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur le bâti existant ou sur les nouvelles constructions, sous réserve d'intégration paysagère dans les zones à fortes sensibilités paysagère et patrimoniale ; Autoriser les exhaussements et affouillements de sols dans les zones présentant un potentiel d'exploitation de la géothermie ; Les centrales photovoltaïques et solaires ne sont autorisées qu'en dehors d'espaces d'intérêt écologique, paysager ou agricole, elles seront installées en priorité sur les friches et délaissés urbains ; Mettre en œuvre les actions du PCAET (en cours) : méthanisation, bois énergie, hydroélectrique, solaire, éolien. »
	Règle n° 29 – Développement des ENR	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET et les chartes de PNR, devront prévoir dans leurs outils règlementaires les potentiels et les objectifs de production d'énergie renouvelable et de récupération permettant de contribuer à l'atteinte du mix énergétique régional. La priorité est donnée au développement des filières Bois énergie, méthanisation et photovoltaïque.	
		Ils devront prévoir de développer en cohérence la production d'énergie renouvelable et les équipements de pilotage énergétique intelligent et de stockage. Les sites de production d'énergie renouvelable devront prendre en compte la préservation de la trame verte et bleue, l'impact sur les paysages et leur implantation sera conditionnée à une intégration paysagère et naturelle harmonieuse.	
	Règle n° 30 – Développement maitrisé de l'énergie éolienne	Au regard des impacts paysagers et sur la biodiversité, il s'agit de maitriser le développement des parcs éoliens. Pour se faire, les SCoT, et à défaut les PLU(i), les PCAET, et les chartes de PNR, devront tenir compte, pour l'implantation des nouveaux parcs éoliens (en distinguant installations industrielles et domestiques), des contraintes liées à la protection des paysages et de la biodiversité (notamment au sein des composantes la trame verte et bleue). Les demandes d'implantations seront transmises au préfet, avec l'avis favorable de toutes les collectivités impactées.	Le SCoT ne traite pas de l'éolien.
	Règle n° 31 – Diminution des GES	Les SCoT, et à défaut les PLU(i), doivent favoriser la diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), et la préservation/développement des puits de captation du carbone, notamment par la préservation et l'entretien des prairies et des espaces forestiers. Les territoires devront également démontrer que les mesures qu'ils envisagent de prendre permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs.	Le DOO compte plusieurs orientations qui visent à mieux organiser l'urbanisation (P42), ce qui devrait permettre d'optimiser et donc réduire les déplacements, en rapprochant les zones d'habitation, d'emploi et de consommation. Les modes actifs sont par ailleurs favorisés, ce qui participe à la réduction des émissions des transports. Les espaces forestiers classés en réservoirs de biodiversité sont protégés.
	Règle n° 32 – Diminution des émissions de	De manière à améliorer durablement la qualité de l'air sur leur territoire, les documents de planification et d'urbanisme, les chartes des PNR et les Plans Climat-Air-Energie territoriaux (PCAET), définissent les dispositions permettant de réduire les émissions des principaux polluants atmosphériques (visés dans le sous-objectif 1.5.1.) du rapport	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 412/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	polluants dans l'atmosphère	d'objectifs issus des déplacements (marchandises et voyageurs), du bâti résidentiel et d'activités, mais également des activités économiques, agricoles et industrielles présentes sur leur territoire. Les territoires devront prioriser la réduction des émissions pour répondre de façon proportionnée aux niveaux d'altération de la qualité de l'air et d'exposition de la population constatée dans leur état des lieux de la pollution atmosphérique.	
	Règle n° 33 – Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	De manière à limiter l'exposition des populations sensibles (enfants, personnes âgées ou fragilisées) à la pollution atmosphérique, les documents de planification et d'urbanisme, les chartes des PNR et les Plans Climat-Air-Energie territoriaux (PCAET) prévoient des dispositions visant à prioriser l'implantation de bâtiments accueillant ces publics hors des zones les plus polluées. Ils devront privilégier l'implantation d'immeubles d'activités (bureaux, petites entreprises, etc.) plutôt que des logements dans les zones très exposées. À défaut, des mesures contribuant à réduire la pollution atmosphérique environnante devront être mises en œuvre (par exemple, circulation réservée aux véhicules peu polluants, révision du plan de circulation, création de zones de trafic apaisée, etc.).	Cette règle trouve sa traduction dans la P91 « Protéger la population contre les pollutions et nuisances ».
	Règle n° 34 – Développement de la mobilité hydrogène	Dans un marché de la mobilité H2/hydrogène émergent, afin de maintenir un équilibre économique pérenne autour d'une station de distribution et/ou de production d'énergie (ou d'une station multi énergies) permettant une mobilité décarbonée efficace sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes, les documents de planification et d'urbanisme devront prévoir un zonage permettant de respecter une zone de chalandise dans laquelle il ne sera pas possible d'installer une nouvelle station à énergie décarbonée. Cette zone de chalandise, propre à chaque station, dépendra de la densité de population et d'une distance minimum.	Le SCoT ne se positionne pas.
Protection et restauration de la biodiversité.	Règle n° 35 – Préservation des continuités écologiques	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier les continuités écologiques locales à l'échelle de leur territoire sur la base de la trame verte et bleue régionale du SRADDET. Ils doivent garantir leur préservation par l'application de leurs outils règlementaires et cartographiques, et éviter toute urbanisation dans les sites Natura 2000 afin de ne pas remettre en cause l'état de conservation des habitats et espèces ayant servi à la désignation des sites.	La partie III. A du DOO comporte toutes les prescriptions relatives à la trame verte et bleue, qui visent à protéger au maximum les continuités écologiques, et leurs éléments constitutifs.
	Règle n° 36 – Préservation des réservoirs de biodiversité	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique. Ils garantissent cette préservation dans l'application de leurs outils règlementaires et cartographiques.	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 413/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	Règle n° 37 – Identification et préservation des corridors écologiques	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à leur échelle les corridors écologiques du territoire, sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils préconisent leur préservation ou leur restauration selon leur fonctionnalité. Ils doivent identifier les corridors les plus menacés et prendre les mesures pour les préserver de toute atteinte à leur fonctionnalité écologique en fixant notamment des limites précises à l'urbanisation.	
	Règle n° 38 – Préservation de la trame bleue	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), doivent identifier, à l'échelle de leur territoire, la trame bleue sur la base de la trame régionale du SRADDET, en complément des investigations locales qu'ils réalisent. Ils doivent s'assurer de sa préservation ou de sa restauration selon sa fonctionnalité. Ils identifient notamment : • Les cours d'eau issus de la trame bleue du SRADDET, leurs espaces de mobilité et leurs espaces de bon fonctionnement ou à défaut un espace tampon de part et d'autre du cours d'eau ; • Des cours d'eau complémentaires en bon état écologique, notamment de petits cours d'eau de têtes de bassin versant, en fonction des connaissances locales ; • Les zones humides identifiées dans les inventaires départementaux ou locaux.	La sous-trame humide et aquatique fait l'objet de prescriptions spécifique pour ses réservoirs de biodiversité (P60).
	Règle n° 39 – Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), identifient sur leur territoire les secteurs à vocation agricole et forestière supports de biodiversité et garants du bon fonctionnement territorial, notamment : • Les forêts anciennes et à enjeu écologique ; • Le maillage bocager et les linéaires de haies ; • Les zones agropastorales, estives et alpages ; • Les prairies naturelles ; • Les coteaux thermophiles et les pelouses sèches ; • Les zones de maraichage proches des centres urbains. Ils mobilisent les zonages spécifiques pour les protéger et préconisent une gestion durable de ces espaces.	Les réservoirs forestiers sont protégés (P63), ainsi que les réservoirs agropastoraux et ouverts (P64).
	Règle n° 40 – Préservation de la biodiversité ordinaire	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), assurent la préservation de la biodiversité dite ordinaire et les espaces relais perméables pour la biodiversité comme un élément fondamental participant de la qualité du cadre de vie en : • Limitant la consommation des espaces de nature ordinaire ; • Préservant en zone périurbaine des espaces naturels et agricoles, supports de biodiversité ; • Favorisant la nature en ville.	Le SCoT vise à limiter la consommation d'espaces (respect du ZAN) et l'étalement urbain.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 414/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitre	Règle	Détail de la règle	Articulation du SCoT
	Règle n° 41 – Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport	Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), doivent améliorer la perméabilité écologique des réseaux de transport : Les principaux secteurs de rupture des continuités écologiques par les infrastructures de transport sont identifiés à l'échelle des documents de planification et d'urbanisme, sur la base des ruptures de continuités identifiées par le SRADDET et des investigations menées localement. Des préconisations sont faites pour éviter toute nouvelle rupture des continuités écologiques locales par des infrastructures de transport dans les secteurs identifiés.	La P67 inscrit de « Penser les (…) infrastructures de transport de façon à maintenir les continuités écologiques ».
Prévention et gestion des déchets	Règle n° 42 – Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	La prévention et la gestion des déchets doivent être réalisées dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement : 1. prévention, 2. préparation en vue du réemploi, 3. recyclage, valorisation matière, 4. valorisation énergétique, 5. élimination. Les règles propres à la prévention et à la gestion des déchets, mais aussi à l'économie circulaire, font l'objet d'un tome spécifique auquel il convient de se référer.	La P88 vise à améliorer la collecte des déchets.

Le SRADDET de la Région Bourgogne–Franche-Comté

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bourgogne–Franche-Comté a été approuvé le 16 septembre 2020.

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
Axe 1 Accompagner les transitions	Objectif 1 Généraliser les démarches stratégiques de planification pour tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050 (-50 % en 2035 et	Règle n° 4 Les documents d'urbanisme mettent en œuvre une stratégie globale de réduction de la consommation de l'espace pour tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette à horizon 2050, qui passe par : ***Une ambition réaliste d'accueil de la population et la définition des besoins en logements en cohérence ;*** ***Des dispositions qui orientent prioritairement les besoins de développement (habitat et activités) au sein des espaces urbanisés existants et privilégient leur***	La prescription P91 détaille la bonne inscription du territoire dans une trajectoire ZAN. Les perspectives de population ont été définies de façon mesurée en cohérence avec l'ambition économique (création d'emplois). Au final, pour un volume maximum de 218 ha à consommer / artificialiser, Les objectifs de limitation de la consommation / artificialisation des espaces

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 415/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	artificialisation nette nulle en 2050)	***requalification avant de prévoir toute nouvelle extension. Lorsque l'extension de l'urbanisation ne peut être évitée, les documents d'urbanisme intègrent une analyse du potentiel de compensation de l'imperméabilisation liée à cette artificialisation.*** Règle n° 5 Les documents d'urbanisme encadrent les zones de développement structurantes (habitat et activités) par des dispositions favorisantes : • ***Le développement d'énergie renouvelable ;*** • ***L'offre de transports alternative à l'autosolisme existante ou à organiser. Sont considérées comme structurantes les zones de développement définies comme telles par le document d'urbanisme et à minima celles qui concernent les 3 niveaux de polarités de l'armature régionale.*** Règle n° 20 Dans la limite de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme contribuent à la trajectoire régionale de transition énergétique. Ils explicitent leur trajectoire en fixant des objectifs au regard des PCAET existants sur leur périmètre.	sur la durée du SCoT (2026-2046) s'établissent ainsi : Surfaces maximales à consommer sur 2026-2036 : 95,2 hectares Surfaces maximales à consommer sur 2036-2046 : 123,1 hectares Soit au total 218,3 hectares pour les 20 années du SCoT. En synthèse de ce qui précède, les consommations maximales pour l'économie s'établissent à : • 77,4 hectares pour les activités économiques • 101 hectares pour le développement de l'habitat et de l'offre de logements • 30 ha pour divers projets (voiries, équipements, ...). Moulins communauté a élaboré un PCAET, approuvé en 2022, qui définit les objectifs en la matière. Le SCoT est cohérent avec ceux-ci.
	Objectif 2 : Généraliser les approches territoriales de la transition énergétique	Règle n° 19 (PCAET) Règle n° 20 Dans la limite de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme contribuent à la trajectoire régionale de transition énergétique. Ils explicitent leur trajectoire en fixant des objectifs au regard des PCAET existants sur leur périmètre.	
	Objectif 3 : Réduction d'un facteur 4 à 7 la	Règle n° 22 Dans l'objectif de favoriser une alimentation de proximité, les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 416/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	consommation de ressources à l'échelle régionale	compétences, prévoient des mesures favorables au maintien et à l'implantation d'une activité agricole sur leurs territoires. Règle n° 27 Les trois axes du Plan régional d'Actions Économie circulaire (PAEC) sont à décliner et mettre en œuvre, chacun pour ce qui le concerne.	
	Objectif 4 : préserver la qualité des eaux et la gérer de manière économe	Règle n° 18 Dans la limite de leurs compétences, les documents d'urbanisme s'assurent : ***De la disponibilité de la ressource en eau dans la définition de leurs stratégies de développement en compatibilité avec les territoires voisins ;*** ***De la préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable.***	Le DOO comporte une orientation « garantir l'approvisionnement en eau potable ». Notamment, la P84 inscrit que « Les nouvelles opérations d'aménagement intégrant une production de nouveaux logements et/ou activités, sont subordonnées à l'adéquation entre la production effective du captage desservant la zone concernée et l'autorisation de prélèvement définie dans la DUP ».
	Objectif 5 : Réduire, recycler, valoriser les déchets	Règle n° 28 à 40	La P88 vise à améliorer la collecte des déchets.
	Objectif 6 : Organiser le traitement des déchets à l'échelle régionale en intégrant les objectifs de valorisation et de stockage	Règle n° 28 à 40	Le SCoT ne se positionne pas.
	Objectif 7 : Vers une région à énergie positive :	Règle n° 7 Dans le respect de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme et les chartes de PNR prennent des dispositions favorables à l'efficacité énergétique, aux	La P93 traite directement des EnR, elle vise à les favoriser :

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 417/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	Réduction de la consommation d'énergie finale des deux tiers par rapport à 2014 ***Diminution des GES de 58 % d'ici 2030 et 99 % d'ici 2050 par rapport à 2014***	énergies renouvelables et de récupération et à la prise en compte de l'environnement pour les opérations de construction et de réhabilitation. Règle n° 21 (PCAET)	« Autoriser l'implantation de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur le bâti existant ou sur les nouvelles constructions, sous réserve d'intégration paysagère dans les zones à fortes sensibilités paysagère et patrimoniale ; Autoriser les exhaussements et affouillements de sols dans les zones présentant un potentiel d'exploitation de la géothermie ; Les centrales photovoltaïques et solaires ne sont autorisées qu'en dehors d'espaces d'intérêt écologique, paysager ou agricole, elles seront installées en priorité sur les friches et délaissés urbains ; Mettre en œuvre les actions du PCAET (en cours) : méthanisation, bois énergie, hydroélectrique, solaire, éolien. »
	OBJECTIF 8 Anticiper et accompagner les mutations nécessaires à l'adaptation au changement climatique	Règle n° 17 Les documents d'urbanisme déterminent, dans la limite de leurs compétences, les moyens de protéger les zones d'expansion de crues naturelles ou artificielles, les secteurs de ruissellement et les pelouses à proximité des boisements. Règle n° 18 (voir objectif 4)	La prévention du risque inondation est améliorée par le fait que le DOO impose de prendre en compte les aléas, de prévoir des mesures de prévention du risque et de réduire la vulnérabilité (P89). Les zones inondables de l'Allier sont en grande partie des réservoirs de biodiversité, protéger au titre de la trame verte et bleue. La P89 impose de « Maintenir la fonctionnalité des zones d'expansion des crues en interdisant leur urbanisation et imperméabilisation ». Les zones inondables faisant l'objet de délimitation doivent être prises en compte.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 418/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	OBJECTIF 9 Faire des citoyens les acteurs des transitions		Hors du champ de compétence du SCoT
	OBJECTIF 10 Réduire l'empreinte énergétique des mobilités	Règle n° 5 (voir objectif 1) Règle n° 6 Les documents d'urbanisme définissent la localisation des équipements et ERP structurants (activités, services, surfaces commerciales) en privilégiant le renforcement des centralités ou à défaut, sous conditions de desserte par des offres de transport alternatives à l'autosolisme. Règle n° 7 (voir objectif 7) Règle n° 9 et 10 (PDU)	Les extensions des ZAE privilégient le 1er niveau (zones stratégiques) à 86M% des 51 ha mis en perspective. Même chose pour la répartition des logements qui vont renforcer le cœur urbain.
	OBJECTIF 11 Accélérer le déploiement des EnR en valorisant les ressources locales	Règle n° 5 (voir objectif 1) Règle n° 21 (PCAET)	La P93 traite directement des EnR, elle vise à les favoriser : « Autoriser l'implantation de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur le bâti existant ou sur les nouvelles constructions, sous réserve d'intégration paysagère dans les zones à fortes sensibilités paysagère et patrimoniale ; Autoriser les exhaussements et affouillements de sols dans les zones présentant un potentiel d'exploitation de la géothermie ; Les centrales photovoltaïques et solaires ne sont autorisées qu'en dehors d'espaces d'intérêt écologique, paysager ou agricole, elles seront installées en priorité sur les friches et délaissés urbains ; Mettre en œuvre les actions du PCAET (en cours) : méthanisation, bois énergie, hydroélectrique, solaire, éolien. »

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 419/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	OBJECTIF 12 Déployer la filière hydrogène comme solution de mise en œuvre de la transition énergétique		Le SCoT ne traite pas de l'hydrogène.
	OBJECTIF 13 Accompagner les citoyens et les acteurs régionaux dans leur transformation numérique, en les plaçant au cœur de la démarche	Règle n° 3 Les documents de planification intègrent, dans la définition de leur projet, une réflexion transversale portant sur le numérique – connectivités et usages.	La prescription P5 ambitionne la poursuite du développement des réseaux numériques haut débit et de leurs usages, avec : - Le déploiement de l'offre numérique haut débit pour faire face aux besoins croissants des populations et des activités économiques en matière de Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) ; - Le développement des réseaux numériques à très haut débit est recherché sur l'ensemble du territoire. Même si le développement de la fibre est privilégié, il peut être accompagné par des solutions alternatives non filaires (radio) d'ondes 4G, 4G+ voire 5G… pour les populations et les activités les plus isolées ; - L'anticipation des besoins dans les nouvelles opérations d'aménagement au sein des projets et des documents d'urbanisme.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 420/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	OBJECTIF 14 Renouveler le modèle d'urbanisme pour une qualité urbaine durable	Règle n° 6 Les documents d'urbanisme définissent la localisation des équipements et ERP structurants (activités, services, surfaces commerciales) en privilégiant le renforcement des centralités ou à défaut, sous conditions de desserte par des offres de transport alternatives à l'autosolisme. Règle n° 7 Dans le respect de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme et les chartes de PNR prennent des dispositions favorables à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et de récupération et à la prise en compte de l'environnement pour les opérations de construction et de réhabilitation.	Voir réponse à Objectif n° 10
	Objectif 15 : Prendre en compte l'enjeu sanitaire lié à la qualité de l'air à tous les niveaux de décision Réduction des émissions de polluants : SO_2 : -85 % NOx : -75 % COVNM : -65 % NH_3 : -20 %		Cette règle trouve sa traduction dans la P91 « Protéger la population contre les pollutions et nuisances ».

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 421/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	PM2.5 : -65 %		
	Objectif 16 : placer la biodiversité au cœur de l'aménagement Objectif 17 Préserver et restaurer les continuités écologiques	Règle n° 23 Les documents d'urbanisme déclinent localement la trame verte et bleue en respectant la nomenclature définie par les SRCE (respect des sous-trames, de leur individualisation et de leur terminologie). La traduction de cet exercice apparait dans toutes les pièces constitutives du document : rapport de présentation, PADD, DOO, OAP, règlement. Règle n° 24 Les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs compétences : ***Explicitent et assurent les modalités de préservation des continuités écologiques en bon état ;*** ***Identifient les zones de dysfonctionnement des continuités écologiques : discontinuité écologique ou obstacle, faible perméabilité des milieux, fonctionnalité écologique dégradée… ;*** ***Explicitent et assurent les modalités de remise en bon état des continuités écologiques dégradées. En cas d'opérations d'aménagement ultérieures sur le territoire, les compensations écologiques éventuellement issues de l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) sont orientées prioritairement vers les zones dégradées identifiées.*** Règle n° 25 Les documents d'urbanisme et les chartes de PNR, dans la limite de leurs compétences, traitent la question des pollutions lumineuses dans le cadre de la trame noire. Règle n° 26 Les documents d'urbanisme identifient, dans la limite de leurs compétences, les zones humides en vue de les	La partie III. A du DOO comporte toutes les prescriptions relatives à la trame verte et bleue, qui visent à protéger au maximum les continuités écologiques, et leurs éléments constitutifs.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 422/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
		préserver. Ils inscrivent la préservation de ces zones dans la séquence Eviter-Réduire-Compenser.	
Axe 2 Organiser la réciprocité pour faire de la diversité des territoires une force pour la Région	OBJECTIF 18 Contribuer à un accès équitable de la population aux services et équipement de base		La reconnaissance de l'armature urbaine, le renforcement de la structuration du territoire par les logements et par les emplois vont dans le sens préconisé.
	OBJECTIF 19 Accélérer le déploiement des infrastructures numériques et innover par la donnée	Règle n° 3 Les documents de planification intègrent, dans la définition de leur projet, une réflexion transversale portant sur le numérique – connectivités et usages.	Voir réponse à l'Objectif n° 13RAS
	OBJECTIF 20 Adapter le réseau d'infrastructures aux besoins des usagers	Règle n° 15 Les pôles d'échanges stratégiques recensés dans le SRADDET et dans le schéma directeur régional des pôles d'échanges multimodaux à venir sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification. Règle n° 16 Les itinéraires du RRIR sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification.	RAS
	OBJECTIF 21 Garantir la mobilité durable partout et pour tous, avec le bon moyen de transport, au bon endroit, au bon moment	Règle n° 9 à 14 (PDU)	Ne concerne pas le SCoT (PDU)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 423/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	OBJECTIF 22 Redynamiser les centres bourgs et centres-villes par une action globale	Règle n° 8 Les documents d'urbanisme prennent des dispositions favorables à l'activité commerciale des centres-villes avant de prévoir toute extension ou création de zones dédiées aux commerces en périphérie, notamment quand les centres font l'objet d'une vacance commerciale structurelle.	Le DAACL et le volet Commerce du DOO privilégie le développement du centre-ville de Moulins et des bourgs et encadre fortement le développement des périphéries comme des zones de flux.
	OBJECTIF 23 Renforcer le caractère multipolaire de la région en s'appuyant notamment sur un réseau de villes petites et moyennes	Règle n° 2 Les documents de planification prennent en compte et déclinent sur leurs territoires l'armature régionale à trois niveaux définis par le SRADDET.	L'armature retenue pour le SCoT est cohérente et compatible avec celle définie par le SRADDET
	OBJECTIF 24 Renforcer la capacité des territoires à définir leurs stratégies de développement		Hors du champ de compétence du SCoT
	OBJECTIF 25 Amplifier le rayonnement des fonctions contribuant au fait métropolitain		RAS
	OBJECTIF 26 Valoriser les		Le SCoT poursuit l'ambition de redynamiser les pôles d'équilibre qui irrigue la ruralité et propose une offre complémentaire de proximité (commerces

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 424/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	potentiels des ruralités		– services) pour les communes et les habitants éloignés du cœur urbain.
	OBJECTIF 27 Faciliter les échanges d'expériences, la coopération et la mutualisation entre les territoires infrarégionaux	Règle n° 1 Les documents de planification identifient et intègrent systématiquement les enjeux d'interactions, de complémentarités et de solidarité avec les territoires voisins (en région ou extrarégionaux).	RAS
	OBJECTIF 28 Identifier les filières à potentiels et piloter leurs stratégies de développement à l'échelle régionale		RAS
Axe 3 Construire des alliances et s'ouvrir sur l'extérieur	OBJECTIF 29 Encourager les coopérations aux interfaces du territoire régional	Règle n° 1 Les documents de planification identifient et intègrent systématiquement les enjeux d'interactions, de complémentarités et de solidarité avec les territoires voisins (en région ou extrarégionaux).	RAS
	OBJECTIF 30 S'engager dans des coopérations interrégionales		Hors du Champ du SCoT
	OBJECTIF 31 Impulser des dynamiques de coopération et de		Hors du Champ du SCoT

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 425/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Axes	Objectifs	Règles	Dispositions du SCoT
	rayonnement aux niveaux européen et plus largement international		
	OBJECTIF 32 Consolider les connexions des réseaux de transport régionaux aux réseaux nationaux et internationaux		Hors du Champ du SCoT
	OBJECTIF 33 Préserver et restaurer les continuités écologiques au-delà du territoire régional	Règle n° 23 à 25 (voir objectifs 16 et 17)	La partie III. A du DOO comporte toutes les prescriptions relatives à la trame verte et bleue, qui visent à protéger au maximum les continuités écologiques, et leurs éléments constitutifs.

Le SDAGE et le PGRI Loire-Bretagne 2022-2027

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) a été adopté le 3 mars 2022 et publié par arrêté préfectoral le 18 mars 2022. Le SDAGE planifie la politique de l'eau sur une période de 6 ans, dans l'objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin, tandis que le programme de mesures identifie les actions à mettre en œuvre localement par les acteurs de l'eau pour atteindre les objectifs fixés par le SDAGE.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 426/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitres du SDAGE	Dispositions du SDAGE	Dispositions du SCoT
CHAPITRE 1 : Repenser les aménagements des cours d'eau	1A – Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux	La P60 « identifier les réservoirs de biodiversité des milieux aquatiques et humides » instaure un périmètre inconstructible de 10 m à partir des limites du réservoir, y compris des berges, dans lequel seules les extensions et annexes sont autorisées. Le profil naturel du lit et des berges est durablement préservé. La P89 impose de « Maintenir la fonctionnalité des zones d'expansion des crues en interdisant leur urbanisation et imperméabilisation ».
	1B – Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines	
	1C – Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques	
	1D – Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau	
	1E – Limiter et encadrer la création de plans d'eau	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
	1F – Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur	Pas de levier du SCoT.
	1G – Favoriser la prise de conscience	Pas de levier du SCoT.
	1H – Améliorer la connaissance	Pas de levier du SCoT.
CHAPITRE 2 : Réduire la pollution par les nitrates	2A – Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire	Pas de levier du SCoT.
	2B – Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux	
	2C – Développer l'incitation sur les territoires prioritaires	
	2D – Améliorer la connaissance	
CHAPITRE 3 : Réduire la pollution organique et bactériologique	3A – Poursuivre la réduction des rejets ponctuels des polluants organiques et notamment du phosphore	La P85 impose de « Gérer les eaux pluviales de façon individuelle (à la parcelle) et collective », et vise à éviter le tout-réseau, à favoriser l'infiltration dans le sol.
	3B – Prévenir les apports de phosphore diffus	
	3C – Améliorer l'efficacité de la collecte des eaux usées	
	3D – Maitriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme	
	3E – Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 427/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitres du SDAGE	Dispositions du SDAGE	Dispositions du SCoT
CHAPITRE 4 : Maitriser et réduire la pollution par les pesticides	4A – Réduire l'utilisation des pesticides*	Pas de levier du SCoT.
	4B – Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses	
	4C – Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les collectivités et sur les infrastructures publiques	
	4D – Développer la formation des professionnels	
CHAPITRE 5 : Maitriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants	5A – Poursuivre l'acquisition des connaissances	Pas de levier du SCoT.
	5B – Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives	
	5C – Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations	
CHAPITRE 6 : Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	6A – Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable	Pas de levier du SCoT.
	6B – Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages	
	6C – Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides* dans les aires d'alimentation des captages	
	6D – Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages	
	6E – Réserver certaines ressources à l'eau potable	
	6F – Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles* en eaux continentales et littorales	
	6G – Mieux connaitre les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants	
CHAPITRE 7 : Maitriser les prélèvements d'eau	7A – Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau	Pas de levier du SCoT.
	7B – Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage	
	7C – Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4	
	7D – Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hivernal	
	7E – Gérer la crise	
CHAPITRE 8 : Préserver les zones humides	8A – Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités	Les zones humides sont à protéger (P60, P61).
	8B – Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités	
	8C – Préserver les grands marais littoraux	
	8D – Favoriser la prise de conscience	
	8E – Améliorer la connaissance	
CHAPITRE 9 : Préserver la biodiversité aquatique	9A – Restaurer le fonctionnement des circuits de migration	Pas de levier du SCoT.
	9B – Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats	
	9C – Mettre en valeur le patrimoine halieutique	
	9D – Contrôler les espèces envahissantes	
	10A – Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 428/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chapitres du SDAGE	Dispositions du SDAGE	Dispositions du SCoT
CHAPITRE 10 : Préserver le littoral	10B – Limiter ou supprimer certains rejets en mer	Territoire non concerné.
	10C – Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade	
	10D – Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle	
	10E – Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des zones de pêche à pied de loisir	
	10F – Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement	
	10G – Améliorer la connaissance des milieux littoraux	
	10H – Contribuer à la protection des écosystèmes littoraux	
	10I – Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins	
CHAPITRE 11 : Préserver les têtes de bassin versant	11A – Restaurer et préserver les têtes de bassin versant	Territoire non concerné.
	11B – Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant	
CHAPITRE 12 : Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	12A – Des SAGE partout où c'est « nécessaire »	Pas de levier du SCoT.
	12B – Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau	
	12C – Renforcer la cohérence des politiques publiques	
	12D – Renforcer la cohérence des SAGE voisins	
	12E – Structurer les maitrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau	
	12F – Utiliser l'analyse économique comme outil d'aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux	
CHAPITRE 13 : Mettre en place des outils règlementaires et financiers	13A – Mieux coordonner l'action réglementaire de l'État et l'action financière de l'agence de l'eau	Pas de levier du SCoT.
	3B – Optimiser l'action financière de l'agence de l'eau	
CHAPITRE 14 : Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	14A – Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées	Pas de levier du SCoT.
	14B – Favoriser la prise de conscience	
	14C – Améliorer l'accès à l'information sur l'eau	

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation (et de submersion) à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, pour une durée de 6 ans. Le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire Bretagne 2022-2027 a été approuvé le 15 mars 2022.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 429/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Objectifs	Dispositions	Articulation du SCOT
Objectif n° 1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines (SDAGE 2022-2027)	Disposition 1-1 : Préservation des zones inondables non urbanisées	La prévention du risque inondation est améliorée par le fait que le DOO impose de prendre en compte les aléas, de prévoir des mesures de prévention du risque et de réduire la vulnérabilité (P89). Les zones inondables de l'Allier sont en grande partie des réservoirs de biodiversité, protéger au titre de la trame verte et bleue. La P89 impose de « Maintenir la fonctionnalité des zones d'expansion des crues en interdisant leur urbanisation et imperméabilisation ». Les zones inondables faisant l'objet de délimitation doivent être prises en compte.
	Disposition 1-2 : Préservation dans les zones inondables des capacités d'expansion des crues et de ralentissement des submersions marines	
	Disposition 1-3 : Non-aggravation du risque par la réalisation de nouveaux systèmes d'endiguement (SDAGE 2022-2027)	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 1-4 : Information des commissions locales de l'eau sur les servitudes de l'article L. 211-12 du CE et de l'identification de zones d'écoulements préférentiels (SDAGE 2022-2027)	
	Disposition 1-5 : Association des commissions locales de l'eau à l'application de l'article L. 211-12 du Code de l'environnement (SDAGE 2022-2027)	
	Disposition 1-6 : Gestion de l'eau et projets d'ouvrages de protection (SDAGE 2022-2027)	
	Disposition 1-7 : Entretien des cours d'eau (SDAGE 2022-2027)	
Objectif n° 2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	Disposition 2-1 : Zones inondables potentiellement dangereuses	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition.
	Disposition 2-2 : Indicateurs sur la prise en compte du risque d'inondation	
	Disposition 2-3 : Information relative aux mesures de gestion du risque d'inondation	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux territoires couverts par un TRI.
	Disposition 2-4 : Prise en compte du risque de défaillance des digues	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 430/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Objectifs	Dispositions	Articulation du SCOT
	Disposition 2-5 : Cohérence des PPR	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 2-6 : Aléa de référence des PPR	
	Disposition 2-7 : Adaptation des nouvelles constructions	
	Disposition 2-8 : Prise en compte des populations sensibles	
	Disposition 2-9 : Évacuation	
	Disposition 2-10 : Implantation des nouveaux équipements, établissements utiles pour la gestion de crise ou à un retour rapide à la normale	
	Disposition 2-11 : Implantation des nouveaux établissements pouvant générer des pollutions importantes ou un danger pour les personnes	
	Disposition 2-12 : Recommandation sur la prise en compte de l'évènement extrême pour l'implantation de nouveaux établissements, installations sensibles	
	Disposition 2-13 : Prise en compte de l'évènement extrême dans l'aménagement d'établissements, installations sensibles à défaut d'application de la disposition 2-12	
	Disposition 2-14 : Prévenir, voire réduire, le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements (SDAGE 2022-2027)	La P85 vise à limiter l'imperméabilisation et contient plusieurs dispositions visant à encadrer la gestion des eaux pluviales pour maximiser l'infiltration à la parcelle.
	Disposition 2-15 : Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales et le milieu naturel dans le cadre des aménagements (SDAGE 2022-2027)	
Objectif n° 3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable	Disposition 3-1 : Priorités dans les mesures de réduction de vulnérabilité	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 3-2 : Prise en compte de l'évènement extrême dans l'aménagement d'établissements, installations sensibles	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 3-3 : Réduction des dommages aux biens fréquemment inondés	Le SCOT n'est pas concerné par ces dispositions, qui s'adressent aux SLGRI.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 431/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Objectifs	Dispositions	Articulation du SCOT
	Disposition 3-4 : Réduction de la vulnérabilité des services utiles à la gestion de crise ou nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires à la population	
	Disposition 3-5 : Réduction de la vulnérabilité des services utiles à un retour à la normale rapide	
	Disposition 3-6 : Réduction de la vulnérabilité des installations pouvant générer une pollution ou un danger pour la population	
	Disposition 3-7 : Délocalisation hors zone inondable des enjeux générant un risque important	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 3-8 : Devenir des biens acquis en raison de la gravité du danger encouru	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
Objectif n° 4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale	Disposition 4-1 : Écrêtement des crues (SDAGE 2022-2027)	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 4-2 : Études préalables aux aménagements de protection contre les inondations	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 4-3 : Prise en compte des limites des systèmes de protection contre les inondations	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 4-4 : Coordination des politiques locales de gestion du trait de côte et de submersions marines	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux TRI.
	Disposition 4-5 : Unification de la maitrise d'ouvrage et de la gestion des ouvrages de protection	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux SLGRI.
Objectif n° 5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation	Disposition 5-1 : Informations apportées par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE 2022-2027)	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux SAGE.
	Disposition 5-2 : Informations apportées par les stratégies locales de gestion des risques d'inondation	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux SLGRI.
	Disposition 5-3 : Informations apportées par les PPR	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux PPR.
	Disposition 5-4 : Informations à l'initiative du maire dans les communes soumises à un risque majeur d'inondation	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 432/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Objectifs	Dispositions	Articulation du SCOT
	Disposition 5-5 : Promotion des plans familiaux de mise en sécurité	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux collectivités à l'intérieur des TRI.
	Disposition 5-6 : Informations à l'attention des acteurs économiques	Le SCOT n'est pas concerné par cette disposition, qui s'adresse aux collectivités à l'intérieur des TRI.
Objectif n° 6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale	Disposition 6-1 : Prévision des inondations	Le SCOT ne dispose pas de levier à ce propos.
	Disposition 6-2 : Mise en sécurité des populations	Le SCOT n'est pas concerné par ces dispositions, qui s'adressent aux SLGRI.
	Disposition 6-3 : Patrimoine culturel	
	Disposition 6-4 : Retour d'expérience	
	Disposition 6-5 : Continuité d'activités des services utiles à la gestion de crise ou nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires à la population	
	Disposition 6-6 : Continuité d'activités des établissements hospitaliers et médicosociaux	
	Disposition 6-7 : Mise en sécurité des services utiles à un retour rapide à une situation normale	

Le SAGE Allier aval

Le SAGE couvre plus de 6 000 m² du bassin de l'Allier (hors Alagnon, Dore et Sioule, qui feront l'objet de procédures SAGE spécifiques) ; plus de 400 communes sont concernées, appartenant à 5 départements et 3 régions. Le projet du SAGE Allier aval a été validé par délibération le 3 juillet 2015 par la CLE et approuvé par arrêté inter préfectoral le 13 novembre 2015.

Enjeux	Dispositions	Articulation du SCoT
ENJEU 1 « METTRE EN PLACE UNE GOUVERNANCE ET UNE ANIMATION ADAPTÉES AUX AMBITIONS DU SAGE ET A SON PÉRIMÈTRE »	Disposition 1.1.1 – Associer/Informer la CLE pour l'ensemble des projets, plans et programmes concernant la ressource en eau et les milieux aquatiques	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 1.1.2 – Mettre en place et animer des commissions techniques	
	Disposition 1.1.3 – Missionner une structure porteuse	
	Disposition 1.1.4 – Faciliter le portage local des programmes de gestion et d'intervention en compatibilité avec les objectifs du SAGE	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 433/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Enjeux	Dispositions	Articulation du SCoT
	Disposition 1.2.1 – Centraliser et valoriser les données relatives au territoire du SAGE	
	Disposition 1.2.2 – Acquérir de la connaissance sur la fonctionnalité et l'état des ressources en eaux et des milieux aquatiques	
	Disposition 1.3.1 – Communiquer, diffuser et informer sur la portée du SAGE et ses modalités de mise en œuvre	
	Disposition 1.3.2 – Mettre en œuvre une information ciblée à destination des usagers du territoire	
ENJEU 2 « GÉRER LES BESOINS ET LES MILIEUX DANS UN OBJECTIF DE SATISFACTION ET D'ÉQUILIBRE À LONG TERME »	Disposition 2.1.1 – Améliorer et valoriser les connaissances et le suivi des ressources en eaux souterraines	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 2.1.2 – Améliorer et valoriser la connaissance et le suivi quantitatif des eaux superficielles	
	Disposition 2.2.1 – Planifier et sécuriser les usages en tenant compte de la ressource	Le DOO comporte une orientation « garantir l'approvisionnement en eau potable ». Notamment, la P67 inscrit que « Les nouvelles opérations d'aménagement intégrant une production de nouveaux logements et/ou activités, sont subordonnées à l'adéquation entre la production effective du captage desservant la zone concernée et l'autorisation de prélèvement définie dans la DUP ».
	Disposition 2.2.2 – Mettre en place un schéma de gestion de la nappe d'eau souterraine « chaine des Puys »	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 2.3.1 – Coordonner les protocoles de gestion de crise à l'échelle du SAGE Allier aval	
	Disposition 2.4.1 – Réduire les besoins en eau des collectivités, de leurs établissements publics et de la population	
	Disposition 2.4.2 – Réduire les besoins pour l'irrigation agricole	
	Disposition 2.4.3 – Promouvoir les pratiques économes dans l'artisanat, l'industrie et le tourisme	
	Disposition 3.1.1 – Assurer une gestion du risque inondation et des cours d'eau cohérente à l'échelle du bassin versant	Le SCoT n'est pas concerné.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 434/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Enjeux	Dispositions	Articulation du SCoT
ENJEU 3 « VIVRE AVEC/À CÔTÉ DE LA RIVIÈRE EN CAS DE CRUE »	Disposition 3.2.1 – Améliorer la connaissance et la prévention du risque inondation	La prévention du risque inondation est améliorée par le fait que le DOO impose de prendre en compte les aléas, de prévoir des mesures de prévention du risque et de réduire la vulnérabilité (P89).
	Disposition 3.2.2 – Faciliter l'accès à l'information du public et des élus et entretenir la mémoire du risque	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 3.3.1 – Préserver les zones inondables et identifier les zones naturelles d'expansion des crues	La P89 impose de « Maintenir la fonctionnalité des zones d'expansion des crues en interdisant leur urbanisation et imperméabilisation ». Les zones inondables faisant l'objet de délimitation doivent être prises en compte.
	Disposition 3.3.2 – Réduire le ruissellement urbain et limiter les rejets eaux pluviales	La P85 vise à limiter l'imperméabilisation et contient plusieurs dispositions visant à encadrer la gestion des eaux pluviales pour maximiser l'infiltration à la parcelle.
	Disposition 3.3.3 – Réduire la vulnérabilité des biens situés en zones inondables	Le DOO impose de prévoir des mesures de prévention du risque et de réduire la vulnérabilité (P89).
ENJEU 4 « RESTAURER ET PRÉSERVER LA QUALITÉ DE LA NAPPE ALLUVIALE DE L'ALLIER AFIN DE DISTRIBUER UNE EAU POTABLE A L'ENSEMBLE DES USAGERS DU BASSIN VERSANT »	Disposition 4.1.1 – Améliorer et valoriser le réseau de suivi et de contrôle de la nappe alluviale	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 4.1.2 – Prévenir les situations de crise	
	Disposition 4.2.1 – Contribuer à la réduction des pressions agricoles	
	Disposition 4.2.2 – Identifier et traiter les sites pouvant générer et stocker des pollutions	
	Disposition 4.2.3 – Limiter l'impact des anciennes et futures carrières sur la qualité de la nappe alluviale	
ENJEU 5 « RESTAURER LES MASSES D'EAU DÉGRADÉES AFIN D'ATTEINDRE LE BON ÉTAT	Disposition 5.1.1 – Définir les priorités en matière de stations d'épuration et de mise aux normes des réseaux d'assainissement	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 5.1.2 – Améliorer les conditions de collecte des effluents urbains et industriels, et leur transport dans les réseaux	

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 435/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Enjeux	Dispositions	Articulation du SCoT
ÉCOLOGIQUE ET CHIMIQUE DEMANDE PAR LA DCE »	Disposition 5.1.3 – Limiter les apports en sortie de stations d'épuration, en améliorant les capacités et les niveaux de traitement	
	Disposition 5.1.4 – Identifier et valider les zones à enjeux environnementaux vis-à-vis de l'assainissement non collectif	
	Disposition 5.1.5 – Préserver et restaurer les haies et la ripisylve	Les haies et la ripisylve sont protégées par plusieurs dispositions à travers le DOO.
	Disposition 5.1.6 – Renforcer la mise en place des bandes végétalisées	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 5.1.7 – Inciter à l'installation d'abreuvoirs et maitriser l'accès aux cours d'eau par les animaux d'élevage dans les secteurs sensibles	
	Disposition 5.1.8 – Améliorer la gestion des effluents d'élevage et des effluents des producteurs fromagers	
	Disposition 5.1.9 – Pérenniser voire renforcer le réseau de suivi des produits phytosanitaires	
	Disposition 5.1.10 – Engager des actions de réduction et d'amélioration de l'usage des produits phytosanitaires sur les zones prioritaires	
	Disposition 5.1.11 – Étudier, si besoin, l'origine et l'impact des pollutions chroniques et ponctuelles par les substances dangereuses à l'échelle du bassin Allier aval et mieux connaitre leur mode de transfert	
	Disposition 5.2.1 – Améliorer le dispositif de suivi existant	
	Disposition 5.2.2 – Réaliser des diagnostics hydromorphologiques sur les cours d'eau où la cause de perturbations est mal connue	
	Disposition 5.2.3 – Veiller à la non-dégradation et à la restauration des milieux lors de projets d'aménagement	La partie III. A du DOO comporte toutes les prescriptions relatives à la trame verte et bleue, qui visent à protéger au maximum les continuités écologiques, et leurs éléments constitutifs.
	Disposition 5.2.4 – Mettre en œuvre des actions de préservation et de restauration des cours d'eau	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 5.2.5 – Diagnostiquer l'impact des plans d'eau existants	
	Disposition 5.2.6 – Limiter la création de plans d'eau et intervenir sur les plans d'eau les plus impactants	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
	Disposition 5.2.7 – Accompagner l'application de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement relatif au classement des cours d'eau	Le SCoT n'est pas concerné.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 436/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Enjeux	Dispositions	Articulation du SCoT
	Disposition 5.2.8 – Mettre en place un plan d'action de restauration de la continuité écologique	
	Disposition 5.2.9 – Engager et accompagner l'aménagement des obstacles à la continuité écologique	Toute opération d'aménagement n'est autorisée à l'intérieur de cette bande de 100 mètres qu'à la condition du maintien de la continuité écologique, ou de son rétablissement en cas d'aménagement faisant obstacle au déplacement des espèces, et doit être justifiée par l'absence d'alternative raisonnable.
	Disposition 5.2.10 – Encadrer la création ou l'aménagement d'ouvrage faisant obstacle à la continuité écologique	
ENJEU 6 « EMPÊCHER LA DÉGRADATION, PRÉSERVER VOIRE RESTAURER LES TÊTES DE BASSIN VERSANT »	Disposition 6.1.1 – Définir et mettre en œuvre une gestion adaptée sur les têtes de bassin versant	Territoire non concerné.
	Disposition 6.2.1 – Poursuivre les actions destinées à améliorer la qualité des eaux des lacs naturels de montagne	
ENJEU 7 « MAINTENIR LES BIOTOPES ET LA BIODIVERSITÉ »	Disposition 7.1.1 – Favoriser la gestion patrimoniale des espèces associées aux milieux aquatiques	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 7.1.2 – Prendre en compte l'enjeu milieu naturel dans la gestion des boisements	
	Disposition 7.1.3 – Préserver et gérer les forêts alluviales notamment dans le Val d'Allier	Les forêts alluviales sont incluses dans la sous-trame des milieux aquatiques et humides. Elles sont en outre en grande partie intégrées dans les réservoirs de biodiversité, du fait de leur classement en site Natura 2000 pour beaucoup.
	Disposition 7.2.1 – Mettre en place une animation pour assurer la surveillance de la prolifération des espèces exotiques envahissantes	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 7.2.2 – Contrôler la prolifération et limiter la progression des espèces exotiques envahissantes (animales et végétales) identifiées	
	Disposition 7.3.1 – Contribuer à la conservation de la Trame Verte et Bleue	Le DOO a établi sa trame verte et bleue, qui devra être déclinée dans les documents d'urbanisme locaux. Cette TVB s'accompagne de prescriptions (P58 à P69) visant à la conserver.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 437/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Enjeux	Dispositions	Articulation du SCoT
	Disposition 7.4.1 – Protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme et favoriser leur intégration dans les projets	Les zones humides sont des réservoirs de biodiversité humides, pour lesquels le DOO acte la protection (P60 et 61).
	Disposition 7.4.2 – Engager un programme de préservation et de reconquête des zones humides	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 7.5.1 – Accompagner les activités touristiques et de loisirs	
ENJEU 8 « PRÉSERVER ET RESTAURER LA DYNAMIQUE FLUVIALE DE LA RIVIÈRE ALLIER EN METTANT EN ŒUVRE UNE GESTION DIFFÉRENCIÉE SUIVANT LES SECTEURS »	Disposition 8.1.1 – Préserver l'espace de mobilité optimal de l'Allier par l'aménagement du territoire	Le lit de l'Allier est en grande partie classé en réservoir de biodiversité, ce qui permet de préserver en grande partie son espace de mobilité optimal.
	Disposition 8.1.2 – Encadrer la réalisation de tout aménagement ou ouvrage susceptible de faire obstacle au déplacement naturel de l'Allier	
	Disposition 8.1.3 – Mettre en place un outil de suivi et de connaissance de l'évolution de la morphologie du lit de l'Allier	Le SCoT n'est pas concerné.
	Disposition 8.2.1 – Restaurer la dynamique fluviale dans l'espace de mobilité optimal	
	Disposition 8.3.1 – Définir et mettre en œuvre un programme de réhabilitation et de gestion des anciennes gravières	

Le SRC Auvergne-Rhône-Alpes

En Auvergne-Rhône-Alpes, le Schéma régional des carrières a été approuvé le 8 décembre 2021 par arrêté préfectoral. Ces documents déploient une réflexion prospective des besoins sur 12 ans et détaillent les orientations régionales de gestion durable des matières minérales. Les conditions générales d'implantation des carrières y sont alors définies. Les demandes d'autorisation de projet de carrières doivent être compatibles avec les dispositions du SRC.

Le SRC Auvergne-Rhône-Alpes fixe 10 orientations pour la gestion durable des granulats et des matériaux de carrières.

Elles résultent d'une concertation entre les professionnels (l'UNICEM notamment), les acteurs de la protection de la nature et les services de l'État.

Orientations	Mesures	Articulation du SCoT
I Limiter le recours aux ressources minérales primaires.	I.1 Promouvoir des projets peu consommateurs en matériaux	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
	I.2 Renforcer l'offre de recyclage en carrières	Le SCoT n'est pas concerné.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 438/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Orientations	Mesures	Articulation du SCoT
	I.3 Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logistique de proximité des bassins de consommation	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
	I.4 Optimiser l'exploitation des gisements primaires	Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
II Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées sous réserve des orientations VI, VII et X du schéma		Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
III Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits « de report » et de les exploiter hors zones de sensibilité majeure (voir orientation VII) hors alluvions récentes (voir orientation X) hors gisements d'intérêt national ou régional (traités à l'orientation XII)		Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
IV Approvisionner les territoires dans une logique de proximité		Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.
V Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état		Le SCoT n'est pas concerné.
VI Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire		Le SCoT n'est pas concerné.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 439/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

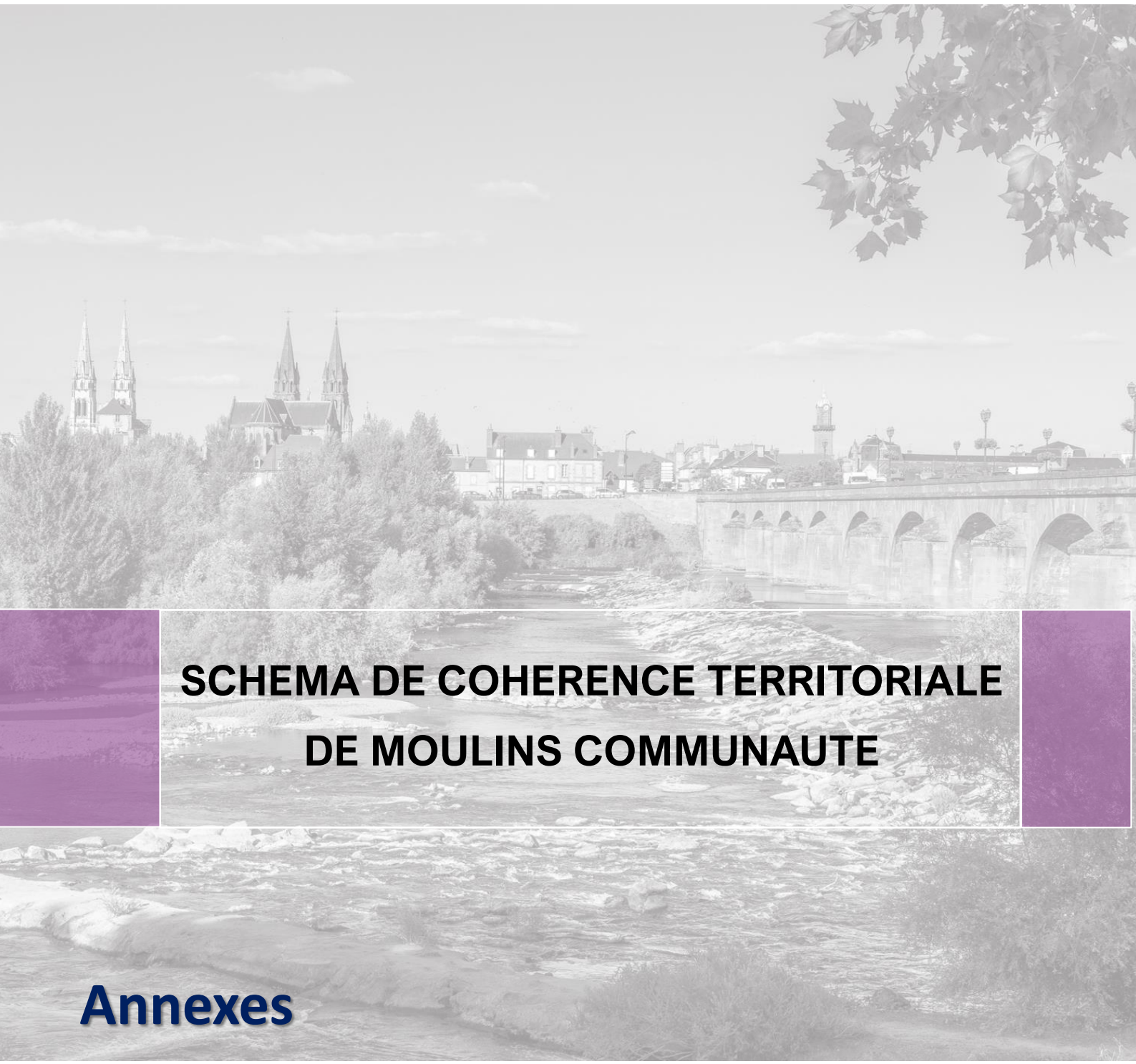
Orientations	Mesures	Articulation du SCoT
VII Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure, sauf dans les cas ci-dessous	VII.1 Selon la situation d'approvisionnement du territoire, le renouvellement, l'extension et la création de carrières sont interdits ou limités en zones d'enjeux majeurs	Le SCoT n'est pas concerné.
	VII.2 Gestion potentielle des effets cumulés	Le SCoT n'est pas concerné.
VIII Remettre en état les carrières dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols		Le SCoT n'est pas concerné.
IX Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets		Le SCoT n'est pas concerné.
X Préserver les intérêts liés à la ressource en eau	X.1 Compatibilité des projets avec le SDAGE et les SAGE	Le SCoT n'est pas concerné.
	X.2 Éviter et réduire l'exploitation d'alluvions récentes	Le SCoT n'est pas concerné.
	X.3 Cas particulier dans les départements de l'Allier, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.	Le SCoT n'est pas concerné.
XI Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel	XI.1 Expérimenter et promouvoir les dispositifs permettant d'inscrire dans la durée la restitution au milieu naturel	Le SCoT n'est pas concerné.
	XI.2 Expérimenter un cadre d'autorisation permettant des options de remise en état concertées au fil du temps	Le SCoT n'est pas concerné.
XII Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt national et régional		Le SCoT ne se positionne pas sur cette question.

Le SRC Bourgogne–Franche-Comté

Le SRC est en cours de consultation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 440/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-A-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025



SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 5 – Analyse des incidences sur l'environnement

Version pour l'arrêt du 14 mai 2025

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Cadre règlementaire....4

Introduction à l'analyse des incidences 4

GUIDE DE LECTURE DE L'ANALYSE DES INCIDENCES DU DOO 4

METHODE DE L'ANALYSE MULTICRITERE 4

➲ Les enjeux environnementaux comme critères d'analyse en abscisse4

➲ Les orientations et objectifs du DOO comme éléments à évaluer en ordonnée 5

➲ Le système de notation pour l'analyse multicritère des incidences....7

Analyse du DOO 9

INCIDENCES DES PARTIES 9

INCIDENCES SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 11

➲ Biodiversité et milieux naturels 11

➲ Paysages et patrimoine....12

➲ Risques....12

➲ Ressource en eau 13

➲ Énergie, air et climat....13

➲ Nuisances 14

➲ Sites et sols pollués....14

➲ Déchets 14

➲ Ressources minérales....14

Analyse des incidences des secteurs susceptibles d'être impactés 15

CONTEXTE ET METHODE D'ANALYSE....15

CROISEMENT DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES ET DES SSEI 16

➲ Mesures ERC....18

Analyse simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000....24

PREAMBULE 24

LES SITES NATURA 2000 SUR LE TERRITOIRE DU SCOT 25

PRESENTATION SIMPLIFIEE DU PROJET....27

➲ Dispositions du DOO vis-à-vis des sites Natura 2000 27

➲ Localisation des secteurs susceptibles d'être impactés par rapport aux sites Natura 2000 28

CARACTERISATION DES SITES NATURA 2000 POTENTIELLEMENT CONCERNES 30

➲ Description du site ZPS FR8312007 – Sologne Bourbonnaise....30

➲ Description du site ZPS FR8310079 – Val d'Allier Bourbonnais 31

➲ Description du site ZPS FR2610004 – Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre 31

➲ Description du site ZPS FR2612002 – Val de Loire bocager....32

➲ Description du site ZPS FR2612010 – Val de Loire Nivernais....32

➲ Description du site SIC FR2600965 – Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre 33

➲ Description du site SIC FR2600966 – Val de Loire Nivernais....34

➲ Description du site SIC FR2601017 – Val de Loire bocager....36

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 442/558

- Description du site SIC FR8301014 – Étangs de Sologne bourbonnaise 38
- Description du site SIC FR8301015 – Vallée de l'Allier nord 39
- Description du site SIC FR8302022 – Massif forestier des Prieurés : Moladier, Bagnolet et Messargues 41

MESURES ERC SPECIFIQUES AUX SITES NATURA 2000 42

CONCLUSION GLOBALE DE L'EVALUATION SIMPLIFIEE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000 43

Analyse quantitative des incidences du SCOT sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) 44

METHODOLOGIE ET HYPOTHESES DE TRAVAIL.....44

- Production de logement.....45
- Construction et réhabilitation de bâtiments tertiaires 45
- Réhabilitation des logements 45
- Développement des ENR.....45
- Mobilité.....45
- Occupation des sols 45

RESULTATS DE L'ANALYSE DES EMISSIONS DE GES ET DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE 46

Synthèse des mesures ERC du SCoT 49

Annexes52

MATRICE D'ANALYSE DU DOO 52

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION COMPLEMENTAIRES PRECONISEES 74

- Mesures concernant les documents de rang inférieur.....74
- Mesures générales 74
- Mesures concernant les taxons d'intérêt communautaire et leurs habitats 76

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 443/538

Cadre règlementaire

L'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 a introduit dans le Code de l'urbanisme et le Code général des collectivités territoriales les dispositions relatives à la procédure d'évaluation environnementale applicable aux plans et programmes d'aménagement, dont les schémas de cohérence territoriale (SCoT) font partie. Cette évaluation a pour objectif d'identifier, de caractériser et d'exposer les incidences notables des préconisations et actions proposées par le SCoT sur l'environnement et la santé.

L'article R122-20 du Code de l'Environnement précise que l'analyse des incidences doit exposer :

- Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan ou document sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique, et les paysages ;
- Les problèmes posés par la mise en œuvre du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 414-3 à R. 414-7.

Au-delà de ces exigences règlementaires, l'analyse des incidences doit permettre la construction d'un projet de SCoT intégrant les problématiques environnementales le plus en amont possible.

Introduction à l'analyse des incidences

GUIDE DE LECTURE DE L'ANALYSE DES INCIDENCES DU DOO

L'article R122-20 du Code de l'Environnement fixe les grandes thématiques environnementales qu'il convient d'analyser pour les plans et programmes de type SCoT. Conformément à cet article, l'état initial de l'environnement a défini les principaux enjeux en interaction avec le SCoT.

L'objectif de l'analyse des dispositions du DOO est d'évaluer deux éléments :

- Les impacts du document sur l'environnement ;
- La performance des dispositions prises au regard des enjeux du territoire. Il s'agit d'analyser comment les orientations du DOO y répondent ou les prennent en compte.

Cette analyse est réalisée au moyen de plusieurs outils d'analyse :

- Une analyse multicritère à la fois qualitative et quantitative qui permet d'avoir une vision globale des incidences du DOO.
- Une analyse géomatique pour caractériser les secteurs susceptibles d'être impactés et les incidences sur les sites Natura 2000
- Une analyse prospective des besoins en eau et assainissement
- Une analyse prospective des émissions de GES

METHODE DE L'ANALYSE MULTICRITERE

Les paragraphes suivants détaillent la méthode et la structure de la matrice d'analyse des incidences.

➲ Les enjeux environnementaux comme critères d'analyse en abscisse

L'objectif est d'analyser comment les orientations du DOO répondent ou prennent en compte les enjeux du territoire. Les enjeux sont regroupés par thématiques et hiérarchisés en fonction des leviers du SCoT sur la thématique.

Les enjeux sont les suivants :

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 444/538

Tableau 1 : Enjeux hiérarchisés

Thématique	Leviers du SCoT	Hiérarchisation
Biodiversité et continuités écologiques	3	**Fort**
Paysages et patrimoine	3	**Fort**
Risques	3	**Fort**
Ressource en eau	2	**Moyen**
Énergie, air et climat	2	**Moyen**
Nuisances	2	**Moyen**
Déchets	1	**Faible**
Sites et sols pollués	1	**Faible**
Ressources minérales	1	**Faible**

➲ Les orientations et objectifs du DOO comme éléments à évaluer en ordonnée

La matrice présente en ordonnée les orientations du DOO. L'ensemble est structuré de la manière suivante :

Tableau 2 : Disposition du DOO du SCoT

Parties	Orientations	Dispositions
PARTIE 1 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES EMPLOIS, DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, AGRICOLES ET COMMERCIALES	I.A. . GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRE ET VERTUEUX	P1.Reconnaître le caractère stratégique de l'emploi urbain
		P2. Localiser prioritairement les activités et équipements compatibles avec l'habitat dans les espaces urbains mixtes
		P3. Intégrer des activités économiques dans les centres-villes et centres-bourgs
		P4. Définir les besoins en matière d'espaces économiques, en tenant compte des objectifs de mixité urbaine et de densification
		R1. Recommandation relative aux ambitions en matière d'emplois urbains
		P5. Poursuivre le développement des réseaux numériques haut débit et de leurs usages
		R2. Recommandation relative au caractère stratégique de l'emploi urbain
		R3. Recommandation relative à la création de « tiers lieux »
		P6. Qualifier les espaces économiques existants
		P7. Justifier les besoins et fixer le cadre des extensions des zones d'activités existantes
		P8. Maîtriser les extensions nécessaires des ZAE
		P9. Extension des entreprises situées en dehors des ZAE
		P10. Mettre en oeuvre une desserte fonctionnelle et l'accessibilité des espaces économiques
		P11. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités
		P12. Veiller à la prise en compte des enjeux environnementaux dans les zones d'activités
	I.B. ORGANISER L'ÉCONOMIE TOURISTIQUE	P13. Renforcer le tourisme diffus et les espaces touristiques et de loisirs
		P14. Compléter la fonction touristique et de loisirs exercée par les centres anciens du cœur urbain, des pôles d'équilibre et d'une façon générale de l'ensemble des communes
		P15. Réaffirmer le positionnement nature du territoire en renforçant la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature
		P16. Diversifier et renforcer les équipements et aménagements du tourisme rural et de nature
		P17. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du « tourisme 4 saisons »
		R4. Aménagement relatif au tourisme rural
		P18. Accueil d'hébergements du Parc LE PAL sur la commune de Thiel s/ Acolin
		P19. Accueil d'un nouveau camping
	I.C. ANCRER ET DYNAMISER LE	P20. Identifier les localisations préférentielles
		P21. Favoriser l'installation des commerces dans les centralités commerciales
		P22. Encadrer la localisation des commerces d'envergure

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 445/538

Parties	Orientations	Dispositions
	TISSU COMMERCIAL LOCAL	P23. Accueillir les activités commerciales incompatibles avec une implantation dans les centralités commerciales (urbaines)
		P24. Définir les secteurs commerciaux périphériques dans les documents d'urbanisme locaux
		P25. Maîtriser le développement des activités commerciales au sein des secteurs de flux identifiés
		P26. Définir les secteurs de flux dans les documents d'urbanisme locaux
		P27. Implanter des activités commerciales au sein des zones d'activités (ZI et ZA)
		P28. Accueil d'activités dans les zones de flux
		P29. Permettre l'adaptation des bâtiments et aménagements commerciaux existants
	I.D. LE DOCUMENT D'AMÉNAGEMENT ARTISANAL, COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)	P30. Identification des localisations préférentielles et déclinaison par les documents d'urbanisme locaux
		P31. Proposition de prescriptions pour le Secteur 1 - Secteur commercial de flux existant / en renforcement
		P32. Orientations pour le secteur de flux existant
		P33. Orientations pour le secteur de flux futur
PARTIE 2 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS, DE LA MOBILITE, DE L'OFFRE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES, POUR LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE	II.A - REPONDRE AUX BESOINS DE LOGEMENTS DES HABITANTS EN FAVORISANT UNE GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE ET LIMITANT L'ARTIFICIALISATION DES SOLS	P34. Les critères de définition de l'armature infracommunale
		P35. La priorisation de la production de logement dans l'armature infracommunale
		P36. Les objectifs chiffrés de production de logements par la réhabilitation de logements vacants ou de production neuve
		P37. La production de logements selon la répartition par modes de production (réhabilitation de logements vacants, densification ou extension des espaces urbanisés)
		P38. Maîtrise de l'extension des surfaces urbanisées pour la production de nouveaux logements neufs
		P39. Connaître et valoriser les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis
		P40. Améliorer la qualité générale des secteurs d'urbanisation et des espaces publics
		P41. Renforcer la qualité des formes urbaines
		P42. Soigner l'intégration des aménagements dans le grand paysage
		P43. Préserver les silhouettes villageoises (paysage urbain)
		P44. Garantir la qualité dans la mise en œuvre des extensions urbaines
		P45. Garantir la qualité pour les entrées de villages et bourgs
		R5. Garantir la qualité des entrées et traversées de villages et bourgs
	III.B. FACILITER DES MOBILITÉS ET DÉPLACEMENTS ET DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES A LA VOITURE	P46. Faciliter la mobilité au sein du territoire et l'usage renforcé des transports en commun
		P47. Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière
		P48. Adapter l'offre de stationnements aux usages de l'ensemble des mobilités
PARTIE 3 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR FAVORISER LES TRANSITIONS ECOLOGIQUES, ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES, LA VALORISATION DES PAYSAGES ET LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS	III.A - PROTEGER ET VALORISER LES RESSOURCES	P49. Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux forestiers
		R6. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux forestiers
		P50. Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux agropastoraux / ouverts
		R7. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux agro-pastoraux / ouverts
		P51. Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux aquatiques et humides
		R8. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux aquatiques et/ou humides
		P52. Préserver l'ensemble des éléments constitutifs des corridors écologiques, notamment par leur inscription et protection au sein des documents d'urbanisme locaux
		P53. Transcrire la TVB du SCoT dans les documents d'urbanisme locaux
		P54. Intégrer les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques dans les documents d'urbanisme locaux
		R9. Intégrer des réservoirs et des corridors dans les documents d'urbanisme locaux
	III.B. PRESERVER ET VALORISER LES ESPACES ET ACTIVITÉS AGRICOLES	P55. Allier qualité des aménagements urbains et intégration paysagère dans les milieux naturels, agricoles et forestiers
		P56. Préserver le foncier agricole
		P57. Conditionner les constructions et aménagements possibles au sein des espaces agricoles

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 446/538

Parties	Orientations	Dispositions
		R10. Mettre en place des OAP thématiques relatives aux aspects extérieurs des constructions
		P58. Définir les constructions et aménagements possibles dans les espaces et activités agricoles
		R11. Mettre en place des outils fonciers de préservation du foncier agricole
	III.C. PRESERVER LE PAYSAGE	P59. Respecter les codes architecturaux locaux
		P60. Définir et prendre en compte la trame paysagère des bourgs / villages
		R12. Recommandations relatives à la qualité du développement urbain
		P61. Préserver et valoriser le patrimoine bâti
		R13. Recommandations relatives au patrimoine bâti
		P62. Mettre en valeur les entrées du territoire
		P63. Assurer la qualité paysagère des zones d'activités et de leurs abords
		P64. Veiller à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités
		R14. Recommandation relative à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités
		P65. Préserver les vues remarquables et les ouvertures visuelles
		P66. Valoriser les itinéraires de randonnées
	III.D. PRESERVER LES RESSOURCES ET PREVENIR LES RISQUES ET NUISANCES POUR FAVORISER L'ATTENUATION ET L'ADAPTATION CLIMATIQUE	P67. Prendre en compte la gestion durable de l'eau dans les projets
		R15. Recommandation relative au développement des aires d'alimentation de captage
		P68. Gérer les eaux pluviales de façon individuelle (à la parcelle) et collective
		P69. Maîtriser le rejet des eaux de ruissellement
		R16. Recommandations relatives à la récupération / rétention des eaux de pluie
		P70. Assurer le traitement des eaux usées dans des conditions satisfaisantes
		R17. Recommandation relative à la qualité des traitements des eaux usées
		P71. Bien gérer les déchets ménagers
		R18. Recommandation relative à la mise à disposition de système pour le compostage
		P72. Prendre en compte les risques naturels
		R19. Recommandation relative à la prise en compte des aléas moyens d'inondation
		P73. Conditionner les choix d'aménagement à la prise en compte des risques
		R20. Recommandations relatives à la prévention des risques
		P74. Protéger la population contre les pollutions et nuisances
		R21. Recommandations relatives à la diminution et à la prévention des pollutions et nuisances
		P75. Prendre en compte les nécessités d'adaptation aux changement climatique
		P76. Favoriser la production des énergies renouvelables
		R22. Recommandations relatives à la lutte contre le changement climatique
	III.E INSCRIRE LE TERRITOIRE SUR LA TRAJECTOIRE DU «ZERO ARTIFICIALISATION NETTE »	P77. Objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, ainsi que de réduction de l'artificialisation des sols

➲ Le système de notation pour l'analyse multicritère des incidences

De manière à évaluer chaque croisement disposition/enjeu, on s'interroge sur :

- Comment la disposition peut-elle infléchir, de façon positive ou négative, la tendance attendue au fil de l'eau ?
- Quel niveau d'incidence positive ou négative aura la disposition ?

L'évaluation se déroule alors en trois étapes. Les dispositions sont évaluées au regard de chacun des enjeux environnementaux. Les deux premiers critères analysés sont :

- L'impact de la disposition : aura-t-elle un effet positif, nul ou négatif sur l'enjeu environnemental étudié ? Système de notation : +, NC ou 0, -
    - La portée opérationnelle de la disposition : aura-t-elle un impact fort (3), moyen (2) ou faible (1) sur l'enjeu environnemental étudié ? Système de notation : 3, 2, 1, en positif ou en

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 447/558

négatif. La portée opérationnelle est évaluée en procédant à une analyse plus fine à partir des trois sous-critères suivants (système de notation : de 0 à 3 en positif ou en négatif) :

- Force d'opposabilité intrinsèque : La rédaction de la disposition se traduit-elle par des prescriptions (caractère « impératif » de mise en œuvre de la mesure), des recommandations (incitation « insistante », mais non obligatoire) ou de simples citations (absence d'influence directe du SCoT, incitation pédagogique ou rappel de la loi) ?
- Échelle de mise en œuvre : L'impact attendu s'exerce-t-il à l'échelle du territoire couvert par le SCoT ou seulement sur une portion du territoire (ex. : sur une ville identifiée, un secteur géographique) ? En d'autres termes, l'orientation concerne-t-elle l'intégralité du territoire ou seulement une portion restreinte des territoires impliqués ?
- Caractère innovant ou novateur : L'objectif (respectivement la règle) propose-t-il une plus-value environnementale au regard des outils déjà existants, notamment au regard des mesures règlementaires en vigueur, ou n'est-il qu'un simple rappel de l'existant ?

Le procédé de notation est schématisé ci-après.

Chaque disposition est ainsi évaluée à dire d'expert par cette notation composite, sur une échelle allant de -3 à +3 pour chaque thématique environnementale.

Les notes sont ensuite sommées de deux manières différentes pour calculer deux scores :

- D'une part**, les incidences cumulées d'une disposition** sur l'ensemble des thématiques environnementales. Ce score transversal permet d'identifier les dispositions présentant des faiblesses, et sur lesquelles le travail de réécriture doit se concentrer pendant la phase itérative. En phase intermédiaire, ce score permet d'identifier les points de vigilance et les mesures ERC à préconiser.
- D'autre part, **la plus-value de l'ensemble des dispositions par thématique environnementale**. Ce score thématique met en évidence l'incidence globale par thématique environnementale des choix effectués. Il met en évidence la plus-value environnementale du document analysé et la cohérence entre les enjeux et la stratégie développée. Pendant la phase itérative, il permet de réorienter les choix et de combler les manques. En phase intermédiaire, ce score traduit la plus-value environnementale du SCoT par rapport à la tendance au fil de l'eau et permet également d'identifier les mesures ERC par enjeu.

Tableau 3 : Méthodologie de la notation

	Impact sur la thématique environnementale		Note globale de l'incidence attendue
Mesure à évaluer	+	3	Positif, fort, avec de fortes conséquences règlementaires à l'échelle territoriale
		2	Positif, moyen à l'échelle territoriale ou fort, mais localisé
		1	Positif, faible, permet une prise en compte de l'enjeu
	NC ou 0	NC ou 0	Neutre du point de vue de l'environnement, ou non concerné
	-	-1	Négatif, faible, légère détérioration
		-2	Négatif, moyen, détérioration moyenne à l'échelle territoriale ou forte, mais localisée
		-3	Négatif, fort, détérioration importante à l'échelle territoriale

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 448/538

Analyse du DOO

INCIDENCES DES PARTIES

Chacune des parties obtient un score cumulé assez important, ce qui révèle une bonne prise en compte de l'environnement par le DOO.

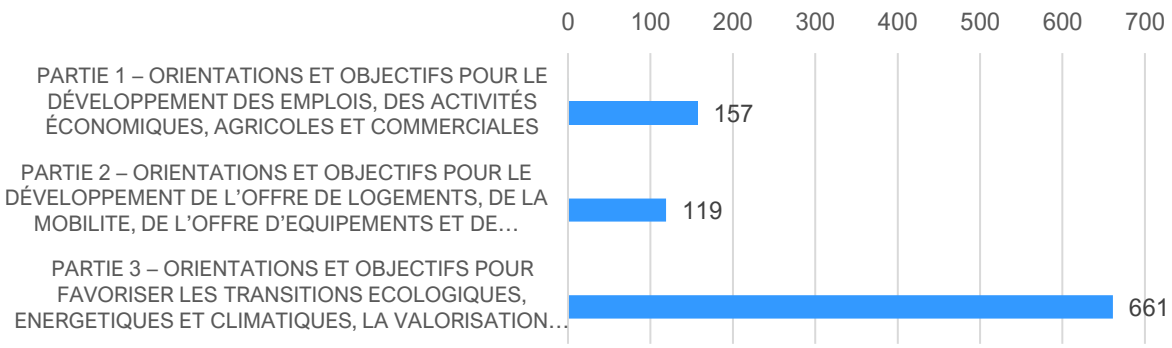


Figure 1 : Score des parties du DOO

En revanche, le détail révèle que certaines prescriptions pourraient engendrer des incidences négatives sur l'environnement :

- P41. La production de logements selon la répartition par modes de production (réhabilitation de logements vacants, densification ou extension des espaces urbanisés) : 40 % des logements seront produits en extensions, ce qui va potentiellement induire une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, impactant de ce fait la biodiversité et les paysages. L'artificialisation des sols pourra impacter le cycle de l'eau et du carbone. De plus, cette production nécessitera des ressources minérales ;
- P8. Maitriser les extensions nécessaires des ZAE : 48 ha vont être artificialisés, potentiellement des espaces NAF, ce qui pourra limiter l'absorption de carbone par les sols, limiter la recharge des nappes et augmenter le ruissèlement. Des ressources minérales seront par ailleurs nécessaires ;
- P42. Maitrise de l'extension des surfaces urbanisées pour la production de nouveaux logements neufs : les impacts précédemment cités vont être également potentiellement présents pour ces 101 ha prévus ;
- P19. Accueil d'un nouveau camping : les mêmes incidences que mentionnées précédemment sont attendues pour ces 10 ha, et on peut ajouter des impacts négatifs pour la thématique « déchets », les campings étant sources importantes de déchets en saison touristique ;
- P18. Accueil d'hébergements du Parc LE PAL sur la commune de Thiel s/Acolin : les mêmes incidences que mentionnées précédemment sont attendues pour ces 5 ha ;
- P13. Renforcer le tourisme diffus et les espaces touristiques et de loisirs : le tourisme peut engendrer des incidences négatives sur la biodiversité et les écosystèmes, sur les sols et engendrer des émissions supplémentaires du fait des déplacements ;
- P9. Extension des entreprises situées en dehors des ZAE : les mêmes incidences que mentionnées précédemment sont attendues pour ces 10 ha ;
- P15. Réaffirmer le positionnement nature du territoire en renforçant la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature : augmenter l'accessibilité pourrait induire une surfréquentation de certains espaces, ou engendrer des impacts paysagers selon les aménagements prévus (stationnements notamment) ;
- P7. Justifier les besoins et fixer le cadre des extensions des zones d'activités existantes : certains parcs d'activités vont devoir s'étendre, des créations vont potentiellement être nécessaires, ce qui pourrait impacter des espaces naturels, selon leur localisation.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 449/558

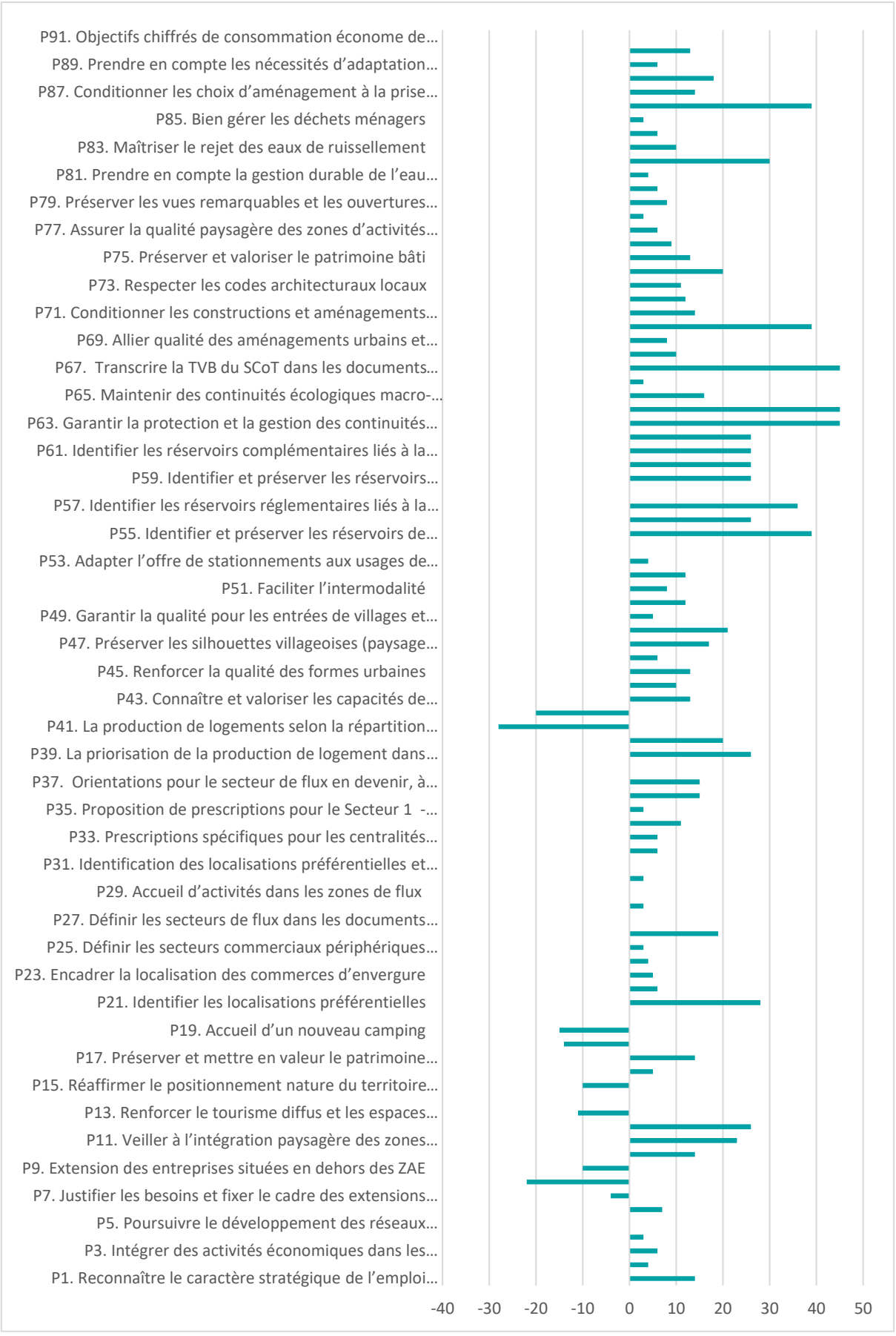


Figure 2 : score des prescriptions du DOO

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 450/538

INCIDENCES SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

On observe que le DOO obtient des scores importants pour les enjeux forts et moyens, traduisant une bonne plus-value environnementale pour ces thématiques, tandis que les réponses du DOO en matière de déchets, sites et sols pollués et ressources minérales sont faibles à négligeables.

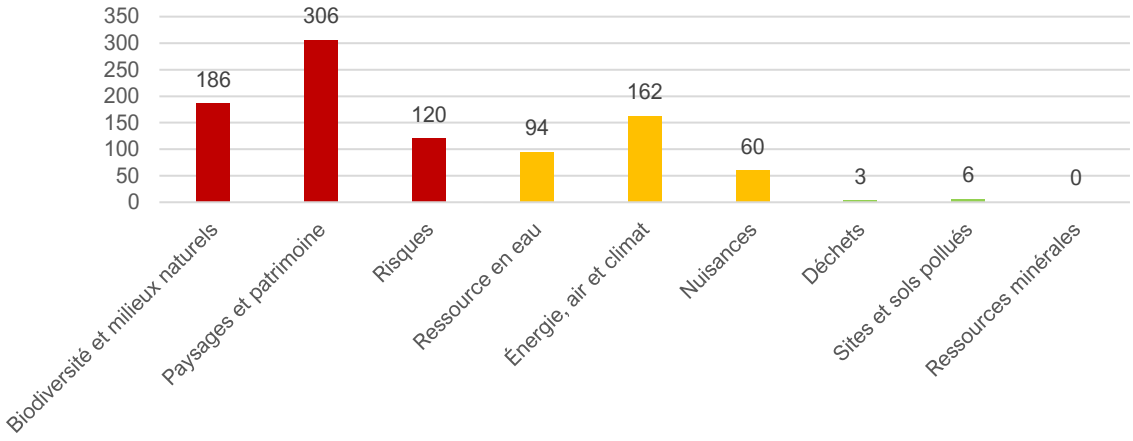


Figure 3 : Profil environnemental du DOO

➲ Biodiversité et milieux naturels

Le score assez important traduit une plus-value positive du DOO sur cette thématique. En particulier, la partie 3 concentre une bonne partie des orientations à impact positif sur cette thématique :

- Protéger et valoriser les ressources (dont les continuités écologiques)
- Préserver les espaces agricoles
- Préserver le paysage
- Préserver les ressources et limiter les risques et nuisances

Mais les autres orientations participent également à cette bonne plus-value, en inscrivant des dispositions favorables à la préservation des espaces naturels au sein des prescriptions plutôt orientées « économie » (privilégier le tissu urbain, réhabilitation de l'existant et remobilisation des bâtiments vacants, densité renforcée, limitation des extensions) qui vont permettre de limiter la consommation d'espaces naturels. D'autres dispositions vont également viser à permettre certains équipements, construction, etc. en assurant leur compatibilité avec la sauvegarder des milieux naturels. En outre, la préservation de certains éléments supports du paysage (comme les haies) prônée par des dispositions « paysages » va également participer à la préservation de la biodiversité associée et des continuités écologiques.

En revanche, toutes les prescriptions prévoyant des consommations d'espaces (pour le logement, les zones d'activités économiques, le tourisme) pourraient engendrer une destruction de milieux naturels. Le développement du tourisme pourrait également engendrer une surfréquentation de certains espaces et être néfastes à la biodiversité, même si la prescription « Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du "tourisme 4 saisons" » précise qu'il ne faut pas porter atteinte aux milieux naturels, « Diversifier et renforcer les équipements et aménagements du tourisme rural et de nature » précise que le développement des activités de pleine nature doit éviter de dégrader les milieux. Des aménagements seront nécessaires.

Préconisations de mesures ERC pour les milieux naturels et biodiversité

- Mobiliser les espaces déjà artificialisés afin d'éviter de détruire des milieux naturels.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 451/538

- Privilégier des espèces non allergènes et adaptées au climat évoluant, éviter les espèces exotiques envahissantes ;
- favoriser la nature en ville ;
- privilégier les clôtures perméables à la faune.

➲ Paysages et patrimoine

C'est en particulier l'orientation « III. C. PRÉSERVER LE PAYSAGE » qui va porter la plus grande plus-value sur ces thématiques.

- P73. Respecter les codes architecturaux locaux
- P74. Définir et prendre en compte la trame paysagère des bourgs/villages
- P75. Préserver et valoriser le patrimoine bâti
- P76. Mettre en valeur les entrées du territoire
- P77. Assurer la qualité paysagère des zones d'activités et de leurs abords
- P78. Veiller à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités
- P79. Préserver les vues remarquables et les ouvertures visuelles
- P80. Valoriser les itinéraires de randonnées

Mais d'autres dispositions devraient engendrer des incidences positives, du fait de la limitation de l'étalement urbain, de la densification, la réhabilitation de l'existant, etc. qui permettent d'éviter de nouvelles urbanisations pouvant dégrader les paysages et le cadre de vie local. La prescription « Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités » précise de plus que « le développement économique devrait s'intégrer parfaitement avec le paysage et le patrimoine architectural ». Certaines dispositions « tourisme » intègrent même des dispositions directement en faveur du paysage : le petit patrimoine doit être valorisé, les paysages doivent être mis en valeur (P13, P16). De la même manière, le développement commercial doit limiter son impact sur les paysages (P26, P28).

En revanche, comme pour la thématique « biodiversité », toutes les dispositions prévoyant une consommation d'espaces pourraient également engendrer des incidences paysagères.

Préconisations de mesures ERC pour les paysages et le patrimoine

- Travailler l'insertion paysagère dans les aménagements prévus pour l'accessibilité pour les activités et sports de pleine nature, pour le développement du Parc le Pal et du camping, pour les logements et l'économie (prévoir des écrans et lisières végétalisés, et plusieurs strates végétales, travailler les insertions dans la topographie, etc.)

➲ Risques

Cette thématique est surtout traitée dans la P86 « prendre en compte les risques naturels » et la P87 « Conditionner les choix d'aménagement à la prise en compte des risques », mais aussi :

- La P43 précise que les enjeux en matière d'évolution des risques devront être pris en compte dans les études de densification ;
- Dans la P82, il s'agit de privilégier l'infiltration des eaux pluviales au plus près du point de chute, ce qui permet de maitriser le ruissèlement et les risques d'inondations afférents.

De manière générale, toutes les dispositions favorables à la préservation des milieux naturels sont également favorables à la maitrise des risques, car les écosystèmes permettent de stabiliser les sols et d'infiltrer l'eau, ce qui limite les risques de mouvement de terrain et d'inondation. En outre, les prescriptions limitant l'artificialisation des sols (faveur à la densification, remobilisation du bâti vacant, limitation de l'étalement urbain, faveur aux revêtements non imperméables, etc.) induisent une limitation de l'imperméabilisation et de fait permettent l'infiltration des eaux.

En revanche, certaines dispositions pourraient induire une artificialisation des sols et augmenter le ruissèlement (logements, activités commerciales, économiques et touristiques). L'implantation des

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 452/558

nouvelles activités économiques privilégiée dans le tissu urbain (P1) peut induire un risque industriel localement ou de transport de matières dangereuses.

Préconisations de mesures ERC pour les risques

En dehors des risques d'inondation, les autres aléas naturels (argiles, cavités, mouvements de terrain) ne sont pas mentionnés. La désimperméabilisation des sols doit être accompagnée d'une réflexion sur les risques propres au sous-sol (cavités, argiles) afin de ne pas augmenter ces aléas, dans les secteurs bâtis notamment.

Il est recommandé de veiller à ce que les activités n'engendrent pas de nouveau risque technologique lorsqu'elles s'implantent dans le tissu urbain.

Il est préconisé de privilégier les solutions basées sur la nature dans la gestion des risques naturels.

Il manque également un regard croisé risques naturels et technologiques : les collectivités devraient être attentives en zone de multiexposition, afin de ne pas y augmenter les enjeux.

Une réflexion globale sur le déplacement des enjeux (report de l'urbanisation) pourrait être portée, dans les secteurs où les aléas sont susceptibles d'évoluer

➲ Ressource en eau

Comme pour le risque inondation, cette thématique trouve une réponse positive du DOO dans les prescriptions visant à limiter l'artificialisation des sols, ce qui permet de limiter les risques de pollution des eaux (en réduisant leur temps de ruissèlement) et de favoriser la recharge des nappes. Mais en particulier, la thématique « eau » est directement traitée dans :

- P81. Prendre en compte la gestion durable de l'eau dans les projets : il s'agit de protéger les périmètres de protection des captages, d'assurer la bonne adéquation entre projets et alimentation en eau potable ;
- P.82 Gérer les eaux pluviales de façon individuelle (à la parcelle) et collective ;
- P83. Maitriser le rejet des eaux de ruissèlement.

De manière générale, toutes les dispositions favorables à la préservation des milieux naturels sont également favorables à la préservation de la ressource et du cycle de l'eau, car les écosystèmes permettent d'épurer et d'infiltrer l'eau.

Cependant, toutes les mesures visant une artificialisation des sols pourraient avoir un impact négatif (limitation de l'infiltration et de la pollution des eaux de ruissèlement, etc.). Le développement du tourisme pourrait également être source d'impact négatif (consommation et pollution) sur la ressource.

Préconisations de mesures ERC pour l'enjeu ressource en eau

- Veiller à limiter l'imperméabilisation des sols dans toutes les opérations

➲ Énergie, air et climat

Le DOO compte plusieurs orientations qui visent à mieux organiser l'urbanisation (P39), ce qui devrait permettre d'optimiser et donc réduire les déplacements, en rapprochant les zones d'habitation, d'emploi et de consommation. En outre, les dispositions préservant les milieux naturels et les fonctionnalités écologiques permettent de préserver les services écosystémiques, comme le stockage du carbone ou la réduction des ilots de chaleur. La question des mobilités est également directement traitée, ce qui pourrait réduire l'autosolisme et donc les consommations et émissions liées :

- L'implantation des activités économiques dans les centres doit être privilégiée dans les espaces bien desservis en transports collectifs (P2) ;
- Les espaces économiques doivent favoriser leur accessibilité par des modes doux, encourager les parkings relais et de covoiturage, et réduire l'emprise au sol des stationnements. (P10) ;
- Des liaisons en modes doux doivent être prévues (P30, P44, P69) ou maintenues (P48) ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 453/538

- P50. Faciliter la mobilité au sein du territoire et l'usage renforcé des transports en commun
- P51 Faciliter l'intermodalité
- P52. Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière
- P53. Adapter l'offre de stationnements aux usages de l'ensemble des mobilités : il s'agit de penser les stationnements pour permettre l'atteinte des objectifs précédents.

La permission des énergies renouvelables permet de réduire les émissions de GES.

Le déploiement des mobilités alternatives et des transports en commun est suivi généralement d'une réduction des émissions polluantes, du fait d'un nombre réduit de véhicules ou de véhicules plus propres. Par ailleurs, toutes les dispositions dont découleraient des réductions des transports se traduiront souvent par une baisse de l'exposition des populations aux émissions atmosphériques des transports. De plus, la préservation des milieux naturels permet d'en préserver les services écosystémiques, comme l'absorption des polluants.

En revanche, l'artificialisation des sols potentiellement induite par le développement pourra avoir un impact négatif sur les sols et limiter l'absorption de carbone, et sur les déplacements en cas d'étalement urbain.

Préconisations de mesures ERC pour l'enjeu énergie et climat

- Veiller à limiter l'imperméabilisation des sols dans toutes les opérations

➲ Nuisances

Les nuisances sonores vont être une thématique très liée à la qualité de l'air ; ainsi le DOO va avoir un impact positif sur cette thématique lorsqu'il va proposer des prescriptions permettant de réduire les distances parcourues en voiture et favorisant les modes actifs, moins bruyants.

Le DOO comporte également des prescriptions qui visent directement cette thématique : les nuisances doivent être maitrisées ou au moins prises en compte (P1, P17, P23), et la P88. « Protéger la population contre les pollutions et nuisances ».

Préconisations de mesures ERC pour les nuisances

L'isolation thermique pourrait être automatiquement couplée à l'isolation phonique.

➲ Sites et sols pollués

Dans la P6, il s'agit d'identifier les friches industrielles. La P39 précise que des friches pourront être mobilisées pour la production de logements, la P87 et la P90 vont dans le même sens (les sites pollués doivent être recensés et intégrés dans les réflexions que ce soit pour les EnR ou l'urbanisation).

➲ Déchets

L'objectif est de remobiliser 19 % du total des logements à produire, ce qui permet de réduire les déchets du BTP. La P85 vise à améliorer la collecte des déchets. Les campings sont sources de déchets, ce qui pourrait à l'inverse augmenter les incidences négatives sur ces questions.

➲ Ressources minérales

Toutes les prescriptions visant la remobilisation des logements vacants, la densification, etc. devraient engendrer une réduction des besoins en ressources minérales. À l'inverse, les extensions (logements, activités, tourisme) devraient nécessiter des matériaux.

Préconisations de mesures ERC pour l'enjeu ressources minérales

Il est recommandé de mettre en adéquation besoins et ressources et de viser la sobriété d'usage des matériaux, de permettre l'utilisation de matériaux biosourcés.

Il est recommandé d'intégrer les dispositions des Schémas régionaux des carrières.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 454/538

Analyse des incidences des secteurs susceptibles d'être impactés

CONTEXTE ET METHODE D'ANALYSE

Conformément à l'article R 122-2 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du SCoT doit notamment :

- […] exposer les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;
- […] analyser les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et exposer les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement ;
- […] présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du schéma de cohérence territoriale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. **Il est aussi dépendant, dans une certaine mesure, de la spatialisation des projets et de son degré de précision dans le DOO.**

Les espaces de consommation foncière prévus dans le DOO représentent les secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) par la mise en œuvre du SCoT. Ainsi les incidences environnementales les plus fortes sont susceptibles de s'y exercer.

Le DOO précise par ses prescriptions l'enveloppe maximale d'extension potentielle de la tâche urbaine pour tout type de projet (habitat, économie, tourisme) d'ici à 2046 sans préciser les zones précises prévues pour l'extension des différentes enveloppes urbaines. Aussi, une estimation des secteurs d'extension potentielle a été réalisée. L'objectif étant bien de tenter de caractériser les secteurs susceptibles d'être impactés en partant du postulat simple que le développement urbain est prévu en extension de l'existant.

Le calcul géomatique s'est basé sur plusieurs éléments :

- L'enveloppe urbaine, à laquelle on applique un tampon proportionnel au niveau de polarité de la commune dans l'armature urbaine (voir tableau ci-dessous) ;
- Les ZAE pour lesquelles l'extension est permise, auxquelles on applique un tampon de 150 m ;
- La localisation de l'extension du Parc du Pal.

Tableau 4 : Détermination des tampons pour établir les SSEI des extensions urbaines pour le logement

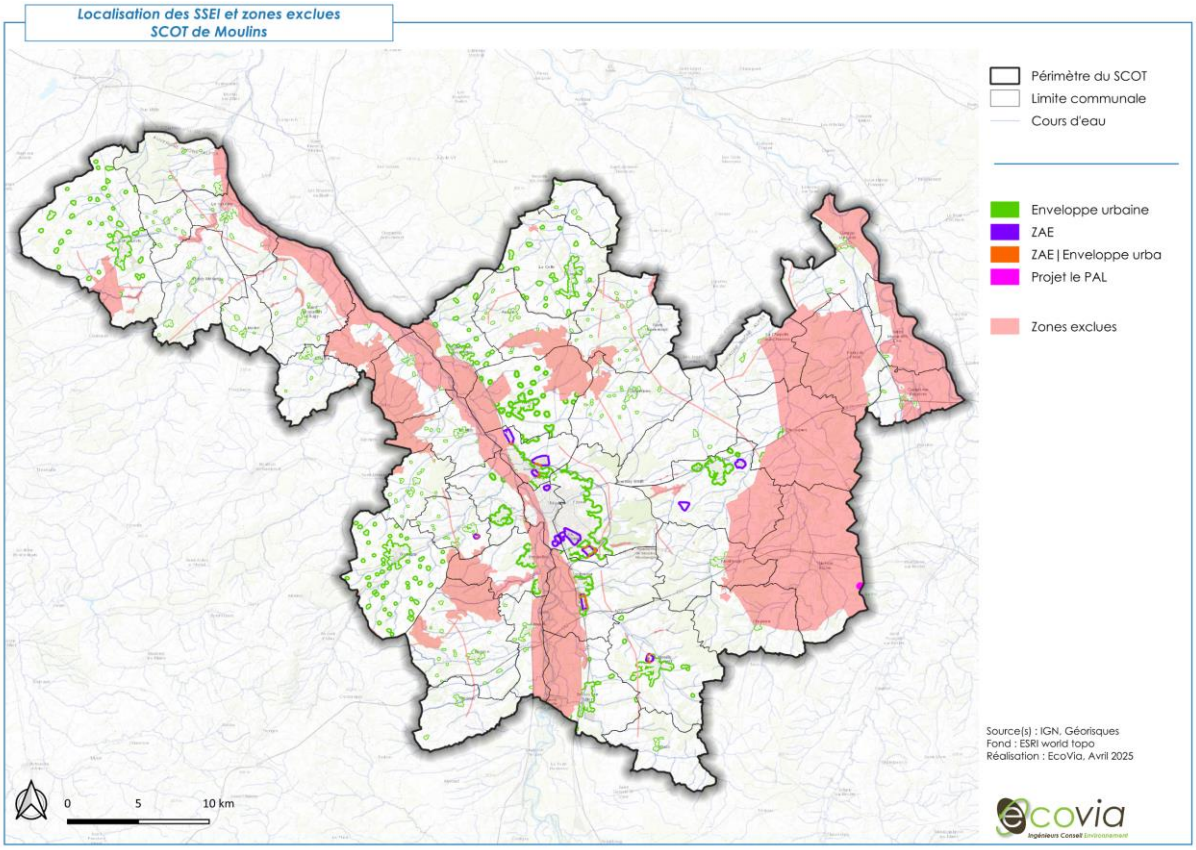
Niveau de polarité	Largeur du tampon (en m)
Cœurs urbains	150 m
Communes périphériques équipées	150 m
Pôles d'équilibre	100 m
Pôles ruraux de proximité	50 m

Ces extensions urbaines possibles se voient ensuite retrancher les réservoirs de biodiversité règlementaires et les corridors écologiques (tampon de 50 m) définis par le DOO, et l'on obtient alors les secteurs susceptibles d'être impactés.

Ces retranchements permettent de traduire certaines des mesures d'évitement majeures prévues par le DOO. Ces zones devront être évitées par les documents d'urbanisme locaux.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 455/538



CROISEMENT DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES ET DES SSEI

Les SSEI obtenus sont croisés avec les périmètres des enjeux environnementaux. Ils recouvrent pour les 3 quarts des espaces agricoles, 15 % de leur surface est actuellement naturelle et 6 % artificialisée.



Figure 4 : répartition de l'occupation des sols des SSEI (source : OCS GE, 2022)

Dans l'ensemble, on observe que les SSEI évitent les sensibilités environnementales :

- Les SSEI ne concernant que peu de milieux naturels à statut : aucune ZNIEFF 1, seulement 2 % des ZNIEFF 2, moins de 1 % des sites Natura 2000, des sites du Conservatoire et 2 % des zones humides. Ces faibles pourcentages s'expliquent que beaucoup de ces périmètres sont classés au titre de la TVB du SCoT et sont donc retirés des SSEI ;
- Les SSEI concernent seulement 10 % des sites patrimoniaux remarquables, 17 % des sites classés et 7 % des périmètres de protection de monuments historiques. Aucun site inscrit n'est concerné ;
- Seulement 4 % des gisements d'intérêt national et 2 % des gisements d'intérêt régional ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 456/538

En parallèle, une proportion non négligeable de SSEI est exposée à des risques ou nuisances :

- 0,1 % des secteurs susceptibles d'être impactés par l'extension de l'enveloppe urbaine (dont pouvant notamment accueillir des habitants) sont à proximité de sites pollués (BASOL ou SIS) ; 2 % à proximité de sites d'anciennes activités (donc potentiellement pollués), mais en grande partie pour les extensions de ZAE ; 4 % des SSEI sont proches d'ICPE ;
- 12 % des SSEI sont dans les zones exposées au bruit des voies routières et 5 % des voies ferrées, dont une grande partie cible les extensions des enveloppes urbaines ;
- 86 % des SSEI sont exposés à des aléas retrait-gonflement des argiles moyen et 12 % fort. Les autres aléas sont peu impactant.

Tableau 5 : synthèse des sensibilités environnementales des SSEI

Nom des périmètres de protection	Surface dans le territoire	Part du territoire	Extension urbaine	ZAE	Projet touristique	Part des SSEI	Part du périmètre
Paysages et patrimoine							
Périmètre de 500m autour des MH	6 376,17	4,7 %	9 %	1 %	0 %	**10,1 %**	**7,4 %**
Sites classés	55,09	0,0 %	0 %	0 %	0 %	**0,2 %**	**16,5 %**
Sites inscrits	9,38	0,0 %	0 %	0 %	0 %	**0,0 %**	**0,0 %**
Sites patrimoniaux remarquables	2 642,33	2,0 %	6 %	0 %	0 %	**5,6 %**	**9,9 %**
Milieux naturels et biodiversité							
Inventaire patrimonial							
ZNIEFF de type 1	17 811,50	13,3 %	0 %	0 %	0 %	**0,0 %**	**0,0 %**
ZNIEFF de type 2	83 900,20	62,5 %	35 %	2 %	0 %	**37,6 %**	**2,1 %**
Protection conventionnelle							
NATURA 2000 - Directive « Oiseaux » : ZPS	27 534,80	20,5 %	0 %	0 %	0 %	**0,4 %**	**0,1 %**
Protection par la maitrise foncière							
Site du conservatoire des espaces naturels (SCEN)	121,86	0,1 %	0 %	0 %	0 %	**0,0 %**	**0,0 %**
Trame verte et bleue							
Zones humides	340,55	0,3 %	0 %	0 %	0 %	**0,2 %**	**2,4 %**
Ressources minérales							
Gisements d'intérêt national	1 040,14	0,8 %	1 %	0 %	0 %	**1,0 %**	**4,4 %**
Gisements d'intérêt régional	3 646,61	2,7 %	1 %	0 %	0 %	**1,4 %**	**1,8 %**
Nuisances sonores							
Zone de bruit lié aux voies routières	4 794,14	3,6 %	9 %	2 %	0 %	**11,7 %**	**11,4 %**
Zone de bruit lié aux voies ferrées	1 165,58	0,9 %	3 %	1 %	0 %	**4,5 %**	**17,9 %**
Sites et sols pollués							
Site BASOL (200m)	24,77	0,0 %	0 %	0 %	0 %	**0,2 %**	**40,0 %**
Site CASIAS (100m)	662,42	0,5 %	1 %	1 %	0 %	**1,5 %**	**10,5 %**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 457/538

Nom des périmètres de protection	Surface dans le territoire	Part du territoire	Extension urbaine	ZAE	Projet touristique	Part des SSEI	Part du périmètre
Site ICPE Non SEVESO (200m)	1 331,93	1,0 %	2 %	2 %	0 %	**3,6 %**	**12,6 %**
Secteurs d'informations sur les sols - SIS	9,27	0,0 %	0 %	0 %	0 %	**0,1 %**	**46,0 %**
Risques naturels et technologiques							
ICPE							
Seveso seuil bas (300m)	79,42	0,1 %	0 %	0 %	0 %	**0,0 %**	**0,3 %**
Aléa Retrait-Gonflement des argiles (RGA)							
Faible	140,70	0,1 %	0 %	0 %	0 %	**0,1 %**	**2,7 %**
Moyen	119 509,77	89,0 %	76 %	8 %	0 %	**85,9 %**	**3,4 %**
Fort	12 507,59	9,3 %	12 %	0 %	0 %	**11,8 %**	**4,4 %**
Cavités souterraines							
Périmètre de 50m autour des cavités souterraines	6,19	0,0 %	0 %	0 %	0 %	**0,0 %**	**0,4 %**
Atlas des zones inondables (AZI)							
Périmètre AZI	10 434,67	7,8 %	1 %	0 %	0 %	**0,5 %**	**0,2 %**
PPR							
Zone bleue	815,93	0,6 %	1 %	0 %	0 %	**0,5 %**	**2,9 %**
Canalisation transport de matières dangereuses (TMD)							
SUP de canalisation gaz naturel	1 111,87	0,8 %	2 %	0 %	0 %	**1,6 %**	**6,7 %**
Occupation du sol							
Espaces agricoles	91 328,13	68,0 %	73 %	3 %	0 %	**77,5 %**	**4,0 %**
Forêts et espaces naturels	36 635,17	27,3 %	13 %	2 %	0 %	**15,3 %**	**2,0 %**
Surface artificialisée	4 335,58	3,2 %	3 %	2 %	0 %	**6,0 %**	**6,5 %**
Surfaces en eau	1 992,21	1,5 %	1 %	0 %	0 %	**1,1 %**	**2,7 %**

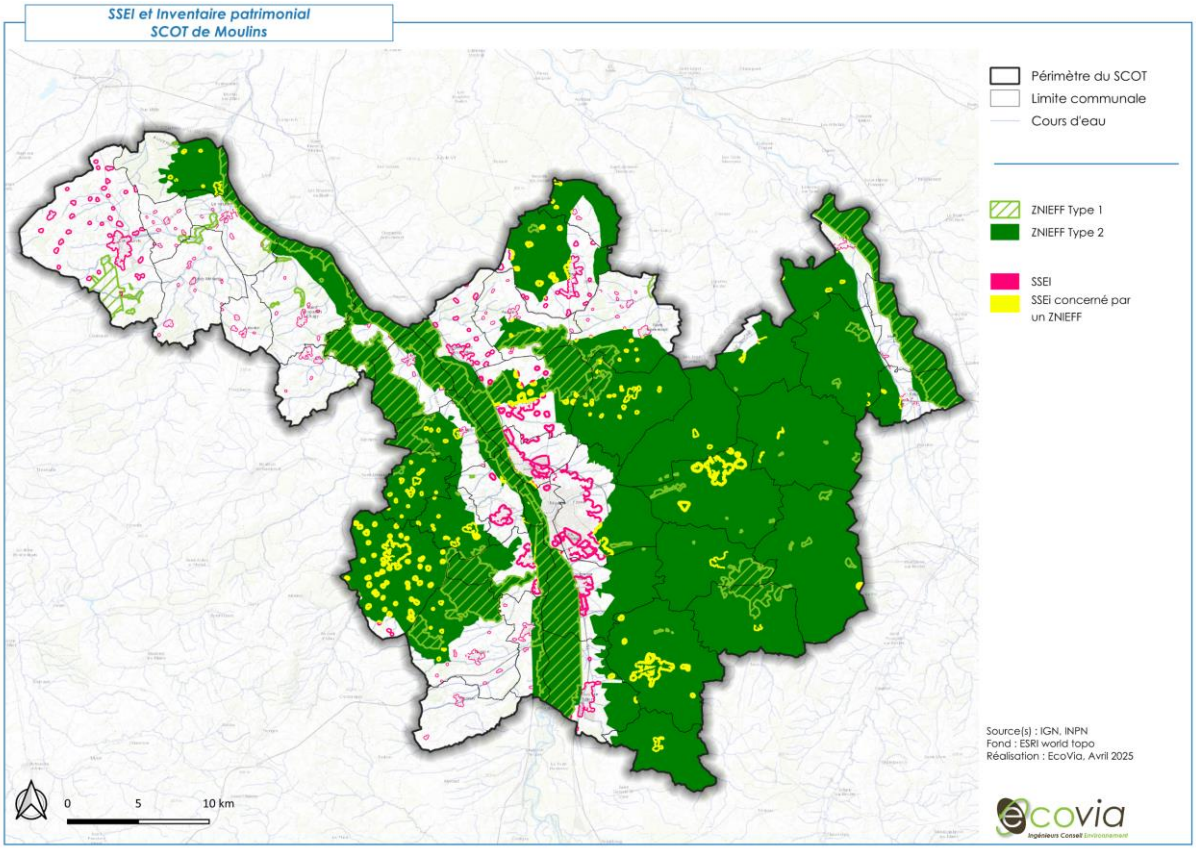
➲ Mesures ERC

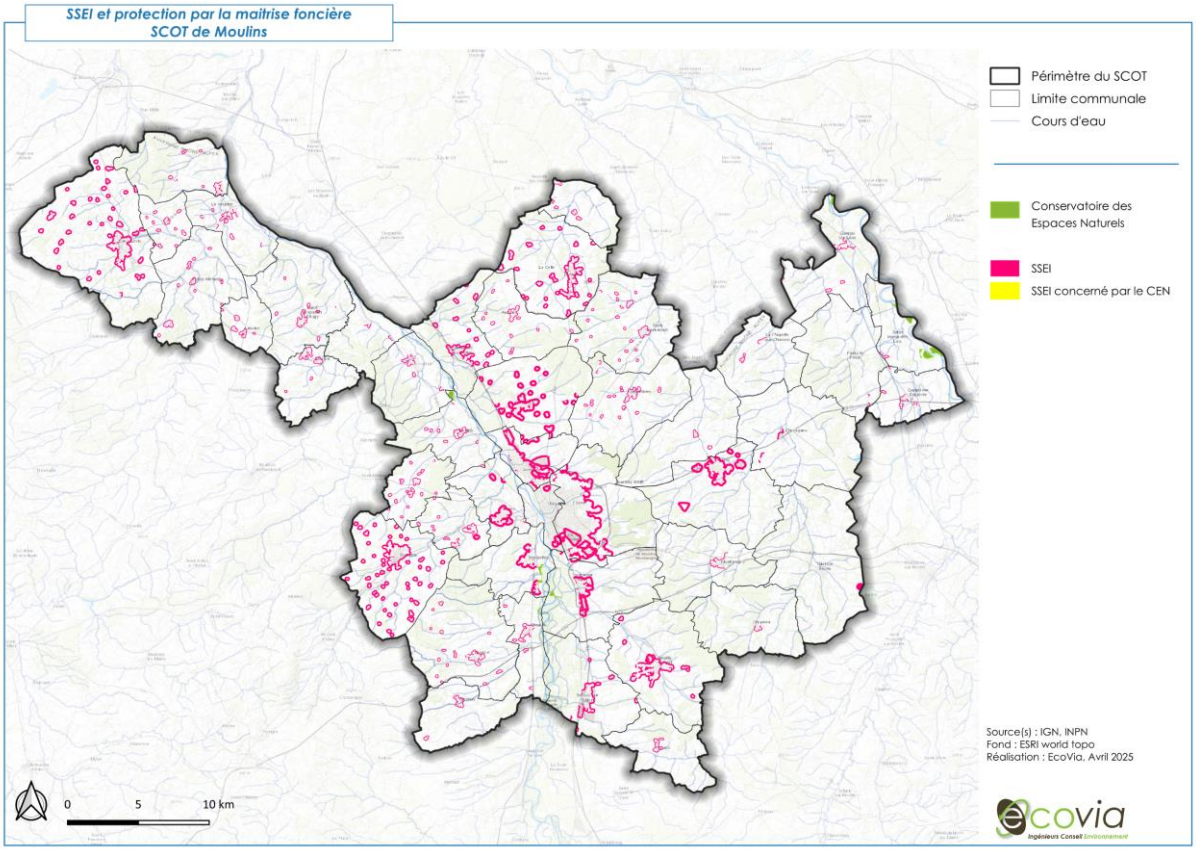
Il est recommandé d'éviter les zones humides et les secteurs identifiés pour les ressources naturelles (gisements d'intérêt du SRC) pour l'urbanisation.

Il est recommandé d'éviter de prévoir du développement urbain (pour le logement notamment) dans les secteurs exposés au bruit, aux aléas retrait-gonflement des argiles ou aux pollutions, ou de prévoir des mesures permettant de réduire l'exposition des habitants (murs antibruits, éloignement des chambres des sources de nuisances, écrans végétaux, dépollution des sols, etc.) et la vulnérabilité des enjeux.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

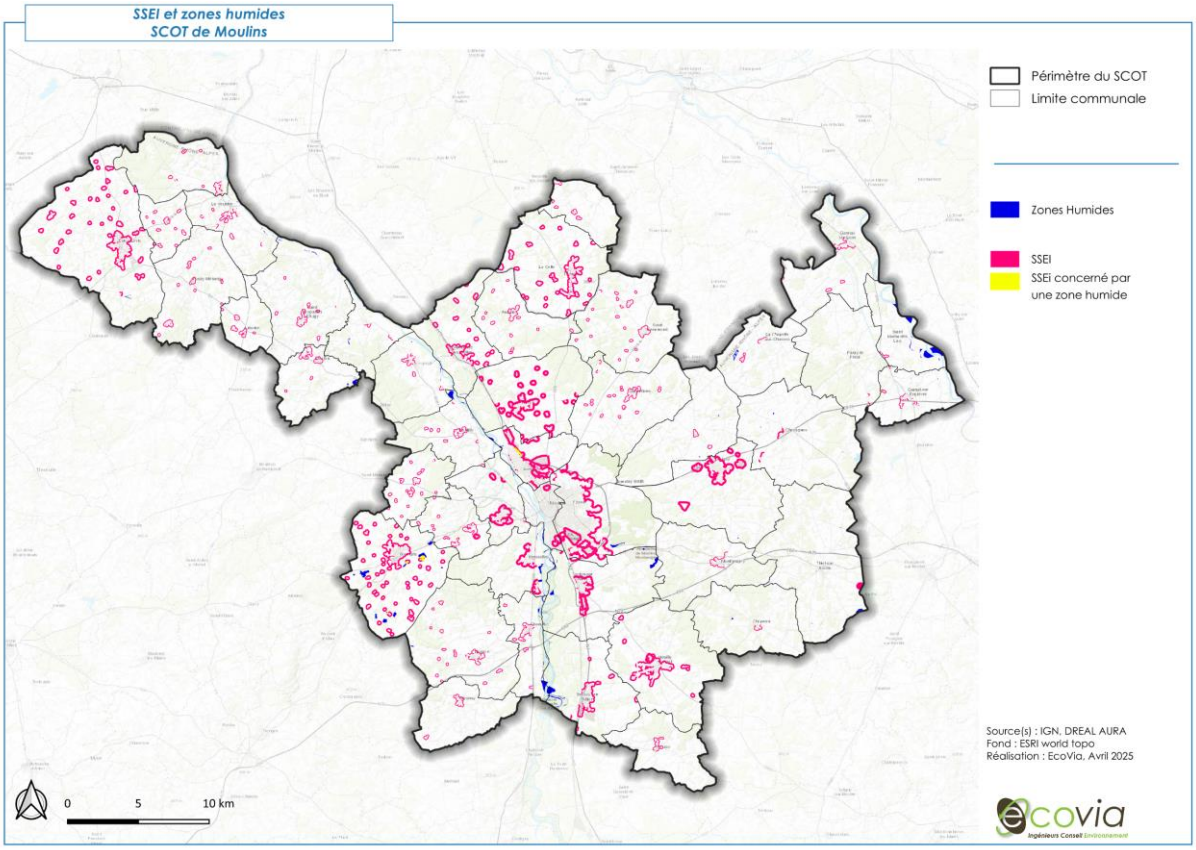
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 458/538

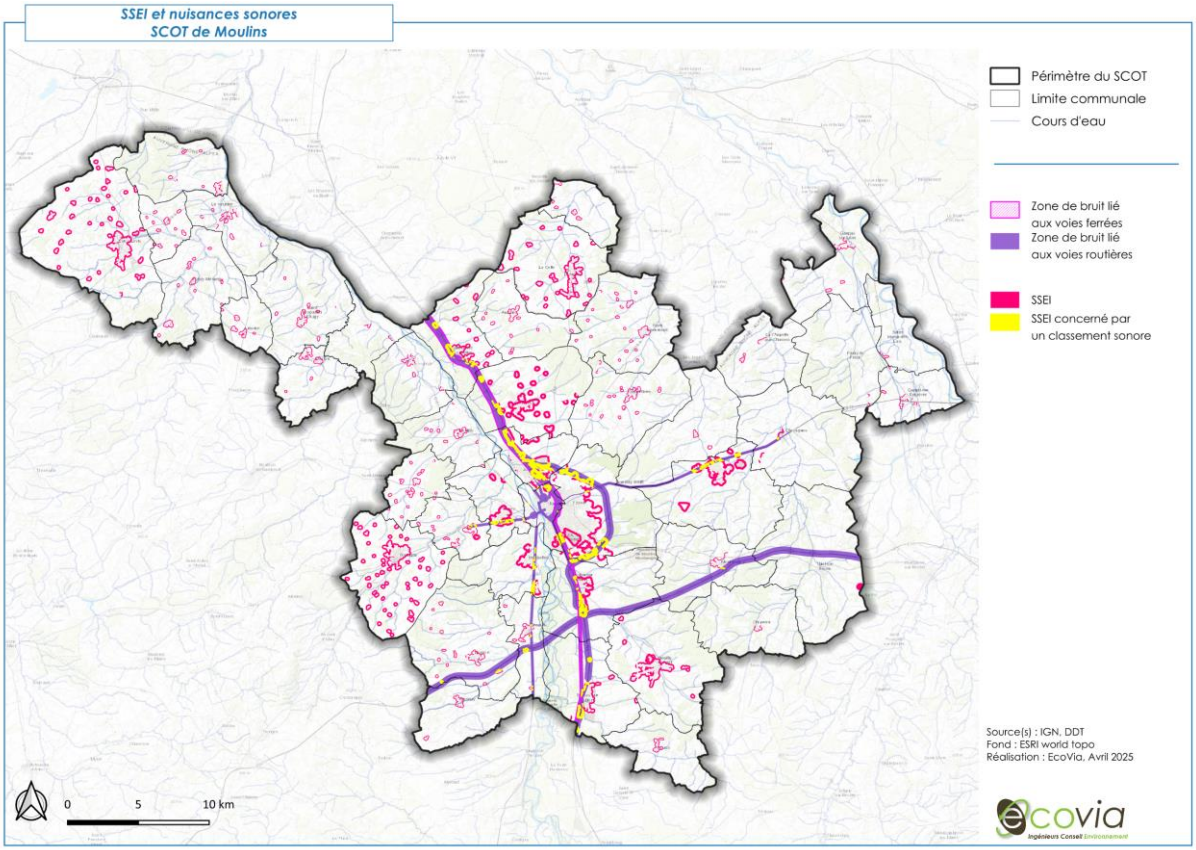




Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

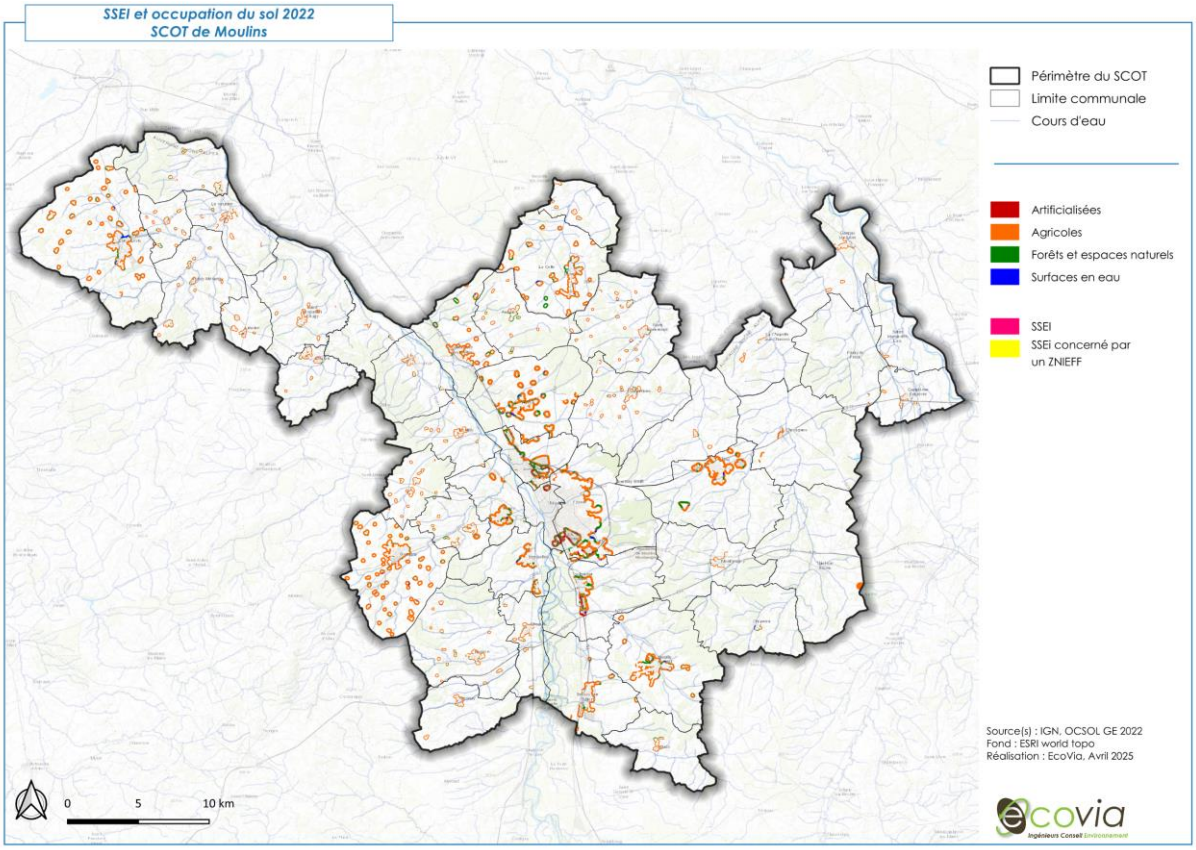
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 459/538

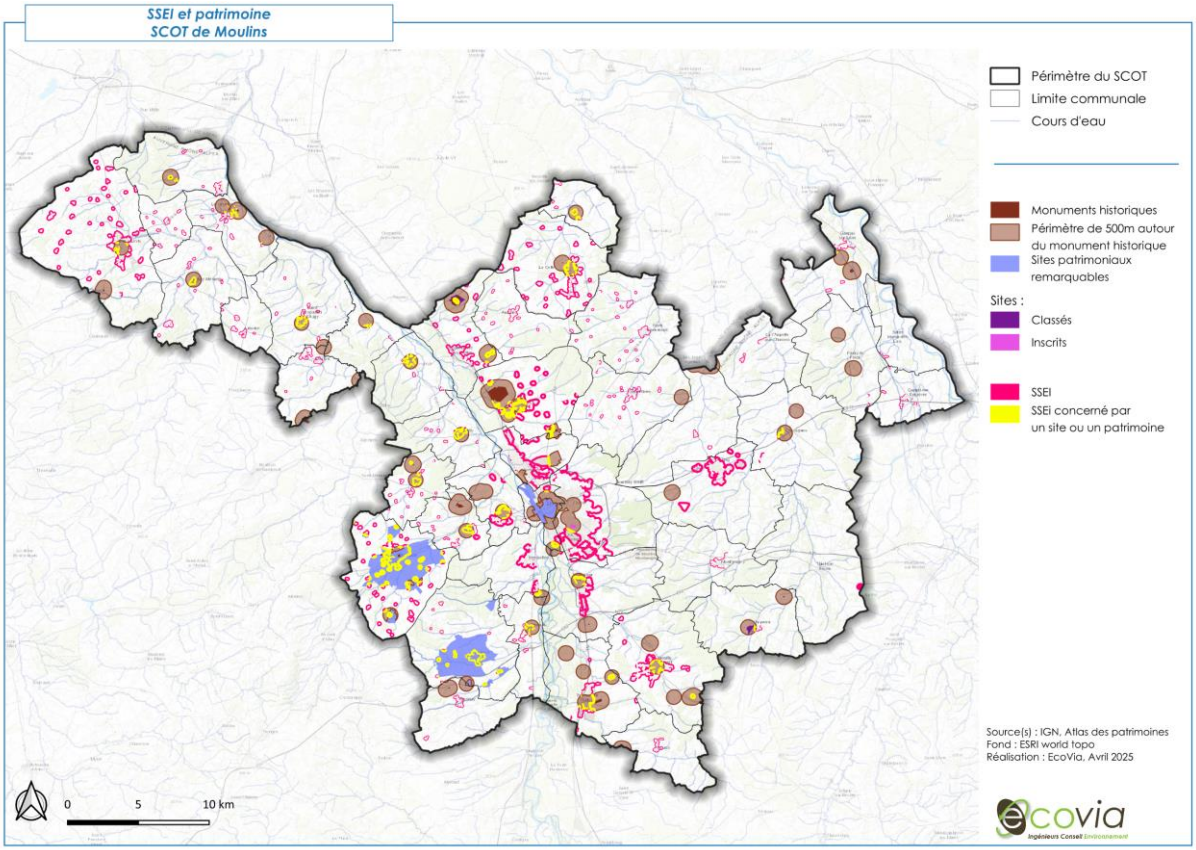




Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

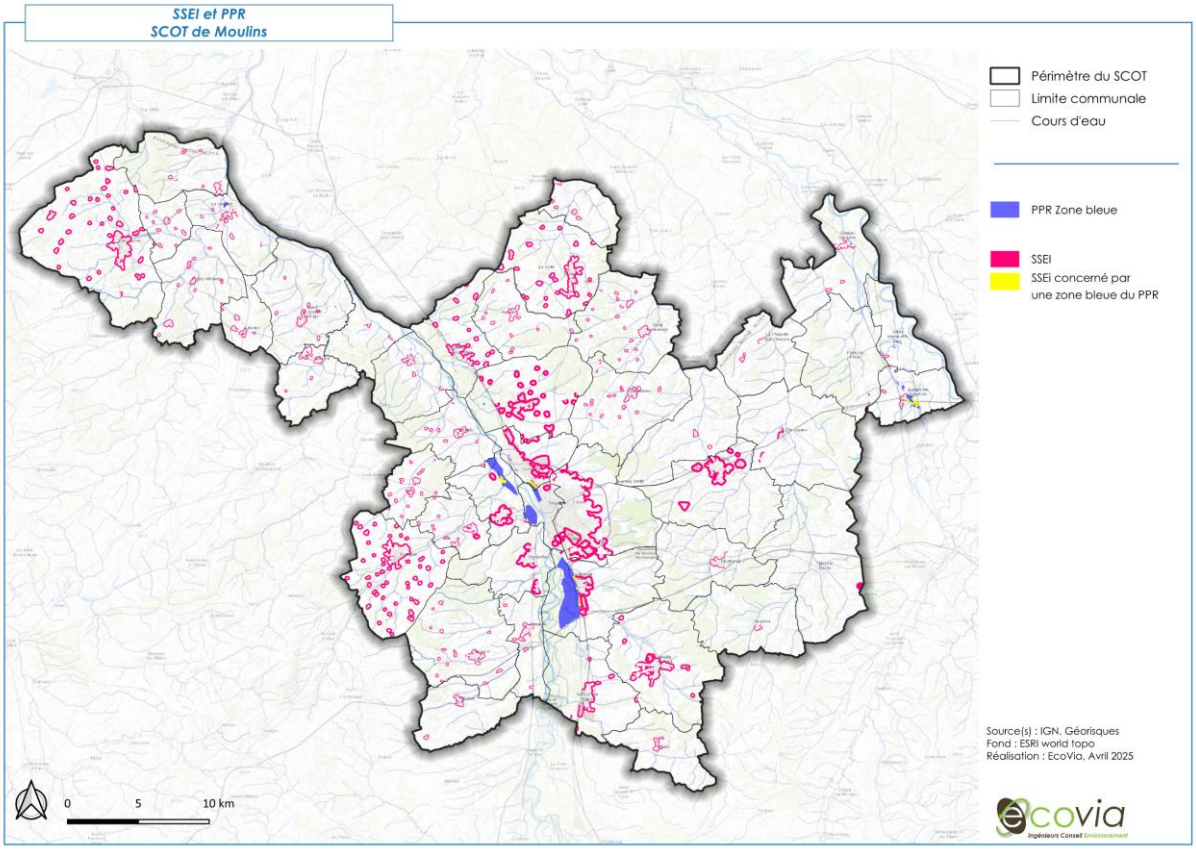
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 460/538

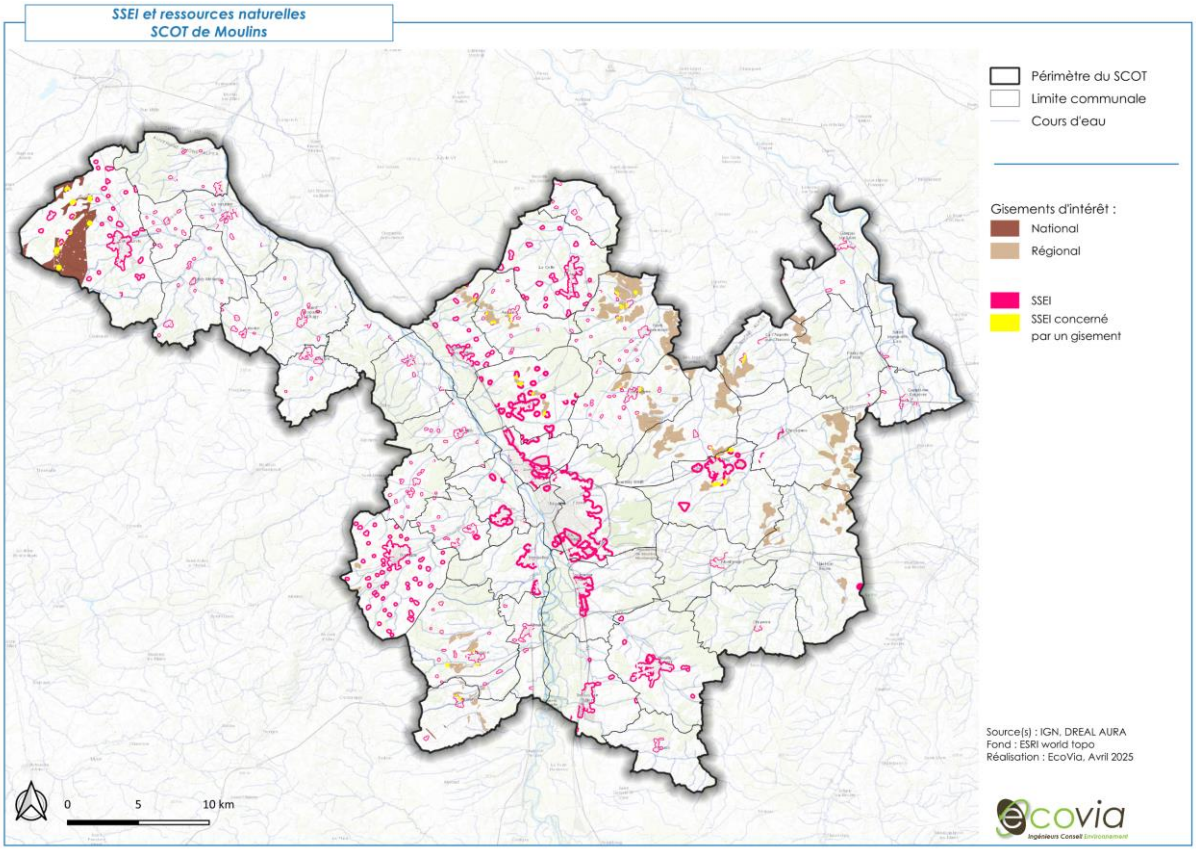




Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

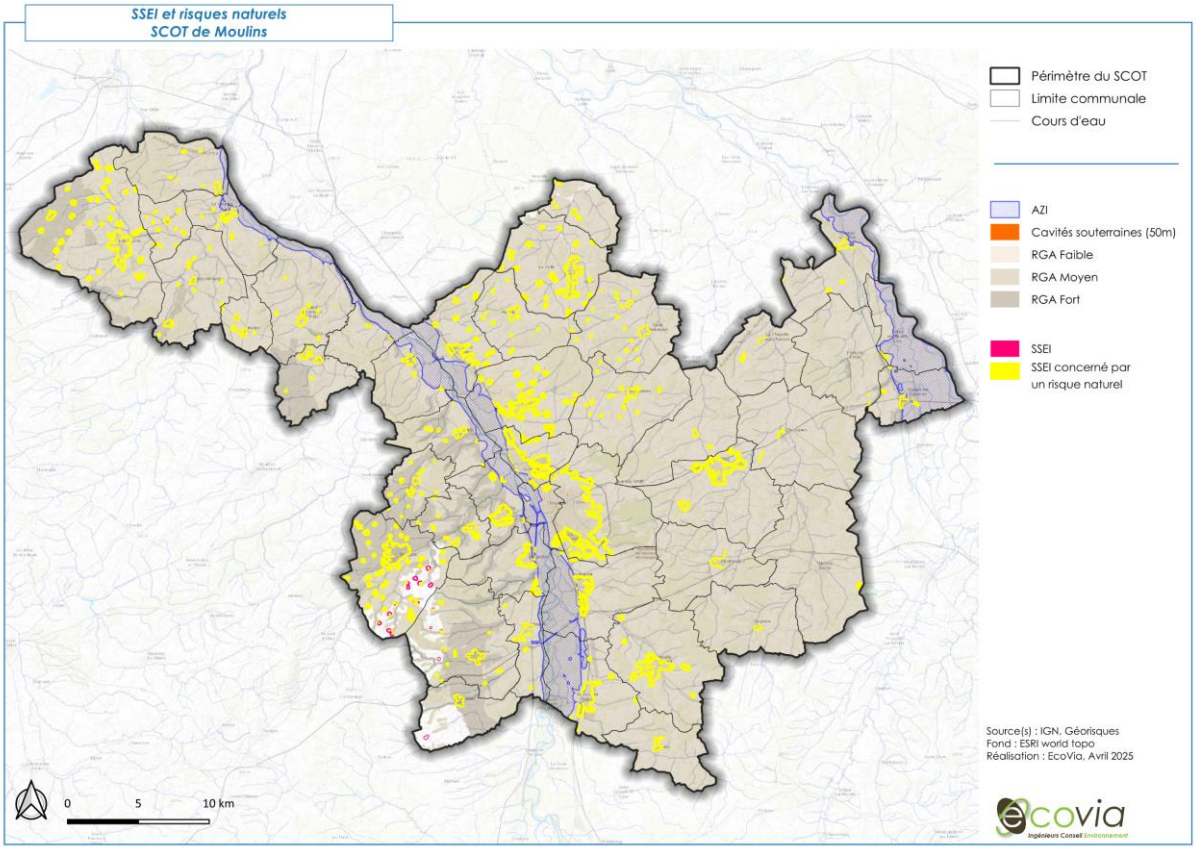
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 461/538

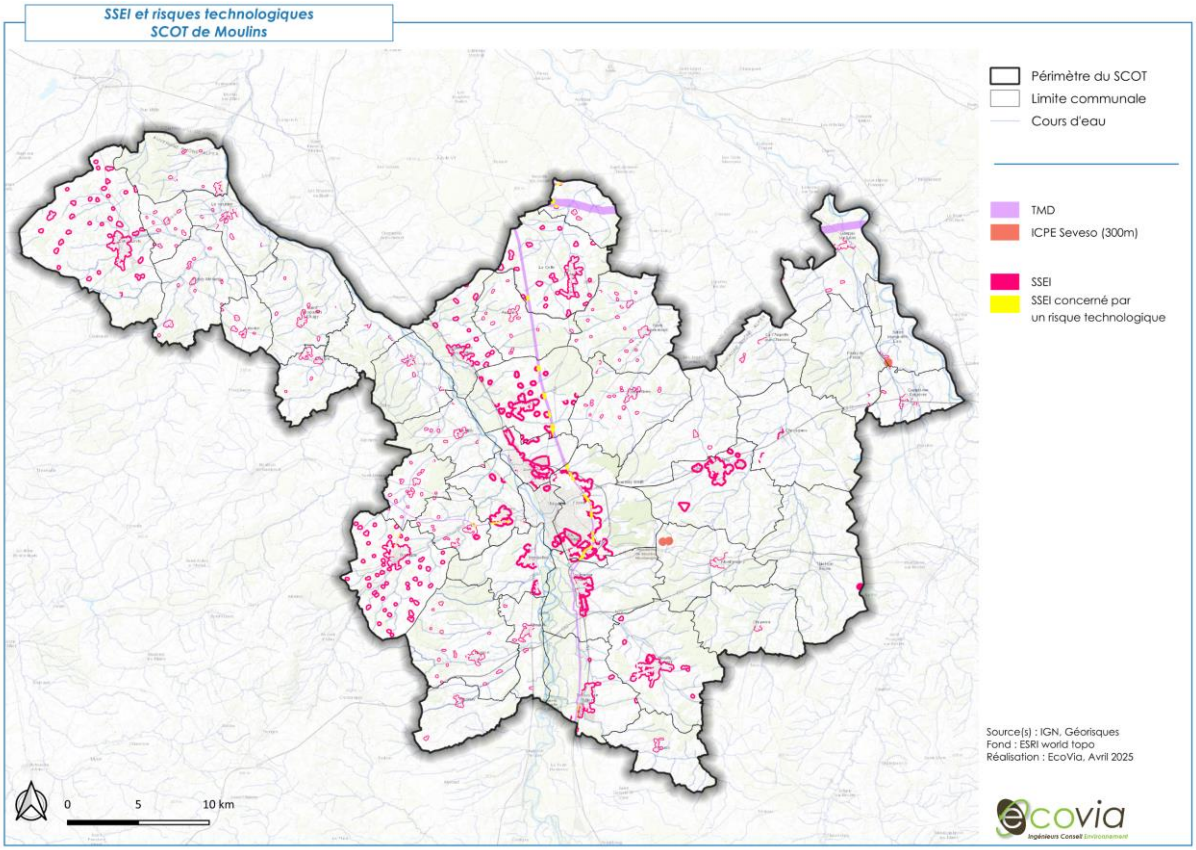




Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

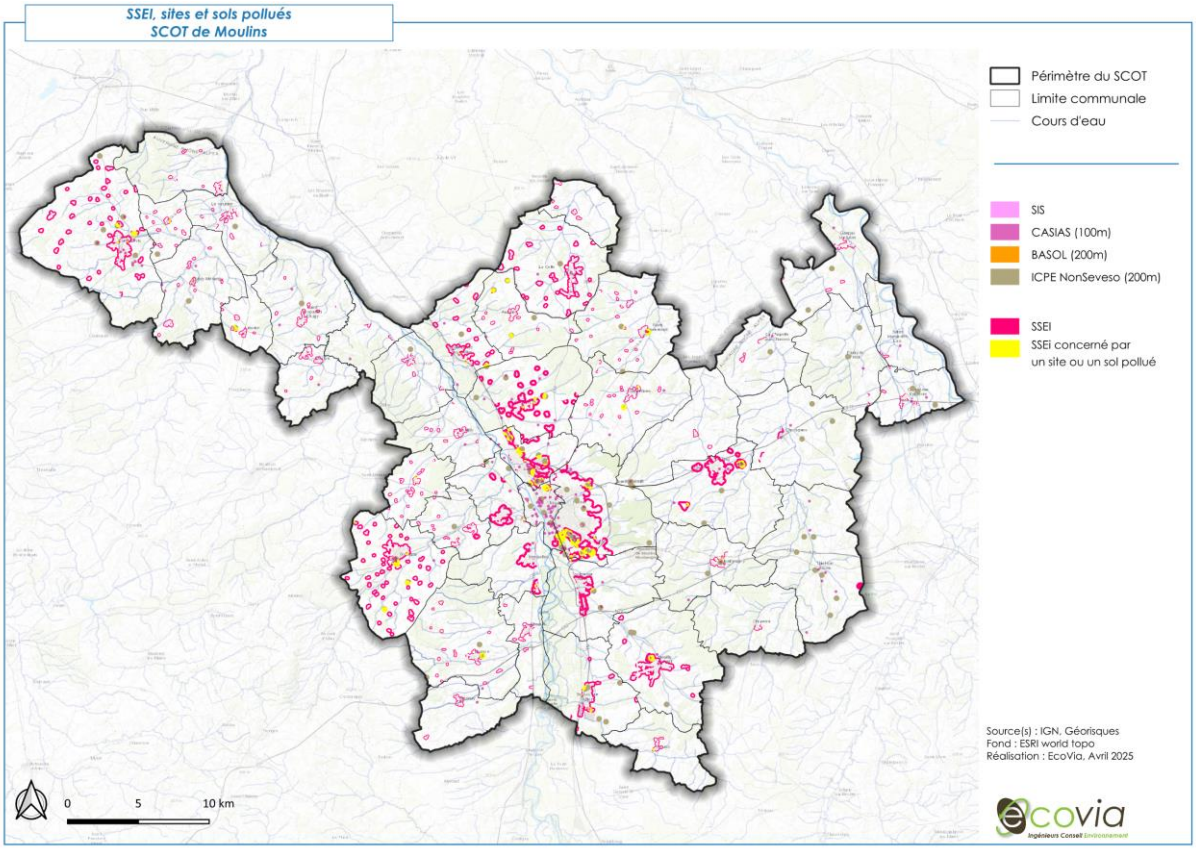
Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 462/538





Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 463/538



Analyse simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000

PREAMBULE

Dans le cadre de l'élaboration du SCoT, une analyse des incidences sur le réseau Natura 2000 a été réalisée.

Le décret no 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 impose en effet la réalisation d'une analyse des incidences Natura 2000 pour les SCoT qui sont soumis à évaluation environnementale. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

Le décret précise que l'évaluation environnementale tient lieu de dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle satisfait aux prescriptions de l'article R. 414-23, à savoir qu'elle comprend :

- 1°) Une présentation simplifiée du document de planification accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;
- 2°) Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, ou du programme, projet, manifestation ou intervention, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 464/538

Remarque : Cette analyse des incidences a été ciblée sur les extensions potentielles de l'urbanisation et des zones d'activité. Il s'agit donc des secteurs susceptibles d'être impactés, les secteurs de développement de l'habitat n'étant pas identifiés.

LES SITES NATURA 2000 SUR LE TERRITOIRE DU SCOT

SOURCE : INPN

Le réseau Natura 2000 renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaire. Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive « Oiseaux » et la Directive « Habitats Faune Flore » ont été mises en place pour atteindre les objectifs de protection et de conservation. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000 transposé en droit français par ordonnance du 11 avril 2001. Le réseau Natura 2000 regroupe deux grandes catégories de sites :

- Les **ZPS (zones de protection spéciale)** sont pour la plupart issues des ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux), elles participent à la préservation d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Les ZSC ont été créées en application de la directive européenne 2009/147/CE, plus communément appelée « Directive Oiseaux ».
- Les **ZSC (zones spéciales de conservation)** présentent un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent. Les ZSC ont été créées en application de la directive européenne 92/43/CEE, appelée « Directive Habitats ». Les habitats naturels et les espèces inscrits à cette directive permettent la désignation d'un **site d'importance communautaire (SIC)**. Après arrêté ministériel, le SIC devient une zone spéciale de conservation (ZSC) et sera intégré au réseau européen Natura 2000.

Les objectifs de gestion et moyens associés sont déclinés dans un document d'objectif appelé DOCOB. Natura 2000 permet de mobiliser des fonds nationaux et européens et des outils (mesures agroenvironnementales) sur des actions ciblées dans le DOCOB. Le réseau Natura 2000 n'a pas de portée règlementaire, mais doit être pris en compte dans les documents d'aménagement.

Sur le territoire du SCoT de Moulins, on recense 11 sites Natura 2000, dont 5 ZPS et 6 SIC. Le réseau Natura 2000 couvre 12,28 % du territoire du SCoT.

Tableau 8 : Les sites Natura 2000 localisés sur le territoire

Code Natura 2000	Nom du site	Communes du territoire concernées	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part du site Natura 2000 concerné
Zones de protection spéciale						
FR8312007	Sologne Bourbonnaise	Chapeau, Chavagnes, Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, La Chapelle-aux-Chasses, Lusigny, Montbeugny, Paray-le-Frésil, Saint-Martin-des-Lais, Thiel-sur-Acolin	22 237 ha	16 613,29 ha	9,1 %	74,7 %
FR8310079	Val d'Allier Bourbonnais	Aubigny, Avermes, Bagneux, Bessay-sur-Allier, Bresolles, Château-sur-Allier, Chemilly, Le Veurdre,	18 093 ha	8 201,97 ha	7,4 %	45,3 %

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 465/538

Code Natura 2000	Nom du site	Communes du territoire concernées	Surface totale (ha)	Surface dans le territoire (ha)	Recouvrement du territoire	Part du site Natura 2000 concerné
		Montilly, Moulins, Neuvy, Sanit-Léopardin-d'Augy, Toulon-sur-Allier, Trévol, Villeneuve-sur-Allier				
FR2610004	Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre	Vallées de la Loire et de l'Allier entre Mornay-sur-Allier et Neuvy-sur-Loire	14 086 ha	0,01 ha	5,8 %	>1 %
FR2612002	Val de Loire bocager	Gannay-sur-Loire	19 521 ha	2 667,10 ha	8,0 %	13,7 %
FR2612010	Val de Loire Nivernais	Château-sur-Allier	8 821 ha	0,30 ha	3,6 %	>1 %
Site d'importance communautaire						
FR2600965	Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre	Aubigny, Château-sur-Allier, Château-sur-Allier, Le Veurdre, Saint-Léopardin-d'Augny, Villeuneuve-sur-Allier	16 126 ha	20,77 ha	>1 %	>1 %
FR2600966	Val de Loire nivernais	Gannay-sur-Loire	3 050 ha	0,18 ha	>1 %	>1 %
FR2601017	Val de Loire bocager	Gannay-sur-Loire, Garnat-sur-Engièvre, Saint-Martin-des-Lais	10 253 ha	1 229,05 ha	>1 %	11,99 %
FR8301014	Étangs de Sologne bourbonnaise	Chapeau, Lusigny, Paray-le-Frésil, Thiel-sur-Acolin	469 ha	286,76 ha	>1 %	61,14 %
FR8302022	Massif forestier des Prieurés : Moladier, Bagnolet et Messarges	Aubigny, Bagneux, Besson, Bressolles, Chemilly, Montilly, Souvigny	2 941 ha	2 137,57 ha	>1 %	72,68 %
FR8301015	Vallée de l'Allier nord	Aubigny, Avermes, Bagneux, Bessay-sur-Allier, Bressolles, Château-sur-Allier, Chemilly, Le Veurdre, Montilly, Moulins, Neuvy, Saint-Léopardin-d'Augy, Toulon-sur-Allier, Trévol, Villeneuve-sur-Allier	4 334 ha	2 904,20 ha	1,19 %	67,01 %
Total	11	-	119 931 ha	34 060 ha	**12,28 %**	**28,39 %**

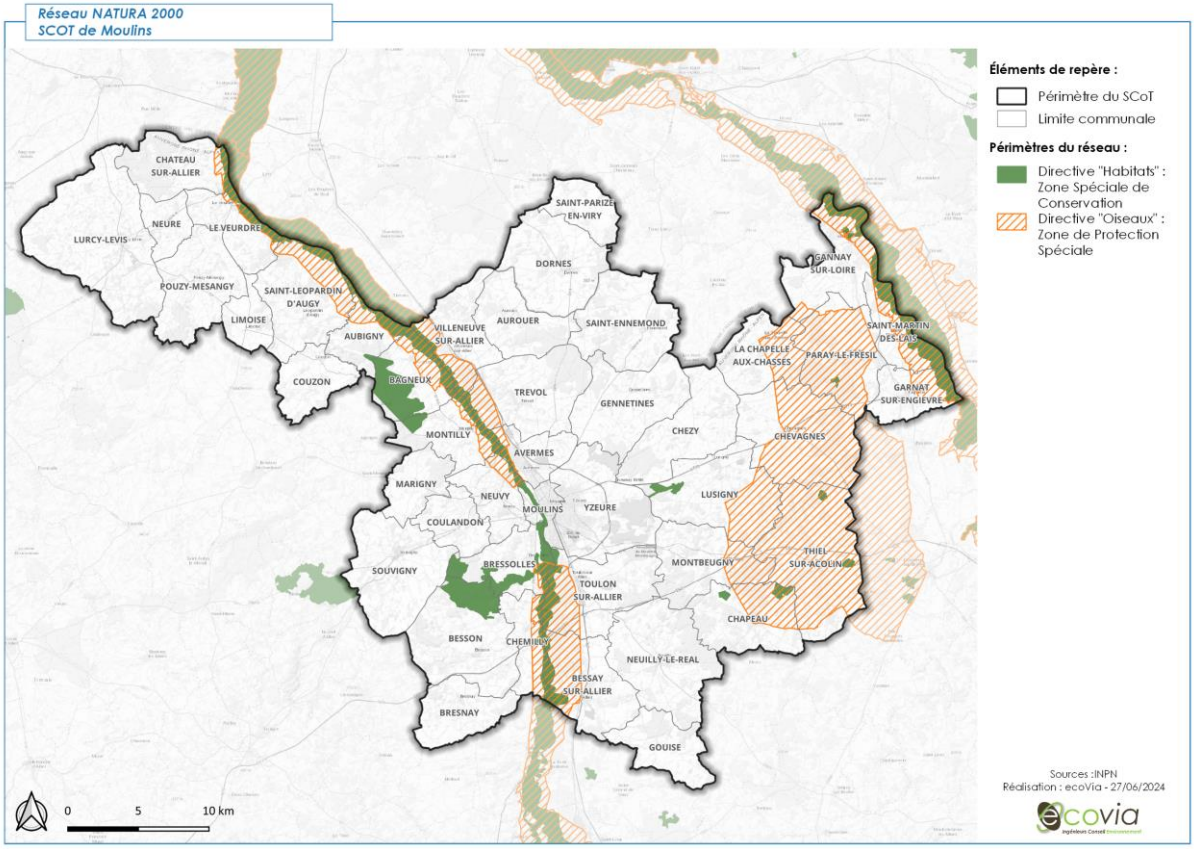
On note également la proximité de certains sites Natura 2000 situés à proximité du territoire du SCoT, hors territoire. Du fait de leur proximité avec le territoire, ces sites Natura 2000 peuvent potentiellement être connectés avec les milieux naturels du territoire. Dans un objectif de cohérence territoriale à grande échelle, ces sites Natura 2000 doivent être également intégrés dans la réflexion de la mise en place du SCoT.

Tableau 9 : Sites Natura 2000 hors du territoire

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85B
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 466/538

Type	Code Natura 2000	Nom du site	Surface totale en ha	Localisation et distance vis-à-vis du territoire (km)
SIC	FR8301021	Forêt de Troncais	1 302,43 ha	3 km
SIC	FR2601008	Landes sèches et milieux tourbeux du bois du Breuil	356,55 ha	7,2 km
SIC	FR2601015	Bocages, forêts et milieux humides du sud Morvan	50 341,14 ha	9 km
SIC	FR2601014	Bocages, forêts et milieux humides des Amognes et du bassin de la Machine	32 825,53 ha	7,1 km
SIC	FR2600975	Cavités à chauves-souris en Bourgogne	1 736,28 ha	9,9 km
ZPS	FR2601014	Bocages, forêts et milieux humides des Amognes et du bassin de la Machine	32 825,53 ha	7,1 km
ZPS	FR8301034	Gorges de la Sioule	3 583,94	27 km



PRESENTATION SIMPLIFIEE DU PROJET

L'ensemble des prescriptions du SCoT sont présentées dans le chapitre « les orientations et objectifs du SCoT ». Les secteurs susceptibles d'être impactés sont définis dans le chapitre « contexte et méthode d'analyse des SSEI ».

➲ Dispositions du DOO vis-à-vis des sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 du territoire de Moulins communauté sont inclus dans les réservoirs de biodiversité règlementaires, en cohérence totale avec les attentes du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes à travers l'orientation 1.6 « préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières », qui a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 467/538

La P62. « Préserver les sites Natura 2000 » indique que « La préservation des sites Natura 2000 doit être strictement assurée au regard des objectifs de conservation qui s'y appliquent ». Ainsi dans ce cadre, il ne peut être autorisé que les projets cumulant les critères suivants :

- Les travaux, constructions, et aménagements ne portant pas atteinte aux objectifs du DOCOB, notamment pour les communes intégralement ou en partie comprises en site Natura 2000.
- Les travaux, constructions, et aménagements justifiants d'absence d'incidence notable sur les milieux et espèces d'intérêt communautaire ayant entrainé le classement du site.

Les espèces et habitats disposant d'un statut de protection sont protégés durablement par les dispositions des projets et des documents d'urbanisme locaux.

Ainsi, les habitats et espèces à enjeux communautaires situés dans ces réservoirs verront leur préservation pérennisée au titre de ces prescriptions. Nonobstant, cette première analyse qualitative, les paragraphes suivants caractérisent les secteurs Natura 2000 susceptibles d'être impactés.

➲ Localisation des secteurs susceptibles d'être impactés par rapport aux sites Natura 2000

Une étude a été menée sur les SSEI afin de déterminer leur impact sur les sites Natura 2000. Du fait du grand nombre de SSEI (plus de 460 entités pour un total de 4 636 ha), l'étude n'a pas été menée au cas par cas. La distribution des SSEI en matière de distance par rapport aux Sites Natura 2000 a été choisie comme indicateur, cet élément étant, avec la nature des projets, l'un des principaux facteurs d'incidence des projets sur la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

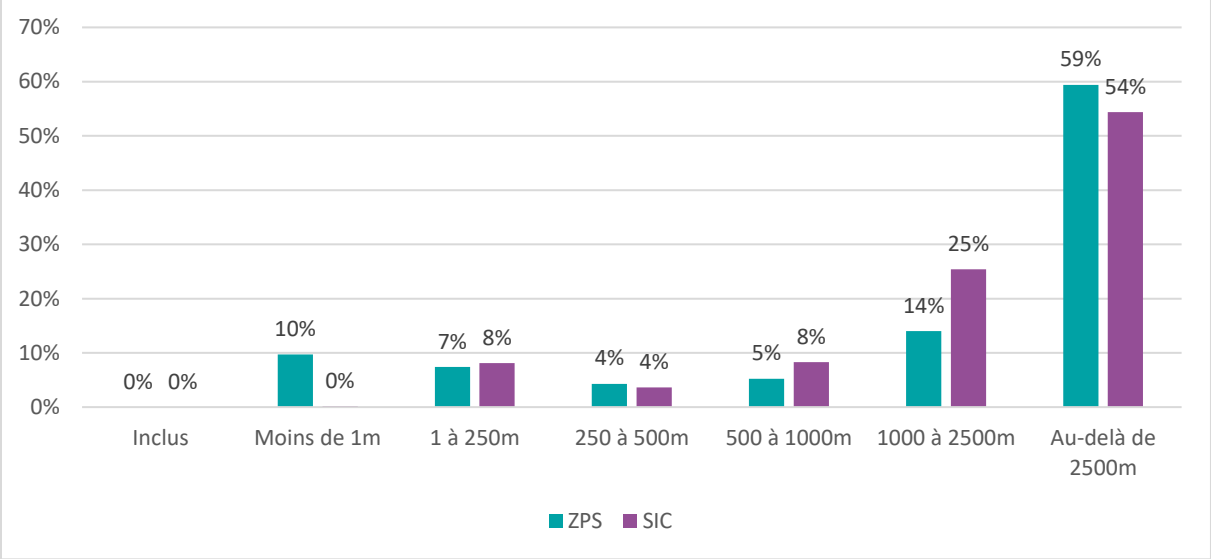


Figure 5 : Distribution des SSEI par rapport à leur distance minimale aux Sites Natura 2000

Tout d'abord, **aucun SSEI n'est situé au sein d'un site Natura 2000,** conformément aux dispositions du DOO. De plus, **la majorité des SSEI** sont situés à plus d'un kilomètre des Sites Natura 2000 : 73 % pour les ZPS, et près de 80 % pour les ZSC/SIC. L'extension du Pal, en revanche, est inclus entièrement dans la ZPS de la Sologne Bourbonaise.

Même si les sites Natura 2000 sont normalement protégés, car inclus dans les réservoirs de biodiversité, certains sont à proximité de SSEI et pourraient être potentiellement impactés de manière indirecte. Ils représentent **10 % des SSEI en effet 41 secteurs se trouvent en contact avec une ZPS et 1 secteur se trouve en contact avec une ZSC/SIC (moins de 1 m).**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 468/538

Au regard de la très faible surface de SSEI en contact proche avec des sites Natura 2000, nous pouvons exclure quant à des impacts directs des SSEI sur les sites Natura 2000. Cependant, des incidences indirectes ne peuvent être exclues. Des espèces ou habitats d'intérêt communautaire peuvent se retrouver en dehors des limites des ZSC ou ZPS et être concernés par des SSEI, notamment ceux se situant entre 1 et 2 500 m d'un site Natura 2000.

Des mesures ERC sont donc proposées dans le paragraphe suivant afin d'éviter toute incidence résiduelle sur ces sites Natura 2000.

Zoom sur les projets touristiques

Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) du SCoT de Moulins inscrit, dans son axe I.B.2 « Soutenir le développement des grands sites et grands projets », la création d'un camping de niveau national, à travers l'orientation P.19 intitulée « Accueil d'un nouveau camping ». Ce projet, envisagé ex nihilo, n'est pas encore précisément localisé, mais serait situé sur le territoire de la commune de Neuvy, elle-même concernée par deux sites Natura 2000 :

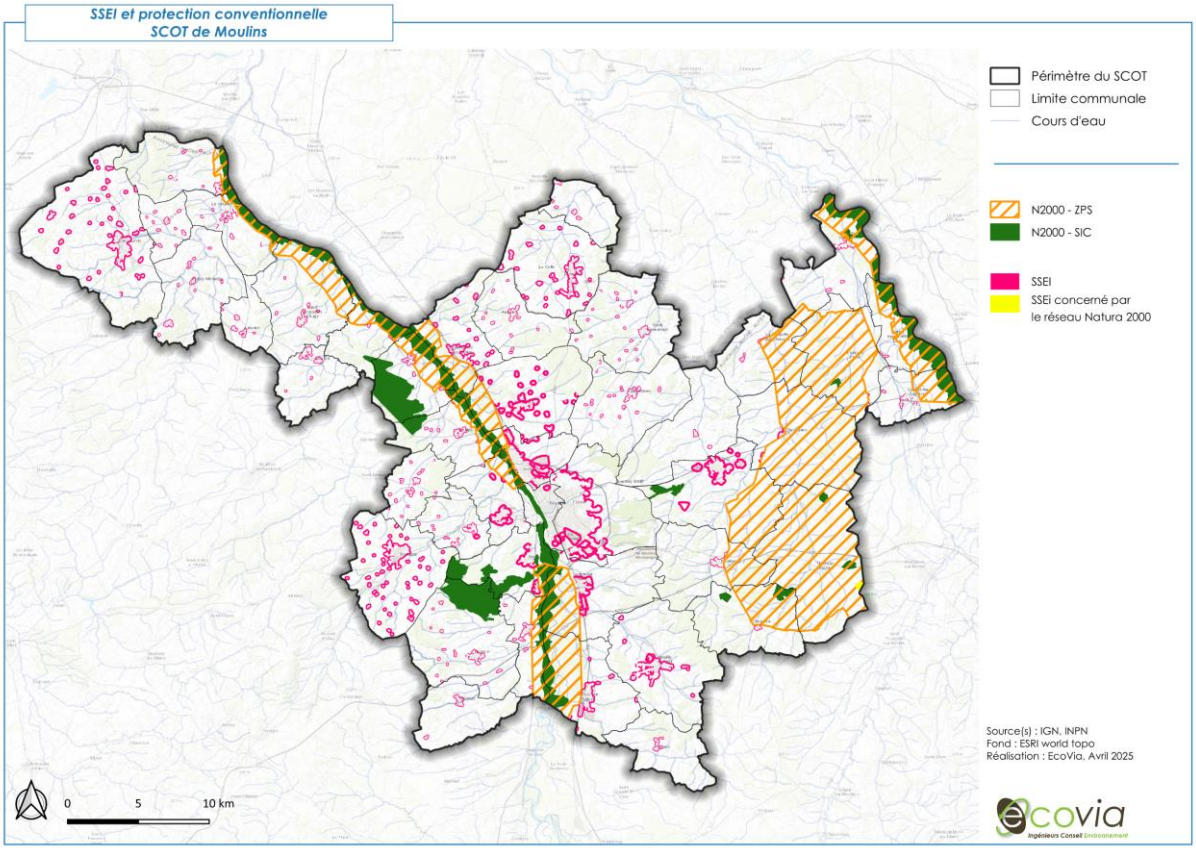
- la Zone de protection spéciale (ZPS) FR8310079 – Val d'Allier Bourbonnais
- Et le Site d'intérêt communautaire (SIC) FR8301015 – Vallée de l'Allier Nord.

La mise en œuvre de ce projet est ainsi susceptible d'engendrer des incidences notables, s'il prenait place sur ces sites Natura 2000. L'implantation d'un équipement touristique d'envergure nationale peut en effet occasionner une artificialisation significative des sols, altérer les continuités écologiques, et affecter directement ou indirectement les milieux naturels et habitats qui ont justifié la désignation de ces sites au titre de la directive Habitats et de la directive Oiseaux. Par ailleurs, les phases de travaux (terrassements, voiries, réseaux) comme les activités d'exploitation du camping (fréquentation touristique, pollution lumineuse, bruit, assainissement, etc.) présentent des risques d'impacts à court, moyen et long termes sur les habitats naturels, les espèces végétales et animales d'intérêt communautaire, et les dynamiques écologiques locales. **Il conviendra donc que le projet évite les secteurs classés en site Natura 2000**, puis fasse l'objet, en tant que de besoin, d'une évaluation des incidences Natura 2000 et d'une étude d'impact approfondie. Des mesures Éviter-Réduire-Compenser (ERC) devront être mobilisées afin de garantir le respect des objectifs de conservation des sites Natura 2000 et de prévenir tout risque d'atteinte significative à leur intégrité.

Concernant le projet d'extension du Pal, il prend place sur des parcelles agricoles, or la ZPS comprend des espèces pouvant nicher au sol dans ce type de milieux (milieux ouverts agricoles), principalement Busard cendré et Vanneau huppé. **Il est ainsi préconisé de réaliser ce projet en dehors des périodes de nidification pour éviter la destruction de nids et/ou individus.**

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 469/538



CARACTERISATION DES SITES NATURA 2000 POTENTIELLEMENT CONCERNES

➲ Description du site ZPS FR8312007 – Sologne Bourbonnaise

Description

La Sologne bourbonnaise est une région bocagère de plaine, caractérisée par une grande diversité d'habitats naturels (cours d'eau, étangs, forêts, cultures, prés, landes). Située entre le val d'Allier et le val de Loire, elle joue un rôle clé en tant que corridor écologique.

Son climat, influencé par des régimes océaniques et continentaux, présente des précipitations annuelles variant de 650 à 980 mm, avec un bilan hydrique déficitaire en été. La température moyenne annuelle est de 10,6 °C.

Sur le plan géologique, la Sologne bourbonnaise repose sur des dépôts fluviolacustres (sables et argiles du Bourbonnais) formant des sols pauvres en nutriments, souvent acides et à faible réserve en eau. Selon la texture des argiles, la végétation s'implante plus ou moins bien, avec notamment une forte influence sur l'enracinement des chênes.

Riche en biodiversité, cette région constitue une zone humide d'intérêt national, abritant environ 600 étangs sur 1 700 ha. Historiquement créés dès le XIIe siècle par les moines pour la pisciculture, ces étangs ont vu leur nombre décliner à partir du XVIIIe siècle en raison de transformations économiques et sanitaires.

Aujourd'hui, les étangs restent le support de pratiques traditionnelles telles que la pisciculture et la chasse.

Les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire en Sologne bourbonnaise sont menacées par la destruction des habitats, la diminution des ressources alimentaires, le dérangement en période de reproduction, ainsi que par des atteintes directes (collision, électrocution, destruction des nichées). Ces

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 470/538

impacts sont principalement liés aux évolutions des pratiques agricoles, à l'essor de la pêche de loisir sur les étangs, aux conduites sylvicoles favorisant des essences exotiques, et à la présence d'espèces envahissantes comme le Ragondin ou la Bernache du Canada.

➲ Description du site ZPS FR8310079 – Val d'Allier Bourbonnais

Description

Le Val d'Allier, plus important site alluvial d'Auvergne, est une zone humide d'importance internationale, reconnue pour la richesse de ses milieux naturels et son rôle crucial pour l'avifaune. Il abrite des habitats d'intérêt communautaire tels que les forêts alluviales, les pelouses pionnières, ainsi que des bancs de sable et de galets favorables à la nidification de certaines espèces d'oiseaux. Sa dynamique fluviale active et la présence d'annexes hydrauliques (boires, bras morts, eaux stagnantes) renforcent son intérêt écologique, paysager et géomorphologique.

Le site est un haut lieu de nidification, accueillant plusieurs espèces rares comme cinq espèces de hérons arboricoles, le Milan noir, l'Œdicnème criard et les Sternes pierregarin et naine. Il constitue également une zone de migration et d'hivernage majeure, avec 70 espèces inscrites à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux, dont 15 se reproduisent régulièrement, ainsi que 76 espèces migratrices d'intérêt communautaire.

Enfin, des espèces plus occasionnelles viennent compléter ce riche panorama ornithologique, qu'il s'agisse d'espèces inscrites à l'annexe 1 (*Podiceps auritus, Plegadis falcinellus, Aquila chrysaetos*…) ou d'autres migrateurs (*Clangula hyemalis, Rissa tridactyla, Hirundo daurica…).*

Il est essentiel de maintenir la dynamique fluviale en appliquant la règlementation existante, en limitant les enrochements et en interdisant l'extraction de granulats dans le lit du cours d'eau. Par ailleurs, le développement des cultures irriguées menace les habitats naturels et les milieux ouverts, notamment les prairies, accentuant ainsi la pression sur la biodiversité locale.

➲ Description du site ZPS FR2610004 – Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre

Description

Ce site Natura 2000, s'étendant sur 80 km le long de la Loire et 20 km le long de l'Allier, traverse les départements de la Nièvre et du Cher. Il appartient au secteur de la Loire moyenne, aussi appelé « Loire des iles », où la confluence avec l'Allier modifie significativement la morphologie du fleuve. Ce corridor fluvial abrite une mosaïque de milieux (landes, pelouses sableuses, grèves, boisements alluviaux) qui soutiennent une grande biodiversité.

Le site est d'importance ornithologique majeure, avec 12 espèces inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux qui viennent s'y reproduire, notamment les Sternes naines et pierregarins, qui nichent en colonies sur les ilots du lit mineur. Les prairies jouent également un rôle clé pour la Pie-grièche écorcheur.

En tant qu'axe migratoire privilégié, le site accueille de nombreuses espèces aquatiques, ainsi que des rapaces et passereaux. Parmi les plus remarquables figurent la Grue cendrée (plusieurs dizaines de milliers d'individus), le Balbuzard pêcheur (50 à 250 individus) et le Milan royal (50 à 200 individus).

Cette richesse écologique renforce l'intérêt d'une extension du périmètre de protection à l'ensemble du linéaire de la Loire et de l'Allier.

Les crues printanières influencent la reproduction de certaines espèces, tandis que la fermeture progressive des milieux due à la fin du pâturage favorise les espèces forestières au détriment des oiseaux des zones ouvertes. Par ailleurs, l'essor des loisirs nautiques, les aménagements hydrauliques, la conversion des ripisylves en peupleraies et l'intensification agricole dégradent les habitats vitaux pour l'avifaune.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 471/538

➲ Description du site ZPS FR2612002 – Val de Loire bocager

Description

Le site se caractérise par une grande diversité d'habitats, dominés par des prairies semi-naturelles humides et mésophiles (55 % de la surface), des terres arables (20 %), des milieux aquatiques (7 %) et des forêts caducifoliées (6 %). Il comprend également des pelouses sèches, des landes et quelques espaces artificialisés.

La Loire traverse une vaste plaine alluviale, se resserrant localement au niveau du défilé d'Iguerande et du Seuil de Diou sous l'influence de formations géologiques du Jurassique inférieur et du Granite primaire. Ailleurs, elle s'étend en une large plaine inondable, présentant une dynamique fluviale variée (rectiligne, à méandres ou anastomosée).

Ce corridor fluvial joue un rôle écologique majeur en tant qu'axe de migration, d'hivernage et de reproduction pour l'avifaune. Il accueille une grande diversité d'espèces, notamment des canards, limicoles et échassiers en migration, ainsi que des oies en hivernage. Plusieurs espèces nicheuses y trouvent des habitats propices, comme les Sternes pierregarin et naine, l'Œdicnème criard, le Petit Gravelot et le Chevalier guignette. L'érosion des berges favorise la reproduction du Martin-pêcheur, de l'Hirondelle des rivages et du Guêpier d'Europe, tandis que les boisements alluviaux hébergent des espèces comme le Héron cendré et le Milan noir.

Les prairies humides à sèches sont essentielles à la nidification du Courlis cendré et de la Caille des blés, tandis que le bocage dense, avec ses haies et ses grands arbres, sert d'habitat à la Cigogne blanche, aux Pies-grièches, à la Huppe fasciée et au Pic cendré. Enfin, les milieux ouverts buissonnants constituent un espace favorable à la reproduction de l'Engoulevent d'Europe.

La richesse et la diversité de ces habitats font de la Loire un site d'importance capitale pour la conservation des espèces et des écosystèmes fluviaux.

L'incision du lit mineur réduit la dynamique fluviale et altère la qualité des habitats essentiels aux espèces pionnières comme les Sternes et l'Œdicnème criard, tandis que les modifications du cours de la Loire (enrochements, rectifications) accentuent cette dégradation. Le maintien des mosaïques de milieux et des prairies d'élevage extensif est indispensable à la biodiversité, face à l'impact négatif de l'intensification agricole. De plus, les activités de loisirs (canoë, circulation motorisée) perturbent la reproduction des oiseaux nicheurs, bien que l'aménagement écologique de gravières puisse offrir des habitats de substitution adaptés.

➲ Description du site ZPS FR2612010 – Val de Loire Nivernais

Description

Le site couvre une mosaïque de milieux naturels et agricoles, dominée par les cultures céréalières extensives (26 %) et les prairies semi-naturelles humides et mésophiles (25 %), suivies des forêts caducifoliées (14 %), des milieux aquatiques (8 %) et des dunes et plages sableuses (5 %).

Situé entre Imphy et Lamenay-sur-Loire, il est marqué par une dynamique fluviale homogène, caractérisée par de longs méandres à chenal unique. Il présente une forte diversité écologique avec des grèves mobiles, des falaises d'érosion et une ripisylve bien développée, mais peu d'iles boisées ou de chenaux secondaires récents. Le lit majeur est structuré par un bocage dense et un linéaire de haies, séparant prairies d'élevage et cultures.

Ce territoire constitue un haut lieu pour l'avifaune, offrant zones de nourrissage, de refuge et de reproduction à plus de 90 espèces d'oiseaux. Les Sternes naines et pierregarins se nourrissent grâce aux ressources piscicoles du fleuve et des annexes hydrauliques, tandis que les limicoles, dont le Chevalier sylvain, exploitent les vasières. Les grèves et bancs de sable accueillent la nidification des Sternes, de l'Œdicnème criard et du Petit Gravelot, alors que les berges abruptes sont exploitées par le Martin-pêcheur, l'Hirondelle de rivage et le Guêpier d'Europe. La ripisylve abrite des espèces comme le

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 472/538

Bihoreau gris, l'Aigrette garzette et le Milan noir, tandis que les milieux ouverts et le bocage servent de zone d'alimentation aux insectivores, notamment la Pie-grièche écorcheur.

Enfin, ce site joue un rôle clé pour la migration et l'hivernage. Chaque année, plusieurs centaines de Grues cendrées utilisent les zones cultivées comme site d'hivernage, et l'ensemble de la vallée de la Loire constitue un axe migratoire majeur pour de nombreuses espèces d'intérêt communautaire.

Les activités humaines et aménagements du bassin versant influencent la qualité de l'eau, le niveau des nappes et la dynamique fluviale, entrainant une homogénéisation des milieux et la fermeture progressive des habitats pionniers essentiels aux Sternes et à l'Œdicnème criard, tandis que l'abandon du pâturage extensif, la mise en culture intensive et le développement des loisirs contribuent à la dégradation des habitats et à la diminution des ressources alimentaires pour l'avifaune.

➲ Description du site SIC FR2600965 – Vallées de la Loire et de l'Allier entre Cher et Nièvre

Description

Le site présente une grande diversité d'habitats, dominés par les milieux aquatiques (34 %), les forêts caducifoliées (30 %) et les dunes et plages sableuses (15 %), complétés par des prairies semi-naturelles, des landes et des forêts alluviales. Il s'étend principalement dans le domaine biogéographique atlantique (98 %), avec une petite fraction en zone continentale.

La dynamique fluviale joue un rôle clé dans la formation et le renouvellement des microhabitats ligériens (grèves, iles, méandres, berges abruptes). Elle favorise l'installation d'une végétation pionnière spécifique et maintient une forte diversité écologique, avec la présence de forêts alluviales relictuelles.

Ce secteur de la Loire est un haut lieu de biodiversité, abritant une faune remarquable. Il constitue un axe migratoire majeur pour les poissons (Saumon, Lamproies) et les oiseaux (190 espèces recensées), dont certaines bénéficient d'une Zone de protection spéciale (ZPS). La Loire est également un site de nidification majeur pour les Sternes naines et pierregarins et accueille des espèces emblématiques comme le Castor d'Europe, contribuant à la richesse faunistique française.

L'abandon du pâturage extensif et l'intensification agricole favorisent la fermeture des milieux ouverts, menaçant les pelouses et prairies sur sable ainsi que les boires et ganches, tandis que la mise en culture et l'implantation de peupleraies entrainent une dégradation irréversible des habitats naturels et des annexes aquatiques. Par ailleurs, la fréquentation des grèves pour les loisirs perturbe la reproduction des oiseaux, et l'enrochement des berges modifie la dynamique fluviale, réduisant la diversité des microhabitats aquatiques essentiels aux poissons.

Habitats d'intérêt communautaire

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
2330	Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à Corynephorus et Agrostis	60 ha
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	377 ha
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.	0,3 ha
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	475 ha
3260	Rivières des étages planitaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	910 ha
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	378 ha
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillement sur calcaires (Festuco-Brometalia) – sites d'orchidées remarquables	26 ha
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin	15 ha

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 473/538

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	48,35 ha
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	1 073 ha
91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	1 746 ha

Espèces d'intérêt communautaire

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1032	*Unio crassus*
1037	*Ophiogomphus cecilia*
1044	*Coenagrion mercuriale*
1060	*Lycaena dispar*
1083	*Lucanus cervus*
1084	*Osmoderma eremita*
1087	*Rosalia alpina*
1088	*Cerambyx cerdo*
1095	*Petromyzon marinus*
1096	*Lampetra planeri*
1102	*Alosa alosa*
1106	*Salmo salar*
1163	*Cottus gobio*
1166	*Triturus cristatus*
1193	*Bombina variegata*
1220	*Emys orbicularis*
1303	*Rhinolophus hipposideros*
1304	*Rhinolophus ferrumequinum*
1308	*Barbastella barbastellus*
1321	*Myotis emarginatus*
1323	*Myotis bechsteinii*
1324	*Myotis myotis*
1337	*Castor fiber*
1355	*Lutra lutra*
1428	*Marsilea quadrifolia*
5339	*Rhodeus amarus*

➲ Description du site SIC FR2600966 – Val de Loire Nivernais

Description

La vallée de la Loire nivernaise présente un paysage homogène marqué par de longs méandres à chenal unique, favorisant une diversité de milieux naturels. La répartition des habitats suit un axe transversal à la Loire, influencé par l'hydromorphie et la microtopographie. On y retrouve des forêts caducifoliées (20 %), des eaux douces stagnantes et courantes (15 %), ainsi que des prairies humides et mésophiles (15 %). Pelouses sèches, landes, dunes et autres habitats naturels complètent cette mosaïque écologique.

Ce site se distingue par une grande richesse écologique, liée à la dynamique naturelle du fleuve. Les habitats variés accueillent de nombreuses espèces animales et végétales, et la vallée joue un rôle majeur dans la migration des oiseaux et des poissons. La biodiversité est globalement bien préservée, notamment grâce à l'entretien des pelouses alluviales par un élevage extensif, soutenu depuis 1995 par

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 474/538

des mesures agri-environnementales. De plus, la faible accessibilité du site limite les impacts liés à la fréquentation humaine, contribuant ainsi à la préservation de cet espace naturel remarquable.

Le site est influencé par les activités et aménagements du bassin versant, affectant la qualité de l'eau, la dynamique fluviale et la transparence migratoire. La régulation des crues homogénéise les milieux, menaçant les habitats pionniers et réduisant les connexions hydrauliques. L'évolution de l'agriculture contribue à la fermeture des pelouses ou à l'intensification des pratiques, entrainant des risques de pollution. Par ailleurs, la propagation d'espèces invasives et l'augmentation de la fréquentation humaine pourraient altérer la biodiversité et l'équilibre écologique du site.

Habitats d'intérêt communautaire

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
2330	Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à Corynephorus et Agrostis	37,6
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	188
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	7,03
3260	Rivières des étages planitaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	0
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	30
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillement sur calcaires (Festuco-Brometalia) – sites d'orchidées remarquables	175,01
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin	0,93
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	24,98
8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii	1
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	188
91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	560
2330	Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à Corynephorus et Agrostis	37,6

Espèces d'intérêt communautaire

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1037	*Ophiogomphus cecilia*
1041	*Oxygastra curtisii*

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 475/538

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1060	*Lycaena dispar*
1074	*Eriogaster catax*
1083	*Lucanus cervus*
1088	*Cerambyx cerdo*
1095	*Petromyzon marinus*
1096	*Lampetra planeri*
1102	*Alosa alosa*
1106	*Salmo salar*
1166	*Triturus cristatus*
1303	*Rhinolophus hipposideros*
1337	*Castor fiber*
1355	*Lutra lutra*
5315	*Cottus perifretum*
5339	*Rhodeus amarus*

➲ Description du site SIC FR2601017 – Val de Loire bocager

Description

Le site, situé dans une vaste plaine alluviale de la vallée de la Loire, se caractérise par une mosaïque d'habitats dominée par les prairies semi-naturelles humides et mésophiles (49 %), suivies des terres arables (12 %), des eaux douces intérieures (10 %) et des forêts caducifoliées (7 %). Il comprend également des pelouses sèches, des falaises, des landes et quelques zones artificielles. Ce secteur, inscrit dans la ZPS « Val de Loire bocager », est influencé par des contraintes géologiques locales qui modèlent le cours du fleuve, alternant entre méandres, anastomoses et zones rectilignes. La diversité des milieux, façonnée par la dynamique fluviale et les activités humaines, confère au site un fort intérêt écologique. La Loire y forme des habitats variés, tels que grèves sableuses, pelouses sèches, prairies inondables, forêts alluviales et annexes aquatiques, offrant un refuge à une faune abondante, notamment poissons migrateurs (saumon, grande alose, lamproie marine, anguille), mammifères, oiseaux et insectes. Cet axe migratoire de premier plan accueille également des espèces végétales rares et endémiques, dont certaines d'intérêt communautaire comme Marsilea quadrifolia et la Laiche de la Loire (Carex ligerica). La richesse du site est également renforcée par la présence d'oiseaux nicheurs comme le Martin-pêcheur, l'Hirondelle de rivage et le Guêpier d'Europe, qui tirent parti des berges en érosion pour leur reproduction. L'élevage extensif joue un rôle clé dans la préservation des milieux ouverts, notamment les prairies et pelouses inondables, limitant l'extension des cultures annuelles et contribuant ainsi au maintien de cette biodiversité exceptionnelle.

L'enfoncement du lit mineur réduit la dynamique fluviale et les réserves d'eau estivales, accentuant les conflits d'usage et impactant les milieux riverains. Les jussies envahissent les annexes aquatiques, altérant les écosystèmes, tandis que l'intensification agricole fragilise la biodiversité et favorise l'eutrophisation. Enfin, le bocage vieillit sans régénération, menaçant les espèces xylophages patrimoniales.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 476/538

Habitats d'intérêt communautaire

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
2330	Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à Corynephorus et Agrostis	30
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	1,5
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	8,8
3260	Rivières des étages planitaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	40,4
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	64,4
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillement sur calcaires (Festuco-Brometalia) – sites d'orchidées remarquables	84,04
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin	43,6
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	559,1
8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii	31,2
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	529
91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	332,7

Espèces d'intérêt communautaire

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1037	*Ophiogomphus cecilia*
1041	*Oxygastra curtisii*
1060	*Lycaena dispar*
1074	*Eriogaster catax*
1083	*Lucanus cervus*
1088	*Cerambyx cerdo*
1095	*Petromyzon marinus*
1096	*Lampetra planeri*
1102	*Alosa alosa*

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 477/538

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1106	*Salmo salar*
1166	*Triturus cristatus*
1303	*Rhinolophus hipposideros*
1337	*Castor fiber*
1355	*Lutra lutra*
5315	*Cottus perifretum*
5339	*Rhodeus amarus*

➲ Description du site SIC FR8301014 – Étangs de Sologne bourbonnaise

Description

Le site présente une diversité d'habitats dominée par les prairies semi-naturelles humides et mésophiles (26 %), les terres agricoles (23 %) et les eaux douces intérieures (14 %), complétées par des terres arables, des prairies améliorées, des forêts et des zones humides comme les marais et tourbières. Malgré l'absence d'informations détaillées sur ses caractéristiques, il revêt un intérêt écologique majeur, notamment pour la préservation de la Cistude d'Europe, une espèce en limite de son aire de répartition nationale. Il abrite également une station de Marsilée à quatre feuilles (Marsilea quadrifolia), une plante aquatique rare, renforçant ainsi son importance en matière de conservation de la biodiversité.

L'enjeu principal du site est le maintien de la qualité de l'eau, tandis qu'un risque majeur réside dans son comblement naturel en raison d'un défaut d'entretien.

Habitats d'intérêt communautaire

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
3110	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae)	0,06
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	3,4
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.	0,02
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	1,73
4010	Landes humides atlantiques septentrionales à Erica tetralix	0,18
6410	Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)	0,36
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	7,42
9190	Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à Quercus robur	0,5

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 478/538

Espèces d'intérêt communautaire

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1083	*Lucanus cervus*
1088	*Cerambyx cerdo*
1220	*Emys orbicularis*
1428	*Marsilea quadrifolia*
1831	*Luronium natans*

➲ Description du site SIC FR8301015 – Vallée de l'Allier nord

Description

Le site, situé dans le réseau des sites du val d'Allier, est caractérisé par la dynamique fluviale de la rivière, qui façonne un paysage diversifié de méandres, bras morts et habitats variés. Il est majoritairement composé de forêts caducifoliées (30 %), de prairies améliorées (26 %) et d'eaux douces intérieures (15 %), complétées par des landes, pelouses sèches et dunes. L'évolution naturelle des formations végétales est influencée par la mobilité de l'Allier, dont le maintien dépend de la limitation de l'extraction de granulats et des aménagements riverains. Les pratiques agricoles jouent également un rôle clé : l'abandon de l'élevage favorise l'enfrichement des pelouses et prairies sableuses, tandis que l'intensification agricole entraine une régression des habitats naturels. L'Allier constitue un axe migratoire essentiel pour plusieurs espèces de poissons et ses nappes phréatiques, indispensables aux collectivités et à l'agriculture, dépendent de la mobilité du cours d'eau. La richesse écologique du site est reconnue à travers plusieurs protections règlementaires, notamment la Réserve naturelle du Val d'Allier, deux APPB et la présence du SAGE Allier aval, garantissant la préservation de cette biodiversité remarquable.

Le maintien de la dynamique fluviale repose sur la limitation de l'enfoncement du lit mineur, tandis que l'intensification agricole, l'abandon de l'élevage et certaines interventions humaines (rectification des méandres, extraction de granulats, enrochements) menacent la diversité des habitats et la qualité de l'eau.

Habitats d'intérêt communautaire

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	0,48
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	5,44
3260	Rivières des étages planitaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	3,34
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	40,98
6120	Pelouses calcaires de sables xériques	41,41
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillement sur calcaires (Festuco-Brometalia) – sites d'orchidées remarquables	5,45

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 479/538

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin	25,17
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	40,7
8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii	117,58
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	620,13
91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	289,7

Espèces d'intérêt communautaire

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1032	*Unio crassus*
1037	*Ophiogomphus cecilia*
1041	*Oxygastra curtisii*
1044	*Coenagrion mercuriale*
1060	*Lycaena dispar*
1079	*Limoniscus violaceus*
1083	*Lucanus cervus*
1084	*Osmoderma eremita*
1088	*Cerambyx cerdo*
1095	*Petromyzon marinus*
1102	*Alosa alosa*
1106	*Salmo salar*
1166	*Triturus cristatus*
1220	*Emys orbicularis*
1308	*Barbastella barbastellus*
1337	*Castor fiber*
1355	*Lutra lutra*

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 480/538

➲ Description du site SIC FR8302022 – Massif forestier des Prieurés : Moladier, Bagnolet et Messargues

Description

Le site Natura 2000, d'une superficie de 2 946 hectares, est composé principalement de forêts domaniales (76 %), avec les massifs de Bagnolet, Messarges et Moladier représentant une partie de la forêt domaniale des Prieurés dans l'Allier. Il abrite des habitats forestiers d'intérêt communautaire, notamment une population importante de Dicrane vert, une mousse protégée au niveau européen. Deux ensembles agricoles et bocagers, intégrés pour leur rôle écologique, servent d'habitats à des amphibiens, insectes et mammifères d'intérêt communautaire, tout en assurant un corridor entre la Réserve Naturelle Nationale du Val d'Allier et le massif forestier de Moladier. Le site est essentiellement boisé (2 448 ha), avec des milieux ouverts (433 ha), quelques zones urbanisées (59 ha) et des plans d'eau (6 ha). Sa désignation en Natura 2000 témoigne de son importance pour la conservation des habitats forestiers et des espèces qui en dépendent.

Les enjeux prioritaires du site portent sur la préservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire et des espèces patrimoniales, en conciliant production de bois et maintien de la biodiversité, notamment par la création d'ilots de vieillissement, la conservation d'arbres morts et la création de mares. Les milieux agricoles et bocagers nécessitent une gestion extensive pour préserver des espèces comme la Barbastelle, avec des actions visant à protéger la qualité des cours d'eau et à entretenir durablement prairies, haies et étangs.

Habitats d'intérêt communautaire

Code	Habitats d'intérêt communautaire	Superficie
4030	Landes sèches européennes	29,46
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillement sur calcaires (Festuco-Brometalia) – sites d'orchidées remarquables	0,18
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard à alpin	0,29
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	16,79
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	2,65
91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	0,29
9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion)	113,42
9130	Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	2 233,07
9160	Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli	33

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 481/538

Espèces d'intérêt communautaire

Code	Espèces d'intérêt communautaire
1037	*Ophiogomphus cecilia*
1044	*Coenagrion mercuriale*
1083	*Lucanus cervus*
1088	*Cerambyx cerdo*
1163	*Cottus gobio*
1166	*Triturus cristatus*
1193	*Bombina variegata*
1220	*Emys orbicularis*
1303	*Rhinolophus hipposideros*
1308	*Barbastella barbastellus*
1321	*Myotis emarginatus*
1323	*Myotis bechsteinii*
1324	*Myotis myotis*
1355	*Lutra lutra*
1381	*Dicranum viride*

MESURES ERC SPECIFIQUES AUX SITES NATURA 2000

Pour rappel, le SCoT ne présente pas d'incidence directe significative sur les sites Natura 2000 du territoire. Cependant, certains secteurs susceptibles d'être impactés pourraient être localisés au sein de sites Natura 2000 si le développement démographique prévu par le SCoT et la répartition des nouveaux habitants en fonction de l'armature urbaine étaient atteints.

Pour intégrer au mieux les enjeux liés à ces sites Natura 2000 et exclure toute incidence, notamment sur l'avifaune, l'évaluation environnementale propose les mesures suivantes.

Éléments concernés	Mesures ERC préconisées par l'évaluation environnementale
Les espèces d'intérêt communautaire	Il est recommandé de démarrer les travaux/chantiers en dehors des périodes de reproduction et de nidification des différentes espèces d'intérêt communautaire du réseau européen Natura 2000 des sites du territoire. Il est également recommandé de préserver tout élément naturel favorable aux espèces d'intérêt communautaire : bosquets, haies, fourrés, arbres isolés, points d'eau… De plus, il est préconisé de mettre en place un tampon vis-à-vis des habitats naturels afin de minimiser l'impact de certains aménagements et permettre le maintien du bon fonctionnement écologique global de ces milieux naturels.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 482/538

Éléments concernés	Mesures ERC préconisées par l'évaluation environnementale
Toutes les communes du SCoT	Il est recommandé d'éviter autant que possible les extensions urbaines à proximité des sites Natura 2000 désignés au titre de la directive oiseaux et de la Directive Habitats. Pour les projets localisés au sein ou aux abords immédiats d'un site Natura 2000, une étude Natura 2000 approfondie devra être réalisée et des mesures adaptées seront proposées afin d'éviter toute incidence significative sur le réseau Natura 2000. Les éléments favorables aux espèces d'intérêt communautaire (bosquets, haies, fourrés, points d'eau…) devront être identifiés et préservés à l'échelle communale ou intercommunale par différents outils comme le zonage, l'article L151-23, la Trame Verte et Bleue…
Tous les projets avec chantier	Il est recommandé que tous travaux de déboisement ou de défrichement, même en bordure de site, soient effectués de préférence en septembre-octobre. Il est également recommandé que les travaux de remblais et de déblais débutent avant la saison de reproduction des espèces présentes, soit avant le mois de mars afin d'éviter l'installation des individus en reproduction sur les zones déboisées en travaux. D'une manière globale, l'ensemble des mesures destinées à éviter toutes pollutions accidentelles (atmosphériques, du sol, aquatiques, etc.) des milieux lors des travaux devront être prises. Les espaces à enjeux écologiques devront être préservés et mis en défens en amont des travaux. Ceci afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. De plus, les installations de chantiers, la base de vie, etc. devront être installées en dehors et de préférence à plus de 100 m des secteurs ayant été jugés sensibles d'un point de vue écologique. De même, les zones de stockage devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter tout apport de poussières ou d'eaux de ruissèlement. Concernant les secteurs de projet à proximité immédiate d'habitats d'intérêt communautaire ou d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire, il est recommandé l'installation de système de barrières semi-perméables afin de limiter l'accès au chantier aux animaux et permettre à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.

CONCLUSION GLOBALE DE L'EVALUATION SIMPLIFIEE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Les sites Natura 2000, et notamment les habitats et espèces communautaires à enjeux de conservation, sont protégés par le DOO. Cependant, certains projets touristiques portés par le SCoT sont localisés à proximité du réseau ou en ZPS. Ainsi des mesures Éviter-Réduire-Compenser (ERC) sont préconisées afin de garantir le respect des objectifs de conservation des sites Natura 2000 et de prévenir tout risque d'atteinte significative à leur intégrité.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 483/538

En l'état actuel et sous réserve du respect des mesures environnementales proposées, le projet de SCoT ne devrait donc pas entrainer d'incidences significatives susceptibles de remettre en cause l'état de conservation des habitats naturels et des espèces faunistiques et floristiques d'intérêt communautaire ayant justifié de la désignation des différents sites au sein du réseau Natura 2000.

Analyse quantitative des incidences du SCOT sur les émissions de gaz à effet de serre (GES)

L'application en ligne GES URBA pour intégrer les enjeux énergie-climat dans les projets de territoire porte sur les thématiques pour lesquelles il existe un impact et des leviers d'actions à l'échelle d'un document d'urbanisme (SCoT, PLU ou PLUi). Elle permet l'évaluation des consommations d'énergies et émissions de GES générées ou évitées par :

- L'usage et la construction du bâti neuf ou à réhabiliter (logement et tertiaire) ;
- Le développement des énergies renouvelables ;
- L'évolution des occupations du sol ;
- La mobilité des personnes et des marchandises (localisation des constructions nouvelles, développement du transport en commun, articulation entre forme urbaine, organisation de l'espace et transport…).

Les données du projet de SCOT ont été renseignées dans un scénario, mis en comparaison avec un scénario tendanciel. Ce dernier s'est appuyé sur le diagnostic territorial et les différents documents du SCOT en élaboration.

L'absence d'informations quantitatives (Projet de construction et de réhabilitation de bâtiments tertiaires, évolutions des transports en commun, etc.) ne permet pas d'évaluer l'ensemble des contributions du projet à la réduction des émissions de GES. **Il s'agit, donc, d'une évaluation partielle,** permettant toutefois de confronter les choix du SCOT par rapport à une évolution tendancielle.

METHODOLOGIE ET HYPOTHESES DE TRAVAIL

L'application en ligne GES URBA pour intégrer les enjeux énergie-climat dans les projets de territoire porte sur les thématiques pour lesquelles il existe un impact et des leviers d'actions à l'échelle d'un document d'urbanisme (SCoT, PLU ou PLUi). Elle permet l'évaluation des consommations d'énergies et émissions de GES générées ou évitées par :

- L'usage et la construction du bâti neuf ou à réhabiliter (logement et tertiaire) ;
- Le développement des énergies renouvelables ;
- L'évolution des occupations du sol ;
- La mobilité des personnes et des marchandises (localisation des constructions nouvelles, développement du transport en commun, articulation entre forme urbaine, organisation de l'espace et transport…).

Les données du projet de SCOT ont été renseignées dans un scénario, mis en comparaison avec un scénario tendanciel. Ce dernier s'est appuyé sur le diagnostic territorial et les différents documents du SCOT en élaboration.

L'absence d'informations quantitatives (Projet de construction et de réhabilitation de bâtiments tertiaires, évolutions des transports en commun, etc.) ne permet pas d'évaluer l'ensemble des contributions du projet à la réduction des émissions de GES. **Il s'agit, donc, d'une évaluation partielle,** permettant toutefois de confronter les choix du SCOT par rapport à une évolution tendancielle.

Dans le cadre de l'utilisation de l'outil GES URBA de nombreuses hypothèses de travail ont été prises, celles-ci sont détaillées par partie dans les paragraphes ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 484/538

➲ Production de logement

Les hypothèses de travail proviennent des éléments du diagnostic (habitat et logement) soit en 2021 :

- 37 060 logements ;
- 10,9% vacants, 3,8% de logements secondaires et 85,3% en résidence principale ;
- 67,3% de logements individuel et 31,7% collectif ;

Pour le scénario tendanciel : les tendances de la période 2015-2021 ont été prolongées soit : **+125 logements/an neufs jusqu'en 2045 (soit 2556 logements au total) dont 16% de logements secondaires, 32% de logements collectifs et 68% de logements individuels.** il n'y a pas de répartition polarisée concernant la construction des logements.

Pour le scénario du SCOT : Production de **3816 logements neufs d'ici 2045, dont 16% de secondaire** (4698 logements au total mais 882 via la réhabilitation). Maintien de la répartition individuel/collectif observée en 2021 pour la production de logements.

Concernant la norme de construction, elle a été estimée par défaut en RT2012 pour les deux scénarios. Toutes les autres options GES Urba n'ont pas été modifiées et reprennent les données par défaut.

➲ Construction et réhabilitation de bâtiments tertiaires

Concernant le scénario tendanciel, la tendance d'évolution des emplois entre 2015 et 2021 a été analysée, puisque l'on observe une baisse des emplois sur le territoire sur cette période, il a été décidé de ne pas modéliser de nouveaux emplois sur la période du SCOT et donc **de besoins supplémentaires en termes de production de bâtiments tertiaires.**

Concernant le scénario SCOT, le PAS fixe un objectif de création de 95 emplois par an soit environ 1900 emplois sur la période 2025-2045, la répartition de ces emplois a été estimée à partir des données INSEE, ainsi il est estimé que parmi ceux-ci, environ 46 emplois seront créés dans l'agriculture, 454 dans le secteur industriel, 99 emplois dans le commerce et le reste**, soit 1302 emplois dans le tertiaire.**

➲ Réhabilitation des logements

Dans le cadre du scénario SCOT, il est considéré **que 882 logements sont réhabilités** dans le cadre de l'objectif de réhabilitation, cet objectif a été distribué par pôle selon les objectifs du SCOT, pour toutes catégories de logements, de toutes périodes de construction et de toutes énergies.

Dans le cadre du scénario tendanciel, il est considéré que tous les logements produits sont neufs.

Pour les deux scénarios, l'hypothèse est la rénovation avec gain minimum soit les objectifs de performance loi grenelle.

➲ Développement des ENR

Sans éléments précis au sein du projet du SCOT, cette partie n'a pas été complétée.

➲ Mobilité

Les documents du SCOT ont été analysés afin de pouvoir compléter le questionnaire à dire d'expert.

➲ Occupation des sols

Extension urbaine

Pour le scénario SCOT, la consommation d'espace découle de la trajectoire Zéro artificialisation nette du SCOT, soit une consommation totale de **131 ha d'ici 2045 dont 100ha pour les logements et les équipements associés 31 ha pour les ZAE et l'agriculture.** La consommation de 131 ha pour les logements a été distribuée par pôle selon les objectifs du SCOT tandis que la consommation de 31 ha pour les ZAE est considérée comme non polarisée.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 485/538

Pour le scénario tendanciel, les tendances de consommation de la période 2011-2020 (43 ha/an) ont été prolongées jusqu'en 2045 **soit 326 ha pour les ZAE et 534 ha pour les nouveaux logements.**

Renouvellement urbain

Pour le scénario SCOT, un potentiel de densification de 73,3 ha est identifié sur le territoire réparti par pôle d'armature de la manière suivante : Il est estimé qu'une proportion de 5% des espaces densifiables identifiés sont des surfaces artificialisées (parking, délaissés de route, etc.)

Tableau 6 : Potentiel de densification par polarité

Pôle	Surface densifiable
Cœur urbain	51
Communes équipées	8
Pôles d'équilibre	9
Pôles de proximité	5
Total général	**73,3**

Concernant le scénario tendanciel, il est considéré que l'ensemble des surfaces consommées seront en extension.

A partir de ces hypothèses, le tableau suivant regroupe les résultats obtenus selon les thématiques ayant pu être modélisées :

RESULTATS DE L'ANALYSE DES EMISSIONS DE GES ET DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE

A partir de ces hypothèses, le tableau suivant regroupe les résultats obtenus selon les thématiques ayant pu être modélisées :

Tableau 7 : Comparaison des scénarios entre le SCOT et une évolution tendancielle (Modèle GES URBA)

Thématique	Énergie (MWh/an)		GES (tCO2e/an)	
	SCOT	**Tendanciel**	**SCOT**	**Tendanciel**
Construction et rénovation de bâtis résidentiels	40 665	30 731	5 159	4 011
Construction et rénovation de bâtis tertiaires	10 489	0	1 279	0
Évolution des mobilités	-6 834	-144	-2 403	-41
Occupation des sols	0	0	3 108	18 748
Total annuel à l'horizon 2045	**44 320**	**30 587**	**7 143**	**22 718**

D'après cette analyse, le SCOT entrainerait une augmentation de la consommation énergétique du territoire d'environ 44 320 MWh/an, contre 30 587 MWh/an dans le cadre d'un scénario tendanciel, concernant les émissions de GES, le SCOT devrait engendrer des émissions de 7 143 tCO2e/an supplémentaire contre 22 718 tCO2e/an dans le cadre du scénario tendanciel.

Le SCoT permettrait donc de réduire les émissions de GES de 69% par rapport à une évolution tendancielle, notamment via les objectifs de réduction de consommation d'ENAF. En revanche, du fait des objectifs la construction de bâtiments résidentiels et d'attractivité économique qui devront entrainer un besoin en surface tertiaire plus important et malgré les efforts sur la

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 486/538

mobilité, les consommations énergétiques devraient être 45% supérieures par rapport au scénario tendanciel.

Ces évolutions sont mises en valeur dans les graphiques suivants :

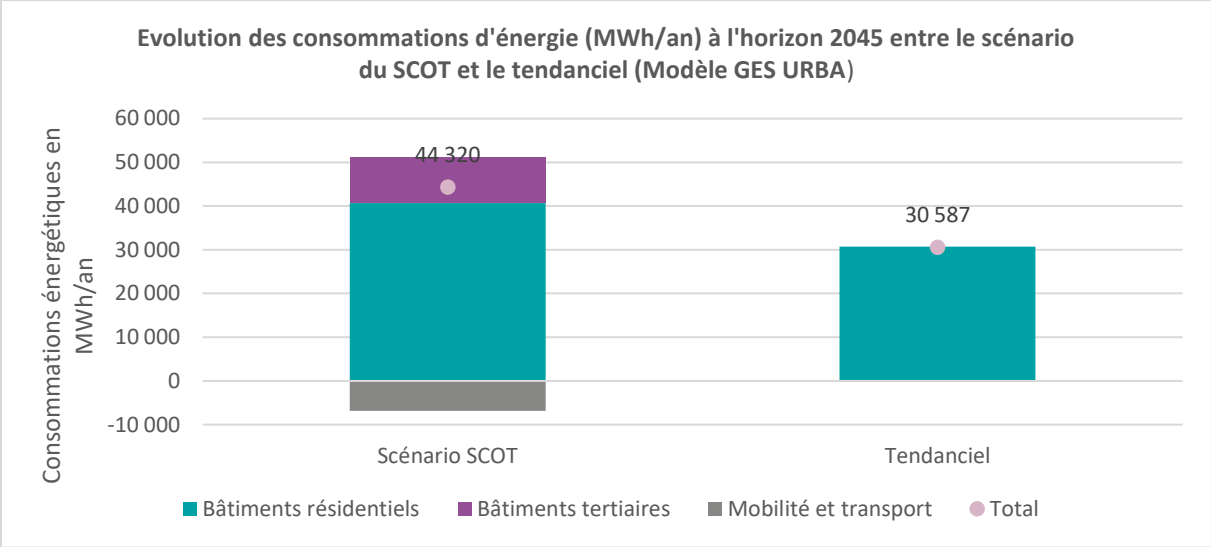
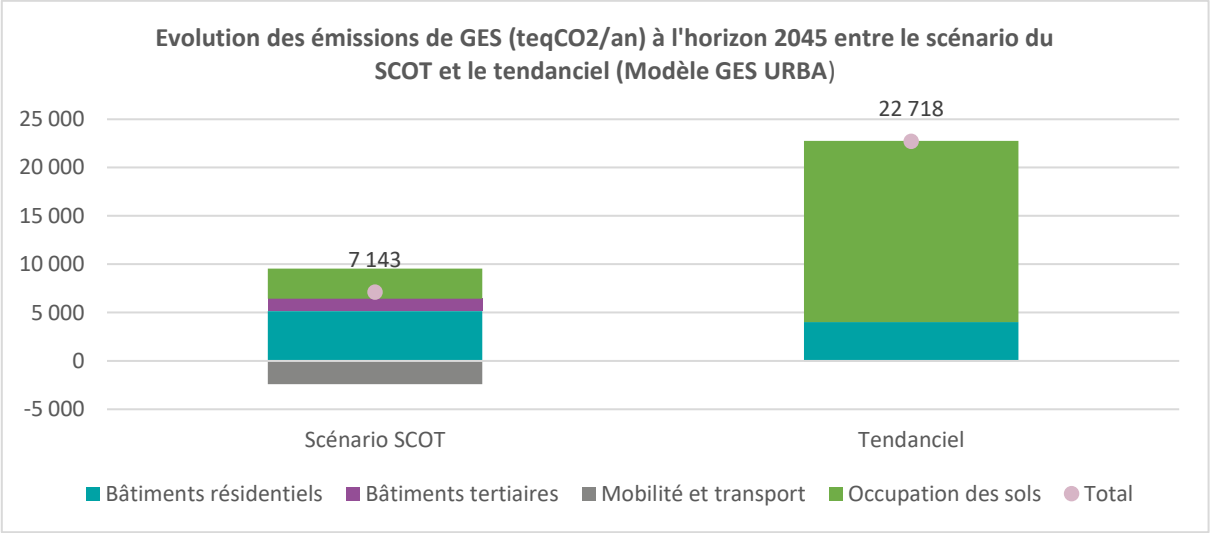


Figure 6 : Bilan des consommations d'énergie finale, (MWh/an) (source : GES Urba)



Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 487/558

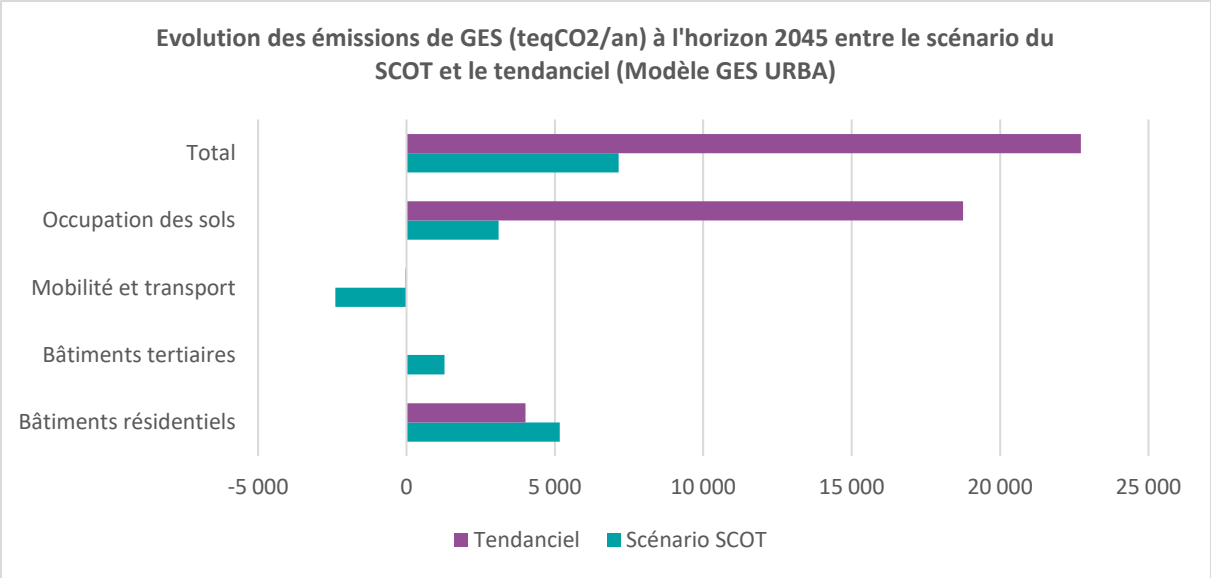


Figure 7 : Bilan par thématique des émissions de GES, (teqCO_2/an) (source : GES Urba)

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 488/538

Synthèse des mesures ERC du SCoT

N. B. Aucune mesure compensatoire n'est prévue ni préconisée pour le SCoT.

Thématique	Mesures portées par le SCoT	Mesures complémentaires préconisées par l'évaluation environnementale
Milieux naturels	Préservation des milieux naturels, des éléments supports des continuités Limitation des extensions urbaines (par la faveur à la densification, à la réhabilitation du bati vacant, à l'implantation dans le tissu urbain) Sauvegarde des milieux naturels dans le cadre d'implantation d'installations, équipements ou autres	Mobiliser les espaces déjà artificialisés afin d'éviter de détruire des milieux naturels Privilégier des espèces non allergènes et adaptées au climat évoluant, éviter les espèces exotiques envahissantes Favoriser la nature en ville Privilégier les clôtures perméables à la faune Éviter les zones humides pour le développement de l'urbanisation
Paysage et patrimoine	Préservation des paysages, des vues, du petit patrimoine Insertion paysagère des bâtiments d'activités, mies en valeur des entrées Prise en compte des trames paysagères des bourgs et villages, mise en valeur des paysages Limitation de l'étalement urbain et de l'urbanisation linéaire	Travailler l'insertion paysagère dans les aménagements prévus pour l'accessibilité pour les activités et sports de pleine nature, pour le développement du Parc le Pal et du camping, pour les logements et l'économie (prévoir des écrans et lisières végétalisés, et plusieurs strates végétales, travailler les insertions dans la topographie, etc.)
Risques	Prise en compte des risques et de leurs évolutions Infiltration des eaux de pluie Préservation des services écosystémiques favorisant la maitrise des risques Limitation de l'artificialisation et de l'imperméabilisation	En dehors des risques d'inondation, les autres aléas naturels (argiles, cavités, mouvements de terrain) ne sont pas mentionnés. La désimperméabilisation des sols doit être accompagnée d'une réflexion sur les risques propres au sous-sol (cavités, argiles) afin de ne pas augmenter ces aléas, dans les secteurs bâtis notamment. Il est recommandé de veiller à ce que les activités n'engendrent pas de nouveau risque technologique lorsqu'elles s'implantent dans le tissu urbain.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 489/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Thématique	Mesures portées par le SCoT	Mesures complémentaires préconisées par l'évaluation environnementale
		Il est préconisé de privilégier les solutions basées sur la nature dans la gestion des risques naturels. Il manque également un regard croisé risques naturels et technologiques : les collectivités devraient être attentives en zone de multiexposition, afin de ne pas y augmenter les enjeux. Une réflexion globale sur le déplacement des enjeux (report de l'urbanisation) pourrait être portée, dans les secteurs où les aléas sont susceptibles d'évoluer Il est recommandé d'éviter de prévoir du développement urbain (pour le logement notamment) dans les secteurs exposés aux aléas retrait-gonflement des argiles mesures permettant de réduire l'exposition des habitants et la vulnérabilité des enjeux.
Ressource en eau	Adéquation des projets avec la ressource en eau potable Protection des périmètres de captages Préservation des services écosystémiques favorisant le cycle de l'eau et l'épuration de l'eau Limitation de l'artificialisation et de l'imperméabilisation et infiltration des eaux de pluie	Veiller à limiter l'imperméabilisation des sols dans toutes les opérations
Climat, air et énergie	Réduction des distances parcourues Faveur des modes doux Développement des énergies renouvelables Préservation des services écosystémiques favorisant le cycle du carbone	Veiller à limiter l'imperméabilisation des sols dans toutes les opérations

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 490/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071440-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Thématique	Mesures portées par le SCoT	Mesures complémentaires préconisées par l'évaluation environnementale
Nuisances	Réduction des distances parcourues Faveur des modes doux Maitrise ou prise en compte des nuisances	L'isolation thermique pourrait être automatiquement couplée à l'isolation phonique. Il est recommandé d'éviter de prévoir du développement urbain (pour le logement notamment) dans les secteurs exposés au bruit, ou de prévoir des mesures permettant de réduire l'exposition des habitants (murs antibruits, éloignement des chambres des sources de nuisances, écrans végétaux, etc.).
Sols pollués	Identification et remobilisation des friches	Il est recommandé d'éviter de prévoir du développement urbain (pour le logement notamment) dans les secteurs exposés pollutions, ou de prévoir des mesures permettant de réduire l'exposition des habitants (dépollution des sols, etc.).
Déchets	Amélioration de la collecte des déchets	
Ressources minérales	Remobilisation des bâtiments vacants et densification	Mettre en adéquation besoins et ressources. Viser la sobriété d'usage des matériaux et de permettre l'utilisation de matériaux biosourcés. Intégrer les dispositions des Schémas régionaux des carrières : notamment éviter les gisements d'intérêt pour le développement l'urbanisation.

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 491/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Annexes

MATRICE D'ANALYSE DU DOO

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
PARTIE 1 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES EMPLOIS, DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, AGRICOLES ET COMMERCIALES		6		23		4		6		13		7		-1		1		-3	148
I.A. . GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRE ET VERTUEUX		2		9		1		3		8		2		0		1		-2	61
P1. Reconnaître le caractère stratégique de l'emploi urbain	L'implantation des nouvelles activités économiques doit être privilégiée dans le tissu urbain, ce qui permet d'épargner les espaces naturels, agricoles et forestiers.	2	L'implantation des nouvelles activités économiques doit être privilégiée dans le tissu urbain, ce qui permet d'épargner les paysages.	2	L'implantation des nouvelles activités économiques doit être privilégiée dans le tissu urbain, ce qui peut induire un risque industriel localement ou TMD.	-2			Les nuisances doivent être maitrisées.	2	Les nuisances doivent être maitrisées.	2							14
P2. Localiser prioritairement les activités et équipements compatibles avec l'habitat dans les espaces urbains mixtes									L'implantation doit être privilégiée dans les espaces bien desservis en transports collectifs.	2									4

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 492/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P3. Intégrer des activités économiques dans les centres-villes et centres-bourgs	La réhabilitation de l'existant permet de limiter la consommation d'espaces ENAF.	1	La réhabilitation de l'existant peut permettre de préserver le patrimoine bâti, et les paysages.	1															6
P4. Définir les besoins en matière d'espaces économiques, en tenant compte des objectifs de mixité urbaine et de densification	La densité doit être renforcée, ce qui permet de limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces ENAF.	1																	3
R1. Recommandation relative aux ambitions en matière d'emplois urbains																			0
P5. Poursuivre le développement des réseaux numériques haut débit et de leurs usages																			0
R2. Recommandation relative au caractère stratégique de l'emploi urbain																			0
R3. Recommandation relative à la création de « tiers lieux »																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 493/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P6. Qualifier les espaces économiques existants	Il s'agit d'optimiser et requalifier l'existant.	1	La requalification et la limitation de l'extension des espaces économiques permettent de reconquérir les paysages ou les préserver.	1											Il s'agit d'identifier les friches industrielles.	1			7
P7. Justifier les besoins et fixer le cadre des extensions des zones d'activités existantes	Certains parcs d'activités vont devoir s'étendre, des créations vont potentiellement être nécessaires.	-2							Ces zones doivent être proches des axes de circulation.	1									-4
P8. Maîtriser les extensions nécessaires des ZAE	48 ha d'espaces ENAF vont être consommés.	-2			48 ha vont être artificialisés, ce qui pourra augmenter le ruissèlement.	-2	48 ha vont être potentiellement artificialisés, ce qui peut impacter la ressource en eau (recharge des nappes limitée, pollution).	-2	48 ha vont être artificialisés, ce qui pourra limiter l'absorption de carbone par les sols.	-2							Ces extensions vont nécessiter des matériaux.	-2	-22
P9. Extension des entreprises situées en dehors des ZAE	10 ha supplémentaires sont prévus pour l'extension des entreprises hors ZAE.	-1			10 ha supplémentaires sont prévus pour l'extension des	-1	10 ha supplémentaires sont prévus pour l'extension des	-1	10 ha supplémentaires sont prévus pour l'extension des	-1									-10

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 494/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
					entreprises hors ZAE.		entreprises hors ZAE.		entreprises hors ZAE.										
P10. Mettre en oeuvre une desserte fonctionnelle et l'accessibilité des espaces économiques					Les espaces économiques doivent réduire l'emprise au sol des stationnements.	2	Les espaces économiques doivent réduire l'emprise au sol des stationnements.	2	Les espaces économiques doivent favoriser leur accessibilité par des modes doux, encourager les parkings relais et de covoiturage, et réduire l'emprise au sol des stationnements.	2									14
P11. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités	Les végétations doivent être locales et non envahissantes.		Le développement économique devrait s'intégrer parfaitement avec le paysage et le patrimoine architectural.	3	Les revêtements non imperméabilisants doivent être favorisés.	2	Les revêtements non imperméabilisants doivent être favorisés.	2	Les revêtements non imperméabilisants doivent être favorisés.	2									23

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 495/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P12. Veiller à la prise en compte des enjeux environnementaux dans les zones d'activités	La densification permet d'éviter les extensions et la consommation d'ENAF. L'intégration écologique des zones doit être assurée : préservation d'espaces naturels, traitements végétalisés.	2	La préservation d'espaces naturels et les traitements végétalisés participent au cadre de vie.	2	L'impact sur le ruissèlement doit être limité.	2	Les eaux pluviales doivent être gérées au niveau de la zone ; l'imperméabilisation doit être limitée.	2	L'imperméabilisation doit être limitée. Les EnR pourront être déployées.	2									26
I.B. ORGANISER L'ÉCONOMIE TOURISTIQUE		-4		1		-2		-4		-3		1		-1		0		-3	-31
P13. Renforcer le tourisme diffus et les espaces touristiques et de loisirs	Le tourisme peut engendrer des incidences négatives sur la biodiversité et les écosystèmes.	-2	Il est question de valoriser les espaces à valeur paysagère.	1			LE tourisme peut engendrer des incidences négatives sur les ressources.	-2	LE tourisme peut engendrer des incidences négatives sur les ressources et engendrer des émissions supplémentaires du fait des déplacements.	-2									-11
P14. Compléter la fonction touristique et de loisirs exercée par les centres anciens du cœur urbain, des pôles d'équilibre et d'une façon générale de l'ensemble des communes																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 496/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P15. Réaffirmer le positionnement nature du territoire en renforçant la capacité d'accueil des activités ou sports de pleine nature	Augmenter l'accessibilité pourrait induire une surfréquentation de certains espaces.	-2	Augmenter l'accessibilité pourrait induire des impacts paysagers selon les aménagements prévus (stationnements notamment).	-2					Il est question de renforcer les points de desserte multimodaux et les parkings relais, cela pourrait limiter le nombre de déplacements et les optimiser.	1									-10
P16. Diversifier et renforcer les équipements et aménagements du tourisme rural et de nature	Le développement des activités de pleine nature doit éviter de dégrader les milieux. Des aménagements seront nécessaires.	0	LE petit patrimoine doit être valorisé, le paysage doit être mis en valeur.	2													Les aménagements prévus pourront nécessiter des matériaux.	-1	5
P17. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, rural et paysager, support du « tourisme 4 saisons »	Il est question de ne pas porter atteinte aux milieux naturels.	2	Il est question de ne pas porter atteinte aux paysages.	2							Les nuisances occasionnées doivent être prises en compte.	1							14
R4. Aménagement relatif au tourisme rural																			0
P18. Accueil d'hébergements du Parc LE PAL sur la commune de Thiel s/ Acolin	5 ha seront artificialisés pour le Parc.	-1	5 ha seront artificialisés pour le Parc.	-1	5 ha seront artificialisés pour le Parc.	-1	5 ha seront artificialisés pour le Parc.	-1	5 ha seront artificialisés pour le Parc.	-1							L'extension du parc nécessitera des matériaux de	-1	-14

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 497/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
																	construction .		
P19. Accueil d'un nouveau camping	10 ha seront artificialisés pour le camping.	-1	10 ha seront artificialisés pour le camping.	-1	10 ha seront artificialisés pour le camping.	-1	10 ha seront artificialisés pour le camping.	-1	10 ha seront artificialisés pour le camping.	-1			Les campings sont source de déchets.	-1			Le camping nécessitera des matériaux de construction .	-1	-15
I.C. ANCRER ET DYNAMISER LE TISSU COMMERCIAL LOCAL		6		8		3		3		4		2		0		0		2	71
P20. Identifier les localisations préférentielles	Le maintien du commerce de proximité permet de limiter les extensions et le développement des zones commerciales en dehors des villes.	2	Le maintien du commerce de proximité permet de limiter les extensions et le développement des zones commerciales en dehors des villes.	2	Le maintien du commerce de proximité permet de limiter les extensions et le développement des zones commerciales en dehors des villes.	2	Le maintien du commerce de proximité permet de limiter les extensions et le développement des zones commerciales en dehors des villes.	2	Le maintien du commerce de proximité permet de limiter les extensions et le développement des zones commerciales en dehors des villes.	2							Le maintien du commerce de proximité permet de limiter les extensions et le développement des zones commerciales en dehors des villes.	2	28
P21. Favoriser l'installation des commerces dans les centralités commerciales			L'implantation le long des axes doit être évitée.	2															6

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 498/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071440-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P22. Encadrer la localisation des commerces d'envergure			L'implantation de commerce d'envergure dans les centralités est possible à condition de ne pas nuire à la qualité des paysages urbains.	1							L'implantation de commerce d'envergure dans les centralités est possible à condition de ne pas engendrer de nuisances sonores.	1							5
P23. Accueillir les activités commerciales incompatibles avec une implantation dans les centralités commerciales (urbaines)									Il s'agit d'éviter d'implanter des activités induisant des flux incompatibles avec une présence en centre.	1	Il s'agit d'éviter d'implanter des activités induisant des flux incompatibles avec une présence en centre.	1							4
P24. Définir les secteurs commerciaux périphériques dans les documents d'urbanisme locaux	Les enveloppes foncières sont limitées aux besoins réels.	1																	3

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 499/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P25. Maîtriser le développement des activités commerciales au sein des secteurs de flux identifiés	La compacité permet de limiter la consommation d'espace et l'artificialisation.	2	Le développement commercial le long des axes doit être évité. Une meilleure insertion urbaine doit être recherchée. Des aménagements paysagers de pleine terre sont privilégiés.	2	La perméabilité des stationnements est privilégiée.	1	La perméabilité des stationnements est privilégiée.	1	Une desserte multimodale doit être recherchée. La perméabilité des stationnements est privilégiée.	1									19
P26. Définir les secteurs de flux dans les documents d'urbanisme locaux																			0
P27. Implanter des activités commerciales au sein des zones d'activités (ZI et ZA)			Les implantations ne doivent pas entrainer un impact paysager non maitrisé.	1															3
P28. Accueil d'activités dans les zones de flux																			0
P29. Permettre l'adaptation des bâtiments et aménagements commerciaux existants	L'implantation de nouveaux commerces doit être évitée en dehors des centralités, sauf pour les surfaces supérieures à 300 m² qui peuvent	1																	3

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 500/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071440-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
	bénéficier d'extensions.																		
I.D. LE DOCUMENT D'AMÉNAGEMENT ARTISANAL, COMMERCIAL ET LOGISTIQUE (DAACL)		2		5		2		4		4		2		0		0		0	47
P30. Identification des localisations préférentielles et déclinaison par les documents d'urbanisme locaux			Il s'agit d'encourager la requalification des espaces publics.	2			Les parkings perméables favorisant l'infiltration des eaux pluviales doivent être réalisés.	2	La végétalisation des espaces de stationnement doit être privilégiée dans les sites commerciaux périphériques. Des liaisons en modes actifs, des dispositifs de production EnR doivent être prévus.	2									14

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 501/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P31. Proposition de prescriptions pour le Secteur 1 - Secteur commercial de flux existant / en renforcement			LE développement de l'offre est limité au réinvestissement des cellules vacantes, ce qui limite les extensions et réduit l'impact paysager.	1															3
P32. Orientations pour le secteur de flux existant	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1							15
P33. Orientations pour le secteur de flux futur	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1	Il s'agit d'éviter l'étalement de la zone.	1							15
PARTIE 2 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS, DE LA MOBILITE, DE L'OFFRE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES, POUR LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE		7		16		-2		-2		14		9		2		2		2	111
II.A - REPONDRE AUX BESOINS DE LOGEMENTS DES HABITANTS EN FAVORISANT UNE GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE ET LIMITANT L'ARTIFICIALISATION DES SOLS		7		16		-2		-2		7		2		2		2		2	83
P34. Les critères de définition de l'armature infracommunale																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 502/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P35. La priorisation de la production de logement dans l'armature infracommunale	La priorité donnée à la remobilisation du vacant, renouvèlement urbain, densification permet de réduire les pressions sur les ENAF.	3	La priorité donnée à la remobilisation du vacant, renouvèlemen t urbain, densification permet de réduire les pressions sur les paysages.	3					Cela aura également pour effet de préserver les sols et les puits de carbone, et résoudre les distances de déplacement en rapprochant les emplois des logements et des lieux de consommatio ns.	3	La densificatio n peut augmenter l'exposition aux nuisances.	-1			Des friches pourron t être remobil isées.	2	LA remobilisati on du vacant limite les besoins en matériaux.	2	26
P36. Les objectifs chiffrés de production de logements par la réhabilitation de logements vacants ou de production neuve	L'objectif est de remobiliser 19 % du total des logements à produire.	2	L'objectif est de remobiliser 19 % du total des logements à produire.	2					L'objectif est de remobiliser 19 % du total des logements à produire.	2			L'objectif est de remobilise r 19 % du total des logements à produire.	2			L'objectif est de remobiliser 19 % du total des logements à produire.	2	20
P37. La production de logements selon la répartition par modes de production (réhabilitation de logements vacants, densification ou extension des espaces urbanisés)	40 % des logements à produire seront en extensions.	-2	40 % des logements à produire seront en extensions.	-2	40 % des logements à produire seront en extensions.	-2	40 % des logements à produire seront en extensions.	-2	40 % des logements à produire seront en extensions.	-2							40 % des logements à produire seront en extensions.	-2	-28
P38. Maîtrise de l'extension des surfaces urbanisées pour la production de nouveaux logements neufs	101 ha d'ENAF seront artificialisés.	-2			101 ha d'ENAF seront artificialisés.	-2	101 ha d'ENAF seront artificialisés .	-2	101 ha d'ENAF seront artificialisés.	-2									-20

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 503/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P39. Connaître et valoriser les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis	Les continuités écologiques devront être prises en compte.	1	Les continuités paysagères devront être prises en compte.	1	Les enjeux en matière d'évolution des risques devront être pris en compte.	1	La desserte en réseau eau et assainissement devra être prise en compte.	1	Les enjeux en matière de changement climatique devront être pris en compte.	1									13
P40. Améliorer la qualité générale des secteurs d'urbanisation et des espaces publics			Le patrimoine bâti et le petit patrimoine devront être préservés.	2					Des liaisons piétonnes devront être prévues.	2									10
P41. Renforcer la qualité des formes urbaines	Il est question de privilégier les formes peu consommatrices d'espace.	1	Les formes urbaines doivent être adaptées aux caractéristiques des communes.	1	La perméabilité des sols et l'infiltration sont favorisées.	1	La perméabilité des sols et l'infiltration sont favorisées.	1	Les économies d'énergie et les énergies renouvelables, la perméabilité des sols doivent être favorisées.	1									13
P42. Soigner l'intégration des aménagements dans le grand paysage			Les points de vue doivent être préservés.	2															6
P43. Préserver les silhouettes villageoises (paysage urbain)	Il est question de préserver les coupures d'urbanisation.	2	Il s'agit de préserver les silhouettes, de réparer les situations dégradées, etc.	3							Il est question d'éviter l'urbanisation linéaire.	1							17

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 504/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P44. Garantir la qualité dans la mise en œuvre des extensions urbaines	L'urbanisation linéaire doit être proscrite, le fractionnement des espaces d'intérêt écologique évité.	2	Ces dispositions devraient permettre de préserver et éventuellement améliorer les paysages.	3					Les connexions pour les modes doux seront maintenues.	1	L'urbanisation linéaire doit être proscrite.	2							21
P45. Garantir la qualité pour les entrées de villages et bourgs			Des aménagements paysagers de qualité seront privilégiés.	1					Les usages piétons et vélos doivent être mieux intégrés, des cheminements piétons hors chaussées créés.	1									5
R5. Garantir la qualité des entrées et traversées de villages et bourgs																			0
III.B. FACILITER DES MOBILITÉS ET DÉPLACEMENTS ET DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES A LA VOITURE		0		0		0		0		7		7		0		0		0	28
P46. Faciliter la mobilité au sein du territoire et l'usage renforcé des transports en commun									Il s'agit de réduire les distances de déplacement et développer les modes alternatifs à la voiture particulière.	3	Il s'agit de réduire les distances de déplacement et développer les modes alternatifs à la voiture particulière.	3							12

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 505/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P47. Développer une mobilité quotidienne qui favorise les solutions alternatives à la voiture particulière									Il est question de poursuivre le développement d'aménagements dédiés aux transports partagés, développer des aires de covoiturage ou d'autopartage, favoriser les cheminements doux et cyclables, etc.	3	Il est question de poursuivre le développement d'aménagements dédiés aux transports partagés, développer des aires de covoiturage ou d'autopartage, favoriser les cheminements doux et cyclables, etc.	3							12
P48. Adapter l'offre de stationnements aux usages de l'ensemble des mobilités									Il s'agit de penser les stationnements pour permettre l'atteinte des objectifs précédents.	1	Les véhicules électriques sont moins bruyants.	1							4
PARTIE 3 – ORIENTATIONS ET OBJECTIFS POUR FAVORISER LES TRANSITIONS ECOLOGIQUES, ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES, LA VALORISATION DES PAYSAGES ET LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS		35		49		28		33		40		9		2		3		3	508

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 506/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071440-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
III.A - PROTEGER ET VALORISER LES RESSOURCES		16		15		15		16		16		6		0		0		0	214
P49. Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux forestiers		2		2		2		2		2									26
R6. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux forestiers		2		2		2		2		2									26
P50. Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux agropastoraux / ouverts		2		2		2		2		2									26
R7. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux agro-pastoraux / ouverts																			0
P51. Préserver les réservoirs de biodiversité des milieux aquatiques et humides		3		2		3		3		3									36
R8. Recommandations pour la préservation des réservoirs présents dans les milieux aquatiques et/ou humides																			0
P52. Préserver l'ensemble des éléments constitutifs des corridors écologiques, notamment par leur inscription et protection au sein des documents d'urbanisme locaux		3		3		3		3		3		3							45
P53. Transcrire la TVB du SCoT dans les documents d'urbanisme locaux		3		3		3		3		3		3							45
P54. Intégrer les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques dans les documents d'urbanisme locaux		1		1				1		1									10
R9. Intégrer des réservoirs et des corridors dans les documents d'urbanisme locaux																			0
III.B. PRESERVER ET VALORISER LES ESPACES ET ACTIVITÉS AGRICOLES		7		9		3		3		5		0		0		0		2	75

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 507/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P55. Allier qualité des aménagements urbains et intégration paysagère dans les milieux naturels, agricoles et forestiers			Il s'agit de préserver l'identité paysagère et batie des villages.	2					La continuité des modes doux doit être garantie.	1									8
P56. Préserver le foncier agricole	Il s'agit d'éviter l'artificialisation du foncier agricole.	3	Il s'agit d'éviter l'artificialisation du foncier agricole.	3	Il s'agit d'éviter l'artificialisation du foncier agricole.	3	Il s'agit d'éviter l'artificialisation du foncier agricole.	3	Il s'agit d'éviter l'artificialisation du foncier agricole.	3									39
P57. Conditionner les constructions et aménagements possibles au sein des espaces agricoles	Les constructions et installations agricoles sont admises sous réserve d'être compatibles avec la sauvegarde des espaces naturels.	2	Les constructions et installations agricoles sont admises sous réserve d'être compatibles avec la sauvegarde des paysages.	2					Les installations EnR peuvent être admises.	1									14
R10. Mettre en place des OAP thématiques relatives aux aspects extérieurs des constructions	Les équipements ou installations d'intérêt collectif sont admis sous réserve d'être compatibles avec la sauvegarde des espaces naturels.	2	Les équipements ou installations d'intérêt collectif sont admis sous réserve d'être compatibles avec la sauvegarde des paysages.	2													Il s'agit de maintenir l'accès à la ressource minérale.	2	14
P58. Définir les constructions et aménagements possibles dans les espaces et activités agricoles																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 508/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071440-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
R11. Mettre en place des outils fonciers de préservation du foncier agricole																			0
III.C. PRESERVER LE PAYSAGE		3		19		0		1		4		0		0		0		0	76
P59. Respecter les codes architecturaux locaux				3					Des liaisons douces devront être créées.	1									11
P60. Définir et prendre en compte la trame paysagère des bourgs / villages	Ces éléments présentant un intérêt paysager sont également intéressants pour la biodiversité et les continuités écologiques.	3		3					Des circulations douces devront être mises en œuvre.	1									20
R12. Recommandations relatives à la qualité du développement urbain																			0
P61. Préserver et valoriser le patrimoine bâti				3			Le changement de destination est permis à condition que ces constructions soient desservies par les réseaux.	1	Les liaisons douces qui les desservent doivent être protégées.	1									13
R13. Recommandations relatives au patrimoine bâti																			0
P62. Mettre en valeur les entrées du territoire				3															9
P63. Assurer la qualité paysagère des zones d'activités et de leurs abords				2															6

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 509/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P64. Veiller à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités				1															3
R14. Recommandation relative à la qualité de l'insertion paysagère des bâtiments d'activités																			0
P65. Préserver les vues remarquables et les ouvertures visuelles				2					Les liaisons douces qui les desservent doivent être protégées.	1									8
P66. Valoriser les itinéraires de randonnées				2															6
III.D. PRESERVER LES RESSOURCES ET PREVENIR LES RISQUES ET NUISANCES POUR FAVORISER L'ATTENUATION ET L'ADAPTATION CLIMATIQUE		9		6		10		13		15		3		2		3		1	143
P67. Prendre en compte la gestion durable de l'eau dans les projets							Il s'agit de protéger les périmètres de protection des captages, d'assurer la bonne adéquation entre projets et alimentation en eau potable.	2											4
R15. Recommandation relative au développement des aires d'alimentation de captage																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 510/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P68. Gérer les eaux pluviales de façon individuelle (à la parcelle) et collective	Les réseaux de haies présentant un intérêt hydraulique seront protégés.	2	Les aménagements de rétention paysagers seront privilégiés.	1	Il s'agit de privilégier l'infiltration des eaux pluviales au plus près du point de chute.	3	Il s'agit de privilégier l'infiltration des eaux pluviales au plus près du point de chute.	3	Ces éléments pourraient permettre de préserver les sols puits de carbone.	3									30
P69. Maîtriser le rejet des eaux de ruissellement						2		2											10
R16. Recommandations relatives à la récupération / rétention des eaux de pluie																			0
P70. Assurer le traitement des eaux usées dans des conditions satisfaisantes								3											6
R17. Recommandation relative à la qualité des traitements des eaux usées																			0
P71. Bien gérer les déchets ménagers													Il s'agit d'améliorer la collecte des déchets.	2			Il s'agit de prévoir en amont le recyclage des déchets de chantier, ce qui peut participer à réduire les besoins d'extractions.	1	3
R18. Recommandation relative à la mise à disposition de système pour le compostage																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 511/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
P72. Prendre en compte les risques naturels	La conservation des éléments pouvant jouer un rôle dans la rétention des sols participe à la préservation de la biodiversité et au maintien des continuités écologiques.	3	Ces éléments participent aussi aux paysages.	3		3	Ces éléments participent aussi à l'épuration des eaux.	3	Ces éléments participent aussi au stockage du carbone.	3									39
R19. Recommandation relative à la prise en compte des aléas moyens d'inondation																			0
P73. Conditionner les choix d'aménagement à la prise en compte des risques	Les activités à risques sont éloignées des réservoirs de biodiversité.	2				2									Les sites pollués doivent être recensés et intégrés dans les réflexions.	2			14
R20. Recommandations relatives à la prévention des risques																			0
P74. Protéger la population contre les pollutions et nuisances	Les zones de calme à protéger peuvent être des espaces verts participant aux continuités écologiques.	1	Les zones de calme à protéger peuvent être des espaces participant au cadre de vie.	1						3		3							18

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 512/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Dispositions du DOO	Biodiversité et milieux naturels	3	Paysages et patrimoine	3	Risques	3	Ressource en eau	2	Énergie, air et climat	2	Nuisances	2	Déchets	1	Sites et sols pollués	1	Ressources minérales	1	Total pondéré
R21. Recommandations relatives à la diminution et à la prévention des pollutions et nuisances																			0
P75. Prendre en compte les nécessités d'adaptation aux changement climatique										3									6
P76. Favoriser la production des énergies renouvelables	Les centrales PV ne sont autorisées qu'en dehors des espaces d'intérêt écologique.	1	Les centrales PV ne sont autorisées qu'en dehors des espaces d'intérêt paysager.	1						3					Les centrales PV sont implantées en priorité sur les friches.	1			13
R22. Recommandations relatives à la lutte contre le changement climatique																			0
III.E INSCRIRE LE TERRITOIRE SUR LA TRAJECTOIRE DU «ZERO ARTIFICIALISATION NETTE »		0		0		0		0		0		0		0		0		0	0
P77. Objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, ainsi que de réduction de l'artificialisation des sols																			0

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 513/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION COMPLEMENTAIRES PRECONISEES

Les mesures proposées ne sont pas exhaustives. La précision des projets permettrait d'adapter précisément ces mesures au territoire et aux différents projets.

➲ Mesures concernant les documents de rang inférieur

Dans le cadre des documents locaux d'urbanisme, il est préconisé la réalisation d'un diagnostic écologique complet aux périodes favorables afin de déterminer les différents enjeux faunistiques et floristiques sur les secteurs concernés afin de proposer des mesures d'évitement, de réduction voire de compensation le cas échéant.

Ce diagnostic écologique complet nécessitera donc le passage d'un écologue généraliste ou de plusieurs experts écologues (ornithologue, chiroptérologue, botaniste, entomologiste, etc.) afin de déterminer les différents enjeux faunistiques et floristiques de ces milieux naturels et de vérifier la présence ou non d'espèces ayant entrainé la désignation du site au réseau Natura 2000.

Dans le cas où ces enjeux s'avèrent importants, l'écologue proposera les mesures d'évitement, réduction ou compensations à mettre en place notamment :

- Éviter les zones de forts enjeux écologiques et le cas échéant, redéfinir l'emprise des projets (mesure d'évitement) ;
- Réaliser des aménagements pour le franchissement des voies pour les espèces animales (mesure de réduction).

Les continuités écologiques pourront être renforcées notamment en replantant des haies multi strates et multi espèces locales le long des axes ou des nouveaux aménagements.

Les cours d'eau et leurs abords pourront être identifiés par le règlement des documents d'urbanisme locaux comme des zones à protéger au titre de la loi L151-23 du Code de l'urbanisme. De plus, les ripisylves pourront être classées comme espace boisé classé (EBC) lors de l'élaboration ou la révision des documents.

➲ Mesures générales

En amont des projets

Il est préconisé de préciser les projets d'infrastructure tels les routes et parcs d'activité ou de loisir (notamment définir un secteur précis à la parcelle) afin de conclure sur les éventuels impacts de ces projets, notamment sur les sites Natura 2000, et ainsi proposer des mesures ERC adaptées.

Afin de réduire les impacts relatifs aux dérangements induits par les activités anthropiques (pollution lumineuse et sonore notamment) vis-à-vis des espèces faunistiques s'abritant au sein des différents milieux naturels constituant les sites Natura 2000 (notamment par rapport aux différentes espèces de chauves-souris, de papillons et de rapaces nocturnes), une marge de recul à minima de 20 mètres par rapport aux contours des différents périmètres Natura 2000 (ZSC et ZPS) est préconisée lorsque les secteurs de projet se situent sur des sites Natura 2000. Ces recommandations peuvent s'appliquer aux autres milieux naturels.

Les choix de végétalisation devront éviter les espèces exotiques envahissantes, les espèces allergènes, et privilégier les essences adaptées au contexte climatique changeant.

Une étude de la vulnérabilité des projets, en matière de ressource en eau et de changement climatique notamment, est préconisée ; il s'agira de viser l'exemplarité en matière de gestion de ressource et d'intégration environnementale (sobriétés foncière, énergétique et des besoins en eau, production d'énergie renouvelable, évitement des aléas naturels et réduction des nuisances, etc.).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 514/538

Il est préconisé d'implanter les ponts hors des rives du lit des rivières et des berges, ainsi que d'éviter un quelconque appui des ponts au niveau du lit ou des berges. Cette mesure permettra d'éviter un impact direct sur le lit des cours d'eau et sur les berges. La phase de chantier se déroulera hors lit et berges des cours d'eau (exemple : aucun engin ne devra être présent dans le lit de la rivière ou sur les berges) et en dehors de la période de reproduction. Pour finir, les ponts sont susceptibles de permettre le passage de nombreux véhicules. Une réflexion concernant la gestion des ruissèlements et tout autre type de polluants émis par les véhicules devra être menée afin d'éviter une pollution directe des cours d'eau lors des passages des véhicules.

Il est préconisé de réduire l'imperméabilisation des sols au maximum afin de traiter les eaux pluviales au plus près du point de chute et limiter ainsi le ruissèlement et le transport des polluants. Les éléments boisés (haies, bosquets) devront être préservés, car ils constituent une barrière aux transferts de polluants. Les zones humides présentes sur les secteurs de projet doivent également être préservées, pour leur intérêt en matière d'écrêtement des crues, outre leur intérêt écologique majeur. Les méthodes alternatives de gestion des eaux pluviales doivent être privilégiées (noues végétalisées, bandes enherbées, infiltration – dans les secteurs où les sols le permettent). Ces mesures ont la particularité de traiter à la fois les questions de qualité de l'eau et d'inondation par ruissèlement.

Chaque projet devra intégrer les enjeux paysagers (préservation des éléments paysagers tels les haies, arbres isolés, traitement des franges urbaines) et s'insère dans la topographie et l'architecture environnante.

Les zones humides devront être évitées, et un tampon devra leur épargner des incidences plus indirectes des aménagements (dérangements de proximité : bruit, lumière, polluants, etc.).

Les aléas naturels moyens pourront faire l'objet de dispositions constructives particulières afin de réduire la vulnérabilité.

Phase de chantier

Il est préconisé que tous travaux éventuels de déboisement et de défrichement (coupe de la strate arborée, arbustive et buissonnante), même en bordure du site, soient effectués de préférence en septembre-octobre (mesures d'évitement).

Les travaux de remblais et de déblais devront débuter avant la saison de reproduction des espèces présentes, soit avant le mois de mars afin d'éviter l'installation des individus en reproduction sur les zones déboisées en travaux (mesures d'évitement).

Il est préconisé que tout dépôt de matériel (terre, sable, etc.) nécessaire à la réalisation des aménagements soit bâché en cas de fortes bourrasques afin de minimiser les pollutions atmosphériques tant pour les habitants que pour les milieux naturels (mesures de réduction). De plus, l'évaluation environnementale préconise que tout dépôt soit installé en dehors de la zone de chantier et éloigné de tout habitat naturel d'intérêt communautaire, habitat d'espèce d'intérêt communautaire ou de lieux abritant des espèces d'intérêt communautaire.

D'une manière globale, il est préconisé que l'ensemble des mesures destinées à éviter toutes pollutions accidentelles (atmosphériques, du sol, aquatiques, etc.) des milieux lors des travaux soient prises, notamment si les projets ont lieu au sein d'habitats d'intérêt communautaire ou à proximité de lieu de reproduction d'espèces d'intérêt communautaire, à savoir que (mesures de réduction) :

- Des matériaux locaux soient utilisés autant que possible pour éviter l'apport et la dissémination de plantes exotiques envahissantes. Les engins seront contrôlés et nettoyés si nécessaire avant de pénétrer dans le périmètre des travaux. La terre éventuellement importée devra provenir d'une zone indemne de plantes exotiques envahissantes et contrôlée au préalable ;
- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent ou qu'ils soient équipés de kits de dépollution en cas de fuite de carburant, huile ou autres matériaux ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 515/538

- Le stockage des huiles et carburants sera réalisé à la base-vie, le confinement, la maintenance du matériel et d'engins se feront uniquement sur des emplacements aménagés à cet effet, loin de tout secteur écologiquement sensible ;
- Les accès au chantier et aux zones de stockage seront interdits au public ;
- Les eaux usées de la base-vie seront traitées ;
- Une collecte sélective des déchets, avec poubelles et conteneurs, sera mise en place.

Il est préconisé que l'emprise du chantier soit réduite au maximum et clairement délimitée afin de limiter les impacts sur les habitats naturels et les habitats d'espèces (mesures de réduction). Pour ce faire, il est préconisé la mise en défens des espaces à préserver par un ingénieur écologue en amont des travaux (mesures de réduction) afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. Cette mesure devra être mise en place avant le démarrage des travaux et maintenue durant toute la phase de travaux.

De plus, il est préconisé que les installations de chantiers, la base de vie, etc. soient installées en dehors des secteurs et de préférence (si possible) à plus de 100 mètres de distance des secteurs ayant été jugés sensibles par le ou les écologue(s) (mesures de réduction). De même, les zones de stockage devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières ou d'eaux de ruissèlement (mesures de réduction).

En plus de cela pour les secteurs de projets abritant (ou à proximité immédiate) d'habitats d'intérêt communautaire ou d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire, il est préconisé qu'un système de barrières semi-perméables soit mis en place afin de limiter au maximum l'accès au chantier aux animaux tout en permettant à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.

Cette barrière devra être constituée de matériau suffisamment résistant, posée sur des piquets, d'une largeur de 50 cm, être enterrée sur 10 cm au minimum et être inclinée à 40°-45° maximum, pour permettre le franchissement uniquement vers la zone extérieure à l'emprise des travaux. Les piquets devront être placés du côté de la zone des travaux afin d'éviter que certains individus réussissent à pénétrer dans la zone des travaux en grimpant le long des piquets.

De plus, l'accès au chantier ne devra pas constituer un lieu d'entrée ou de passage vers la zone travaux pour les animaux : un système de barrière (accès amovible) efficace devra être mis en place (mesures de réduction). Cette mesure devra être mise en place après le déboisement et le défrichement et maintenue durant toute la phase des travaux.

➲ Mesures concernant les taxons d'intérêt communautaire et leurs habitats

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux milieux aquatiques et humides

Il est préconisé qu'aucune zone humide naturelle ou artificielle ne soit impactée par un quelconque projet. L'évaluation environnementale rappelle que les zones humides sont protégées par l'article L. 211-1 du Code de l'environnement et que la destruction de telles zones est soumise à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, que ces demandes doivent proposer des mesures correctives voire compensatoires efficientes, si et seulement si l'incidence ne peut être évitée. L'évaluation environnementale rappelle également que les décisions administratives doivent être compatibles avec les documents de planification de la gestion de l'eau (SDAGE ; SAGE, etc.). L'évaluation environnementale rappelle également l'obligation légale (codifiée aux articles L. 122-3 et L. 122-6 du Code de l'environnement et L. 121-11 du Code de l'urbanisme) de la séquence « Éviter, réduire et compenser » (ERC) concernant les impacts des projets sur les milieux naturels.

Si un milieu aquatique ou humide se situe au sein ou à proximité d'un secteur, il est préconisé que :

- Une marge de recul d'au moins 15 m devra être prévue vis-à-vis des zones humides du secteur ;
- Au vu des enjeux concernant les zones humides, la priorité est d'éviter les impacts sur ces zones humides. À défaut, il faut au maximum les réduire ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 516/538

- Le chantier devra être bien cadré afin d'éviter tout débordement en direction de la zone humide et l'ensemble des précautions devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles de cette zone humide ou des cours d'eau à proximité (fuite d'hydrocarbures, etc.) et les impacts vis-à-vis du sol ;
- Les matériaux/remblais/déblais ne devront pas être stockés à proximité de la zone humide ou du cours d'eau. Aucun déchet ne devra être rejeté dans ces milieux humides et aquatiques ;
- Éviter au maximum l'usage de produits chimiques pour éviter toute pollution (fuites hydrocarbures, huiles, etc.).

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux chiroptères

En ce qui concerne les chiroptères, la diversité d'espèces potentiellement présentes et les nombreux milieux tant naturels qu'agricoles qu'elles fréquentent pour la chasse, la reproduction, les gites hivernaux, estivaux ou encore en transit, il est recommandé :

- Qu'avant toute destruction d'arbres à cavité ou de gite, l'absence d'individus soit vérifiée par un chiroptérologue ;
- Qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place durant la phase travaux et post-chantier (installations pérennes) ;
- Que les travaux s'effectuent de jour et qu'ils prennent fin, de préférence, 30 minutes avant le coucher du soleil et après le lever du soleil, afin d'éviter de déranger les différentes espèces de chiroptères actives à ces périodes.

Du fait de l'utilisation du réseau forestier par certaines espèces de chiroptères tel que le Petit Rhinolophe pour chasser ou encore se déplacer, et de leur sensibilité vis-à-vis des trouées qui s'avèrent fragmentantes lorsqu'elles sont importantes, il est fortement recommandé que l'abattage et/ou l'élagage d'arbres n'entrainent pas l'apparition de trouées de plus de 5 m de diamètre.

Les travaux devront être réalisés en dehors des périodes de reproduction des différentes espèces de chiroptères (swarming) et/ou d'hibernage, de préférence lorsque la majorité des espèces ne sont pas présentes sur le site afin que les vibrations et nuisances sonores ne les dérangent pas dans leur sommeil.

Une fois la phase de travaux finie, la règlementation française en termes d'éclairage nocturne devra être respectée, notamment pour les zones d'activités, les zones économiques et touristiques. Pour rappel, le maire de la commune est chargé de contrôler le respect de ces dispositions et de mettre en demeure la personne ou entreprise en infraction.

Enfin, afin de minimiser l'impact de l'artificialisation par les différents projets portés par le SCoT, il est recommandé d'éviter au maximum toute artificialisation au sein des habitats naturels et milieux agricoles utilisés par ces différentes espèces autour des gites hébergeant des colonies de reproduction (ces éléments étant jugés primordiaux pour la survie de ces colonies).

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux coléoptères saproxyliques

Lorsque l'ensemble des individus ayant vocation à être abattus aura été identifié, le passage d'un entomologiste est préconisé afin de vérifier de l'absence ou de la présence d'insectes saproxyliques (comme le Grand capricorne & Lucane cerf-volant) au niveau des racines et des troncs de ces individus et le cas échéant d'éviter leur abattage.

De manière générale, les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. devront être évités dans la mesure du possible.

Dans le cas où la présence serait avérée, il est recommandé d'éviter l'abattage des arbres occupés et de mettre en place des marges de recul d'environ 10 m de part et d'autre de ces arbres afin d'éviter toute incidence significative.

Il est préconisé que, dans le cas où l'abattage ne pourrait être évité, il le soit uniquement en dehors de la présence d'espèces protégées et en suivant les conseils d'un écologue.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 517/538

De plus, il est préconisé un balisage (rubalise) ou piquetage afin d'identifier précisément l'emprise du chantier et ainsi protéger les arbres et arbustes ayant vocation à être protégés.

Mesures d'évitement spécifiques aux reptiles

Il est préconisé de mettre l'année précédant les travaux, des murets de pierres sèches ou gabions en périphérie des secteurs susceptibles d'être impactés comportant des milieux boisés ou rocheux afin d'y attirer les populations présentes in situ et ainsi réduire l'impact potentiel de l'aménagement de ces sites sur ces populations.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux amphibiens

En cas de découvertes de points d'eau permanents ou temporaires (lac, mares temporaires, flaques, ornières) au sein d'un secteur susceptible d'être impacté, le passage d'un écologue (herpétologue) est préconisé afin d'attester de la présence ou non d'amphibiens ou reptiles visés par la Directive Habitats-Faune-Flore.

En cas de présence avérée, il est préconisé d'éviter la destruction de ces habitats et d'identifier des secteurs de passage des amphibiens afin de clairement les identifier (balisage) et ainsi réduire les risques de piétinements et d'écrasement d'individus.

De la même manière, en cas de présence avérée, une marge de recul d'à minima une trentaine de mètres devra être réalisée de part et d'autre de la zone humide et celle-ci sera clairement identifiée (balisage) afin d'éviter le passage d'engins ou d'ouvriers et ainsi réduire le risque de piétinement des individus.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 518/538



SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE



Annexes

Annexe 6 – Résumé non technique

Version pour l'arrêt du 14 mai 2025

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Présentation du projet 3
LIMINAIRE 3
LE SCOT 3
L'état initial de l'environnement 4
SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 4
➲ Milieu physique et occupation du sol 4
➲ Paysages et patrimoine 4
➲ Biodiversité et milieux naturels 5
➲ Ressource en eau 5
➲ Assainissement 6
➲ Ressources minérales 6
➲ Energie, GES et air 6
➲ Nuisances 7
➲ Déchets 7
➲ Sites et sols pollués 7
➲ Risques naturels et technologiques 8
SCENARIO AU FIL DE L'EAU 8
➲ Les tendances démographiques et climatiques 8
➲ Les tendances de l'environnement 9
SYNTHESE DES ENJEUX DU TERRITOIRE 11
L'articulation avec les documents-cadres 11
LES PLANS ET PROGRAMMES S'IMPOSANT AU SCOT 12
Justification du projet au regard de l'environnement 12
Méthode de l'évaluation environnementale 13
PRESENTATION METHODOLOGIQUE 13
LIMITES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 13
L'analyse des incidences sur l'environnement 14
LA PLUS-VALUE APPORTEE PAR LE SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT 14
SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES 15
INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000 16
➲ Les sites sur le territoire 16
➲ Analyse des incidences sur le réseau Natura 2000 16
ANALYSE DES EMISSIONS DE GES ET CONSOMMATIONS D'ENERGIE 17
Le dispositif de suivi 17

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 520/558

Présentation du projet

LIMINAIRE

Définis dans le cadre de la Loi SRU puis ALUR, l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 entrant en vigueur le 1er avril 2021 vise à moderniser les schémas de cohérence territoriale (SCoT). **Le contenu thématique** plus souple s'articule autour de trois grands piliers :

- Les activités économiques, dont les activités agricoles et commerciales ;
- Certains grands éléments de structuration des lieux de vie : offre de logements, de mobilité, d'équipements, de services et densification ;
- La transition écologique et énergétique, notamment la valorisation des paysages et la gestion économe des espaces naturels, agricoles et forestiers (sans oublier les enjeux spécifiques à la montagne)

Les SCoT traduisent territorialement le concept de développement durable. Ils doivent dès lors initier par leurs orientations, la liaison entre les composantes économiques, sociales et environnementales d'un même territoire afin d'en anticiper ses mutations et de les gérer de la façon la plus intégrée possible.

La démarche d'évaluation environnementale[1] est conçue en ce sens comme un outil d'aide à la décision et de gestion stratégique et opérationnelle de l'environnement sur le territoire. Elle répond à un double objectif :

- Réaliser un accompagnement technique et stratégique dès le début de la réalisation des documents du SCoT (PAS, DOO) qui vise à améliorer son efficience et sa plus-value environnementale ;
- Évaluer les incidences sur l'environnement du projet de SCoT et notamment justifier les choix retenus au regard de l'environnement pour construire le projet de territoire.

LE SCOT

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Moulins Communauté vise un développement territorial équilibré et durable à horizon 2046. Il s'appuie sur trois grandes ambitions stratégiques :

- Renforcer l'attractivité économique en capitalisant sur le positionnement stratégique du territoire (N7, A79), en diversifiant le tissu économique (logistique, industrie, artisanat, tourisme et agriculture de proximité), en améliorant les connexions avec les territoires extérieurs (transports, numérique), et en développant une offre touristique attractive et qualitative.
- Conforter les pôles de vie par un développement résidentiel maîtrisé (objectif annuel de 191 logements neufs), la lutte contre l'étalement urbain, la revitalisation des centres-bourgs, la diversification des logements, une meilleure structuration de l'offre en équipements, services, santé, enseignement et commerces, ainsi qu'un développement des mobilités durables (transports en commun, covoiturage, modes doux).

---

[1] L'évaluation environnementale de certains documents d'urbanisme a été rendue obligatoire le 3 juin 2004, à la suite de l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 :

> Portant transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement ;
> Venant modifier la loi no 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvèlement urbains.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 521/538

- Valoriser le capital environnemental en préservant les milieux naturels, la biodiversité (réseaux bocagers, continuités écologiques), les identités paysagères et patrimoniales, en gérant durablement les ressources naturelles (eau, énergie), en réduisant la vulnérabilité aux risques et nuisances (inondations, nuisances sonores et pollution de l'air), en diminuant la dépendance aux énergies fossiles, et en réduisant l'artificialisation des sols dans une logique de trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

Il s'appuie pour cela sur les objectifs et orientations contenues dans le DOO, qui s'organise en 3 parties et 11 orentations.

L'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement (EIE) est la première étape qui constitue l'évaluation environnementale. Il s'agit d'une photographie à l'instant t des forces, des faiblesses et des tendances concernant les grandes thématiques environnementales du territoire du SCoT. Cet état initial a permis de mettre en avant les grands enjeux environnementaux susceptibles d'avoir des interactions avec la mise en œuvre du SCoT.

Le scénario au fil de l'eau identifie les grandes tendances de développement du territoire dans le cas où le SCoT ne serait pas mis en œuvre. Il permet de présenter les évolutions tendancielles de l'environnement. Cet exercice reste qualitatif et démonstratif, car les traits d'évolution sont grossis pour en extraire des tendances. Le scénario n'est donc pas quantitatif du fait l'absence de données fines et fiables sur certaines thématiques.

SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

➲ Milieu physique et occupation du sol

La topographie du SCoT de Moulins Communauté s'organise principalement à partir de la vallée de l'Allier, qui suit un axe nord-sud. De part et d'autre de cet axe hydrographique structurant, un ensemble de rivières entaille les plateaux de l'est et de l'ouest, formant de nombreux vallons, eux-mêmes incisés par un nombre important de ruisseaux. Le territoire est bordé par la Loire à la marge nord-est du territoire.

Le relief est doux, caractérisé par un ensemble de vallonnements plus ou moins marqués suivant les régions du territoire. Les différences de niveau sont modérées : elles oscillent entre 185 m dans le lit de l'Allier à 357 m à Souvigny.

En 2023, d'après les données d'occupation des sols, le territoire de Moulins Communauté est majoritairement composé de formations herbacées (71%), correspondant à des prairies permanentes et temporaires, caractérisées par des surfaces enherbées denses et des terres arables. Les peuplements de feuillus couvrent 23% de la surface du territoire. Le reste du territoire est constitué de surfaces en eau, de peuplements de conifères, de peuplements mixtes et de zones à matériaux minéraux.

➲ Paysages et patrimoine

Le patrimoine présent sur le territoire du SCoT est riche, comme en témoigne la présence de 83 monuments historiques inscrits ou classés, et trois communes du territoire disposent d'un Site Patrimonial Remarquable. Les éléments patrimoniaux sont regroupés principalement dans la partie ouest du territoire et confèrent à cette région un caractère pittoresque séduisant. De plus, 2 sites sont classés, 3 inscrits, et un important petit patrimoine rural façonne l'identité du territoire. Ce dernier possède également un important potentiel archéologique, marqué notamment par la présence de vestiges gallo-romains.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 522/588

Néanmoins, il est à noter la présence de plusieurs châteaux abandonnés, lesquels, faute d'intervention, disparaîtront. De plus, les bâtiments tombant en ruine, bien que marqueurs historiques, peuvent finir par constituer des points noirs paysagers déqualifiant le paysage. Par ailleurs, l'anthropisation des milieux et l'agriculture contemporaine sont à l'origine d'une modification des paysages du territoire (axes de communication structurants impactant fortement les paysages, haies menacées, modification du bocage par l'agriculture moderne …)

Le bocage est menacé de disparition, conduisant à un appauvrissement des paysages. Les impacts du changement climatiques menacent également l'identité paysagère.

➲ Biodiversité et milieux naturels

Le territoire de Moulins Communauté est composé de milieux naturels remarquables identifiés par de nombreux périmètres d'inventaires, de protection et de maîtrise foncière (60 ZNIEFF de type 1 et 10 ZNIEFF de type 2, un arrêté de protection de biotope, une réserve naturelle régionale et une réserve naturelle nationale, 10 sites du Conservatoires d'Espaces Naturels). Un important réseau de zones humides et de cours d'eau sont notamment présents sur le territoire. Les zonages patrimoniaux sont ainsi nombreux sur le territoire de Moulins Communauté et recouvrent une large partie du territoire. Ils comportent des actions environnementales complémentaires en mêlant sensibilisation et animations auprès du public, gestion pastorale des sites sensibles, préservation de la biodiversité et renforcement des suivis écologiques.

Le territoire présente ainsi des enjeux écologiques forts. Les milieux naturels et les espèces fréquentant ce secteur sont variés et riches.

3 sous-trames sont identifiées : aquatique, boisée et bocagère. La définition de la trame verte et bleue du territoire a permis d'identifier les menaces et pressions exogènes très localisées sur le territoire du pays : fragmentation des territoires liée aux axes routiers et ferroviaires, à la présence d'obstacles à l'écoulement, la présence de l'Allier, impact des rejets de déchets, pollutions, eutrophisation, etc.

➲ Ressource en eau

Les masses d'eau du territoire présentent des caractéristiques différentes :

- 3 nappes d'eau sont en mauvaise qualité d'un point de vue chimique et quantitatif, les 3 autres sont dans un bon état chimique et quantitatif.
- Concernant l'état écologique des cours d'eau, seuls Le Ruisseau de la Loire et le canal latéral à la Loire sont recensés comme ayant un bon état écologique. Le reste du réseau hydrographique a un état écologique moyen voir médiocre à l'exception du Ruisseau des Veines, de La Goutte Champ-Loue et de L'Engièvre qui, quant à eux, dispose d'un état écologique mauvais.
- Concernant l'état chimique des cours d'eau du territoire. Plusieurs cours d'eau sont identifiés comme n'atteignant pas le bon état chimique: L'Acolin et ses affluents, le Luzeray et ses affluents, la Bieudre et ses affluents et la Loire depuis la confluence de la Besbre jusqu'à la confluence avec l'Aron.

L'ensemble du territoire de Moulins Communauté est désigné comme zone sensible à l'eutrophisation. De plus 93% du territoire a été classée en 2000 en zone vulnérable aux nitrates.

Les communes du territoire du SCoT sont concernées par les SAGE Allier-Aval et Yèvre-Auron, cependant 11 communes du territoire ne sont couvertes par aucun SAGE. De plus Moulins Communauté s'engage dans deux contrats territoriaux pour préserver la qualité de l'eau. Le Contrat Territorial Val d'Allier Alluvial (2023-2028) vise à restaurer et préserver l'axe Allier Alluvial, avec un diagnostic initial par l'Etablissement Public Loire et des actions de restauration par Moulins Communauté en seconde phase. Le Contrat Territorial Plaine Alluviale de la Loire (6 ans) cherche à maintenir la morphologie naturelle du fleuve, garantir l'eau potable, limiter les inondations et préserver la biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 523/538

Concernant la répartition des prélèvements du territoire, l'irrigation et l'eau potable constitue les usages les plus importants sur le territoire, correspondant respectivement à 65% du volume d'eau prélevé et 35%.

➲ Assainissement

Au 1er janvier 2023, la compétence assainissement collectif sur le territoire de Moulins s'étend à 41 communes sur 44, après avoir été historiquement gérée de façon éclatée entre communes, syndicats et Moulins Communauté. L'assainissement des principales communes urbaines (Moulins, Yzeure, Avermes, Neuvy, et partiellement Toulon-sur-Allier et Bressolles) est assuré par la station d'épuration des Isles à Avermes, mise en service en 1994, de type boues activées à faible charge, avec une capacité nominale de 50 000 EH et hydraulique de 28 000 m³/j. Cette station est sujette à un risque de non-conformité depuis 2018 en cas de dépassement hydraulique, d'où des travaux engagés en 2023. Le reste du territoire est desservi par 42 stations rurales, dont 5 présentent des non-conformités principalement liées à la vétusté ou à des dysfonctionnements ponctuels.

Trois communes ne disposent d'aucun système d'assainissement collectif. En parallèle, l'assainissement non collectif est désormais géré par l'EPCI sur l'ensemble du territoire. Le taux de raccordement au collectif est élevé dans les anciennes communes de Moulins Communauté. On recense 7 384 installations d'assainissement collectif pour 13 998 habitants. En 2023, 29,42 % des installations d'assainissement non collectif contrôlées sont conformes, mais cet indicateur est encore partiel. Ce mode de traitement reste pertinent en zone d'habitat dispersé, à condition de respecter les contraintes liées aux périmètres de captages et aux usages sensibles comme la baignade.

➲ Ressources minérales

Le territoire de la Communauté est un plateau caractérisé par de nombreux vallons et vallées, structuré autour de quatre principales entités géologiques. Les formations alluviales, riches en sédiments meubles, sables et argiles, se trouvent dans les vallées de l'Allier et de la Loire. Les formations de sables et argiles du Bourbonnais, issues du Miocène et du Pliocène, sont constituées de bancs argileux et sableux, avec des matériaux siliceux localisés. À l'ouest de l'Allier, on observe une diversité géologique mêlant formations sableuses, argilo-sableuses et un socle cristallin granitique. Enfin, le plateau calcaire, situé au nord de Souvigny et sur une partie de Marigny, est formé de calcaires et de marnes sableuses.

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) AURA, approuvé en décembre 2021, fixe trois objectifs majeurs : assurer un approvisionnement durable en matériaux pour soutenir le logement et l'industrie, améliorer la performance environnementale des carrières en limitant leurs impacts, et intégrer la gestion des ressources dans les stratégies de planification territoriale, notamment par la compatibilité avec les SCoT. Le SRC Bourgogne-Franche-Comté n'est pas encore approuvé.

Dix carrières sont actuellement en activité sur le territoire du SCoT d'après le BRGM.

➲ Energie, GES et air

En 2023, 1 716 GWh d'énergie ont été consommée sur le territoire du SCoT, soit 27 MWh par habitant cette moyenne est légèrement au-dessus de la moyenne régionale (25 MWh/hab./an) et supérieur à la moyenne nationale (22 MWh/hab./an). Le secteur du transport (40%) est le secteur le plus consommateur d'énergie suivi par le secteur résidentiel (30%). Cette consommation d'énergie est en baisse depuis 2010, de 8,3%, on note un fort développement des énergies renouvelables (+16% pour les ENRt, +72,7% des organo-carburants) tandis que les produits pétroliers et le gaz ont diminué de respectivement -11,6%, et -25,8%.

A ce sujet, les énergies renouvelables représente en 2023, 321 GWh de la production dont 43% proviennent de la filière bois-énergie et 22% des pompes à chaleur.

Concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES), 584 kteqCO2 ont été émises sur le territoire de Moulins Communauté.. Ce sont les secteurs de l'agriculture, sylviculture et aquaculture (40%), des

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 524/538

transports (29%), du résidentiel (10%) et de la gestion des déchets (10%) qui représentent la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire.

Concernant la qualité de l'air, le territoire est particulièrement concerné par la pollution à l'ammoniac (NH3). Ce gaz provient à 98% de l'agriculture, du fait de l'élevage et des apports d'engrais minéraux. Comme sur le territoire national, les émissions de polluants de l'air en kg/hab. sont en diminution sur le territoire de Moulins Communauté depuis 2013. Elles ont diminué de 34% depuis 2010. Les gaz SOx (-49%), NOx (-52%), PM2.5 (-49%) et COVNM (-36%) sont ceux ayant connu une plus forte diminution de leurs émissions sur le territoire de l'agglomération de Moulins depuis 2010.

➲ Nuisances

Plusieurs infrastructures de transport terrestre sont source de nuisances sonores sur le territoire. Les nuisances se concentrent ainsi sur un axe nord-sud passant par Moulins, notamment du fait de la voie ferrée n°750000 et la RN7 ainsi que sur un axe est-ouest au droit de la RN79. En raison d'un contournement du cœur d'agglomération, les nuisances sonores affectent peu Moulins où le cadre de vie se retrouve néanmoins localement altéré en raison de dessertes locales support d'un trafic journalier relativement dense (RD979, RD779, RD707, RD528…).

Les carte de bruits stratégiques à l'échelle communale sur le territoire ont permis de mettre en évidence qu'aucune personne n'est exposée à des ambiances sonores dépassant les valeurs limites et aucun établissement de santé ni d'enseignement n'est affecté par un volume sonore dépassant les valeurs limites mais des établissements d'enseignements situés cours Vincent d'Indy sont néanmoins affectés par le bruit.

Le territoire de Moulins communauté est couvert par 2 PPBE. Le PPBE de l'état a été approuvé le 28 janvier 2015 et concerne uniquement la route nationale 79. Les routes départementales 945, 707, 528 et 2009 sont traitées par le PPBE de l'Allier 2014-2019.

➲ Déchets

Moulins Communauté a transféré la collecte et le traitement des déchets des ménages et déchets assimilés au SICTOM Nord Allier.

En 2022, c'est un total de 46 725 tonnes qui ont été collectées. La production d'ordures ménagères est d'ailleurs en baisse progressive depuis 2010. Une dynamique de prise de conscience de la nécessité de réduire ses déchets semble donc être ancrée, à l'instar de ce que révèle les données nationales depuis le début de la décennie.

Concernant le traitement et la valorisation des déchets, le SICTOM Nord Allier dispose de plusieurs équipements de valorisation des déchets à savoir une installation de stockage de déchets non dangereux, un centre de tri, une plateforme de compostage de déchets verts ainsi qu'une unité de valorisation énergétique. Les 9 déchetteries présentes sur le territoire ont récolté 19 151 tonnes de déchets en 2023.

Dans le cadre du PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés du SICTOM Nord Allier), le SICTOM met en place un certain nombre de mesures pour réduire la production de déchets en amont de la collecte.

➲ Sites et sols pollués

Pour ce qui est des sites pollués, 254 sites sont source de pollutions potentielles (données CASIAS), 10 sites sont recensés par la base de données BASOL qui identifie les sites avec une ou plusieurs pollutions avérées. 146 ICPE sont présentes sur le territoire, et pourraient être sources de pollution des sols. Les communes suivantes sont particulièrement concernées par la présence d'ICPE dans leur territoire : Yzeure avec 31 sites, Avermes avec 14 sites, Moulins avec 9 sites.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 525/538

➲ Risques naturels et technologiques

Le territoire du SCoT de Moulins est concerné par plusieurs risques naturels et technologiques.

Le territoire intercommunal, du fait de la présence de l'Allier et de la Loire, est soumis à un risque d'inondation important. Afin d'encadrer ce risque, plusieurs PPRI s'appliquent dans Moulins Communauté :

- Le PPRI de l'Agglomération Moulinoise sur la rivière Allier, approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 juin 1997 et révisé par arrêté préfectoral le 31/05/2017 ;
- Le PPRI du Val d'Allier Nord, approuvé par arrêté préfectoral le 30 janvier 2006 ;
- Le PPRI Plaine d'Allier, approuvé par arrêté préfectoral du 23 mai 2008 ;
- Le PPRI Fleuve Loire, approuvé le 20/06/2001 et révisé par arrêté préfectoral le 4 avril 2019.

Au total, ce sont 18 communes du territoire qui sont soumises à ces plans.

Bien qu'aucun PPR concernant les mouvements de terrain ne soit présent sur le territoire de Moulins Communauté, certaines communes sont concernées par le risque d'effondrement lié à la présence de cavités, le risque de glissement ainsi que le risque d'érosion des berges. De plus, globalement faible, l'aléa retrait/gonflement des argiles peut néanmoins être considéré comme moyen (sud et ouest) voire fort (est) sur certaines zones restreintes du territoire. Ce phénomène, bien que peu dangereux pour la vie des personnes concernées, représente le second poste d'indemnisation aux catastrophes naturelles affectant les maisons individuelles du fait des dommages causés aux constructions (fissures notamment). A ce jour, 17 communes ont déjà fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle pour des mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse.

Le territoire fait face à un risque industriel significatif avec la présence de 146 Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dont 38 sont soumises à un régime d'autorisation, et surtout par 2 SEVESO seuil haut et 1 SEVESO seuil bas.

Le territoire est aussi concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses. Des canalisations de transport de gaz traversent le territoire.

Enfin, il existe sur le territoire de Moulins communauté un risque de rupture de barrage, concernant une partie des communes des bords de l'Allier et celles de la rive gauche de la Loire. Ce risque est lié directement à une potentielle rupture du barrage EDF de Fades-Besserves sur la Sioule, dans le département du Puy-de-Dôme ou de celui de Villerest sur la Loire, dans le département du même nom. Etant classifiés comme 2 des 4 barrages présentant un risque majeur pour le département de l'Allier, ces barrage EDF sont soumis à un PPI (Plan Particulier d'intervention).

Les évolutions climatiques en cours et attendues laissent poindre la possibilité d'évènements plus impactant que ceux connus précédemment.

SCENARIO AU FIL DE L'EAU

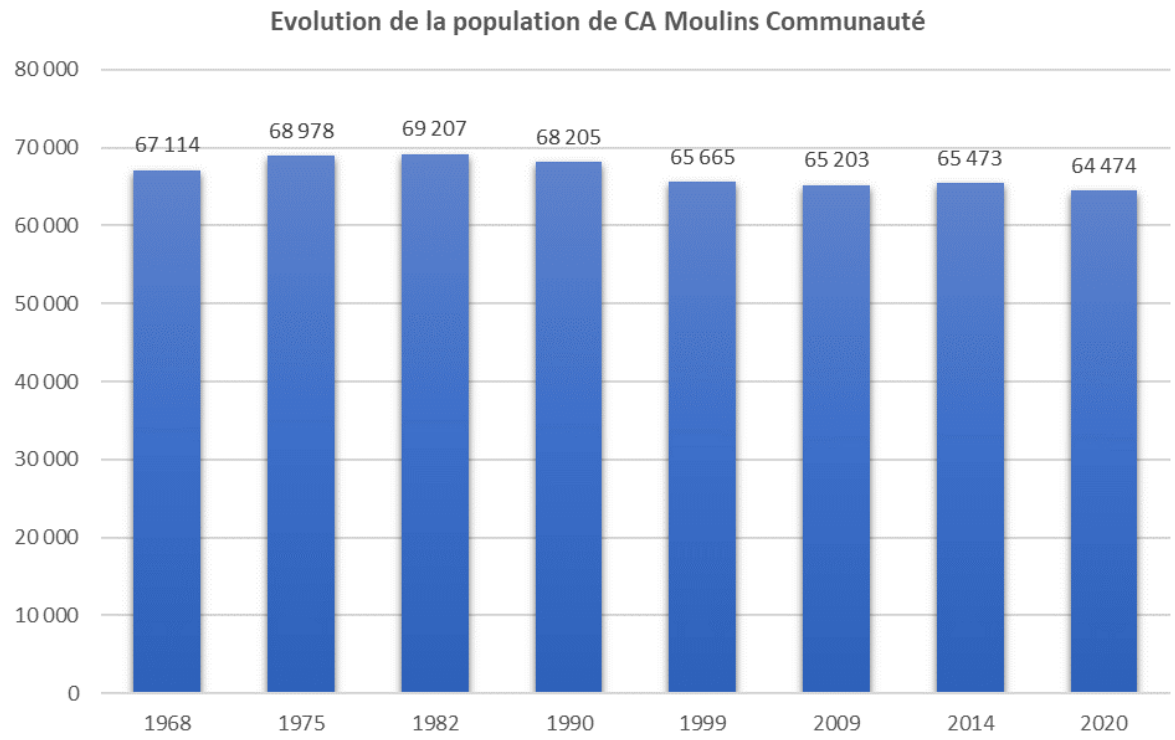
Le scénario au fil de l'eau a pour vocation de présenter l'évolution de l'environnement sur le territoire sans SCoT. Il ne se veut ni prospectif ni réel. Les perspectives au fil de l'eau sont basées sur le croisement de plusieurs tendances de façon à restituer les dynamiques en cours sur le territoire. Les paramètres démographiques et climatiques sont les deux grands facteurs d'évolution de l'environnement, car ils regroupent l'essentiel des pressions et menaces sur les milieux (sol, eau, air).

➲ Les tendances démographiques et climatiques

Entre 2009 et 2014, le territoire de Moulins à connu une très légère croissance démographique avant de diminuer. En effet la CA Moulins Communauté perd des habitants, avec une baisse de -0,26% en moyenne entre 2014 et 2020. Cette décroissance est relativement homogène sur toute l'armature territoriale.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 526/538



Entre 2013 et 2019, le vieillissement de la population s'accentue fortement, avec une progression notable des plus de 65 ans (+5,2%). À l'inverse, on constate une forte diminution des effectifs des 20-44 ans (-6%), les autres tranches d'âge sont également en baisse.

Sur le territoire de Moulins, comme dans l'ensemble de l'ancienne région Rhône-Alpes, les effets du changement climatique se traduisent avant tout par une hausse marquée des températures. Le réchauffement observé atteint +1,8°C par rapport à la période 1961-1990, avec une accentuation nette depuis les années 1980. Ce réchauffement est particulièrement sensible au printemps et en été, saisons durant lesquelles les impacts sur les milieux naturels et les usages (ressources en eau, agriculture, etc.) sont les plus significatifs. En revanche, les précipitations ne montrent pas d'évolution claire sur le long terme, même si l'on constate une progression des épisodes de sécheresse, liée notamment à une évaporation accrue des sols.

➲ Les tendances de l'environnement

Le tableau suivant synthétise ces éléments.

Tableau 1 : Tendances d'évolution de l'environnement

Dimension environnementale	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie en l'absence de SCoT et explication	
Consommation foncière	+	La consommation foncière va continuer, mais à un rythme modifié du fait de la mise en œuvre du ZAN.	Amélioration
Milieux naturels et biodiversité	++	Les pressions vont continuer de s'exercer, bien que certaines s'infléchissent telle l'urbanisation ; mais il existe beaucoup d'incertitudes liées à	Poursuite des tendances

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 527/538

Dimension environnementale	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie en l'absence de SCoT et explication	
		l'évolution du modèle agricole, au changement climatique, etc.	
Ressource en eau	++	Le changement climatique fait peser une menace non négligeable et augmente la vulnérabilité de la ressource et du réseau hydrographique. Les outils existants tels que le SDAGE et les SAGES visent à améliorer l'état des masses d'eau.	Dégradation potentielle
Ressources minérales	+	La mise en œuvre du SRC vise un approvisionnement durable. La construction de logements neufs devrait augmenter.	Aggravation potentielle
Qualité de l'air	+	La règlementation plus draconienne sur l'isolation et les modes de chauffage devraient permettre de continuer à réduire les émissions des bâtis, il en va de même sur les émissions des véhicules individuels.	Poursuite des tendances
Énergie et GES	++	La production d'EnR est significatif sur le territoire et progresse. Les besoins électriques se multiplient (véhicules électriques, appareils électroniques, demande de confort accru, etc.) et l'usage de la voiture individuelle est fortement développé. Les émissions liés au développement de l'agriculture perdurent.	Poursuite des tendances
Risques naturels	++	Le changement climatique fait peser de fortes incertitudes sur l'évolution des risques naturels, qui pourraient s'aggraver : inondations, mouvements de terrain (notamment retrait-gonflement des argiles), feu de forêt, épisode de sécheresse, etc.	Aggravation potentielle
Risques technologiques	+	Ces risques sont peu susceptibles d'évoluer.	Poursuite des tendances
Sites et sols pollués	+	Il existe de moins en moins de sources de pollution, du fait de la règlementation comme de la baisse des activités polluantes, et le traitement des sites pollués qui progresse.	Amélioration

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 528/538

Dimension environnementale	Importance des pressions et menaces	Évolution pressentie en l'absence de SCoT et explication	
Nuisances sonores	+	La tendance est à la baisse des nuisances sonores (véhicules moins bruyants, bâtiments mieux isolés).	Poursuite des tendances
Déchets	+	La filière se structure, la collecte sélective et le compostage progresse.	Poursuite des tendances

SYNTHESE DES ENJEUX DU TERRITOIRE

Au regard de la situation de l'environnement du territoire exposée précédemment, les enjeux environnementaux ont été hiérarchisés. Les leviers d'action du SCoT ont également été pris en compte. En effet, selon les thématiques de l'environnement, **le SCoT dispose de leviers d'action plus ou moins importants**. Il permet d'apporter des solutions sur des thématiques particulières telles que la consommation d'espace agricole, la préservation de paysages ou les déplacements et d'intégrer de manière transversale les objectifs environnementaux des documents-cadres.

Tableau 2 : Enjeux hiérarchisés

Thématique	Leviers du SCoT	Hiérarchisation
Biodiversité et continuités écologiques	3	**Fort**
Paysages et patrimoine	3	**Fort**
Risques	3	**Fort**
Ressource en eau	2	**Moyen**
Énergie, air et climat	2	**Moyen**
Nuisances	2	**Moyen**
Déchets	1	**Faible**
Sites et sols pollués	1	**Faible**
Ressources minérales	1	**Faible**

L'articulation avec les documents-cadres

L'évaluation environnementale s'attache à étudier les plans les plus pertinents au regard des interactions potentielles avec le SCoT, et intègre d'autres plans susceptibles d'être concernés.

Le schéma ci-après résume les rapports de compatibilité et de prise en compte que le SCoT entretient avec les différents plans et programmes selon la hiérarchie des normes juridiques.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 529/538

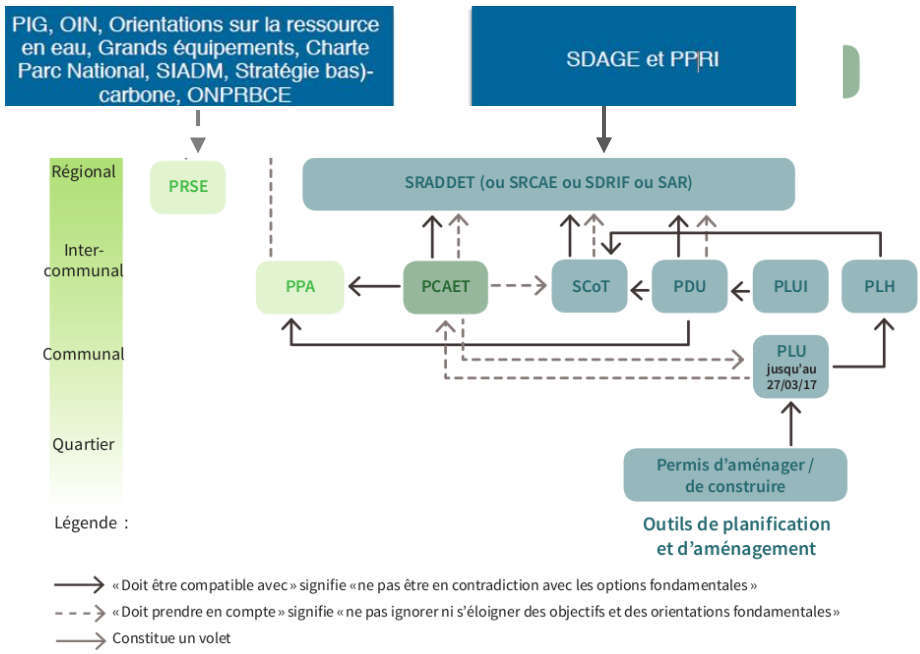


Figure 1 : Hiérarchie des normes

L'analyse de l'articulation est établie à partir des différents degrés d'articulation qui concernent le SCoT :

- La prise en compte : la notion la plus souple juridiquement. Elle implique que le document « inférieur » n'ignore pas le document « supérieur ».
- La compatibilité : cette notion traditionnelle — que l'on retrouve en matière d'urbanisme — signifie que le document « inférieur » « ne doit pas être en contrariété » avec le document « supérieur ».
- L'opposabilité à l'administration : ces documents s'imposent à l'administration déconcentrée et décentralisée : l'administration de l'État les a validés en les approuvant.

LES PLANS ET PROGRAMMES S'IMPOSANT AU SCOT

Les plans et programmes de portée environnementale analysés dans le cadre de l'articulation correspondent à ceux en vigueur sur le territoire à ce jour.

Le SCoT de Moulins communauté est compatible avec :

- Les règles du fascicule du Schéma d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;
- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne (2022-2027) ;
- Le Plan de gestion des risques inondation (PGRI) Loire-Bretagne 2022-2027 ;
- Le Schéma régional des carrières.

Justification du projet au regard de l'environnement

La prise en compte des enjeux environnementaux identifiés lors de l'élaboration de l'état initial de l'environnement passe par différentes réponses au sein du SCoT, notamment du DOO qui acte :

- Le respect du patrimoine architectural et paysager du territoire ;
- L'adéquation du développement avec la ressource en eau ;
- La préservation des milieux naturels et de la biodiversité ;

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 530/538

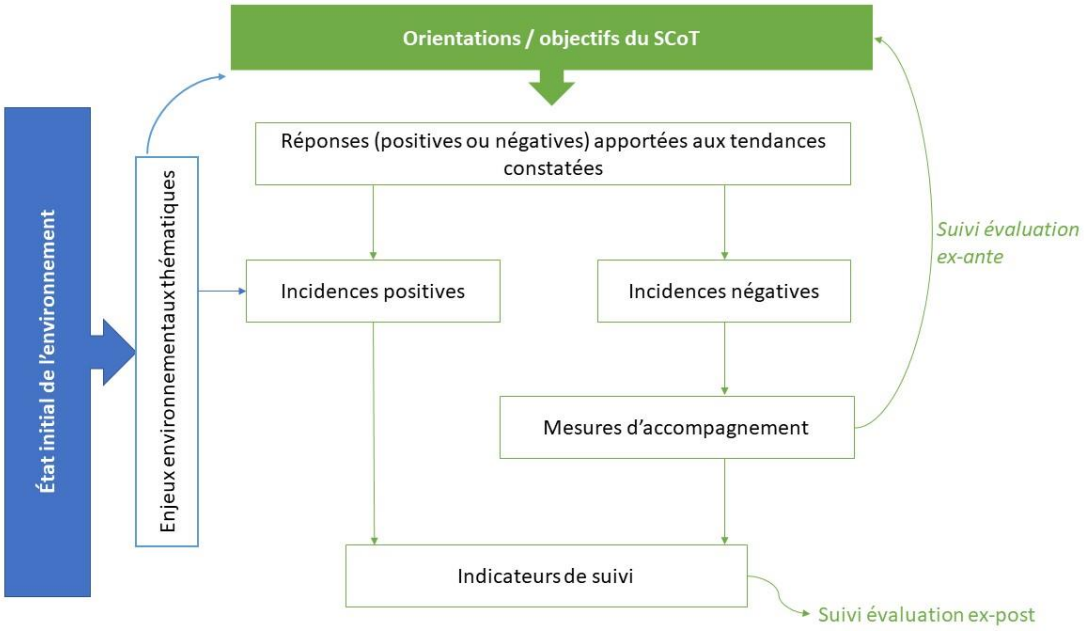
- Une intégration des objectifs climat, air et énergie au sein du SCoT ;
- L'intégration des risques ;
- La préservation de la santé humaine.

Méthode de l'évaluation environnementale

PRESENTATION METHODOLOGIQUE

La méthode retenue pour établir l'évaluation environnementale du SCoT a consisté en plusieurs étapes :

- Établir un état initial de l'environnement dans lequel les atouts, les faiblesses et les tendances d'évolution de l'environnement sont identifiés ;
- Sur la base de ces analyses, des enjeux ont été définis ;
- L'analyse des incidences a alors été réalisée en s'appuyant sur :
  - une analyse multicritère : croisement entre ces enjeux d'une part et les dispositions du DOO, d'autre part. Cette analyse a permis d'estimer les effets du SCoT sur l'environnement et de définir des mesures d'évitement ou de réduction ont été définies ;



  - Une analyse géomatique des secteurs susceptibles d'être impactés par le développement planifié, y compris sur les sites Natura 2000. Cela a également conduit à l'identification de mesures d'évitement et de réduction ;
  - une analyse des émissions de GES et consommations d'énergie évitées grâce à l'outil GES-urba du CEREMA ;

- Des indicateurs de suivi ont alors été proposés afin de suivre l'évolution de l'environnement à partir du moment où le SCoT sera approuvé et sera mis en œuvre ;
- Un résumé non technique de l'évaluation environnementale est réalisé dans un dernier temps, aisément accessible à l'ensemble des partenaires publics associés et au public.

LIMITES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La méthode d'évaluation environnementale reprend, en l'adaptant, le contenu de l'étude d'impact des projets, à la différence près que, visant des orientations d'aménagement du territoire, les projets qui en

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 531/538

découlent ne sont pas toujours définis et localisés avec précision sur le territoire. Chaque projet, notamment les projets d'infrastructures, doit donc faire l'objet en complément d'une étude d'impact particulière.

Il est donc important de préciser que les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature ni à la même échelle et au même degré de précision que ceux évalués dans le cadre d'un projet d'aménagement localisé et défini dans ses caractéristiques techniques. Ainsi, les incidences des différents projets inscrits dans le DOO ne sont abordées qu'au regard de leur état d'avancement. En revanche, l'évaluation environnementale formule des recommandations visant à encadrer les projets dont les contours précis restent flous au regard des enjeux environnementaux identifiés à leur niveau ou à proximité.

La quantification des incidences environnementales de la mise en œuvre du SCoT est effectuée de façon optimale, dans la mesure du possible. Si par exemple l'estimation des surfaces consommées par l'urbanisation est facilement accessible, ce n'est cependant pas le cas pour toutes les données environnementales.

L'évaluation quantitative des orientations du SCoT est donc réalisée en fonction des moyens, données et outils disponibles, tandis que l'analyse qualitative peut être systématiquement poussée au mieux des possibilités.

L'analyse des incidences sur l'environnement

LA PLUS-VALUE APPORTEE PAR LE SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT

Le DOO obtient des scores importants pour les enjeux forts et moyens, traduisant une bonne plus-value environnementale pour ces thématiques, tandis que les réponses du DOO en matière de déchets, sites et sols pollués et ressources minérales sont faibles à négligeables.

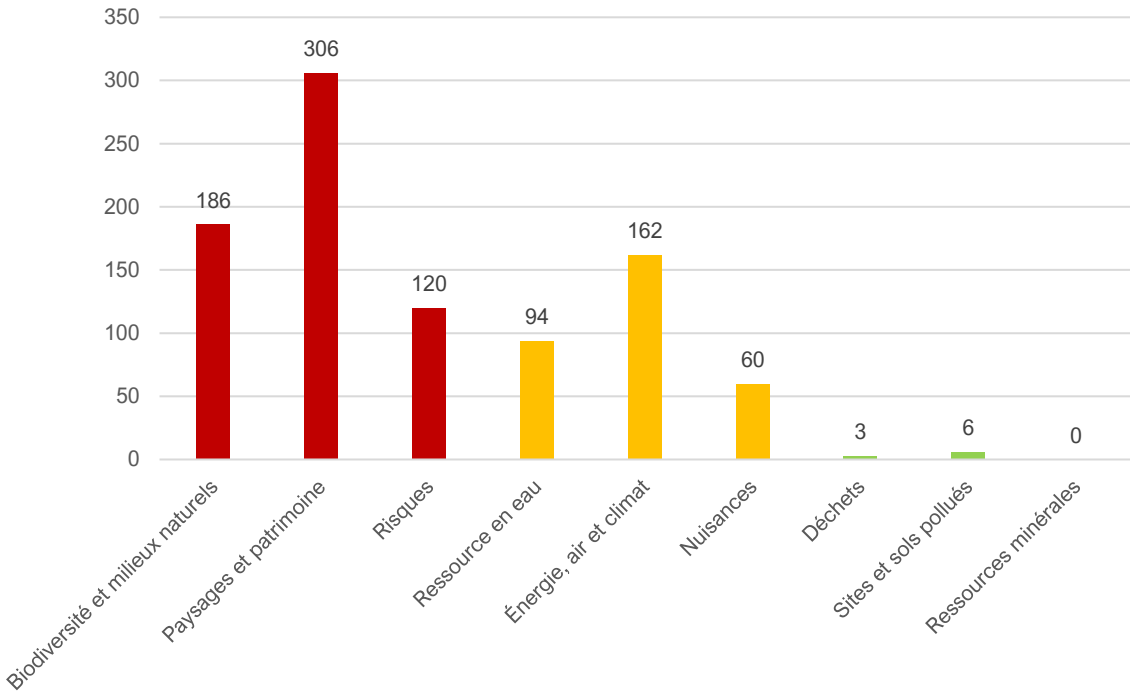


Figure 2 : Profil environnemental du DOO

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 532/588

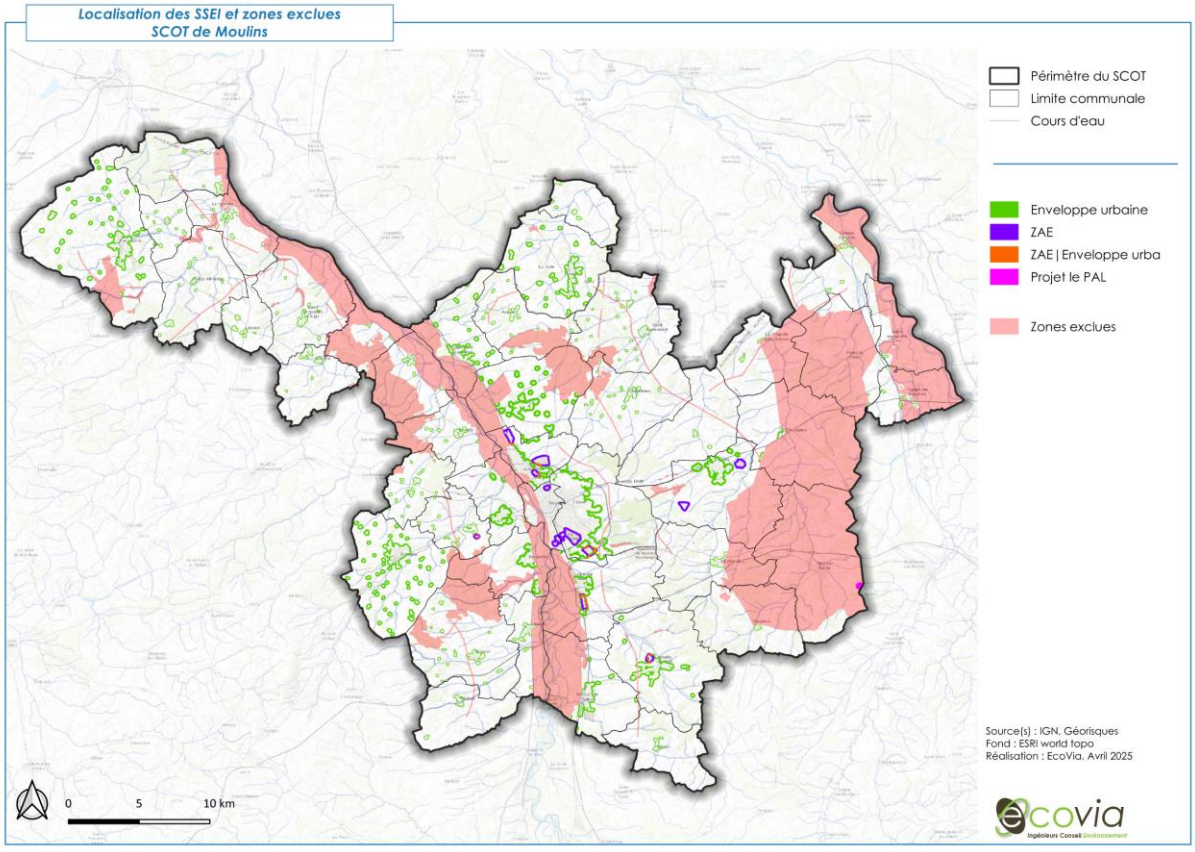
Certains projets pourraient néanmoins engendrer des incidences négatives (production de logements en extension, extension des zones d'activité, développement touristique, etc.) c'est pourquoi plusieurs mesures sont préconisées afin d'éviter ou réduire ces impacts.

Notamment, les espaces de consommation foncière prévus dans le DOO (pour le logement, les activités, les équipements, etc.) représentent les secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) par la mise en œuvre du SCoT.

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES

Le DOO précise par ses prescriptions l'enveloppe maximale d'extension potentielle de la tâche urbaine pour tout type de projet (habitat, économie, tourisme) d'ici à 2046 sans préciser les zones précises prévues pour l'extension des différentes enveloppes urbaines, les projets touristiques ou les zones d'activités. Les incidences environnementales les plus fortes sont susceptibles de s'y exercer. Un travail géomatique permet de localiser ces secteurs, dont sont ensuite retranchés les réservoirs de biodiversité règlementaires et les corridors écologiques (tampon de 50 m) définis par le DOO, et l'on obtient alors les secteurs susceptibles d'être impactés. Ces retranchements permettent de traduire certaines des mesures d'évitement majeures prévues par le DOO. Ces zones devront être évitées par les documents d'urbanisme locaux.

L'analyse des croisements entre ces SSEI et les sensibilités environnementales montre que la plupart des secteurs à enjeux sont évités (notamment les sites inclus en réservoirs de biodiversité comme les ZNIEFF 1, les sites Natura 2000, les sites du Conservatoire, les gisements du SRC, etc.), et des mesures ERC sont préconisées pour inciter les documents locaux d'urbanisme à éviter les incidences sur l'exposition des populations aux nuisances, risques et pollutions, afin de limiter les potentiels effets négatifs.



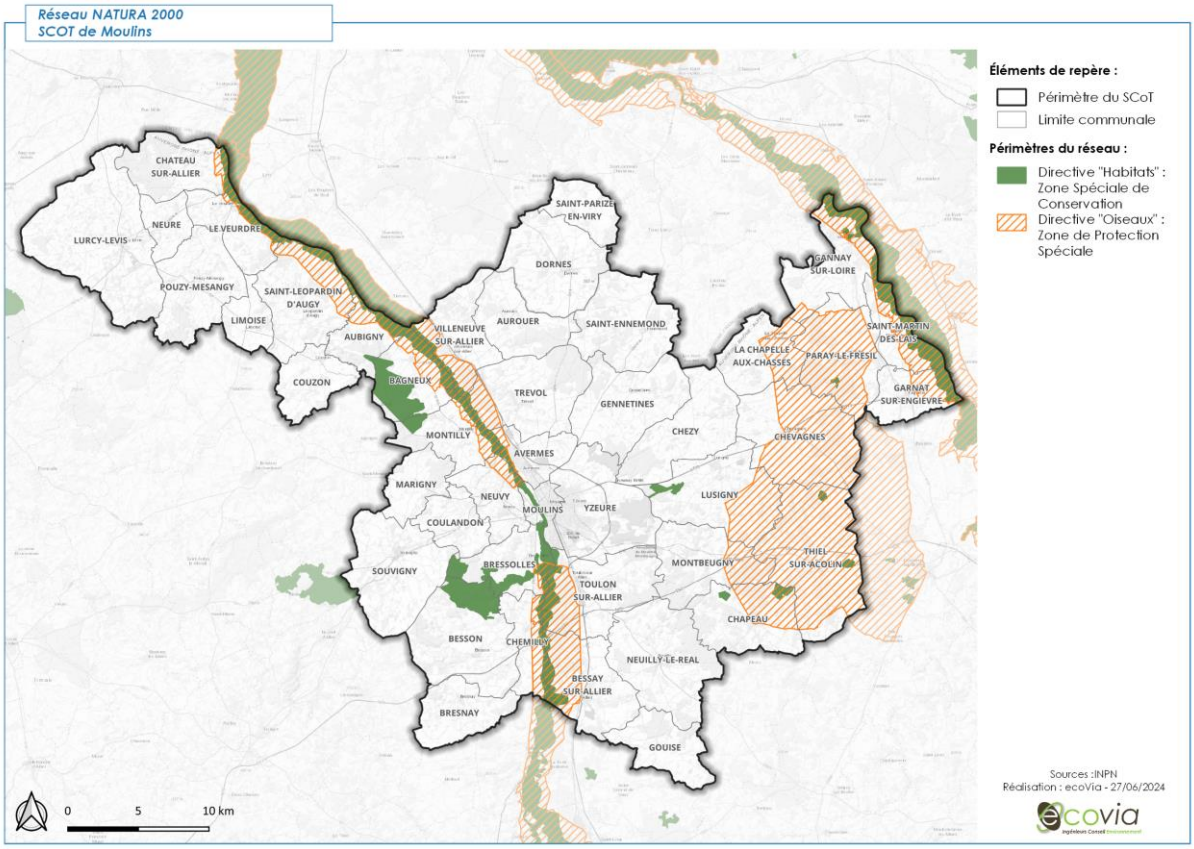
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 533/538

INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

➲ Les sites sur le territoire

Sur le territoire du SCoT de Moulins, on recense 11 sites Natura 2000, dont 5 ZPS et 6 SIC. Le réseau Natura 2000 couvre 12,28 % du territoire du SCoT.



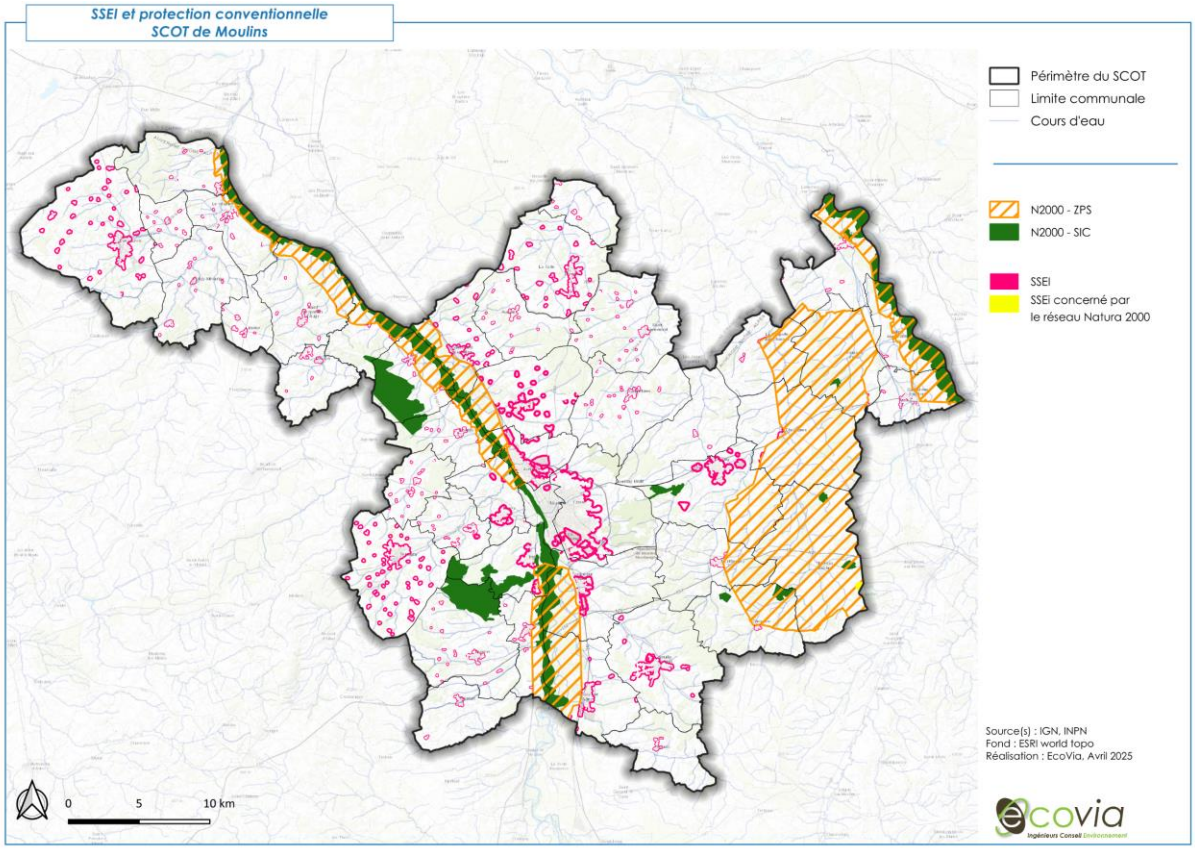
➲ Analyse des incidences sur le réseau Natura 2000

Les sites Natura 2000, et notamment les habitats et espèces communautaires à enjeux de conservation, sont protégés par le DOO. Cependant, certains projets touristiques portés par le SCoT sont localisés à proximité du réseau ou en ZPS. Ainsi des mesures Éviter-Réduire-Compenser (ERC) sont préconisées afin de garantir le respect des objectifs de conservation des sites Natura 2000 et de prévenir tout risque d'atteinte significative à leur intégrité.

En l'état actuel et sous réserve du respect des mesures environnementales proposées, le projet de SCoT ne devrait donc pas entrainer d'incidences significatives susceptibles de remettre en cause l'état de conservation des habitats naturels et des espèces faunistiques et floristiques d'intérêt communautaire ayant justifié de la désignation des différents sites au sein du réseau Natura 2000.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 534/538



ANALYSE DES EMISSIONS DE GES ET CONSOMMATIONS D'ENERGIE

L'analyse des prescriptions du DOO grâce à l'outil GESurba de l'ADEME permet d'estimer les évolutions d'émissions de GES et consommations d'énergie attendues à la suite de la mise en œuvre du SCoT.

Le SCOT de Moulins communauté permettrait ainsi de réduire les émissions de GES de 69% par rapport à une évolution tendancielle, notamment via les objectifs de réduction de consommation d'ENAF. En revanche, du fait des objectifs la construction de bâtiments résidentiels et d'attractivité économique qui devront entrainer un besoin en surface tertiaire plus important, et malgré les efforts sur la mobilité, les consommations énergétiques devraient être 45% supérieures par rapport au scénario tendanciel.

Le dispositif de suivi

Des indicateurs sont préconisés afin de faciliter le suivi de l'état de l'environnement et de la mise en œuvre du SCoT sur le territoire. La fréquence de suivi préconisée, la source de la donnée et l'état initial sont également indiqués.

Thématique	Variables
Biodiversité et continuités écologiques	Surface des réservoirs de biodiversité (ha)
	Surfaces, linéaires ou nombre d'éléments de la trame verte et bleue protégés dans les documents d'urbanisme locaux (L151-23, EBC, etc.)
Consommation d'espace	Évolution de l'artificialisation des sols en extension urbaine (ha)
	Évolution de la consommation d'espaces due à la densification (ha)
Eau et assainissement	État qualitatif et quantitatif des masses d'eau
	Prélèvements pour l'eau potable
	Nombre de STEP non conformes

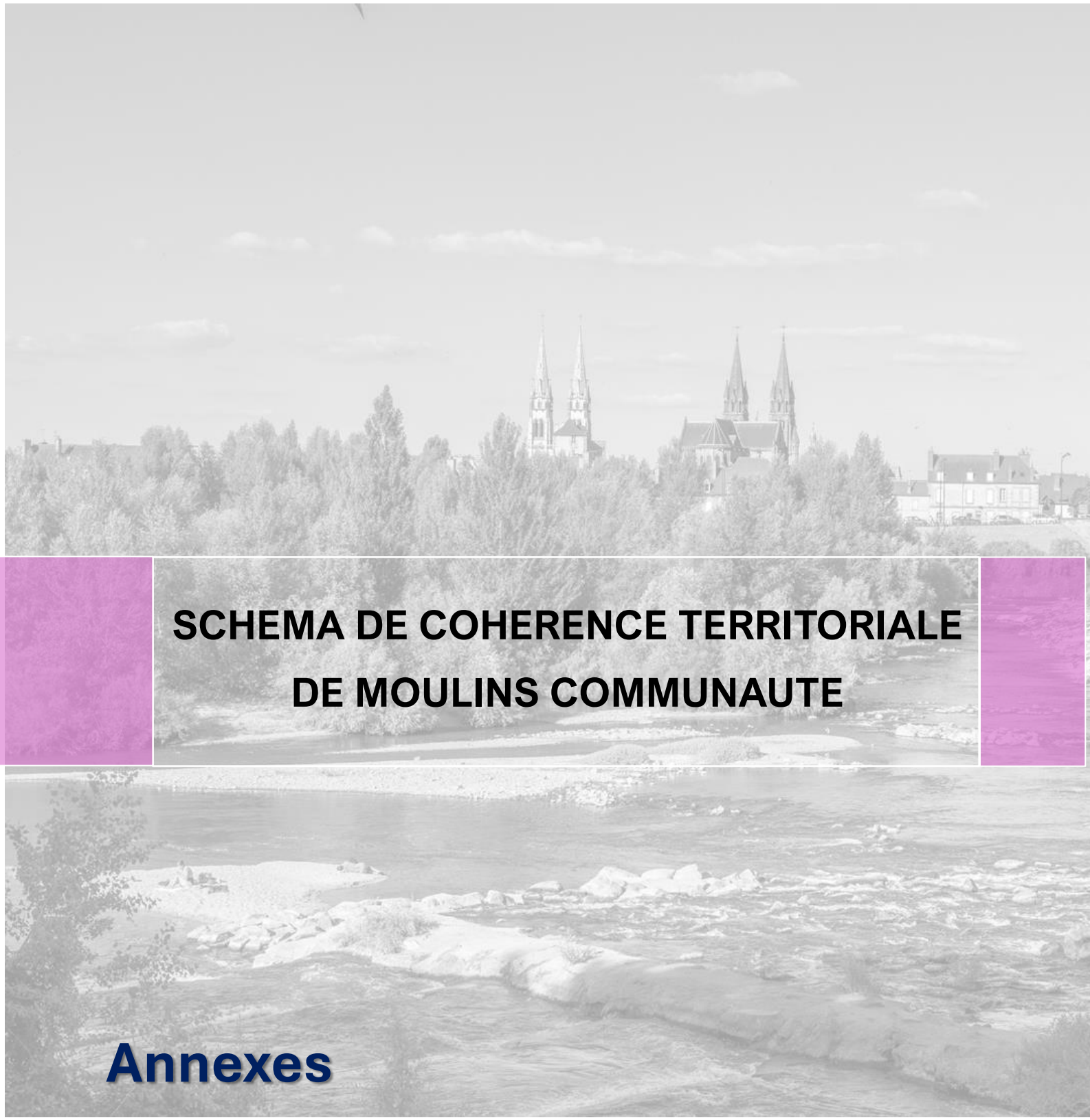
Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 535/538

Thématique	Variables
	Capacité résiduelle des STEP
Energie	Consommation énergétique du territoire par secteur (GWh)
	Part des énergies renouvelables produites par rapport au total des énergies consommées
GES	Émissions de GES par secteur (en kteqCO_2)
Pollution de l'air	Émissions de polluant (t)
Risques naturels et technologiques	Nombre d'arrêtés catastrophe naturelle

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 536/538



SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 7 - Suivi

Version pour l'arrêt du 14 mai 2025

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

L'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES 3

LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE 3

LES MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE 4

LES OBJECTIFS DU SUIVI.....4

LE CHOIX D'INDICATEURS DE SUIVI 4

LA NECESSITE D'UN BILAN APRES 6 ANS DE MISES EN ŒUVRE, D'OBSERVATIONS ANNUELLES.....4

LA TENUE D'UN TABLEAU DE BORD.....5

LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX DU SCOT.....8

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 538/538

L'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS

LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

La loi définit les conditions de la mise en œuvre des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale et notamment leur prise en compte par les documents d'urbanisme locaux, ainsi que par les principales opérations d'aménagement.

La mise en œuvre de ce schéma est donc conditionnée par la bonne compatibilité des plans, programmes et projets locaux.

Les documents et opérations concernés par ce rapport de compatibilité sont identifiés par le Code de l'Urbanisme :

- Les Plans Locaux d'Urbanisme ;
- Les Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur ;
- Les cartes communales ;
- Les Programmes Locaux de l'Habitat ;
- Les Plans de Déplacements Urbains ;
- La délimitation des périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;
- Les opérations foncières et les opérations d'aménagement définies par décret en Conseil d'État ;
- La création ou l'extension de commerces de détail et d'ensembles commerciaux de plus de 1000 m² de surface de vente et certains drives ;
- Les projets d'établissement de spectacles cinématographiques soumis à autorisation ;
- Les permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale.

Par ailleurs, l'article R.142-1 du Code de l'urbanisme précise que le SCoT est également opposable à certaines opérations d'aménagement :

- Les Zones d'Aménagement Différé ;
- Les Zones d'Aménagement Concerté ;
- Les lotissements, les remembrements réalisés par des associations foncières urbaines et les constructions soumises à autorisations, lorsque ces opérations ou constructions portent sur une surface de plancher de plus de 5 000 mètres carrés ;
- La constitution, par des collectivités et établissements publics, de réserves foncières de plus de 5 hectares d'un seul tenant.

Les délais de mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme et cartes communales approuvées avant le Schéma de Cohérence Territoriale, sont précisés par le Code de l'Urbanisme : un an (règle générale) ou 3 ans si la mise en compatibilité entraîne une révision du document local d'urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 539/558

LES MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

LES OBJECTIFS DU SUIVI

La mise en œuvre du SCoT passe par la compatibilité des plans, programmes et projets de la collectivité et des partenaires du territoire vis-à-vis du schéma. Les orientations et les objectifs définis dans ce document qui a pour objet de cadrer les politiques publiques relatives à l'aménagement du territoire doivent être suivis, à la fois pour :

- Vérifier la bonne mise en œuvre de la stratégie du SCoT et de l'atteinte de ses objectifs,
- Vérifier la pertinence des prescriptions sur le long terme et de faire évoluer si besoin le document établi.

Ce suivi s'opère par le moyen d'indicateurs statistiques, cartographiques.

En particulier, il s'agira de vérifier :

- Les évolutions démographiques, notamment l'inversion des tendances telles que l'ambition politique du SCoT les met en perspectives, et l'évolution des initiatives économiques et sociales qui seront mises en œuvre pour y parvenir ;
- La modération de la consommation d'espaces telle que programmée par le SCoT, avec en particulier la réalité du réemploi du bâti existant (remobilisation des logements vacants) ;
- Les implantations des activités avec notamment leur part en zones d'activités aménagées par les collectivités ;
- Les atteintes portées aux milieux naturels, agricoles et forestiers et le respect des objectifs de densité et de renouvellement
- La prise en compte du rôle des différents niveaux de l'armature urbaine (territoriale) vis-à-vis de l'accueil de population, de la localisation des équipements.

LE CHOIX D'INDICATEURS DE SUIVI

Les indicateurs de suivi peuvent être organisés en trois parties, selon leurs objectifs :

- L'alimentation d'indicateurs basiques permettant de mettre à jour le profil du territoire en matière économique et sociodémographique.
- Le suivi de l'efficacité des orientations du SCoT ;
- Le suivi des impacts du SCoT dans le cadre de son évaluation environnementale.

LA NÉCESSITÉ D'UN BILAN APRÈS 6 ANS DE MISES EN ŒUVRE, D'OBSERVATIONS ANNUELLES

En application de l'article L.143-28 du Code de l'urbanisme, la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale implique que six ans au plus après la délibération portant son approbation, Moulins communauté procédera à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, d'implantations commerciales, d'économie touristique, d'immobilier touristique, et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète.

À défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale serait caduc.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 540/558

LA TENUE D'UN TABLEAU DE BORD

Ce tableau de suivi regroupe des indicateurs quantitatifs et qualitatifs thématiques, il permet de mesurer, objectiver et qualifier les évolutions du territoire dans le temps. Ce référentiel doit être précis et simple pour faciliter sa mise en œuvre. Il est déduit du niveau de définition des orientations et objectifs, ainsi l'évaluation d'un objectif ou d'une orientation peut se faire sur la base d'un indicateur unique ou d'un ensemble d'indicateurs.

Les enjeux et les orientations sont décomposés en cibles et critères d'évaluation, facilement identifiables pour caractériser l'orientation stratégique et l'évaluer. Ainsi pour une même orientation stratégique, sont définis (en fonction de la donnée disponible) :

- La cible (ou variable) qui permet de définir le levier d'actions à mettre œuvre pour évaluer l'orientation concernée (sur quoi faut-il évaluer, quel type de donnée mettre en œuvre, sur quelle composante du territoire l'orientation stratégique à évaluer doit-elle reposer…).
- Le critère (ou seuil) qui permet de qualifier la bonne ou la mauvaise application ou prise en compte de l'orientation stratégique (évolution attendue des composantes territoriales identifiées, sens de l'évolution, objectifs quantitatifs - chiffrés - ou qualitatifs…).

C'est l'association d'un critère (ou seuil) à une variable (ou cible) qui constitue l'indicateur d'évaluation. Ces indicateurs permettent de vérifier l'atteinte des orientations prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale.

Les tableaux suivants précisent la nature des indicateurs, leur pas de temps, la source des données mobilisables, et leur niveau de précision. Les indicateurs pourront être présentés par la collectivité sous forme de tableau ou sous forme d'observatoire dédié au suivi et à l'évaluation du SCoT.

Les indicateurs généraux sont les suivants :

Indicateur	Fréquence	Source de la donnée	Niveau de précision
Nombre d'habitants (population municipale)	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de jeunes (- de 20 ans)	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de ménages	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de logements mis en chantier	Annuelle	SITADEL, DDT 55	Commune
Nombre de résidences principales	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de résidences secondaires	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de logements vacants	Annuelle	INSEE	Commune
Taille des logements	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de logements locatifs	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre de logements sociaux	Annuelle	FILOCOM, RPLS, DDT 55	Commune
Nombre d'emplois	Annuelle	INSEE	Commune
Nombre d'établissements créés	Annuelle	INSEE, CCI	Commune
Surface agricole utile (SAU)	3 ans	Chambre d'agriculture	Commune

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 541/558

Les indicateurs d'efficacité, plus précis que les indicateurs généraux permettent d'évaluer l'atteinte des objectifs et orientations plus spécifiques du SCoT :

Indicateur	Fréquence	Source de la donnée	Niveau de précision
Nombre de logements produits dans les zones U et AU	Annuelle	EPCI, DDT 55, EPCI, MAJIC3	Commune
Nombre de logements produits par renouvellement	Annuelle	EPCI, DDT 55, EPCI, MAJIC5	Commune
Nombre de logements produits en densification de l'enveloppe urbaine existante et perspectives	Annuelle	EPCI, DDT 55, EPCI, MAJIC6	Commune
Part des logements collectifs et des logements individuels groupés dans la construction totale	Annuelle	Communes, DDT 55, MAJIC3	Commune
Nombre d'hectares en extension prévus par les documents d'urbanisme pour l'habitat et localisation (bourg, hameau)	Annuelle	Commune, EPCI (PLU et PLUi)	Commune
Nombre et densité des opérations d'ensemble	Annuelle	EPCI, Communes, DDT 55	Commune
Superficie des surfaces artificialisées (par extension des enveloppes urbaines)	Annuelle	EPCI, communes, DDT 55	Commune
Préservation de la trame Verte et Bleue	Au cas par cas	Règlement et zonage PLU, PLUi	Commune
Mesures concernant la protection des paysages dans les documents d'urbanisme	Au cas par cas	Communes, EPCI (PLU et PLUi)	Commune
Nombre de commerces de proximité	3 ans	INSEE	Commune
Nombre et localisation des nouveaux commerces de tailles > 300 m² > 1 000 m²	Annuelle	EPCI, communes	Commune
Nombre d'aires de covoiturage	Annuelle	EPCI	Commune
Taux d'accès au très haut débit	Annuelle	France THD	Commune
Nombre d'extensions et de créations des ZAE	Annuelle	Communes, EPCI (PLU/PLUi)	Zone
Évolution du nombre d'emplois au lieu de travail	1 an	INSEE	Commune
Nouvelles implantations et surfaces disponibles dans les zones d'activités	1 an	EPCI	Commune
Aménagement linéaire mode doux (sentiers randonnées, voies cyclables)	2 ans	EPCI	Commune
Fréquentation des transports collectifs (urbains et interurbains)	1 an	EPCI	Commune

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 542/558

Nombre de logements autorisés et commencés	1 an	Sit@del2	Commune
Nombre de logements aidés construits	1 an	EPCI, service habitat du département	Commune
Part du logement locatif public	1 an	INSEE	Commune
Parc de logements par typologie	1 an	Sit@del2	Commune
Opérations d'aménagement (PC/PA)	1 an	EPCI, communes	Commune

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 543/558

LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX DU SCOT

Les indicateurs d'évaluation permettent de mesurer les effets et/ou résultats d'un projet en vue d'en déterminer sa pertinence, sa cohérence et son efficience de mise en œuvre ainsi que l'efficacité, les impacts et la pérennité des effets obtenus.

Trois niveaux sont privilégiés pour la décomposition des orientations stratégiques :

- **Indicateur d'état :** généralement il s'agira de données brutes, chiffrées, proposées en valeur absolue, facilement accessibles et représentatives. Il permettra de définir l'évolution de la variable observée dans le temps.
- **Indicateur de pression :** il montre des évolutions, les grandes tendances qui pèsent sur l'environnement du territoire et ses composantes. Il s'agira dans la majorité des cas de ratios, voire d'indices qui caractériseront la pression qui s'exerce sur les milieux et le territoire au sens large.
- **Indicateur de réponse :** il évalue la bonne réussite de la mise en œuvre du SCoT sur le territoire. Il pourra s'agir d'objectifs globaux chiffrés ou bien qualitatifs. Il s'agit d'une sorte de synthèse des deux premiers types d'indicateurs : un indicateur de performance globale du SCoT sur la thématique considérée.

Chaque indicateur sera le plus possible défini par une variable et un seuil (sous réserve de disponibilité de la bonne information ou de la bonne donnée).

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 544/558

Thématique	Variables	Type d'indicateurs	Source	Fréquence de suivi	État initial
Biodiversité et continuités écologiques	Surface des réservoirs de biodiversité (ha)	Réponse	SCoT	6 ans	36000 ha
	Surfaces, linéaires ou nombre d'éléments de la trame verte et bleue protégés dans les documents d'urbanisme locaux (L151-23, EBC, etc.)	Réponse	Géoportail de l'urbanisme	3 ans	À compléter lors du bilan du SCoT
Consommation d'espace	Évolution de l'artificialisation des sols en extension urbaine (ha)	État	CEREMA, portail de l'artificialisation	1 an	À compléter lors du bilan du SCoT
	Évolution de la consommation d'espaces due à la densification (ha)	État	CEREMA, portail de l'artificialisation	1 an	À compléter lors du bilan du SCoT
Eau et assainissement	État qualitatif et quantitatif des masses d'eau	État	Agence de l'eau Loire-Bretagne	6 ans	3 masses d'eau (Alluvion de l'Allier Aval, Sables et argiles du Bourbonnais du Moi-Pilocène et complexe multicouche des Limagne et Calcaires du Lias du Berry libres) en mauvais état chimique et quantitatif en 2019 Ruisseau de la Loire en bon état écologique en 2019 (le reste en état moyen, voire médiocre ou mauvais)

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 545/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Thématique	Variables	Type d'indicateurs	Source	Fréquence de suivi	État initial
					L'Acolin et ses affluents, le Luzeray et ses affluents, la Bieudre et ses affluents et la Loire depuis la confluence de la Besbre jusqu'à la confluence avec l'Aron en mauvais état chimique en 2019
	Prélèvements pour l'eau potable	État	BNPE	3 ans	5,2 Mm^3 en 2020
	Nombre de STEP non conformes	Pression	Portail de l'assainissement	1 an	0 en 2022
	Capacité résiduelle des STEP	Pression	Portail de l'assainissement	1 an	3432 EH en 2022
Energie	Consommation énergétique du territoire par secteur (GWh)	État	ORCAE	1 an	1771 GWh en 2022
	Part des énergies renouvelables produites par rapport au total des énergies consommées	État	ORCAE	1 an	13% en 2022
GES	Émissions de GES par secteur (en kteqCO_2)	État	ORCAE	1 an	626 kteqCO_2 en 2022
Pollution de l'air	Émissions de polluant (t)	État	ORCAE	1 an	1 276 t de COVNM 1 140 t NOx 5 642 t NH_3 817 t PM10 512 t PM2,5 32 t SOx en 2022
Risques naturels et technologiques	Nombre d'arrêtés catastrophe naturelle	État	Géorisques	1 an	57 entre 1982 et 2024

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 546/558

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MOULINS COMMUNAUTE

Annexes

Annexe 8 – Bilan de la concertation

Version pour l'arrêt du 14 mai 2025

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527

Table des matieres

INTRODUCTION 3

I - RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE 4

II - RAPPEL DES MODALITES DE CONCERTATION (EXTRAIT DE LA DELIBERATION DU 19 DECEMBRE 2019) . 4

III - LA CONCERTATION DANS LES ETAPES DU PROJET 5

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 548/553

INTRODUCTION

À la fin de la concertation, le Conseil Communautaire de Moulins Communauté arrête le bilan ci-présent.

Par délibération communautaire en date du 19 décembre 2014, Moulins Communauté a décidé d'engager la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale. Plusieurs raisons expliquent la révision du SCoT.

Le schéma de cohérence territoriale est le document d'urbanisme qui, à l'échelle du territoire de Moulins Communauté, détermine l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement du territoire dans le cadre du projet de territoire.

Il devra notamment fixer un cadre général fondé sur 3 piliers obligatoires :

- Activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières
- Offre de logements et d'habitat renouvelée, implantation des grands équipements et services, organisation des mobilités
- Transition écologique et énergétique, lutte accrue contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, prévention des risques, préservation et valorisation des paysages, de la biodiversité, des ressources naturelles

La gestion économe du foncier et la lutte contre l'artificialisation doivent être prises en compte dans chacun des 3 piliers.

Ainsi, la révision du SCoT poursuit plusieurs objectifs :

- Définir les enjeux du territoire pour les 20 prochaines années pour l'ensemble des 44 communes puisque le SCoT de 2011 ne concernait pas les communes du Pays de Levis en Bourbonnaise et celles du Pays de Chevagnes en Sologne bourbonnaise.
- Réviser ou approfondir certaines thématiques (ambitions démographiques, productions de logements, armature territoriale, évolution des pratiques de mobilité …)
- Prendre en compte le projet de territoire, voté en 2020, véritable feuille de route qui fixe les grandes orientations et les stratégies pour le futur de l'agglomération, à l'échelle de l'ensemble de son périmètre géographique.
- Renforcer la lutte contre le réchauffement climatique et notamment intégrer la stratégie et les orientations du PCAET voté en 2022
- Actualiser les documents composants le SCoT
- Intégrer les nouvelles exigences réglementaires (C f. les évolutions réglementaires Grenelle I et II, ALUR, Élan, Climat et Résilience ...)

/

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 549/553

I - RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE

À la fin de la concertation, le Comité Syndical arrête le bilan ci-présent.

Les articles L103-2 et suivants code de l'urbanisme (CU) encadrent les modalités de concertation du SCoT.

Dès sa révision, le Schéma de cohérence territoriale doit faire l'objet d'une concertation qui associe à la fois les élus Moulins Communautés, les élus des 44 communes qui composent le territoire, les partenaires de Moulins Communauté dont certaines sont des Personnes Publiques Associées, les habitants ... et ce, pendant toute la durée de la révision du document de planification d'urbanisme (art. L103-2 du même code).

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont définis préalablement et plus précisément par le Conseil Communautaire de Moulins Communauté, étant l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération.

Ainsi, le Conseil Communautaire a approuvé les modalités de concertation le 12 décembre 2019 (voir ci-après l'extrait de la délibération).

La concertation doit permettre à toute personne d'accéder aux informations relatives au projet de SCoT et de pouvoir formuler des observations et des propositions qui sont à la fois enregistrées et conservées. Pour répondre à ces attentes législatives, Moulins communauté a mis en oeuvre les outils nécessaires, présentés successivement ci-après.

II - RAPPEL DES MODALITÉS DE CONCERTATION APPROUVÉES LORS DE LA DÉLIBÉRATION DU COMITÉ SYNDICAL RELATIVE A LA REVISION DU SCOT (EXTRAIT DE LA DÉLIBÉRATION DU 19 DÉCEMBRE 2019)

Le processus qui sera mis en oeuvre pour la révision du SCoT jusqu'à ce que le projet soit arrêté et mis à enquête publique se déroulera selon les modalités de concertation suivantes :

- De tenir à disposition du public l'ensemble du dossier d'études lié à cette mise en révision du SCoT,
- D'ouvrir un registre de concertation au siège de Moulins Communauté ainsi que dans chacune des communes de l'agglomération, d'informer régulièrement la population par voie de presse quant à l'avancement de la procédure
- D'organiser autant que de besoin des réunions publiques d'information

Des modalités de concertation qui s'appuient à la fois sur les outils classiques et pour une part aux outils numériques : Le public pourra faire connaître ses observations au fur et à mesure en les adressant directement par courrier à l'adresse postale de la Communauté d'agglomération ou par courrier électronique.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 550/553

III - LA CONCERTATION DANS LES ÉTAPES DU PROJET

Dans l'élaboration du SCoT révisé, des ateliers, et réunions ont été mis en place pour la révision du diagnostic (A), du Projet d'Aménagement Stratégique (B) et du Document d'Orientations et d'objectifs (C).

En termes de concertation initiale, Moulins Communauté a édité une lettre dans les premiers mois de l'élaboration du SCoT, qui rappelle le contexte, les enjeux et les thématiques concernées :



CAP SUR 2035 !

Depuis avril 2017, Moulins Communauté a relancé un projet d'envergure : l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Premier document stratégique sur lequel les 44 communes de Moulins Communauté travaillent ensemble, le SCoT constitue une occasion unique de construire une vision globale et partagée du territoire pour trouver des réponses aux défis auxquels il est confronté : le développement économique, le logement, l'attractivité, le cadre de vie, la mobilité, etc... Toutes ces thématiques vont être passées au crible jusqu'à l'été 2019 pour donner une orientation claire au développement du territoire.

Elaborer un SCoT c'est l'occasion de construire une vision commune et partagée pour ces communes provenant de trois communautés de communes différentes. Pour cela il s'agit de rassembler les personnes ressources sur le territoire – élus, partenaires, Etat, acteurs économiques, associations – pour engager une dynamique de réflexion collective. A chaque étape du projet, une lettre d'information du SCoT de Moulins Communauté sera publiée. Ceci est la première, vous y trouverez l'ensemble des informations utiles pour comprendre, vous informer et vous exprimer sur ce projet.

CARTE D'IDENTITÉ

NOM / SCoT de Moulins Communauté

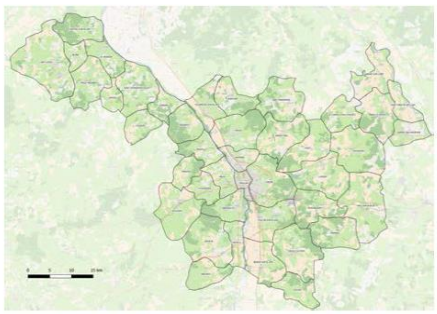
STRUCTURE PORTEUSE / Moulins Communauté

GENRE / Document d'urbanisme prospectif encadré par le Code de l'Urbanisme

VOCATION / Définir une organisation harmonieuse du territoire sur une période de 15 à 20 ans
Définir les espaces naturels et agricoles à préserver
Définir les objectifs en matière de développement économique, de déplacements, d'habitat et de mixité sociale et d'équipements commerciaux.

PORTÉE JURIDIQUE / Les documents d'urbanisme qui règlementent l'aménagement des communes devront être compatibles avec le SCoT : Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux ou non (PLU ou PLUi), cartes communales, Programme Locaux de l'Habitat, Plans de Déplacements Urbains, permis de construire, opérations d'aménagement, etc.

MOULINS COMMUNAUTÉ C'EST : 44 communes / **65 473** habitants





Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 551/553

ATTRACTIVITÉ, CADRE DE VIE ET HABITAT LES GRANDS DÉFIS POUR UN TERRITOIRE DYNAMIQUE ET ACCUEILLANT

CONFORTER LE RAYONNEMENT ÉCONOMIQUE ET REPENSER LA MOBILITÉ DANS MOULINS COMMUNAUTÉ

Un équipement numérique à mettre à jour !

Plus de la moitié des communes ne sont actuellement pas éligible au Très Haut Débit. Moulins Communauté s'engage pour remédier à la situation afin d'offrir une meilleure connexion à ses habitants.

QUESTION 1
D'après vous, combien de personnes se rendent au travail à pieds sur le territoire ?

Une mobilité dominée par la voiture mais un fort potentiel de développement des transports en commun

Aujourd'hui, 77% des habitants utilisent leur voiture pour se rendre sur leur lieu de travail. Pourtant, 70% de la population a accès à une gare en moins de 1 minutes. C'est la cadence des trajets qui freine l'utilisation de la voie ferrée !

Pour fluidifier le trafic, un deuxième pont permettant de franchir l'Allier sera construit ; les berges seront réaménagées et la RCEA et la RN7 se verront élargies à quatre voies jusqu'à Moulins.

Le développement économique : une stratégie transversale

C'est à la croisée du développement commercial, touristique et éducatif que se situe la volonté des élus pour dynamiser le territoire.

Profiter du potentiel existant pour attirer des entreprises. C'est faire vivre Logiparc, réutiliser les anciennes usines et travailler main dans la main avec les partenaires économiques (chambre du commerce et de l'industrie, chambre des métiers, etc.) pour adapter l'offre d'accueil aux besoins des entreprises.

C'est aussi adopter une stratégie adaptée à chaque échelle du territoire : des villages ruraux au cœur d'agglomération, chacun bénéficiera d'une réflexion pour que les habitants puissent bénéficier de commerces et de services de proximité.



Miser sur la formation pour attirer et garder les jeunes sur le territoire

Moulins Communauté dispose de multiples ressources en matière de formation. De la formation professionnelle à la formation universitaire, le territoire offre la possibilité de monter en compétences spécifiquement sur les métiers du bâtiment, du commerce, du verre, du design, de la santé et de l'agriculture.

Le tourisme, un atout économique de taille

Pour valoriser son patrimoine naturel et culturel, la Communauté d'agglomération jouera la carte du tourisme en développant les hébergements de plein air et familiaux le long des axes touristiques, en connectant mieux Le PAL au reste du territoire et en se dotant d'une nouvelle offre : le tourisme d'affaire !

QUESTION 2
Parmi ces différentes filières, laquelle est la plus représentée dans l'offre en enseignement supérieure sur Moulins Communauté ?

LA PREMIÈRE ÉTAPE DU SCOT EST TERMINÉE. Le diagnostic a permis d'analyser les atouts et les axes d'amélioration du territoire sous tous les angles (patrimoine, habitat, économie, déplacements, environnement, agriculture, etc.) et d'en faire ressortir les défis à relever.



VALORISER LE CADRE DE VIE ET PRÉSERVER LA RURALITÉ

QUESTION 3
Savez-vous quelle est la proportion d'espaces boisés et d'espaces ouverts sur le territoire ?

Un potentiel paysager important qui gagnera à être mis en valeur !

C'est une ressource majeure du territoire : 90% de Moulins Communauté est recouvert par les milieux naturels (espaces agricoles, ouverts, forêts et bocages). Un paysage ponctué de patrimoine vernaculaire de qualité.

Une ombre est portée à ce tableau bucolique par les entrées de villes. Une requalification s'impose pour que les franges urbanisées soient aussi agréables que les villages et le grand paysage !

Valoriser le paysage c'est aussi le rendre praticable : c'est l'ambition du travail porté sur l'axe Allier pour donner à voir la réserve naturelle et intégrer les modes de déplacements doux.



Des milieux naturels très présents mais fragiles

La présence des milieux naturels favorise la biodiversité et donc la bonne santé du territoire. Un bon point pour la communauté d'agglomération mais qui ne suffit pas. En effet pour s'épanouir, petites et grandes espèces, végétales et animales ont besoin des « corridors écologiques ». Fragilisés par la RCEA et la RN7, ces continuités naturelles sont à renforcer à 50% et à reconstruire à 20%. Des données que la communauté d'agglomération intégrera à ses chantiers de travaux publics entre-autres.

Une agriculture en transition

Loin de rester sur la touche en matière de diversification des activités, l'agriculture, portée par l'élevage et la culture des céréales, développe ses interactions avec les habitants du territoire. On voit donc fleurir les opportunités de vente directe ainsi que les circuits cou

MAINTENIR LA STABILITÉ DÉMOGRAPHIQUE ET OPTIMISER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Des logements à adapter aux besoins des habitants

Pour atteindre ou dépasser son objectif de 70 000 habitants en 2035, Moulins communauté se doit de leur offrir un parc résidentiel adapté et ce, sur l'ensemble des communes du territoire.

Pour cela, le bâti doit être rénové, les logements recalibrés à la taille des ménages : 68% des ménages sont formés par des personnes et ont donc besoin de petits espaces. Seuls 34% des logements correspondent à cette demande : une carence à combler.

Moulins Communauté s'engage aussi en faveur du logement social en l'intégrant à son développement urbain ; pour préserver ces familles déjà fragiles, elle pensera à une offre leur permettant de réaliser leur parcours résidentiel sans avoir à s'éloigner du centre-ville.

S'engager pour la performance énergétique

C'est avec un petit handicap que le territoire se lance
une bonne production photovoltaïque et éolienne, la
serre s'élevait à 17 tonnes par habitants et par an e
12 TeqCO2 !

C'est donc sur la préservation des activités liées aux
panneaux solaires sur les zones d'activités et la réduct
pour offrir à ses habitants un air plus respirable.



2 ANS POUR PENSER ENSEMBLE LE TERRITOIRE DE DEMAIN

Le SCoT est une démarche longue, qui progresse au fur et à mesure que l'on franchit les différentes étapes de son élaboration. Il prévoit des échanges avec l'ensemble des acteurs du territoire, afin de construire un projet fédérateur, compris et accepté par tous.

LES ÉTAPES

Le SCoT s'imposera à tous après 4 grandes phases d'études et de validation administrative :

1- OBSERVER LE TERRITOIRE

Le diagnostic
C'est le moment pour dresser un état des lieux du territoire sous tous les angles – habitat, démographie, économie, déplacements, biodiversité, équipements – afin de mettre en lumière les enjeux.

2- CHOISIR UN CAP

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
Il définit les grandes orientations du développement du Pays à suivre pour les 15 prochaines années. Il s'agit du projet politique, sur le plan de l'aménagement du territoire. Les élus y exposent leur vision de l'avenir.

3- ÉLABORER LE PLAN D'ACTIONS

Le document d'orientations et d'objectifs (DOO)
Il détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser d'une part et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers d'autre part.

4- VALIDER LE SCOT

Les personnes publiques associées, l'enquête publique et l'approbation
L'approbation définitive du SCoT par la Communauté d'agglomération se fait après consultation des personnes publiques associées (Etat, départements, région, chambres consulaires...) et enquête publique auprès des habitants. Le SCoT entre alors en vigueur.

S'INFORMER
- Une **exposition itinérante** au siège de la Communauté d'Agglomération
- Des **articles** et des **lettres** régulières

S'EXPRIMER/ÉCHANGER
- Des **réunions publiques** à chaque étape du projet
- Un **registre de la concertation** à votre disposition au siège de Moulins Communauté

CONTACT
- **contact.agglo@agglo-moulins.fr**
- Service Urbanisme de Moulins Communauté
  8 place Maréchal de Lattre de Tassigny
  03016 Moulins
- Tel. **04 70 48 54 54**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

545 — Réponse 1
C'est le nombre de personnes qui marchent matin et soir pour se rendre sur leur lieu de travail, soit 10% des actifs !

386 — Réponse 2
C'est le nombre d'étudiants inscrits dans la filière sanitaire et sociale en 2014, la plus représentée, juste devant le commerce et la gestion avec leurs 362 étudiants.

30% — Réponse 3
C'est la part des espaces boisés dans les milieux naturels. Ils comprennent la forêt et les bocages, le reste étant composé en majorité d'espaces agricoles.

307 — Réponse 4
C'est le nombre de cycles de lavage qu'un lave linge peut réaliser grâce à la production d'énergie renouvelables en 2014, soit 123 MégaWatts !

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 552/553

A. Le diagnostic

Le diagnostic est organisé à partir de l'animation de 4 COTECH animés à partir d'un support élaboré sur la base d'une 1ère version du diagnostic stratégique territorial établi par CITADIA et EVEN Conseils. Ce diagnostic fait l'analyse du fonctionnement et des tendances du territoire pour quatre thématiques :

- Organisation et évolution institutionnelle (prise en compte de l'...)
- Démographie et modes de vie, accueil de la population
- Dynamiques économiques et évolution de l'emploi
- Ressources du territoire face aux enjeux écologiques et climatiques

Dates	Thématiques des COTECH
24/10/2017	Lancement de la démarche
12/07/2017	Développement économique, tourisme, habitat, transport
12/07*/2017	Environnement
12/10/2017	Validation technique du diagnostic

L'organisation d'un COPIL dédié a permis la validation, du diagnostic.

Ce diagnostic a alors été présenté aux Personnes Publiques Associées (PPA).

B. Le Projet d'Aménagement Stratégique (anciennement PADD)

Après avoir consolidé la première version du diagnostic stratégique (équivalent à un état des lieux du territoire) à l'automne 2020, Moulins Communauté a organisé avec l'appui de l'agence CITADIA, un séminaire et des ateliers thématiques, afin de partager les principaux constats et enjeux.

Au total, plusieurs dizaines de participants (élus, acteurs socio-professionnels, partenaires institutionnels, techniciens des collectivités, associations ...) ont été réunis

Dates	Thématiques des ateliers
24/10/2017	Besoins en logements
14/03/2019	Développement résidentiel
23/03/2019	Développement économique, artisanal et commercial
11/04/2019	Environnement (biodiversité et milieux naturels, eau et ressources, risques ...

Les ateliers ont été animés à la fois par les élus et l'équipe technique de Moulins Communauté et les chargés de mission de CITADIA et EVEN CONSEILS

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 553/553

L'objectif était de définir un bagage commun et d'en prendre appui pour travailler sur la définition des orientations du Projet d'Aménagement Stratégique (à l'époque, avant juin 2020, on parle de PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable[1][2]).

Un séminaire a ensuite été organisé, avec pour objectif de :

- « De débattre et d'enrichir les grands enjeux à intégrer au PADD du SCoT ;

- De formuler des propositions d'orientations et leviers d'actions possibles ;

- De repérer les questions qui font débat, les points de tension, les sujets qui nécessiteront un approfondissement »

Le déroulement du séminaire s'est réalisé en trois temps :

- Le premier consistait en une introduction faite par les élus (président ou vice-présidents de Moulins Communauté en charge de la révision du SCoT) et de partager le résumé du diagnostic.

- Le second temps était consacré à la restitution des ateliers en constituant des groupes entre 6 et 8 personnes afin de débattre sur les enjeux et les pistes d'orientations proposées.

  Au sein des groupes un porte-parole était chargé de transmettre la synthèse de l'atelier. Pour construire une réflexion, chaque personne du groupe devait, à l'aide de post-it, se positionner sur l'ensemble des enjeux. Chaque « postit » mentionnait si la personne était d'accord ou non ou si elle souhaitait reformuler l'enjeu.

  Ensuite, un tour de table a eu lieu pour que chacun puisse partager ses idées. Enfin, une synthèse était réalisée pour organiser l'ensemble des idées au sein d'un même groupe.

  L'objectif était d'identifier des points de consensus et les réflexions qui restent à mener.

- La troisième partie était dédiée à la restitution des travaux de groupe suivi d'une conclusion des élus de Moulins communauté.

Un COTECH a permis de valider les enseignements du séminaire et de retenir les éléments à intégrer au PADD.

Comme pour le diagnostic, l'organisation d'un COPIL dédié a permis la validation, du PADD en l'état.

Ce PADD V1 a alors été présenté aux Personnes Publiques Associées (PPA).

[1] *Cf. l'ordonnance de modernisation des SCoT*

[2] *Le Conseil Communautaire a décidé dans sa séance du 29 juin 2021 de poursuivre l'élaboration du ScoT dans sa forme modernisée.*

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 554/636

Ensuite plusieurs COTECH, une conférence des Maires et deux réunions PPA ont permis d'enrichir le PADD mais en raison de manquements évidents dans l'animation de la démarche, un COPIL a décidé l'arrêt de la mission du groupement CITADIA et EVEN CONSEIL.

Le bureau d'études Planed anime la révision du PLH et à cette occasion intervient au cours de plusieurs ateliers consacrés à l'habitat.

Une prospective cohérente en termes de développement économique – démographie – Logements, à l'horizon de 6 années, est alors élaborée pour servir de support à la stratégie de renforcement de l'offre de logements mise en perspective par le PLH. Cette stratégie servira de base pour élaborer une prospective SCoT cohérente à l'horizon du SCoT soit 20 ans.

À l'occasion de l'élaboration du PLH, et dans l'objectif de développer une pédagogie à l'intention des communautaires et des maires / adjoints, un journée de formation-action sur le sujet de la loi Climat et Résilience et notamment les principes de l'inscription d'un territoire dans la trajectoire ZAN.

Après un mois consacré à l'actualisation du diagnostic et de l'évaluation des résultats de la mise en œuvre du SCoT de 2011 (Bilan), les travaux sur le PADD reprennent en février 2024.

Une conférence des maires marque alors la reprise de l'élaboration partagée du SCoT.

Un Cotech, une rencontre Président et Vice-Présidents de Moulins communauté et plusieurs rencontres des services permettent d'ajuster le projet :

- Sur la forme : Le projet est réarticulé pour coller au projet de territoire et pour répondre aux 3 grandes thématiques qui vont structurer le Document d'Orientations et d'objectifs :
    - Développement des entreprises et de l'emploi
    - Accueil des populations, offre de logement et des parcours résidentiels, renforcement des fonctions urbaines support (commerce, services, équipements et mobilité
    - Préservation de l'environnement et les 3 grandes transitions Biodiversité, énergétique et climatique.

Sur le fond pour intégrer les termes de la prospective. Cette cohérence ambitionnée des perspectives démographiques avec le développement de l'emploi entraîne une diminution des perspectives démographiques de près de 50%, pour une croissance de +2964 habitants sur 20 années.

Les nouvelles ambitions sont alors présentées en conférence des maire.

Puis à partir de leur validation de principe, ces nouvelles ambitions sont présentées aux services de la DDT de l'Allier.

Une série d'ateliers permet alors de décliner cette prospective dans tous les thèmes faisant l'objet d'objectifs et d'orientations dans le SCoT :

Dates	Thématiques des ateliers
10/05/2024	Environnement (biodiversité et milieux naturels, eau et ressources, risques ..., trajectoire ZAN
10/06/2024	Développement économique
11/06/2024	Aménagement commercial
11/06/2024	Urbanisme, logements, équipements et ZAN

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 555/563

Les principes généraux de la structuration et de l'organisation territoriale autour d'une armature territoriale et d'une trame verte et bleue sont réaffirmés.

Les thématiques abordées étaient :

1. Milieux naturels et biodiversité, Transition énergétique et préservation de la biodiversité et des paysages
2. Ambition emplois, évolution démographique cohérente et développement résidentiel induit
3. Aménagement commercial
4. Offre de services et d'équipements, qualité urbaine et formes d'habitat

Ces différentes réunions ont permis de faire évoluer et d'améliorer l'écriture du document à chaque étape.

A noter que l'élaboration du Plan Local de l'Habitat a été l'occasion deux fois de rencontrer chacune des communes de la Communauté d'Agglomération.

Chacune de ces rencontres a permis à la fois de mieux partager les propositions du PLH (donc celle du SCoT) en révision et de tenir compte des points d'attention spécifique de la commune concernée.

Une réunion avec la Vice-Présidente chargée de l'aménagement et de l'urbanisme a permis de jeter les bases de la déclinaison du PAS dans le DOO (document d'Orientation et d'Objectifs) sur la base de la structuration du document arrêté au début de la reprise de l'élaboration du PADD.

Le débat du PAS au Conseil Communautaire a eu lieu le 16 décembre 2024.

C. Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)2024

Trois rencontres avec des partenaires et un atelier ZAN ont permis d'étayer le document DOO et de « régler » e niveau de précision requis pour les prescriptions majeures :

Dates	Thématiques des ateliers
24/09/2024	Réunion avec les partenaires pour échanges Stratégie PAS et déclinaison DOO
24/10/2024	Atelier ZAN
11/11/2024	Réunion Préfecture sur la question de l'entrée de ville Sud du cœur urbain de l'agglomération
24/11/2024	Rencontre DDT03 pour présentation des stratégies ZAN et Aménagement commercial
24/12/2024	Rencontre de monsieur le Député pour présentation du projet et recueil de ses avis

Une réunion publique a été animée par les consultants e Planed et les services de la Communauté d'Agglomération ». Elle a servi à présenter l'ensemble du projet ! :

- Le Diagnostic et les enjeux
- Le Projet d'Aménagement Stratégie (PAS)
- Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

Cette réunion a rassemblé essentiellement des élus de la communauté de communes et des communes, complétés par quelques habitants.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 556/636

Les questions principales ont porté sur :

- Les perspectives économiques vis-à-vis desquels il apparaît que la démonstration du SCoT est assez convaincante et qu'il y a là matière à communication,
- Les objectifs de réhabilitation de logements vacants, pour lesquels tous les outils opérationnels n'existent pas encore,
- L'inscription du territoire dans une trajectoire ZAN, avec la perspective de la remise en cause de certains aspects de la lii Climat et Résilience par le Sénat : Quelle conduite tenir ?
- ...

Toutes les questions ont fait l'objet de précisions ou de réponses par madame la Voce-Présidente de Moulins Communauté, le bureau d'études Planed, et par les services urbanisme de Moulins Communauté.

Les termes du DOO ont été présentés au conseil communautaire qui les a validés.

D - Arrêt du Projet SCoT

Plusieurs réunions avec les services (Développement économique urbanisme et aménagement, Développement Durable, ont permis d'ajuster certaines parties du DOO.

Le projet SCoT finalisé a été présenté au Bureau, puis finalement ajusté pour tenir compte des derniers avis des Élus.

Il a été présenté en commission d'urbanisme, représenté au bureau puis finalement arrêté par le Conseil Communautaire le 16 mai 2025.

Conclusion

Les réunions thématiques, séminaires et autres réunions partenaires, publiques ... ont été l'occasion de développer

- Les éléments de diagnostic territorial= et de l'état initial de l'environnement,
- Les objectifs du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)
- Et les prescriptions et outils à mettre en oeuvre pour le projet.

Ces débats ont nourri les différentes pièces du SCoT à chaque étape. Elles ont été complétées par des rencontres spécifiques de certains acteurs du territoire sur des points précis et par des visites de site, notamment concernant le sujet précis de l'aménagement commercial.

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 557/636

ANNEXE 1 – DÉLIBÉRATION INITIALE POUR LA CONCERTATION

Accusé de réception en préfecture
003-200071140-20250514-C25054-B-DE
Date de télétransmission : 26/05/2025
Date de réception préfecture : 26/05/2025

Chaîne d'intégrité du document : 71 0F 28 56 E0 86 6C 4A EC C3 E5 9F F2 7A 56 85
Publié le : 27/05/2025
Par : PERISSOL Pierre-André
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/644527
Page 558/560